

P
lan

L
ocal

U
rbanisme

Grand' RIVIERE



PIECES ADMINISTRATIVES

Prescrit le 30 mars 2016
Arrêté le 01 juin 2018
Enquête publique du.....
Approuvé le



D-N°21/1507

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

14333 URBA Seal



DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION 20 juillet 2015 L'an deux mil quinze, le samedi 25 juillet à 10h30. Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de : Monsieur Joachim BOUQUETY, Maire,

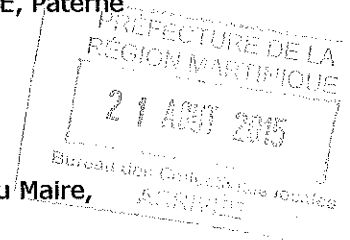
DATE D’AFFICHAGE 20 juillet 2015

NOMBRE DE CONSEILLERS : 15
Étaient présents : Monsieur Joachim BOUQUETY, Maire
Madame Viviane MOREAU, 2ème Adjointe
Monsieur Pierre ÉLISÉE, 3ème Adjoint
Madame Jeanne MOREAU, 4ème Adjointe
Messieurs Gabriel JULIENO, Emmanuel SALPETRIER, Jocelyn AFRICA, André BIRMINGHAM, Bruno BIRMINGHAM, Alex LEOPOLDIE, Paterné CHEMIN, Madame CASIMIRIUS Franzette, Conseillers.



EN EXERCICE : 15 Formant la majorité des membres en exercice.

PRÉSENTS : 12 Absents excusés : Messieurs José REINETTE, 1^{er} Adjoint au Maire, Léon ETIFIER, Daniel NESTORET, Conseillers.



VOTANTS : 12 Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Gabriel JULIENO est nommé secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

OBJET : Approbation modification du POS en PLU et délégation d’instruction des études à l’ADUAM ;

Vu le code de l’Urbanisme et notamment les articles L. 123-6 et L. 300-2 ;

Monsieur le Maire présente les raisons de l’élaboration du PLU :

La loi Alur instaure donc le transfert automatique de la compétence PLU aux intercommunalités. Jusqu’à présent, les communautés de communes et les communautés d’agglomération n’exerçaient pas de plein droit la compétence d’élaboration des PLU (seules les métropoles et communautés urbaines disposaient de cette compétence).

Les Plans d’Occupation des Sols (POS) deviendront caduques à compter du 1er janvier 2016 dans l’hypothèse où ils n’auraient pas été révisés et transformés en PLU.

Toutefois, lorsqu’une procédure de révision du POS aura été engagée avant le 31 décembre 2015, elle pourra être menée à terme sous réserve d’être achevée dans les 3 ans après la publication de la loi Alur du 24 mars 2014 (le POS continuerait donc à s’appliquer durant cette période).

Il est à noter que la caducité de ce document impliquerait l’application du Règlement National d’Urbanisme (RNU) de manière automatique.

La collectivité de Grand-Rivière possède un POS qui a été révisé en 2014, par conséquent nous devons également le transformer en PLU. Madame la Directrice s’est déjà rapprochée de CAP NORD qui a sollicité un forfait auprès de l’ADUAM pour les petites communes.

SEDI 30700 UZES (1102) - Réf. 309355

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

1°) De prescrire l'élaboration du PLU sur l'intégralité du Territoire de la Commune, conformément à l'article L. 123-1 du Code de l'Urbanisme.

2°) Faire appel à l'ADUAM qui a toujours instruit les études relatives au POS. Le nouveau PLU devra respecter un équilibre entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels dans une perspective de développement durable et tenir compte des nouvelles préoccupations et projets d'aménagements :
· renouvellement urbain, · habitat et mixité sociale, · diversité des fonctions urbaines, · transports et déplacements.

3°) Faire appel à CAP NORD pour une aide technique puisque la compétence leur est transférée.

4°) Rechercher des financements auprès de l'Etat

5°) Inscrire la dépense au budget

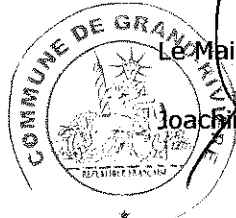
La présente délibération conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, sera transmise au Préfet du Département de la Martinique ou au Sous-Préfet de la Trinité et notifié :

- Aux présidents du Conseil régional et général ;
- Aux présidents de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture ;
- Au président de l'établissement public de Coopération Intercommunale ;
- Au président de l'organisation de gestion du Parc Naturel Régional ;

Conformément à l'article R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un délai d'un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

**Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le 17 août 2015 et
publication ou
notification du 17 août
2015.**

Le Maire,
Joachim BOUQUETY





D-N° 01/0216PLU

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

Sous-Préfecture de Trinité
Contrôle de légalité
RECU LE

30 MARS 2016

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION 19 février 2016 L'an deux mil seize, le 26 février. Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de : Monsieur Joachim BOUQUETY, Maire,

DATE D'AFFICHAGE
19 février 2016

NOMBRE DE CONSEILLERS :
EN EXERCICE : 15
PRESENTS : 09

Étaient présents : Monsieur Joachim BOUQUETY, Maire
Monsieur José REINETTE, 1^{er} Adjoint au Maire,
Madame Viviane MOREAU, 2^{ème} Adjointe
Monsieur Pierre ÉLISÉE, 3^{ème} Adjoint
Madame Jeanne MOREAU, 4^{ème} Adjointe
Messieurs Gabriel JULIENO, Jocelyn AFRICA, André BIRMINGHAM,
Emmanuel SALPETRIER, Conseillers.

ABSENTS EXCUSES Madame Franzette CASIMIRIUS, Messieurs Bruno BIRMINGHAM, Léon EETIFIER, Alex LEOPOLDIE Daniel NESTORET, Paterné CHEMIN Conseillers.

VOTANTS : 09 Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Emmanuel SALPETRIER est nommé secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

OBJET : ELABORATION D'UN PLAN LOCAL D'URBANISME

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et en particulier ses articles L.121-1, L. 123-1 et suivants, R.123-1 et suivants et enfin l'article L.300-2 ;

Vu le plan d'Occupation des Sols de Grand-Rivière approuvé en date du 14 mai 1999, révisé le 30 juillet 2008 et 16 juin 2009 et la délibération 28 janvier 2014 approuvant la dernière modification.

Monsieur le Maire rappelle que les dispositions de la loi ALUR (LOI pour l'Accès au Logement et un Urbanisme rénové du 24 mars 2014) prévoient la caducité des Plans d'Occupation des Sols (POS) qui n'auraient pas été mis en forme de plans locaux d'urbanisme au 31 décembre 2015 ;

La loi prévoit également que les POS dont la révision en vue de leur transformation en Plan Local d'Urbanisme (PLU) aurait été transcrite avant le 31 décembre 2015 bénéficieront d'un délai de trois ans à compter de la publication de la loi pour être transformés en PLU, soit jusqu'au 26 mars 2017 ;

il explique qu'une première délibération avait déjà été prise à cet effet le 25 juillet 2015, mais que l'ADUAM chargée de l'instruction des études ainsi que les services de l'État ont émis des observations en ce qui concerne l'objet de la délibération plus précisément les termes en ce sens qu'il s'agit de l'élaboration d'un PLU et non la modification du POS en PLU.

Il indique :

☞ que face à ces évolutions, la commune souhaite préserver son patrimoine naturel et rural et optimiser la zone urbaine tout en maintenant la qualité de vie de ses habitants ;

☞ que la révision du POS valant élaboration d'un PLU est rendue nécessaire afin de disposer d'un document d'urbanisme à portée stratégique et réglementaire pour la commune qui traduit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme souhaitées par les élus ;

☞ qu'il est donc nécessaire de se doter d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) répondant aux dispositions édictées à l'article L.121-1 et suivants du code de l'Urbanisme ;

☞ que le POS actuel approuvé le 14 mai 1999 et modifié en dernier lieu le 28 janvier 2014, ne répond plus aux exigences actuelles de l'aménagement spatial et durable de la commune ;

☞ que suite aux dispositions de la loi ALUR du 24 mars 2014 rendant caducs les POS au 31 décembre 2015, la commune doit mettre son POS en forme de PLU dans un délai de 3 ans suivant la publication de la loi ;

☞ que dans ce contexte la commune souhaite définir à travers son PLU une politique de développement urbain maîtrisée à l'échelle de son territoire prenant en compte les objectifs de développement durable suivants :

- ❖ permettre une évolution démographique modérée
- ❖ promouvoir le respect de la biodiversité locale (préservation d'un cadre de vie agréable. Respect de ce cadre dans les aménagements) ;
- ❖ entretenir le caractère patrimonial et la qualité paysagère des espaces urbains (qualité esthétique) ;
- ❖ répondre aux besoins de la population en matière d'habitat
- ❖ protéger l'écrin forestier et les espaces agricoles qui donnent à notre village son caractère rural notamment à ses entrées
- ❖ prévenir les risques de ruissellement et d'inondation
- ❖ assurer la mise en cohérence du PLU avec les documents supra-Communaux

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

1 - de prescrire l'élaboration d'un PLU,

2 - que l'élaboration porte sur l'intégralité du territoire de la commune conformément à l'article L 123.1 du code de l'urbanisme,

3 - que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- mise à disposition des documents d'étude et d'élaboration du dossier d'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme,
- réunions et débats publics,
- registre en Mairie,

4 - **de demander**, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis gratuitement à la disposition de la commune pour assurer la conduite de l'étude telle que définie dans la convention de mise à disposition ;

5 - **de donner délégation** au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant l'élaboration du PLU ;

6 - **de solliciter** de l'État qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à l'élaboration du PLU conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme, ainsi que l'aide financière de la Collectivité Territoriale de Martinique ;

7 - **De faire** appel à l'ADUAM qui a toujours instruit les études relatives au POS et à CAP NORD pour une aide technique puisque la compétence leur est transférée ;

8 - **dit que** les crédits destinés au financement des dépenses afférentes, *seront* inscrits au budget de l'exercice 2016 ;

9 - la présente délibération annule et remplace celle établie le 25 juillet 2015 avec pour objet Approbation modification du POS en PLU et délégation d'instruction des études à l'ADUAM.

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au Préfet du Territoire Martinique et au Sous Préfet de Saint-Pierre et de la Trinité,
- au Président de la Collectivité Territoriale de Martinique,
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture,
- au Président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Schéma de Cohérence Territoriale, d'organisation des transports urbains et de programme local de l'habitat en application de l'article L. 122-4.
- au Président de l'organisme de gestion du parc naturel régional,

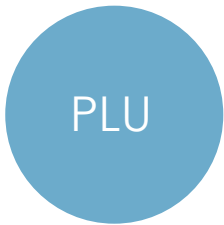
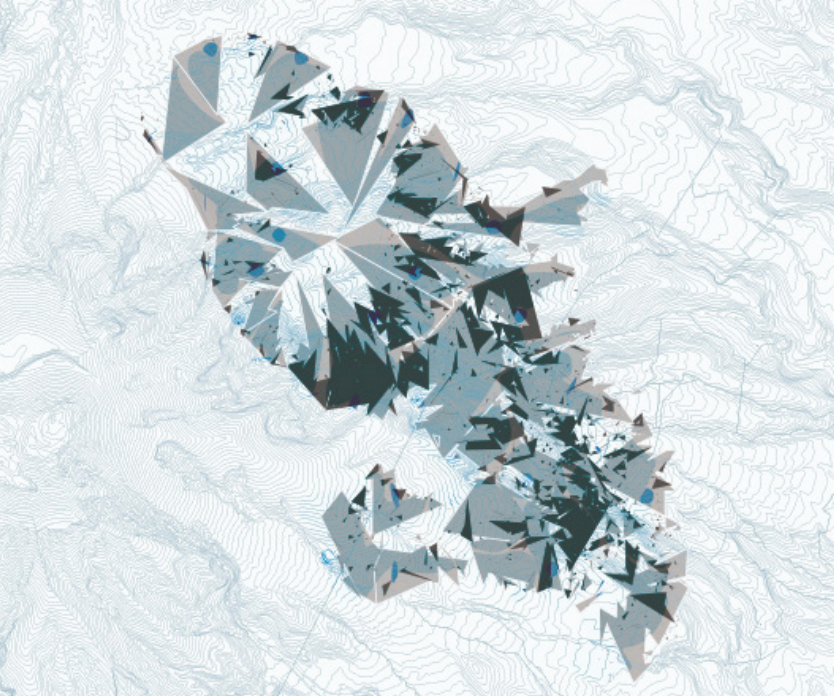
Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un mois, mention en sera faite dans un journal diffusé dans le département.

**Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture
le 21 mars 2016 et
publication ou notification
du 21 mars 2016.**

Le Maire,

Joachim BOUQUETY





P
lan

L
ocal

U
rbanisme

Grand' Rivière



Prescrit le 30 mars 2016
Arrêté le 01 juin 2018
Enquête publique du.....
Approuvé le

SOMMAIRE

PREAMBULE	8
BILAN DU POS	9
CONTEXTE GENERAL	11
CONTEXTE REGIONAL	11
CONTEXTE INTERCOMMUNAL	13
CHAPITRE 1 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	22
I - RELIEF, CARACTERISTIQUES GEOLOGIQUES, PEDOLOGIQUES ET CLIMATIQUES	23
A- Le relief	23
B- La géologie	24
C- La nature du sol	26
D- L'hydrographie	27
E- Les données climatiques	31
II - LA BIODIVERSITE : DES ECOSYSTEMES RICHES, MAIS FRAGILES	32
A- Le couvert végétal	32
B- UNE FAUNE PARFOIS ENDEMIQUE ET UNE FLORE TRES DIVERSIFIEE	36
C- DES ESPACES NATURELS PROTEGES	38
III – DES PAYSAGES RURAUX A PRESERVER	48
A- Grand'Rivière et le grand paysage	48
B- Une diversité paysagère marquée	51
C- Caractéristiques du secteur urbanisé et des espaces de transition	52
IV – MORPHOLOGIE ET EVOLUTION DE LA TRAME URBAINE	55
1- Historique de la commune	55
2- Evolution de la trame urbaine	55

3- Morphologie urbaine	58
4- La notion de densité	60
V - LE PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL	61
1- Le patrimoine lié aux habitations	61
2- Les maisons traditionnelles	66
3- Le patrimoine religieux	66
4- Le patrimoine viaire	67
VI- UN TERRITOIRE SOUMIS AUX RISQUES	69
A- Les risques technologiques	69
B- Les risques naturels	69
VII- POLLUTIONS ET NUISANCES	74
A- Les sites et sols pollués	74
B- Les pollutions d'origine agricole	74
C- Les pollutions liées aux infrastructures routières	76
D- La problématique de l'assainissement	78
VIII - LES ENERGIES RENOUVELABLES	79
A- Le potentiel solaire	79
B- Les potentiels éoliens	80
C- Le potentiel hydroélectrique	80
D- Le potentiel géothermique	81
VIII – SYNTHÈSE DES ENJEUX DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	82
CHAPITRE 2 : DIAGNOSTIC SOCIO-ECONOMIQUE	86
I – ANALYSE DEMOGRAPHIQUE	87
A- Une croissance démographique en baisse	87
B- La structure par âge et par sexe de la population	90
C- La taille et la composition des ménages	91
II - CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS	92
A- Evolution du nombre de logements	92
B- Résidences principales selon le statut d'occupation	92
C- Evolution des résidences principales selon le nombre de pièces	93

D-	Evolution du nombre de logements sociaux	93
E-	Confort du parc de logements	94
III -	ACTIVITES ET EMPLOIS	95
A-	Evolution du nombre d'actifs	95
B-	Une perte d'emploi confirmée dans la commune	95
C-	Une tertiairisation de la population active	97
D-	Un taux de chômage qui augmente	98
E-	Formation et diplôme	98
F-	Mode de déplacement	98
G-	Diagnostic agricole	99
H-	Activités touristiques	100
IV -	ORGANISATION, COMMERCES ET EQUIPEMENTS	102
A-	Organisation et potentiel urbain	102
B-	Diagnostic commercial	104
C-	Une gamme d'équipements conséquente	104
D-	Les projets communaux déjà engagés ou récemment réalisés	107
V –	INFRASTRUCTURES ET RESEAUX	109
A-	Le réseau routier	109
B-	Le stationnement	111
C-	Les transports collectifs	111
D-	Les cheminements piétons et sentiers de randonnée	113
E-	Le réseau d'eau potable	113
1-	Le réseau d'eau potable	113
2-	Perspectives d'avenir et propositions d'amélioration	115
F-	Le réseau d'assainissement	115
1-	L'assainissement collectif	115
2-	Perspectives d'avenir et propositions d'amélioration	117
3-	L'assainissement autonome	118
G-	Le réseau d'eau pluviale	118
H-	Alimentation électrique	118
I-	La défense incendie	119
J-	La gestion des déchets	119
1-	La collecte des déchets organisée par CAP Nord	120
2-	Collecte des ordures ménagères	120
K-	Le diagnostic numérique	121

VI – SYNTHÈSE DES ENJEUX	124
CHAPITRE 3 : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR ÉTABLIR LE PADD	125
I – DES RESSOURCES NATURELLES À PRÉSERVER	126
II – UNE ÉCONOMIE LOCALE À MOBILISER AXÉE SUR L'ÉCO-DÉVELOPPEMENT	127
III – UN CADRE DE VIE AGREABLE À DÉVELOPPER ET À DIVERSIFIER	128
CHAPITRE 4 : ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	131
I - MÉTHODOLOGIE	132
II – ARTICULATION DU PLU AVEC LES LOIS, PLANS ET PROGRAMMES MENTIONNÉS À L'ARTICLE L122-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT	133
A- Loi Montagne	133
B- Loi Littoral	134
C- Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	135
D- Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR)	136
E- Le Schéma Régional Climat Air Énergie de Martinique (SRCAE)	138
F- Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)	139
G- La charte du Parc Naturel de Martinique (PNM)	139
H- Le Parc Naturel Marin de Martinique (PNMM)	140
I- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021	140
J- Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)	141
K- Le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI)	142
L- Le Schéma de Cohérence Territoriale de CAP Nord (SCoT)	142
M- Le Programme Local de l'Habitat de CAP Nord (SCoT)	144
N- Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN)	145
O- Le Plan de Prévention et de Gestion des déchets non Dangereux de la Martinique (PPGDND)	145
P- Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP)	146
III – IMPACTS EN L'ABSENCE D'ÉLABORATION D'UN PLU	147
IV – ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU	147
A- Analyse des incidences du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)	151
1- Des ressources naturelles à préserver	151

2- Une économie locale à mobiliser axée sur l'éco-développement	153
3- Un cadre de vie agréable à développer et à diversifier	154
B- Analyse des incidences de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation	155
C- Analyse des incidences du projet de zonage et de règlement	157
V – MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION	159
1- Mesures d'évitement :	160
2- Mesures de réduction :	160
3- Mesures de compensation :	161
VI – INDICATEURS DE SUIVI	162
1- Les différents types d'indicateurs de suivi :	162
2- Propositions d'indicateurs :	162
3- Proposition de protocole de relevé pour les différents indicateurs :	164
VII – RESUME NON TECHNIQUE	166
CHAPITRE 5 : JUSTIFICATION DES OBJECTIFS DE MODERATION DE CONSOMMATION DE L'ESPACE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN ET ANALYSE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS	169
I - JUSTIFICATION DES OBJECTIFS DE MODERATION DE CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN	170
D- Justification des objectifs de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain	170
E- Justification au regard des besoins induits par les dynamiques démographiques	172
1- Estimation de l'évolution du nombre moyen d'occupants par logement (résidences principales) – Desserrement des ménages	172
2- Estimation du nombre de logements (et de résidences principales) nécessaires en fonction de l'évolution démographique	172
3- Les besoins induits par le « point mort »	173
F- Justification au regard du foncier disponible et des logements vacants	174
II - ANALYSE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS	175
A- Consommation des espaces agricoles	175
B- Consommation des espaces naturels et forestiers	177
C- Analyse du devenir des zones U du POS	179
D- Analyse du devenir des zones NA du POS	180
CHAPITRE 6 : MOTIFS DE LA DELIMITATION DES DIFFERENTES ZONES DU PLU ET DES REGLES APPLICABLES	182

I - PRESENTATION DES DIFFERENTES ZONES DU PLAN DE ZONAGE	183
A- Les zones urbaines	183
1- La zone U1	184
2- La zone U2	185
3- La zone UE	186
4- La zone UP	187
B- Les zones à urbaniser	188
C- Les zones naturelles	189
1- La zone N	190
2- Le secteur Np	191
3- Le secteur Nt	191
D- Les zones agricoles	192
1- La zone A1	193
2- La zone A2	194
3- La zone AE	195
II – PRESENTATION DES OUTILS D’AMENAGEMENT MIS EN ŒUVRE DANS LE PLU DE GRAND’RIVIERE	195
A- Les emplacements réservés	196
B- Les Espaces Boisés Classés	197
C- Les espaces paysagers à protéger	197
III - JUSTIFICATION DU REGLEMENT	198
A- Les dispositions communes à toutes les zones du règlement	198
1- Equipements et réseaux : L'alimentation en eau potable	199
2- Equipements et réseaux : les eaux usées	199
3- Équipement et réseaux : les eaux pluviales	199
4- Équipement et réseaux : autres réseaux	200
5- Équipement et réseaux : les communications numériques	200
B- Les dispositions particulières aux différentes zones	201
1- Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés, interdits ou soumis à des conditions particulières.	201
Au sein de ces deux premiers articles sont fixées les occupations et utilisations du sol autorisées ou interdites sur les différentes zones. Ainsi dans le cas de certaines zones particulières (ex UE), un nombre restreint de constructions et d'installations sont autorisées et ce dans un objectif de préserver la vocation principale de la zone. Dès lors qu'une occupation ou utilisation du sol ne figure dans aucun de ces deux articles, elle est admise dans la zone concernée.	201
2- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : volumétrie et implantation des constructions.	203
3- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.	207
4- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.	208
5- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : stationnement.	209

6- Equipements et réseaux : conditionnement de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures. 209

CHAPITRE 6 : INCIDENCES DU PLAN SUR L'ENVIRONNEMENT	211
I – INCIDENCES DU PLU SUR LES MILIEUX NATURELS	212
II – INCIDENCES DU PLU SUR LES PAYSAGES	214
III – INCIDENCES DU PLU SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LES NUISANCES	215
IV – INCIDENCES DU PLU EN MATIERE DE RISQUES	217
VI – INCIDENCES DU PLU SUR LE CADRE DE VIE ET LA SANTE	218
CHAPITRE 7 : INDICATEURS D'EVALUATION DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN	219

Préambule

L'objectif de ce diagnostic est de faire une synthèse du travail effectué jusqu'alors, afin de donner une photographie des principaux traits de la commune, replacée dans son contexte intercommunal.

Dans sa première partie, ces traits concernent les données physiques du territoire, la biodiversité, les paysages, les évolutions de la trame urbaine, le patrimoine historique et culturel, les risques et les énergies renouvelables, composant ainsi l'état initial de l'environnement. Dans la seconde partie, il analyse les données socio-économiques et le fonctionnement urbain du territoire afin de saisir l'ensemble des composantes qui déterminent le territoire et ses habitants. Ainsi, la capacité des réseaux, la gestion des flux et du transport, l'économie et les équipements sont analysés afin de définir les besoins de la commune.

L'état initial de l'environnement est une des pièces essentielles du rapport de présentation des documents d'urbanisme. Il a un double rôle : d'une part, il contribue à la construction du projet de territoire par l'identification des enjeux environnementaux, et d'autre part, il constitue le référentiel nécessaire à l'évaluation et l'état de référence pour le suivi du document d'urbanisme.

C'est à partir du diagnostic et des enjeux soulevés que le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.) pourra être établi suivant un travail en partenariat avec les élus locaux, les personnes publiques associées et les administrés, pour les dix prochaines années sur le territoire de Grand'Rivière.



Bilan du POS

La commune de Grand'Rivière est couverte par un Plan d'Occupation des Sols approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 14 mai 1999. Plusieurs révisions simplifiées et une modification ont permis de faire évoluer le POS afin de répondre à des enjeux particuliers (port, éoliennes, Perriolat).

Dans le cadre de son document de planification, la municipalité riveraine avait inscrit plusieurs objectifs :

En matière de démographie :

Le POS avait pour objectif d'inverser la tendance au départ des habitants, engendrée principalement par un manque de logements, et un malaise général (sur-densification du bourg, mécontentements...). Aujourd'hui, on peut constater que la déprise démographique a perduré tout au long de ces vingt dernières années et la municipalité assiste toujours au départ des jeunes générations, faute d'emplois offerts sur la commune et face aux difficultés de transports. Cette perte de population engendre un vieillissement de la population communale et ces caractéristiques devront être prises en compte dans le futur PLU.

En matière de densité, le bourg est toujours aussi dense: afin d'aérer le tissu bâti, la seule solution serait de détruire certaines habitations. Toutefois avec un manque de logements constaté, il apparaît inopportun de détruire des logements. De plus, il s'agit de propriétés privées et la maîtrise foncière constitue donc une problématique. **On peut ainsi conclure que ces objectifs n'ont pas pu être atteints dans le cadre de l'application du Plan d'Occupation des Sols.**

En matière d'urbanisation :

Une des problématiques soulevées par le document de planification était le manque de logements disponibles, engendrant des situations de conflits. De même, la construction de logements sociaux sur le quartier de Perriolat était inscrite comme un projet à moyen terme, et ce, afin de répondre aux demandes de la population communale.

La réalisation du lotissement au quartier de Beauséjour a apporté un début de réponse à cette problématique. Initié en 2010, l'aménagement du lotissement est quasiment finalisé à ce jour. Toutes les parcelles ont été vendues et la très grande majorité a été bâtie. Par ailleurs, quelques terrains encore disponibles dans le centre-bourg ont vu la réalisation de constructions individuelles, qui certes répond à la pénurie de l'offre de logements, mais continue à sur-densifier le bourg en termes de bâti. Enfin, l'opération de logements sociaux envisagée sur le quartier Perriolat a été réalisée.

On peut donc conclure que ces objectifs municipaux ont été atteints dans le cadre de l'application du POS. La réflexion communale menée dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme devra mener à une politique de développement de l'urbanisation au cours des prochaines années, dans un souci de gestion économe du foncier.

En matière d'agriculture et de préservation de l'environnement et des milieux naturels :

L'agriculture reste une activité prédominante sur le territoire communal, malgré une surface agricole qui reste très limitée. Le POS avait pour ambition de préserver le tissu agricole et de travailler sur les problématiques de l'enfrichement des terres et de l'accessibilité des zones d'exploitation. Pour cette thématique, le bilan est très mitigé. En effet, l'avancée de la forêt sur les espaces agricoles continue par manque d'entretien ou l'absence d'exploitants pouvant utiliser ces terres.

Par ailleurs, l'accessibilité des zones a peu été travaillée par la municipalité, accentuant ainsi la déprise agricole au profit de l'enfrichement et de l'avancée de la forêt. **Les objectifs agricoles n'ayant pas été atteints, le futur Plan Local d'Urbanisme devra reprendre les enjeux de préservation des espaces agricoles et initier un réel travail sur la reprise des terres ainsi que sur l'accessibilité des surfaces d'exploitation.**

Autre objectif, l'incitation à la remise en culture des terrains de Malakoff et de Fond-Moulin. Pour cet objectif, le bilan est également mitigé. Si pour l'habitation de Fond Moulin, la remise en culture a été réalisée dans le cadre de la signature d'une charte avec le Conservatoire du Littoral (propriétaire des terrains), aucun projet à ce jour n'a été développé sur l'habitation Malakoff.

En ce qui concerne les espaces naturels et les paysages, le POS ne prévoyait pas d'objectifs particuliers. Toutefois, on peut constater aujourd'hui que ces espaces ont bien été conservés, participant ainsi la préservation des principales caractéristiques du territoire riverain.

D'autre part, la problématique de l'assainissement a été inscrite dans le POS avec la création d'un réseau collectif d'assainissement. Pour cet objectif, le bilan est mitigé. Bien que certaines constructions soient aujourd'hui raccordées à un réseau d'assainissement collectif, elles représentent une part infime du parc de logements de la commune. Il faut toutefois noter que la configuration du territoire riverain et le bâti existant génèrent des difficultés importantes pour la réalisation de ce réseau, nécessitant des coûts techniques et financiers importants.

Dernière problématique environnementale, la prise en compte des risques naturels impactant le territoire communal. Cet objectif a bien été pris en compte, avec notamment la réalisation par l'Etat du Plan de Prévention des Risques Naturels qui encadre les possibilités de constructions sur les zones à risques. Par ailleurs, le POS prévoyait la création d'enrochement du littoral pour assurer la protection du bourg. **Le bilan de ces objectifs est donc positif.**

En matière d'équipements et de cadre de vie :

Le POS avait inscrit plusieurs projets permettant de développer l'offre en équipements au bénéfice de la population riveraine et de son cadre de vie. Ainsi, l'aménagement du port, la construction de la maison de la rivière et de la forêt à Fond Moulin et l'aménagement du front de mer étaient prévus. Aujourd'hui, on peut conclure que ce bilan est négatif. L'aménagement du port n'a été que partiel avec la création d'une digue et d'une zone d'apportement pour les pêcheurs. En ce qui concerne le front de mer, ce dernier a été réalisé au niveau du bourg, mais aucune liaison n'a été imaginée à ce jour avec le port au niveau de l'Anse Bagasse. Ces objectifs devront être repris dans le PLU. Enfin, le projet de maison de la rivière et de la forêt n'a pas été réalisé.

Contexte général

CONTEXTE REGIONAL

Située à l'extrémité Nord-est de la Martinique, sur les contreforts de la Montagne Pelée, dans une vallée au relief accidenté, Grand'Rivière s'étend sur 1806.08 hectares et compte 686 habitants au recensement de la population de 2015, soit une densité de population de 32 habitants au km². Il s'agit de la commune la moins peuplée de Martinique.

Commune littorale, Grand'Rivière est limitée au Nord par le canal de la Dominique, à l'Ouest par la commune du Prêcheur, au Sud par la Montagne Pelée et à l'Est par la commune de Macouba. Distante de 60 Km de Fort-de-France, elle fait partie de l'arrondissement de la Trinité, et est desservie par la Route Départementale n° 10 (RD10).

Cet axe sinueux et particulièrement escarpé, permet de relier Grand'Rivière à Basse-Pointe, puis aux communes de la côte Atlantique par la RN1 ; aux communes de la côte Caraïbes par la RN2 et la RN3 via le Morne-Rouge ; et à l'agglomération foyale via la route de la Trace.

Toutefois, les principales polarités économiques régionales sont difficilement accessibles depuis la commune, induisant, depuis quelques décennies des difficultés à attirer des activités économiques et à conserver la population locale.

À l'échelle régionale, Grand'Rivière fait partie de la zone Nord Atlantique du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) formée de six communes (Grand'Rivière, Macouba, Basse-Pointe, Ajoupa-Bouillon, Lorrain et Marigot) avec une population de 17 591 habitants au recensement de la population de 2014.

Localisation géographique de la commune



source : www.géoportail.fr

Cette partie du territoire est fortement dominée par l'agriculture d'exportation, notamment celle de la banane. La commune a donc une vocation agricole et se distingue par les huit rivières qui arrosent ses terres.

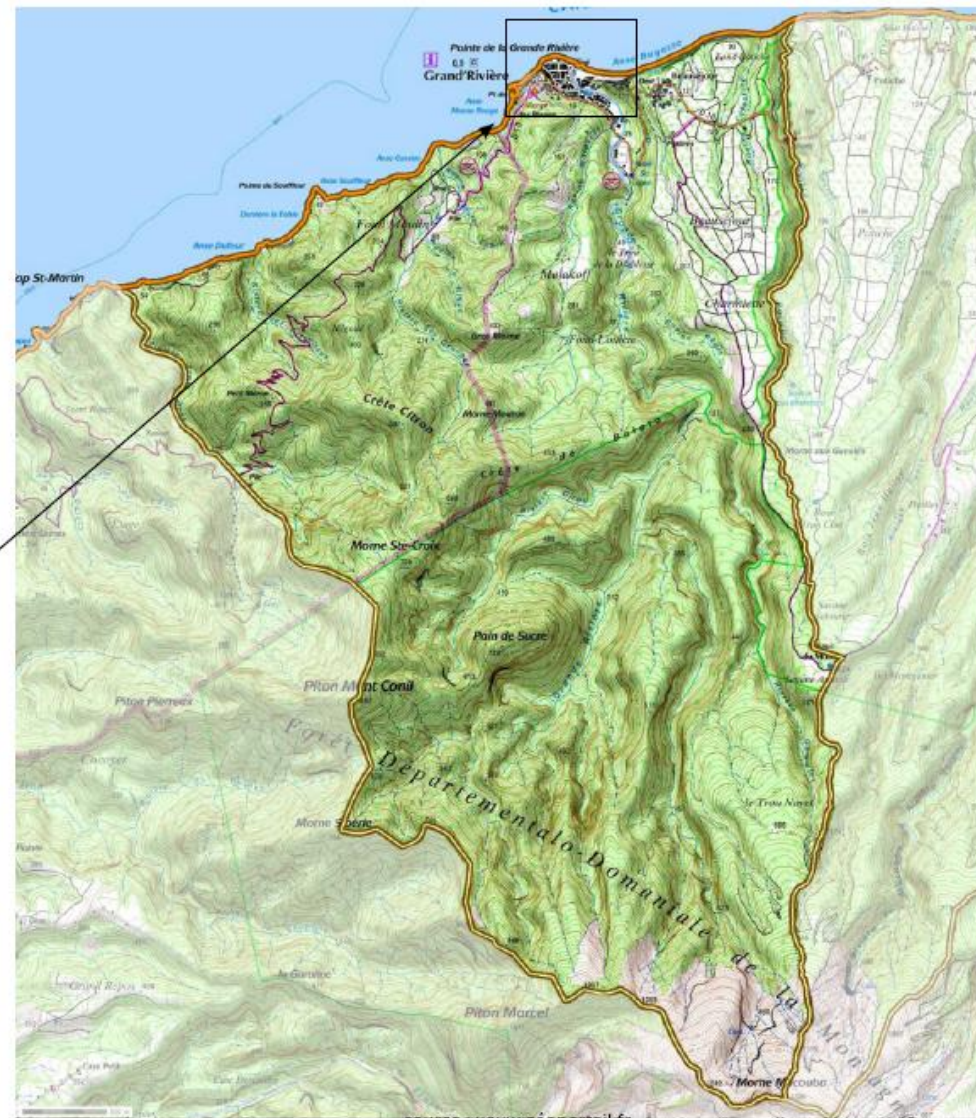
La plus grande richesse de la commune demeure sa forêt. En effet Grand'Rivière possède le plus grand espace boisé de l'île. En revanche, elle dispose de la plus faible surface agricole utile de la Martinique. L'activité économique repose essentiellement sur la pêche et la culture de la canne (auparavant culture de la banane).

La trame urbaine de Grand'Rivière se localise au Nord du territoire communal, sur la partie littorale. Elle est délimitée par l'anse Morne-Rouge à l'Ouest, la Grande Rivière au Sud et l'anse Bagasse à l'Est. La trame urbaine se compose du bourg et du quartier Beauséjour.

Sur le territoire communal, le relief est particulièrement marqué en raison de la Montagne Pelée et des nombreux pitons. L'altitude varie de 5 mètres au Nord à 1 300 mètres au Sud au Morne Macouba. Le bourg se situe sur une pente variant du niveau de la mer à 25 mètres, du Nord vers le Sud. Le quartier Beauséjour se situe sur une pente variant de 110 mètres à 125 mètres, du Nord vers le Sud.



Localisation géographique du bourg



CONTEXTE INTERCOMMUNAL

Grand'Rivière fait partie de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord Martinique). Cette dernière s'est substituée à la Communauté des Communes du Nord de la Martinique (CCNM) le 1er janvier 2014. Elle regroupe 18 communes et compte 103720 habitants au recensement général de 2014.

Elle a notamment pour compétence :

- Le développement économique (création, aménagement, entretien de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique d'intérêt communautaire).
- L'aménagement de l'espace (Schéma de Cohérence Territoriale et schéma de secteur, création et réalisation de zones d'aménagement concerté d'intérêt communautaire, organisation des transports urbains).
- L'équilibre social de l'habitat (Programme Local de l'Habitat (PLH) ; politique du logement d'intérêt communautaire ; réserves foncières pour la mise en œuvre de la politique communautaire d'équilibre social de l'habitat ; amélioration du parc immobilier bâti d'intérêt communautaire.
- La politique de la Ville (dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale d'intérêt communautaire ...).

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de CAP Nord a été approuvé le 21 juin 2013. Ce document permet d'encadrer et structurer le développement du Nord Martiniquais à l'horizon 2020. Toutefois, une révision de celui-ci a été lancée, suite aux nouvelles dispositions législatives du Grenelle de l'environnement et de la loi ALUR (Accès au Logement et un Urbanisme Rénové).

Grand'Rivière est identifiée au SCOT comme commune relais du développement. Les dispositions du PLU de Grand'Rivière doivent être compatibles avec celles du SCOT de CAP Nord.

Armature urbaine définie au SCOT de CAP Nord



Enjeux du SCOT à prendre en compte dans le PLU

OBJECTIFS DU SCOT	ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS À METTRE EN ŒUVRE	CONSÉQUENCES SUR LE CONTENU DU P.L.U.
<p>ORGANISATION GÉNÉRALE DE L'ESPACE : Définir une organisation générale de l'espace mettant en œuvre un principe d'équilibre. Renouveler et moderniser l'identité rurale du Nord de la Martinique.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'armature urbaine du SCOT de CAP Nord se définit selon trois niveaux: les villes principales du développement ; les villes d'appui du développement ; les communes relais du développement. - L'objectif démographique défini au SCOT est que la population de CAP Nord représente au moins 27,5% de la population totale de Martinique, soit un gain de 5000 nouveaux habitants. - Le développement urbain attendu sur les dix prochaines années est localisé au moins à 75% dans les espaces urbains de référence, avec une priorité pour ceux qui sont déjà urbanisés. - Le SCOT autorise une enveloppe maximale de 120 ha consacrée aux extensions urbaines potentielles, dont 60 ha pour les usages résidentiels et 60 ha pour les usages économiques et équipements. - Les espaces naturels et agricoles sont à préserver dans leurs usages et fonctions 	<ul style="list-style-type: none"> - La commune de Grand'Rivière est identifiée au SCOT comme commune relais de développement dite de «niveau 3». Le SCOT octroie une enveloppe foncière de 15 ha pour les extensions urbaines à vocation d'habitat, pour l'ensemble des communes de niveau 3, soit 2 ha pour Grand'Rivière. - Il est demandé de repérer les espaces restés libres de construction dans la trame urbaine déjà constituée. - En cas d'extension urbaine potentielle, les zones devront être au plus près des réseaux de transports publics, en continuité des bourgs et quartiers existants et à proximité des services urbains. - Il est demandé d'inscrire les espaces naturels et agricoles en zones naturelles et agricoles au P.L.U.
<p>HABITAT : Une évolution maîtrisée de la population suivant les tendances en cours et une offre en logements diversifiée pour mieux répondre aux besoins.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le SCOT affiche un objectif de réalisation de 4000 nouveaux logements répartis à 50% sur les espaces urbains à densifier ; à 25% sur les espaces d'urbanisation prioritaire ; et 25% sur les extensions urbaines potentielles. - Le SCOT détermine un objectif de densité minimale: au moins 30 log/ha pour les villes principales du développement, au moins 20 log/ha pour les villes d'appui du développement, et au moins 10 log/ha pour les communes relais du développement. - Parmi les 4000 logements à réaliser, le SCOT vise à développer le parc de logements aidés avec la production de 150 log/an pour le segment social en locatif et accession ; et 100 log/an pour le segment dit intermédiaire. - Il est demandé de rechercher une diversification des formes d'habitat qui privilégient les produits immobiliers et les formes urbaines économes en foncier. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il n'est pas fixé d'objectif démographique maximal à l'échelle de la commune. - L'enveloppe de l'ensemble des communes est de 600 logements, soit au maximum 85 logements possibles sur la commune à l'horizon 2022, avec une densité d'au moins 10 log/ha. - Il est demandé de veiller au maintien d'une offre en logements équilibrée entre accession et location, en taille des logements (petites et moyennes typologies), et en part de logements aidés, à travers des OAP. - Il convient de vérifier l'état et la capacité des réseaux par rapport aux perspectives de développement urbain envisagé.
<p>TRANSPORTS : Des déplacements et des réseaux optimisés en lien avec l'organisation du territoire.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le SCOT affiche comme objectif de développer les transports publics et les alternatives modales, notamment en valorisant par du renouvellement urbain les secteurs situés dans un périmètre de 500 mètres aux abords d'un service de transport public. - La hiérarchisation des voies vise à réduire les vitesses maximales autorisées dans la traversée des villes et à mettre en place des couloirs pour véhicules prioritaires. - Permettre la desserte des réseaux de transport de l'information, assurant au moins un service à haut débit, dans les espaces urbains de référence et dans les extensions urbaines potentielles. 	<ul style="list-style-type: none"> - Située en bout de route, Grand'Rivière est desservie par la D10, considérée comme un axe routier secondaire. Il est prévu d'améliorer les conditions d'écoulement du trafic de tous modes sur le réseau régional. - La commune est traversée par une ligne de taxico (Ligne n°12) reliant Grand'Rivière à Fort-de-France pour 11€ le trajet (tarif 2014). - Le port de Grand'Rivière est identifié comme service maritime touristique et port d'escale pour un service maritime depuis/vers La Dominique.

OBJECTIFS DU SCOT	ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS A METTRE EN OEUVRE	CONSÉQUENCES SUR LE CONTENU DU P.L.U.
ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES : Une optimisation de la localisation des activités économiques.	<ul style="list-style-type: none"> - Protéger les terres agricoles de toute urbanisation, afin de préserver l'agriculture et les industries agroalimentaires du Nord de la Martinique. - Conforter les sites d'activités existants. Le SCOT autorise une enveloppe de 60 ha pour les usages des grands équipements , des zones d'activités économiques et de services. - Privilégier les zones artisanales mixtes dans les espaces urbains de référence, et selon les besoins dans les espaces pour extensions urbaines potentielles. - Contribuer au rattrapage d'ensemble du niveau d'équipement du Nord. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il est demandé d'inscrire en zone agricole les terres de culture. - Quelques commerces et équipements sont disséminés dans la trame urbaine de Grand'Rivière. - Il est demandé de permettre dans le bourg le développement d'activités de type artisanat, commerces et services.
PAYSAGES ET BIODIVERSITÉ : Contribuer à construire la trame verte et bleue.	<ul style="list-style-type: none"> - Les espaces relevant de la trame verte et bleue contribuent à la préservation de la biodiversité, ils ne sont pas voués à être ouverts à l'urbanisation. - Les projets urbains situés en limite de la trame urbaine devront être conçus avec une insertion paysagère de qualité, devront prendre en compte la dimension écologique du lieu, et devront intégrer une qualité urbaine. 	<ul style="list-style-type: none"> - Il est demandé d'inscrire en zone naturelle les secteurs relevant de la trame verte et bleue. -Il est demandé d'encadrer les aménagements des projets urbains localisés en limite des espaces agricoles et naturels, par le biais d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.
PRÉVENTION DES RISQUES : Diminuer l'exposition aux risques naturels.	<ul style="list-style-type: none"> - Le principe affiché au SCOT est de moins urbaniser là où les aléas sont forts et de considérer avec une particulière attention les projets urbains exposés à l'aléa de submersion marine. 	<ul style="list-style-type: none"> - Grand'Rivière est située sur les contreforts de la Montagne Pelée, impliquant directement un risque avec l'aléa volcanisme fort. Par conséquent le PLU devra : - Définir des zones urbanisables compatibles avec le PPRN. - Prévoir les aménagements nécessaires pour ne pas accentuer les risques naturels et prendre en compte les aléas (sismiques notamment).
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES : Ménager les ressources naturelles. Diminuer les pressions et pollutions.	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement urbain devra être conçu et mis en oeuvre de façon à ne pas dégrader la disponibilité et la qualité de la ressource en eau. - Les projets urbains et autres projets d'aménagement et d'équipements seront conditionnés soit à leur effectif raccordement à un réseau d'assainissement des eaux usées, soit à la mise en place d'un dispositif autonome. - Les eaux pluviales devront être gérées à la source afin de ne pas accroître l'aléa inondation en aval, et d'amoindrir le ruissellement de matières polluantes vers les milieux naturels littoraux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Grand'Rivière dispose de deux points de captage de l'eau potable impliquant des périmètres de protection à prendre en compte, afin de préserver la ressource en eau. - Il est demandé de veiller à ce que les constructions soient raccordées à un dispositif d'assainissement. - Il est demandé de mettre en place des dispositions réglementaires pour limiter l'imperméabilisation des sols. - Il est demandé d'étudier une réglementation d'urbanisme favorisant le recours aux énergies renouvelables.

Trame verte et bleue définie au SCOT de CAP Nord

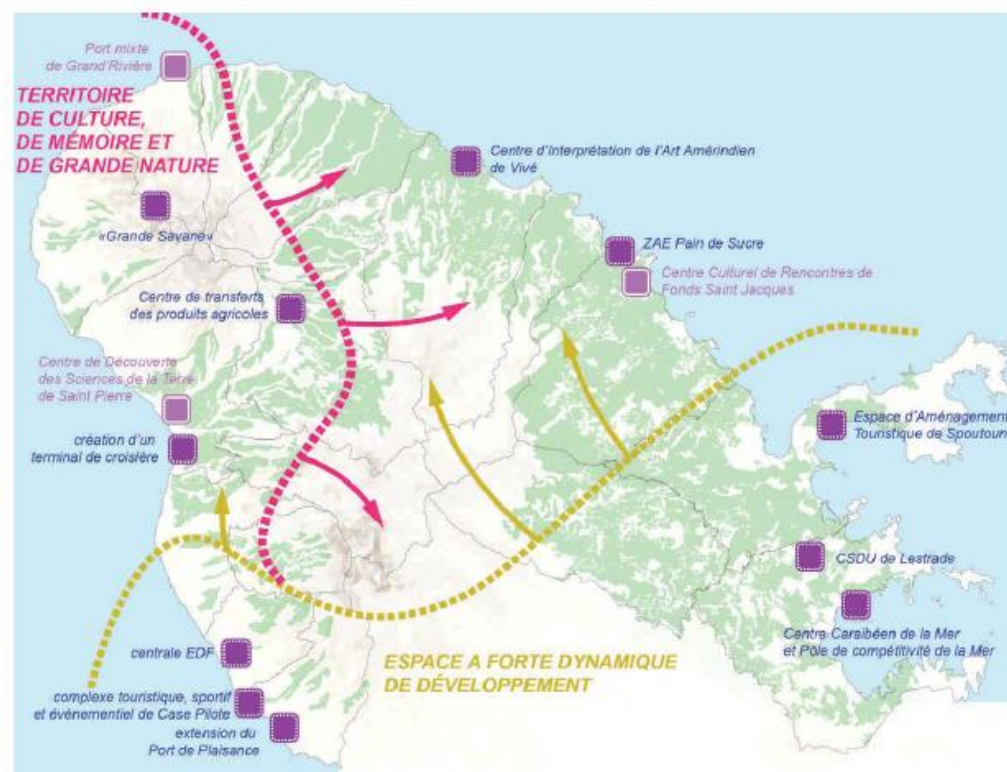


Espaces terrestres de haute valeur écologique et paysagère :

- Zones Naturelles Sensibles
- Zones Naturelles d'Intérêt majeur
- Espaces à dominante agricole
- Espaces maritimes de haute valeur écologique et paysagère
- Le réseau hydrographique principal

source : SCOT de CAP Nord

Foyers de développement définis au SCOT de CAP Nord



+ Les Foyers de Développement

- Existants
- En projet
- Les espaces agricoles : support de diversifications et de reconquête de l'autosuffisance alimentaire

source : SCOT de CAP Nord

Le Programme Local de l'Habitat (PLH)

La Communauté d'Agglomération de CAP Nord dispose également d'un Programme Local de l'Habitat, approuvé en septembre 2016. Celui-ci fixe les orientations en termes de programmation et de production de logements sur la période 2016-2022.

Le scénario retenu est la production de 800 à 900 logements par an, avec des actions fortes sur le parc existant, tout en développant une offre de logements en direction des jeunes ménages. Ce nouveau potentiel d'habitation se répartira de la manière suivante : 200 logements sociaux (LLS, LLTS), 25 en logement d'accès sociale, 65 logements en accession à coût maîtrisé, 350 de logements en accession ou location libre et 100 à 200 logements issus de la réhabilitation.

En ce qui concerne la ville de L'Ajoupa-Bouillon, le PLH autorise un potentiel de 82 nouveaux logements sur 6 ans dont 18 relevant du régime locatif social.

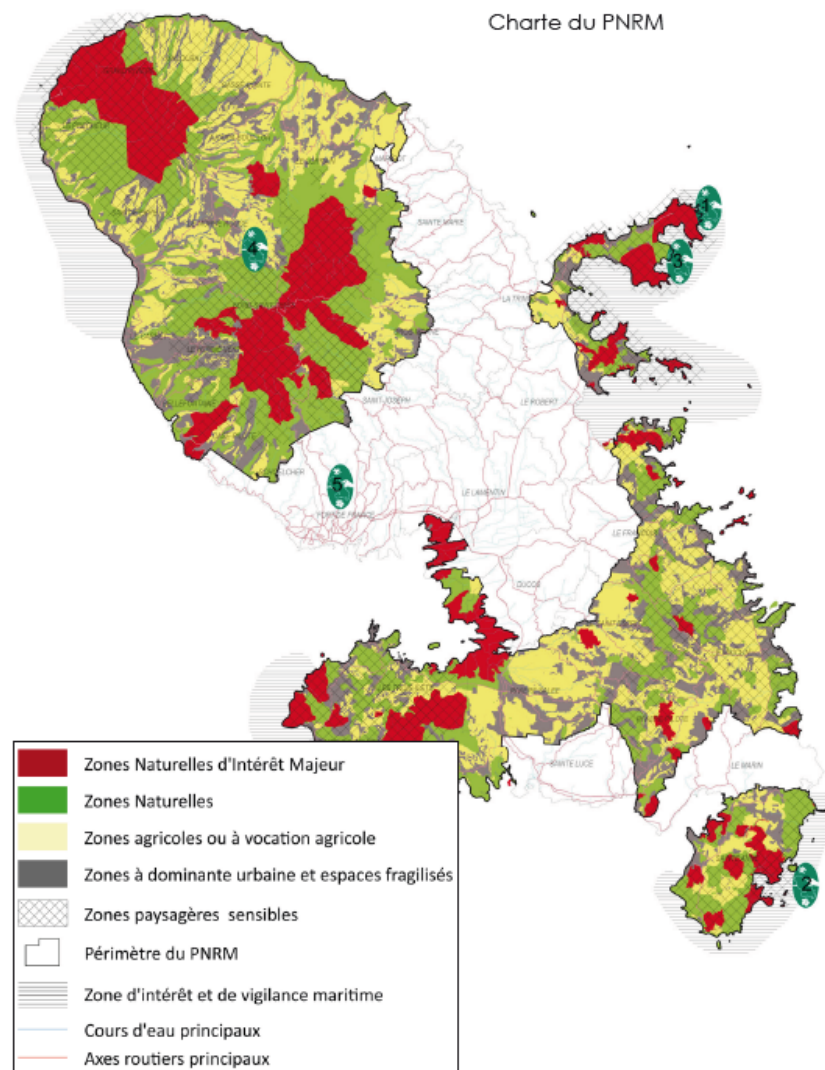
Le Parc Naturel de Martinique

Le Parc Naturel de Martinique s'étend sur une superficie de 79 613 hectares, répartie en trois entités distinctes : le territoire du Nord pour une superficie de 39 320 ha dont fait partie la ville de Grand'Rivière, la presqu'île de la Caravelle pour une superficie de 3 193 ha et le territoire du Sud pour une superficie de 37 100 ha.

La révision de la charte du parc a été approuvée en 2010. Cette dernière a acté quatre axes stratégiques afin de renforcer et renouveler la protection, d'assurer le développement et l'aménagement de son territoire pour l'avenir de la Martinique.

Grand' Rivière appartenant au périmètre du Parc Naturel de Martinique, le Plan Local d'Urbanisme de la commune devra être compatible avec les orientations de la charte du parc.

OBJECTIFS DU PNRM	ARTICLE	CONSÉQUENCES SUR LE CONTENU DU P.L.U.
AXE 1 : PRÉSERVER ET VALORISER LES MILIEUX NATURELS		
ORIENTATION 1.1 : Préserver et valoriser les milieux naturels en Martinique	6 : Contribuer à une gestion durable de la forêt à travers une mise en place d'une politique de gestion concertée.	- Classement en zone naturelle inconstructible des parties boisées sur le territoire communal.
ORIENTATION 1.2 : Valoriser l'identité paysagère de la commune	7 : Reconnaître et promouvoir les paysages comme vecteur de l'identité de la Martinique.	- Protection des espaces paysagers les plus remarquables sur la commune et identitaire à l'échelle de la Martinique. - Instaurer une transition paysagère entre les zones bâties, ou d'extension et les espaces naturels ou agricoles paysagers, au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP). - Instaurer des règles d'intégration paysagères des nouvelles constructions dans le règlement d'urbanisme.
AXE 2 : ENCOURAGER LES MARTINICAIS A ETRE ACTEUR DU DEVELOPPEMENT DURABLE		
ORIENTATION 2.2 : Être moteur dans le développement et la valorisation d'un espace de tourisme de loisirs intégrés, respectés par et pour tous.	11 : Favoriser et soutenir l'émergence d'un réseau d'équipement novateur pour développer l'offre de tourisme vert.	- Favoriser l'émergence de nouveaux projets à l'échelle de la commune, en lien avec le développement touristique à l'échelle de CAP Nord. - Travailler à l'intégration paysagère des équipements existants.
ORIENTATION 2.3 : Soutenir une agriculture diversifiée, de proximité, et respectueuse de l'environnement	14 : Maintenir la biodiversité par la promotion de pratique et d'espèces adaptées. 15 : Sensibiliser à la préservation du foncier agricole.	- Préserver les corridors écologiques communaux et intracommunaux. - Privilégier l'utilisation d'essences adaptées dans les projets d'aménagement. - Préserver le foncier agricole de toute pression de l'urbanisation excessive. - Permettre l'installation de nouveaux exploitants, y compris sur de petites surfaces.



Le Schéma d'Aménagement Régional de Martinique (SAR)

Le Schéma d'Aménagement Régional de Martinique (SAR), adopté par le Conseil Régional le 26 janvier 1998, a été approuvé par un décret du Conseil d'Etat en date du 23 décembre 1998. Il fixe les orientations fondamentales en matière de développement, de mise en valeur et de protection de l'environnement.

Le SAR a les mêmes effets que les Directives Territoriales d'Aménagement (DTA) définies à l'article L.131-1 et 131-4 du Code de l'Urbanisme. Il en résulte que les Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), les schémas de secteur, les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), ainsi que les documents d'urbanisme en tenant lieu doivent être compatibles avec ses orientations.

La commune de Grand'Rivière fait partie de la zone Nord Atlantique du SAR qui comprend 6 communes (le Marigot, Lorrain, Basse-Pointe, Macouba, Grand'Rivière et L'Ajoupa-Bouillon). Ces communes totalisaient en 2014, 17591 habitants. Elles sont reliées à l'agglomération par la RD10 (Grand'Rivière, Macouba) puis par la RN1 (Basse-Pointe, Lorrain, Le Marigot) ou par la RN3 (L'Ajoupa-Bouillon)

Il s'agit d'une zone fortement dominée par l'agriculture d'exportation (banane, canne à sucre...) mais qui reste menacée par la dévitalisation des zones rurales. Elle se caractérise par une insuffisance d'équipements structurants susceptibles de contribuer à la diversification des activités économiques et par conséquent, à retenir les populations qui alimentent l'exode vers les autres zones et particulièrement l'agglomération.

Le Nord Atlantique nécessite un traitement particulier en termes de requalification pour créer une attraction générale. Des équipements structurants sont nécessaires pour enrayer son déclin et recentrer son développement.

Afin d'améliorer l'organisation du territoire, il est nécessaire dans une stratégie globale, de faire usage des leviers décisifs que sont le logement, les équipements de développement, le transport et la localisation des nouveaux services publics.

Le SAR soulève l'inadéquation prochaine de l'armature urbaine actuelle et plaide pour un triple rééquilibrage :

- Un resserrement de l'habitat vers les zones urbaines, renversant la tendance au mitage et à l'habitat diffus,
- Un pôle de desserrement de l'agglomération,
- Une politique d'aménagement des quartiers ruraux en renforçant les capacités d'accueil en logements, les équipements existants ou en implantant des équipements publics nouveaux afin de retenir la population rurale sur ses lieux habituels de vie.

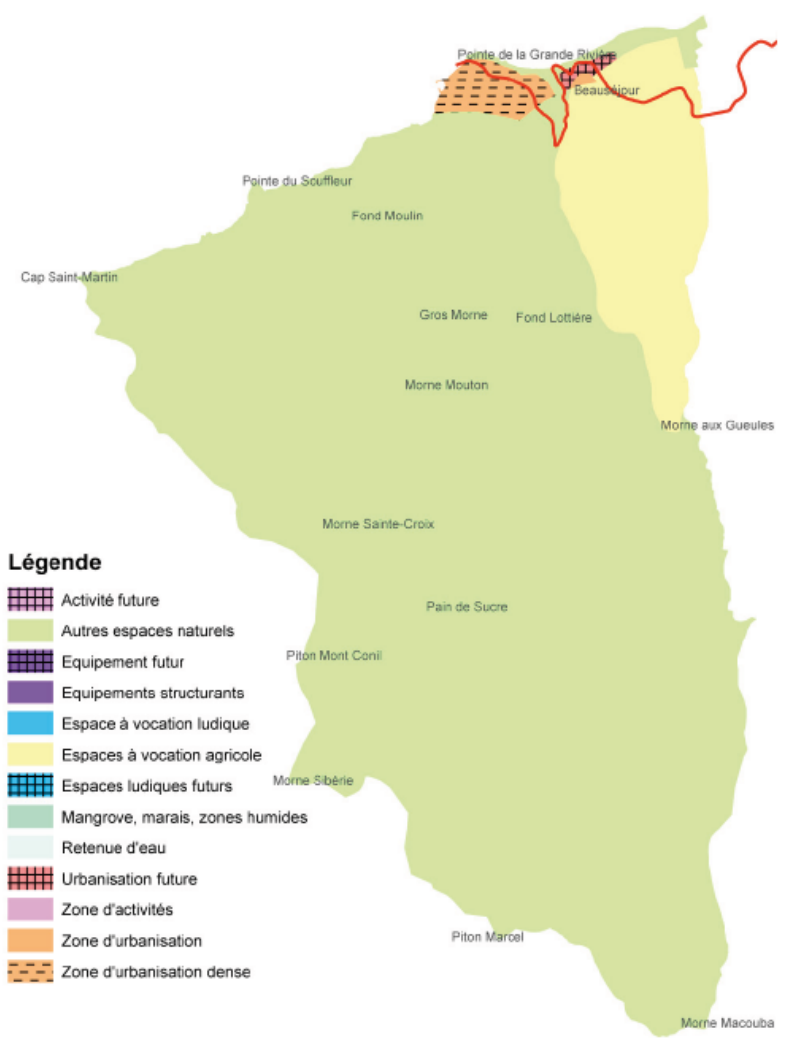
Sur la commune de Grand'Rivière, les grandes vocations définies par le SAR sont donc :

- De contenir l'urbanisation sur les secteurs déjà urbanisés,
- De préserver les espaces naturels et patrimoniaux,
- De maintenir au maximum le foncier agricole.

OBJECTIFS DU SAR DE 1998	ORIENTATIONS ET RECOMMANDATIONS À METTRE EN OEUVRE	CONSÉQUENCES SUR LE CONTENU DU P.L.U.
<p>POPULATION : Une évolution maîtrisée de la population suivant les tendances en cours</p>	<p>Trois scénarii tendanciels prévisibles, mais qui n'ont pas de valeurs prévisionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - scénario 1 : Poursuite des tendances observées entre 1982 et 1990. - scénario 2 : Retour à un solde migratoire négatif en 2005 et baisse de la fécondité avec 1,8 enfant par femme en 2015. - scénario 3 : Amplification du solde migratoire positif et progression de la fécondité (2.2 enfants par femme en 2015). <p>Pas de scénario privilégié par le parti d'aménagement. En revanche, l'évaluation des besoins directement induits (logements, équipement) doit permettre de définir une implication spatiale nécessaire.</p>	<p>La commune de Grand'Rivière devra définir un scénario démographique compatible avec les orientations du SAR et de prévoir les surfaces nécessaires pour répondre aux besoins directement induits du scénario retenu.</p>
<p>HABITAT : Une offre en logements diversifiée pour mieux répondre aux besoins</p>	<p>Densifier la construction par le développement du logement collectif (objectif de 30% du parc à l'horizon de 2015).</p> <p>Regrouper l'urbanisation autour des pôles urbains existants au détriment d'un mitage sur les espaces naturels et agricoles avec une capacité d'accueil de logement au Nord Atlantique de 16,7% à l'horizon 2015.</p> <p>Offrir des produits architecturaux nouveaux répondant adaptés à la population martiniquaise actuelle.</p> <p>Inciter à une utilisation plus urbaine de la zone des 50 pas géométriques.</p>	<p>Proposer une diversification de l'offre de logements, correspondant à la demande de la population communale et martiniquaise.</p> <p>Privilégier le développement de l'urbanisation sur le centre bourg.</p> <p>Encourager la densification des zones urbaines re qualifiées par l'agence des 50 pas géométriques.</p>
<p>TRANSPORTS : Des déplacements et des réseaux optimisés en lien avec l'organisation du territoire</p>	<p>Mise à niveau des équipements routiers, aéroportuaires et maritimes</p>	<p>Grand'Rivière est desservie par la RD10, considérée comme un axe secondaire à l'échelle de la Martinique. Il est prévu par le SAR d'améliorer les conditions d'écoulement du trafic de tous modes sur le réseau régional.</p>
<p>ACTIVITES ECONOMIQUES : Une optimisation de la localisation des activités économiques</p>	<p>Les espaces agricoles stratégiques, soumis à une protection forte, auront un classement interdisant tout changement d'affectation, non compatible avec le maintien de leur exploitation à des fins de productions agricoles.</p> <p>Les espaces agricoles à moindre enjeu en raison de leurs faibles potentialités ou de leurs conditions difficiles d'exploitation seront destinées au développement de productions animales, soit de la poly-activité. Des activités d'agro-tourisme directement liées à l'activité agricole pourront y être développées.</p> <p>Conforter les sites d'activités existants.</p> <p>Privilégier les zones artisanales mixtes dans les espaces urbains de référence, et selon les besoins dans les espaces pour les extensions urbaines potentielles.</p> <p>Développer le tourisme autour des lieux chargé d'histoire, habitations restaurées, éco-musés, relais gastronomique, sentiers pédestres, gîtes ruraux.</p>	<p>Il est demandé d'inscrire en zone agricole stricte les terres agricoles à fort enjeux.</p> <p>Il est demandé de classer les terres agricoles à enjeux moindres en zone agricole.</p> <p>Il est demandé de permettre dans le bourg, le développement d'activités de type artisanat, commerces et services à la population et au développement touristique.</p> <p>Privilégier le développement d'un tourisme vert à l'échelle de la commune.</p>

OBJECTIFS DU SAR DE 1998	ORIENTATIONS À METTRE EN OEUVRE	CONSÉQUENCES SUR LE CONTENU DU P.L.U.
PAYSAGES ET BIODIVERSITE : Contribuer à construire la verte et bleue	Les espaces relevant de la trame verte et bleue contribuent à la préservation de la biodiversité et du paysage, il ne sont pas voués à être ouverts à l'urbanisation.	Il est demandé d'inscrire en zone naturelle les secteurs relevant de la trame verte et bleue.
PREVENTION DES RISQUES : Diminuer l'exposition aux risques naturels	Le principe affiché au SAR est la prise en compte des risques naturels, en particulier le volcanisme et les risques exposés dans les documents de planification communaux.	Le PLU devra prévoir les aménagements nécessaires pour ne pas accentuer les risques naturels.
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES : Ménager les ressources naturelles. Diminuer les pressions et pollutions	Le développement urbain devra être conçu et mis en oeuvre de façon à ne pas dégrader la disponibilité de la ressource en eau, en particulier autour des pompages dans les rivières, pendant la période d'étiage. Renforcer la recherche de production d'énergies renouvelables (géothermie, solaire, éolienne) et mettre en place une politique d'économie d'énergie.	Promouvoir un urbanisme favorisant une gestion économe de l'énergie et privilégier l'emploi d'énergies renouvelables.

Schéma d'Aménagement Régional sur Grand'Rivière



Chapitre 1 : Etat Initial de l'environnement

I - RELIEF, CARACTERISTIQUES GEOLOGIQUES, PEDOLOGIQUES ET CLIMATIQUES

A- Le relief

Le relief est très marqué et accidenté, il se présente comme un « papier froissé » avec ses alternances de ravins, de gorges profondes, de longues crêtes plus ou moins bosselées, plus ou moins larges et ses lambeaux de plateaux plus ou moins inclinés.

La commune occupe les contreforts de la Montagne Pelée qui culmine à 1.397 mètres et du Mont Conil. Les sommets se succèdent en décroissant progressivement du Sud au Nord vers le Canal de la Dominique. Les principaux mornes sont :

- Le Morne Macouba 1.293 m
- Le Piton du Mont Conil 893 m
- Le Pain de Sucre 719 m
- Le Morne Citron 604 m

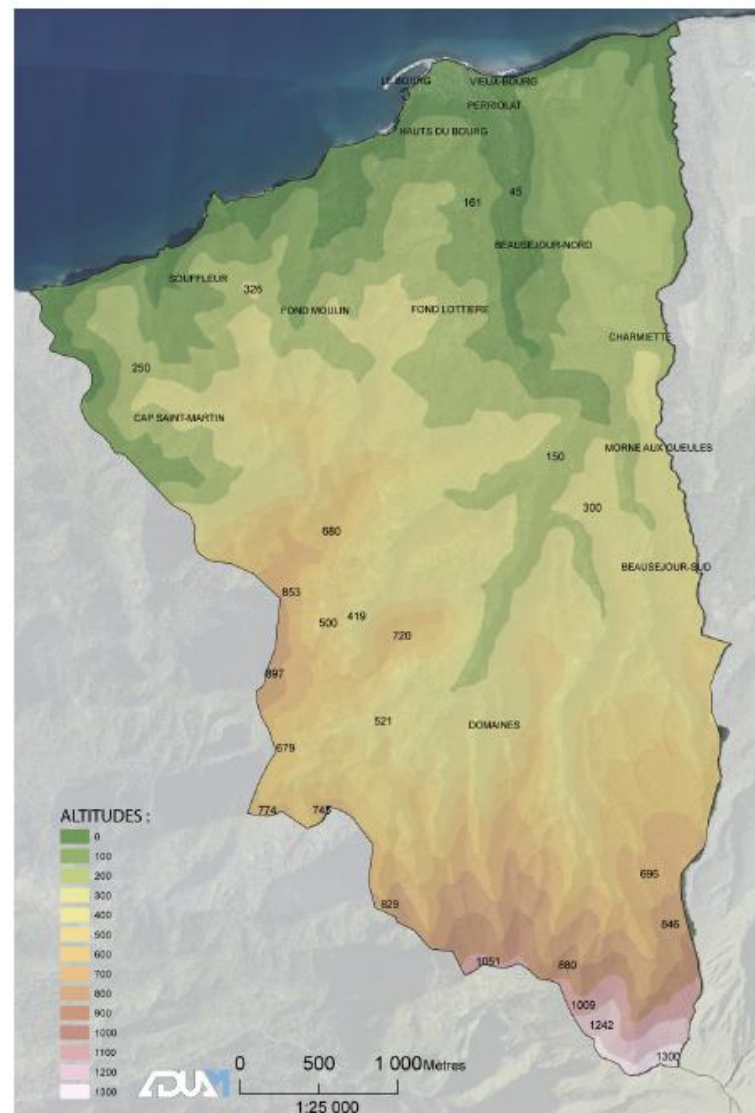
La majeure partie du territoire communal est massive, ponctués de mornes aux altitudes élevées, très disséqués par un réseau hydrographique développé. Il est constitué d'une succession de crêtes/mornes et de vallées très encaissées, aux versants très abrupts.

On distingue un changement de relief à la périphérie Est de la commune (Beauséjour, Charmiette) où le relief s'aplanit en pente (planèzes). Il s'agit de la planèze la plus occidentale du versant atlantique.

Ces planèzes, caractéristiques du versant Atlantique de la Montagne Pelée, correspondent à des coulées de lave de la Montagne Pelée.

Le littoral communal est essentiellement caractérisé par d'imposantes falaises et petites anses sableuses (Anse Dufour, Anse Souffleur, Anse Cassius, Anse Morne Rouge, Anse Bagasse). La configuration de ce littoral (entre Prêcheur et Grand' Rivière) a empêché l'achèvement de la route côtière entre ces deux communes. Le relief très contraint du territoire riverain a fortement limité le développement urbain et agricole.

Les différentes variations altimétriques sur le territoire communal



B- La géologie

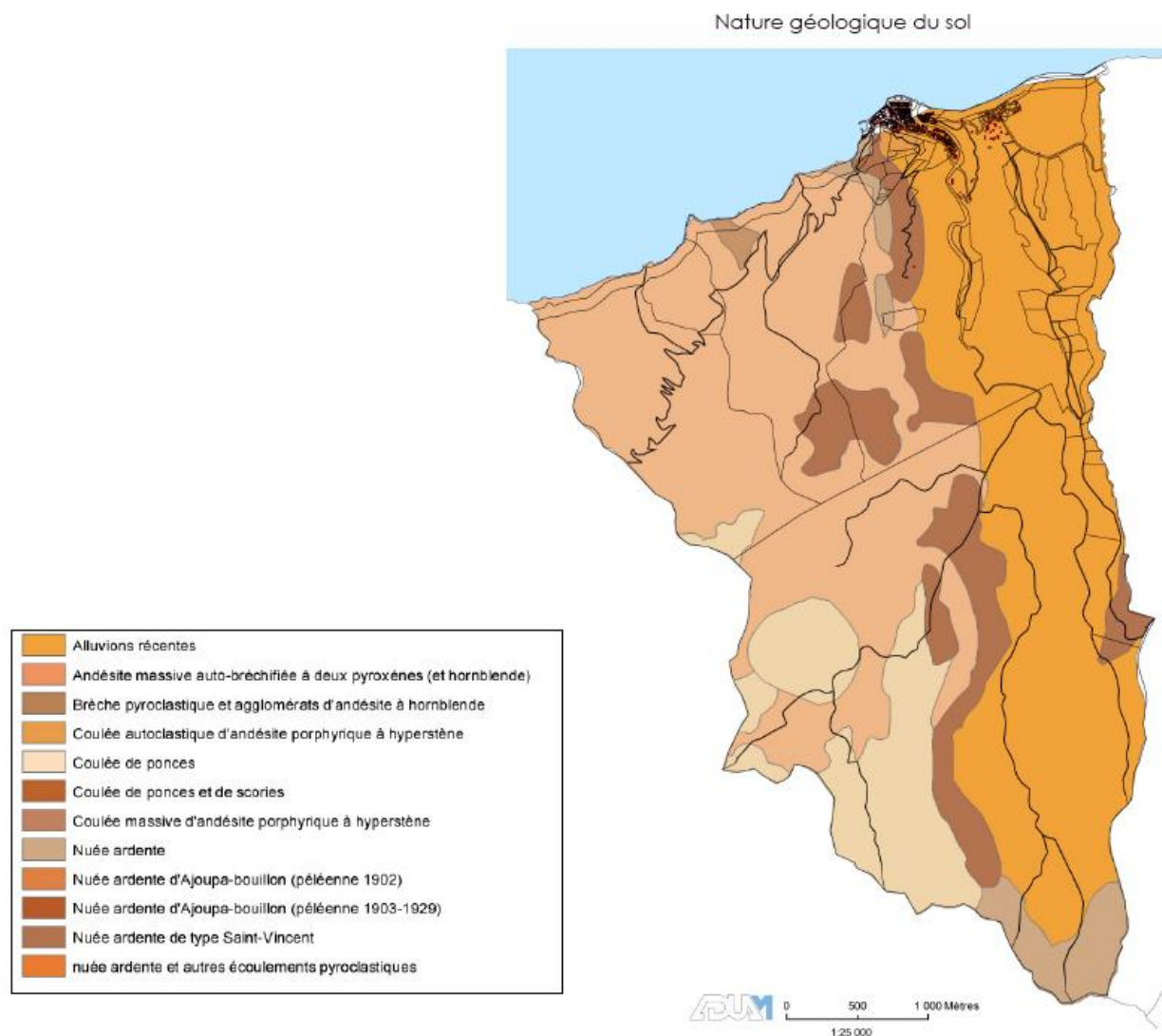
La formation de l'ensemble géologique du territoire riverain s'est déroulée lors de deux récents épisodes du volcanisme martiniquais. Une première phase s'étend de -0,7 à -0,4 millions d'années, durant laquelle se mirent en place les édifices associés au volcanisme du Mont Conil. Les autres formations sont associées au volcanisme ultérieur de la Montagne Pelée (depuis 0.3 millions d'années).

Le Piton Mont Conil :

Le volcanisme du Mont Conil marque le début de l'activité visible (émergée) du compartiment septentrional de l'île. Le massif du Mont Conil structure la partie Nord de l'île dans un triangle Le Prêcheur/Grand'Rivière/Nord de la Montagne Pelée. Ce massif résulterait principalement d'un empilement de coulées d'andésite à hornblende et pyroxène, recoupées et recouvertes par des dômes et coulées de dacite à hornblende et rares quartz.

Il apparaît en fenêtre sous les dépôts récents de la Montagne Pelée. Il est formé d'un enchevêtrement de crêtes forestières escarpées, enserrant un réseau dense de rivières roulant leurs eaux au fond de gorges resserrées.

Prenant leurs sources dans des risques d'érosion souvent bien dessinée, ces cours d'eau débouchent dans le Canal de la Dominique entre d'imposantes falaises, les plus hautes de l'île, dépassant fréquemment les 100 mètres. Avec le massif du Morne Jacob, le Massif du Mont Conil sert de substratum à la Montagne Pelée.



La Montagne Pelée :

Il s'agit du plus haut relief de l'île avec ses 1397 mètres. Ce volcan actif est né, il y a environ 500 000 ans sur la retombée Sud du massif du Mont Conil. Des coulées d'andésite à hornblende et hypersthène se mettent en place en premier lieu.

La masse principale de l'édifice résulte ensuite de l'émission de nuées ardentes d'andésite à deux pyroxènes, dont les dépôts ennoient petit à petit les reliefs du substratum.

Les mesures du carbone 14 des bois carbonisés enfouis au sommet de ces formations, indiquent pour l'ensemble un âge supérieur à 35000 ans.

Les énormes quantités de ponces, lapillis et cendres qui recouvrent le volcan et d'une façon générale toute la moitié Nord de l'île, proviendraient d'éruptions beaucoup plus récentes, pour partie postérieures à l'ère chrétienne.

Enfin, les deux éruptions du début du siècle précédent (1902-1904 et 1929-1932) soulignent le caractère actif du volcan.

Les formations sédimentaires quaternaires :

Elles relèvent de plusieurs types sur le territoire de Grand'Rivière : les plages sableuses formées de sable noir volcanique, les alluvions torrentielles, aux embouchures des principaux cours d'eau.

La Grande Rivière découpe une plaine alluviale assez étroite et longue s'évasant à l'embouchure sur laquelle s'est édifié le bourg de Grand'Rivière.

C- La nature du sol

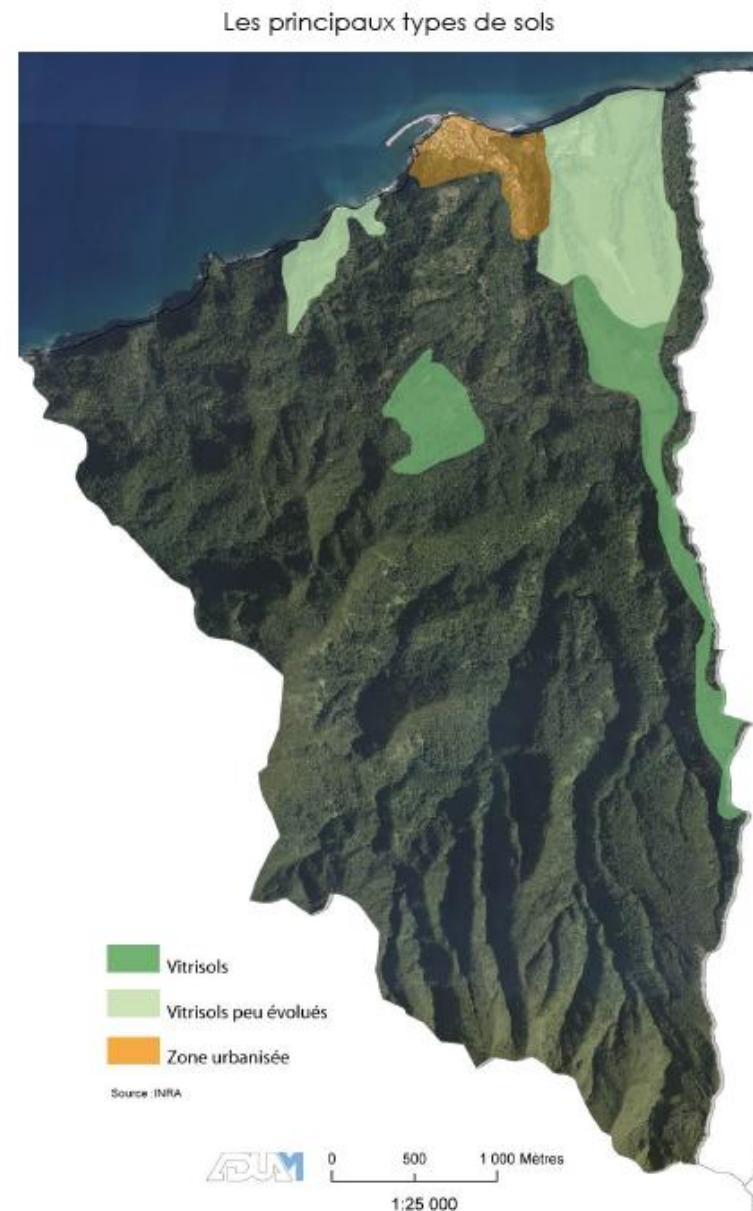
Les sols sont peu ou relativement peu évolués. Ils dérivent de cendres reposant sur des ponces graveleuses, andésitiques. Ils sont sableux, humifères (4 à 8% de matière organique dans l'horizon labouré) et relativement acides, appauvris en basses échangeables, magnésium en particulier.

Ces sols ont une grande susceptibilité à l'érosion. Ils sont présents sur des zones à pente faible, modérée voire moyenne dans le secteur de Beauséjour (zone agricole très prospère) se prolongeant tout le long de la rivière Potiche mais sur des pentes plus fortes (Habitations La Charmiette), le long de la Grande Rivière sur son cours moyen et au niveau de l'Habitation Malakoff (ancienne zone à canne à sucre). On les retrouve de façon plus importante dans la région Sud mais elle est inaccessible.

Dans la région de Fond Moulin, malgré la présence de pentes modérées, les sols sont érodés. Sur le reste de la commune, le relief est tel (pentes de plus de 50%) que les pentes deviennent inutilisables pour une quelconque activité agricole.

La partie Est et quelques portions au Nord et au Centre sont identifiées comme des sols de type vitrisols et vitrisols peu évolués. C'est sur ces parties du territoire que l'agriculture s'est développée, notamment les champs de cannes.

La commune ne présente aucun gisement minier exploitable connu.



D- L'hydrographie

Le réseau superficiel :

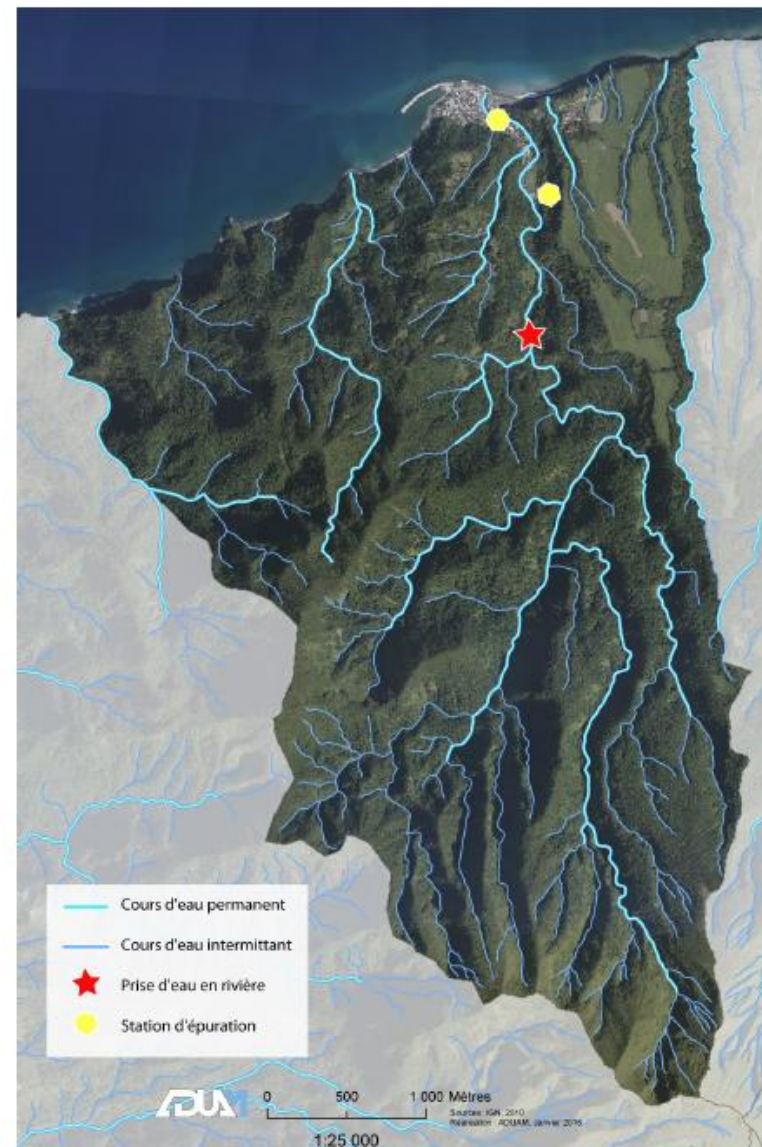
De la Montagne Pelée provient un réseau très dense de cours d'eau disposé de façon rayonnante autour d'elle. Le profil du relief étant très pentu, les rivières sont encaissées au fond des gorges étroites, souvent entrecoupées de rapides, voire de sauts dans leurs cours supérieurs. Elles sont toujours encombrées de blocs rocheux et cailloux aux angles plus ou moins aigus.

Les principales rivières sont d'Ouest en Est :

- La rivière 3 Bras qui marque la limite avec la commune du Prêcheur
- La rivière des Ecrevisses
- La rivière des Oranges
- Les rivières Girou et Gommier qui se jettent dans la Grande Rivière
- La Grande Rivière, cours d'eau principal de la commune qui traverse le bourg
- La rivière Potiche en limite communale avec la commune du Macouba.

Toutes les rivières sont issues des massifs du Piton Mont Conil et de la Montagne Pelée. Le profil des rivières est très pentu, cependant moins accentué côté Atlantique que côté Caraïbe, à cause de la dissymétrie entre les deux versants.

Le réseau hydrographique sur la commune



Les cours d'eau sont rectilignes et descendent en ligne droite sur les pentes du volcan. A mesure que l'on descend en altitude, la largeur du cours d'eau s'accroît.

Les rivières sont très encaissées au fond de gorges étroites : elles répondent donc rapidement aux averses, le débit des rivières suivant le rythme des pluies.

Ainsi les crues succèdent à quelques heures d'intervalle aux très fortes averses, tombées en amont.

Les événements cycloniques, les fortes pentes et la faible étendue des bassins versants confèrent aux rivières de cette partie de l'île un régime pluvio-torrentiel très marqué.

La Grande Rivière est identifiée comme réservoir biologique et classée sur la liste 1 par l'article L.214-17-1 du code de l'Environnement.

Ce classement vise à :

- Prévenir la dégradation et préserver la qualité et la fonctionnalité de cours d'eau à forte valeur patrimoniale en empêchant la construction de tout nouvel obstacle à la continuité écologique.
- Imposer la restauration de la continuité écologique à long terme, au fur et à mesure des renouvellements d'autorisations ou de concessions.

La gestion de la ressource :

Grand'Rivière fait partie du bassin hydrographique de la Grande Rivière et de la masse d'eau côtière Nord-Atlantique, plateau insulaire, soumis aux dispositions du SDAGE de Martinique 2016-2021, dont l'état et objectif des masses d'eau sont définis comme tels :

- Etat écologique des cours d'eau avec chlordécone : Bon
- Etat écologique des cours d'eau sans chlordécone : Bon
- Etat chimique des cours d'eau : Bon
- Etat écologique partiel des masses d'eau côtière et de transition : Moyen

Les objectifs du SDAGE visent au bon état d'ici 2015 pour l'objectif écologique avec chlordécone ainsi que pour l'objectif chimique, pour les masses d'eau.

Les objectifs d'atteinte du bon état écologique et chimique des masses d'eau côtières et de transition sont :

- 2021 pour l'objectif chimique.
- 2027 pour l'objectif écologique.

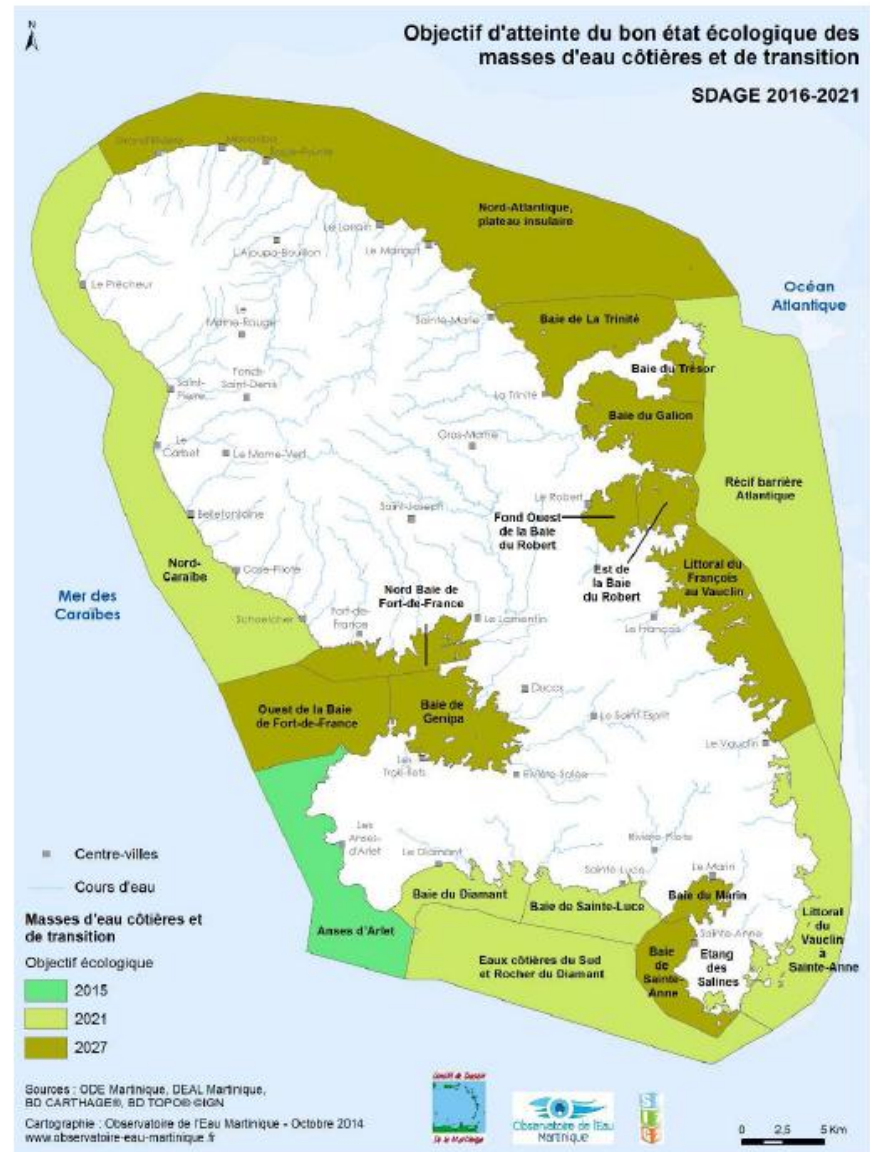
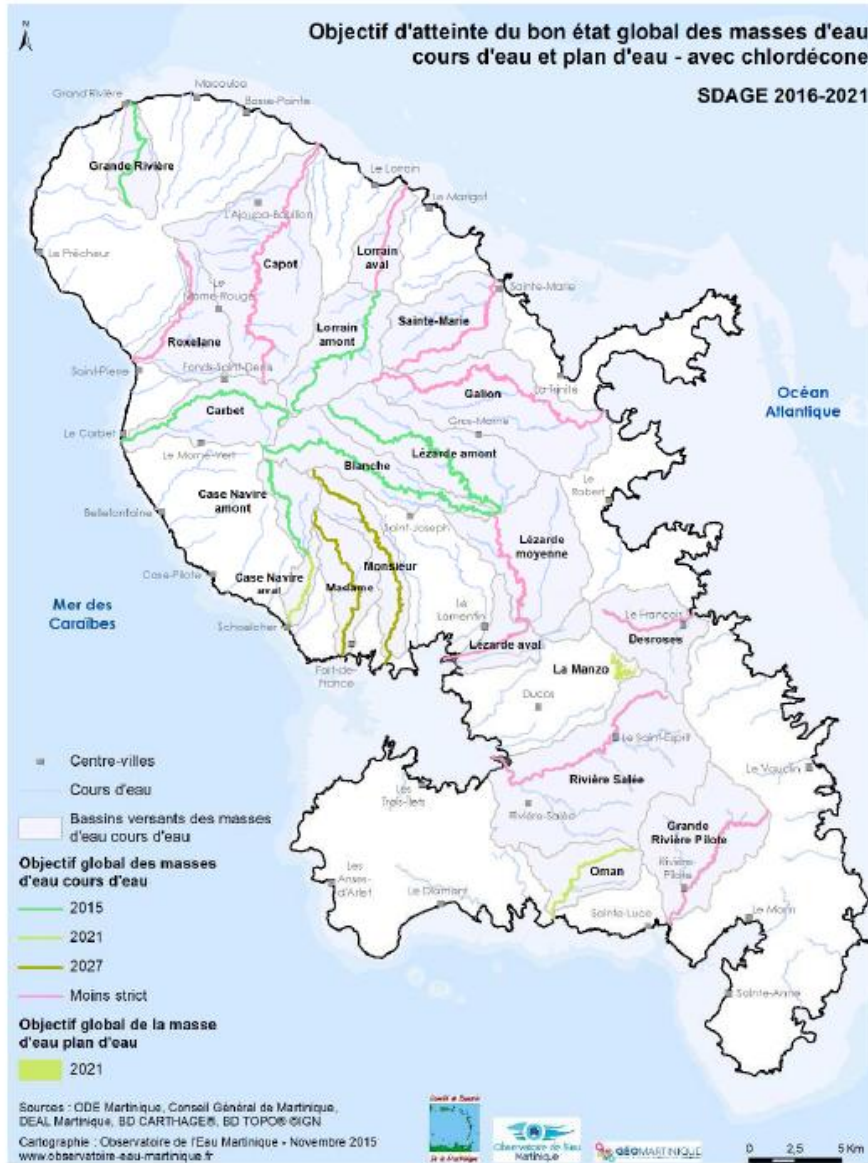
Le SDAGE de Martinique a été révisé et conforte les objectifs du document précédent sur la période 2016-2021.

La DEAL est en charge du suivi de l'état qualitatif du bassin qui est suivi par deux stations de contrôle qualitatif, l'une au stade de Grand'Rivière et l'autre au Trou Diablesse.

Forte de ces importantes ressources, la commune recense un captage destiné à l'alimentation en eau potable, située sur la Grande Rivière (prise en rivière). Avec un débit moyen de 345 m³/j, il permet d'alimenter toute la commune de Grand'Rivière.

Cette eau est traitée via une usine de production d'eau potable.





Les masses d'eau souterraines :

La nature géologique volcanique de l'île de la Martinique n'aboutit pas à des unités aquifères importantes comme c'est le cas de certaines régions de nature sédimentaires. De plus, en Martinique, la ressource en eau souterraine est encore mal connue et peu exploitée.

L'ensemble des connaissances existantes sur le plan hydrogéologique a été rassemblé et analysé par le BRGM sur la base des ouvrages existants et des connaissances scientifiques bibliographiques et de terrain. Ce travail permet de disposer d'un état des potentialités, qui, s'il ne repère pas l'ensemble des disponibilités de la ressource en eau souterraine, permet néanmoins d'identifier les potentiels et de proposer des actions à mener pour statuer sur le caractère réellement opérationnel des potentialités évaluées à l'échelle de l'île.

La commune de Grand'Rivière fait partie de la masse d'eau souterraine du Nord. Cette masse d'eau souterraine est identifiée comme un bon état quantitatif, mais un mauvais état chimique de sa ressource en eau. D'après le SDAGE, cette masse d'eau présente une contamination à la chlrodécone qui, du fait de la forte rémanence de ce produit, engendre un objectif moins strict. Toutefois, l'objectif quantitatif est le bon état en 2015.

Le territoire communal compte également de nombreuses sources, dont certaines sont suivies par l'Agence Régionale de la Santé (ARS) à Beauséjour et Grand Détou et étaient ou sont toujours utilisées par la population.

Toutefois l'Agence Régionale de la Santé déconseille leur consommation. En effet, les deux sources sont non-conformes dont une présente une contamination importante à la chlrodécone.



E- Les données climatiques

Les températures :

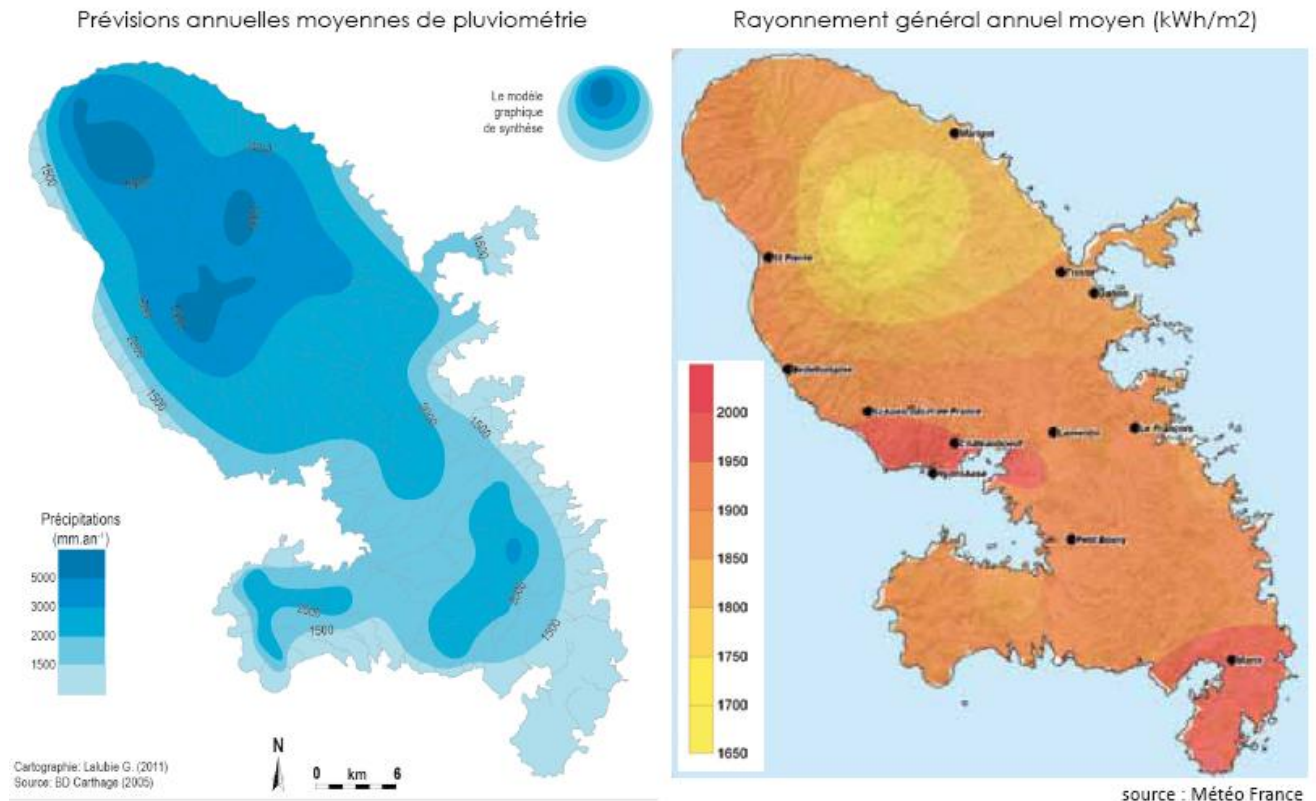
Le climat rencontré à Grand'Rivière est relativement frais et humide. Les températures sont contrastées entre le littoral plus chaud et les hauteurs humides et plus fraîches. En prenant de l'altitude, la température moyenne annuelle faiblit (elle s'échelonne de 20 à 22° sur les hauteurs alors que sur le littoral, elle peut atteindre 26°), comme l'insolation annuelle.

La partie montagneuse de l'extrême Nord de l'île est ainsi la plus froide avec des minima qui avoisinent les 17°C à 20°C durant l'hivernage et 19°C à 22 °C durant le carême. Les régions montagneuses montrent également une amplitude thermique faible. La formation des nuages sur le relief limite l'augmentation de la température pendant la journée et ralentit la baisse des températures la nuit. Ainsi, l'écart avec les parties basses est moindre pour les minimales que pour les maximales.

Les précipitations :

Les précipitations enregistrées sur la commune de Grand'Rivière croissent avec l'altitude vers la Montagne Pelée (extrémité Sud de la commune), les cumuls enregistrés peuvent atteindre plus de 8000 mm/an au sommet du volcan.

Les parties les plus basses de la commune restent tout de même très arrosées avec des moyennes de précipitations annuelles allant jusqu'à 2000 mm d'eau par an.



Normales annuelles de la Station du Marigot



II - LA BIODIVERSITE : DES ECOSYSTEMES RICHES, MAIS FRAGILES

A- Le couvert végétal

Les conditions climatiques existantes sur cette partie de la Martinique ont favorisé le développement d'une végétation mésophile et hygrophile.

Grand' Rivière présente une déclinaison très variée de sa végétation, de la végétation caractéristique du littoral (tant sableux que de falaises), à la végétation rabougrie du sommet de la Montagne Pelée, en passant par des séries mésophiles et hygrophiles. L'exposition aux pluies apportées par les alizés ne favorise pas le développement d'une végétation tropophile comme à la même latitude, sur le versant sous le vent (Prêcheur).

Du littoral vers le sommet de la Montagne Pelée, différents types de végétation se développent. Ainsi, 62.7 % du territoire communal est composé d'espace boisé.

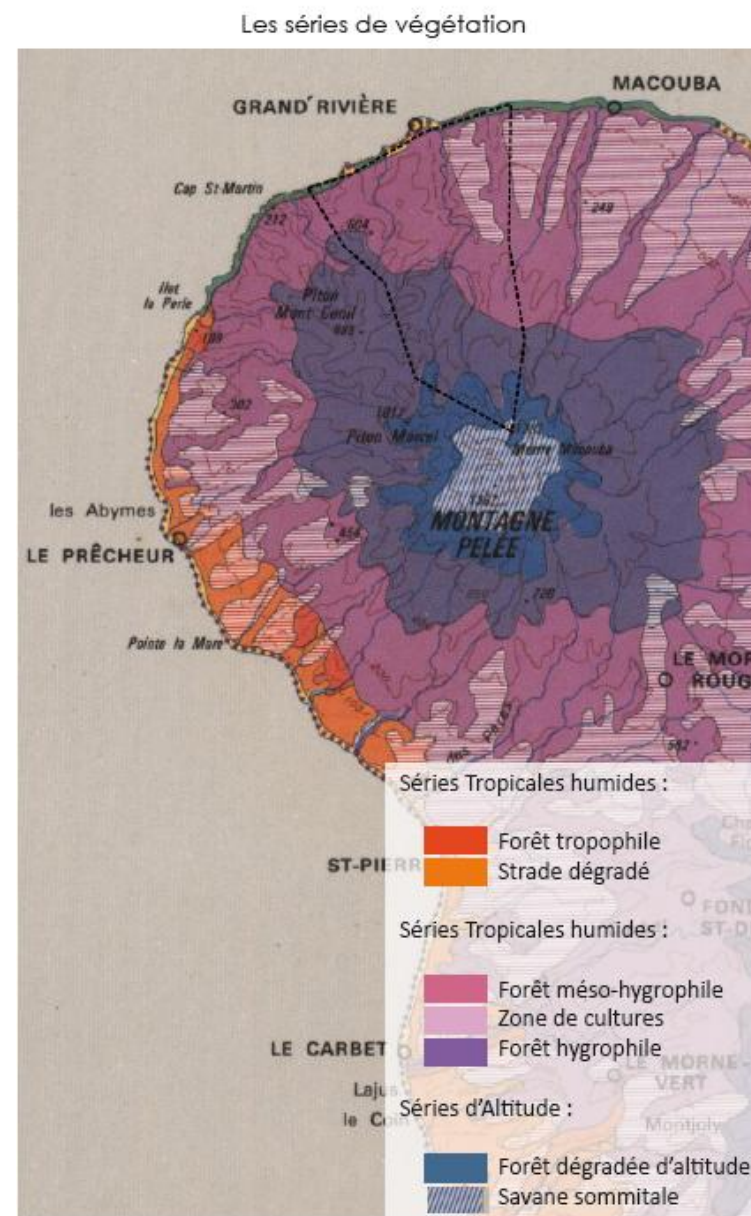
La végétation du littoral

Elle est caractérisée par une végétation particulière liée en majeure partie aux conditions de sols, aux embruns ou aux submersions par les marées : l'influence de l'humidité atmosphérique reste secondaire. Le rôle prépondérant de ces facteurs caractéristiques des zones littorales donne à la végétation un aspect qui le différencie de celui des formations terrestres.

Deux types de faciès sont ainsi identifiés sur la commune:

- Le faciès psammophile, correspondant à la végétation des plages sableuses de Grand' Rivière.
- Le faciès lithophile, correspondant à la végétation des falaises rocheuses qui occupent le littoral.

La forêt mésophile à méso hygrophile sur les parties plus basses :



source : Atlas de Martinique.

Sur la partie centrale de la commune, se distingue la forêt de type mésophile (c'est-à-dire que les besoins en eau des végétaux sont plus modérés) à méso-hygrophile. Elle correspondrait à une pluviosité moyenne de l'ordre de 1000 à 3000 mm par an sans période sèche ou presque, une humidité supérieure à 70% et donc à une faible évaporation. Elle couvre des secteurs allant de 300 à 700 mètres d'altitude sur la côte « sous le vent ».

Elle est plus exposée que la forêt hygrophile au risque que constitue l'homme pour sa conservation.

Dans ce type de forêt, la sempervirence de la canopée (strate supérieure, aux alentours de 35/40 mètres de hauteur) est quasi-totale. Les épiphytes (plantes qui se développent sur les parties aériennes d'un végétal ligneux qui lui sert de support) sont peu abondantes et les épiphylls (plantes qui se développent sur les feuilles d'un autre végétal) absentes. Ce type forestier est caractérisé par une forte richesse spécifique arborescente, particulièrement dans la strate inférieure. Cette forêt puissante et dense couvrait initialement la plus grande partie des zones basses et moyennes de l'île (entre 0 et 200 mètres d'altitude environ).

Les espèces bio indicatrices de ce type forestier sont le Poix doux blanc, le Balata, ou encore le Bois-savonnette.

Concernant les champignons décomposeurs, le Marsame à tête couleur de sang est commun en début de saison des pluies (juillet) sur les feuilles mortes, et le Pleurote en éventail est une des espèces lignicoles les plus communes de cette forêt. De même, la Collybie des tropiques du Nouveau Monde est une espèce commune durant la première partie de la saison des pluies (Fiard, 1994).

Les stades de dégradations de la forêt méso-hygrophile sont représentés par des taillis plus ou moins denses, hauts de 2 à 3 mètres. Le gradient thermique est faible, mais il contribue tout de même à un étagement de la végétation.

Dans le fond des vallées de la Grande Rivière par exemple, cette forêt est composée de Balatas, de Lauriers fines, Lauriers noirs ou encore Palmistes montagnaise.

La forêt hygrophile sur les hauteurs :

La forêt de type hygrophile se développe au Sud-ouest de la commune, dans un milieu où le sol et l'air sont saturés ou presque d'humidité. On l'appelle également la forêt ombrophile tropicale submontagnarde.

Elle est cantonnée aux massifs (et particulièrement celui de la Montagne Pelée, du Piton Mont Conil) et s'élève entre 700 et 1200 mètres d'altitude sur la côte au vent. Elle occupe les terrains qui sont soumis à une pluviométrie annuelle comprise entre 3000 et 5000 mm d'eau par an, sans période sèche notable.

L'humidité permanente atteint des valeurs supérieures à 85% ce qui entretient l'ambiance moite. Elle apprécie les sols sur cendres ou alors allophanes (variété d'argile) dont la réserve en eau est grande.

La forêt hygrophile se présente sous l'aspect d'une formation dense et luxuriante à sous-bois très sombre mais où l'on peut cependant se déplacer sans grandes difficultés. Cependant, elle ne subsiste plus sous sa forme primaire mais sous une forme secondaire et sous de nombreux aspects dégradés par l'homme.

Les arbres prépondérants sont sempervirents, s'élevant en moyenne à 30/35 mètres, certains pouvant atteindre 40 à 50 mètres de haut. De nombreuses essences possèdent de puissants contreforts. Les lianes ligneuses, les plantes grimpantes, les épiphytes et les épiphylls sont bien représentées. La canopée est continue et moutonnée dans l'ensemble. La strate herbacée, très réduite dans les secteurs les plus stables, est, dans les zones plus ouvertes, riche en espèces d'herbes hautes à larges feuilles.

Ce type forestier correspond à un des écosystèmes parmi les plus complexes de la planète et abrite la majorité des espèces arborescentes endémiques. A l'origine, cette forêt était beaucoup plus étendue qu'aujourd'hui et descendait très bas.

La strate arborescente supérieure (35 à 40 mètres) est discontinue et constituée principalement de Gommiers blanc, de Châtaignés grandes feuilles, de Bois de fer, de Magnolias, et de Bois balata.

La strate arborescente moyenne (15 à 25 mètres) comporte le Bois côte noir, le palétuvier montagne, le Mahot cochon. La strate inférieure présente le Goyavier bois et de nombreuses autres espèces dont il faut surtout mentionner les fougères arborescentes.

Les plantes herbacées sont bien représentées tandis que les orchidées et les broméliacées constituent la majeure partie des plantes épiphytes. Toutes les strates s'entremêlent et donnent à la forêt hygrophile l'aspect particulièrement dense qui la caractérise.

A l'échelle des Petites Antilles, ce continuum écologique préservé est considéré comme exceptionnel pour sa rareté et sa grande diversité.

Selon MACE, (Réserve Biologique Intégrale de la Montagne Pelée, ONF, 2006), « La présence dans ce massif forestier d'espèces floristiques endémiques ou rares en font un conservatoire génétique de premier ordre ». Selon cette même étude « au niveau des étages tropicaux supérieur et sommital où se situe la forêt de la Montagne Pelée [...], sur un total de 165 espèces arborescentes indigènes [...] 69 sont endémiques de la Martinique et des Petites Antilles. La forêt de ces étages à la Martinique est donc une formation végétale unique au monde pour plus du quart des espèces arborescentes » [...].

Toujours selon cette étude, il s'avère que près de 100 espèces sont considérées comme très rares, rares ou assez rares et sept espèces susceptibles d'être présentes dans la forêt de la Montagne Pelée sont ainsi protégées: le Ti-coco, le Châtaignier-petit coco, le Laurier-falaise, le Bois-noyau, le Bois-de-sept-ans, le Bois-pilori et le Bois-l'épreuve.

La végétation d'altitude à l'extrême Est :

On appelle série d'altitude ou encore séries montagnardes des formations végétales qui occupent les plus hauts sommets de l'île et particulièrement la Montagne Pelée. A Grand' Rivière, on les localise à l'extrémité Sud-ouest de la commune. Elles s'étendent à partir 1200 mètres sur la partie « au vent ».

Les conditions de milieu diffèrent considérablement de celles des séries précédentes, particulièrement au niveau des sommets. La température peut subir une diminution appréciable et atteindre 18° à 19° entretenue par les alizés qui soufflent en permanence à une vitesse moyenne de 5 m/s ; la pluviosité est maximale (7000 à 9000 mm) et l'ennuage constant. Les sols provenant d'andésites ou de dacites sont généralement acides (Ph de 4 à 5) et très hydromorphes, parfois tourbeux dans les zones à faible pente.

Ces réalités écologiques conditionnent l'installation de deux principaux types de végétation qui reflètent surtout l'action du vent :

La forêt rabougrie d'altitude

Elle se présente sous la forme d'une sylvie basse à stratification diffuse et à un fort pourcentage de mousses et de plantes épiphytes. Cette forêt ombrophile tropicale montagnarde ou forêt ombrophile tropicale de brouillard s'installe à des altitudes supérieures à celles de la forêt hygrophile, dans des conditions difficiles : pluviométrie excessive, air saturé en humidité, pentes extrêmement déclives et instables, vents soutenus permanents.

Une strate arborescente atteignant à peine 10 mètres de haut est constituée d'espèces aux troncs le plus souvent tortueux tandis qu'une strate arbustive basse ne dépasse pas 3 mètres. Les épiphytes sont plus abondantes, la canopée est discontinue et la strate inférieure composée de palmiers et fougères arborescentes est très dense.

La strate herbacée comporte des Lycopodes (mousses dont les sphaignes) et on constate une forte proportion de lianes et d'espèces parasites qui parviennent à rendre méconnaissables les « hôtes » de cette végétation étrange. Les adaptations à ce milieu particulier sont très diverses : dans ces sols souvent gorgés d'eau, des espèces comme le Mangle montagne se munissent de racines aériennes ou de racines en arceau.

Les branches et les troncs prennent une allure recourbée, le nanisme affecte une forte proportion d'espèces, les feuilles de moyenne ou petite dimension deviennent coriaces ou cartilagineuses.

Tant par sa structure que par sa composition floristique, on peut considérer que la forêt rabougrie de montagne est une forêt de transition entre la forêt hygrophile dont elle dérive et les « savanes » sommitales.

Les espèces caractéristiques de la forêt hygrophile sont progressivement remplacées par des espèces nouvelles qui lui confèrent son caractère propre : le Laurier montagne, le Mangle montagne, le Bois côtelette montagne, le Pois doux montagne, le Chou palmiste montagne.

Les savanes altitudinales

Sous ce terme assez impropre de « savanes » altitudinales sont regroupées diverses formations que les conditions écologiques des sommets (en particulier l'action mécanique du vent) entretiennent sous l'aspect d'une végétation très basse. Débutant à partir de 1100 mètres environ, elle se présente comme une mosaïque de faciès correspondant à la mosaïque des situations topographiques.

Les sensibilités écologiques sur le territoire communal



Bambou



Broméliacées



Fougères arborescentes



Savane à ananas rouge

Les « savanes » à Chou palmiste montagne occupent les fortes pentes, bien exposées mais très ventées. Cette espèce reste naine (2.50 mètres) constitue 30 à 40 % du groupement végétal. Il est accompagné de l'Ananas rouge montagne, le Bois cendre, la fougère arborescente, tous rabougris.

Les « savanes » à ananas rouges montagne et jaunes accompagnés de fougères se développent sur les zones à faible pente de la Montagne Pelée. Ce groupement est parfois accompagné d'un type de savane à Thym de montagne et Petit Bambou.

Au niveau de certains creux et plus particulièrement sur les pistes qui sillonnent la Montagne Pelée, on rencontre des «savanes» marécageuses où domine l'herbe cheveu. Enfin, colonisant les sommets, des pelouses à Sphaignes et Lycopodes constituent les groupements végétaux les plus haut placés en altitude.

Cette diversité de végétation est à valoriser. L'élaboration du PLU permet d'aborder la question de la protection et de l'évolution des surfaces boisées. À ce titre, le POS identifie ces espaces en Espace Boisé Classé, dont il conviendra de faire perdurer cette protection dans le PLU.

B- UNE FAUNE PARFOIS ENDEMIQUE ET UNE FLORE TRES DIVERSIFIEE

La biodiversité des espèces se mesure principalement selon deux critères : la richesse spécifique et l'endémisme. La faune de la commune de Grand'Rivière ne présente pas, au regard de la connaissance actuelle, de caractéristiques particulières qui la distinguent des autres communes du Nord de la Martinique. Cependant, il est bon de rappeler que de nombreuses espèces sont endémiques à la Martinique et que malheureusement de plus en plus d'espèces sont menacées de disparition au niveau insulaire.

Un milieu insulaire favorable à l'endémisme :

L'île recense 17 espèces de mammifères terrestres et aériens (11 de ces 17 espèces sont des chiroptères, autrement dit des chauves-souris). Parmi ces espèces, on peut citer le manicoü qui a été introduit au XVIIIème siècle en provenance de Grenade et qui est aujourd'hui largement répandu sur l'île. La mangouste a également été introduite d'Indonésie pour éliminer les rats et les serpents.

Seize espèces de reptiles ont été recensées (8 indigènes à la Martinique, les 8 autres ont été introduites). Deux espèces sont endémiques strictes à la Martinique ; il s'agit de la couleuvre couresse (Liophis Cursor) et du serpent trigonocéphale, principalement localisé au Nord de la Martinique en forêt humide.

Les sensibilités écologiques sur le territoire communal



Matoutou Falaise



Trigonocéphale



Icterus Bonana



Cyanophaia Bicolor

Il existe une variété de mygale, la matoutou, protégée depuis novembre 1995. L'entomofaune est nombreuse, mais il n'existe aucun inventaire exhaustif à ce jour. A noter la présence de chauves-souris protégées (cf. protection APB p.33).

La Montagne Pelée, un espace riche en espèces ornithologiques :

Plus de 200 espèces d'oiseaux fréquentent l'île (espèces endémiques comme l'Oriole de Martinique - *Icterus bonana* - et la gorge blanche – *Ramphoclinclus Brachyarus*). Onze sont endémiques des Petites Antilles et cinq des Caraïbes. Environ 110 espèces migratrices fréquentent la Martinique. Une vingtaine d'espèces sont exogènes à la Martinique comme le héron garde-bœuf.

Grand'Rivière jouit d'une faune ornithologique riche. Selon Birdlife International, la commune fait partie d'une IBA (important Bird Area), fréquentée par une centaine d'espèces nicheuses ou migratrices.

Cette IBA ou Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), est localisée dans l'extrême Nord de l'île de la Martinique et couvre plus de 9260 ha, dont savanes, milieux aquatiques et marins, milieux littoraux, jardins créoles, pâtures, cultures...

La majorité sont des espèces forestières dont 17 des 18 espèces à distribution restreinte présentes en Martinique: *Icterus bonana* qui est endémique à la Martinique et menacé (statut IUCN : vulnérable), *Cyanophaia bicolor* (endémique à la Martinique et à la Dominique), *Cinclocerthia gutturalis* (endémique à la Martinique et à Sainte Lucie), *Geotrygon mystacea*, *Chaetura martinica*, *Eulampis jugularis*, *Eulampis holosericeus*, *Orthorhyncus cristatus*, *Contopus latirostris*, *Myiarchus oberi*, *Cinclocerthia ruficauda*, *Margarops fuscus*, *Margarops fuscatus*, *Myadestes genibarbis*, *Loxigilla noctis*, *Euphonia musica*, et *Saltator albicollis*.

Aucune donnée sur la taille des populations ne peut-être fournie faute d'études appropriées. Ce massif héberge certainement, par la qualité et l'étendue de ses habitats, parmi les plus grosses populations d'oiseaux forestiers à répartition restreinte de la Martinique.

C- DES ESPACES NATURELS PROTEGES

La commune de Grand'Rivière présente un grand intérêt naturel. En effet, on dénombre deux Réserves Biologiques Intégrales, une ZNIEFF, une ZICO, un site naturel classé et des espaces remarquables sans oublier que la totalité du territoire communal est incluse dans le périmètre du Parc Naturel de la Martinique.

Une gestion des milieux naturels par le PNRM:

Dans sa cartographie, la charte du Parc Naturel de la Martinique a déterminé divers secteurs à protéger :

Une zone naturelle d'intérêt majeur à cheval sur les communes du Prêcheur et de Grand' Rivière. Elle correspond au périmètre du site naturel classé. Ces espaces ont vocation à demeurer naturels, avec une protection forte : Seuls des aménagements légers autorisés, l'accès au public est réglementé, les défrichements interdits.

Des zones naturelles qui couvrent toute la partie centre et Sud de la commune. On y distingue des îlots ayant une vocation agricole.

Une zone paysagère sensible, qui couvre toute la commune se juxtapose à la zone naturelle d'intérêt majeur, mais aussi aux zones naturelles sensibles et aux zones naturelles d'activités situées sur les hauteurs de la commune : il s'agit de secteurs à forte identité naturelle et culturelle aujourd'hui menacés par une urbanisation diffuse et banalisée/ sites inscrits et classés actuels ou en projet, les projets de grand site.

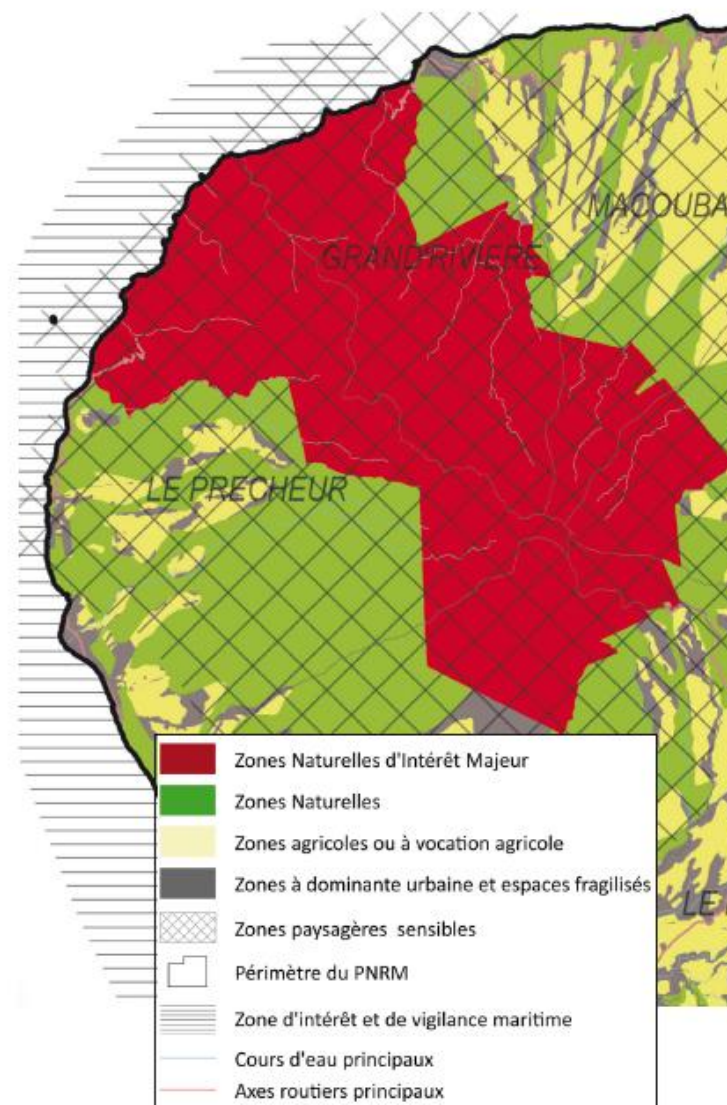
Une zone d'intérêt et de vigilance maritime, qui s'étend sur tout le littoral de la commune.

Des espaces remarquables définis au SAR/SMVM :

Le SAR et le SMVM ont délimité des espaces naturels remarquables sur toute la partie Sud de la commune, correspondant notamment aux secteurs de protections la plus forte en terme de protection environnementale (site classé). Le littoral est également concerné dans certaine portion (excepté le bourg) par des espaces remarquables.

Le site classé du versant Nord Ouest de la Pelée

Extrait du zonage de la charte du
Parc Naturel Régional de la Martinique



source : ADUAM / PNRM

Le site est à cheval sur les communes du Prêcheur et de Grand'Rivière. Le découpage du site suit les limites naturelles dans une logique de bassin versant et de vallées :

- le long de la rivière Trois Bras, puis sur la ligne de crête entre les vallées de la rivière Trois Bras et de la Grande Rivière,
- le long de la vallée de la rivière Prêcheur,
- le long de la vallée de la Grande Rivière.

Ce découpage est un atout pour un projet de territoire cohérent avec des logiques agronomiques, de bassins versants et de partage des eaux, avec des logiques de paysage et de pays, de développement local et environnemental de qualité.

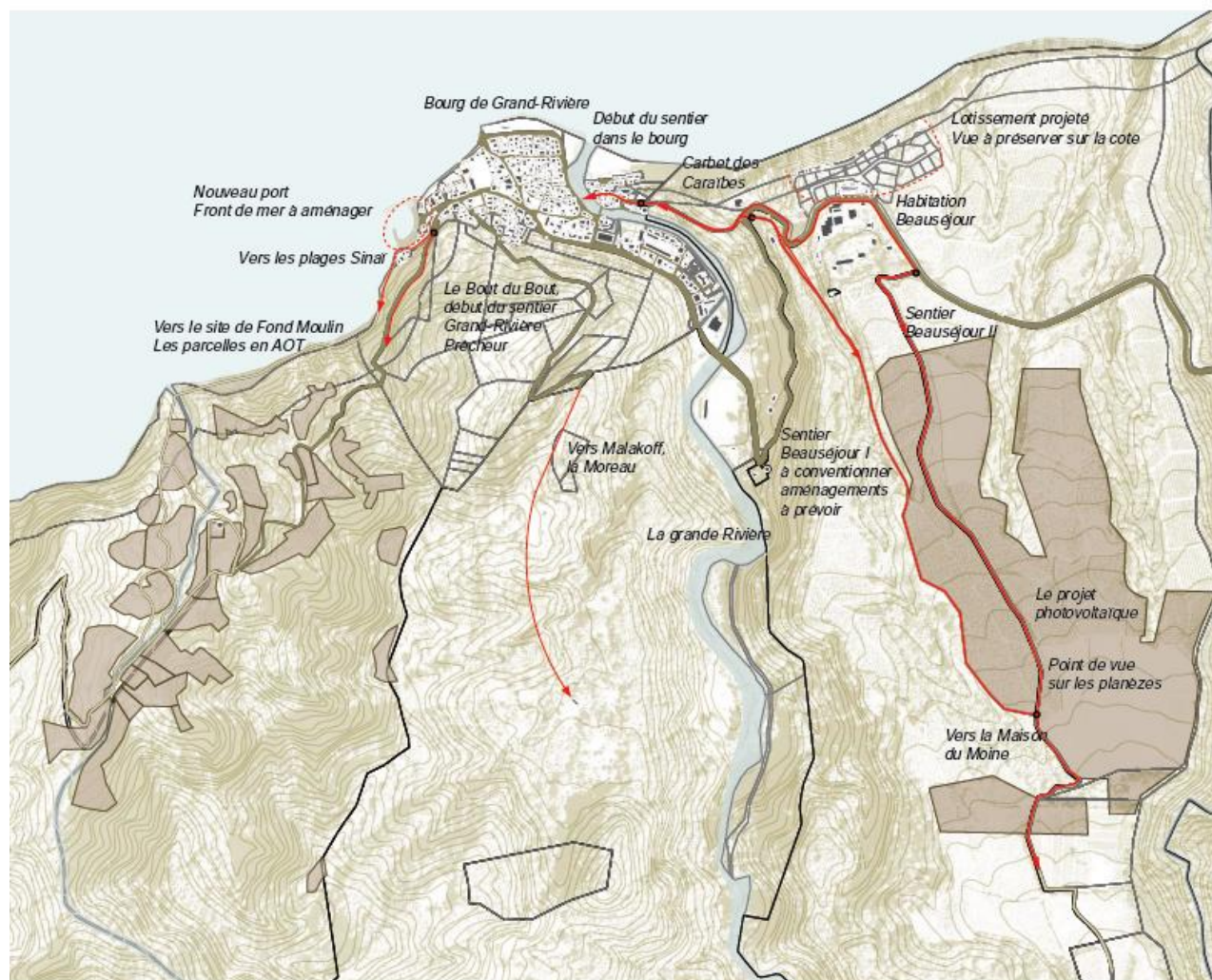
Un plan de gestion a été élaboré afin de définir un projet global repositionnant le site classé dans son territoire.

La valorisation du site classé passe par une meilleure identification de son patrimoine naturel et culturel et ses potentialités dans la perspective d'un développement durable à l'échelle Nord de la Martinique. Les actions ont été ciblées et traitent :

- de l'arrivée sur le site par le Prêcheur
- de l'arrivée sur le site par Grand'Rivière
- les portes d'entrée sur le site
- le cœur du site

Le site classé couvre une superficie de 2500 ha dont 1009 ha sur Grand'Rivière, ce qui représente 43% du site classé.

Extrait du plan de gestion 2011/2018 des versants nord-ouest de la Montagne Pelée - Arrivée sur le site par Grand'Rivière



source : Plan de gestion du site classé

Les Réserves Biologiques Intégrales (RBI) :

Les réserves biologiques confèrent un statut de protection renforcée aux espaces identifiés comme étant des milieux biologiques d'intérêt majeur.

Elles permettent de focaliser des actions de conservation qu'il ne serait pas possible de mener partout avec la même intensité. Elles permettent de protéger des habitats ou espèces particulièrement représentatives du milieu forestier et/ou vulnérables.

Elles sont créées, sur proposition de l'ONF, par arrêté conjoint des ministères en charge de l'environnement et de l'agriculture, sur la base d'un plan de gestion qui définit les enjeux de conservation de la réserve et les actions à y mener.

Ce plan est examiné au niveau local par le Comité consultatif des réserves biologiques et au niveau national par le Conseil national de la protection de la nature.

Toute intervention y est proscrite, sauf celles allant dans le sens de la protection des espèces et des milieux. C'est aussi un espace d'étude et de recherche mis à disposition des milieux scientifiques, qui peut être ouvert au public, mais toujours dans le respect de la protection des milieux.

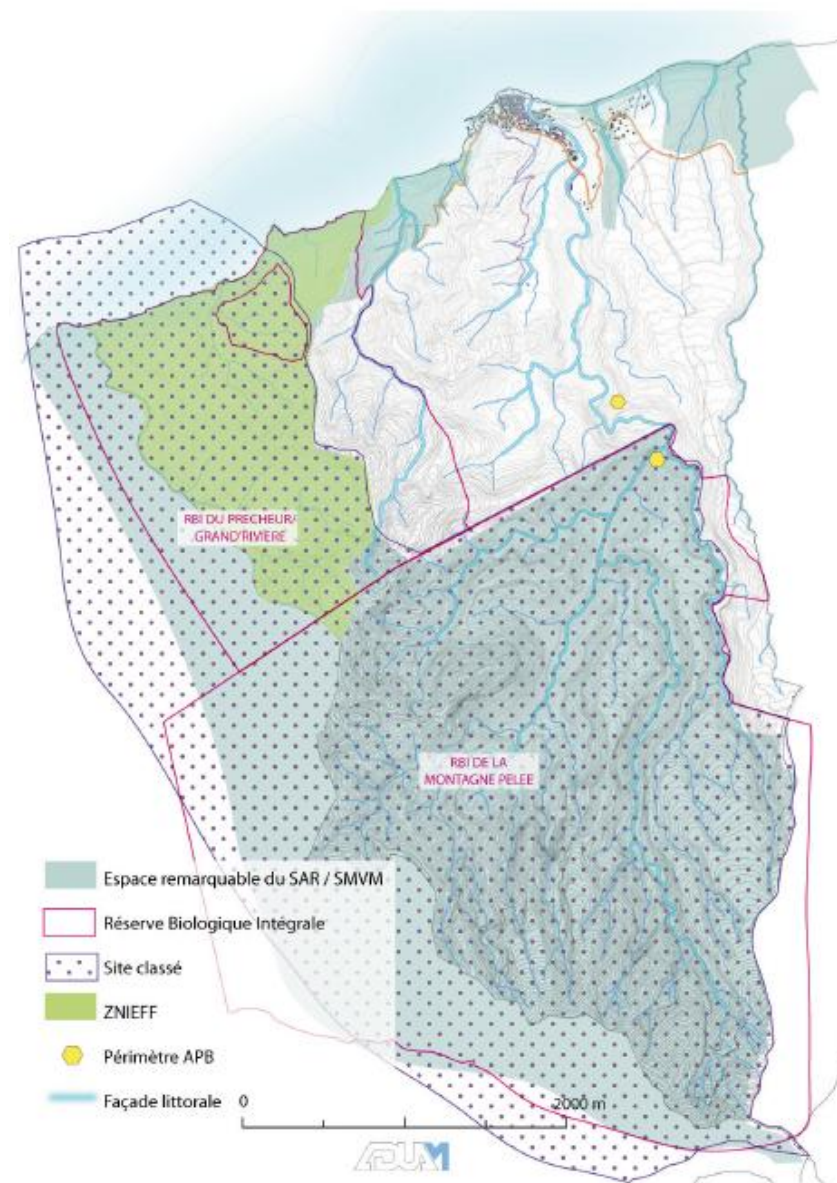
La réserve Biologique Intégrale de la Montagne Pelée :

Le plan de gestion de la réserve a été approuvé par les partenaires de l'ONF en juillet 2005 et c'est le 13 décembre 2005, par arrêté ministériel, que ce statut reconnu au niveau international par l'UICN (Union Internationale pour la Conservation de la Nature) a été attribué à la Montagne Pelée.

La réserve est vouée à l'étude et à la protection des espèces et des milieux, mais reste ouverte au public dans le respect des règles de préservation. L'accès au public est réglementé: l'objectif primordial demeurant la protection.

La réserve couvre une superficie de 2315 ha dont 803 ha sur Grand'Rivière, ce qui représente 35% de la réserve.

Les sensibilités écologiques sur le territoire communal



La réserve Biologique Intégrale du Prêcheur / Grand'Rivière :

Cette deuxième réserve biologique intégrale, dont la création a été actée par décision ministérielle le 28 janvier 2014, est située sur les flancs nord-ouest de la Montagne Pelée entre Prêcheur et Grand'Rivière.

La réserve couvre une superficie de 758 ha dont 319 ha sur Grand'Rivière, ce qui représente 39% de la surface totale.

Les deux réserves forment ainsi un continuum unique de plus de 3.000 ha, composé de milieux forestiers diversifiés s'étalant de la mer jusqu'au point culminant de l'île.

Arrêté préfectoral de Protection de Biotope (APB):

Sur le canal de l'Habitation Beauséjour se trouvent deux tunnels (dont le plus long se situe au sein de la réserve biologique Intégrale) abritant d'importantes colonies d'espaces rares et protégées de Chiroptères (chauves-souris) et qui ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral de protection de biotope.

Il s'agit de chauves-souris de types :

- *Brachyphylla cavernarum* Gray 1834,
- *Natalus Stamineus* Gray 1838,
- *Myotis martiniquensis*.

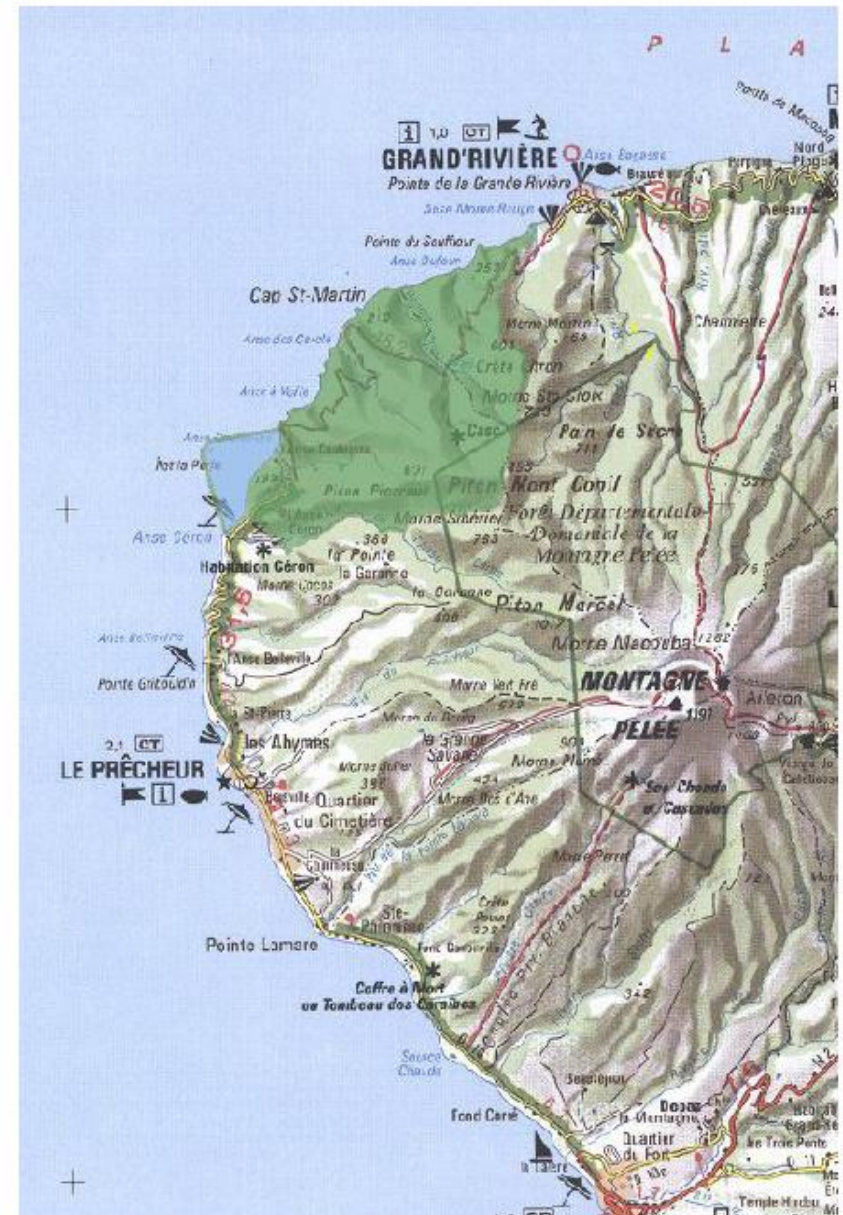
Ces tunnels ne semblent pas particulièrement menacés du fait de l'isolement et de son inaccessibilité.

La Zone Naturelle d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique :

La Zone Naturelle d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France. Bien qu'il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe, il constitue un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire et de protection du patrimoine naturel.

La commune est concernée par une seule ZNIEFF, la ZNIEFF n°0052 dite du Piton du Mont Conil, le Cap Saint Martin. Il s'agit d'une ZNIEFF de type 1, identifiée et délimitée parce qu'elle contient des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne.

Les ZNIEFF autour du territoire communal



Cette ZNIEFF est délimitée par la rivière de l'Anse Couleuvre au Sud, le littoral de la mer des Caraïbes à l'Ouest, la ligne de crêtes Piton Mont Conil, Morne Sainte Croix, Négoué à l'Est.

Il est à noter que cette ZNIEFF a été intégrée à la réserve Biologique Intégrale de la Montagne Pelée.

Il s'agit d'une unité éco-climatique transitionnelle combinant les conditions du climat sous le vent et les influences atlantiques ainsi qu'une grande multiplicité de bioclimats.

Le secteur est d'un extrême intérêt écologique par suite d'une exceptionnelle amplitude altitudinale, à laquelle s'ajoute une très grande variété topographique.

À noter que le territoire communal est également concerné par des espaces botaniques remarquables situés au sud du territoire et le long de la Grande Rivière.

Les protections relatives au littoral :

Site protégé par le Conservatoire du Littoral :

L'Etat a ainsi décidé de créer en 1975, le Conservatoire du littoral, un établissement public sans équivalent en Europe dont la mission est d'acquérir des parcelles du littoral menacées par l'urbanisation ou dégradées pour en faire des sites restaurés, aménagés, accueillants dans le respect des équilibres naturels.

Site majeur du littoral martiniquais, le versant nord-ouest de la Montagne Pelée offre une alternance de criques de sable et de hautes falaises volcaniques abruptes peuplées d'une forêt tropicale très humide. Ce site est une zone témoin importante de l'évolution naturelle de la forêt sans intervention de l'Homme ; il est géré par le Conservatoire du Littoral.

Créé en 1984 et réparti sur 789,6 ha, le périmètre d'intervention du conservatoire du littoral sur ce site s'étend sur les communes du Prêcheur et Grand'Rivière. À ce jour, 3 actes d'acquisition ont été signés. Les communes sont associées à la gestion dans le cadre d'un comité de site.

Les 50 pas géométriques :

Conscient de la réalité d'une occupation qui s'est développée au fil du temps, souvent pour pallier à l'absence de proposition logements et de



foncier, l'Etat a engagé le principe de régularisation des occupants de la bande des 50 pas géométriques.

Réserve domaniale créée par Colbert au XVIIIème siècle et utilisée à l'époque à des fins militaires, dans un souci de protection des habitants, la zone dite des 50 pas géométriques est une bande large de 81,20 mètres comptés à partir de la limite haute du rivage.

Les zones urbaines des 50 pas géométriques sont des zones issues d'un habitat spontané et généralement sous équipées ou présentant de grands déficits en équipement.

Grand'Rivière est un cas particulier puisqu'une grande partie du bourg est concernée par la bande des 50 pas.

La loi du 30 décembre 1996 relative «à l'aménagement, la protection et la mise en valeur de la zone des 50 pas géométriques dans les départements d'Outre-mer» est venue stabiliser la situation, en assurant la protection des espaces littoraux encore vierges par une remise au Conservatoire du Littoral d'une part ; et d'autre part, en favorisant la mutation des espaces urbanisés ou mités, pour permettre l'organisation des quartiers d'habitat et l'accueil d'activités.

Pour une meilleure efficacité du dispositif, la loi a prévu une Agence d'aménagement (Agence des 50 Pas) pour cette mise en valeur.

Le Schéma de Mise en Valeur de la Mer:

Le SMVM a délimité une zone marine à protéger en continuité avec celle du Prêcheur, correspondant notamment aux secteurs de protections la plus forte en terme de protection environnementale.

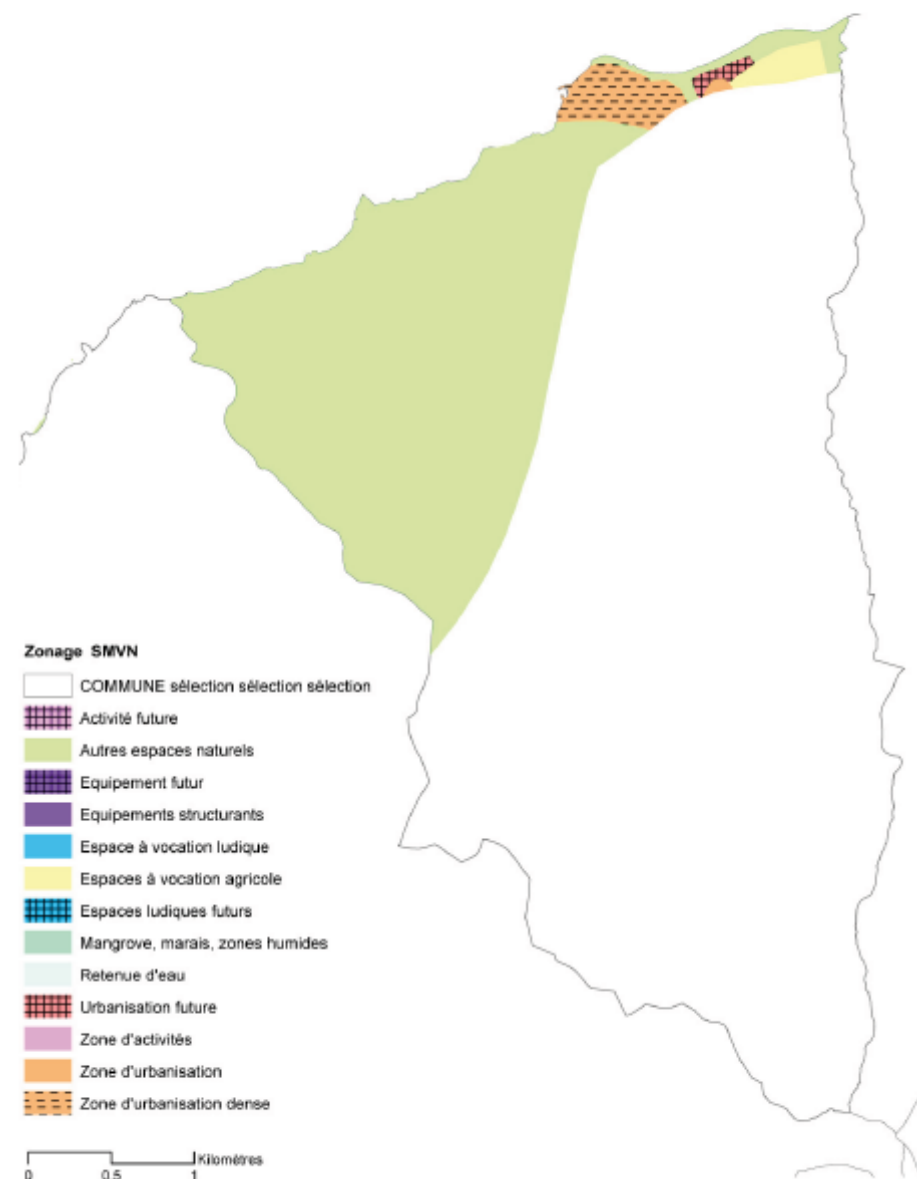
Les zones humides :

Un inventaire des zones humides de la Martinique, a été réalisé conjointement par le Parc Naturel Régional de la Martinique avec le concours du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en 2006, puis actualisé en 2015. Aucune zone humide n'a été retenue sur le territoire de Grand'Rivière.

Les autres protections pour les espaces naturels :

Parmi les autres protections existantes sur les milieux naturels, les Espaces Boisés Classés (EBC), signalés sur les documents graphiques POS et PLU, sont des servitudes qui

Zonage du Schéma de Mise en Valeur de la Mer.



soumettent à autorisation toute coupe ou abattage d'arbres. Dans ce cas, toute demande de défrichement est irrecevable.

Par conséquent, ce classement interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements.

Sur le territoire communal, les EBC du POS approuvé sont localisés principalement au Sud et à l'Ouest au niveau des boisements, le long des rivières et de part et d'autre des ravines. Ils couvrent au total 1233 ha du territoire de Grand'Rivière, soit 75% de la superficie de la commune.

Il convient de signaler que les boisements organisés en massif de plus de 4ha sont également soumis au code forestier.

La forêt départementalo-domaniale de la Montagne Pelée est engagée dans une démarche Forêt d'Exception®, avec le Massif du piton du Carbet. Laissée en évolution naturelle, la forêt est sous la gestion de l'Office National des Forêts, qui allie protection environnementale et accueil du public. A ce titre Grand'Rivière est couverte sur le sud de son territoire par une forêt départementalo-domaniale et par une forêt domaniale du littoral, couvrant l'ensemble de la bande littorale, à l'exception du bourg.

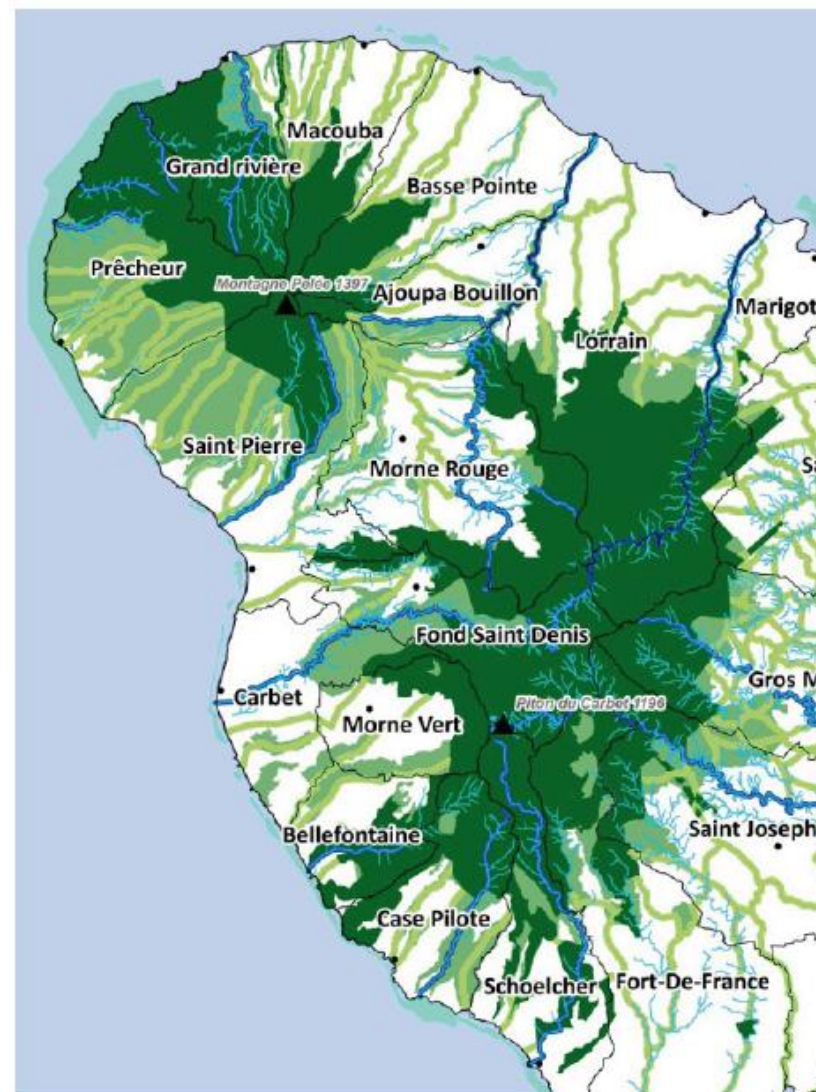
Enfin, les lois Grenelle ont mis en œuvre depuis le 12 juillet 2010, le Schéma de Cohérence Ecologique (SRCE), dite trame verte et bleue dont l'objectif est d'assurer une continuité biologique entre les grands ensembles naturels et dans les milieux aquatiques pour permettre notamment la circulation des espèces sauvages.

Concrètement, il s'agit d'identifier à la fois les noyaux ou cœurs de biodiversité et les espaces que pourront emprunter la faune et la flore sauvages pour communiquer et échanger entre ces cœurs de nature.

Cette démarche consiste à «enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural».



Schéma Régional de Cohérence Ecologique de la Martinique
(en projet)
Cartographie de synthèse de la Trame Verte et Bleue



Les trames vertes et bleues contribuent à :

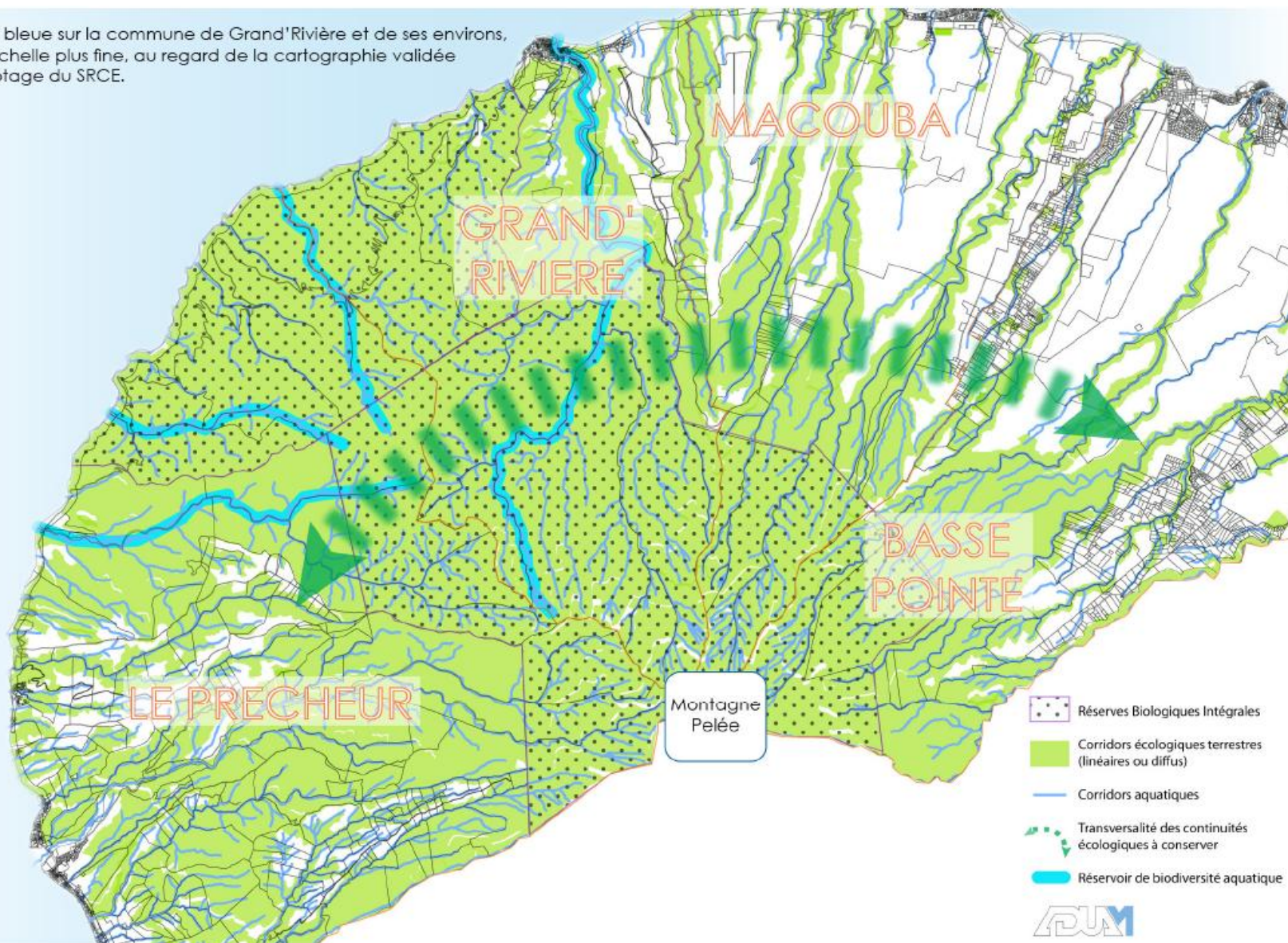
- Diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique;
- Identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques;
- Prendre en compte la biologie des espèces sauvages;
- Faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages ;
- Améliorer la qualité et la diversité des paysages.

En Martinique, le SRCE est en cours d'élaboration. Toutefois la commune de Grand'Rivière fait partie d'un système écologique majeur qu'il convient de préserver, en permettant la transversalité des continuités écologiques.

A ce titre, la cartographie ci-contre a été validée en comité de pilotage du SRCE et le PLU doit la prendre en compte.

Cette préservation du territoire est essentielle d'autant plus que celui-ci est engagé dans la démarche de classement à l'UNESCO. En effet, la Région Martinique a engagé depuis 2012 une démarche visant à inscrire son exceptionnelle biodiversité sur la liste du patrimoine mondial.

La trame verte et bleue sur la commune de Grand'Rivière et de ses environs, déclinée à une échelle plus fine, au regard de la cartographie validée en comité de pilotage du SRCE.



Zoom sur les labels forêts d'exception et le projet d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO des espaces forestiers volcaniques

Ces deux labels intéressent en effet le territoire d'Ajoupa-Bouillon

Le projet de labellisation « forêt d'exception® » sur les forêts domaniales et départementalo domaniales de la Montagne Pelée et des Pitons du Carbet (Volcans de Martinique) est une démarche menée par l'ONF.

L'objectif est d'aboutir à une gestion concertée et partagée de la forêt.

Le label Forêt d'exception consacre :

- les valeurs patrimoniales de la forêt et son territoire,
- la qualité du projet technique et partenarial
- la réalisation du projet, dans le respect des objectifs attendus

Carte n° 1 : projet de forêt d'exception (source : ONF)

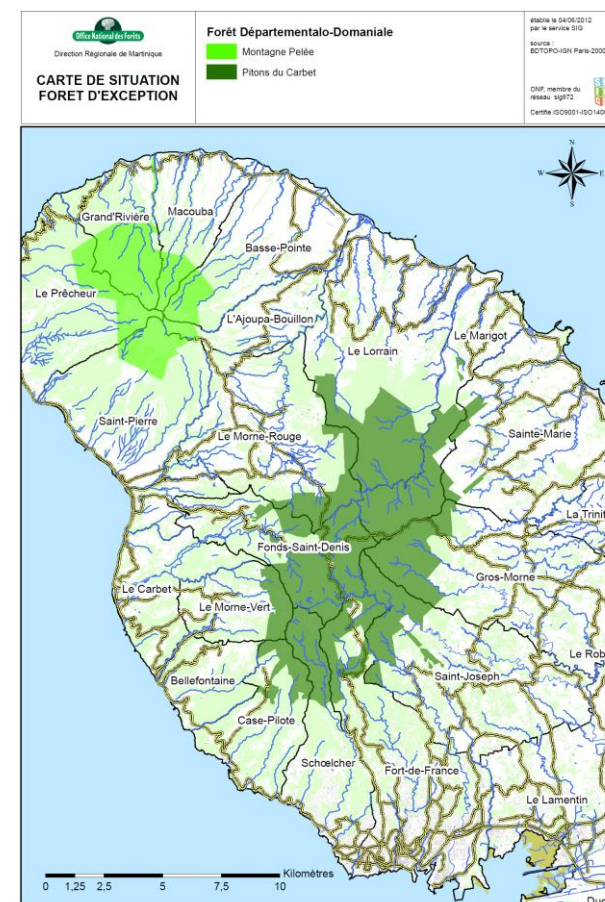
La Martinique est également engagée pour l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO de ses espaces forestiers et volcaniques.

Le projet a été présenté en 2014 au Comité des Biens Français pour le Patrimoine Mondial (CBFPM) qui a validé son inscription sur la liste indicative de la France. Depuis juillet 2015 le Parc Naturel de Martinique assure le portage du projet d'inscription du bien UNESCO de la Martinique pour le compte de la Collectivité Territoriale de la Martinique.

Ce projet d'inscription, d'une partie de son territoire marqué par le volcanisme et une exceptionnelle biodiversité, sera présenté par l'État français devant le Comité du Patrimoine Mondial UNESCO à une échéance de 5 à 7 ans. Cette étape ne peut être franchie sans l'élaboration d'un véritable projet de territoire qui permettra de concilier la préservation des espaces naturels et de leur biodiversité avec un projet de gestion et de valorisation.

Il est à noter que les enjeux d'une telle démarche sont lourds au regard de l'urbanisme local. En effet, la loi du 7 juillet 2016 dite « loi Pellerin » relative à 'la liberté de la création à l'architecture et au patrimoine », inscrit dans le droit français le principe de « prise en compte » des modalités de gestion des biens classés Patrimoine Mondial UNESCO, en intégrant leur prise en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme afin de garantir leur conservation et leur mise en valeur.

Aujourd'hui, le cœur de bien a été établi (il se base sur les secteurs bénéficiant de protections réglementaires) et la zone tampon reste à affiner.



III – DES PAYSAGES RURAUX A PRESERVER

Le paysage est une notion complexe et culturelle. Evoquer la dimension paysagère d'un territoire sollicite des notions d'économie rurale (plaine – canne à sucre, savane – élevage), de culture et d'histoire et permet d'apprécier tout autant, de reconnaître et de nommer les ambiances et les qualités spatiales.

A- Grand'Rivière et le grand paysage

D'après l'Atlas des Paysages de la Martinique, la commune de Grand'Rivière fait partie du grand ensemble paysager de la Montagne Pelée. Trois sous-entités sont identifiées sur la commune :

Le paysage montagneux et boisés du massif du Pitons Mont Conil à l'Ouest (entité 1.3):

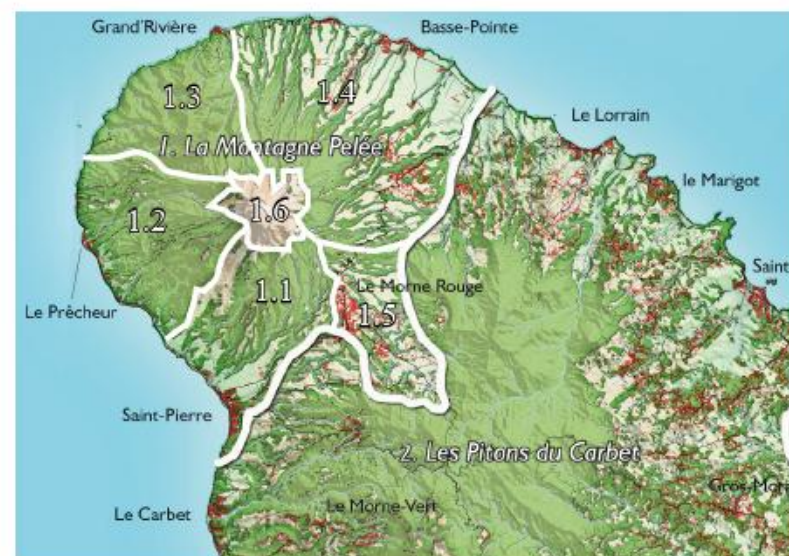
Ce territoire, marqué par le volcanisme ancien du Mont Conil, se caractérise par un relief très marqué de vallées en « V » encaissées, de sommets élancés et de falaises en surplomb sur la mer. La végétation y est particulièrement remarquable du fait des reliques de forêts primaires et d'un patrimoine arboré unique à l'échelle de l'île et des petites Antilles.

L'occupation humaine y fut autrefois très intense comme en témoignent les nombreuses d'habitations et constructions identifiées sur les cartes anciennes (carte de 1671, carte de Moreau du Temple 1770). De ces paysages cultivés et aménagés, il ne reste aujourd'hui que peu de traces, quelques ruines et de nombreux arbres liés à l'activité agricole (samans, mangos, cacaoyers...).

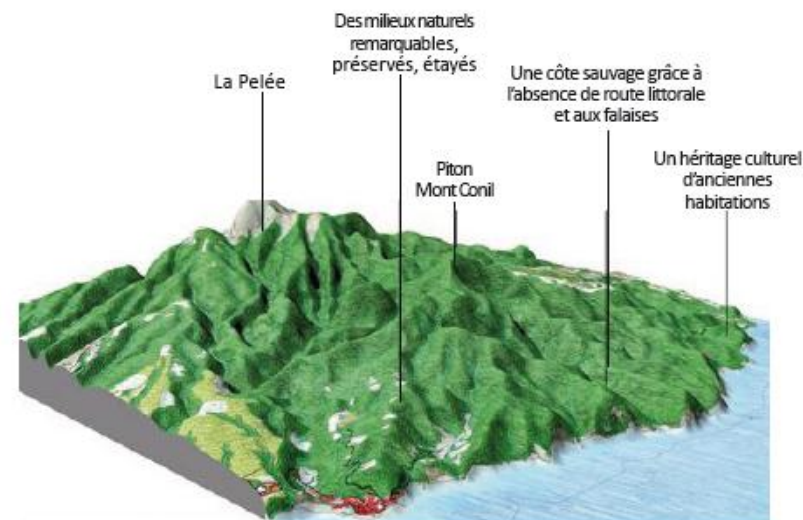
Caractéristiques paysagères :

- Des pentes de volcans complexes, d'une grande richesse paysagère, faite de pitons et de profondes ravines boisés
- Une côte sauvage grâce à l'absence de route littorale et aux falaises,
- Des milieux naturels préservés, constitués de forêts diversifiées, étagées de la forêt littorale à la forêt de montagne en passant par la forêt mésophile et hygrophile,
- Un héritage culturel d'anciennes habitations,
- Une qualité paysagère attractive,

Atlas des paysages de la Martinique - secteur Nord



Atlas des paysages de la Martinique - secteur Pitons Mont Conil



Enjeux identifiés :

- Le patrimoine naturel et culturel : poursuite de la mise en valeur,
- L'accueil du public côté Grand'Rivière: revalorisation paysagère du bord de mer,
- Les vues sur la mer ou sur la montagne.

- La planèze à l'Est (entité 1.4):

Ce paysage est remarquable par ses grands espaces de planèzes d'origine volcanique particulièrement fertiles, entrecoupées par des vallées en gorges étroites qui les divisent en portions triangulaires. Aujourd'hui comme autrefois, de vastes espaces de culture (banane, ananas, canne à sucre) mais aussi de jardins vivriers font de cette entité un paysage agricole particulièrement marqué. Le littoral rocheux de cette côte Nord-Atlantique est battu par les alizés et le ressac de l'océan. Il est ponctué de bourgs installés sur les anses de galets et de sable noir les plus accessibles.

Des pentes douces et régulières, favorables aux cultures, où dominant les bananeraies / canne à sucre à Grand' Rivière,

- Une présence patrimoniale des habitations,
- Une côte aux falaises peu hospitalières,
- Des ravines qui lanient les pentes agricoles, corridors biologiques précieux, peu accessibles,
- Des bourgs modestes, peu valorisés.

Enjeux identifiés :

- Réhabilitation architecturale, requalification des espaces publics, enterrement des réseaux aériens,
- Revalorisation paysagère du bord de mer après les aménagements portuaires
- Poursuite de la mise en valeur patrimoniale des habitations,
- Création d'un sentier littoral continu et d'accès public
- Préservation, réhabilitation environnementale des terres polluées au chlordécone ; mise en valeur paysagère et environnementale par plantations d'arbres, d'alignements, de haies brise-vent, confortement des ripisylves...
- Mise en valeur des bords de rivières pour le public (pique-nique, baignade, chemins...), valorisation paysagère des ravines dans le bourg.

Le sommet de la Montagne Pelée (entité 1.6):

Ce paysage est lié au volcanisme des petites Antilles et à son histoire récente. Il s'agit du sommet de la Martinique caractérisé par une morphologie très récente est très marquée : la forme des dômes (1902 et 1929), une caldeira profonde, les coulées de 1902 et 1929 en planèzes, et la végétation de savane d'altitude à l'ambiance humide et nébuleuse due au phénomène climatique de petit foehn. A travers les nombreux récits et documents anciens des auteurs qui ont décrit le paysage de la Montagne Pelée (La Croix, Louis Garaud, Lafcadio HEARN, carte de Moreau du Temple), il est remarquable de voir avec quelle violence les éruptions de 1902 et 1929 ont transformé la morphologie du sommet et de ses versants et donc le paysage de la Martinique.

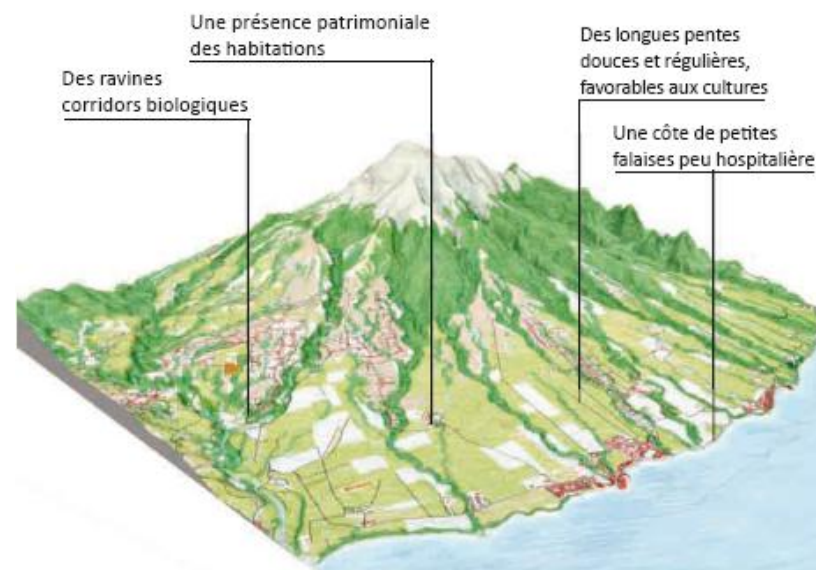
Caractéristiques paysagères :

- Un sommet mystérieux fréquemment enveloppé par les nuages, marquant de sa silhouette élancée les grands paysages du Nord de la Martinique,
- Un sommet en vigie, ouvrant des vues larges sur le Nord Martinique et la Dominique,
- Un cratère à la topographie complexe, remodelé par les éruptions de 1902 et 1929,
- Une savane d'altitude, végétation rase de reconquête, soumise à la fraîcheur et au vent,
- Un des sites majeurs de la Martinique, qui « agrandit l'île » et lui donne de la valeur en offrant le sommet mystérieux et sauvage de la Pelée par le biais de la randonnée.

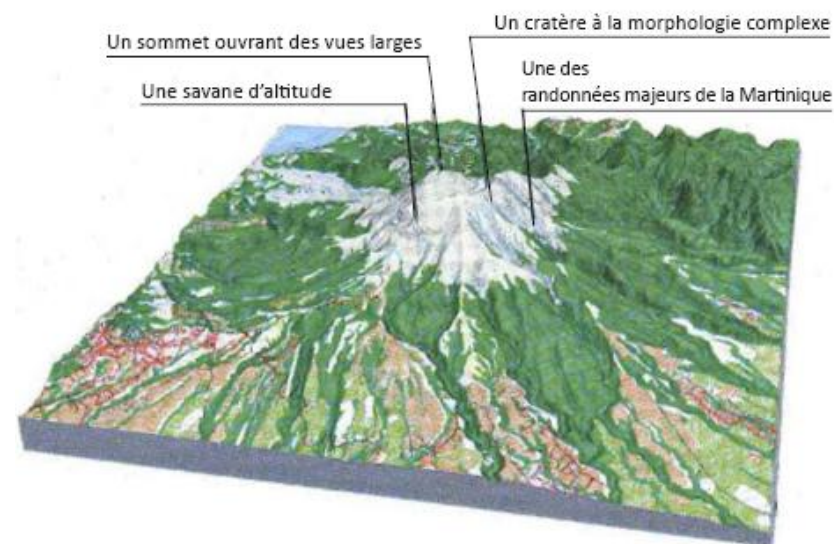
Enjeux identifiés :

- Accueil du public : amélioration des points de départ de l'ascension, des supports d'information et de la signalisation.
- développer en conservant ses caractéristiques d'autrefois. Les principaux changements paysagers reposent sur l'agrandissement du port et l'aménagement du front de mer. Ces derniers disposant d'une large bande piétonne sont fréquemment empruntés par les touristes.

Atlas des paysages - secteur de la Planèze de Basse-Pointe



Atlas des paysages - secteur de la Montagne Pelée



B- Une diversité paysagère marquée

Un paysage de Hauts Sommets :

Les hauts sommets du Mont Conil et du Pain de Sucre présentent un relief très marqué, avec des pentes fortes recouvertes de boisements et préservées de toute urbanisation. Ce sont des marqueurs forts dans la lecture du paysage du grand Nord de la Martinique. Ils créent une masse boisée à l'Ouest de la commune.

Les parties Sud, Sud-est de la commune sont cadrées par les hauts sommets (pitons et Montagne Pelée). Cette vision de la Montagne peut s'apprécier depuis Macouba, mais n'est pas perceptible depuis le secteur urbanisé de Grand'Rivière.

Grand'Rivière est ainsi ceinturée par ce paysage de hauts sommets qui vient refermer en arrière-plan la trame urbaine de la commune.

Des efforts importants ont été réalisés pour mettre en valeur le paysage. À ce titre un point de vue a été aménagé à la sortie de Beauséjour, permettant d'avoir une vue sur l'ensemble de la commune, encaissée entre les falaises.

Un second panorama est également visible sur les hauteurs du bourg, au niveau de la vierge des marins et offre une large vue sur le bourg, cadrée entre mer et falaise.

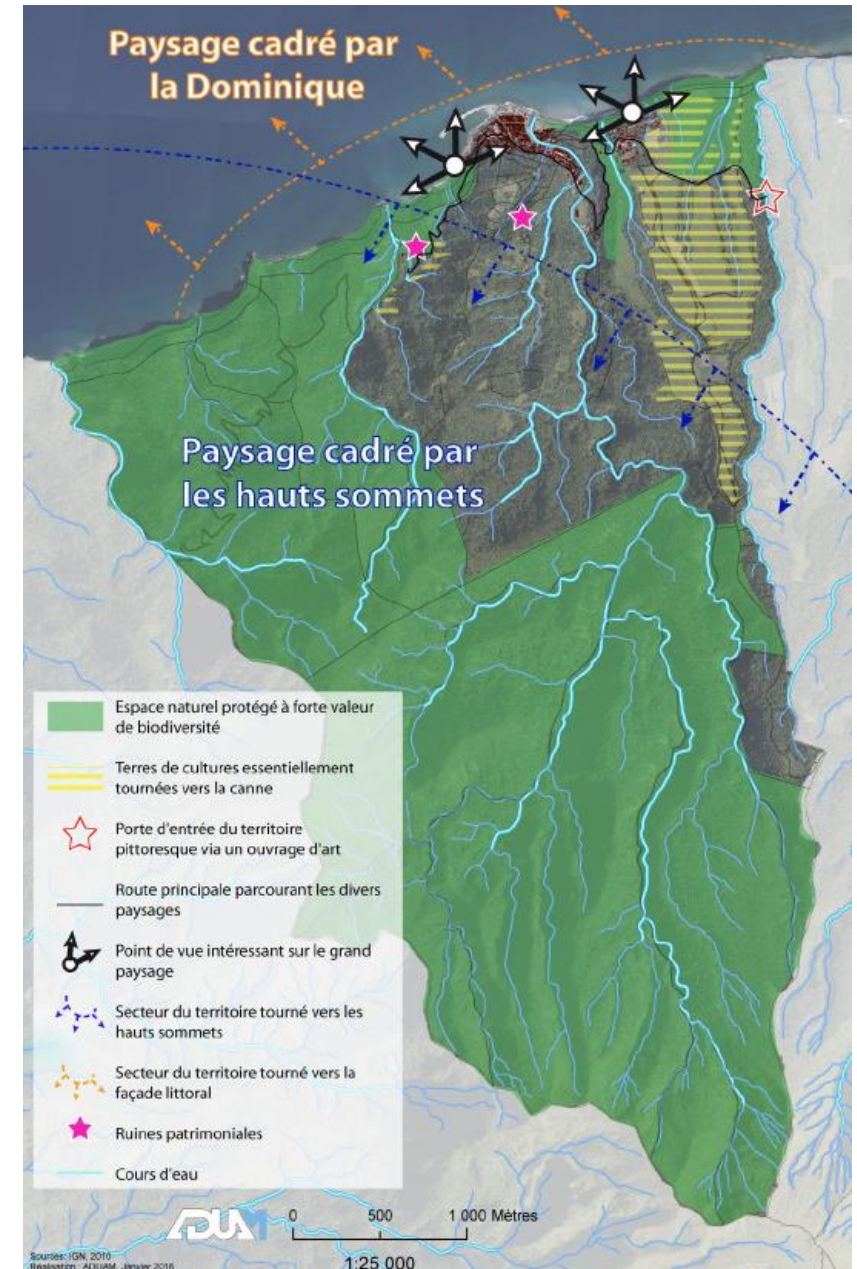
Un paysage autour de l'eau :

La rivière Potiche à l'Est et la rivière Trois Bras à l'Ouest sont les limites naturelles du territoire communal. De nombreuses rivières façonnent le territoire de Grand'Rivière. Toutefois, seule la Grande Rivière est perceptible depuis l'espace urbanisé.

En effet, les rivières, qui s'écoulent au fond des vallées très encaissées et étroites ne sont que très peu visibles depuis les différents points de vue et routes, tant la profondeur est importante et la végétation dense.

L'eau est particulièrement présente sur le bourg de Grand'Rivière. La rivière ceinture l'ensemble du bourg et plusieurs ponts et passerelles ont été aménagés pour la franchir.

La rivière offre une transition paysagère de qualité entre les paysages de hauts sommets et le paysage de littoral. En effet la topographie du territoire laisse se dégager au loin, en regardant vers le Nord, des vues sur l'Océan Atlantique. Le paysage offre alors une autre facette, celle d'une étendue d'eau infinie. Un point de vue sur la Dominique est notamment appréciable, depuis le bourg.



Un paysage agricole lié à la canne et au maraîchage :

Le paysage laisse alors dégager de vastes champs verts. Peu de points de vue se dégagent sur cette partie du territoire. En effet les cannes masquent largement les vues, rendant discrètes les ouvertures sur la mer ou les hauts sommets.

C- Caractéristiques du secteur urbanisé et des espaces de transition

L'urbanisation du territoire de Grand' Rivière est limitée à un secteur bien particulier, situé sur le littoral et les abords de la Grande Rivière.

Elle se caractérise par une forte densité de constructions où la perception paysagère est dominée par le minéral. En effet, peu de maisons disposent d'un jardin.

Les aménagements publics renforcent cette perception. Les places et parvis ont été travaillés avec des matériaux nobles (type pavé), mais sans présence de végétaux.

L'entrée du bourg donnant sur la D10 est agrémentée d'alignement de cordylines et d'un verger composé d'arbres fruitiers, participant ainsi à la transition entre les espaces bâtis et les espaces naturels et agricoles.



Point de vue remarquable depuis la Vierge des Marins sur l'ensemble du bourg cadré entre la mer et les falaises.



Vue depuis le port laissant se dégager le relief escarpé de la côte vers le Prêcheur.



Vue depuis l'entrée Est du territoire où l'on perçoit un bourg inséré dans une cuvette entre mer et forêt tropicale.

Les Riverains accordent une grande place à la flore en fleurissant leurs jardins, leurs balcons, mais également les accotements sur le domaine public, dégagant ainsi la perception d'une clôture fleurie le long des voies. Ce caractère paysager souhaite être préservé par la municipalité.

La commune de Grand'Rivière tire une partie de son économie de l'agriculture et notamment de celle de la canne. Ainsi, la partie Nord-est est consacrée à cette grande culture.

Globalement le bourg de Grand' Rivière a su se développer en conservant ses caractéristiques d'autrefois. Les principaux changements paysagers reposent sur l'agrandissement du port et l'aménagement du front de mer. Ces derniers disposant d'une large bande piétonne sont fréquemment empruntés par les touristes.

Bien que des efforts aient été portés par la municipalité pour redynamiser le front de mer, un traitement qualitatif de ce dernier, jusqu'à Anse Bagasse serait à envisager.

Un projet porté par la commune et financé par la Collectivité Territoriale de Martinique est actuellement à l'étude. Il envisage notamment de déplacement le marché sur le front de mer et d'aménager des espaces de loisirs et détente.

L'art est également présent sur le bourg de Grand'Rivière avec la réalisation de plusieurs fresques, dont «le célèbre mur de l'amour».

Une approche paysagère par la route / les entrées de ville :

Seule entrée permise pour les véhicules, la D10 traverse le territoire et laisse découvrir les différentes ambiances de la commune.

L'entrée par l'Est est cadrée par la végétation de type jungle où aucune vue ne se dégage. La route épouse le relief et présente de nombreux lacets, depuis Macouba. L'entrée sur le territoire de Grand'Rivière est matérialisée par le franchissement de deux ponts métalliques.

Cette entrée sur le territoire donne une ambiance pittoresque particulière.

L'arrivée sur Beauséjour offre de belles perspectives sur le patrimoine vernaculaire en passant notamment devant la rue Case-nègre, toujours habitée.

En quittant Beauséjour vers le Bourg, une vue plongeante sur le secteur bâti est perceptible. Cadrée par une végétation luxuriante, la trame bâtie semble s'avancer vers la mer.



L'avenue du Général de Gaulle fait la transition entre l'espace naturel et le bourg. Ainsi le stade et les vergers marquent l'entrée sur le bourg, puis les premières habitations au tissu urbain moins dense s'aperçoivent entremêlées aux équipements publics. En continuant sur cette voie, le tissu urbain se densifie laissant une ambiance minérale prépondérante, jusqu'à atteindre le front de mer.

Quelques palmiers figurent au niveau du port participant à l'insertion paysagère du bourg. Au-delà du port et de l'anse Morne Rouge, les vues sont obstruées par la végétation de la forêt.

Perceptions paysagères sur le secteur urbanisé :



IV – MORPHOLOGIE ET EVOLUTION DE LA TRAME URBAINE

1- Historique de la commune

La proximité de l'île de la Dominique explique la persistance du peuplement caraïbe, jusqu'à la fin du XVII^{ème} siècle, dans cette zone isolée à l'extrême Nord de la Martinique. A cette époque, les Jésuites installent une chapelle dans le site actuel de Grand'Rivière.

Bien que son établissement fût précoce, le bourg ne connaît pas, cependant un grand développement. Toutefois, la région est propice à la culture du cacao, et quelques habitations prospèrent dès le XVIII^e siècle, cultivant la canne à sucre dans les parties basses et le cacao sur les mornes.

Après l'abolition de l'esclavage, le bourg sert de refuge aux anciens esclaves qui fuient les habitations, et qui se tournent, pour la plupart, vers la pêche. En 1852, le bourg acquiert une certaine autonomie avec la création d'une gendarmerie avant que le décret du 19 avril 1888 n'érige en commune le hameau de Grand'Rivière, qui dépendait auparavant de la commune de Macouba.

Pendant la Seconde Guerre Mondiale, la proximité de l'île anglaise de la Dominique, distante seulement de 35 km, et la difficulté des communications terrestres font de la commune un important point de transit clandestin.

La contrebande de denrées locales, échangées contre certains produits de première nécessité, s'organise et provoque la réaction des autorités vichystes, qui décident d'établir un poste de douane.

Parallèlement, la commune accueille les dissidents et leur permet de rallier les Forces françaises libres, via la Dominique.

Après l'armistice, la production de rhum périclité, et la culture bananière soutient, depuis l'économie de la commune. Aujourd'hui cette culture a été remplacée par la canne.

2- Evolution de la trame urbaine

Fondé à la fin du XVII^e siècle, le bourg, de petites dimensions, est constitué de nombreuses petites maisons coiffées de tuiles rouges ou tôles. Il est construit sur la rive gauche de la Grande Rivière, d'où il tire son nom.

Son tracé est assez simple : une rue principale qui dessert les principaux équipements publics de part et d'autre de la voie, comme l'école, le dispensaire, la mairie, l'église et le cimetière. Au bout de cette rue se trouvait l'embarcadère, considéré comme l'endroit le plus animé et typique du bourg. La vente du poisson s'effectuait sur cet espace.

A l'exception des autres communes du Nord entourant la Pelée, la trame urbaine de Grand'Rivière a peu été modifiée, restant fidèle au bourg d'antan. Toutefois dans l'arrière bourg, on observe à gauche de l'anse Bagasse le lieu-dit «La Lave», témoin de la coulée de lave qui, en 1902, avait recouvert cette partie de la commune.

Composé d'un bourg dense et du Quartier Beauséjour, développé autour de l'habitation, l'évolution de la commune sur les 40 dernières années s'est principalement faite sur les franges des zones bâties, comme le montre les photos aériennes suivante.

Entre 1963 et 2010, les voies de communication dans le bourg et le tissu dense des constructions n'ont pas changé.

Quelques évolutions ont eu lieu dans les années 70 et 80, à l'entrée du bourg. Elles ont donné lieu à la création d'un stade de football sur des terres qui étaient auparavant boisées.

Dans la continuité du stade, une opération de logements sociaux collectifs a été réalisée dans les années 80 permettant de diversifier l'offre d'habitat. Cette opération permet de connecter le bourg au stade.

Toutefois, c'est entre 1995 et 2010 que la commune a connu le principal changement avec la réalisation du port de Grand'Rivière, construit par le Conseil Général. Ce grand chantier devait permettre le développement de l'activité de pêche sur la commune et son désenclavement.

Ce lourd aménagement a profondément modifié le paysage de la commune depuis la mer et pose aujourd'hui des problèmes d'ensablement récurrent.

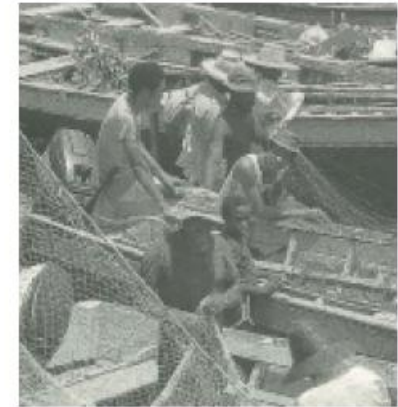
En 2010, un lotissement a été aménagé au niveau de Beauséjour, nécessitant la réalisation d'une nouvelle voirie pour desservir l'intérieur de l'opération.

Bien que la morphologie urbaine de la commune ait peu évolué en 40 ans, il est intéressant d'observer l'évolution du trait de côte. L'érosion marine, l'élévation du niveau marin sont à l'origine de cette diminution de bande de sable au niveau du bourg, posant question pour la préservation de ces constructions.

Évolution de la trame urbaine de Grand'Rivière entre 1963 et 2010



En 1963



Repères identiques entre les deux époques



En 2010

Réalisation du Stade de football à la fin des années 70'.

Réalisation de la zone d'habitat à la fin des années 70' - début années 80'.

Réalisation du port de Grand'Rivière entre 1995 et 2010

Création et viabilisation du lotissement Beauséjour en 2010

Erosion marine engendrant une modification du trait de côte.

3- Morphologie urbaine

Grand'Rivière fait figure d'exception dans l'organisation de son territoire, comparé aux autres communes de Martinique. En effet, il s'agit de la seule commune qui s'organise autour d'un bourg dense et qui dispose d'un unique quartier distant à moins d'1 km du bourg, facilitant les échanges entre les deux entités bâties.

Le bourg et vieux bourg :

La trame urbaine sur cette partie de la commune est organisée selon la configuration d'un «village concentrique». L'avenue du Général de Gaulle et le boulevard Sainte-Catherine ceinturent le bourg et sont considérés comme artères principales de circulation de la commune. La rue Lucie de Fossarieu traverse le bourg et relie de nombreuses voies qui desservent les îlots d'habitation. L'étroitesse de ces voies a obligé la municipalité à établir un sens de circulation unique pour fluidifier les déplacements.

Sur le bourg, le bâti est particulièrement dense, les maisons sont quasi accolées les unes aux autres et laissent parfois place à des venelles dirigées vers le front de mer.

Il existe peu de bâti délabré ou à l'abandon sur la commune. Les maisons sont entretenues offrant un panel de couleurs vives sur les façades.

Le bourg s'organise comme une grande centralité où commerces et équipements sont disséminés dans la trame urbaine.

De nombreuses places publiques sont aménagées favorisant les rencontres et échanges.

Vieux-bourg est séparé du bourg par la Grande Rivière. L'aménagement d'une passerelle piétonne permet de relier ces deux entités entre-elles.

Ce quartier a la particularité d'être entièrement piéton. L'accès en voiture s'effectue par le front de mer, obligeant les véhicules à franchir la rivière (inconvenient en cas de crue).

L'aménagement du front de mer au niveau d'Anse Bagasse mériterait d'être valorisé et aménagé en continuité avec les aménagements du front de mer du bourg.

Dans le bourg et vieux bourg, la majorité des constructions sont de type maison individuelle en rez-de-chaussée ou avec un étage, comprenant souvent une terrasse ou un balcon.

Les constructions sont implantées à l'alignement de la voie et ne disposent pas de jardin.



Vue sur le Bourg et Vieux Bourg depuis la Vierge des Marins.



Habitat en centre bourg à l'alignement de la voie et sans jardin.



Habitat en entrée du bourg où le bâti y est moins dense et le végétal plus présent.

En revanche, le bâti en entrée du bourg est plus lâche. Le principe d'implantation du bâti diffère avec un retrait de 6 mètres par rapport à la voie. La clôture permet d'assurer une cohérence dans l'alignement entre cette partie du bourg et le reste de la commune.

Les principaux matériaux utilisés sont le béton, l'enduit pour les façades, la tôle et parfois la tuile pour les toitures, le bois ou le PVC pour les ouvertures et la composition en mosaïque des façades, qu'il convient de préserver.

À noter, trois opérations de logements sociaux qui diffèrent de ces modes de construction. Il s'agit d'habitat collectif de type R+1 ou R+2, ayant de petits gabarits facilitant l'insertion dans le bourg.

Un projet de collectif est actuellement mené sur l'ancienne école élémentaire, intégrant ainsi le principe de renouvellement du bourg.

Le quartier Beauséjour :

La trame bâtie sur cette partie de la commune est beaucoup plus lâche et davantage végétalisée que dans le bourg. Deux formes d'habitat se côtoient aux époques de constructions très différentes, mais qui pour autant assurent un ensemble homogène dans le paysage.

Organisée selon le schéma des anciennes habitations, l'Habitation Beauséjour se compose sur une vaste parcelle arborée de la maison du grand propriétaire, des unités de production pour la transformation de la canne et de la rue case-nègre (cf. partie sur le patrimoine).

Réalisé en 2010, le lotissement de Beauséjour entoure cette rue case-nègre. Il s'agit de constructions implantées au milieu de la parcelle, avec un retrait à l'alignement. Les constructions sont de type R+1 avec le toit à 4 pans.

Toutes les parcelles ont été vendues et la très grande majorité a été bâtie. Tournées vers la mer, les constructions s'implantent de manière homogène avec leur environnement, grâce à la végétation luxuriante.



Nouveau lotissement composé de villa à Beauséjour.



Rue Case-Nègre, rattachée à l'habitation Beauséjour.



Logements sociaux collectifs avec entrées individuelles.

4- La notion de densité

Au travers la morphologie de la commune et de plusieurs opérations, on peut constater différentes densités sur la commune de Grand'Rivière :

- Le centre-bourg : 96 log/ha
- Le vieux bourg : 57 log/ha
- Le secteur à l'entrée du bourg : 43 log/ha
- Le lotissement de Beauséjour : 12 log/ha
- La rue case nègre (secteur Beauséjour) : 40 log/ha
- Les logements semi-collectifs en entrée du bourg (av. Général de Gaulle) : 12 logements sur 900 m² soit 130 log/ha.

Ces différentes opérations permettent d'appréhender la densité à suivre sur les nouvelles opérations d'habitat et les formes urbaines à donner.

Pour rappel, le SCOT de CAP Nord en cours de révision, affiche un objectif de densité à atteindre pour les communes relais (dont Grand'Rivière fait partie), qui s'élève à 10 log/ha.

V - LE PATRIMOINE HISTORIQUE ET CULTUREL

La notion de patrimoine est une notion complexe qui évolue selon le temps et les cultures. Pour autant, l'habitat martiniquais est le produit d'un ensemble de facteurs économiques, sociologiques, naturels très particuliers, liés à la société coloniale et l'économie de plantation.

Le patrimoine industriel, en dehors des habitations, a longtemps été négligé pour son rappel aux activités pénibles qu'il pouvait opérer. Il n'est pas rare de voir le matériel rouiller, le bâti tomber en ruines et être envahi par la végétation. Les vieilles maisons en bois sont aujourd'hui laissées à l'abandon au profit de maisons en béton plus confortables. Par ailleurs, le patrimoine amérindien aujourd'hui est peu valorisé, d'autant qu'il n'a laissé que peu de traces et que les fouilles archéologiques n'ont pas toujours été effectuées à temps.

Sur la commune de Grand'Rivière on recense un nombre conséquent de patrimoine bâti qui nécessite d'être mis en valeur.

L'ensemble des constructions décrites après fait partie de l'inventaire général du patrimoine culturel.

1- Le patrimoine lié aux habitations

Distillerie Beauséjour :

Dominant la commune de Grand'Rivière, l'habitation Beauséjour est un précieux témoignage sur la vie du XVIII^e siècle à nos jours. L'habitation Beauséjour est une propriété du 17^e siècle bien conservée, où toutes les caractéristiques des habitations martiniquaises sont présentes, de la coloniale demeure de maître à la rue case-nègres. Autrefois consacrée à la canne à sucre, l'exploitation a conservé une étonnante roue hydraulique et un canal nécessaire pour irriguer les terres, alimenter la maison en eau potable.



Vue sur la distillerie Beauséjour



Aqueduc alimentant l'habitation



Réseau de canalisation naturel au sein du domaine

Toute l'activité se concentre au sein de cette unité industrielle, ensemble quelque peu dissymétrique de bâtiments desservis par de larges voies de manœuvre. Elle se compose d'une construction d'un peu moins de 1 640 m², originellement édifée pour servir de sucrerie et reconstruite à la fin du XIX^{ème} me ou au début du XX^{ème} siècle à usage de distillerie. Elle présente aujourd'hui un rez-de-chaussée servant de magasin et de hangar d'emballage ainsi qu'un étage mansardé.

Sa façade est possède encore quelques moellons et bois d'origine habillant une structure métallique quasi intacte. Les apports d'aggloméré et de béton armé datant du début XX^{ème} siècle ainsi que des appentis en tôle ont fortement altéré l'harmonie architecturale et chromatique du bâti originel. Une cheminée quadrangulaire en pierre basaltique et brique recouverte partiellement d'enduit est adossée au mur-pignon gauche.

La gestion de l'eau à Beauséjour:

L'industrie habitationnaire, essentiellement cannière jusqu'au milieu du XX^{ème} siècle, avait besoin d'une source d'énergie adéquate, d'où l'importance de l'énergie hydraulique et des ouvrages destinés à son utilisation sur le domaine.

A Beauséjour, outre la singulière roue hydraulique verticale d'un diamètre de 8,10 m et d'une largeur de 1,25, composée de dix bras doubles renforcés de croisillons en fer, fabriquée dans la première moitié du XIX^{ème} siècle et située au rez-de-chaussée de l'ancienne distillerie devenue hangar à banane, l'élément remarquable est l'impressionnant aménagement hydraulique qui fut réalisé sur la propriété.

Un canal, dit « canal de Beauséjour », fut construit par les esclaves entre 1800 et 1810 et servit à la fois à l'irrigation des plantations, au moulin hydraulique source d'énergie, et à l'alimentation en eau potable de l'Habitation par dérivation vers les deux bassins de la terrasse d'habitation principale. Il desservit un temps la distillerie d'une habitation voisine (Habitation Potiche) et s'étend aujourd'hui sur environ 4 km. Sa prise d'eau se trouve sur la Grand'Rivière qu'il longe à flanc de paroi pour se trouver, en fin de parcours, côté habitation, à plus de 100 m de dénivelé par rapport à la rivière. Cet ouvrage entièrement maçonné compte dix aqueducs métalliques, en pierre et béton armé, un pont et deux tunnels.



Vue sur l'habitation Beauséjour et ses maisons de maître



Jardin d'agrément de l'habitation Beauséjour



Vue sur la rue Case-Nègres

L'habitation Beauséjour :

L'Habitation Beauséjour occupe une position méridionale dans cette géographie communale. Elle se situe un peu avant la «Porte de l'enfer», entre la rivière Potiche et la Grande Rivière, sur un plateau élevé à 102 mètres d'altitude au-dessus de l'anse Bagasse.

La propriété s'ordonne en paliers successifs, de la mer jusqu'aux surfaces cultivées. Ses foyers concentriques sont formés par les trois maisons réservées aux propriétaires, implantées sur une terrasse dominant la zone industrielle, et par l'habitat ouvrier. La végétation y est très présente: vieux mahogany, palmiers royaux, touffes de bambou ou manguiers, et ouvre l'accès à la terrasse du jardin occupée par les logis.

La «maison principale», anciennement dénommée « maison de maître » est un beau témoignage du type de maison aujourd'hui appelée « coloniale ». Elle possède un corps de logis de plan rectangulaire, construit en « bois du Nord », sur solin de 0,80 m, en moellon sans chaîne couvert d'enduit et présentant un léger fruit. Une galerie fermée, couverte en appentis, anime l'élévation antérieure. Le toit, à longs pans et demi-croupes, est couvert pour un tiers de tuiles mécaniques et pour le reste de tôles ondulées, sa forte pente facilite l'évacuation des eaux de pluie. L'aération du logis est efficacement assurée par des ouvertures percées en vis-à-vis dans les murs gouttereaux et les pignons, et renforcée par la présence de persiennes en bois.

Les deux autres maisons accueillent, pour l'une, les chambres à coucher des propriétaires actuels, pour l'autre, une école privée ainsi que des bureaux.

La rue Case-Nègres

La zone réservée au logement des ouvriers est constituée de la «rue cases-nègres». Bien que l'on trouve quelques logis d'employés en contrebas de la zone pavillonnaire, c'est à la limite septentrionale de l'Habitation, au nord de l'unité de conditionnement de la banane, après avoir traversé l'actuelle R.D. 10, que l'on accède à cette zone de baraquements destinés à accueillir les travailleurs agricoles. Datant de la fin du XVIIIème ou du début du XIXème siècle, ils étaient réservés aux esclaves de l'exploitation.

Cette « rue cases-nègres » se compose de deux corps de bâtiments parallèles séparés par un espace formant une rue, posés sur des solins talutés, d'environ 1 m de hauteur, en moellon recouvert d'enduit, avec des sols en béton. Les cloisons, les charpentes et les menuiseries sont en bois. Les toits à longs pans, dont l'un était autrefois couvert en tôle ondulée, l'autre en tuile mécanique, ont été récemment couverts en tuile (2003). Le premier bâtiment mesure une cinquantaine de mètres de longueur sur cinq mètres de large. Son élévation postérieure est aveugle et donne sur la route départementale. Il comprend six unités de logement qui possèdent chacune une cuisine extérieure en béton et ciment.

L'habitation Beauséjour (ensemble des bâtiments, distillerie, jardin et réseau hydraulique) est classée Monument Historique par arrêté du 9 août 1996.

Habitation de Fond Moulin

C'est probablement l'habitation la plus ancienne de Grand'Rivière datée de 1655 environ. Le premier propriétaire connu est Pierre Cocquet dit La Fontaine. Elle abrite les légendes les plus mystérieuses des environs.

On peut encore y voir certains vestiges notamment une maison de maître en pierre de taille, un entrepôt, une rue «case-nègres», un magasin-hôpital, un séchoir, une cuisine, ...

On y a cultivé entre autres l'indigo, la canne à sucre, le café, le cacao. Le site est aujourd'hui occupé par des petits agriculteurs qui pratiquent le maraîchage.

Devenue propriété du Conservatoire du littoral, l'Habitation de Fond Moulin est visible sur le parcours de la randonnée Grand'Rivière / Prêcheur.

En 2010, une opération de diagnostic archéologique sur le site a été menée, et s'inscrit dans le cadre d'un projet de mise en valeur patrimoniale de cette habitation. Le Conservatoire du Littoral, propriétaire du site souhaite entreprendre une opération de conservation et de valorisation des vestiges par le biais d'un chantier d'école.

Habitation de Malakoff

Apparue au milieu du 19ème siècle, elle résulte du regroupement de quatre habitations (Lacour, Touillon, Lemery, La Moreau (ou Fond Lottière). On y cultivait principalement du café et du cacao et un peu de vanille.

L'habitation Malakoff est la propriété de la famille Désiré, depuis 1875, elle est aujourd'hui quasiment à l'abandon et quelques vestiges sont encore visibles.

Les installations des séchoirs à cacao composés de tiroirs coulissant sous la maison ont aujourd'hui disparu. Cependant sous la végétation, est encore présente une dalle composée de carreau en terre cuite, sur laquelle étaient entreposés le cacao et le café pour le séchage. On peut également voir la présence d'un four à pain.

Un moulin métallique à manège qui servait à broyer la canne, dans un état d'assez bonne conservation, est encore présent, supposant qu'il y avait une petite distillerie.

Aujourd'hui, on trouve quelques cultures vivrières dans certaines parties de l'habitation et de petits élevages de bovins.



Ruine de l'habitation de Fond Moulin, datant de 1655.



Ruine de l'habitation de Malakoff.



Maison ancienne de style créole, située au 3 rue Adou



Maison datant de la 1ère moitié du 20ème siècle avec façade en bois



Maison d'époque post-moderniste du milieu du 20ème siècle



Case créole rurale avec façade en bois et couverture en tuile mécanique



Maison date de la 2ème moitié du 20e siècle en béton avec toit-terrasse



Maisons rénovées aux couleurs vives à Vieux Bourg.



Façade de type Case créole



Maison de type moderniste avec façade en mosaïque

2- Les maisons traditionnelles

Les cases rurales et maisons en bois traditionnelles :

«La case se caractérise par le même plan rectangulaire d'environ trois mètres sur cinq ou quatre mètres sur six et même huit de longueur. Elle est couverte d'un toit à deux pans retombant à hauteur d'homme, avec une forte inclinaison de quarante-cinq degrés exigée par l'abondance des pluies. Sa surface est partagée dans la longueur de deux pièces. Deux ou trois baies carrées, placées comme les portes, contre les poteaux de la case, éclairent l'intérieur. Les principales ouvertures sont orientées vers le Sud ou le couchant, surtout dans les endroits découverts que balaient les alizés», *Delawarde Jean-Baptiste. La vie paysanne à la Martinique.*

Sur la commune de Grand'Rivière, on observe encore quelques maisons traditionnelles composées de bois et de ciment, de la tôle ou plus rarement de la tuile mécanique.

Les constructions de type moderniste et post-moderniste :

À partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, l'augmentation du niveau de vie accentue la transformation du paysage rural : de la maisonnette on passe à la maison individuelle construite en béton armé. Ce changement introduit une mutation du mode d'habiter et plus généralement du paysage martiniquais.

Il s'agit de maisons construites entre 1927 et 1970. Cet habitat correspond à une période d'évolution de l'habitat martiniquais. Influencées par le contexte moderniste, les constructions privées s'inspirent d'une nouvelle forme de «modernité».

Dans les communes rurales comme Grand'Rivière, ces nouvelles constructions se caractérisent par l'usage du béton, de toit à deux pans en tôle ou de toit-terrasse.

Une grande partie des constructions remarquables de cette époque sont aujourd'hui utilisées pour des équipements publics (hôtel de ville, école).

3- Le patrimoine religieux

Eglise Sainte-Catherine :

Grand'Rivière est rattachée à la paroisse de Macouba en 1743 par le père Mane, supérieur des dominicains. Le premier évêque de la Martinique, Mgr Le Herpeur, obtient dès sa nomination une forte augmentation de l'effectif presbytéral qui permet d'ériger en paroisses diverses chapelles du diocèse. Ainsi, Grand'Rivière est érigée en paroisse en 1850, placée sous la protection de Sainte Catherine d'Alexandrie, et est alors régulièrement desservie. Des travaux d'agrandissement de la chapelle sont lancés le 18 avril 1877 et exécutés en 1878 pour donner naissance à l'église.

L'église et le presbytère sont en grande partie détruits par le violent cyclone du 18 août 1891. Le clocher en bois est alors rebâti en dur avec un toit plat. L'église est entièrement rénovée par Etienne Poncelet - Architecte en chef des Monuments historiques, en 2007 et retrouve son clocher original en bois à toit pointu. Les travaux se terminent par son inauguration le 16 juillet 2008.

L'église Sainte-Catherine est de plan basilical avec une nef centrale terminée par un chœur hémicirculaire. Le clocher de l'église, en léger retrait de la façade sur le côté gauche, est hors-d'œuvre.

La façade principale néo-classique est formée d'un seul niveau rythmé par quatre pilastres à ordre toscan, entre lesquels prend place un portail au milieu de la façade encadrée par deux niches avec des statues, le tout étant couronné d'un grand fronton triangulaire percé d'une petite rosace en son centre. Le premier niveau du clocher reprend la même élévation que la façade. Il est surmonté d'un second niveau formé de lattes de bois peintes en gris avec baies à claire-voie sur chaque face encadrées par quatre pilastres à ordre toscan dans les angles. Le tout est couronné d'un haut toit pointu. L'église Sainte-Catherine est inscrite monument historique, par arrêté du 09 Décembre 2009.

Le cimetière :

Le cimetière donne sur la mer et jouxte l'église de la commune. Il date de la fin du 19e siècle et possède quelques éléments particuliers repérés dans l'inventaire du patrimoine de la DRAC. Il s'agit d'un enclos constitué de petites parcelles hasardeuses sur lesquelles la mitoyenneté des tombes est l'élément prédominant. On y trouve quelques tombes avec une simple dalle de pierre ou de marbre surmontée d'une croix. L'essentiel du cimetière est constitué de tombes classiques avec soubassement et chapelle funéraires. On distingue aisément la partie ancienne du cimetière au Sud, de sa partie la plus récente surplombant la mer.

La Vierge des Marins :

Scellé en 1953 par des Riverains, l'oratoire Notre-Dame de la médaille miraculeuse dit vierge des marins, offre aux visiteurs une vue imprenable sur l'ensemble de la commune. Eclairée, elle servait de point de repère aux marins pêcheurs qui revenaient de la pêche.

4- Le patrimoine viaire

Pour atteindre Grand'Rivière on traverse une forêt dense et luxuriante, et surtout deux ponts en fer, noyés dans la végétation. Les deux ponts métalliques surplombant les rivières Potiche et Pétel, situés entre Grand'Rivière et Macouba ont fait l'objet de travaux de rénovation début 2012.



Harmonisation des constructions entre l'époque moderniste et aujourd'hui



Un des ponts métalliques marquant l'entrée sur Grand' Rivière



La Vierge des Marins

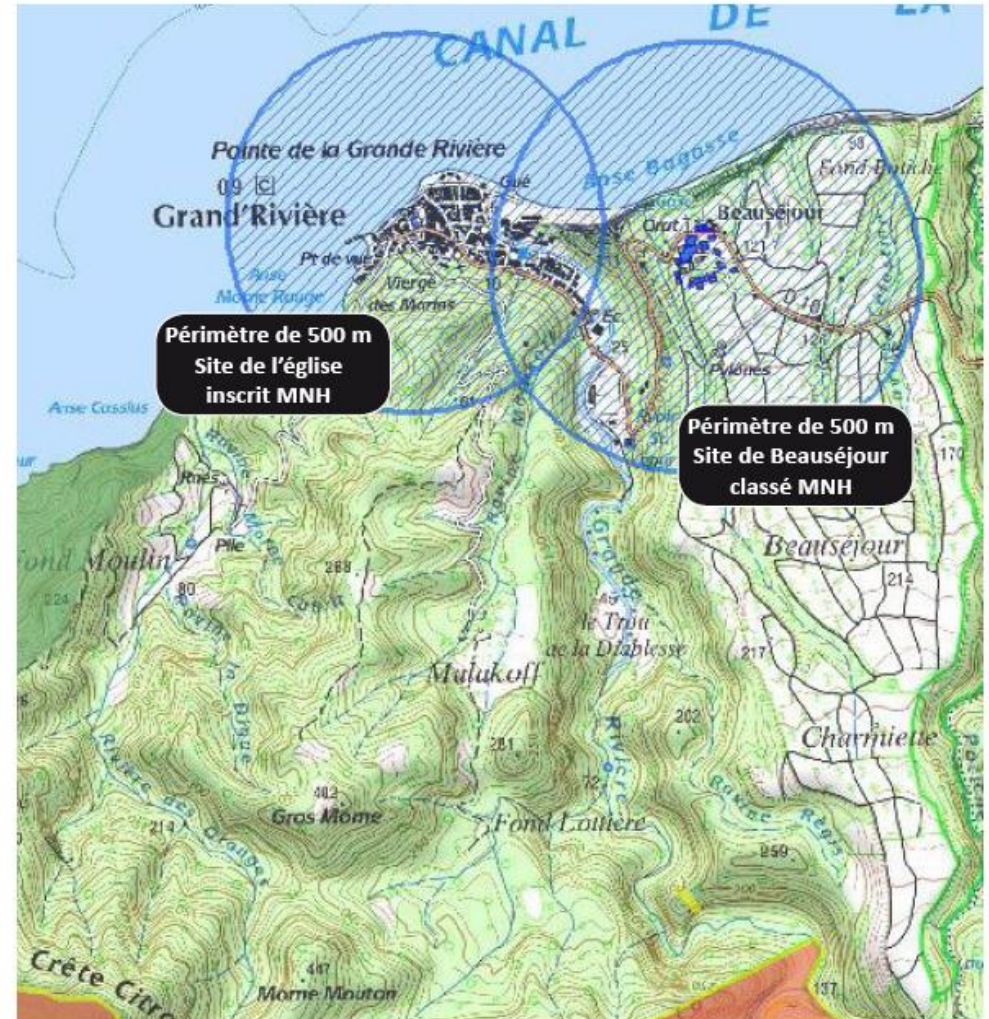


Eglise Sainte Catherine



Cimetière

Localisation des périmètres de protection autour des monuments historiques



source : DEAL972

VI- UN TERRITOIRE SOUMIS AUX RISQUES

A- Les risques technologiques

D'après le site de l'inspection des Installations Classées, aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) n'est actuellement identifiée sur Grand'Rivière. Toutefois, le projet de parc éolien de Stockage est classé en tant qu'ICPE.

En Martinique, le transport de matières dangereuses (TMD) concerne essentiellement celui d'hydrocarbures et de gaz par routes, canalisation et voie maritime. Sur la route, le développement des infrastructures de transports, l'augmentation de la vitesse, de la capacité de transport et du trafic multiplient les risques d'accident.

Le risque concerne l'ensemble des communes martiniquaises, mais il est plus fort dans les zones urbanisées.

Il n'existe pas de Plan de Prévention des Risques Technologiques sur la commune de Grand'Rivière.

B- Les risques naturels

En raison de sa situation géographique (milieu insulaire, climat tropical) et de son contexte géodynamique (volcanisme de subduction), la Martinique est exposée à différents aléas naturels, à savoir l'aléa sismique, mouvement de terrain, inondation, cyclonique et enfin volcanique.

Les divers aléas :

Aléa mouvement de terrain :

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol ; il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques.

Sous l'expression générique «mouvements de terrain» sont regroupés plusieurs types de phénomènes d'instabilité des terrains, variables en fonction du mécanisme mis en jeu (évolution de l'instabilité, vitesse du mouvement durant la phase d'instabilité majeure, surface de rupture, désorganisation des terrains, etc.).

La commune de Grand'Rivière est principalement concernée par les mouvements de terrain qui peuvent être de différentes natures : glissements de terrain, coulées, chutes de blocs et éboulements.

En effet, on note un aléa fort de mouvement de terrain sur la partie Nord du territoire entre le littoral et le Pain de Sucre.

Le bourg et les parties cultivées sont concernés par un aléa faible à nul de mouvement de terrain, sans conséquence majeur pour les secteurs habités.

Aléa inondation :

Toutes les rivières qui traversent la commune sont soumises à un aléa inondation fort. Une partie du bourg et du lit de la Grande Rivière est concernée par un aléa moyen à fort du risque d'inondation.

Une inondation correspond au débordement des eaux hors du lit mineur à la suite d'une crue (qui correspond à une hausse du débit du cours d'eau dépassant plusieurs fois le débit moyen).

Les eaux occupent alors le lit majeur du cours d'eau. Les inondations sont parfois d'origine « pluviale » et peuvent concerner les zones où les eaux de pluie stagnent, en particulier dans les zones urbaines où l'état et la capacité du réseau d'évacuation pluviale sont souvent le facteur déterminant des inondations des parties les plus basses.

Suite à des pluies violentes ou durables, l'augmentation du débit des cours d'eau peut être telle, que ces derniers peuvent gonfler au point de déborder de leur lit, pour envahir des zones généralement de faible altitude et de faible pente (cours aval des rivières).

Il s'agit généralement de débordement direct d'un cours d'eau : par submersion de berge ou par contournement d'un système d'endiguement limité.

Le débordement indirect d'un cours d'eau peut se produire :

- par remontée de l'eau dans les réseaux d'assainissement ou eaux pluviales,
- par remontée de nappes alluviales,
- par la rupture d'un système d'endiguement ou autres ouvrages de protection.

Aléa littoral :

Le littoral est exposé à 3 types d'aléas : l'aléa submersion marine, l'aléa houle cyclonique, l'aléa érosion marine.

L'aléa submersion est dû à la concomitance d'une surcôte marine, du déferlement des vagues et d'éventuels effets de site.

L'aléa houle cyclonique est généré par le vent de cyclone. Le déferlement des vagues doit aussi être pris en compte.

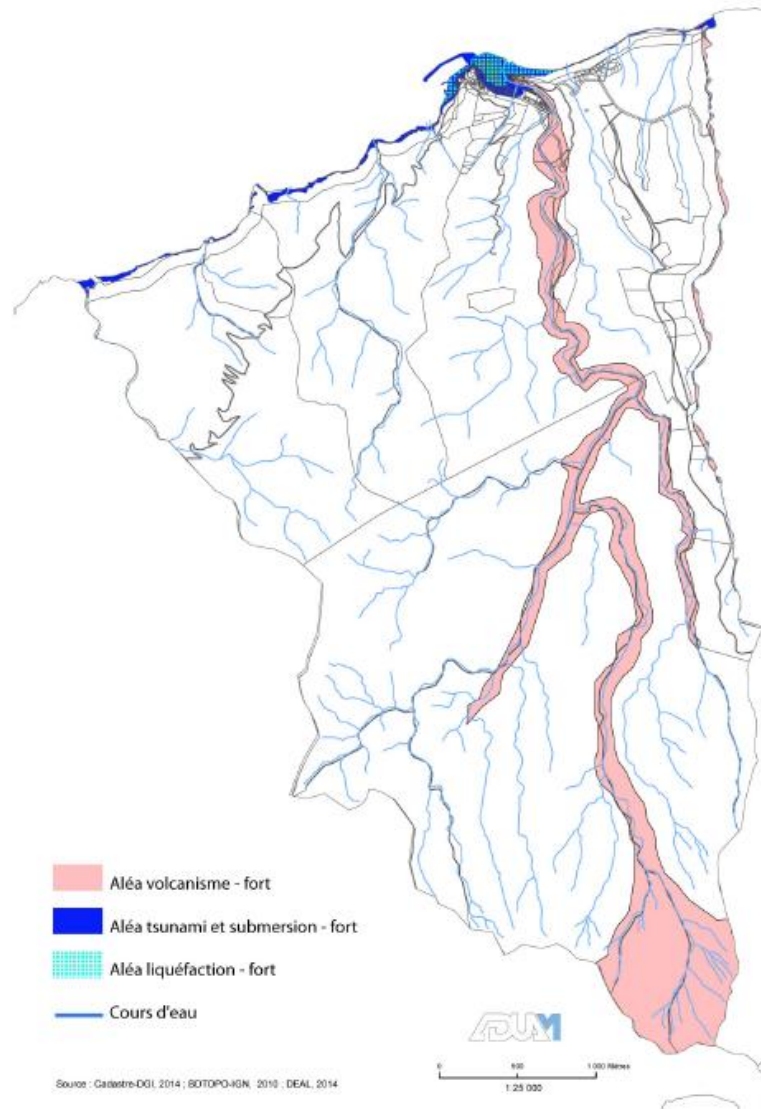
L'aléa érosion marine est dû aux mouvements de la mer. Ces aléas ont pour effet de modifier la morphologie de la côte.

Aléa liquéfaction :

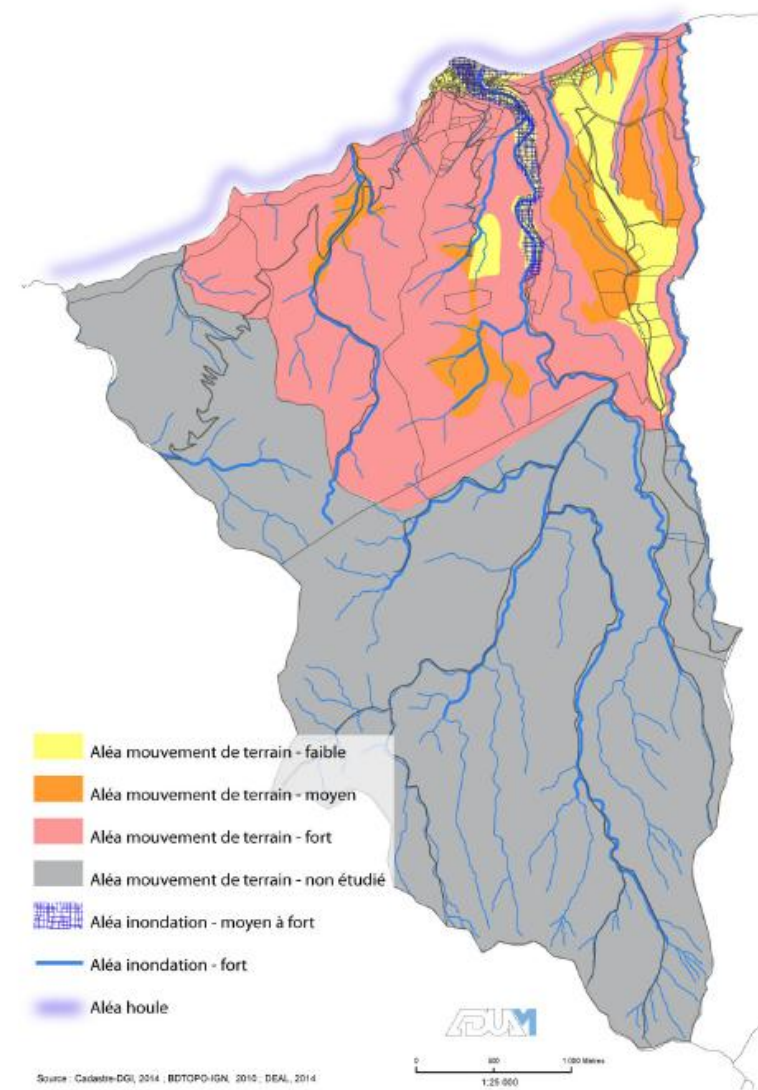
Une grande partie du centre bourg est soumise à un aléa fort de liquéfaction des sols. Le phénomène de liquéfaction des sols peut être un effet induit des séismes. Sous l'effet d'une onde sismique, le sol perd une partie ou la totalité de sa portance. Le sol se comporte alors comme un liquide. Ce phénomène est généralement brutal et temporaire, les sols reprenant leur consistance solide après.

Étant donné la rapidité, la soudaineté et le caractère souvent imprévisible de ces phénomènes, la liquéfaction des sols peut entraîner la ruine partielle ou totale des constructions, voire la perte de vies humaines. Elle provoque aussi l'enfoncement des constructions dans le sol.

Localisation des principaux aléas naturels sur le territoire



Localisation des principaux aléas naturels sur le territoire



Aléa volcanique :

La commune se situe dans une zone fortement exposée aux risques liés aux éruptions de la Montagne Pelée, identifiée comme aléa volcanique majeur. Les éruptions peuvent prendre diverses formes comme l'activité solfatarienne (fumerolles), sources chaudes, gaz, chute de blocs et de cendres, avalanches de cendres, etc. On observe un aléa fort de risque volcanique sur les flancs de la Montagne Pelée suivant le cours de la Grande Rivière jusqu'au bourg.

Aléa sismique :

La commune de Grand'Rivière, comme l'intégralité de la Martinique, est située dans une zone de forte sismicité (zone V - le plus fort - du zonage sismique français). Sur le territoire communal, certains facteurs (zone de crête, flanc de la Montagne Pelée, mais aussi présence de faille active) sont susceptibles d'accroître les signaux sismiques.

De l'aléa au plan de prévention des risques naturels :

Le Plan de Prévention des Risques Naturels de la commune de Grand'Rivière a été prescrit par arrêté préfectoral en date du 8 novembre 2002 et approuvé par arrêté préfectoral le 22 novembre 2004. Il a ensuite été mis en révision pour être approuvé en 3 Décembre 2013.

Le règlement de ce PPRN a été élaboré sur une base identique pour toutes les communes de la Martinique dans un souci d'homogénéité. Le « comité de pilotage pour une politique concertée des risques naturels en Martinique », en collaboration avec l'Etat et les communes, a décidé de réaliser des PPR communaux, le périmètre retenu étant le territoire de chaque commune. Cette décision va dans le sens d'une prise en compte des différents phénomènes naturels qui peuvent être appréhendés à une échelle communale. Les zonages du PPRN sont issus d'une combinaison entre aléas et enjeux.

La commune de Grand'Rivière est surtout concernée par trois types d'aléas: mouvements de terrain, liquéfaction et inondation. Les enjeux sont définis selon les critères suivants:

- **Enjeux très forts** : ces zones sont constituées des centres historiques, quartiers urbanisés denses des centres bourgs. Les centres historiques et les zones denses des centres bourgs sont des lieux où l'habitat est très développé et qui constituent le cœur de la ville. Une plus grande souplesse y est donc requise afin de permettre à la ville de se renouveler.
- **Enjeux forts** : ce sont essentiellement les zones d'activités et d'urbanisation actuelles ou futures ainsi que les équipements actuels ou futurs. Le risque est à prendre en compte dans ces étendues où la densité de construction et donc la vulnérabilité humaine risquent d'être amenées à augmenter. Il serait contre-indiqué de mettre des populations en danger en ignorant le risque qui les menace.
- **Enjeux modérés** : ce sont le plus souvent les zones naturelles ou agricoles peu urbanisées. La vulnérabilité humaine est moins importante à ces endroits et l'impact des catastrophes naturelles y est moins important.

Les dispositions du PLU de Grand'Rivière doivent être compatibles avec celles du PPRN.

VII- POLLUTIONS ET NUISANCES

A- Les sites et sols pollués

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou le milieu récepteur.

La gestion des sites et sols pollués s'effectue en règle générale dans le cadre de la législation sur les installations classées et de la législation sur les déchets.

Trois principes d'action prévalent dans la politique nationale : la prévention des pollutions futures, la connaissance complète des risques potentiels, le traitement adapté à l'impact potentiel du site sur l'environnement pour un usage donné.

Selon la base de données BASIAS (base de données des Anciens Sites Industriels et Activités de Services), on recense 5 sites industriels, dont l'activité est aujourd'hui terminée. Il s'agit de:

- Distillerie,
- Sucrierie,
- Sucrierie Habitation Beauséjour,
- Station service,
- Décharge sauvage.

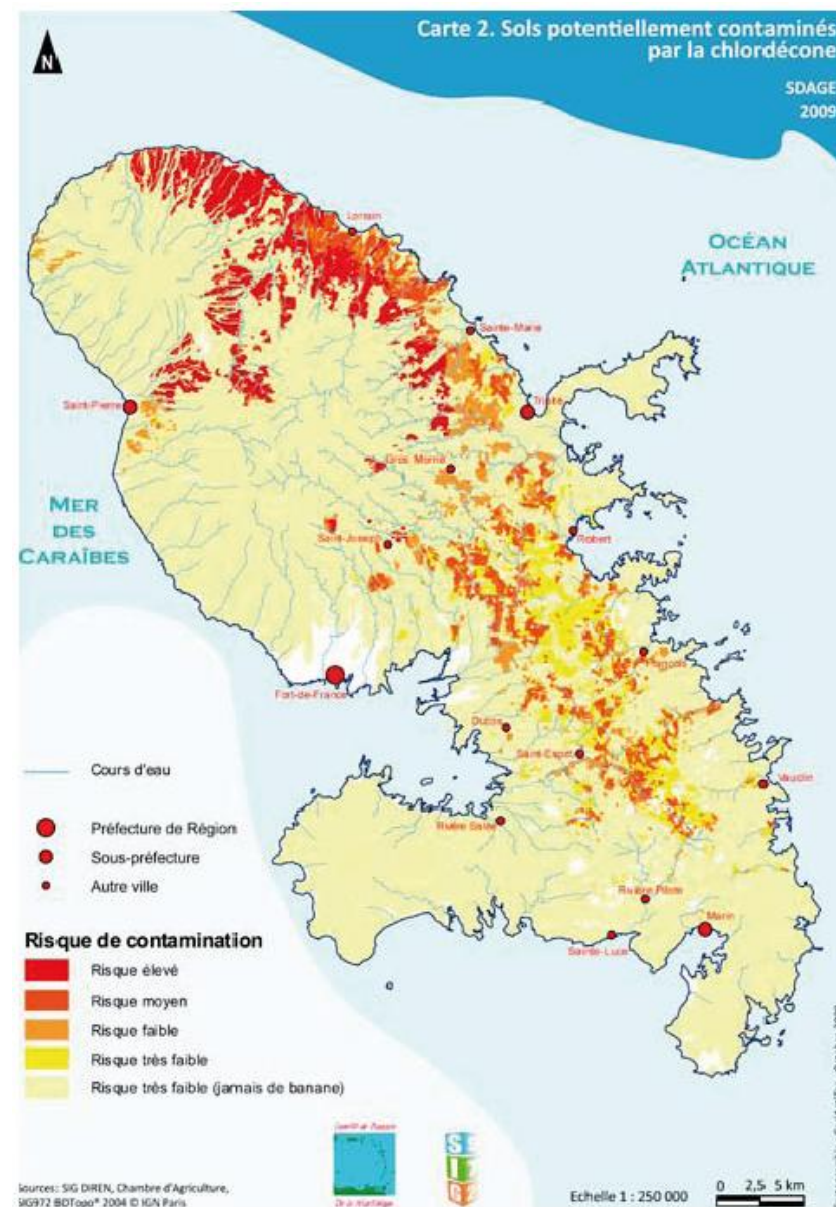
B- Les pollutions d'origine agricole

L'activité agricole présente sur le territoire communal, était auparavant tournée vers la banane.

L'utilisation de chlordécone a longtemps été utilisée comme insecticide dans la culture de la banane. Aujourd'hui interdit pour cause de sa toxicité, les terres de culture du Nord de la Martinique, dont Grand'Rivière, affichent une teneur en chlordécone des sols élevée supérieure à 1 mg/kg.

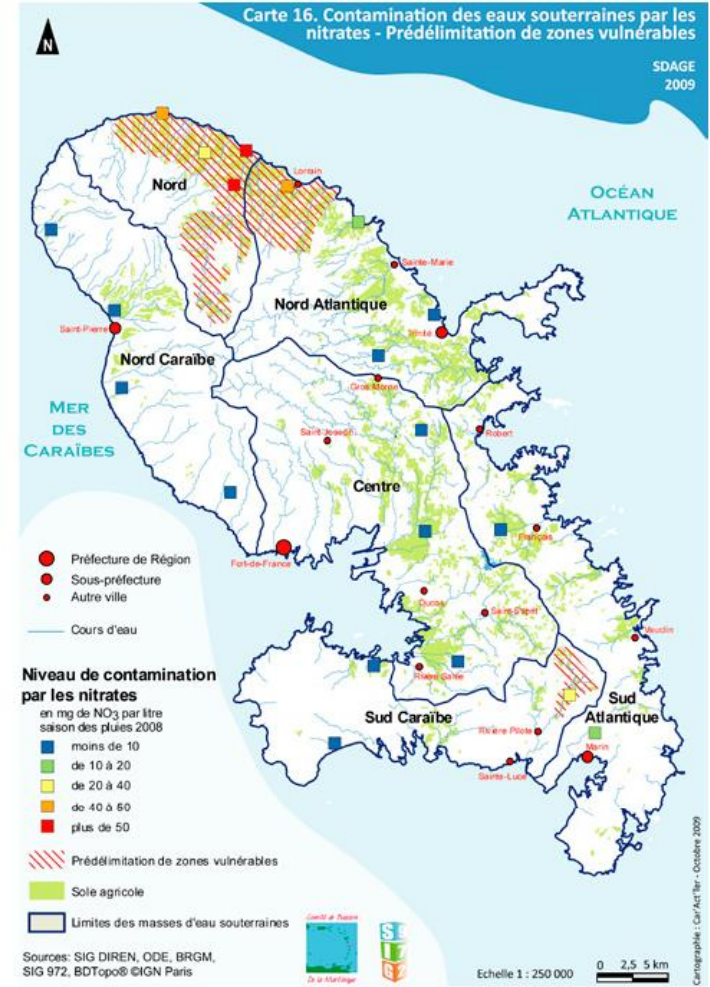
Cette pollution diffuse se retrouve également dans les cours d'eau (cf. 1.4 Hydrographie).

Les activités agricoles peuvent également être source de pollutions ponctuelles au niveau des stockages (fumier, produits phytosanitaires, engrais, fioul) en cas d'équipements non conformes à la



réglementation (absence de fumière, de plate-forme d'ensilage avec récupération des jus, non récupération des lixiviats issus de l'eau de pluie tombant sur le fumier, absence d'armoires homologuées pour le stockage des produits phytosanitaires, cuve à fioul sans double paroi ou bac de rétention,...).

Les activités agricoles peuvent également être source de pollutions diffuses liées à la sur-fertilisation éventuelle des cultures (azote, phosphore, ...) entraînant un lessivage de l'azote en période pluvieuse et un relargage du phosphore dans le milieu naturel par érosion des sols. Ces pollutions peuvent être liées également à des accidents climatiques (sécheresse suivie de fortes pluies empêchant les plantes d'absorber les éléments fertilisants).



Depuis 2008, la région Martinique, puis la Collectivité Territoriale de Martinique, s'est investie dans la mise en place du plan national écophyto. Ce plan a pour objectif de réduire de 50% l'utilisation des pesticides d'ici 2018.

C- Les pollutions liées aux infrastructures routières

La circulation des véhicules sur les routes de la commune est à l'origine de nuisances sonores et de pollution de l'air. Elle peut être également à l'origine de pollutions des eaux (eaux pluviales, ruissellement).

Pollution de l'air

De novembre 2015 à janvier 2016 l'étude qui a été menée sur la commune de Grand'Rivière a permis d'évaluer la quantité de dioxyde d'azote NO₂, traceur de la pollution automobile par la mise en place de tubes passifs, sur différents sites.

Durant ces 4 campagnes de 2 semaines chacune, les concentrations mesurées en NO₂ sont globalement faibles et respectent la valeur limite annuelle pour la protection de la santé.

Les pollutions chroniques produites par la circulation des véhicules dépendent du trafic et de la fréquence et de l'intensité des précipitations.

Les eaux de ruissellement (potentiellement chargées en traces de métaux lourds, huile, caoutchouc, matières en suspension...) des routes sont transférées vers le réseau hydrographique superficiel.

Un risque de pollution accidentelle existe aussi. Il est aléatoire et correspond aux possibilités d'accidents de la circulation notamment de poids lourds transportant des matières dangereuses ou des produits toxiques risquant de contaminer le réseau hydrographique.

Toutefois, ce risque est relativement limité au regard de la fréquence du réseau routier sur la commune.

Concernant les eaux de baignade, le prélèvement effectué en amont du stade, montre une amélioration de la qualité de l'eau en classant le site comme eau de bonne qualité. En 2013 et 2014, il était classé en qualité de l'eau insuffisante.

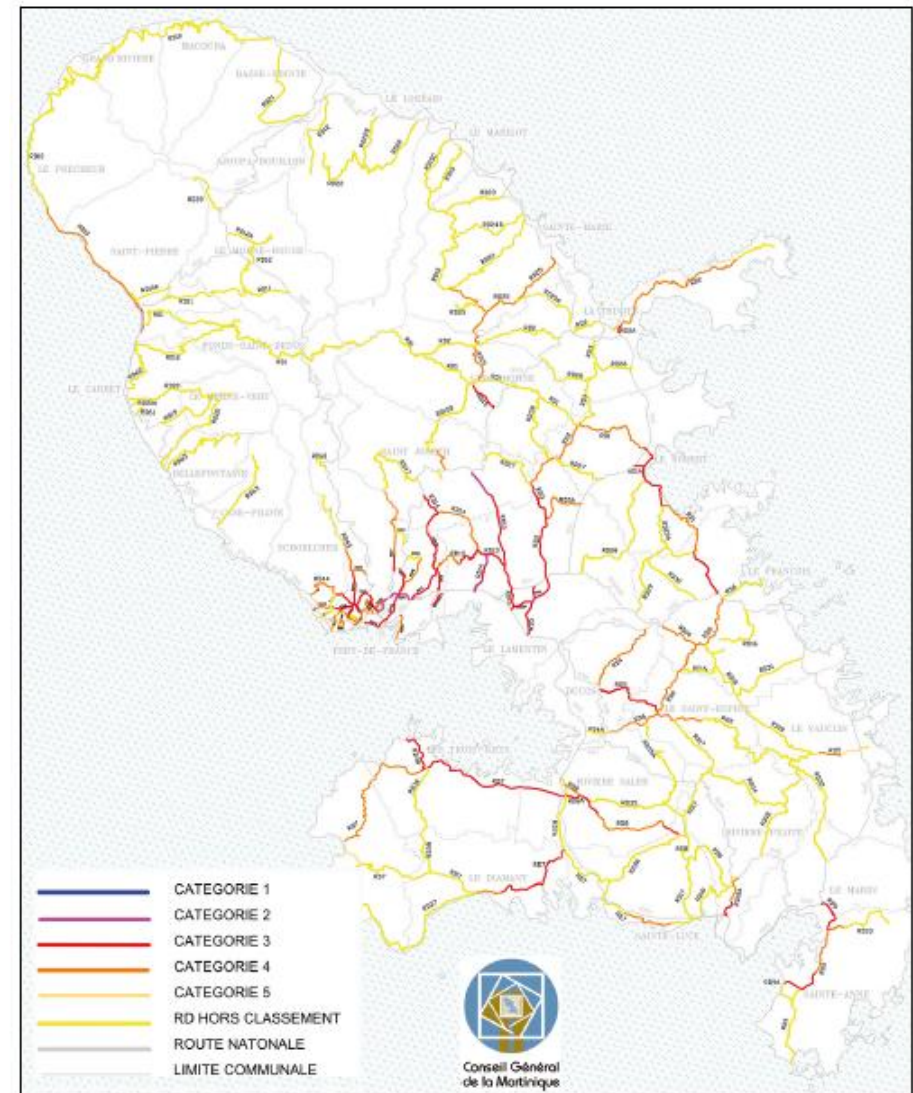
Nuisances sonores

Depuis 2006, la réglementation française, transposant la directive européenne du 25/06/2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement, avait donné compétence au Conseil Général pour l'élaboration d'un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) pour le réseau routier départemental.

Dans ce contexte, le Conseil Général, devenu CTM, propose de redéployer sa politique de lutte contre le bruit en faveur de l'élaboration du PPBE sur le réseau routier départemental.

Le PPBE concerne dans une première phase les routes départementales dont le trafic annuel est supérieur à 6 millions de véhicules. La commune de Grand'Rivière n'est pas concernée par cette mesure. Aucune de ces routes n'est recensée dans l'arrêté n°09-00873, relatif au classement des routes en fonction du niveau sonore et du trafic.

Recensement et projet de classement sonores des routes départementales de Martinique



D- La problématique de l'assainissement

Toutes les activités humaines, qu'elles soient domestiques, industrielles, artisanales...produisent des eaux usées qui doivent être traitées avant de retourner au milieu naturel.

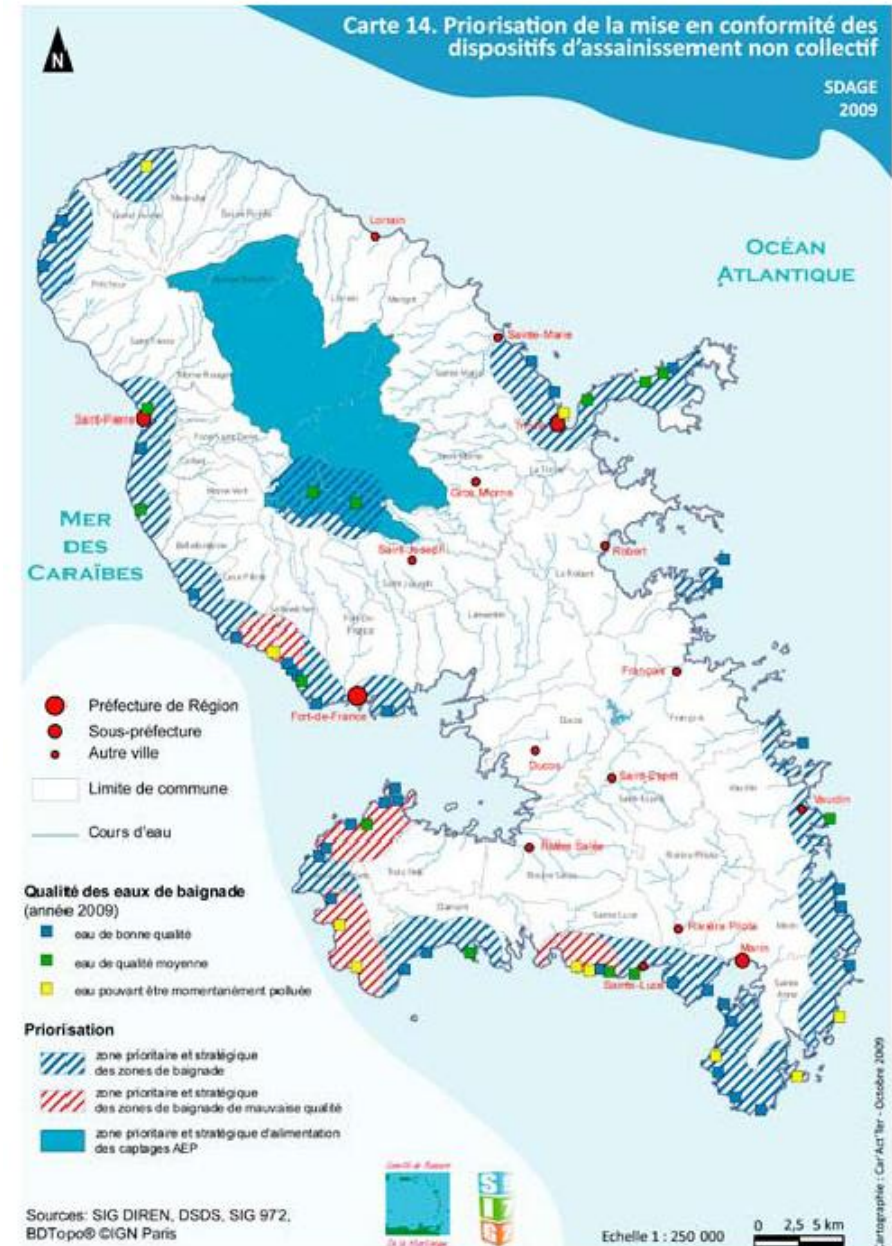
Sur la commune de Grand'Rivière, moins de 10% des constructions sont reliées à un assainissement collectif. La grande majorité des constructions du bourg n'est reliée à aucun dispositif. Les eaux usées sont ainsi évacuées dans les «fosses à vide», dont le milieu récepteur est la rivière, puis la mer.

A ce titre, il existe une zone de baignade à proximité du bourg qui présente une qualité moyenne et peut être momentanément polluée. Cette zone de baignade est inscrite au SDAGE comme zone prioritaire et stratégique des zones de baignade.

Il est donc important de recourir à des systèmes d'assainissement performant afin que les eaux usées qui retournent dans le milieu naturel soient de la meilleure qualité possible. L'assainissement a pour objectif de protéger la santé et la salubrité publique ainsi que l'environnement contre les risques liés aux rejets des eaux usées et pluviales notamment domestiques. En fonction de la concentration de l'habitat et des constructions, l'assainissement peut être collectif ou non collectif.

Les communes ont la responsabilité sur leur territoire de l'assainissement collectif et du contrôle de l'assainissement non collectif. Les communes ou leurs établissements publics délimitent après enquête :

- le zonage d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques, le stockage et le traitement,
- les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et si elles le décident le traitement, l'entretien, la réhabilitation. Ce contrôle est réalisé par un Service Public de contrôle des dispositifs d'Assainissement Non Collectif (dit SPANC),
- les zones nécessaires à la collecte au stockage et au traitement des eaux pluviales lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.



VIII - LES ENERGIES RENOUVELABLES

La Martinique s'est engagée dès 2010, en conformité avec la loi Grenelle 2, dans la réalisation de son Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE). Il a été décidé qu'il doit répondre à deux autres politiques complémentaires :

- améliorer l'autonomie énergétique,
- créer une dynamique de développement local adoptant des modes de consommation, de production industrielle, et d'aménagement éco-responsables.

Les énergies d'origine renouvelables sont donc principalement développées chez les particuliers: panneaux solaires en sites isolés surtout, eau chaude solaire...

A- Le potentiel solaire

Comme vu avec données climatiques, le rayonnement solaire est particulièrement fort en Martinique et précisément sur la côte caraïbe de l'île.

Grand'Rivière possède, par rapport au reste de l'île, un rayonnement général annuel moyen/fort. Ce potentiel est estimé entre 1850 et 1900 kWh/m², contre 2000 kWh/m² et plus sur d'autres parties de la Martinique. De ce fait, le potentiel de développement d'énergies renouvelables solaires est plus modéré sur cette partie du territoire. Pour autant, le développement de panneaux solaires sur les toits des bâtiments est à encourager, comme énergie propre.

L'étude menée par la DDE Martinique en novembre 2009 («cartographie des contraintes et potentialités du territoire martiniquais pour l'implantation de fermes solaires photovoltaïque») conclut cependant que, compte tenu des différentes contraintes qui pèsent sur le territoire de la commune, le potentiel de développement de fermes solaires au sol reste très limité.

La commune de Grand'Rivière ne compte aucune ferme solaire sur son territoire.

B- Les potentiels éoliens

L'étude du potentiel éolien de la Martinique a permis de mieux connaître les possibilités de développement de la filière éolienne, grâce à des simulations informatiques réalisées à partir de campagne de mesures effectuées sur un an et corrélée par les données de Météo France. Selon cet atlas, le gisement est important et se concentre surtout sur la côte Atlantique, dite au vent.

Selon le Schéma Régional Eolien, la première zone favorable pour les éoliennes se trouve au Nord de la Martinique sur les communes de Grand'Rivière, Macouba, Basse-Pointe, et Ajoupa-Bouillon.

Sur cette zone, les vents sont majoritairement compris entre 5,5 m/s et 7,5 m/s suivant la hauteur considérée (entre 30 et 100 m). Un projet d'installation d'un parc éolien est en cours d'aménagement au niveau de Beauséjour. Il se compose de 7 éoliennes au total.

C- Le potentiel hydroélectrique

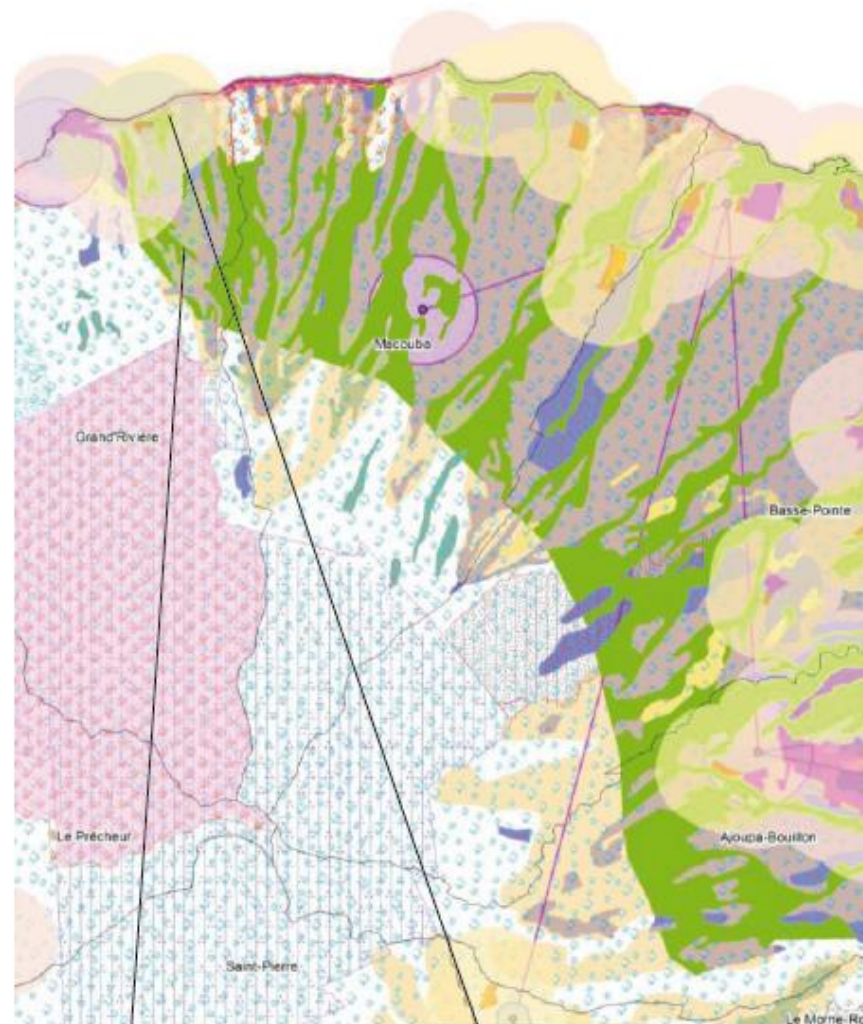
Sur le territoire de Grand'Rivière, le potentiel hydroélectrique est fort, notamment du fait de sa Grande Rivière aux débits pouvant être élevés.

De ce fait, sur la commune la quasi-totalité de la puissance potentielle hydroélectrique est mobilisable, mais sous des conditions très strictes: les secteurs concernés sont en effet soumis à des protections environnementales, et sont situés dans le périmètre du Parc Naturel.

En 2018, il n'existe aucune centrale hydroélectrique en fonctionnement sur le bassin de la Martinique. Pourtant l'ODE a évalué en 2008, un potentiel hydroélectrique maximum de 38 MW. 4.8 MW soit 23 GWh pourraient être mobilisables dans le respect des contraintes réglementaires et environnementales. Ce potentiel est identifié principalement sur la partie Nord du territoire.

Par ailleurs, le développement des énergies renouvelables marines pourrait constituer un potentiel pour la production martiniquaise. Ainsi, un projet d'Energie thermique marine (ETM) est actuellement à l'étude au large de la côte caraïbe.

Zone favorable 1 à l'implantation d'éolienne



Zone préférentielle au développement du petit éolien

Zone préférentielle au développement du petit et grand éolien

Le SDAGE doit s'assurer d'une exploitation de l'énergie hydraulique marine sans constituer une détérioration dommageable pour les milieux aquatiques.

La micro-électricité au fil de l'eau pour les eaux superficielles se prête à une production électrique dans le respect des milieux et pourrait constituer une piste de développement.

A noter que le SDAGE a inscrit une disposition visant à concilier le développement des énergies renouvelables avec la préservation des milieux aquatiques et de la ressource en eau.

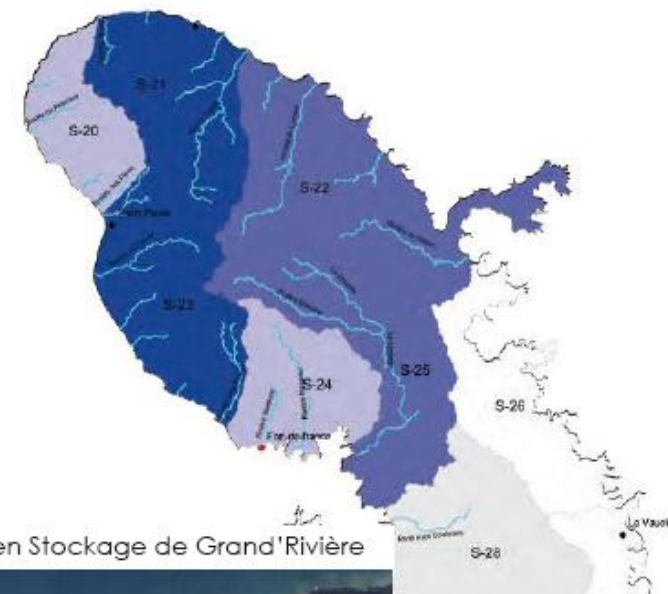
D- Le potentiel géothermique

Dépourvues de ressources énergétiques fossiles, les îles volcaniques de l'arc antillais ont un atout : les eaux qui circulent à grande profondeur dans leur sous-sol peuvent atteindre 250°C.

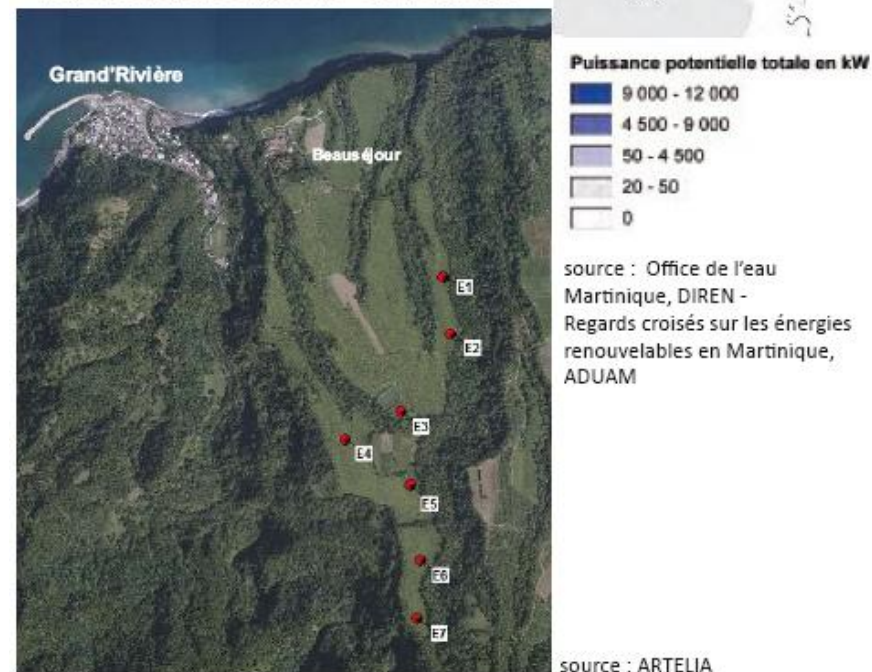
Cette ressource locale est un atout pour le développement de la géothermie et la municipalité de Grand'Rivière souhaite en partie s'orienter vers ce système d'énergie renouvelable.

A ce titre, un grand projet d'envergure inter île de la Caraïbe a été lancée. Intitulé «Géothermie Caraïbe 2», il vise à soutenir le développement de la géothermie en Dominique, dont une partie de la ressource excédentaire serait acheminée vers la Martinique et la Guadeloupe.

Puissances potentielles hydroélectriques



Parc Eolien Stockage de Grand'Rivière



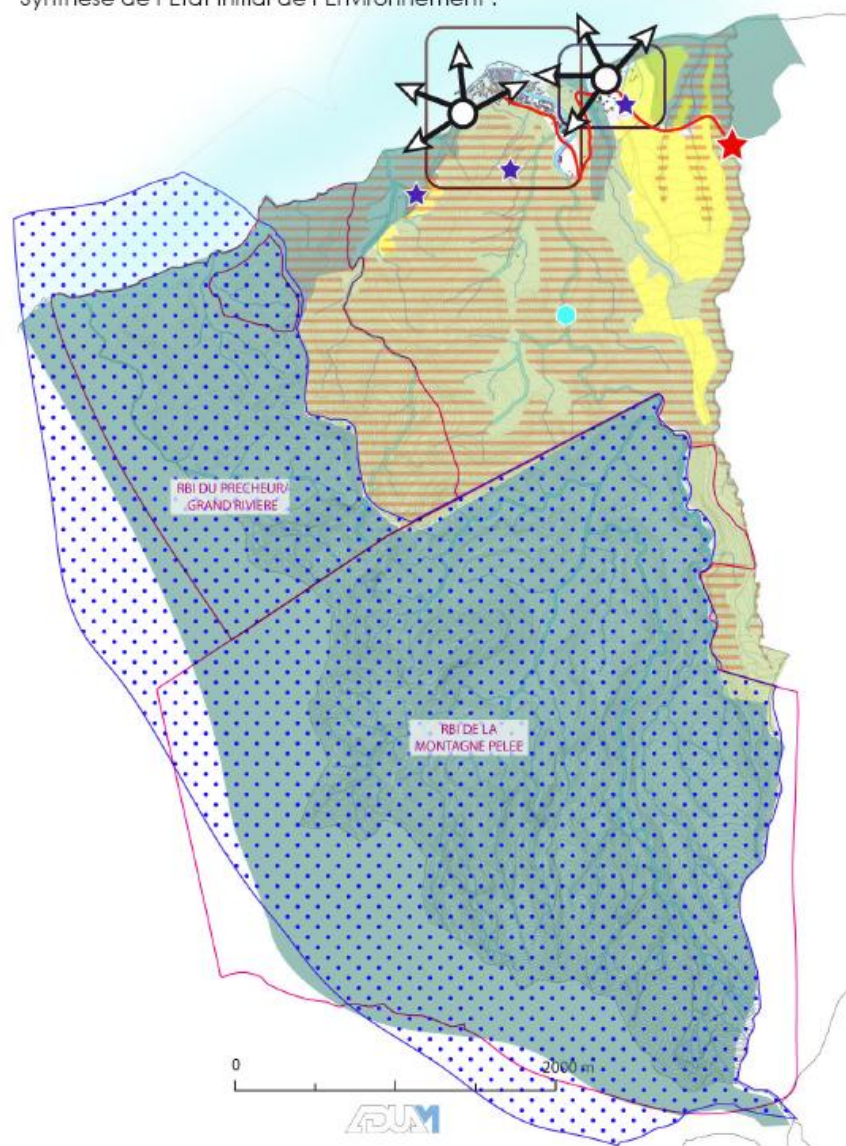
VIII – SYNTHÈSE DES ENJEUX DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

THEME	ATOUTS	FAIBLESSES	ENEJUX
EMPLACEMENT GEOGRAPHIQUE	<p>Un relief permettant une variété de paysages, de végétation (étagement), des points de vue remarquables sur les Pitons et la Dominique.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une commune rurale desservie par un unique axe routier d'intérêt secondaire (D10), caractérisée comme étant le «bout du bout» de la Martinique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un relief très contrasté, accentué, et fortement contraignant (accessibilité, risques, constructibilité limitée). - Une commune éloignée des principales centralités. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faire valoir les conditions naturelles de la commune et en tirer profit (notamment en développant un type de tourisme particulier orienté vers la randonnée, la découverte des écosystèmes de la commune). - Tirer parti des contraintes liées au territoire en mettant en valeur les zones inconstructibles au regard du PPRN de la commune par des aménagements légers, des sentiers pédestres...
RESSOURCE EN EAU	<ul style="list-style-type: none"> - Un réseau hydrographique relativement dense avec la Grande Rivière qui traverse le centre-bourg, pour se jeter dans la mer. - Une prise d'eau en rivière pour l'alimentation en eau potable de la commune et une usine de potabilisation. - La présence de nombreuses sources dont certaines sont utilisées par la population (malgré la non conformité). - La Grande Rivière identifiée comme réservoir biologique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques de pollutions des cours d'eau liés à l'utilisation de produits chimiques dans l'agriculture. - Une pollution de l'eau liée à des dysfonctionnements ou absence du réseau d'assainissement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre une agriculture respectueuse de l'environnement, sans ou peu d'utilisation des produits chimiques, pesticides, garants d'une bonne qualité des cours d'eau. - Veillez à une urbanisation respectueuse de la ressource en eau en mettant en place des dispositions pour l'assainissement habitation.
BIODIVERSITE	<ul style="list-style-type: none"> - Une commune à la végétation dense et variée. - Une faune particulièrement riche avec des espèces endémiques. - Des secteurs identifiés comme à préserver au titre des sensibilités écologiques et paysagères présentes. - Deux Réserves Biologiques Intégrales sur le territoire. - Des secteurs en partie cultivés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Un axe routier pouvant être perçu comme une coupure pour la circulation de la faune. - Des milieux pouvant 	<ul style="list-style-type: none"> - Adapter l'usage des sols aux secteurs présentant un intérêt écologique fort. - Valoriser les boisements qui constituent des secteurs de biodiversité. - Favoriser les connexions entre les corridors écologiques potentiels laissant préfigurer la trame verte et bleue. - Préserver et reconquérir les espaces agricoles.

		<p>être fragilisés par les flux touristiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des espèces en voie de disparition. - Certaines terres contaminées par la chlordécone. 	
PAYSAGE	<p>Une diversité paysagère préservée de l'urbanisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un paysage cadré au Nord par sa façade maritime donnant sur la Dominique. - Un paysage marqué par les hauts sommets à l'Ouest et au Sud, notamment par celui du Mont Conil, du Pain de Sucre et de la Montagne Pelée. - Des perspectives visuelles intéressantes à mettre en valeur. - Un site classé à cheval sur le Prêcheur à prendre en compte cadré par un plan de gestion. - La présence d'une rivière en plein cœur du bourg - Une entrée de ville particulièrement soignée par le franchissement d'un pont. 	<p>Une trame urbaine homogène, dense et minérale qui contraste avec le front de mer, peu aménagé et disposant de larges emprises.</p>	<p>Développer la commune, tout en préservant ses paysages et son authenticité, qui sont des atouts pour le classement de l'île au patrimoine de l'UNESCO.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver les paysages qui constituent un des points forts de la commune, en contenant l'urbanisation dans l'enveloppe bâtie déjà constituée. - Valoriser les points de vue de la commune et en faire un des attraits forts de la commune. - Travailler le front de mer de manière paysagère pour favoriser la transition façade littorale et urbanisation.
Evolution urbaine	<p>Un territoire rural doté d'une forte identité forestière avec une trame urbaine particulièrement compacte.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un centre bourg ceinturé par la D10 comportant un foisonnement d'équipement. - Une diversité de formes urbaines affichant des densités intéressantes. 	<p>Une urbanisation complexe entre mer et falaises, laissant peu de place à de potentielles extensions urbaines.</p>	<p>Veiller à ne pas dénaturer l'enveloppe urbaine de Grand'Rivière dans les nouvelles opérations d'aménagement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuivre la diversification de forme urbaine au sein du bourg. - Continuer le travail engagé par la municipalité de renouvellement urbain, notamment sur la zone des 50 pas géométriques.
patrimoine	<p>Un patrimoine domestique relativement bien conservé localisé en plein cœur du bourg.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des aménagements urbains et paysagers de qualité valorisant l'espace public notamment aux abords de l'église (matériaux de voirie, mobilier urbain, fresques...). - Une entrée de ville pittoresque avec l'arrivée par l'habitation Beauséjour et sa rue Case Nègres. 	<p>Un patrimoine de type moderniste et post moderniste intéressant, mais pour autant non protégé, et potentiellement destructible.</p>	<p>Valoriser le patrimoine vernaculaire de la commune.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préserver les anciennes cases - Préserver les mosaïques sur les constructions - Conserver les fresques
Risque	<ul style="list-style-type: none"> - Un secteur bâti concerné par des aléas mouvement de terrain faible. 	<p>Un territoire contraint par différents types de</p>	<p>Prendre en compte le Plan de Prévention des Risques, notamment dans les quartiers d'habitat et zone à ouvrir à l'urbanisation.</p>

		<p>risques (notamment éboulement, glissement de terrain et inondation en première ligne).</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un territoire à proximité de la Montagne Pelée, volcan toujours actif. - Un bourg sur des sols liquéfiables, avec un risque lié aux aléas littoraux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Veiller à ne pas accentuer le risque en limitant l'imperméabilisation des terres. - Conserver les espaces boisés permettant de diminuer les impacts des coulées de boues.
Pollution et nuisances	<p>Une commune faiblement concernée par des nuisances sonores.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des cours d'eau de bonne qualité. 		<p>Encourager la récupération des eaux pluviales dans l'habitat.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller au développement d'une agriculture saine. - Étendre le réseau d'assainissement collectif et veiller à la conformité des assainissements individuels
Energies renouvelables	<p>Un projet éolien en cours de développement sur Beauséjour.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des potentiels importants dans le développement de la filière hydroélectrique et géothermique. - Un potentiel solaire plus limité, mais pouvant néanmoins être utilisé pour alimenter les constructions à usage d'habitat et compléter l'alimentation des activités économiques. 		<p>Développer les énergies renouvelables intégrées à l'habitat pour permettre une certaine autonomie en électricité pour les constructions, de manière harmonieuse avec l'environnement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le développement de panneaux solaires sur les toits des bâtiments à vocation agricole et économique.

Synthèse de l'Etat Initial de l'Environnement :



LEGENDE :

- Espaces naturels à préserver pour sa biodiversité remarquable et protégés au titre du SAR/SMVM et de la ZNIEFF
- Autres espaces naturels aux reliefs boisés cadrant le paysage à conserver
- Espaces à vocation agricole à maintenir
- Espaces naturels soumis à des risques naturels forts par le PPRN
- Façade littorale à préserver
- Périmètre du site classé du versant Nord Ouest de la Pelée à prendre en compte
- Périmètre des Réserves Biologiques Intégrales
- Point de vue intéressant sur le grand paysage
- Le bourg de Grand'Rivière à l'enveloppe urbaine particulièrement dense
- Quartier Beauséjour : espace urbain avec habitat plus diffus
- ★ Anciennes Habitations retraçant l'histoire de la commune à mettre en valeur
- ★ Porte d'entrée du territoire marquée par le franchissement d'un double pont métallique
- Unique route d'accès ceinturant l'urbanisation de la commune
- Prise d'eau en rivière pour l'alimentation en eau potable

Chapitre 2 : Diagnostic socio-économique

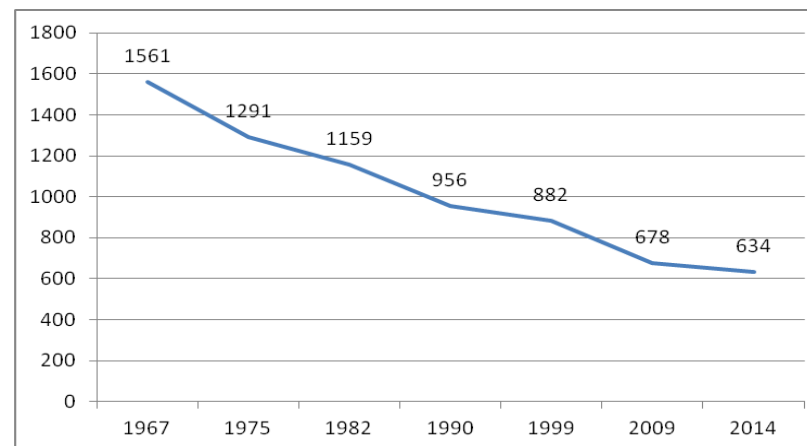
I – ANALYSE DEMOGRAPHIQUE

Depuis janvier 2004, le recensement de la population résidant en France est annuel. Une nouvelle méthode de recensement remplace le comptage traditionnel organisé tous les huit ou neuf ans. Le recensement général de la population de 1999 a été le dernier recensement concernant toute la population en même temps.

L'analyse démographique est essentielle pour bâtir des prévisions fiables. L'évolution démographique de la commune dépend aussi bien des dynamiques internes (solde naturel, emploi, logements, activités économiques ...) que du contexte micro régional ou général. Les données récentes disponibles sont celles du recensement général de la population de 2014.

A- Une croissance démographique en baisse

Evolution de la population communale depuis 1967 (source INSEE)



Evolution de la population communale au regard de la Martinique (source INSEE)

Grand Rivière	1561	1291	1159	956	882	678	634
CAP NORD	100 743	100 439	94 666	102 258	108 470	109 212	103 720
Martinique	320 030	324 832	328 566	359 572	381 427	396 404	383 911

Sur la commune :

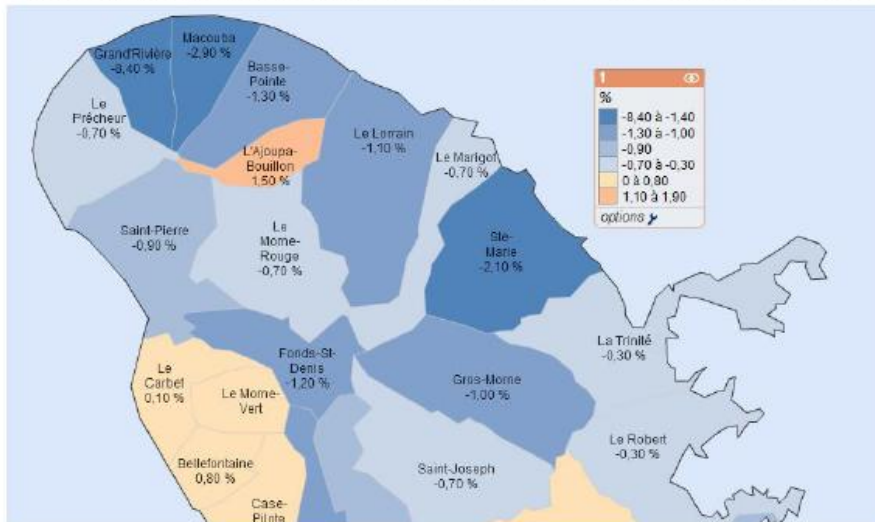
Grand'Rivière compte 634 habitants en 2012. Le rythme de croissance de la population sur la commune a fortement diminué sur les 40 dernières années, avec une diminution de 657 habitants, depuis 1975 ; ce qui représente une diminution de -51%.

Ce phénomène de déprise démographique s'explique en partie par la crise économique agricole qu'a connu le Nord de la Martinique dans les années 70, engendrant des départs significatifs de ses habitants.

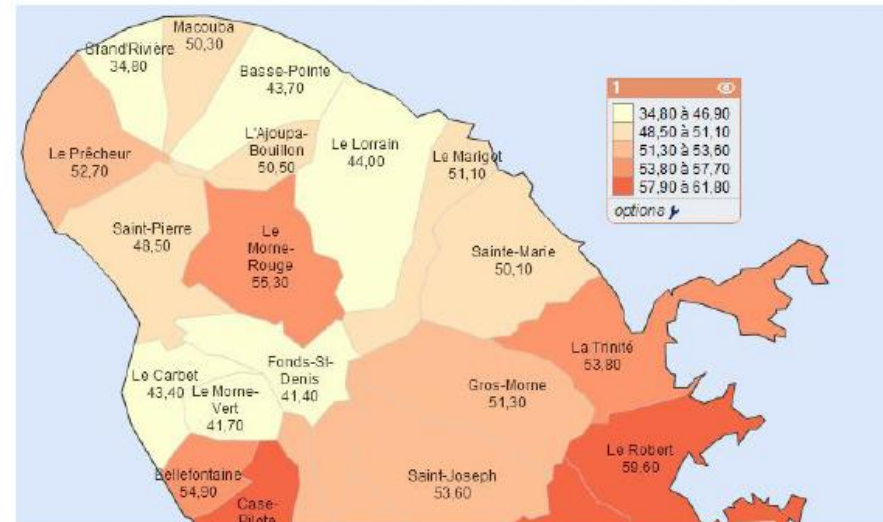
La décroissance démographique sur les 15 dernières années s'explique par une perte importante des emplois localisés sur le territoire, incitant les actifs du territoire à déménager vers les pôles économiques de l'île.

En revanche, une grande partie de ces Riverains ont gardé une résidence sur la commune et y reviennent le week-end et pendant les périodes de vacances. De ce fait, la commune comptabilise plus de 800 habitants durant ces périodes.

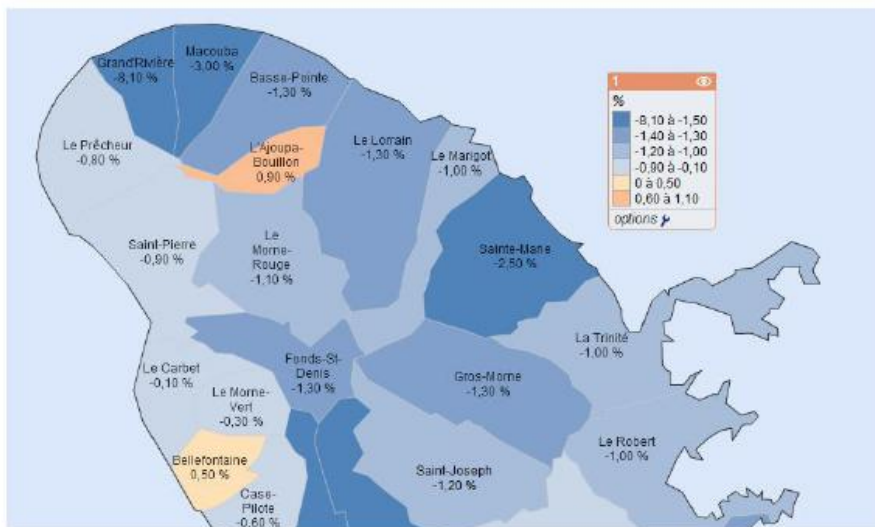
Taux de variation annuel de la population en 2012 - source OTM/ADUAM - INSEE



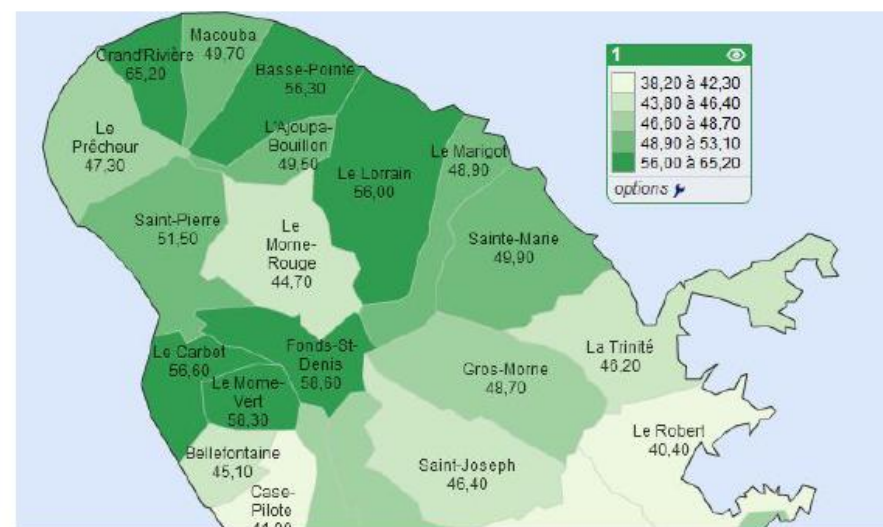
Indice de jeunesse en 2012 - source OTM/ADUAM - INSEE



Taux de variation dû aux entrées et sorties en 2012 - source OTM/ADUAM - INSEE



Indice de vieillissement en 2012 - source OTM/ADUAM - INSEE



Sur CAP Nord et la Martinique :

À l'échelle intercommunale et de l'île, on constate que jusqu'en 2007, la croissance démographique est positive. En revanche depuis 2007, celle-ci s'est inversée induisant une perte de population significative, à la fois sur CAP Nord (-5% entre 2009 et 2014).

Toutefois, ce phénomène est nettement plus visible sur Grand'Rivière avec -6.5% de décroissance démographique observée entre 2009 et 2014. Néanmoins, ces chiffres sont à nuancer. En effet, lors du recensement toute une zone n'a pas été comptabilisée, amplifiant la baisse de la population. Ainsi en 2015, on compte 686 habitants (source mairie).

Evolution de la population communale (source INSEE)

	1967-1974	1974-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009	2009-2014
Commune de Grand'Rivière						
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2,7	-1,4	-2,4	-0,9	-2,6	-1,3
due au solde naturel	1,2	0,8	0,4	0,5	-0,3	-0,4
due au solde apparent des entrées et sorties	-3,9	-2,2	-2,8	-1,4	-2,3	-1
Territoire de CAP NORD						
Variation annuelle moyenne de la population en %	0	-0,8	1	0,7	0,1	-1
due au solde naturel	1,9	1,1	1,1	0,9	0,6	0,3
due au solde apparent des entrées et sorties	-1,9	-1,9	-0,1	-0,3	-0,6	-1,4

Les facteurs d'évolution de la population :

Les deux indicateurs permettant de mesurer l'évolution de la population communale sont :

- Le solde naturel (différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période).
- Le solde apparent des entrées et sorties (différence entre le nombre d'arrivées et le nombre de départs du territoire communal).

Globalement depuis les années 1970, la commune perd des habitants :

Entre 1967 et 1974, la variation annuelle moyenne de la population est négative (-2,70%). Bien que ce soit la période où le solde naturel ait été le plus fort (+1,2%), ce dernier n'a pas permis de compenser le fort départ des actifs du territoire (-3,9%).

Entre 1974 et 1982, la variation annuelle est toujours négative (-1,4%). Cette légère diminution est principalement due à une perte moins élevée de départ des actifs de la commune (-2,2%). Pour autant, le solde naturel ne compense pas ces départs, expliquant la baisse de la population.

Répartition de la population par tranche d'âge en 2014 (source INSEE)

Ensemble de la population	634	100	103 720	100	383 911	100
0-14 ans	84	13,3	18 651	18	69 890	18,2
15-29 ans	92	14,6	16 362	15,8	63 012	16,4
30-44 ans	72	11,4	16 850	16,2	67 271	17,5
45-59 ans	154	24,3	25 349	24,4	91 793	23,9
60-74 ans	111	17,5	16 597	16	59 147	15,4
75 ans ou plus	120	19	9 911	9,6	32 797	8,5

Entre 1982 et 2007, le solde naturel continue à diminuer alors que le solde apparent des entrées et sorties diminue. Ce solde naturel devient négatif sur la période 1999 - 2007, posant question quant au renouvellement de la population.

Entre 2009 et 2014, la variation annuelle moyenne de la population chute fortement avec un taux de -6.5%, principalement due aux départs d'administrés au profit d'autres territoires économiquement plus attractifs.

Le solde naturel reste négatif durant cette période.

B- La structure par âge et par sexe de la population

La population de Grand'Rivière connaît un vieillissement depuis les années 90, puisque la part des 65 ans et plus a augmenté de plus de 7,2 points en 13 ans. En parallèle, la part des jeunes de moins de 14 ans est passée de 20% de la population totale en 1999 à 13,6% en 2012.

La répartition des tranches d'âge sur Grand'Rivière n'est aujourd'hui plus équilibrée. En 2014, on constate que :

- la part des 0-14 ans est de 13,3% contre 13.6% en 2009,
- la part des 15-29 ans est de 14.6% contre 13.4% en 2009,
- la part des 30 à 44 ans est de 11.4 % contre 13.6% en 2009,
- la part des 45-59 ans est de 24.3% contre 23.3% en 2009,
- la part des 60-74 ans est de 17.5% contre 16.9% en 2009,
- la part des 75 ans et plus est de 19% contre 19.3% en 2009.

A Grand'Rivière, la part des moins de 44 ans représente aujourd'hui 39.3% de la population. Cette proportion est nettement inférieure à celle de la moyenne communautaire (50%) ou de la Martinique (52,1%), attestant du vieillissement de la population communale.

À noter que Grand' Rivière est la commune qui dispose de l'indice de jeunesse le plus faible de la Martinique et de l'indice de vieillissement le plus fort de l'île.

Pour les 15 prochaines années, il convient de tenir compte de ce phénomène et de sa confirmation ou non, pouvant impacter de manière significative la croissance démographique de la commune.

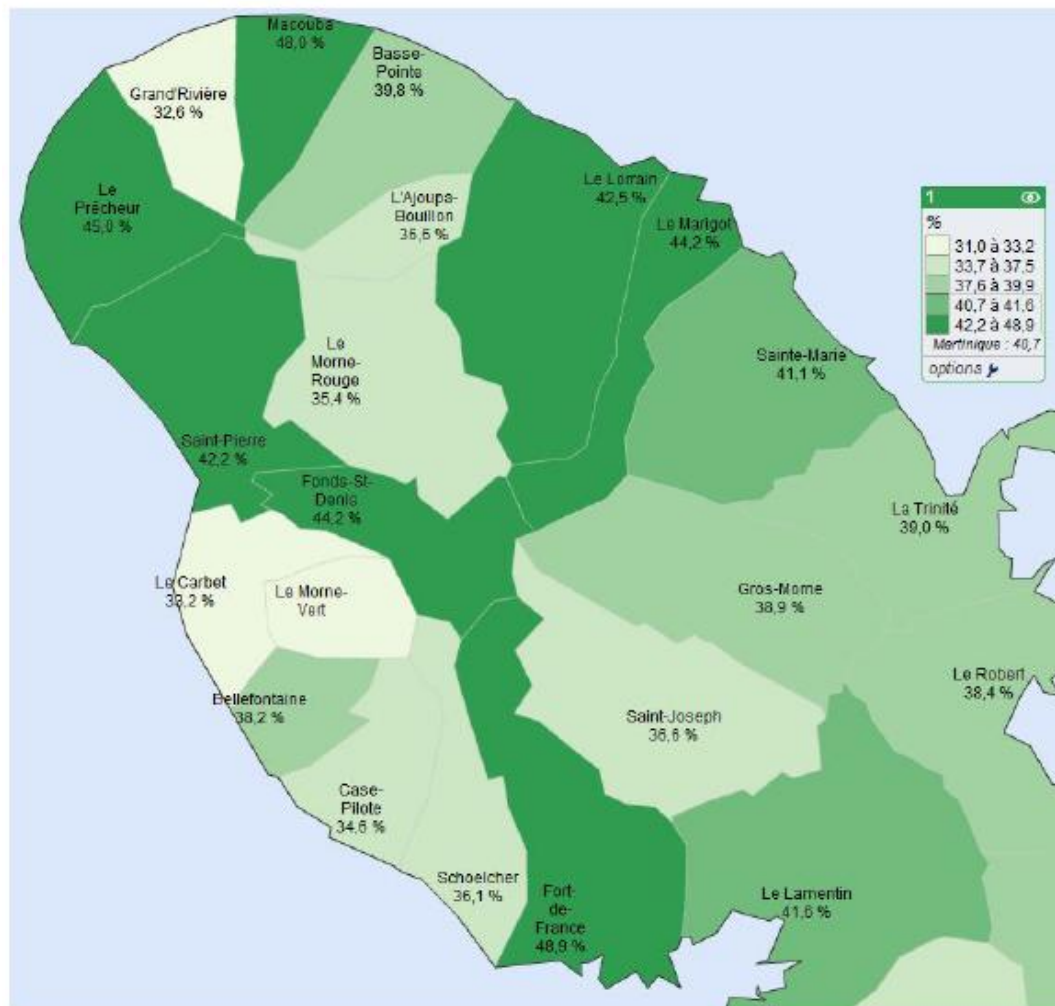
C- La taille et la composition des ménages

L'évolution des ménages entre 1974 et 2014 montre une diminution du nombre moyen de personnes par famille.

Cela correspond au phénomène de décohabitation et à l'augmentation du nombre des personnes âgées qui se confirme sur l'ensemble du territoire martiniquais.

Le nombre moyen de personnes par ménage était de 5,3 en 1967. Aujourd'hui, il se situe autour de 2,2.

Part des familles mono-parentales en 2012 - source OTM/ADUAM INSEE



II - CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

A- Evolution du nombre de logements

En 2014, la commune de Grand'Rivière compte 390 logements, dont 288 résidences principales, 14 résidences secondaires et 88 logements vacants. Les résidences principales représentent 73.8% du parc de logements sur le territoire communal.

Le tableau ci-contre montre entre 1999 et 2014 :

- Une diminution de plus de 14 résidences principales dans la commune,
- Une diminution de 29 résidences secondaires ou logements occasionnels,
- Une augmentation de la vacance de 35 logements.

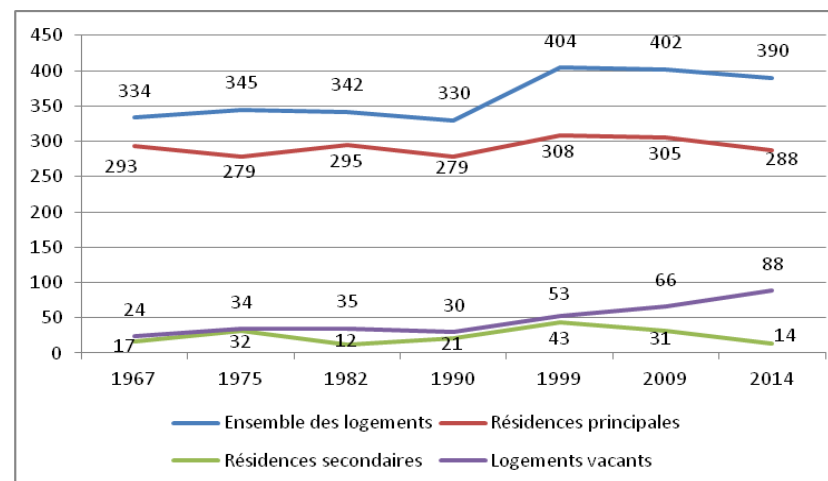
B- Résidences principales selon le statut d'occupation

En 2014, les propriétaires de logements (58%) sont largement majoritaires ; 30% représentent les locataires et 11% les personnes logées gratuitement. La part des locataires a fortement augmenté depuis la réalisation d'une opération d'aménagement au quartier Perriolat qui accueille des logements locatifs collectifs.

La part des propriétaires sur Grand'Rivière est supérieure à la moyenne martiniquaise, elle s'élève à 58% pour Grand'Rivière contre 54,4%.

La majorité de ces propriétaires occupent une maison. En effet 91,2% des logements de la commune sont de type maison et 8,8% sont de type appartement.

Evolution des logements sur la commune depuis 1967 (source INSEE)



Nature des logements (source INSEE)

	2014	%	2009	%	1999	%
Ensemble des logements	390	100	402	100	404	100
Résidences principales	288	73.84	305	75.87	308	76.23
Résidences secondaires	14	3.58	31	7.71	43	10.64
Logements vacants	88	22.56	66	16.41	53	13.11
Maisons	356	91.2	364	90.5	266	66
Appartements	34	8.8	36	9	113	28.04

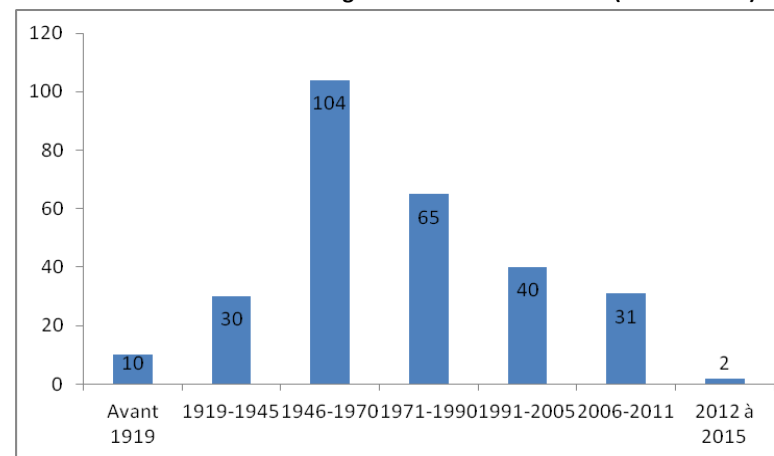
C- Evolution des résidences principales selon le nombre de pièces

Le parc de logements est dominé par les 3 pièces qui représentent 33% de l'offre totale, viennent ensuite les 4 pièces (32%) et les 5 pièces (26%). Les petits logements de 1 et 2 pièces représentent moins de 10% du nombre total de logements en 2015. À noter qu'il existe seulement un studio sur la commune.

Cette offre est à rapprocher d'une part de la taille des ménages, et d'autre part du contexte du marché immobilier. Ainsi, le nombre moyen de personnes par ménage est de 2,2, alors que 58% des résidences principales disposent d'au moins 4 pièces.

On constate donc une tendance à la sous-occupation des grands logements. Des actions mériteraient d'être portées vers la création de petits logements (1 à 3 pièces), plus en mesure de répondre aux besoins de la population.

Date de construction des logements sur Grand'Rivière (source INSEE)



D- Evolution du nombre de logements sociaux

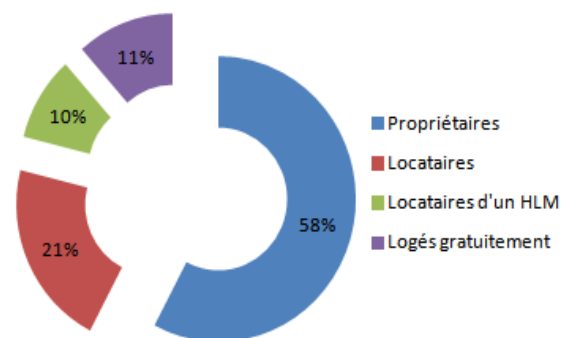
La commune dispose d'un parc de logements sociaux de 34 unités au 1er janvier 2015 (10,53%), répartis sur trois opérations parmi lesquelles ont trouvé du LLS et du LLTS. Une nouvelle opération de logements sociaux est programmée à l'entrée du bourg, à proximité de l'école et devrait comporter 18 logements.

L'offre locative est conséquente sur la commune avec plus de 30% de locataires. Elle contribue en partie au renouvellement des habitants, et permet d'assurer un niveau de «rotation» important afin de maintenir une population structurellement équilibrée, nécessaire au bon fonctionnement des équipements et des services.

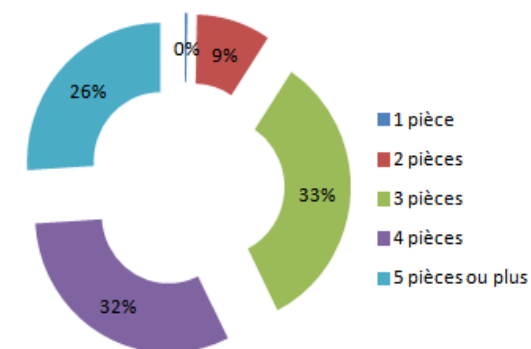
Cette offre permet notamment d'offrir aux jeunes de la commune la possibilité d'un premier logement sur place, limitant ainsi dans le même temps la tendance au vieillissement de la population.

À ce titre, plus de 64% des ménages de Grand'Rivière résident sur la commune depuis plus de 10 ans et 8,7% depuis moins de 2 ans.

Part des propriétaires et locataires en 2014 (source INSEE)



Taille des logements en 2014 (source INSEE)



E- Confort du parc de logements

Le parc de logement est relativement ancien puisque 51% des habitations ont été réalisées avant 1970.

25.8 % des logements ont été réalisés depuis 1990, montrant un dynamisme moyen de la construction sur les 20 dernières années.

Sur ces constructions, 100% sont de type maison ou immeuble en dur, aucune n'est de type maison ou immeuble en bois, aucune n'est de type habitation de fortune, et aucune n'est de type cases traditionnelles.

Le niveau de confort est satisfaisant puisque 98,2% des constructions comptent une salle de bain et WC à l'intérieur, et que 100% ont un logement alimenté en électricité. Toutefois, 21,2% des logements ne sont pas alimentés en eau chaude.

Il convient de s'interroger sur la consommation énergétique des logements au regard des objectifs du développement durable, puisque seulement 16.3% des logements disposent d'un chauffe-eau solaire, que 4% ont une pièce climatisée.

III - ACTIVITES ET EMPLOIS

A- Evolution du nombre d'actifs

La population active par sexe s'équilibre sur le territoire communal (131 Hommes / 128 Femmes).

La population active en 2014 est de 72,2% (dont les 1/2 des actifs ont un emploi). Le taux d'activité est légèrement supérieur chez les hommes par rapport aux femmes. Il est de 53.8% chez les hommes et de 50,5% chez les femmes

En 2014, le taux d'activité est de 72.2%.

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le taux d'inactifs a baissé entre 2009 et 2014 de 1 point (12% en 2014 contre 13% en 2009).

Par contre, on observe une stabilisation du taux de retraités.

À titre de comparaison, le taux d'activité dans le Nord de la Martinique s'équilibre, il varie entre 68,60 % et 69,10 %, par contre il est plus élevé sur l'ensemble du territoire martiniquais avec 71,10 %.

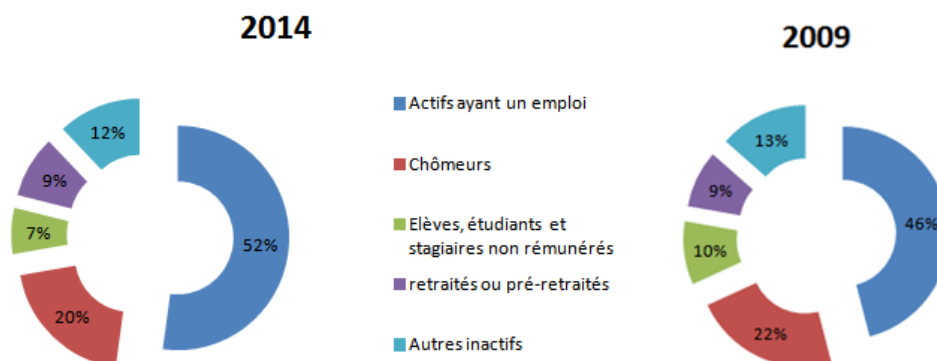
B- Une perte d'emploi confirmée dans la commune

Le tableau ci-contre montre qu'en 2014 on dénombre 130 emplois dans la commune. Entre 1999 et 2014, la diminution du nombre d'emploi a été forte (-89 emplois). On observe également une forte perte d'emploi concernant les actifs ayant un emploi résidant dans la commune. Ils étaient 247 en 1999 et sont aujourd'hui 193, attestant d'une fragilité du tissu économique du secteur, au profit des autres pôles économiques de l'île.

Caractéristiques de la population active en 2014 (source INSEE)

	Population	Actifs	Taux d'activités en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	360	260	72.2	188	52.2
Homme	184	131	71.4	99	53.8
Femme	176	128	73.2	89	50.5

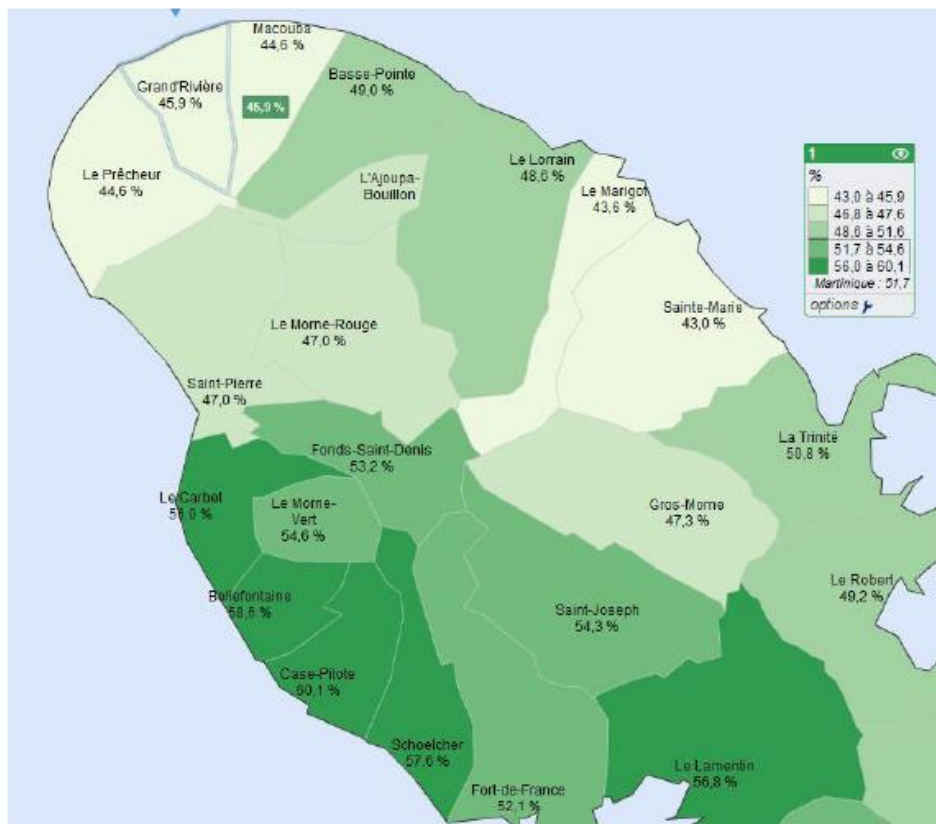
Répartition de la population active entre 2009 et 2014 (source INSEE)



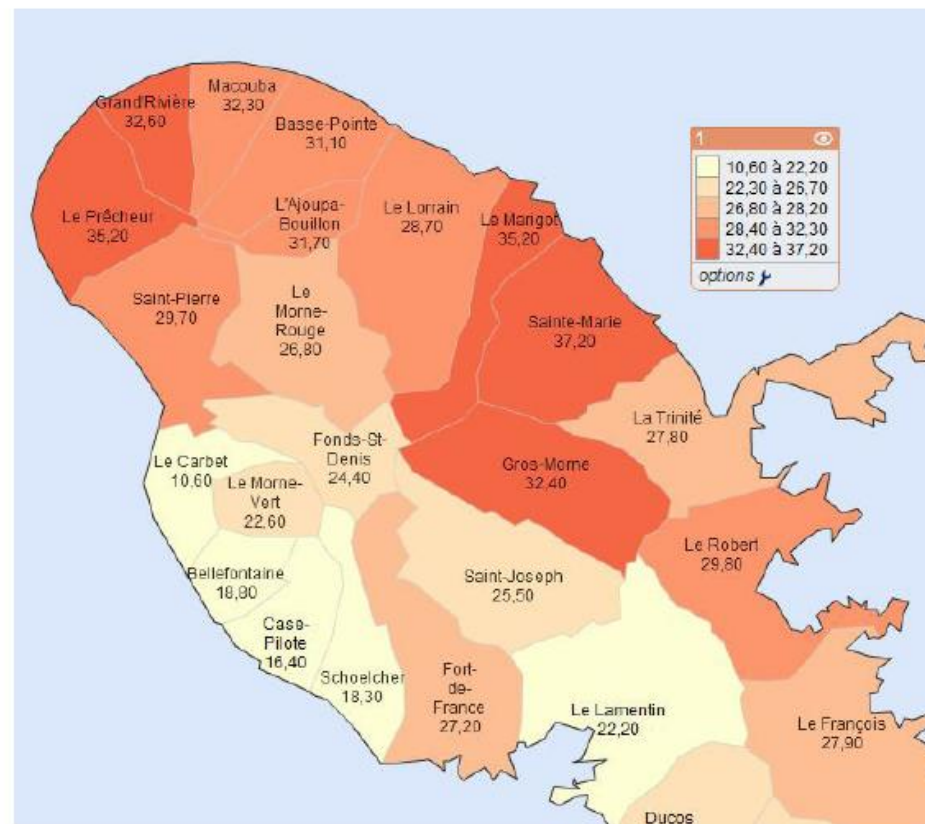
Caractéristiques de l'emploi sur la commune en 2014 (source INSEE)

	1999	2009	2014
Nombre d'emplois dans la zone	219	146	130
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	247	176	193
Indicateurs de concentration d'emplois	88.7	82.8	67.3
Taux d'activités parmi les 15 ans ou plus en %	50.8	44.2	48.1

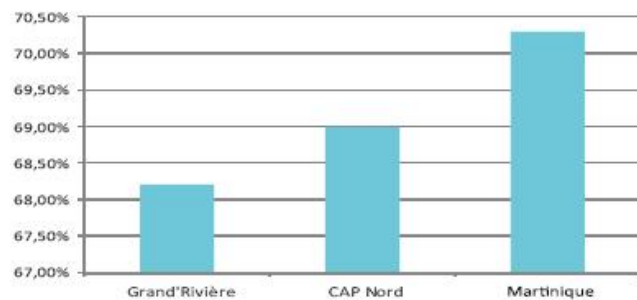
Taux d'emploi des 15-64 ans en 2012 - source OTM /ADUAM



Taux de chômage en 2011 - source OTM/ADUAM

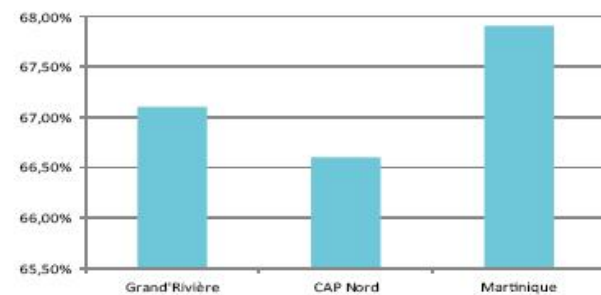


Comparaison du taux d'activité en 2012 en %



Source : INSEE

Comparaison du taux d'activité en 2007 en %



Source : INSEE

A noter qu'une partie de la perte d'emplois est due à l'arrêt de la culture de la banane sur la commune au profit de la canne (50 emplois supprimés d'après la mairie).

L'indicateur de concentration d'emploi a diminué de -12.1 points, passant de 88,7% à 76,6% entre 1999 et 2007, ce qui précise une perte d'emplois dans la commune et que la moitié des actifs résidents travaillent dans d'autres communes. Cette tendance se confirme entre 2007 et 2012. Les emplois salariés représentent 79.9% en 2012, soit 3,2 points de plus par rapport à 1999.

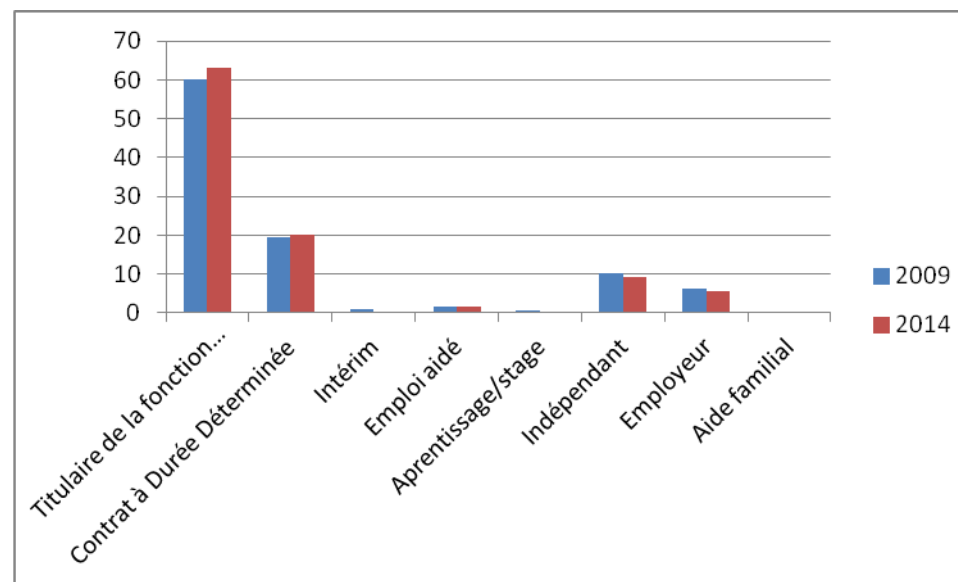
C- Une tertiairisation de la population active

Près de deux tiers de la population active exercent une activité tertiaire, ce qui paraît surprenant dans une commune marquée par un caractère rural. On dénombre néanmoins 20 pêcheurs et 12 salariés dans le milieu agricole.

Aussi, 22 entreprises sur les 30 présentes à Grand'Rivière sont dédiées aux commerces, transports ou services divers. Seules 6 entreprises sont rattachées au domaine de la construction et une entreprise relève du secteur industriel (lié à la canne à sucre). En 2014, seulement une entreprise de type commerce a été créée sur la commune.

60% des actifs sont titulaires de la fonction publique, en augmentation entre 2009 et 2014, 20% sont en contrat à durée déterminée, 10% sont des indépendants et 6,5% sont des employeurs. Les emplois aidés, les stagiaires et apprentis représentent moins de 5%.

Répartition des types de contrats entre 2009 et 2014 des actifs riverains (source INSEE)



D- Un taux de chômage qui augmente

Entre 1999 et 2014, la commune a connu une baisse du taux de chômage, passant de 31.5% en 1999 à 27.8% en 2014, et ce malgré une hausse sur la période 1999-2009.

Evolution du taux de chômage par sexe sur la commune en 2014 (source INSEE)

	1999	2009	2014
Nombre de chômeurs	111	83	72
Taux de chômage en %	31.5	32.6	27.8
Taux de chômage des hommes en %	26.8	29.5	24.6
Taux de chômage des femmes en %	37.3	36.2	30.9
Part des femmes parmi les chômeurs en %	53.2	51.4	55.1

Il faut noter que le taux de chômage est plus élevé chez les femmes (36,2%) que chez les hommes (29,5%).

E- Formation et diplôme

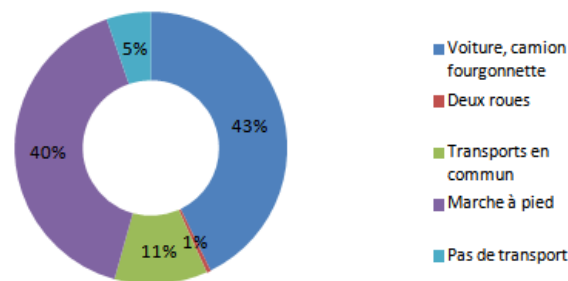
Le niveau de qualification des personnes scolarisées de 15 ans et plus est faible. Près de 60% de la population ne dispose d'aucun diplôme.

F- Mode de déplacement

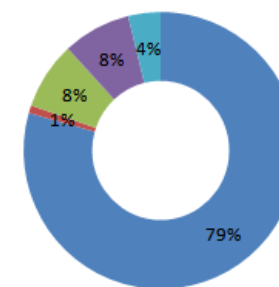
Parmi les 193 actifs ayant un emploi que compte la commune, 51% habitent et travaillent sur Grand'Rivière et près de 49% travaillent sur une autre commune de Martinique.

Pour se rendre sur leurs lieux de travail, les actifs de Grand'Rivière font figure d'exception sur le territoire de CAP Nord. En effet, ils utilisent principalement la marche à pied (40.4%), la voiture (42.8%) et dans une moindre mesure les transports en commun (11.1%).

Part des moyens de transports utilisés par les Riverains pour se rendre au travail



Part des moyens de transports utilisés sur Cap Nord pour se rendre au travail



G- Diagnostic agricole

Le Nord de la Martinique s'impose naturellement comme un territoire agricole. Toutefois, cette activité a connu de profonds changements au cours des dernières décennies, comme en témoigne la diminution de la surface agricole utilisée (SAU).

Sur la commune de Grand'Rivière, la SAU déclarée était de 167 ha en 1988, 189 ha en 2000 et 95 ha en 2010. Ces zones se localisent principalement au Nord-est du territoire, au niveau de l'habitation de Beauséjour, qui cultive principalement la canne à sucre.

Selon le recensement agricole de 2010, le territoire comprend 5 exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune en 2010. En 1988, 41 exploitations agricoles étaient recensées, soit huit fois plus.

Cette baisse du nombre d'exploitations agricoles est engagée depuis de nombreuses années dans tout le département. Simultanément à cette baisse on assiste à un mouvement de regroupement des exploitations ou d'abandon des petites exploitations. La commune fait face à une mutation de son activité agricole.

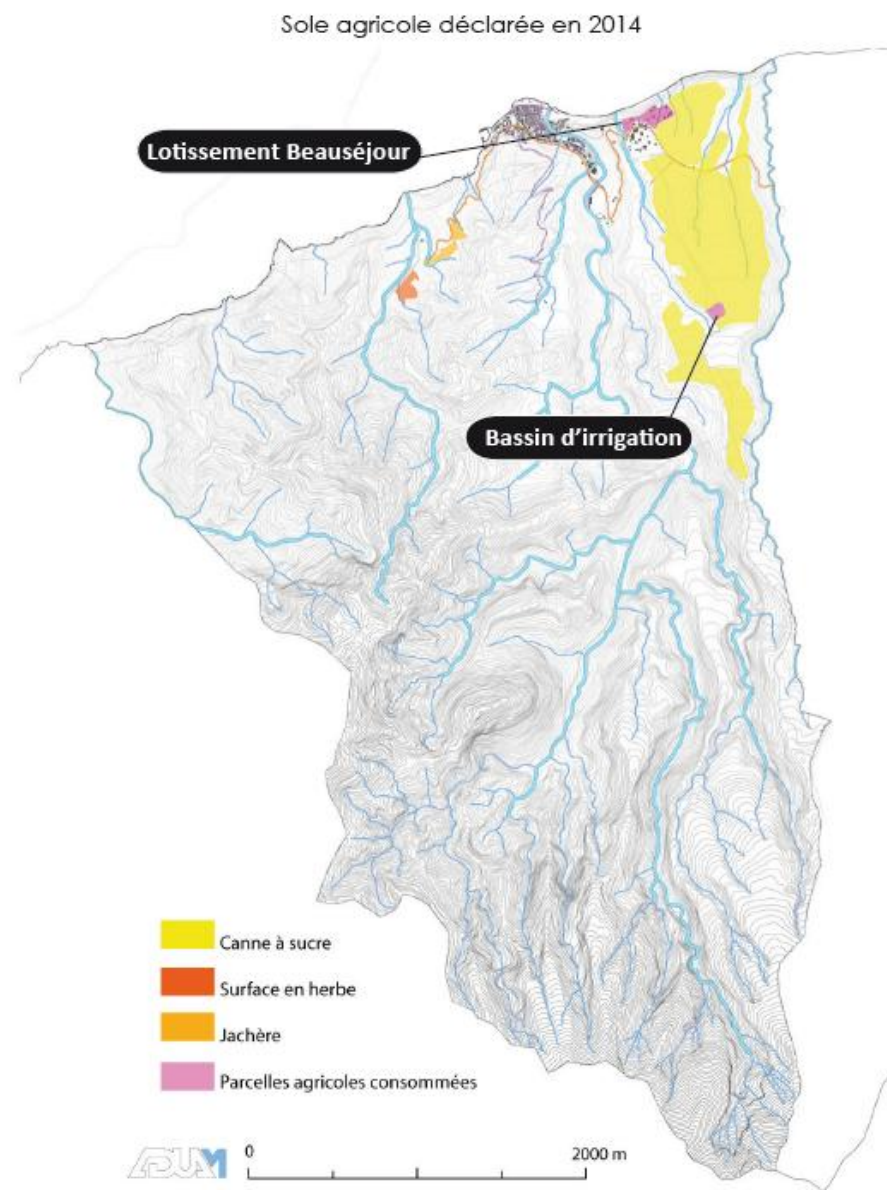
La modernisation a entraîné une baisse de l'emploi liée à l'agriculture sur l'ensemble du territoire, les exploitations ont perdu leur caractère familial entraînant un recours important au salariat.

Sur Grand'Rivière on dénombre 12 personnes travaillant pour les exploitations agricoles en 2010. Ce chiffre a fortement diminué, ils étaient 76 en 2000 et 75 en 1988.

Cette diminution peut s'expliquer d'une part, par le départ à la retraite de certains exploitants agricoles, et d'autre part, par le regroupement ou le rachat de petites exploitations au profit d'exploitations plus importantes.

Auparavant, l'agriculture reposait sur la culture de la banane à l'habitation Beauséjour. Aujourd'hui ces mêmes terres sont utilisées pour la culture de la canne. Ce changement de culture a entraîné une suppression de nombreux emplois.

Par ailleurs, il existe de nombreux exploitants agricoles en autorisation d'occupation temporaire (AOT) sur la commune. Un travail de repérage des terres de culture, qui pourraient être utilisées par les petits agriculteurs, est à envisager, d'autant plus qu'une



partie de la commune n'a jamais été touchée par la chlordécone. Du maraîchage pourrait ainsi être pratiqué.

L'orientation technico-économique dominante de la commune est la grande culture. Une grande partie des cultures est tournée vers la canne à sucre, les légumes et les fruits.

La commune compte quelques clairières situées entre la D10 et la route de Malakoff, localisées dans la forêt, où certains agriculteurs pratiquent le pâturage avec des bœufs au piqué ou des cabris. En 2010, le cheptel représente 10 bêtes, elles étaient de 77 en 2000.

À noter que l'accessibilité à ces pâtures n'est pas évidente, elle se fait via un chemin de terre qui ne peut être empreinté par un véhicule automobile.

Il convient de réfléchir aux conditions de fonctionnement de l'activité agricole sur la commune, au regard des perspectives de développement envisagées par chaque exploitant.

Consommation des terres de cultures sur les 10 dernières années :

Sur les 10 dernières années, la réduction des espaces agricoles est modérée compte tenu de la superficie initiale des terres de culture. En effet, **2,9 ha sur l'ensemble des parcelles agricoles ont été consommés** : 2,1 ha pour la réalisation du lotissement et 0,8 ha pour l'aménagement d'un bassin d'irrigation. En revanche certaines parcelles agricoles ne sont aujourd'hui plus cultivées. La végétation a ainsi recouvert ces terres de culture.

H- Activités touristiques

Les activités touristiques de Grand'Rivière ne sont pas comparables avec celles de la Pointe du Bout ou de Saint-Pierre. S'il n'existe pas de musées ou de plages à visiter, il reste la beauté naturelle du site. À noter néanmoins l'ouverture de l'Habitation Beauséjour lors des journées du patrimoine.

Le sentier pédestre de 12 km reliant Le Prêcheur à Grand'Rivière attire de nombreux randonneurs qui font halte dans la commune. De nombreuses excursions nautiques sont organisées afin de découvrir les anses et l'îlet de la Perle. Il existe par ailleurs de multiples restaurants où l'on peut déguster des écrevisses et du poisson frais.

Grand'Rivière affiche une capacité d'hébergement correct, mais qui pourrait être davantage affichée. Il existe sur la commune :

-L'Hôtel « Chez Tante Arlette » de 10 chambres doubles = 20 lits

- Duplex Vanille/Chocolat = 6 lits

- Des meublées pour un total de 27 lits

Pour autant, la commune a été visitée par plus de 167 000 touristes en 2005.

Le parc naturel régional et l'ONF contribuent également à l'aménagement d'aires de pique-nique et de promenade.

Un développement de la capacité d'accueil touristique participerait à la valorisation du territoire et de son attrait touristique, d'autant plus que le SCOT de CAP Nord porte le projet de développer le tourisme maritime vers La Dominique avec l'aménagement du port de Grand'Rivière.

À noter toutefois, la fermeture de l'office du tourisme, identifié comme frein au développement du tourisme.



Activités touristiques autour de la découverte des anses.



Aire de pique-nique aménagée en entrée du bourg.



Départ de randonnée aménagée avec stationnement entre Beauséjour et le Bourg.



Attractivité touristique pour les randonneurs : le sentier Grand'Rivière - Précheur



Restaurants et chambres d'hôtes proposés au bourg.

IV - ORGANISATION, COMMERCES ET EQUIPEMENTS

A- Organisation et potentiel urbain

Le fonctionnement urbain repose sur une logique radioconcentrique, de part et d'autre la rue Lucie de Fossarieu.

Les équipements publics administratifs et culturels sont principalement concentrés sur la partie à l'Ouest de la route alors que les commerces sont davantage tournés vers la partie à l'Est de la route.

La partie de Vieux Bourg est essentiellement dédiée à une fonction résidentielle alors que le quartier de Beauséjour mêle fonction résidentielle et production agricole.

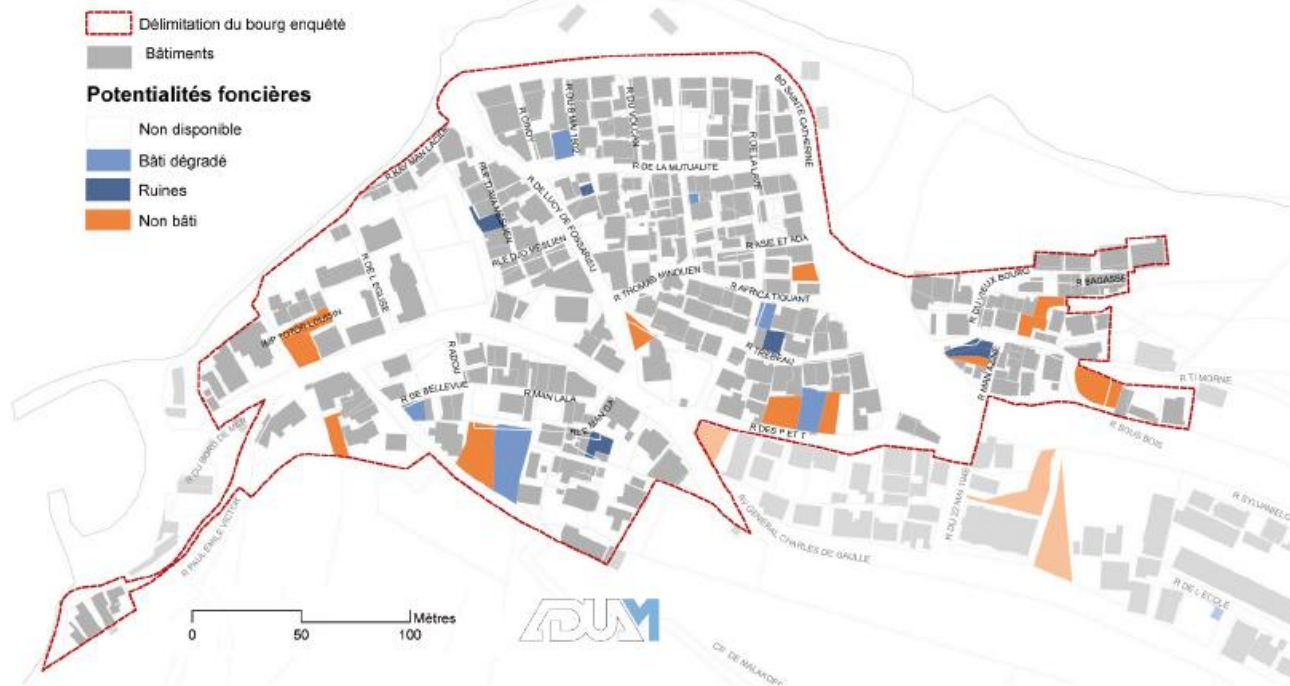
La connexion à ces entités est notamment permise par des chemins ruraux et une passerelle piétonne.

Selon la réglementation d'urbanisme en vigueur (le POS) et de la configuration de la trame urbaine, on peut estimer aujourd'hui qu'il reste 13 dents creuses (parcelles non construites) au sein de l'enveloppe urbaine, auxquelles s'ajoutent 7 ruines, ainsi que le potentiel de récupération de logements vacants.

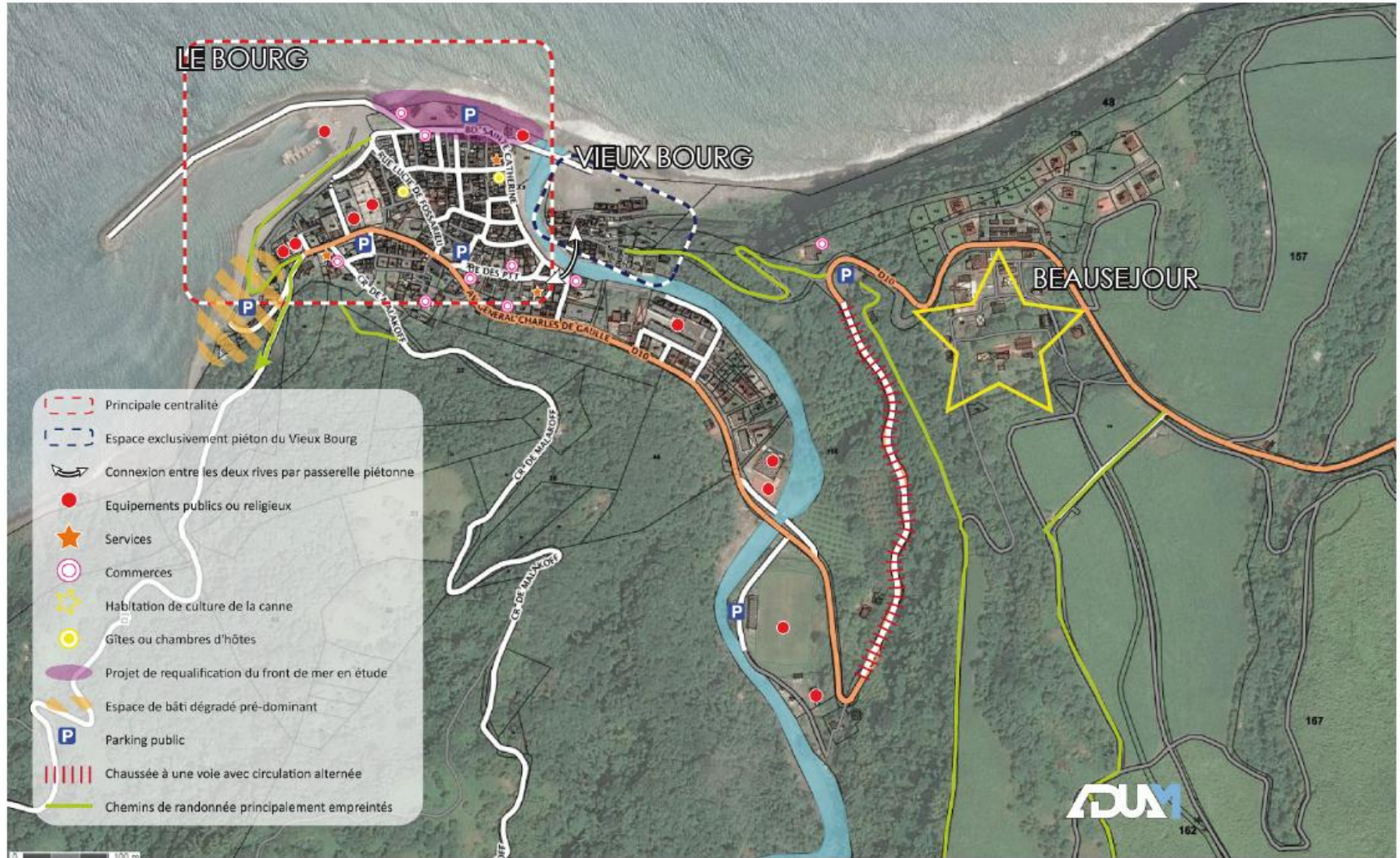
Légende illustrations :

- 1 : Aménagement de carbet comme espace de rencontre public
- 2 : Aménagement d'un parvis connectant église et monuments aux morts
- 3 : Place publique face à l'église

Disponibilités foncières repérées en centre-bourg



Organisation territoriale sur le secteur urbanisé :



B- Diagnostic commercial

Grand'Rivière dispose de quelques commerces de proximité, implantés en centre-bourg de la commune.

Ainsi on trouve :

- 1 libre-service (Chez ROSETTE)
- 1 boutique/bar (le Bar des passants)
- 3 restaurants (chez Tante Arlette – l'Ecrevisse Riveraine - chez Vava)
- 4 snacks (Chez Tante Popole, le Fruit à Pain, Floup Floup, le Grill Riverain)
- 1 glacier (le glacier du Boulevard)

Les administrés doivent se rendre sur les bourgs de Basse-Pointe, du Lorrain ou du Morne-Rouge, dotés d'une structure commerciale plus importante (commerces de bouche et supermarché).

Grand'Rivière est donc dépendante des communes qui l'entourent en ce qui concerne l'offre commerciale.

C- Une gamme d'équipements conséquente

Equipements administratifs :

- Mairie située en centre bourg,
- Marché,
- Port
- Bureau de poste,
- Places publiques,
- Cimetière à côté de l'église.

Equipements scolaires :

- 1 école maternelle et primaire au bourg, à proximité des équipements sportifs, qui comporte 3 classes de 3 cycles chacune et 43 élèves au total.

Les écoliers vont au collège à Basse Pointe et au Lycée au Lorrain ou à Trinité.



Restaurant situé av du G. de Gaulles



Ancienne boulangerie aujourd'hui fermée.



Snack situé face à l'hôtel de ville.

Equipements de loisirs :

- Salle des fêtes,
- Office de tourisme (aujourd'hui fermée)
- Bibliothèque / Cyberbase

Équipements de santé :

- Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.).

Equipements sportifs :

- Stade municipal avec tribune
- Plateau sportif
- Aire de jeux
- Deux sentiers de randonnée

Equipements culturels :

- Eglise classée, cimetière
- Presbytère, Temple Adventiste.

La grande partie des équipements se connectent facilement les uns aux autres, et ont été conçus avec une grande qualité architecturale et paysagère.

La municipalité envisage de déplacer l'actuel marché, situé à côté de la mairie, sur le front de mer afin de créer une dynamique supplémentaire sur le front de mer en lien avec le projet porté par la Collectivité Territoriale de Martinique.

À noter qu'aucun équipement à destination des personnes âgées ne se trouve sur la commune.



1



2



3



4



5



6



7



8

- 1: Hôtel de ville
- 2: Stade de football
- 3: Salle des fêtes et terrain de sports
- 4: Aire de loisirs
- 5: Marché
- 6: Bureau de poste
- 7: Temple adventiste
- 8: Port de Grand'Rivière

D- Les projets communaux déjà engagés ou récemment réalisés

Réfection des réseaux d'assainissement et de voirie de la rue de Lucy de Fossarieu :

- La rue Lucy de Fossarieu, située dans un périmètre en cours d'urbanisation est une voie en enrobé avec un caniveau recouvert d'une dalle d'un côté et un petit caniveau à ciel ouvert de l'autre.
- En raison des agressions climatiques particulières sur cette zone, on constate d'importantes dégradations de ses équipements.
- La municipalité projette la remise en état de l'assainissement et de la voirie. Ce sera aussi l'occasion de mise aux normes des réseaux EDF et téléphone. Cette démarche conduira à l'amélioration de l'évacuation des eaux et également du cadre de vie des Riverains habitants de la zone.
- Les travaux ont démarré en avril 2016 et devraient se terminer pour la fin de l'année 2016.
- Ces travaux permettront de sécuriser la circulation et participeront à la valorisation du bourg par l'embellissement de la rue et de ses espaces publics.



Aménagement prévu sur l'espace Bagasse.

Réhabilitation des kiosques du front de mer et aménagement du podium des activités en plein air :

- Le tourisme est l'activité économique principale développée sur Grand'Rivière qu'il convient de renforcer pour notamment diminuer le taux de chômage sur la commune.
- Le projet de réhabilitation des kiosques existants sur le front de mer, ainsi que l'aménagement du podium des activités en plein air a pour but de valoriser la commune, en créant un espace d'animation pour le tourisme et les activités en plein air. Ces équipements financés par l'Etat la CTM et la commune permettront également d'améliorer les conditions d'accueil et de sécurité des visiteurs.



Réhabilitation prévue des kiosques du front de mer.

Aménagement de l'espace Bagasse - Complexe sportif :

L'équipe municipale prévoit la création d'un nouveau complexe sportif et l'aménagement de ses abords en parcours de santé, afin de permettre l'amélioration du cadre de vie des Riverains, notamment des plus jeunes. Cet aménagement sportif sera constitué d'un terrain de sport d'une dimension de 40m x 20m. Le lieu envisagé pour la réalisation de ce projet est situé au quartier Bagasse, sur le front de mer au bourg de Grand'Rivière, à proximité de l'embouchure de la Grande Rivière.

Aménagement de l'espace Bagasse - Complexe sportif :

Grand'Rivière, située entre mer, rivière et montagne, est souvent confronté aux risques naturels. L'hôtel de ville bien qu'étant édifié depuis 1930 subit outre son vieillissement les effets des intempéries. Actuellement, l'édifice présente un état de dégradation assez important. Les dégâts relevés sont suffisamment conséquents pour solliciter des travaux urgents, dont la reconstruction intégrale de la partie centrale et la réhabilitation de la partie annexée, pour laquelle un projet de réhabilitation avait fait l'objet d'une première demande de subvention. Les travaux devraient commencer en septembre 2017.



Travaux de réfection des réseaux d'assainissement.



V – INFRASTRUCTURES ET RESEAUX

A- Le réseau routier

La commune de Grand'Rivière est desservie par un axe secondaire unique : la route départementale 10. En 2012, moins de 10 000 véhicules par jour ont été recensés sur cet axe. Cette voie finit en impasse au niveau du port. La liaison avec la commune voisine du Prêcheur est assurée par un sentier de randonnée pédestre (considérée comme étant la RD10).

La RD10 se connecte à Basse-Pointe à la RN1 en direction du Robert, et à la RN3 en direction de Saint-Pierre. Ces dernières relient Grand'Rivière à Fort-de-France en 1h30.

Grand'Rivière n'est pas concerné par des nuisances sonores liées au trafic routier. En effet, la D10 n'est pas classée comme route à grande circulation par décret n° 2010-578.

Grand'Rivière fait partie de la catégorie des communes organisées de manière concentrique. La structure viaire de la commune repose sur cette organisation, elle est composée :

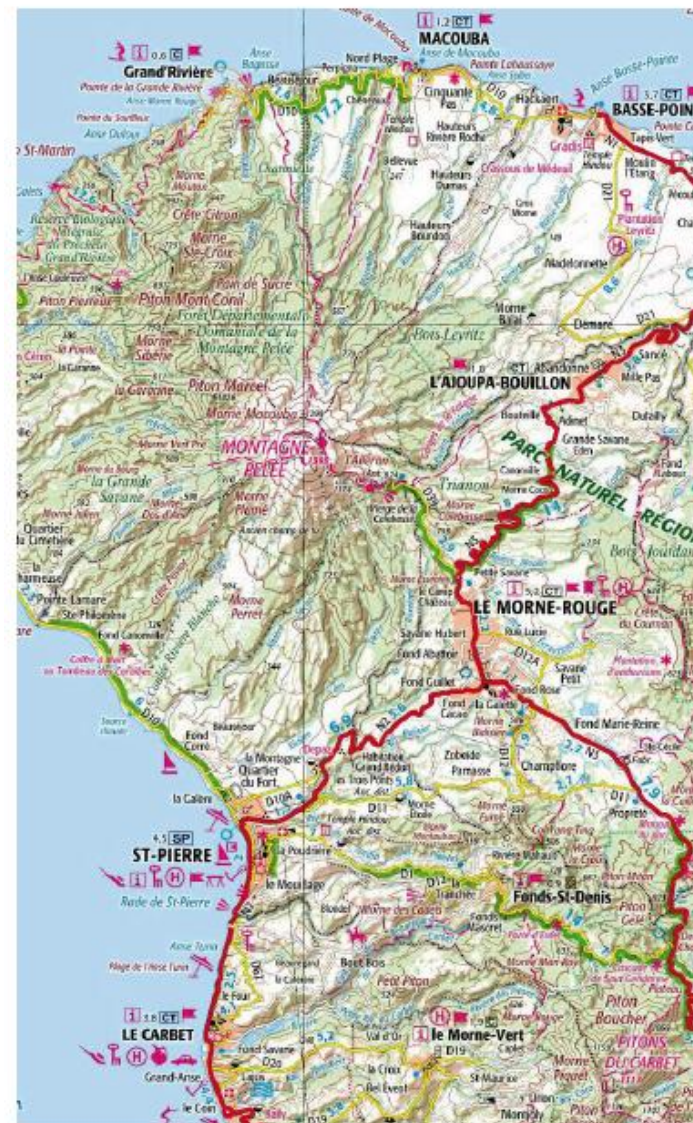
- Des voies communales, desservant les différents quartiers de la commune sous forme de ramification aux profils de voies parfois étroites,
- Des voies rurales, peu nombreuses et se terminant souvent en impasse, desservant des habitations excentrées,
- Des chemins d'exploitation, permettant la desserte des exploitations agricoles.

L'état général des rues et routes est variable, notamment à cause des intempéries et du climat, qui les dégradent rapidement.

A noter l'accès au bourg avec une circulation en sens unique pour emprunter le bd Sainte Catherine.

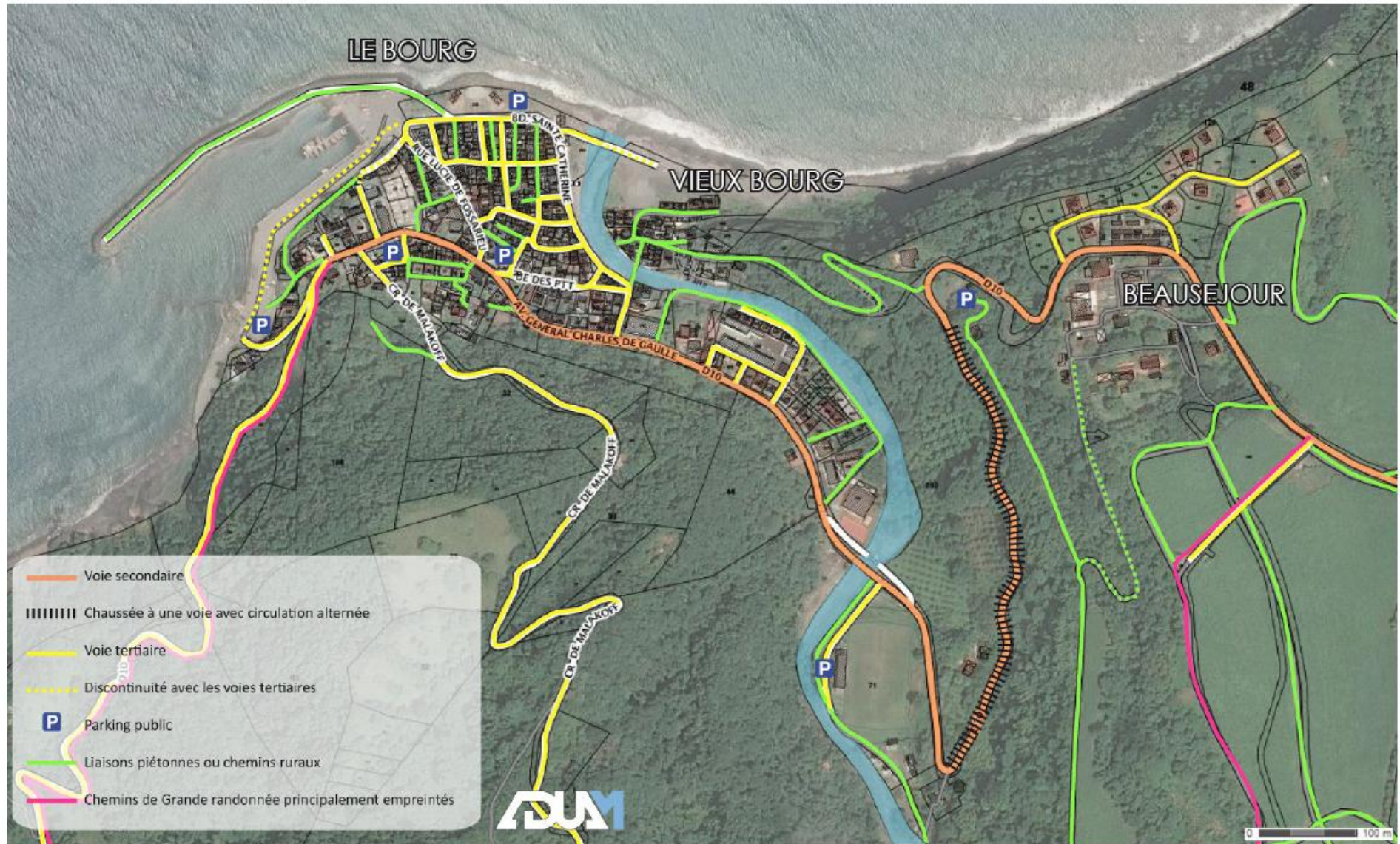
Il n'y a pas de véritables problèmes de circulation sur le territoire où le secteur reste peu accidentogène, compte tenu du faible trafic. Toutefois, la R10 est fortement soumise aux aléas naturels. Les phénomènes de mouvements de terrain et d'éboulement peuvent avoir pour conséquence d'isoler les habitants et visiteurs du reste de l'île. Des renforcements et reconstructions de la route ont déjà été effectués suite à des effondrements de celle-ci.

Réseau viaire sur le territoire de CAP Nord :



source : Géoportail

Réseau viaire sur le territoire communal :



B- Le stationnement

Le stationnement sur Grand'Rivière se fait essentiellement le long des voies, faute d'espace pour les garages individuels dans le bourg. De nombreuses places de stationnement ont été réalisées, sous forme de parking aux abords des équipements publics, du front de mer et des départs de randonnées, limitant ainsi le stationnement sauvage sur la chaussée.

- Stationnement place de la maire : 4 places
- Stationnement front de mer : 30 places.
- Stationnement à la sortie de Beauséjour : 15 places.
- Stationnement place de la Résistance : 5 places

Sur la commune, il n'existe pas de place de stationnement pour les cycles, ni de bornes pour recharger les véhicules électriques. Toutefois, dans le cadre de l'aménagement du parc éolien, l'installation d'une borne de recharge est prévue.

C- Les transports collectifs

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Collectivité Territoriale de la Martinique a la compétence des transports à l'échelle de l'île. Martinique Transport est l'Autorité Organisatrice Unique des Transports (AOUT).

Sur le territoire communal, le transport en commun est peu développé. En effet, on compte :

- Un transport scolaire géré par la Collectivité Territoriale de Martinique permettant aux collégiens et lycéens de se rendre dans les communes voisines,
- Une ligne de taxico permettant de se rendre à Fort-de-France. Toutefois, la fréquence de la ligne et le prix du billet (11 euros) font que cette dernière reste peu utilisée par les administrés.

Toutefois avant que ces démarches soient opérationnelles, on constate à ce jour que la dépendance à l'automobile est très marquée sur Grand' Rivière pour se rendre sur les autres communes de l'île, pouvant fragiliser les personnes captives (personnes âgées - les moins de 18 ans).

De ce fait, la question du covoiturage est à évoquer afin de faciliter la mobilité tout en réduisant les frais de transport.



Arrivée sur le territoire de Grand'Rivière après avoir franchi les deux ponts métalliques.



Unique route conduisant au bourg se faisant par circulation alternée.



Avenue du Général de Gaulle considérée comme principal axe de circulation de la commune.



Unique passerelle piétonne connectant Vieux Bourg au Bourg.



Stationnement organisé le long de la voie sur le front de mer.



Sente piétonne conduisant en plein coeur du Bourg.

D- Les cheminements piétons et sentiers de randonnée

Grand'Rivière est notamment fréquenté par de nombreux touristes venus s'attaquer aux deux chemins de Grande Randonnée qu'offre la commune : Prêcheur/Grand'Rivière - et la Montagne Pelée.

La randonnée Prêcheur-Grand'Rivière est l'une des plus longues en Martinique, mais aussi l'une des plus belles. Elle emprunte un ancien chemin départemental qui permettait aux habitants des différentes habitations de rejoindre l'un des deux bourgs en char à bœufs. Le départ de cette randonnée s'effectue depuis le bourg.

Le sentier n° 21 au départ de Beauséjour permet d'accéder au sommet de la Montagne Pelée en 7,6 km et 4 h 30 de marche. Il traverse les chemins d'exploitations agricoles (bananeraies, cannes à sucre), passe par la Maison du Moine, puis remonte vers le Morne Macouba, avant d'arriver au second refuge.

La commune dispose de nombreuses sentes piétonnes qui mènent du bourg vers la mer. Ces sentes méritent d'être préservées et d'autres cheminements nécessiteraient d'être réalisés. À noter qu'actuellement aucun chemin de randonnée remontant la Grande Rivière n'est officiellement ouvert. L'étude du site classé des versants Nord-Ouest de la Montagne Pelée, évoque qu'il existe un sentier qui permet une activité de randonnée et de canyoning, au départ du bourg et en remontant vers la Grande Rivière. Toutefois, cette activité doit rester soumise à un accompagnement par un guide spécialisé, la Grande Rivière pouvant avoir de brusques montées de ses eaux.

Le tourisme vert se développant dans le Nord de la région, de plus en plus de touristes viennent à Grand' Rivière pour profiter des paysages exceptionnels offerts par son relief et sa forêt tropicale.

E- Le réseau d'eau potable

1- Le réseau d'eau potable

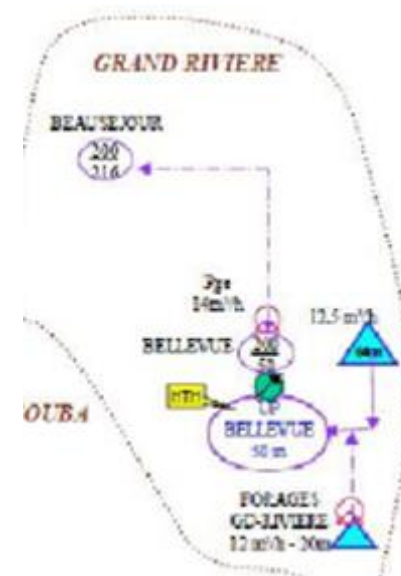
Le maître d'ouvrage du réseau de distribution d'eau potable de la commune de Grand'Rivière est la Communauté d'Agglomération de CAP Nord. L'exploitation de ce réseau est assurée par une société privée faisant partie du groupe SAUR, la Société Martiniquaise de Distribution et de Service (SMDS).

Le réseau global sur les communes du Nord est de type semi-rural, avec un indice linéaire de perte (ILP) mauvais d'après les dernières données disponibles, soit 9.55 m³/km/j en 2014 sur l'ensemble du réseau. Le rendement du réseau global atteint seulement 59.5%, ce qui tend à supposer que des améliorations restent à faire.

L'alimentation en eau potable des habitants de Grand'Rivière s'effectue par une prise d'eau au niveau de la Grande Rivière, en amont du stade. La station de Bellevue a été mise en service le 31/12/1965 avec une capacité nominale de 14.3 m³/h. En 2016, la station a produit 62 085 m³ d'eau potable, en baisse par rapport à 2015, où le volume produit était de 67 331 m³.

Des forages ont été réalisés à proximité du stade, non loin des carbets, et une analyse est en cours pour délimiter des périmètres de protection rapprochés.

Extrait du schéma de fonctionnement du réseau d'eau potable, commune de Grand'Rivière (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)



Le traitement de l'eau est assuré par une installation de production d'eau potable, située à Bellevue, sur le territoire communal. Mise en service en 1967, elle assure un traitement physique simple et une désinfection de l'eau.

L'eau produite est envoyée ensuite au réservoir de Beauséjour. D'une capacité nominale de 200 m³, il permet par la suite d'alimenter l'ensemble des habitations de la commune.

Abonnés et volumes consommés :

La commune compte 394 abonnés en 2016, en baisse de 1.25% par rapport à 2015 (399 branchements).

Décomposition par type de branchement (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)

Grand'Rivière	2016	Particuliers et autres			Communaux
		Dont conso <200 m ³ /an	Dont 200>conso<6000 m ³ /an	Dont conso >6000 m ³ /an	
Nombre de branchements	394	359	32	0	3
Volume total consommé	34 591 m ³	24 457 m ³	8 740 m ³		1 394 m ³

La consommation d'eau totale en 2016 a été de 34 591 m³, en baisse de 4.5 % par rapport à l'année précédente (36 221 m³). 9 branchements sont sans consommation. Au 1^{er} janvier 2017, le prix de l'eau s'élevait à 3.10 €/m³.

2- Perspectives d'avenir et propositions d'amélioration

Sur la base d'une consommation de 148 litres par jour et par habitant, la consommation journalière de la population riveraine est de $94\text{m}^3/\text{j}$. Selon les perspectives d'évolution démographique envisagées par la municipalité, en 2030, soit 786 habitants au total les besoins s'élèveraient à 108m^3 , en fonctionnement normal.

Les besoins engendrés par l'arrivée de nouvelle population pourront être couverts par le biais du réseau actuel, présentant des capacités suffisantes en fonctionnement normal. Il faudra toutefois surveiller la consommation en période de pointe afin de ne pas détériorer la situation, en particulier pendant la période sèche.

Le gestionnaire du réseau, dans le cadre de son dernier rapport a proposé plusieurs améliorations sur l'UPEP de Grand'Rivière. Ainsi, il est proposé l'installation d'un groupe électrogène et la mise en service des forages de manière à sécuriser la production d'eau, tout au long de l'année pour les habitants. La commune doit faire face régulièrement à l'arrêt de l'usine pour cause de dépassement de la valeur de turbidité, ce qui en cas d'intempéries persistantes, génère des coupures d'eau.

Enfin, il est préconisé la mise en place d'un turbidimètre et d'un Phmètre pour l'eau brute, ainsi qu'une vanne pneumatique en entrée de station.

F- Le réseau d'assainissement

1- L'assainissement collectif

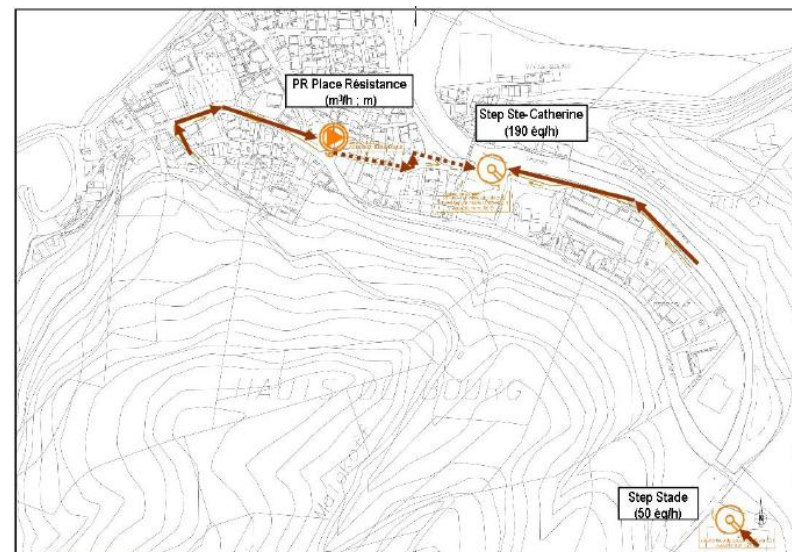
Depuis le 1^{er} janvier 2017, le maître d'ouvrage du réseau de distribution d'assainissement de la commune de Grand'Rivière est la Communauté d'Agglomération de CAP Nord. L'exploitation de ce réseau est assurée par une société privée, faisant partie du groupe SAUR, la Société Martiniquaise de Distribution et de Service (SMDS).

Schéma de fonctionnement du réseau d'assainissement collectif, commune de Grand'Rivière (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)

Grand'Rivière dispose d'un très petit réseau d'assainissement collectif qui se limite au quartier de Perriolat jusqu'au stade, et la partie du bourg, de la mairie jusqu'au carrefour avec la rue des PTT. Il se compose de la station d'épuration de Sainte-Catherine située dans le bourg et d'une seconde station d'épuration au niveau du stade.

La station d'épuration de Sainte Catherine, située dans le bourg dispose d'une capacité de 190 eH. Mise en service en 2007, elle utilise le traitement de type biodisque. Actuellement, la capacité effective est de 90 eH pour 60 eH raccordables.

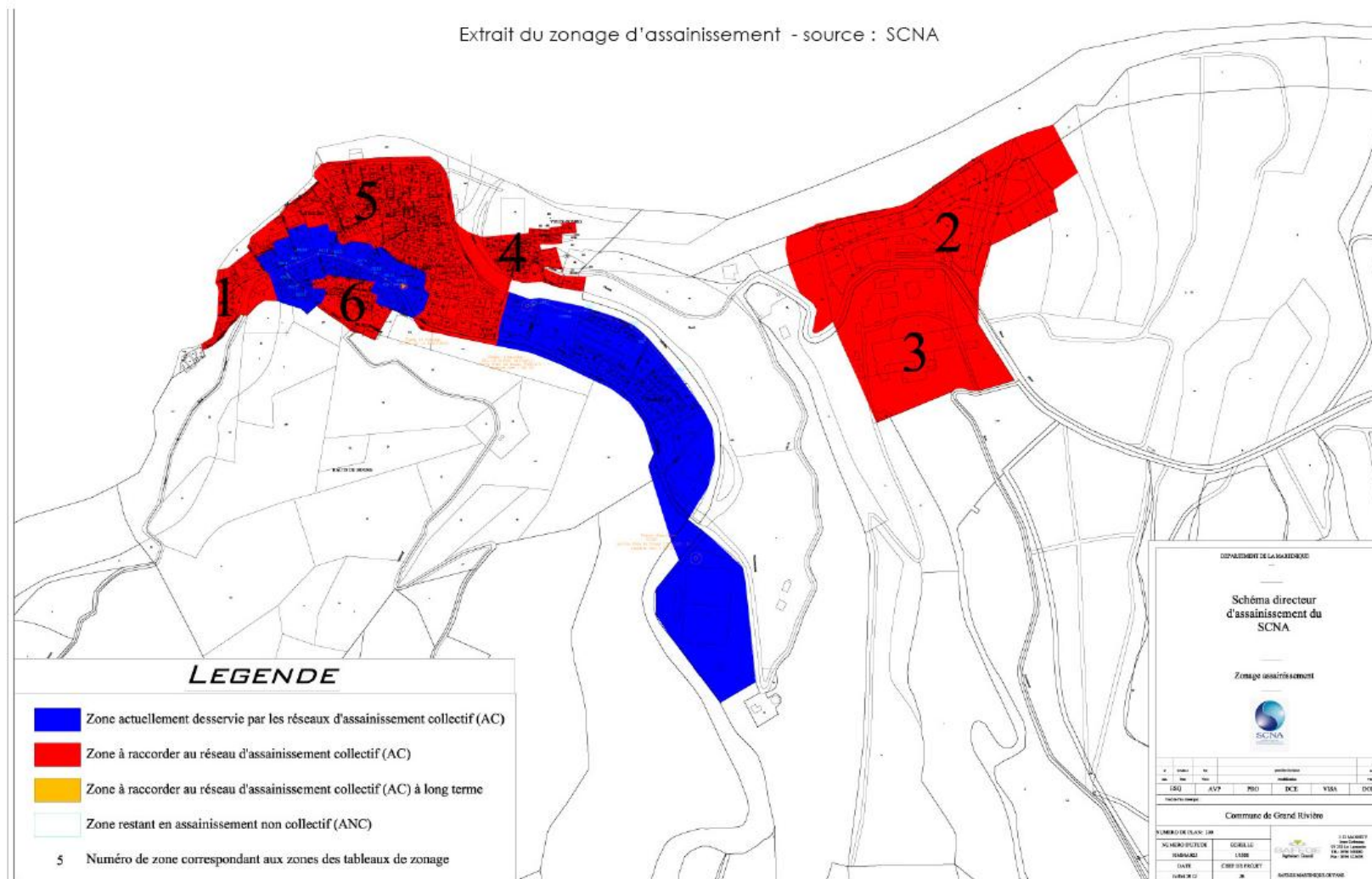
Les boues sont déshydratées et envoyées, soit au centre de compostage du CVO, soit au centre de compostage Terraviva pour traitement.



L'autre station d'épuration, située au niveau du stade, est de type filière enterré, avec une fosse toutes eaux. L'ouvrage dispose d'une capacité de 25 eH et se trouve aujourd'hui en mauvais état.

Un zonage d'assainissement a été réalisé et approuvé par le Syndicat des Communes du Nord Atlantique (SCNA).

Zonage d'assainissement, commune de Grand'Rivière (source Communauté d'Agglomération de CAP Nord)



Un poste de refoulement complète le dispositif. Equipé de 2 pompes, sa capacité nominale est de 12m³/h. Il a été installé en 2007, au niveau de la place de la Résistance. Actuellement, le volume d'effluent collecté est de 5 m³/j, soit 0.3% du réseau total. Le poste de refoulement est fortement impacté par les eaux parasites (2 643 m³ en 2016, pour un volume total traité de 3 660 m³). Les eaux parasites sont estimées à partir des temps de fonctionnement des postes de relevage, débit unitaire des pompes de relevage, de la consommation moyenne annuelle par client et du nombre de clients raccordés sur ces postes. Le pourcentage important de ces eaux parasites confirme le mauvais état du réseau de collecte ou des mauvais raccordements.

Abonnés et volumes traités :

La commune compte 33 abonnés au service de l'assainissement collectif en 2016, stable par rapport à 2015. Les volumes traités proviennent essentiellement de petits consommateurs.

Décomposition par type de branchement (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)

		Particuliers et autres			Communaux
Grand'Rivière	2016	Dont conso <200 m ³ /an	Dont 200>conso<6000 m ³ /an	Dont conso >6000 m ³ /an	
Nombre de branchements	33	32	1	0	0
Volume total traité	3 050 m ³	2 848 m ³	202 m ³	-	-

2- Perspectives d'avenir et propositions d'amélioration

Cependant, les constructions du bourg ne sont actuellement pas raccordées au réseau d'assainissement collectif. Les eaux usées sont évacuées dans les «fosses à vide». Pour connecter l'ensemble des constructions au réseau d'assainissement, il convient d'entreprendre de lourds travaux sur le bourg pour les raccorder. Une nouvelle station d'épuration doit être réalisée pour raccorder l'ensemble des constructions. Toutefois, le manque de place sur le bourg pose problème. Il convient de réfléchir à travers le PLU, à l'implantation d'une nouvelle STEP qui raccorderait Beauséjour et le bourg. Son dimensionnement devra tenir compte des ambitions démographiques pour la commune.

Sur la STEP de Sainte-Catherine, il serait nécessaire d'étudier la possibilité de modifier les installations en y incluant un système d'extraction des boues au fond des décanteurs (éléments primordiaux omis lors de la construction).

3- L'assainissement autonome

Compte tenu de la configuration du bourg de Grand'Rivière, le choix du mode d'assainissement autonome est privilégié pour des raisons de coût. En 2016, Grand'Rivière comptabilisait 361 abonnés à l'assainissement non collectif.

Les habitations doivent donc être équipées de dispositifs d'assainissement autonomes complets. Ces systèmes doivent comprendre :

- Un prétraitement par fosse toutes eaux,
- Un traitement par tranchées filtrantes ou par filtre à sable (drainée ou non),
- Une évacuation en milieu hydraulique superficiel si nécessaire (filtre à sable drainé).

L'entretien, qui bien souvent n'est pas réalisé, est également un élément essentiel pour le fonctionnement et la pérennité des dispositifs. L'absence de ces dispositifs ou leur non-entretien conduit bien souvent à des rejets directs des eaux domestiques dans le milieu naturel. Concernant l'assainissement non collectif, un diagnostic des installations a été réalisé, suite aux nouveaux arrêtés de 2012 sur les Assainissement Non Collectif (ANC) et leur contrôle. Il en ressort que la très grande majorité des habitations contrôlées dispose d'un assainissement non conforme. Certaines habitations disposent d'une fosse sous la construction qui n'est pas visitable, ce qui tend à dire que le système n'est pas conforme.

Bien que techniquement et financièrement cette opération soit difficile à mener, une attention particulière est à apporter sur la mise aux normes de ces dispositifs.

G- Le réseau d'eau pluviale

Il n'existe pas sur la commune de réseau d'eau pluviale à proprement parlé. Le système des anciennes canalisations au niveau de la chaussée draine les eaux de pluie vers la rivière ou la mer.

La gestion de l'eau pluviale est une compétence communale.

Compte tenu de la pluviométrie sur la commune, il est nécessaire de limiter l'imperméabilisation des sols, et de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales.

H- Alimentation électrique

Le réseau électrique de la commune est géré par le Syndicat Mixte d'Electricité de la Martinique (SMEM).

Le lotissement Beauséjour est équipé de 2 postes électriques et le bourg d'un poste qui atteint les limites de ses capacités.

Un projet de création de 2 postes supplémentaires au niveau du port est porté par le SMEM, tout comme celui de création d'un poste au niveau de Vieux-Bourg.

Chaque nouveau poste demande une emprise de 20 à 30 m². Le PLU doit permettre d'anticiper ces besoins en inscrivant des emplacements réservés pour la réalisation future de ces postes.

Le recours à l'énergie solaire (en complément de l'électricité fournie par EDF) est encore peu développé sur la commune. Quelques constructions utilisent l'énergie photovoltaïque, en complément de leurs installations.

La réalisation de la ferme solaire à Beauséjour n'est pas destinée à alimenter le Bourg. La production électrique sera réinjectée sur le réseau.

À noter que le transport d'énergie électrique implique des servitudes sur le territoire communal, gérées par le SMEM, qui sont de quatre catégories :

- Servitude d'ancrage
- Servitude de surplomb
- Servitude de passage ou d'appui
- Servitude d'élagage et d'abattage d'arbres.

I- La défense incendie

La défense incendie est assurée par trois bornes : l'une à proximité de la Mairie, l'une située en face du temple adventiste et la dernière située au quartier Beauséjour.

Il n'existe pas de citerne ou de réserve sur la commune. En cas d'incendie, la Grande Rivière est utilisée comme prise d'eau pour assurer la défense des personnes et des biens.

J- La gestion des déchets

L'organisation administrative de la gestion des déchets ménagers à Grand'Rivière est structurée autour de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord), compétente en matière de collecte et le SMTVD (Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets), compétent en matière de traitement.

Le ramassage et le stockage des déchets ménagers et autres entrent dans le cadre d'une organisation complexe, mise en place au travers du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de la Martinique (PPGDND) approuvé le 22 septembre 2015. Il doit répondre aux objectifs réglementaires relatifs à la réduction de la production et de la nocivité des déchets, à la limitation des transports, à la valorisation et à l'information du public. Il doit prévoir également des moyens de traitement des déchets résiduels. Il vise à orienter et à coordonner l'ensemble des actions à mener, tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés, en vue d'assurer la réalisation de ces objectifs aux horizons 2021 et 2027.

1- La collecte des déchets organisée par CAP Nord

CAP Nord détient la compétence collecte des déchets depuis décembre 1995 sur les 18 communes qui la composent. La compétence collecte, élimination, traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés comprend :

- La collecte et le traitement des ordures ménagères et des encombrants, déchets verts,
- La suppression des dépôts sauvages,
- La participation à la collecte de piles, de batteries et huiles usagées, en fonction des filières existantes sur le territoire et de la réglementation en vigueur,
- La participation au financement du fonctionnement de la fourrière de CARRERE en partenariat avec les autres établissements publics de coopération intercommunale concerné.

Enfin, la gestion des déchets municipaux (résidus d'entretien des espaces verts communaux, déchets des halles et marchés, déchets de nettoyage) ne relève pas de la compétence de CAP Nord.

La production moyenne de CAP Nord est de 370 kg d'ordures ménagères/habitant et par an en 2009. Le poids moyen d'ordures ménagères produites par an et par habitant est en baisse avec 335 kg en 2011. L'objectif de 312 kg est à atteindre. A titre comparatif, la moyenne départementale en 2009 se situe à 421kg.hab/an, tandis que la moyenne nationale est de 353 kg/hab/an (en 2009).

2- Collecte des ordures ménagères

La collecte des ordures Ménagères (OM) s'effectue le samedi pour les bacs individuels, excepté pour le lotissement de Beauséjour où la collecte a lieu le mardi. En ce qui concerne les bacs collectifs, le ramassage s'effectue de manière bi-hebdomadaire, le mardi et le samedi.

Le traitement des déchets s'effectue soit par incinération à l'UIOM de Dillon pour la production d'électricité, soit par enfouissement dans une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDN), située à « Céron », sur la commune de Sainte-Luce. La construction d'un ISDN au Robert est en cours (Petit Galion).

L'incinérateur, a la double vocation de traiter les déchets ménagers et de produire de l'électricité. Environ 400 kWh/tonne incinérés sont produits par l'usine, dont 100 kWh/tonne servent à sa propre autonomie énergétique. A l'entrée, l'UTVD reçoit principalement les ordures ménagères de tout le territoire martiniquais, les déchets industriels non dangereux (DIB) incinérables et les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI). En sortie, le procédé d'incinération de ces déchets génère des mâchefers (22 000 tonnes/an) enfouis au CET ou valorisés en BTP et des résidus d'épuration des fumées (REFIOM) qui sont conditionnés en biobag et expédiés en Métropole pour un stockage en CSDU de classe 1.

La collecte sélective est réalisée en porte-à-porte (cartons, plastiques et métaux) avec une collecte des bacs le vendredi et en apport volontaire pour le verre. Le verre est ensuite acheminé vers la plateforme de broyage de la Trompeuse, pour y subir une transformation en sable ou en gravier.

Les emballages plastiques et les emballages carton sont collectés et acheminés à Martinique recyclage à Ducos. Les emballages métalliques sont collectés et acheminés à MétalDom.

Enfin, il existe un ramassage des déchets verts et des encombrants, tous les 15 jours, et qui s'effectue le vendredi sur la commune. Il existe une filière de valorisation « TERRA VIVA » (boue d'épuration) à Ducos et une plateforme au Robert (CVO) pour la production de compost. Ce dernier équipement accueille uniquement des biodéchets (déchets organiques) : déchets verts des collectivités et des entreprises d'espaces verts, Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères (restes de repas, papiers, journaux et végétaux de petite taille) et déchets Industriels et Commerciaux biodégradables (les bio-DIC).

Grâce à la méthanisation et au compostage, le CVO permet de produire de l'électricité à partir du méthane issu de la décomposition des biodéchets et un amendement pour l'agriculture le compost.

Pour les déchets qui ne sont pas collectés directement, la population riveraine peut se rendre à la déchèterie du Poteau à Basse-Pointe. Les déchets qui peuvent y être déposés sont les déchets verts, les métaux ferreux, les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), les batteries et les huiles usagées.

L'abandon et les dépôts de déchets sauvages et les véhicules Hors d'Usage (VHU)

L'effet de la pluie sur les dépôts sauvages entraîne des écoulements de substances contenues dans les déchets. Ces lixiviats vont s'infiltrer dans les sols ou s'écouler vers les cours d'eau, créant dans les deux cas des pollutions notables.

Parmi les déchets les plus susceptibles de dégrader les eaux et les sols, on peut citer les batteries, les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), les Véhicules Hors d'Usage (VHU). **Suite à un décret et arrêté du 28 avril 2017, un plan d'actions des producteurs automobiles pour résorber le stock de VHU a été mis en œuvre, en s'appuyant notamment sur les communes.**

K- Le diagnostic numérique

La loi relative à la lutte contre la fracture numérique du 18 décembre 2009 introduit dans le code général des collectivités territoriales, l'article L.1425-2 qui prévoit l'établissement, à l'initiative des collectivités territoriales, des Schémas Directeurs Territoriaux d'Aménagement Numérique (SDTAN).

Ce schéma recense les infrastructures et réseaux de communications électroniques existants, identifie les zones qu'il dessert et présente une stratégie de développement de ces réseaux, concernant prioritairement les réseaux à très haut débit fixe et mobile, y compris satellitaire, permettant d'assurer la couverture du territoire concerné.

UNE COLLECTE PAR SEMAINE pour chaque bac

Votre bac JAUNE pour les emballages ménagers

- CARTON** Boîtes de : céréales, gâteaux... Paquets en carton et cartonnettes : lessive, boîte à œufs...
- PLASTIQUE** Bouteilles de : soda, eau, lait, huile alimentaire, vinaigrette, sauce... Flacons de produits de toilette et de produits ménagers : gel douche, shampooing... liquide vaisselle, nettoyant, javel...
- MÉTAL** Boîtes de conserve, canettes, aérosols, couvercles de pots, bidons de sirop...
- PAPIER** Journaux, magazines, revues, livres, annuaires, catalogues et prospectus, agendas, impressions, enveloppes, cahiers, carnets, blocs-notes...

Votre bac BLEU pour les ordures ménagères résiduelles

Ordures MÈNÈGES

Déchets non recyclables, dont :

- Certains plastiques
- Polystyrène, pots de yaourt, de crème fraîche, sacs et films plastiques
- Cartons gras saisis ou mouillés
- Cousses-culottes
- Ampoules à filament

Borne VERTE

VERRE

LE VERRE TOUJOURS DANS LA BORNE VERTE !!

Accès GRATUIT tous les jours de 8h à 18h

Déchèterie Robert - Lestrade - Tél. 0596 38 15 77 / S Pierre - Fond Canonville - Tél. 0596 68 61 83

Plus d'info...
Tél. 0596 53 72 06
www.cagnordmartinique.fr

CAP Nord Martinique
Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique
Terre de mémoire, terre d'avenir
39, Lotissement La Marie - 97225 Le Marigot Tél. 0596 53 50 23 - Fax 0596 53 60 12
www.cagnordmartinique.fr

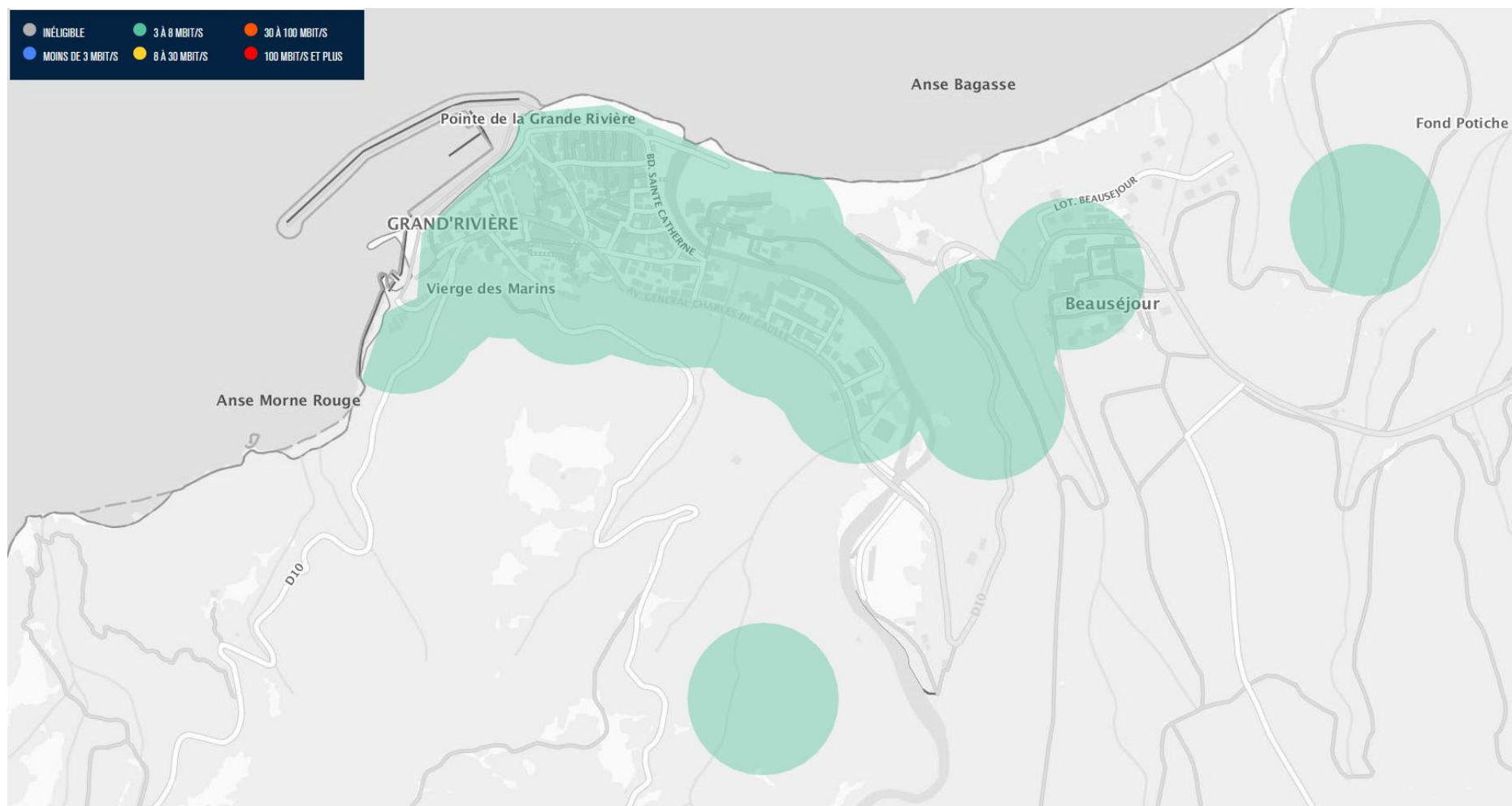
EMO EMBALLAGES

Externe Coastal - Avril 2014 - Ne pas jeter sur la voie publique

L'objectif fixé dans le cadre du SDTAN de la Martinique consiste à atteindre une couverture totale du territoire en Très Haut Débit FTTH d'ici 2022, soit en 8 ans. L'hypothèse de démarrage des travaux de déploiement est 2014.

Cet objectif doit conduire :

- au déploiement du FTTH sur 100% du territoire et l'accès au très haut débit pour tous,
- en terme de compétitivité, une attention immédiate portée aux raccordements en fibre optique des ZAE et des sites d'intérêt général (éducation, santé, administration...)
- La sécurisation des investissements et l'optimisation des déploiements par une coordination forte des acteurs,
- La création d'emplois,
- L'attractivité du territoire national.



En mars 2018 Grand'Rivière dispose d'un débit faible (compris entre 3 et 8 MBIT/s) sur l'ensemble de ces zones urbaines. Cette couverture numérique faible représente un frein important au développement d'activités économiques ou du télétravail, source de création d'emploi et de maintien de la population sur le territoire communal.

VI – SYNTHÈSE DES ENJEUX

THEME	ATOUTS	FAIBLESSES	ENJEUX
DEMOGRAPHIE	<ul style="list-style-type: none"> - Une part des Riverains souhaitant revenir s'installer sur la commune à titre de résidence principale. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une baisse démographique importante, engendrant un vieillissement de la population communale, - Le départ des jeunes générations, faute d'emplois sur la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Inverser la tendance démographique de ces dernières années, par l'accueil de nouvelles populations, - Prendre en compte le vieillissement de la population en proposant des actions envers les seniors, et pour le maintien des jeunes générations sur la commune, - Favoriser le parcours résidentiel en diversifiant la typologie d'habitat, - Adapter l'offre en équipement à la structure de la population.
HABITAT	<ul style="list-style-type: none"> - Un parc de logements sociaux sur le territoire communal, apportant une réponse à la demande. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une baisse du nombre total de logements sur la commune, - Des disponibilités foncières en très faible quantité dans le bourg, - Une augmentation du nombre de logements vacants, au détriment des résidences principales. 	<ul style="list-style-type: none"> - Favoriser le renouvellement urbain en agissant sur les logements vacants et le bâti dégradé, - Permettre la réalisation de petits logements à destination des jeunes et des personnes âgées.
ACTIVITES-EMPLOIS	<ul style="list-style-type: none"> - Des atouts sur la commune pouvant être la base d'un développement économique et de la création d'emplois, - Des politiques publiques mises en œuvre (projet du cacao porté par le PNM), pouvant être mises en œuvre sur le territoire communal. 	<ul style="list-style-type: none"> - Une baisse de la population active, résultat du vieillissement de la population communale, - Une baisse du nombre d'emplois offerts sur la commune. 	<ul style="list-style-type: none"> - Conforter le développement des activités économiques basées sur les atouts du territoire (tourisme, pêche, agriculture), - Permettre le développement de nouveaux commerces de proximité, répondant aux besoins de la population.

Chapitre 3 : Explication des choix retenus pour établir le PADD

I – DES RESSOURCES NATURELLES A PRESERVER

Le diagnostic et l'état initial de l'environnement ont fait apparaître un grand nombre de caractéristiques physiques, environnementales et paysagères sur le territoire Riverain. Ces caractéristiques en font un territoire d'enjeux marqués sur le plan environnemental, auxquels cette orientation du PADD entend apporter des réponses :

- Sur le plan environnemental :

- Protéger les sites remarquables (Site Classé du versant Nord-ouest de la Pelée, Réserves Biologiques Intégrales Prêcheur-Grand-Rivière, de la Montagne Pelée). Ces espaces constituent des réservoirs de biodiversité exceptionnels à l'échelle de la Martinique, qu'il est indispensable de préserver.
- Tenir compte des autres espaces naturels avec une biodiversité remarquable, jouant le rôle d'espaces intermédiaires entre les réservoirs de biodiversité à l'échelle intercommunale,
- Intégrer dans le PLU la prise en compte des risques naturels, les principaux étant les risques d'inondation, de glissements de terrain et ceux liés risques climatiques,
- Assurer la qualité de la ressource en eau et la fourniture à la population riveraine.

- Sur le plan paysager :

- Préserver la façade littorale,
- Protéger les perspectives visuelles sur le grand paysage, sur l'île voisine de La Dominique,
- Prendre en compte les espaces naturels aux reliefs boisés cadrant le paysage.

Le projet communal a pour ambition de préserver le cadre environnemental et paysager de son territoire. Ainsi, avec un classement de 1486 hectares de son territoire en zones naturelles N, dont 1246.53 hectares en Espaces Boisés Classés (EBC), les élus expriment la volonté de préserver la biodiversité à l'échelle du territoire riverain et de la Martinique. Ces mesures de protection inscrites dans le PLU participent également à la préservation du maillage de la trame verte à l'échelle de la commune. Cette seconde volonté se poursuit également dans les zones urbanisées, avec notamment la préservation de certains arbres remarquables ou la création de haies paysagères assurant une fonction de pré-verdissement d'une zone et celle de corridor écologique.

Cet objectif, qui vise la protection du patrimoine naturel, du paysage et des milieux écologiques sensibles, répond parfaitement à un objectif de modération de consommation de l'espace et à maîtriser le développement de l'urbanisation sur les espaces naturels.

Autre objectif communal, la préservation des paysages et la valorisation des espaces naturels remarquables des sites et des paysages. Ce patrimoine représente un atout pour le dynamisme économique de la commune avec la venue de touristes de l'ensemble de l'île, de métropole et d'autres pays. Ainsi le projet communal tend à promouvoir un développement éco-responsable à l'échelle de son territoire, offrant ainsi toutes les garanties de préservation des caractéristiques naturelles, la création

ou le maintien de quelques emplois au bénéfice de la population riveraine. La volonté municipale de mettre notamment en valeur les anciennes habitations de Fond Moulin, de Malakoff à des fins de projets agritouristiques, de soutenir le développement d'exploitation en lien avec le développement de la culture du cacao et du café initié par le Parc Naturel de Martinique sont des actions très favorables à la préservation et à la valorisation de ces milieux.

L'objectif suivant est la préservation de la qualité de la ressource et du circuit de distribution de l'eau potable à l'ensemble de la population. Le projet communal a pour ambition de préserver la ressource en eau, en particulier en préservant les abords de la prise d'eau au niveau de la Grande-Rivière et en favorisant la recherche de nouveaux points de pompage afin de garantir la distribution tout au long de l'année.

Dernier objectif inscrit dans le projet communal, la prise en compte des risques naturels dans l'aménagement général du territoire. Les principales actions sont la prise en compte du Plan de Prévention des Risques Naturels dans la définition des projets, mais aussi de limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser l'infiltration des eaux de surfaces. Ces orientations traduisent la volonté municipale d'anticiper les situations délicates le plus en amont des projets d'aménagement, et ce, dans un souci de protection des personnes et des biens par rapport aux phénomènes naturels. A ce titre, le projet de la municipalité est conforme avec les documents supracommunaux (SAR, PPRN, SCoT).

II – UNE ECONOMIE LOCALE A MOBILISER AXEE SUR L'ECO-DEVELOPPEMENT

Le diagnostic a fait apparaître un tissu économique peu développé, restant très fragile et ne répondant pas à l'ensemble des besoins de la population. Cette situation engendre un taux important de chômage, en particulier chez les jeunes générations, les incitant à quitter la commune pour rechercher un emploi. Une des conséquences est l'accroissement de la baisse démographique constatée à l'échelle de la Martinique.

Le premier objectif poursuivi par la municipalité est le maintien des activités économiques et commerciales existantes ainsi que de permettre le développement de nouvelles activités. Les commerces et activités installés sur le territoire communal apportent des réponses aux besoins des Riverains, tout en offrant des possibilités d'emplois aux actifs. Cet objectif répond bien au souci d'un éco-développement, en particulier avec une limitation des déplacements quotidiens de certains actifs, en réduisant les déplacements des habitants pour certains besoins. Ces réductions de déplacements jouent également en faveur de la limitation de la consommation énergétique liée aux déplacements et à la préservation de la qualité de l'air avec une limitation des émissions de gaz à effet de serre.

Le second objectif est la pérennisation et la diversification des activités liées à l'économie agricole et forestière. Le couvert forestier représente la plus grande superficie du territoire riverain, avec des secteurs qui ne font pas l'objet d'une protection de site. En parallèle, la filière bois à l'échelle de la Martinique reste à devenir, avec de fortes potentialités favorisant le développement durable et les circuits courts (ameublement, construction...). La mobilisation d'une partie de la forêt riveraine à des fins de productions représente donc un atout pour le développement économique de la commune, et source de création d'emplois au profit des Riverains.

De plus, l'activité agricole sur Grand'Rivière est présente malgré des difficultés liées à l'accessibilité et à l'exploitation des parcelles (fortes pentes). Toutefois, le maintien d'exploitation agricole et le développement de nouvelles productions (maraîchage, café, cacao...) peuvent être des potentialités pour le dynamisme économique de Grand'Rivière, et la création de nouveaux emplois. Le projet municipal prévoit ainsi la préservation de la majorité des espaces agricoles, avec une protection stricte des terres à fort potentiel. Enfin, la volonté communale de regrouper les secteurs agricoles répond également au souci de rendre plus attractifs les terrains agricoles sur Grand'Rivière et ainsi participer au développement de circuits courts et ainsi réduire le volume des importations, un des enjeux poursuivis par le Schéma d'Aménagement Régional. La volonté municipale de mettre notamment en valeur les anciennes habitations de Fond Moulin, de Malakoff à des fins de projets agritouristiques, répond également à cet objectif incitant ainsi à développer un projet agricole structurant à l'échelle du territoire communal.

Le troisième objectif est de mettre en valeur le potentiel maritime sur Grand'Rivière. Une des activités économiques principales sur Grand'Rivière est la pêche. Ainsi, la municipalité soutient le développement du port de pêche afin d'apporter un outil moderne aux marins pêcheurs pour développer leur activité. Ainsi, il est même prévu de permettre le développement d'activités de valorisation du produit de la pêche (vente directe, restauration...). Cette dernière action répond également à l'objectif de valoriser les circuits courts et d'apporter une réponse aux besoins de la population riveraine, mais aussi un accompagnement du développement touristique avec de nouvelles possibilités de restauration pour les touristes et les visiteurs.

Enfin, le développement du port permettra d'étudier le développement l'offre touristique par un accès à la mer, en particulier avec des liaisons avec la Dominique, toute proche.

Enfin, le projet de développement économique poursuivi par la municipalité s'appuie également sur le développement du tourisme, en particulier en s'appuyant sur le patrimoine nature avec la valorisation de la randonnée, appuyé sur des chemins reconnus à l'échelle de la Martinique (Grand'Rivière-Prêcheur, La Montagne Pelée par Beauséjour). Une des actions envisagées par la municipalité est de diversifier l'offre touristique proposée sur le territoire (développement du canyoning, nouveaux sentiers de randonnées...) proposition d'aménagements sobres pour l'accueil du public, développement d'un point information touristique...

La mise en œuvre de cet axe du projet communal se justifie par l'objectif de maintien ou de création de petites structures économiques, créatrice d'un ou quelques emplois sur commune, à partir des ressources et atouts du territoire. La création d'emplois de proximité a également pour but de favoriser le rapprochement habita/emploi et ainsi diminuer les migrations alternantes. Enfin, la création d'emplois peut inciter les jeunes à demeurer sur Grand'Rivière et ainsi réduire la baisse démographique constatée depuis plusieurs années.

III – UN CADRE DE VIE AGREABLE A DEVELOPPER ET A DIVERSIFIER

Le diagnostic a fait apparaître une décroissance démographique, accentué par le départ des jeunes générations et un vieillissement de la population. Toutefois, il existe une forte volonté des Riverains de revenir s'installer sur la commune, au plus tard à la retraite. Autre constat, la raréfaction du foncier disponible pour construire et la présence d'une part importante de logements vacants, liée à l'indivision, phénomène récurrent à l'échelle de la Martinique.

Le premier objectif de la commune est d'inverser la tendance démographique en favorisant une croissance modérée compatible avec les capacités d'accueil de Grand'Rivière.

SCENARIO Retenu : Miser sur croissance démographique de 100 nouveaux habitants à l'horizon 2030.

DONNEES INITIALES	2008	Taux d'évolution annuel moyen 2008-2015	2015
Population induite	751	-0,19%	686
Logements à produire	293	0,08%	304

2015	Taux d'évolution annuel moyen 2015-2020	2020	Taux d'évolution annuel moyen 2015-2025	2025	Taux d'évolution annuel moyen 2015-2030	2030
686	0,83%	715	0,83%	745	0,82%	786
304	+17	321	+18	339	+25	364

+ 100 Habitants,
soit 3 ménages en
moyenne tous les ans
+ 60 logements

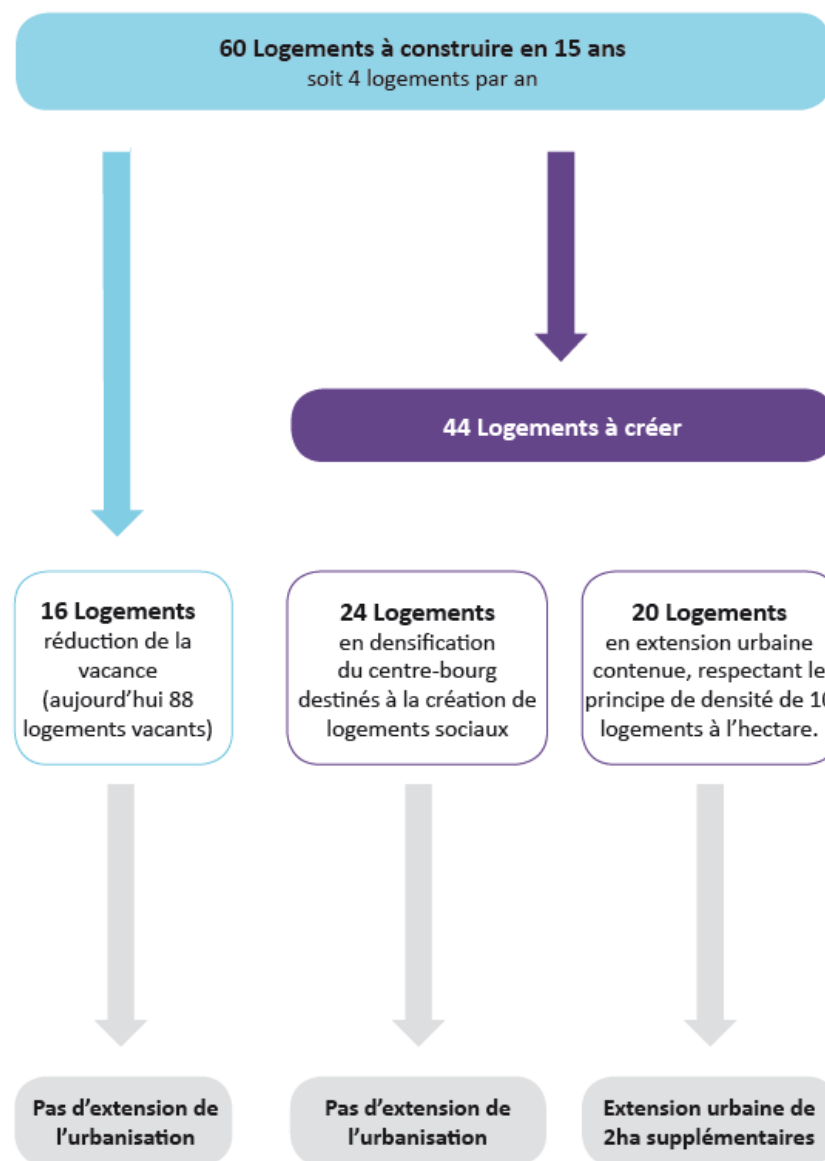
Le scénario retenu par la collectivité promeut l'installation de nouveaux ménages sur la commune, ce qui favorisera au minimum la stabilisation de la population riveraine. Toutefois, la volonté communale est de retenir et d'attirer des jeunes ménages et ce dans un objectif de renouvellement de la population communale. De même, le scénario tient compte des dynamiques démographiques constatées à l'échelle intercommunale et régionale, et de l'éloignement territorial de Grand'Rivière. L'impulsion d'un nouveau dynamisme démographique est obligatoirement associée par des mesures d'accompagnement pour l'accueil de ces nouveaux habitants. Ainsi, le projet de reconstruire l'hôtel de ville, d'aménager un espace sportif pour les enfants et un parcours sportif au niveau de l'Anse Bagasse répond à cet enjeu.

Le second objectif est le confortement et la diversification de l'offre de logement dans la trame urbaine déjà constituée. L'accroissement de population demande la production de nouveaux logements, d'une part pour assurer le desserrement des ménages (15 logements) et pour accueillir de nouvelles familles (45 logements), soit un total de 60 logements à l'horizon 2030.

Le développement d'une offre diversifiée de logements répond à un souci de favoriser le parcours résidentiel sur la commune et ainsi permettre à chaque génération de pouvoir trouver un logement correspondant à ses besoins et ses capacités financières. Le projet municipal d'implanter une résidence sénior sur le quartier de Beauséjour répond notamment à cet enjeu.

La commune souhaite s'engager dans une démarche de renouvellement urbain. Celle-ci se traduira notamment par une volonté de reconquête des logements vacants, pour leur remise sur le marché, correspondant à un des objectifs du Programme Local de l'Habitat de CAP Nord. Ainsi, la ville ambitionne la reprise de 16 logements sur un total de 88 logements vacants. Cette action répond parfaitement à un objectif de modération de consommation de l'espace et à maîtriser le développement de l'urbanisation sur les espaces naturels.

Le troisième objectif est d'améliorer l'offre de transports et proposer de nouveaux modes de déplacements sur le territoire. Ainsi, la volonté municipale est de travailler conjointement avec la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), notamment sur l'entretien de la RD10, unique voie d'accès à la commune et pour le développement d'une offre de transports collectifs et afin d'anticiper le développement d'une liaison maritime quotidienne vers Saint-Pierre.



Par ailleurs, le projet municipal souhaite valoriser les venelles existantes afin d'inciter les habitants aux déplacements doux, bénéfiques pour la santé humaine (exercice, réduction des polluants atmosphériques liés aux véhicules motorisés...) et facteur d'un développement durable sur le territoire communal.

L'objectif poursuivi par les élus est d'améliorer les déplacements de la population riveraine, mais aussi promouvoir des déplacements plus économes en énergie, facteur d'un développement durable du territoire.

Chapitre 4 : Evaluation environnementale

I - METHODOLOGIE

L'évaluation environnementale a été réalisée par IMPACT MER. Afin d'avancer de manière constructive et pouvoir apporter des précisions/modifications à l'ensemble des pièces du Plan Local d'Urbanisme, elle s'est faite de façon itérative en enrichissant progressivement le PLU. De nombreux échanges (téléphoniques, réunions) ont eu lieu entre Impact Mer, la ville de Grand'Rivière et l'Agence de Développement Durable, d'Urbanisme et d'Aménagement de la Martinique (ADDUAM), en charge de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

Conformément à l'article R.151-3 du Code de l'Urbanisme, l'évaluation environnementale s'est d'abord appuyée sur le diagnostic environnemental de la commune de Grand'Rivière, réalisé par l'ADDUAM permettant de situer le contexte environnemental et de définir les enjeux environnementaux du territoire. Afin de proposer un diagnostic le plus exhaustif, IMPACT Mer a complété l'Etat Initial de l'Environnement, sur la base de la bibliographie disponible (études environnementales déterminées dans d'autres plans ou programmes, études spécifiques sur la commune, inventaire des zones humides,...). Par la suite, une mission de terrain a également permis d'affiner l'Etat Initial de l'Environnement sur les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du PLU.

Ces compléments ont permis de définir des pressions subies par le milieu et hiérarchisation des enjeux environnementaux. On entend par pressions subies, les pressions anthropiques (usages,...) et les pressions naturelles (risques naturels,...). Enfin, les enjeux environnementaux ont été hiérarchisés en fonction de leur impact potentiel sur l'environnement.

La seconde phase a consisté à analyser la compatibilité du PLU avec les documents supracommunaux. L'ensemble des éléments du PLU envoyés par l'ADDUAM (Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), Orientations d'Aménagement de Programmation (OAP), règlement et zonage) ont donc été analysés afin de voir s'ils étaient compatibles avec les différents plans, lois et programmes.

Les éléments du PLU ont ensuite été analysés selon leurs impacts sur l'environnement et plus particulièrement sur les enjeux environnementaux identifiés.

La troisième étape a consisté à identifier les besoins révélés par le diagnostic territorial qui ont motivé la formulation des objectifs du PADD et des OAP. A ce titre, une réunion de co-construction de l'OAP sur le quartier de Beauséjour a été organisée par l'ADDUAM avec les élus, sur laquelle a été convié IMPACT MER. L'objectif était de partager et d'échanger sur les enjeux d'aménagement propres à ce secteur, et de proposer un aménagement soucieux d'y répondre.

Des mesures d'évitement, de réduction et de compensation des conséquences dommageables de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement ont ensuite été formulées. Enfin, des indicateurs de suivi ont été proposés pour suivre l'efficacité de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement.

L'évaluation environnementale a permis de faire évoluer le PLU puisque la commune a tenu compte de plusieurs éléments fournis par cette étude. Les éléments ont été fournis au fur et à mesure de l'avancée de l'étude, ce qui a permis d'amender le projet municipal en faveur de la préservation des caractéristiques environnementales. Ces évolutions ont permis de diminuer les impacts négatifs de la mise en œuvre du PLU et la prise en compte de propositions de mesures.

II – ARTICULATION DU PLU AVEC LES LOIS, PLANS ET PROGRAMMES MENTIONNES A L'ARTICLE L122-4 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

A- Loi Montagne

Les secteurs de Grand'Rivière, dont l'altitude est supérieure à 350 m sont soumis aux dispositions de la loi « Montagne », conformément aux articles L.122-1 et suivant du Code de l'Urbanisme. Les principaux objectifs de cette loi sont la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine culturel et naturel montagnard, la préservation des terres au maintien et au développement des activités agricoles et forestières. La loi oriente vers une urbanisation en continuité de l'urbanisation existante.

Principes de la loi Montagne	Traduction au sein du PLU de Grand'Rivière
<p>Préservation des terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières</p>	<p>La commune de Grand'Rivière dispose de superficies agricoles restreintes sur son territoire. Toutefois, et dans un objectif de préservation du foncier, le PLU classe ces espaces en zone agricole, dont la très grande majorité en zone agricole stricte, ce qui assure la préservation de ce foncier.</p> <p>Par ailleurs, le projet communal classe la très grande majorité du territoire en zone naturelle et forestière N, dont l'ensemble des sites concerné par une protection réglementaire, sur lesquels est ajoutée une protection au titre du régime des Espaces Boisés Classés, conformément à l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme, garantissant la protection des surfaces boisées.</p>
<p>Préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, à travers les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols</p>	<p>Le projet de PLU préserve les paysages par un classement en zones naturelles et agricoles des espaces naturels (fond de vallées, mornes) et agricoles, qui sont à l'origine de l'identité communale de Grand'Rivière.</p> <p>L'orientation d'Aménagement et de programmation sur le secteur de Beauséjour prévoit l'aménagement de haies visant à un pré-verdissement du quartier, une limitation de la hauteur des constructions et la création de jardins partagés, qui permettent de mettre en valeur le paysage sur le quartier, mais aussi favorisent l'intégration des nouvelles constructions dans le paysage. Par ailleurs, le règlement d'urbanisme de la zone stipule que les essences devront être locales et les arbres les plus remarquables sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Le règlement des zones urbaines prévoit également une densification raisonnée, et une limitation de la hauteur permettant notamment de préserver les perspectives paysagères qui caractérisent le territoire riverain.</p>
<p>Urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants</p>	<p>Grand'Rivière se compose de deux entités urbaines, le bourg originel qui s'étend du littoral jusqu'au pont de la RD10 sur la Grande Rivière, et du quartier de Beauséjour, développé autour de l'habitation, avec notamment l'aménagement d'un lotissement ces dernières années. Ils constituent au sens de la Loi Montagne des bourgs ou village et des groupes de constructions d'habitations existantes. La Loi Montagne indique que l'extension de l'urbanisation doit être réalisée en continuité de ces secteurs urbanisés.</p> <p>En favorisant la production de logements sur le bourg originel (reprise des logements vacants) et le renouvellement urbain d'un ancien corps de bâtiment (ancienne école), le projet municipal assure une urbanisation en continuité des bourgs où groupe d'habitations existantes. Le projet d'extension du lotissement de Beauséjour répond à la même logique.</p>

Respect de la qualité des sites et les grands équilibres naturels et prendre en compte les communautés d'intérêt des collectivités locales concernées, pour tout ce qui concerne le développement touristique et, en particulier, la création d'une UTN	<p>La qualité des sites a été prise en compte (cf. ci-avant), tout comme les grands équilibres naturels. La majorité des zones naturelles et agricoles du POS ont été maintenues en l'état. On dénombre toutefois des mutations entre zones agricoles et naturelles afin de répondre à un des enjeux de la municipalité, le regroupement du foncier agricole afin de mieux le valoriser, auprès de nouveaux agriculteurs.</p> <p>Par ailleurs, les trois anciennes habitations sont classées en Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) A2 favorisant ainsi la préservation de la vocation agricole du secteur, sans pour autant interdire le développement d'activités connexes à l'agriculture (agritourisme).</p> <p>Le projet municipal ne prévoit pas de création d'Unités Touristiques Nouvelles (UTN)</p> <p>Ces objectifs d'aménagement ne remettent pas en cause la qualité des sites et les grands équilibres naturels du territoire riverain.</p>
--	--

→ Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec la loi Montagne.

B- Loi Littoral

Votée en 1986, la loi Littoral concerne plus de 1 210 communes riveraines de la mer, mais aussi de grands lacs, d'estuaires ou de deltas. Elle tente de concilier préservation et développement du littoral. Grand'Rivière est une commune littorale, et par conséquent, elle est soumise aux dispositions de la loi « Littoral », conformément aux articles L.121-1 et suivant du Code de l'Urbanisme.

Principes de la loi Littoral	Traduction au sein du PLU de Grand'Rivière
Préservation des espaces remarquables ou caractéristiques et des milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques	<p>La commune de Grand'Rivière se caractérise par de vastes espaces naturels, qui s'étendent de l'Ouest du territoire vers le Sud et la Montagne Pelée, en englobant une partie du littoral riverain. L'ensemble de ces espaces sont classés par le PLU en zone naturelle et forestière N, doublé le plus souvent par une protection au titre du régime des Espaces Boisés Classés. Ce classement et cette mesure de protection assure une préservation maximale de ces milieux très fragile.</p>
Préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, à travers les documents et décisions relatifs à l'occupation des sols	<p>Le projet de PLU préserve les paysages par un classement en zones naturelles et agricoles des espaces naturels (fond de vallées, mornes) et agricoles, qui sont à l'origine de l'identité communale de Grand'Rivière.</p> <p>L'orientation d'Aménagement et de programmation sur le secteur de Beauséjour prévoit l'aménagement de haies visant à un pré-verdissement du quartier, une limitation de la hauteur des constructions et la création de jardins partagés, qui permettent de mettre en valeur le paysage sur le quartier, mais aussi favorisent l'intégration des nouvelles constructions dans le paysage. Par ailleurs, le règlement d'urbanisme de la zone stipule que les essences devront être locales et les arbres les plus remarquables sont protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.</p> <p>Le règlement des zones urbaines prévoit également une densification raisonnée, et une limitation de la hauteur permettant notamment de préserver les perspectives paysagères qui caractérisent le territoire riverain.</p>

Extension de l'urbanisation en continuité des zones urbanisées sur l'ensemble du territoire communal	<p>Grand'Rivière se compose de deux entités urbaines, le bourg originel qui s'étend du littoral jusqu'au pont de la RD10 sur la Grande Rivière, et du quartier de Beauséjour, développé autour de l'habitation, avec notamment l'aménagement d'un lotissement ces dernières années. Ils constituent au sens de la Loi littoral une agglomération et un village existant.</p> <p>En favorisant la production de logements sur le bourg originel (reprise des logements vacants) et le renouvellement urbain d'un ancien corps de bâtiment (ancienne école), le projet municipal assure une urbanisation en continuité de l'agglomération ou du village existants. Le projet d'extension du lotissement de Beauséjour répond à la même logique.</p>
Détermination des capacités d'accueil	<p>Pour déterminer la capacité d'accueil des espaces urbanisés ou à urbaniser, les documents d'urbanisme doivent tenir compte :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1° De la préservation des espaces et milieux; 1° bis De l'existence de risques littoraux, notamment ceux liés à la submersion marine ; 2° De la protection des espaces nécessaires au maintien ou au développement des activités agricoles, pastorales, forestières et maritimes ; 3° Des conditions de fréquentation par le public des espaces naturels, du rivage et des équipements qui y sont liés. <p>Dans les espaces urbanisés, ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation des opérations de rénovation des quartiers ou de réhabilitation de l'habitat existant, ainsi qu'à l'amélioration, l'extension ou la reconstruction des constructions existante.</p> <p>Le PLU de Grand'Rivière a estimé les capacités dans ses espaces actuellement urbanisés avant d'envisager l'extension du lotissement de Beauséjour. Afin de répondre aux enjeux démographiques définis par la municipalité, les capacités d'accueil facilement mobilisables ne permettaient pas de répondre aux enjeux démographiques identifiés sur le territoire communal.</p>

→ Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec la loi Littoral.

C- Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages

La loi n°2016-1087 du 08 août 2016, dite loi biodiversité, intègre les nouvelles dispositions des principes et des sanctions favorables à la protection du patrimoine naturel. Elle a trois effets notables :

Elle réaffirme l'existence des « espaces de continuités écologiques » en facilitant la mise en place des « espaces de continuité » écologiques dans les PLU. Ceci permet au PLU d'imposer une part minimale des surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables.

Elle impose la végétalisation des toitures de certains établissements commerciaux sur tout ou partie de leurs toitures, et de façon non exclusive et sur les aires de stationnement afin de favoriser la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation et préserver les fonctions écologiques des sols.

Elle permet la création de servitudes dans les PLU pour de futurs espaces verts en prévoyant dans les zones urbaines et à urbaniser l'institution de servitudes indiquant [...] la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements.

Cette loi est notamment traduite par l'intermédiaire de la Trame verte et bleue. Les principaux objectifs sont de favoriser le déplacement des espèces et réduire la fragmentation des habitats qui représente l'une des premières causes d'érosion de la biodiversité, et ce, avant la pollution ou le changement climatique.

Autre enjeu, la préparation à l'adaptation au changement climatique et préparer les services rendus par la biodiversité (fertilisation des sols par la micro-faune, limitation des risques d'inondation, maintien de la qualité de l'eau, pollinisation par les insectes, atténuation de la chaleur, diminution de la pollution de l'air...). L'amélioration de la qualité et la diversité des paysages ainsi que le cadre de vie sont également des objectifs de la Trame Verte et Bleue.

Enfin, la maîtrise du développement urbain et la lutte contre l'artificialisation des sols liée à l'urbanisation croissante est un dernier enjeu.

Par le classement en zone naturelle inconstructible d'une très grande partie du territoire communal, dont l'ensemble des bois et forêts protégées au titre du régime des sites classés, ou des Réserves Biologiques Intégrales (RBI), de la préservation des autres massifs boisés, des ripisylves et des fonds de ravines, le projet communal répond aux principaux objectifs de la Trame Verte et Bleue, et réduit fortement la fragmentation des habitats et assure la préservation de la biodiversité. La protection des espaces naturels les plus sensibles par le régime des Espaces Boisés Classés (EBC) contribuent également à répondre aux principaux objectifs de la Trame Verte et Bleue.

En promouvant une urbanisation au sein des entités bâties existantes (bourg et le quartier Perriolat) et en limitant l'extension urbaine sur le quartier de Beauséjour, le projet de PLU proposé assure une protection des espaces naturels et des habitats naturels. De même, en imposant un pré-verdissement du futur quartier à Beauséjour, le projet municipal contribue à améliorer la biodiversité sur le secteur (actuellement planté en canne), et le déplacement de la faune inféodée à ce milieu.

Enfin, le PLU proposé par la municipalité de Grand'Rivière impose au travers de son règlement d'urbanisme des espaces non imperméabilisés autour des constructions afin de favoriser l'infiltration des eaux de pluie, la préservation au maximum des arbres existants. De même, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation définie sur le secteur de Beauséjour prévoit la préservation des arbres remarquables située en limites de zones, et un aménagement non imperméabilisé du parking. Ces règles contribuent à répondre aux différents objectifs de la loi.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.**

D- Le Schéma d'Aménagement Régional (SAR)

Le Schéma d'Aménagement Régional de la Martinique a été adopté le 26 janvier 1998 par le Conseil Régional, puis approuvé par un décret du Conseil d'Etat en date du 23 décembre 1998. Le SAR définit les grandes orientations en matière de développement, de mise en valeur et de protection de l'environnement. Il comprend également un

volet Schéma de Mise en Valeur de la Mer. Conformément aux dispositions du décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012, le SAR intègre le volet Trame Verte et Bleue pour les départements et les Régions d'Outre-mer (DROM) et prend ainsi valeur de Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE).

Le Schéma d'Aménagement régional de Martinique a été adopté le 26 janvier 1998 par le Conseil Régional, puis approuvé par un décret du Conseil d'Etat en date du 23 décembre 1998. Le SAR définit les grandes orientations en matière de développement, de mise en valeur et de protection de l'environnement. Conformément aux dispositions du décret n°2012-1492 du 27 décembre 2012, le SAR intègre le volet Trame Verte et Bleue pour les Départements et Régions d'Outre-mer (DROM), et prend ainsi valeur de SRCE.

L'Ajoupa-Bouillon fait partie de la zone Nord Atlantique, composée des communes de Grand'Rivière, Macouba, Le Lorrain, L'Ajoupa-Bouillon, Le Marigot, Basse-Pointe et, avec une population de 17591 habitants en 2014.

Développer une armature urbaine

Les contraintes du milieu physique exigent que, face aux besoins d'une gestion économe et rationnelle du territoire, soient privilégiées l'extension de l'urbanisation dans la continuité des espaces déjà urbanisés et la densification du tissu existant avec l'apport d'équipements publics à proximité des lieux de vie. Le SAR propose donc de densifier les centres bourgs et leur périphérie pour conforter l'urbain et d'autre part, de renverser la tendance du mitage en urbanisant les écarts afin d'organiser le périurbain.

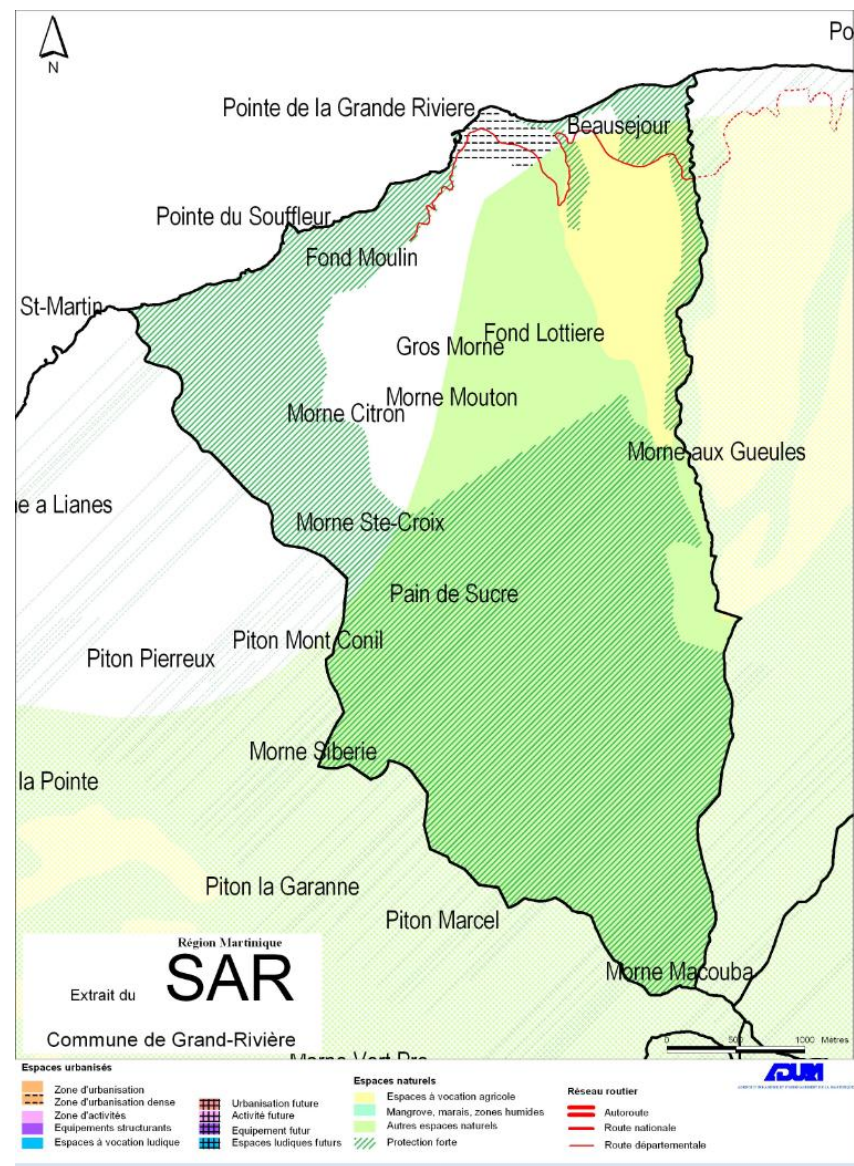
En privilégiant l'urbanisation sur le centre bourg, au sein des disponibilités foncières existantes et de zones d'urbanisation futures à proximité des équipements, le projet municipal tend à une gestion rationnelle du territoire communal et à la densification du bâti. Ce projet lutte efficacement contre le mitage et l'étalement urbain, notamment avec la définition de limites claires du tissu bâti, sans pour autant rechercher à intégrer l'ensemble des constructions à usage d'habitation.

Localiser les grands équipements

Le SAR identifie les grands équipements portuaires, aéroportuaires, culturels qui structurent le territoire de la Martinique. La ville de L'Ajoupa-Bouillon ne fait pas partie des communes destinées à recevoir de tels équipements.

Aménager et développer un réseau de communications internes

Cette orientation vise à assurer la desserte de l'ensemble du territoire. Une amélioration des zones saturées et dangereuses est prévue dans le cadre du programme d'amélioration du réseau routier, ainsi qu'un développement d'autres modes de transports. Les principes se déclinent en trois orientations majeures :



- Le développement d'une armature urbaine forte (extension limitée de l'urbanisation, densification du tissu urbain, préservation des espaces nécessaires aux activités économiques porteuses de développement),
- La protection des terres agricoles (distinction entre espaces agricoles à protection forte et les espaces à vocation agricole),
- La protection des espaces naturels.

Le SAR soulève l'inadéquation prochaine de l'armature urbaine actuelle et plaide pour un triple rééquilibrage :

Un resserrement de l'habitat vers les zones urbaines, renversant la tendance au mitage et à l'habitat diffus,

Un pôle de desserrement de l'agglomération,

Une politique d'aménagement des quartiers ruraux en renforçant les capacités d'accueil en logements, les équipements existants ou en implantant des équipements publics nouveaux afin de retenir la population rurale sur ses lieux de vie habituels.

En inscrivant une urbanisation prioritaire sur le bourg, une délimitation claire des zones urbaines, le projet communal traduit concrètement le principe de resserrement de l'habitat poursuivi par le SAR.

De même, en préservant les terres agricoles, la ville de Grand'Rivière répond à l'orientation de protection des terres agricoles. Enfin, les orientations municipales visant la préservation de la trame verte et bleue, la protection des continuités écologiques, de la qualité et de la quantité de la ressource, sont également des réponses aux orientations de préservation du milieu naturel poursuivies par le schéma régional.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec les orientations du Schéma d'Aménagement Régional de la Martinique.**

E- Le Schéma Régional Climat Air Energie de Martinique (SRCAE)

Le SRCAE de Martinique a été approuvé par le Préfet le 18 juin 2013. Réalisé conjointement par l'Etat et le Conseil régional. Il définit des objectifs en termes de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables ainsi que des orientations concernant les réductions des émissions de gaz à effet de serre, l'adaptation au changement climatique et la qualité de l'air.

Le SRCAE de Martinique fixe des objectifs à atteindre à l'horizon 2020/2050 permettant :

- D'améliorer l'autonomie énergétique de la Martinique,
- De créer une dynamique de développement local adoptant des modes de consommation, de production industrielle et d'aménagement éco-responsable,
- D'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter,
- De prévenir ou réduire la pollution atmosphérique et d'en atténuer les effets,

- De déterminer, par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique.

Le projet communal inscrit la transition énergétique comme un facteur de développement en encourageant le recours aux énergies renouvelables. Ainsi, le développement d'un parc éolien (7 éoliennes) sur le secteur de Beauséjour répond au premier objectif du schéma, l'amélioration de l'autonomie énergétique de la Martinique et le développement des énergies renouvelables. De même, l'encouragement aux recours des énergies renouvelables dans les constructions nouvelles pour la production d'électricité et d'eau chaude solaire répond à l'objectif de production d'énergies propres, issues de ressources renouvelables, également poursuivi par ce schéma.

Par ailleurs, la volonté municipale de privilégier l'urbanisation sur le bourg et de limiter au maximum les extensions urbaines sur le quartier de Beauséjour, la valorisation des venelles existantes sur le bourg constituent des actions favorables à l'amélioration de la qualité de l'air et à la transition énergétique, deux axes inscrits dans le SRCAE.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Schéma Régional Climat Air Energie de Martinique.**

F- Le Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

Le Plan de Protection de l'Atmosphère de la Martinique a été approuvé par arrêté préfectoral le 21 août 2014. Ce plan a pour objectif de réduire les émissions de polluants atmosphériques et maintenir ou ramener les concentrations à des niveaux inférieurs aux normes fixées par l'article R221-1 du Code de l'Environnement.

Faisant partie de la zone Régionale, la commune de Grand'Rivière n'est pas concernée par le PPA de la Martinique.

G- La charte du Parc Naturel de Martinique (PNM)

Le Parc Naturel de Martinique a été créé par décret de libération du Conseil Régional de Martinique le 10 septembre 1976. Le renouvellement de son classement a eu lieu le 17 octobre 2012. A cette occasion, la charte révisée du parc ainsi que son nouveau périmètre ont été validés par décret du 23 octobre 2012. Le territoire de Grand'Rivière est concerné en totalité par le périmètre du parc. La charte définit les objectifs et priorités d'actions suivants :

- Maîtriser l'évolution du territoire de la Martinique,
- Protéger le patrimoine naturel et les paysages du territoire,
- Sauvegarder et promouvoir le patrimoine culturel martiniquais,
- Valoriser le patrimoine naturel et culturel au service d'un développement durable à la Martinique,
- Développer l'accueil, l'information, l'éducation à l'environnement par une communication permanente.

De même, la charte délimite le territoire du parc en quatre types de zones :

- Les zones naturelles d'intérêt majeur :
- Les zones naturelles sensibles :
- Les zones agricoles
- Les zones paysagères sensibles
- Les zones à dominantes urbaines et espaces fragilisés

H- Le Parc Naturel Marin de Martinique (PNMM)

Le Parc Naturel Marin de Martinique a été créé le 05 mai 2017 et s'étend jusqu'à la limite extérieure de sa zone économique exclusive. Il couvre une superficie de 48 900 km². Il intègre la totalité des habitats marins martiniquais (mangroves, plages, îlets, herbiers, communauté corallienne, habitats profonds et large...) qui rassemblent une biodiversité remarquable à la jonction entre l'océan Atlantique et la mer des Caraïbes.

Le Parc Naturel Marin a pour objectif de connaître et de protéger le milieu marin, tout en soutenant le développement durable des activités maritimes qui en dépendent.

Un des projets de la municipalité de Grand'Rivière est de promouvoir un assainissement collectif sur l'ensemble des zones urbaines, et dans le cas de zones d'assainissement non collectif, de veiller à un bon assainissement des eaux usées produites. Cette volonté municipale concourt à l'amélioration de la qualité des eaux côtières, et répond donc à un des objectifs du Parc, la préservation du milieu naturel marin. De même, en soutenant la finalisation du projet de port, porté par la Collectivité Territoriale de Martinique (CTM), la municipalité de Grand'Rivière contribue au maintien et au développement de cette activité économique, tout en envisageant un développement durable de ces différentes activités économiques (récupération des eaux noires, gestion des déchets...). Ce projet inscrit dans le PADD et traduit règlementairement dans d'autres pièces du PLU (zonage, règlement) contribue également à développer les objectifs du Parc Naturel Marin sur le territoire de la commune de Grand'Rivière.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec les orientations du Parc Naturel Marin de Martinique**

I- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021

Grand'Rivière est couvert par le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux de Martinique approuvé le 30 novembre 2015. Cinq orientations générales ont été définies :

- Gérer l'eau comme un bien commun et développer les solidarités entre les usagers,

- Lutter contre les pollutions pour reconquérir et préserver notre patrimoine naturel dans un souci de santé publique et de qualité de vie,
- Changer les habitudes et promouvoir les pratiques éco-citoyennes vis-à-vis des milieux,
- Améliorer la connaissance sur les milieux aquatiques
- Maîtriser et prévenir les risques.

Un des projets affichés dans le projet communal est de promouvoir un assainissement collectif sur l'ensemble des zones urbaines, et dans le cas de zones d'assainissement non collectif, de veiller à un bon assainissement des eaux usées produites. Autre objectif municipal pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme, la préservation de la ressource, tant en qualité qu'en quantité. A cela s'ajoute l'objectif municipal de protéger les périmètres de protection de captage. Ces différentes actions contribuent à traduire les objectifs du SDAGE sur le territoire riverain, en particulier les objectifs 1 « Gérer l'eau comme un bien commun et développer les solidarités entre les usagers » et 2 « Lutter contre les pollutions pour reconquérir et préserver notre patrimoine naturel dans un souci de santé publique et de qualité de vie ».

Par ailleurs, la volonté municipale de traiter la problématique des eaux pluviales, en favorisant l'infiltration à la parcelle dès que possible, en aménageant une noue paysagère sur le nouveau quartier de Beauséjour répond à l'objectif 5 du SDAGE, « la maîtrise et la prévention des risques ».

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.**

J- Le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)

La révision du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) de la commune de Grand'Rivière a été approuvée le 03 décembre 2013. La commune est principalement concernée par le risque inondations, mouvements de terrain et les aléas climatiques.

Une des orientations du projet communal est de proposer un développement du territoire limitant les risques naturels. Ainsi, les élus riverains ont veillé à prendre en compte les préconisations du PPRN. Ils ont également décidé de maintenir les secteurs d'écoulement naturels des eaux, les ravines et leurs abords ainsi que d'interdire l'urbanisation sur les terrains présentant des pentes fortes.

Certaines zones urbaines sont situées dans des zones à risques. Etant donné leur caractère manifestement urbain, ces zones ne pouvaient être classées agricoles ou naturelles. Le règlement renvoie aux préconisations du PPRN qui encadrent les possibilités d'extension de l'urbanisation.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Plan de Prévention des Risques Naturels.**

K- Le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI)

Un Plan de Gestion du Risque Inondation a été établi à l'échelle de la Martinique pour la période 2016-2021, approuvé le 30 novembre 2015. L'idée directrice est d'atteindre les objectifs de la stratégie nationale sur le risque d'inondation. Ils sont déclinés au sein des stratégies locales pour les territoires à risque d'inondation important.

Le PGRI fixe cinq grands objectifs en matière de gestion des risques d'inondation concernant le bassin ou groupements de bassins, déclinés en dispositions :

- Développer des gouvernances adaptées au territoire, structurées et pérennes, aptes à porter des stratégies locales et les programmes d'actions (objectif 1),
- Améliorer la connaissance et bâtir une culture du risque inondation (objectif 2),
- Aménager durablement les territoires, réduire la vulnérabilité des enjeux exposés (objectif 3),
- Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale des territoires impactés (objectif 4),
- Favoriser la maîtrise des écoulements, en cohérence avec la préservation des milieux aquatiques (objectif 5).

Avec la protection des ripisylves des cours d'eau, le plus souvent avec une protection au titre du régime des Espaces Boisés Classés (EBC), le classement en zone naturelle de ces espaces constitue des mesures en vue de réduire la vulnérabilité des enjeux exposés, le projet municipal traduit bien l'objectif 3 du PGRI.

Le maintien des éléments remarquables du paysage est quant à lui, une réponse à un aménagement durable du territoire communal. L'orientation municipale de veiller à la prise en compte du PPRN inscrite dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, la prise en compte le plus en amont de la vulnérabilité aux risques dans les projets, à l'image de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation, du règlement écrit et graphique, sont également des actions en faveur d'un aménagement durable du territoire riverain.

La précision des modalités de gestion des eaux pluviales et la préférence à une infiltration des eaux à la parcelle au travers du règlement écrit constituent également des actions d'anticipation pour la prévention des inondations. Enfin, l'interdiction de construire en zone d'aléas forts répond aussi au même objectif.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Plan de Gestion du Risque Inondation.**

L- Le Schéma de Cohérence Territoriale de CAP Nord (SCoT)

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Cap Nord a été approuvé le 21 juin 2013. Ce document permet d'encadrer et structurer le développement du Nord martiniquais à l'horizon 2020. Les grandes orientations qui figurent dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOG) du SCoT sont :

- Les développements urbains doivent être localisés au moins à 75% dans les espaces urbains de référence, avec une priorité donnée aux espaces déjà urbanisés à densifier,

- Les autres développements doivent être limités aux extensions urbaines potentielles, qui doivent représenter au maximum 120 hectares, soit moins de 0.3% de l'ensemble du territoire et 1% de la sole agricole, dont environ la moitié pour les fonctions résidentielles, équipements et services de proximité, 50% pour les grands équipements et les activités économiques,
- Au moins 75% des développements urbains relatifs aux fonctions habitat et équipements doivent être localisés dans les espaces urbains de référence, dont environ 50% dans les espaces urbains existants et 25% dans les espaces d'urbanisation prioritaires.
- Le principe de densification est mis en œuvre dans le bourg et sa périphérie immédiate,
- Les espaces naturels et agricoles voient leur protection renforcée, notamment les zones naturelles d'intérêt majeur, les zones naturelles sensibles et les espaces à dominante agricole.

Le SCoT, dans son DOG, a identifié Grand'Rivière comme commune relais du développement de CAP Nord. A ce titre, il instaure pour ces communes, dans un objectif d'intensification urbaine, des densités d'au moins 10 logements par hectare. Dans le cadre du PADD, la municipalité affiche une volonté de densification à hauteur de 12 logements/hectare, soit une valeur supérieure que celle exigée par le SCoT.

Le SCoT fixe également un objectif de production de logements (600 logements sur 10 années pour les 7 communes de rang 3 dont fait partie Grand'Rivière) et une surface maximale de déclassement (pour les extensions urbaines potentielles) de 15 hectares au total (pour les 7 communes). En favorisant le développement des nouvelles constructions sur le quartier Perriolat et la reprise des logements vacants, le PLU de Grand'Rivière préconise la densification des zones urbaines existantes, notamment dans un objectif de rationalisation des équipements et réseaux présents. De même, le PLU limite les extensions urbaines à 2 hectares, situées en prolongement du lotissement de Beauséjour. Ainsi la localisation des développements urbains attendus dans les quinze prochaines années (nouvelles constructions, zone 1AU) répond bien à l'objectif du DOG de localiser à 75% dans les espaces urbains de références et en continuité de zones déjà urbanisées qui pour Grand'Rivière se caractérise par le bourg et le quartier de Beauséjour.

En limitant les déclassements des terres agricoles au profit de zones à urbaniser au strict nécessaire et la localisant uniquement sur le quartier de Beauséjour, le projet présenté par les élus riverains répond aux objectifs du SCoT de CAP Nord.

Le PADD et les OAP respectent les orientations du SCoT portant sur les conditions relatives aux projets de développement urbain, que ce soit en termes de densité et de mixité des formes urbaines. Par ailleurs, des réponses concrètes portant sur les politiques publiques de logements sont intégrées dans ces documents (opération de logements sociaux sur le quartier Perriolat) en faveur de la production de petits logements, un besoin recensé (quartier Beauséjour) sur le territoire communal. Si on ajoute la volonté municipale de travailler sur le parcours résidentiel tout au long de la vie (accession, projet de résidence seniors...), le projet communal est donc compatible avec cette orientation du SCoT.

Le projet apporte également des réponses concrètes en matière de préservation de l'environnement, des paysages et de la biodiversité, orientation inscrite dans le SCoT. Au travers du classement en zone naturelle inconstructible des espaces boisés (Morne Sainte-Croix, forêt départementalo-Domaniale de la Montagne Pelée...), de l'ensemble des ripisylves des cours d'eau, le projet communal répond aux principaux objectifs de la Trame Verte et Bleue, et protège la qualité paysagère du territoire. La protection des espaces naturels les plus sensibles par le régime des Espaces Boisés Classés, mai aussi l'identification de certains corridors écologiques sont des actions

fortes en termes de préservation de la biodiversité et de la réduction de la fragmentation des habitats. A ce titre, le projet présenté par els élus riverains est compatible avec cet objectif du SCoT.

Le PADD apporte enfin des réponses en termes de développements économiques, avec une politique communale qui s'appuie sur l'ensemble des atouts du territoire (agriculture, pêche, sylviculture, tourisme), notamment avec la finalisation de l'aménagement du port, le développement de projet agritouristique au niveau de l'habitation Malakoff, création d'un parc éolien sur Beauséjour.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Schéma de Cohérence Territoriale de CAP Nord.**

M- Le Programme Local de l'Habitat de CAP Nord (SCoT)

La Communauté d'Agglomération de CAP Nord a approuvé son Programme Local de l'Habitat le 30 septembre 2016. Ce document cadre la réalisation de logements à l'échelle du territoire et par commune. Il vise à définir une politique cohérente de l'habitat pour les 6 prochaines années (2015/2021).

Les propositions d'orientations retenues sont les suivantes :

- Préciser le rythme de la construction neuve,
- Mobiliser le parc ancien,
- Poursuivre le développement d'une offre abordable et adaptée,
- Mettre en œuvre une politique foncière et publique,
- Reconquérir les centralités.

Ses prévisions en termes de production de nouveaux logements couvrent une période de 6 ans, soit à l'horizon 2022. En ce qui concerne Grand'Rivière, le programme prévoit au maximum la construction de 18 logements neufs sur la période 2016-2021, soit à l'échelle du PLU (15 ans), une possibilité de construire 45 logements neufs.

Le projet communal prévoit la production de 60 logements à l'échelle de son PLU à l'horizon 2030 qui prendra appui sur la réhabilitation ou la reprise du bâti vacant (16), sur un projet de réhabilitation urbaine (ancienne école avec la construction de 24 logements sociaux) et la construction de 20 nouveaux logements. A noter que le PLH n'impose pas la production de logements sociaux sur la commune de Grand'Rivière sur la période 2016-2022.

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Programme Local de l'Habitat de CAP Nord.**

N- Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN)

Le SDTAN a été voté le 19 novembre 2013. Il est un document opérationnel à moyen / long terme établi à l'échelle de la Martinique :

décrivant une situation à atteindre en matière de couverture numérique du territoire considéré ;
 analysant le chemin à parcourir pour y parvenir et la part prévisible qu'y prendront les opérateurs privés ;
 arrêtant des orientations sur les actions publiques à mettre en œuvre pour accélérer l'atteinte de ces objectifs, ou simplement les atteindre.

Il préconise une mise à disposition de l'offre Très Haut Débit à l'horizon 2020 pour tous les Martiniquais.

Au niveau du PADD, la municipalité a inscrit comme objectif d'offrir une bonne couverture numérique à l'ensemble des habitants (axe.....) Par ailleurs, le règlement du PLU indique que « toute construction doit être raccordée aux réseaux de communications électroniques lorsqu'ils existent. En l'absence de réseau, les installations et constructions devront être conçues de manière à être branchées au réseau dès leur réalisation ».

De même, il est mentionné que « si le raccordement au réseau de communication numérique n'est pas prévu à court terme, il est néanmoins exigé du constructeur la pose préalable en souterrain de fourreaux permettant un raccordement ultérieur des constructions ».

→ **Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique.**

O- Le Plan de Prévention et de Gestion des déchets non Dangereux de la Martinique (PPGDND)

Le Plan de Prévention et de gestion des déchets Non dangereux de la Martinique (PPGDND) a été approuvé le 22 septembre 2015. Il se substitue au Pla, Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

Ce nouveau plan doit répondre aux objectifs réglementaires relatifs à la prévention et à la réduction de la production et de la nocivité des déchets, à la limitation des transports, à la valorisation et à l'information du public. Il doit prévoir également des moyens de traitement des déchets résiduels. Il vise à orienter et à coordonner l'ensemble des actions à mener, tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés, en vue d'assurer la réalisation de ces objectifs aux horizons 2020 et 2026, en référence à l'article R.514-14 du Code de l'Environnement.

Bien que le PLU ne traite pas directement des modalités de collecte et de traitement des déchets, le PADD mentionne de « poursuivre et approfondir la politique de collecte sélective des déchets engagée par l'intercommunalité, aménager des locaux de tri sélectif dans les nouvelles constructions et particulièrement les collectifs ».

Enfin, et afin de lutter contre les sources de pollutions diffuses sur son territoire, la municipalité a proscrié sur l'ensemble de la commune, l'installation à ciel ouvert de dépôts de déchets et de Véhicules Hors d'Usage (VHU). L'instauration de cette interdiction répond à la volonté communale d'anticiper les moyens de traitement des déchets résiduels et de favoriser la valorisation de l'ensemble de la production.

→ Le projet de PLU de Grand'Rivière est compatible avec le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de la Martinique.

P- Les Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

Le PLU a été élaboré en prenant en compte les différentes servitudes d'utilité publique qui s'appliquent sur le territoire communal, annexées au dossier. Ces servitudes sont les suivantes :

Nom de la servitude	Réf	Champ d'application	Acte instituant sur le territoire communal	Gestionnaire
Police des eaux Cours d'eau non domaniaux	A4	- Autres cours d'eau non domaniaux		Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DDAF) de Martinique Direction de l'Environnement, de l'Agriculture et du Logement (DEAL) de la Martinique.
Conservation des eaux	AS1	Source captée, en amont de Malakoff,		Agence Régionale de Santé (ARS) de Martinique
Plan de Prévention des Risques Naturels	PM1	Commune de Grand'Rivière	03 décembre 2013	Direction de l'Environnement, de l'Agriculture et du Logement (DEAL) de la Martinique.
Servitude relative à la protection des canalisations électriques	JS1	Commune de Grand'Rivière		Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Martinique
Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques	I4	Commune de Grand'Rivière		Direction de l'Environnement, de l'Agriculture et du Logement (DEAL) de la Martinique.

A cela s'ajoutent les protections des forêts soumises au régime forestier. Sur la commune de Grand'Rivière sont concernées la forêt domaniale du littoral (parcelles B1, B65, B66, B11, B25, B27, B28, B30, B47, B48, B49, B51, B2, B4 et B68) et la forêt départementale (parcelles B52, B53). L'Office National des Forêts est le gestionnaire de ces protections.

III – IMPACTS EN L'ABSENCE D'ELABORATION D'UN PLU

Afin d'évaluer le scénario « au fil de l'eau », ont été considérées les dispositions d'urbanisme qui s'appliqueraient et les tendances évolutives globales de la commune (démographie, activités, besoins en ressources), en l'absence de l'élaboration du PLU. La commune de Grand'Rivière est actuellement couverte par un Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 14 mai 1999. Certaines orientations inscrites dans le Plan d'Occupation des Sols ont été réalisées, d'autres sont encore en attente. Toutefois, la commune voit sa population démographique baissée, le départ des jeunes générations de la ville. Aujourd'hui, la municipalité riveraine souhaite redynamiser la commune en s'appuyant sur les atouts de son territoire, ce qui a motivé l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme.

La loi relative à la Solidarité et au renouvellement urbains de 2000, renforcée par la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové de 2014 met fin aux Plans d'Occupation des Sols et impulse l'entrée en vigueur des Plans Locaux d'Urbanisme. **En l'absence de PLU approuvé au 26 septembre 2018, la ville de Grand'Rivière passe sous le régime du Règlement National d'Urbanisme (RNU).** Celui-ci a deux conséquences principales :

- **L'application de la règle de la constructibilité limitée** : les articles L.111-3 et suivants du Code de l'Urbanisme fixent la règle de la constructibilité limitée, dont le but est d'éviter la réalisation d'un habitat dispersé (« mitage des campagnes ») et un développement des petits bourgs et hameaux en « tache d'huile ».
- La soumission des décisions d'urbanisme au Préfet : **obligation de recueillir un avis conforme du Préfet sur les demandes de permis de construire ou les déclarations préalables.**

Ce nouveau cadre réglementaire pourrait avoir des conséquences négatives sur le développement de nouveaux projets sur le territoire communal, pouvant nuire à la redynamisation de la commune.

IV – ANALYSE DES INCIDENCES DU PLU

Le diagnostic liste de nombreux enjeux pour la commune. Un travail d'analyse a été réalisé en cherchant à les hiérarchiser au regard de quatre critères généraux combinant les différents piliers du développement durable et la notion de sécurité. Ces critères ont été pondérés avec les coefficients suivants :

- Sécurité des personnes et des biens ou de santé : 4
- Développement économique de la commune : 3
- Paysage, cadre de vie et aspects sociaux : 2
- Environnement et espaces naturels : 2

L'objectif est à la fois de donner une vision hiérarchisée des enjeux du projet communal vis-à-vis des critères présentés (colonne « Hiérarchisation ») et de mentionner les enjeux qui présentent une forte composante liée à l'environnement (colonne « Environnement et espaces naturels »).

De manière arbitraire, le résultat de la hiérarchisation peut également être classé en trois niveaux repris dans le code couleur de la colonne « hiérarchisation » :

- Enjeux forts >6
- Enjeux moyens compris entre 3 et 6
- Enjeux faibles <3

Enjeux	Thème	Enjeux	Sécurité des biens et des personnes, santé	Développement économique de la commune	Paysage, cadre de vie et aspects sociaux	Environnement et espaces naturels	Hiérarchisation
Environnementaux	Emplacement géographique	Faire valoir les conditions naturelles de la commune et en tirer profit (notamment en développant un type de tourisme particulier orienté vers la randonnée, la découverte des écosystèmes de la commune).	0	1	1	1	7
		Tirer parti des contraintes liées au territoire en mettant en valeur les zones inconstructibles au regard du PPRN de la commune par des aménagements légers des setiers pédestres...	1	0	1	1	8
	Ressource en eau	Poursuivre une agriculture respectueuse de l'environnement, sans ou peu d'utilisation des produits chimiques, pesticides, garants d'une bonne qualité de cours d'eau.	1	0	0	1	6
		Veillez à une urbanisation respectueuse de la ressource en eau en mettant en place des dispositions pour l'assainissement.	1	0	1	1	8
	Biodiversité	Adapter l'usage des sols aux secteurs présentant un intérêt écologique fort.	0	0	1	1	2
		Valoriser les boisements qui constituent des secteurs de biodiversité.	0	0	0	1	2
		Favoriser les connexions entre les corridors écologiques potentiels laissant préfigurer la trame verte et bleue.	0	0	0	1	2
		Préserver et reconquérir les espaces agricoles.	0	1	0	0	3
	Paysage	Développer la commune, tout en préservant ses paysages, son authenticité, qui sont des atouts pour le classement au patrimoine Mondial de l'UNESCO.	0	1	1	1	7
		Préserver les paysages qui constituent un des points forts de la commune, en contenant	0	1	1	1	7

		l'urbanisation dans l'enveloppe bâtie déjà constituée.					
		Valoriser les points de vue de la commune et en faire un des attraits forts du territoire.	0	1	1	0	5
		Travailler le front de mer de manière paysagère pour favoriser la transition façade littorale et urbanisation.	0	0	1	0	2
Développement	Démographie	Mettre en œuvre des actions pour assurer le maintien de la population de 2015.	0	1	1	0	5
		Améliorer et adapter l'offre en logements aux besoins de la population.	0	1	1	0	5
		Favoriser le parcours résidentiel en diversifiant la typologie d'habitat	0	1	1	0	5
		Adapter l'offre en équipement à la structure de la population.	0	1	1	0	5
Développement	Habitat	Mener une politique foncière.	0	1	0	0	3
		Favoriser le renouvellement urbain en agissant sur les logements vacants et le bâti dégradé.					
		Permettre la réalisation de petits logements à destination des jeunes et des personnes âgées.	0	0	0	0	3
	Activités emplois	Conforter l'activité liée à la pêche et favoriser sa diversification.	0	1	1	0	2
		Développer l'emploi en valorisant les différentes filières agricoles et forestières.	0	1	1	0	5
		Valoriser la forêt participant à l'économie locale en permettant son exploitation.	0	1	1	0	5
		Favoriser le développement touristique, notamment en activités sportives (pratique du canyoning).	0	1	1	1	5
		Développer l'éco-tourisme sur Grand'Rivière par des activités innovantes et lancer des pistes de réflexion sur une ferme agrotouristique à Malakoff.	0	1	1	1	7
	Favoriser la réouverture de l'office de tourisme.	0	1	1	0	7	
	Equipements	Conforter les équipements existants et réfléchir à l'implantation de nouveaux équipements	0	1	1	0	5
Réfléchir à la réalisation d'un équipement à destination des personnes âgées.		0	1	1	0	5	
		Garantir et sécuriser la circulation sur la RD10 ; identifiée comme unique voie d'accès à la	1	1	1	0	5

Infrastructure et réseaux	commune.					
	Développer et finaliser le port de Grand'Rivière	0	1	1	0	9
	Développer l'offre en transports en commun (bus, bateau).	0	1	1	1	5
	Mettre en place des actions pour rattraper le retard en matière d'assainissement, en tenant compte de la configuration de la commune.	1	1	1	1	7
	Développer l'offre numérique sur la commune en lien avec le SDTAN.	0	1	1	0	11

Si l'on focalise sur les enjeux de la commune ayant une composante environnementale significative, ceux-ci se trouvent hiérarchisés comme suit selon la méthode utilisée :

Enjeux	Hiérarchisation
Mettre en place des actions pour rattraper le retard en matière d'assainissement, en tenant compte de la configuration de la commune.	Fort
Tirer parti des contraintes liées au territoire en mettant en valeur les zones inconstructibles au regard du PPRN de la commune par des aménagements légers, des sentiers pédestres.	Fort
Veiller à une urbanisation respectueuse de la ressource en eau en mettant en place des dispositions pour l'assainissement.	Fort
Faire valoir les conditions naturelles de la commune et en tirer profit (notamment en développant un type de tourisme particulier orienté vers la randonnée, la découverte des écosystèmes de la commune).	Fort
Développer la commune, tout en préservant ses paysages et son authenticité, qui sont des atouts pour le classement au patrimoine Mondial de l'UNESCO.	Fort
Préserver les paysages qui constituent un des points forts de la commune, en contenant l'urbanisation dans l'enveloppe bâtie déjà constituée.	Fort
Favoriser le développement touristique, notamment en activités sportives (pratique du canyoning).	Fort
Développer l'éco-tourisme sur Grand'Rivière par des activités innovantes et lancer des pistes de réflexion sur une ferme agrotouristique à Malakoff.	Fort
Développer l'offre en transport en commun sur la commune (bus bateau).	Fort
Poursuivre une agriculture respectueuse de l'environnement, sans ou peu d'utilisation des produits chimiques, pesticides, garants d'une bonne qualité des cours d'eau.	Moyen
Adapter l'usage des sols aux secteurs présentant un intérêt écologique fort.	Faible
Valoriser les boisements qui constituent des secteurs de biodiversité.	Faible
Favoriser les connexions entre les corridors écologiques potentiels laissant préfigurer la trame verte et bleue	Faible

La hiérarchisation et l'intégration des enjeux thématiques de l'état initial de l'environnement permettent de dégager sur ce territoire deux grands types d'enjeux environnementaux prioritaires.

« Qualité de l'eau »

La qualité de l'eau (eau littorale et Grande Rivière) est un enjeu fort car elle conditionne la qualité du cadre de vie d'une commune définie et délimitée par l'eau (par son nom et par sa position entre rivière et mer).

Il s'agit principalement d'un enjeu de fonctionnement pour :

- . Garantir la qualité de l'eau captée dans la Grande Rivière,
- . Garantir la qualité de l'eau de baignade (rivière et plage).

Cet enjeu passera par un travail au niveau de la gestion des eaux pluviales et des eaux usées de la commune.

« Paysages et réservoirs de biodiversité »

Le patrimoine naturel exceptionnel (étendues forestières, continuum de végétation de la mer au sommet du massif volcanique) de la commune de Grand'Rivière est son principal atout de développement.

Il s'agit principalement d'un enjeu lié au développement du territoire pour :

- . Créer des activités économiques liées à l'écotourisme,
- . Assurer la préservation du cadre de vie des habitants,
- . Protéger un bien patrimonial à l'échelle nationale voire mondiale,
- . Préserver les réservoirs et corridors écologiques de la trame verte et bleue.

A- Analyse des incidences du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Le PADD de Grand'Rivière est tourné vers la préservation et la valorisation de l'environnement. L'accent est mis sur un développement « vert » autour de l'éco-tourisme, la pêche, l'agriculture et les énergies renouvelables.

Le territoire est concerné par deux enjeux forts : le désenclavement et la déprise démographique, dont les solutions passent par des aménagements nécessaires.

1- Des ressources naturelles à préserver

L'évolution de la commune doit se faire en respectant les contraintes environnementales qui caractérisent le territoire de Grand'Rivière. La commune présente une richesse environnementale exceptionnelle qu'il s'agit de préserver et transmettre aux générations futures. Il est donc nécessaire de développer durablement le territoire.

La volonté municipale de préserver l'équilibre naturel des milieux et maintenir la biodiversité constitue un axe d'intervention très important dans l'objectif de préserver les ressources naturelles. De même, la pérennisation des boisements sur les principaux reliefs versants et vallées, et la confirmation des espaces soumis au régime des Espaces Boisés Classés (EBC) représentent également un point fort de la préservation des ressources naturelles sur le territoire communal. Enfin, l'objectif de mettre en œuvre la

trame verte et bleue en veillant au maintien des continuités écologiques entre les espaces boisés et les rivières contribuent également à la préservation des ressources naturelles à l'échelle du territoire communal.

La prise en compte des périmètres de protection de captage de la Grande Rivière permettra d'assurer l'alimentation de la population riveraine en eau potable et de garantir la qualité de la ressource. Cette action est en parfaite adéquation avec l'enjeu de préservation de la qualité de la ressource en eau superficielle et souterraine. De même, la volonté d'inscrire en zone naturelle protégée les cours d'eau et leurs abords garantit également la préservation de la qualité de la ressource.

Les actions en faveur de la gestion des eaux usées répondent à un autre enjeu environnemental, celui la préservation de la qualité de la ressource à l'échelle de la commune. La traduction de cet objectif en actions de terrain contribuera à la préservation des ressources naturelles sur Grand'Rivière.

Le maintien de la petite superficie agricole sur le territoire communal, en limitant leur artificialisation et leur mitage, ainsi que la reconquête des terres de cultures pour favoriser l'implantation de nouveaux agriculteurs sont des actions favorables à la préservation des ressources naturelles sur la commune. De même, l'action du PADD visant à poursuivre une agriculture respectueuse de l'environnement, constitue un atout pour la préservation des ressources naturelles, en particulier la qualité de la ressource en eau et des milieux naturels.

Au contraire, les objectifs de permettre l'exploitation économique des excédants de sables du port, avec les autres communes de l'île, et autoriser l'exploitation des ressources forestières sur les secteurs non concernés par une protection au titre des Espaces Boisés Classés, peuvent engendrer des incidences négatives sur la préservation des ressources naturelles et l'équilibre général du territoire. Ces types d'exploitation devront être très encadrés dans leur gestion quotidienne.

La recommandation d'utiliser des énergies renouvelables dans les nouvelles constructions offre la possibilité de réduire la dépendance de la commune à la fois sur le plan énergétique et sur l'approvisionnement en matière première, tout en diminuant ses émissions de gaz à effet de serre. Cette préconisation va dans le sens de l'enjeu de l'incitation au développement des installations à énergie renouvelable et répond à l'objectif de préserver les ressources naturelles. De même, la volonté d'entamer des actions de communication autour du parc éolien de Beauséjour comme site de référence de la Martinique constitue également un point fort du projet proposé par la municipalité.

La volonté d'affirmer l'identité paysagère de Grand'Rivière, notamment l'authenticité des paysages communaux, de faciliter l'intégration des grands projets d'aménagement (port) ou des nouvelles constructions (logements) dans le paysage, ainsi que la préservation du patrimoine naturel au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme constituent des actions importantes pour la préservation des ressources naturelles sur le territoire riverain.

Enfin, l'axe municipal de proposer un développement du territoire limitant les risques naturels répond à l'enjeu national de limiter l'exposition de la population à ces phénomènes naturels pouvant engendrer des nuisances importantes.

Les grands objectifs de l'orientation n°1 décrivent explicitement un projet vertueux sur le point de vue de l'environnement en cherchant à protéger notamment les habitats.

2- Une économie locale à mobiliser axée sur l'éco-développement

Grand'Rivière est la commune du Nord qui connaît un taux d'activité et d'emplois essentiellement lié au tourisme. Compte tenu des ressources naturelles qu'offre le territoire, il convient d'en tirer parti pour diversifier l'offre touristique en éco-tourisme, ainsi que de favoriser les productions locales autour de la mer, l'agriculture et la sylviculture.

Le premier objectif poursuivi par le projet municipal est le maintien des activités économiques et commerciales existantes et permettre le développement de nouvelles activités. Dans un premier temps, on peut estimer que cet objectif a des conséquences négatives sur la gestion de l'environnement, notamment par la consommation de foncier, la production de déchets spécifiques, une consommation d'eau plus importante. Si on regarde plus en détail, cet objectif est complémentaire à celui de retrouver une croissance démographique. En effet, avec l'arrivée de nouvelles populations sur le territoire communal, les besoins quotidiens augmentent et si ces derniers ne peuvent trouver une réponse sur le territoire communal, cela engendre des déplacements individuels motorisés plus nombreux. En permettant le maintien et l'installation d'activités économiques sur Grand'Rivière, la municipalité tend à offrir d'une part, une offre de services diversifiée, et d'autre part des emplois aux habitants, ayant pour incidence, une réduction des émissions polluantes quotidiennes liées aux déplacements motorisés.

Le second objectif consiste en la pérennisation et la diversification des activités liées à l'économie agricole et forestière du territoire.

Le développement de la filière peut aller à l'encontre de plusieurs enjeux, à l'image de la préservation des secteurs boisés, la préservation et la valorisation des espaces naturels et notamment des boisements existants, la limitation du défrichage pour limiter le risque de glissement de terrain. Une précision est toutefois à apporter : une exploitation forestière peut être durable avec une gestion raisonnée de la ressource, avec notamment l'établissement d'un plan d'aménagement forestier durable. De même, le projet municipal, en limitant les secteurs concernés par cette possibilité d'exploitation et en excluant tous les secteurs présentant un intérêt pour le maintien de la biodiversité, a anticipé les éventuels impacts sur la préservation des milieux naturels et boisés. Les propriétaires des terrains pourront s'appuyer sur les connaissances et le savoir-faire des techniciens de l'Office national des Forêts et du Parc Naturel de Martinique.

Par ailleurs, une exploitation durable des massifs forestiers va induire le renouvellement et la régénération de la ressource, voire le redéveloppement d'essences endémiques valorisables économiquement, aujourd'hui en régression à l'échelle de la Martinique. Enfin, l'exploitation de la filière bois peut engendrer le développement de nouveaux usages (pour la construction, l'emballage) avec des matériaux renouvelables et recyclables, favorisant ainsi la réduction du volume des déchets à traiter.

La volonté municipale visant à accompagner le maintien et le développement de l'agriculture sur le territoire communal, notamment en favorisant le regroupement des terres agricoles à proximité d'une voie carrossable offre de meilleures possibilités pour la reprise de l'exploitation de ces espaces, assurant ainsi une production locale au détriment des importations, mais aussi la possibilité de créer quelques emplois à l'échelle du territoire riverain. De plus, l'action du PADD visant à accompagner une agriculture compatible avec l'environnement représente un point fort du projet municipal en matière d'éco-développement.

La diversification des exploitations agricoles existantes, notamment vers les activités touristiques (gîtes, agroforesterie...) est une des actions qui contribuent à un éco-développement du territoire riverain, tout en favorisant le développement d'emplois directs (agriculteurs, ouvriers agricoles) mais aussi indirects (accueil touristique, restauration).

Autre atout du territoire communal, le potentiel maritime, notamment avec l'activité pêche. En prenant en compte cette activité économique dans le PLU, notamment par le soutien à la finalisation de l'infrastructure portée par la Collectivité Territoriale de Martinique, mais également en favorisant la valorisation directe des produits de la mer, le projet municipal contribue également à promouvoir un éco-développement, soucieux de la préservation de ce milieu naturel sensible, en cohérence avec les orientations des documents supracommunaux (SAR, PNMM...).

Enfin, le projet municipal de valoriser la découverte du territoire par les chemins de randonnées, le soutien au réaménagement d'un point info tourisme portés par CAP Nord et la diversification des activités sportives sur le territoire communal constituent également des actions favorables pour un éco-développement du territoire communal, et la création de quelques emplois pour la population riveraine.

Les grands objectifs de l'orientation n°2 décrivent explicitement un projet favorable sur le point de vue de l'environnement en favorisant la valorisation des atouts naturels du territoire, sans pour autant remettre en cause la préservation de ces milieux.

3- Un cadre de vie agréable à développer et à diversifier

L'objectif principal est d'inverser la tendance démographique constatée actuellement par l'accueil de nouveaux habitants assurant ainsi le renouvellement de la population communale. Cet objectif peut être considéré comme ambivalent en termes d'impacts sur l'environnement et les paysages. En effet, l'accroissement démographique engendre inévitablement une augmentation des besoins en logements, source de consommation de foncier. La réalisation de voiries de desserte, la création de stationnement, imperméabilisant de nouvelles surfaces, engendreront une augmentation du nombre de points de rejets de polluants routiers (pollution chronique et accidentelle) dans le milieu naturel, ce qui est susceptible d'aller à l'encontre de la préservation des ressources naturelles développée dans l'axe 1.

La commune de Grand'Rivière a décidé de freiner l'étalement urbain sur son territoire en favorisant d'une part la reprise de logements vacants et la construction sur du foncier en renouvellement urbain (quartier de Perriolat). Ces deux objectifs contribuent à la densification du tissu bâti existant au bénéfice de la préservation des espaces agricoles et naturels. De plus, la réinsertion des logements vacants permet de répondre en partie aux demandes de productions de nouveaux logements sans créer de nouvelles zones urbaines, ce qui est positif vis-à-vis de la maîtrise du développement urbain.

L'axe d'améliorer l'offre en transports et proposer de nouveaux modes de déplacements sur la commune est en parfaite adéquation avec les enjeux de préservation de la qualité de l'air. Enfin, le développement de liaisons douces, la valorisation des venelles existantes répondent également à la préservation de la qualité de l'air en limitant le recours aux déplacements individuels sur le territoire communal.

Enfin, le dernier axe visant à maintenir et développer l'offre en équipements en adéquation avec les besoins de la population permettra de compléter le niveau d'équipements présents sur la commune, et ainsi accompagner la croissance démographique poursuivie par la municipalité.

Ainsi, l'aménagement d'une résidence senior sur le quartier de Beauséjour permettra de répondre aux besoins de logements intermédiaires pour une population vieillissante non dépendante (entre logements individuels et EHPAD). Par ailleurs, l'aménagement de jardins partagés, dont l'attribution sera prioritairement réservée aux locataires de la résidence senior apportera un cadre de vie au quartier et une cohésion sociale entre habitants, tout comme l'aire de jeux pour enfants et le carbet prévus. Par ailleurs, la reprise de l'aire de jeux à l'Anse bagasse permettra d'offrir aux habitants de nouvelles activités de loisirs, complétée par l'aménagement d'un parcours de santé.

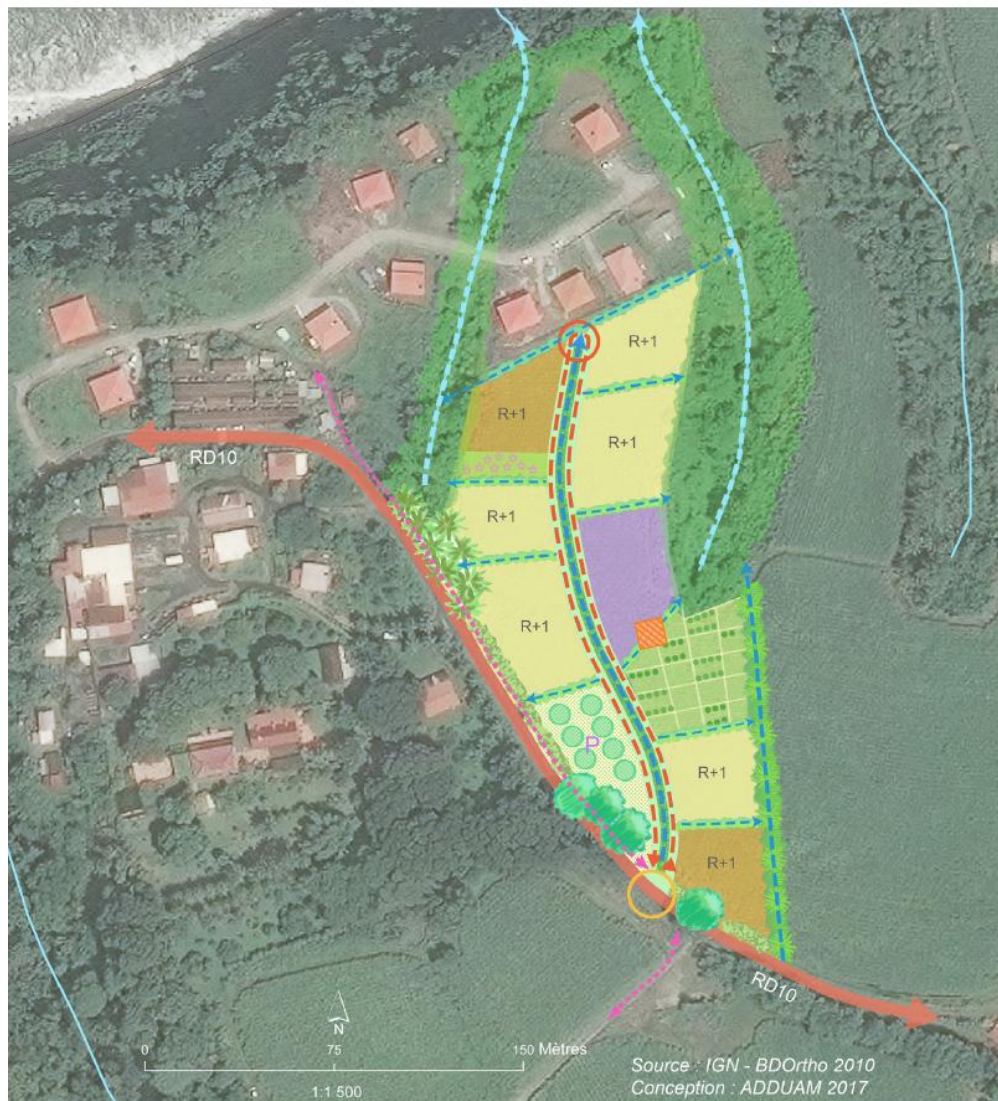
La grande orientation n°3 « un cadre de vie agréable à développer et à diversifier » a pour objectif majeur la reprise d'une tendance démographique positive avec une augmentation de la population et la construction de nouveaux logements. La création de nouveaux logements et d'une maison de retraite auront une incidence négative (destruction d'agro-système) mais faible (habitat a priori de faible valeur patrimoniale et emprise limitée à 2 ha) sur l'environnement.

B- Analyse des incidences de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation




La commune de Grand'Rivière souhaite étendre le quartier de Beauséjour, à l'entrée de la commune. Cette extension a pour but de créer une offre de logements supplémentaires. Le projet est donc de transformer une superficie d'environ 2 hectares d'une parcelle actuellement plantée en canne à sucre en un quartier d'habitation avec une mixité d'habitat et protégeant le cadre paysager. A ce titre, une Orientation d'Aménagement et de Programmation a été définie dans le cadre du PLU. L'évaluation des incidences environnementales de l'OAP a été réalisée en croisant les principes d'aménagement et leurs contenus avec les enjeux environnementaux relevés dans le diagnostic.

Dans un premier temps, on peut noter la préservation des secteurs naturels boisés (ravines) qui ont été maintenus en zone naturelle. En effet, ces milieux naturels assurent une jonction pour la faune inféodée à ces milieux et peuvent être la source d'alimentation pour certaines espèces rencontrées sur le territoire communal. De même, ces espaces naturels étant des ravines, ils sont également essentiels pour la gestion des eaux de pluie, en évitant ainsi une vulnérabilité accrue des habitations existantes en termes d'inondation. De plus, l'obligation de créer des noues paysagères au sein du nouveau quartier autorisera également une gestion des eaux, tout en réduisant la vulnérabilité des nouvelles constructions sur la zone.



Dans un second temps, la proposition d'aménagement de la zone prescrit également des orientations pour la préservation du paysage. Aujourd'hui, le secteur est une parcelle plantée en canne à sucre, qui en termes de qualité paysagère, présente un bilan faible. Même si une urbanisation est prévue en remplacement, l'instauration de la règle d'aménager des noues paysagères au sein du quartier assure une trame verte boisée au sein du projet d'aménagement, tout comme l'obligation d'un pré-verdissement de la zone à la charge de l'aménageur. A cela s'ajoute, la nécessité d'aménager un secteur de jardins partagés et la protection des arbres remarquables en bordure de la RD10 (alignement de cocotiers, mahoganys), contribuent à assurer une bonne intégration paysagère de la zone. Un effort important d'intégration paysagère a été inclus dans cette OAP, en détaillant l'implantation des espaces verts et en les pensant de manière à limiter l'impact des nouvelles constructions sur le paysage (implantation de haies autour et dans la zone...







Patrimoine végétal à préserver et à valoriser :

-  Ravines boisées, continuités vertes (Trame Verte)
-  Arbres remarquables, «repères» d'entrée du quartier
-  Îlot de cocotiers, interface de qualité avec la RD10





Principales affectations à programmer :

-  Accueil d'une résidence seniors
-  R+1 Secteur de logements individuels (assainissement individuel)
-  R+1 Secteur de logements évolutifs sociaux (assainissement individuel)






Principes de liaisons à créer :

-  Voirie de desserte, emplacement indicatif
-  Aire de retournement
-  Entrée du quartier et traversée sécurisée de la RD10
-  Liaisons piétonnes avec l'extérieur, emplacement indicatif




Cadre de vie à valoriser :

-  Parking paysager mutualisé
-  Carbet, lieu de rencontre et d'échange
-  Jardins créoles partagés
-  Espace vert avec jeux d'enfants

Trame paysagère structurante à aménager :

-  Noue paysagère, colonne vertébrale du quartier
-  Maillage de haies basses, continuités vertes
-  Talus planté ornemental, interface de qualité avec la RD10
-  Frange végétale haute, séparation avec le quartier existant
-  Lisière paysagère, transition avec l'espace agricole

Gestion des eaux pluviales

-  Noues paysagères principales
-  Noues paysagères secondaires
-  Lits de ravine

On peut également considérer que le projet apporte une plus-value environnementale au niveau de la trame verte par la création de haies boisées plurispécifiques connectées qui pourront former des corridors écologiques meilleurs qu'une parcelle de canne pour certaines espèces. Cet emplacement est celui qui minimise le plus les impacts environnementaux.

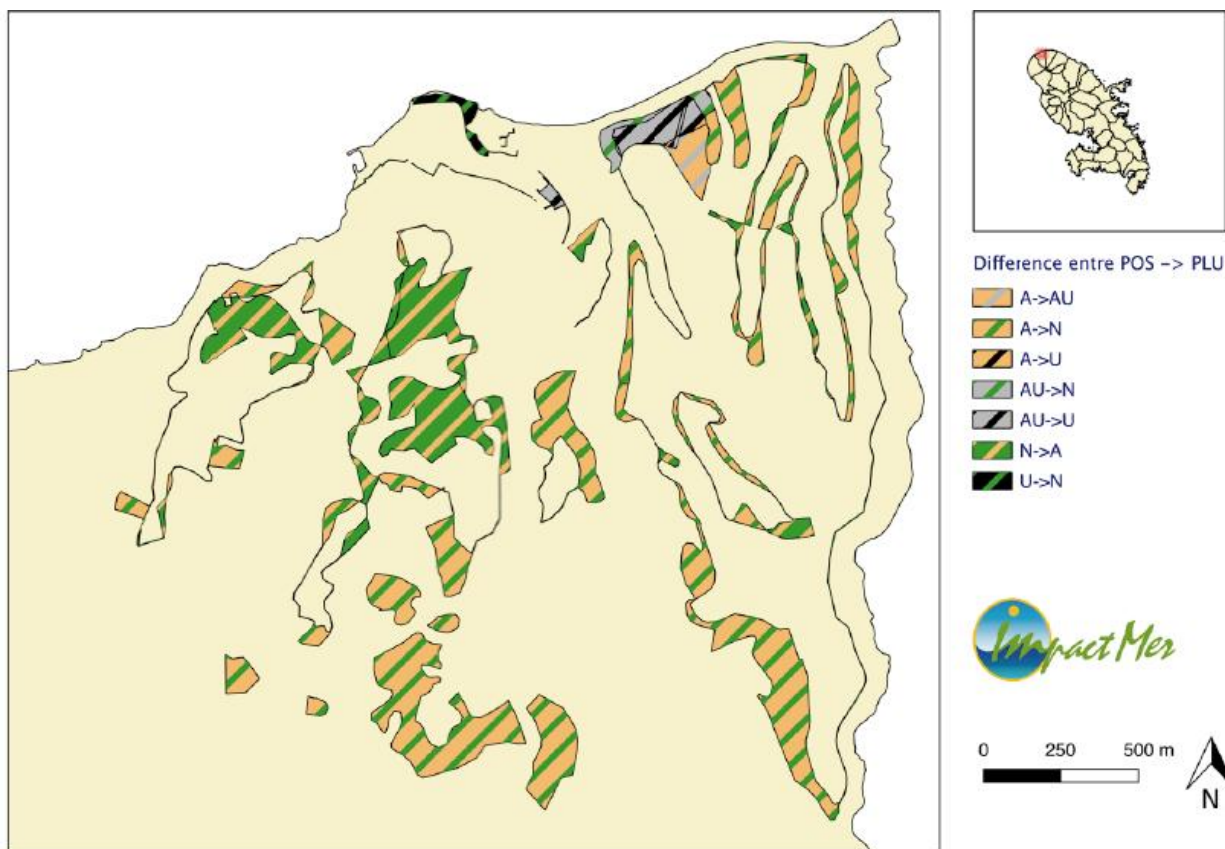
C- Analyse des incidences du projet de zonage et de règlement

Le règlement du PLU de Grand'Rivière comprend les zones suivantes :

Typologie de zone	Nom de zone	Description
Zones Urbaines (U)	U1	Bourg originel et quartier de Vieux Bourg
	U2/U2a	Quartiers Perriolat et Beauséjour
	UE	Emprise foncière du port
	UP	Zone dédiée à des équipements collectifs
Zone à Urbaniser	1AU	Zone à vocation d'habitat sur Beauséjour
Zones agricoles	A1	Zone affectée à l'activité agricole à préserver de toute urbanisation
	A2	Zones agricoles des secteurs de Beauséjour, Malakoff et Fonds Moulin ou le développement d'activités d'agrotourisme est autorisé
	AE	Emprise du parc éolien de Grand'Rivière
Zones naturelles	N	Zone naturelle exempt d'urbanisation à protéger.
	Np	Secteur naturel destiné à accueillir des équipements sportifs, de loisirs et d'accueil des touristes
	Nt	Secteur naturel à vocation touristique

Le zonage proposé dans le PLU entraîne des modifications significatives entre les grandes vocations de zones par rapport au Plan d'Occupation des Sols (POS). Une analyse cartographique a été menée afin de mettre en avant l'ensemble des modifications. Au total 77 hectares ont changé de catégories entre le POS et le PLU.

Les changements d'affectation concernent principalement des transferts entre des zonages de type N et A (92% des changements en superficie). Le PLU propose une diminution générale des espaces classés A (-29 hectares), principalement en faveur des espaces classés N. Au total, 49 hectares sont passés du statut « agricole » au « statut naturel ». Un des objectifs du PLU a été de rassembler les zones agricoles auparavant assez morcelées pour recréer des espaces plus facilement exploitables. De même, certains espaces aujourd'hui délaissés ont été reconquis par la forêt (boisement dense) ce qui a eu pour conséquence un classement en zone naturelle. Ainsi, à l'Ouest de la Grande Rivière, le POS comptait 13 zones NC disjointes là où le PLU propose trois ensembles de zones A. A l'Est de la Grande Rivière, 11 hectares de zones NC du POS sont désormais classés N dans le PLU. Ces surfaces, actuellement boisées et localisées à l'amont en rive droite de la Ravine Régis, disposent désormais d'un classement pérennisant leur fonction de zone tampon par rapport aux milieux aquatiques.



Sources : POS de Grand'Rivière (DEAL), PLU de Grand'Rivière (ADUAM) / Réalisation : Impact Mer - Février 2018

Les surfaces naturelles sont celles qui ont le plus gagné en superficie dans le PLU, avec une augmentation globale de 27 hectares. Les zones naturelles ND du POS ont conservées leur vocation naturelle via le classement N dans le PLU. Elles ont été gagnées sur les espaces agricoles (27 hectares) mais aussi sur des zones à urbaniser (1 ha au Nord-ouest de la zone de Beauséjour) et sur des zones U sur l'embouchure de la Grande Rivière (1 ha).

Le périmètre des zones U a peu évolué entre l'ancien POS et le PLU. La seule évolution concerne l'intégration des zones anciennement 1NA correspondant à une vocation d'urbanisation. Le projet de lotissement au Nord-est de la rue Case Nègre inscrit au POS a été menée à terme et la zone de 2.3 hectares a été inscrite en zone U2 dans le PLU, en cohérence avec son statut actuel.

Le zonage des zones à urbaniser évolue également : conformément aux objectifs du PADD et au projet présenté dans l'unique OAP, le PLU attribue un statut AU à des espaces anciennement à vocation agricole (NC dans le POS) sur des terrains de l'habitation Beauséjour (1.83 ha). Ce projet se fait dans une logique d'extension de l'existant. Comme précisé dans l'analyse des incidences de l'OAP, ces terrains seront parcourus de noues paysagères végétalisées qui

devraient contribuer à renforcer la trame verte sur la commune.

L'incidence majeure du nouveau zonage est le déclassement d'une zone NC en zone AU sur une superficie de 1.83 hectare. Actuellement plantée en canne, sa conversion en petit quartier avec une forte composante paysagère devrait toutefois avoir une incidence faiblement négative voire neutre sur l'environnement.

La diminution du mitage de l'espace agricole en faveur de zones naturelles et l'augmentation globale de superficies à vocation naturelle sont des plus values en termes d'environnement et les incidences du PLU sont donc positives.

V – MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

Plusieurs types de mesures sont envisageables pour supprimer, réduire ou compenser les conséquences dommageables d'un projet sur l'environnement.

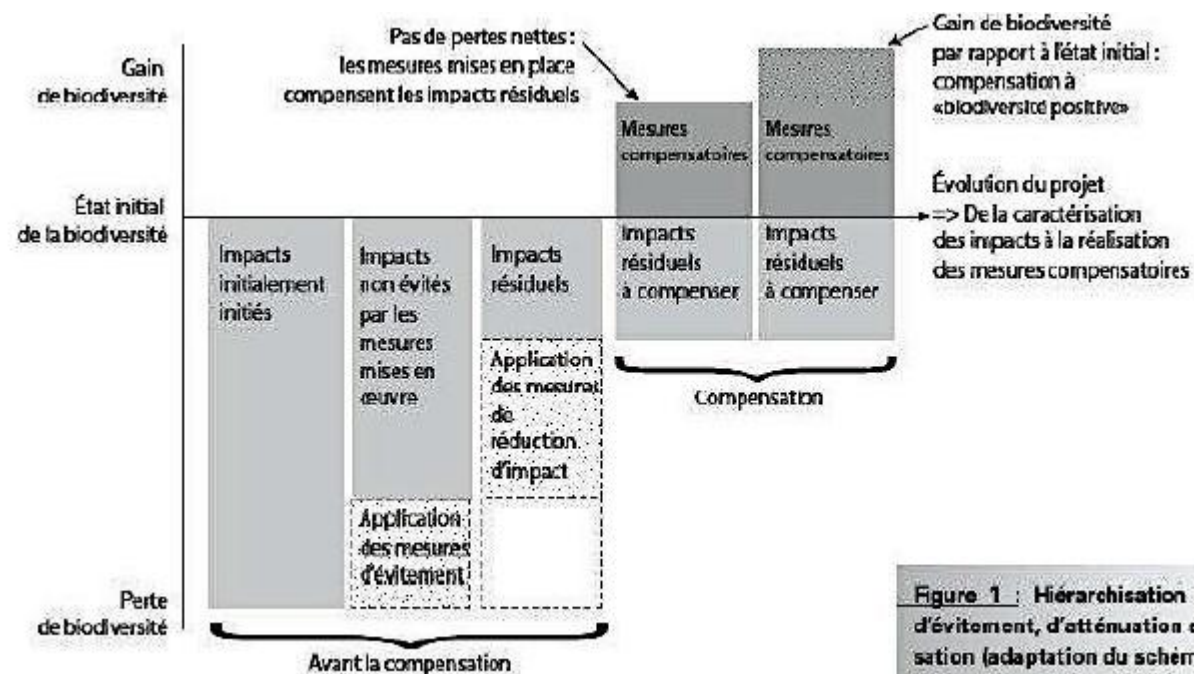


Figure 1 : Hiérarchisation des mesures d'évitement, d'atténuation et de compensation (adaptation du schéma du BBOP)

1- Mesures d'évitement :

Il convient dans un premier temps d'éviter les incidences négatives. Le projet proposé par la municipalité de Grand'Rivière s'est attaché à réduire au maximum les impacts sur les milieux naturels, agricoles, sur la préservation de la biodiversité et de la qualité paysagère. A la vue de l'analyse environnementale et des conséquences éventuelles, certains projets ont été revus, voire amendés.

L'une des décisions phares en termes d'environnement et de préservation du paysage est la décision de créer un zonage spécifique aux éoliennes (AE) limitant leur implantation aux zones en cours d'équipements (7 éoliennes). Cette mesure permettra d'éviter de futures incidences environnementales et paysagères sur le territoire riverain.

Autre action, la mise en place d'un zonage spécifique pour l'équipement portuaire (UE), permettant de circonscrire les activités portuaires dans une zone spécifique et de conserver les vues sur La Dominique.

L'augmentation des superficies des zones naturelles et celles des Espaces Boisés Classés permet d'assurer un niveau de protection fort évitant l'implantation de constructions ou d'aménagements pouvant avoir des effets négatifs sur l'environnement.

Enfin, la règle systématique d'inconstructibilité dans une zone tampon de 10 mètres à partir du haut des berges permet également d'éviter des incidences négatives sur l'eau et les milieux aquatiques.

2- Mesures de réduction :

S'il n'est pas possible de les éviter, le document d'urbanisme devra proposer des mesures de réduction. Elles permettent d'atténuer la contrainte. Ces mesures peuvent être soit dans le même secteur que l'effet dommageable, soit dans un autre. En prenant en compte la situation de la commune, son contexte géographique et démographique, la municipalité n'a pu éviter des désagréments sur l'environnement, le paysage et les espaces agricoles.

En termes de protection des milieux naturels et des paysages, le classement en Espaces Boisés Classés des secteurs les plus remarquables est une des mesures de réduction retenues par la municipalité de Grand'Rivière. Ce statut pour les boisements va permettre le maintien de l'identité paysagère et naturelle de la commune, tout en favorisant les échanges entre les populations par la préservation d'une véritable trame verte sur le territoire communal.

L'intégration de la règle « Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages » pour la zone à urbaniser. En effet, tout nouveau projet d'urbanisme engendre une imperméabilisation des sols, par les constructions, les espaces de voiries et les zones de stationnement, au détriment de l'intégration paysagère de la zone. Ainsi, la future zone d'urbanisation de Beauséjour a été cadrée par le biais d'une orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) qui a émis de nombreux principes afin de réduire les incidences en termes de paysage et d'environnement.

On peut citer :

- L'aménagement d'une trame paysagère, pré-verdissement du quartier qui améliore la trame verte à l'échelle de la commune. On peut dire qu'il s'agit de la création d'un pas japonais entre deux ripisylves,
- La création d'une frange végétale délimitant le quartier et améliorant son intégration paysagère,
- La préservation et la valorisation du patrimoine arboré,
- L'insertion de haies en limites séparatives, favorisant le déplacement de la petite faune locale,
- L'aménagement de noues paysagères pour la collecte et la régulation des écoulements des eaux pluviales,
- Le choix d'un parking mutualisé avec des matériaux non imperméables.

L'intégration de la règle « Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantation d'intérêt, en particulier les arbres » sur les zones urbaines à vocation d'habitat, permettent de réduire les impacts négatifs des projets sur l'environnement.

En termes de limitation de l'étalement urbain et de préservation des espaces agricoles et naturels, la principale mesure d'évitement a eu lieu au cours du processus d'élaboration du PLU, avec la réalisation prioritaire et majoritaire des nouveaux logements au sein du tissu bâti existant et une consommation foncière limitée au strict nécessaire pour la zone 1AU. La limitation des zones d'extension de l'urbanisation et la préférence à mobiliser les espaces libres au sein du tissu bâti ainsi que les logements vacants sont des mesures importantes pour une gestion économe du foncier à l'échelle du territoire. Cela permet de réduire la consommation d'une ressource de plus en plus rare à l'échelle de l'île.

En favorisant l'infiltration des eaux de pluie par l'instauration de pourcentages de foncier maintenus en pleine terre est une action qui contribue à réduire le risque d'inondation des habitations, lors d'épisodes pluvieux importants.

3- Mesures de compensation :

En dernier recours, des mesures compensatoires peuvent être proposées. Elles visent à apporter une contrepartie aux effets dommageables lorsque les mesures de réductions ne sont pas envisageables ou que leur portée est jugée insuffisante. Le soin sur la trame verte apporté dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) compense l'incidence négative sur l'environnement lié au déclassement de cette zone agricole en zone à urbaniser. La conception de l'OAP permettra d'améliorer la connexion écologique entre les boisements en rive droite de la Grande Rivière et la ripisylve des ravines.

Par ailleurs, et afin de compenser la consommation de 2 hectares de zones agricoles pour l'aménagement de la nouvelle zone d'urbanisation, 1.3 hectare de zone NA du POS sont reclassées en zone N, en prolongement du lotissement actuel de Beauséjour.

VI – INDICATEURS DE SUIVI

L'article R. 153-27 du Code de l'Urbanisme rappelle que le PLU fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de neuf ans à compter de son approbation.

1- Les différents types d'indicateurs de suivi :

Un indicateur quantifie et agrège de données pouvant être mesurées et surveillées pour suivre l'évolution environnementale du territoire.

Le ministère en charge de l'environnement propose de suivre des indicateurs d'état, de pression et de réponse :

- Les indicateurs d'état décrivent l'état de l'environnement du point de vue de la qualité du milieu, des émissions et des déchets produits ; exemples : indicateurs de la qualité des masses d'eau, taux de polluants dans les eaux superficielles...
- Les indicateurs de pression décrivent les pressions naturelles ou anthropiques qui s'exercent sur le milieu ; exemple : évolution démographique, captage d'eau, déforestation...
- les indicateurs de réponse décrivent les politiques mises en œuvre pour limiter les impacts négatifs ; exemples : développement des transports en commun, réhabilitation du réseau d'assainissement...

2- Propositions d'indicateurs :

La liste d'indicateurs ci-après, pour les différents enjeux environnementaux définis dans le PADD et le suivi de l'environnement du territoire communal, permet de mettre en évidence des évolutions en termes d'amélioration ou de dégradation de l'environnement de la commune, sous l'effet notamment de l'aménagement urbain.

Il est proposé que ces indicateurs soient mis à jour selon une périodicité annuelle. Avant la mise en place effective d'un tableau de bord, il sera important de valider le choix des indicateurs et les moyens à mettre en œuvre pour leur relevé de manière coordonnée avec les organismes partenaires (ex : éco-compteurs). Il sera important de désigner une personne en charge de cette tâche de manière à coordonner les relevés internes à la commune et avec les autres organismes du territoire et de manière à disposer de la valeur des indicateurs annuellement.

THEME	ENJEUX	INDICATEURS	SOURCE	FREQUENCE DE SUIVI	TYPE D'INDICATEUR
EMPLACEMENT GEOGRAPHIQUE	Faire valoir les conditions naturelles de la commune et en tirer profit (notamment en développant un type de tourisme particulier orienté vers la randonnée, la découverte des écosystèmes de la commune).	Nombre de visiteurs sur les sentiers de randonnée de la commune.	Installation d'éco-compteur (ONF, Conservatoire du Littoral)	Annuelle	E
		Nombre de solutions d'hébergement et nombre de nuitées dans les hébergements.	Enquête auprès des chambres d'hôtes et locations saisonnières	Annuelle	E
		Nombre de visiteurs accueillis à au point info tourisme.	Point info tourisme, quartier de Beauséjour	Annuelle	E
	Tirer parti des contraintes liées au territoire en mettant en valeur les zones inconstructibles au regard du PPRN de la commune par des aménagements légers, des sentiers pédestres...	Linéaire de sentiers entretenus annuellement.	Commune, Office National des Forêts (ONF)	Annuelle	R
		Linéaire de sentiers créés.	Commune, Office National des Forêts (ONF), Conservatoire du Littoral, CAP Nord	Annuelle	R
RESSOURCE EN EAU	Poursuivre une agriculture respectueuse de l'environnement, sans ou peu d'utilisation des produits chimiques, pesticides, garants d'une bonne qualité des cours d'eau.	Qualité de l'eau de baignade (site de la Grande Rivière en amont du stade).	Agence Régionale de la Santé (ARS)	Annuelle	P
		Etat écologique et chimique de la Grande Rivière.	Observatoire de l'Eau de Martinique	Annuelle	P
	Veillez à une urbanisation respectueuse de l'environnement, en mettant en place des dispositions pour l'assainissement.	Conformité des stations d'épuration.	CAP Nord, SMDS, Office de l'Eau	Annuelle	P
BIODIVERSITE	Adapter l'usage des sols aux secteurs présentant un intérêt écologique fort.	Evolution de l'occupation du sol, Inventaire de la biodiversité.	Géomartinique, Associations, Bureaux d'études	Annuelle	P
	Valoriser les boisements qui constituent des secteurs de biodiversité				
	Favoriser les connexions entre les corridors écologiques potentiels laissant préfigurer la trame verte et bleue.	Linéaire de haies sur la commune.	Commune	Annuelle	R
	Préserver et reconquérir les espaces agricoles.	Nombre d'agriculteurs, Surface Agricole Utile (SAU).	DAAF, Chambre d'agriculture	Annuelle	R
PAYSAGE	Développer la commune, tout en préservant ses paysages et son authenticité, qui sont des atouts pour le classement au patrimoine mondial de l'UNESCO.	Evolution de l'occupation du sol.	BD TOPO, BD carto (IGN), images satellites, Géomartinique	Annuelle	R
	Préserver les paysages qui constituent un des points forts de la commune, en contenant l'urbanisation dans l'enveloppe bâtie.	Appréciation de la qualité paysagère de la commune par les visiteurs.	Enquête via le point info tourisme	Annuelle	R
	Valoriser les points de vue de la commune et en faire un des attraits forts du territoire.				
	Travailler le front de mer de manière paysagère pour favoriser la transition façade littoral et urbanisation.	Nombre de fleurs au label « Villes et villages fleuris »	Démarche de labellisation avec le Parc Naturel de Martinique	Annuelle	R

3- Proposition de protocole de relevé pour les différents indicateurs :

Emplacements géographique éco-tourisme

La ville de Grand'Rivière souhaite que l'éco-tourisme constitue un moteur de son développement. L'objectif est d'augmenter la fréquentation de la commune par du tourisme à la journée mais aussi par de l'hébergement.

Plusieurs indicateurs sont proposés sur cette thématique, certains sont directement des évaluations de la fréquentation, d'autres sont liés à l'évaluation des moyens nécessaires à l'attraction touristique mis en place sur la commune.

Indicateurs de fréquentation

Les indicateurs de fréquentation (nombre de visiteurs) peuvent être mesurés sur des lieux de passage fixes soit de manière automatique (éco-compteurs), soit de manière active (nombre de demandes au point info tourisme).

Les éco-compteurs sont des solutions discrètes assurant le comptage du nombre de passages sur un point fixe. Ils peuvent être intégrés dans la ville (comptage des véhicules, des piétons) ou placés sur des sentiers de randonnées. A titre d'exemple, un éco-compteur a été placé en janvier 2008 sur la trace du Prêcheur/Grand'Rivière pendant un an et demi. Il a enregistré sur cette période un maximum de fréquentation de plus de 800 personnes par mois (mars) et un total annuel de 4 828 personnes en 2008. Cette solution, installée sur des lieux stratégiques de la commune, permet d'accéder à une information quantitative de qualité. La mise en place de ces écompteurs devrait pouvoir s'appuyer sur un partenariat avec l'Office National des Forêts ou le Conservatoire du Littoral ou nécessite un investissement matériel.

Après la réactivation du point info tourisme, il est également possible de comptabiliser le nombre de demandes par jour afin d'établir un bilan annuel de la fréquentation.

Indicateurs d'attraction

D'autres indicateurs peuvent permettre de suivre l'attraction touristique de la commune. Le linéaire (nombre de kilomètres) de sentiers touristiques praticables donne une bonne idée du potentiel de la commune pour les randonneurs. De la même manière, le recensement des opérateurs d'activités touristiques (sortie bateau, sortie canyoning) peut permettre de suivre les moyens mis en place pour augmenter l'attractivité de la commune.

Les hébergements doivent tenir à jour un registre des nuitées qu'ils enregistrent. Un travail de partenariat avec eux devrait permettre de comptabiliser les séjours d'au moins une nuit dans la commune.

Le relevé de ces indicateurs nécessite une enquête auprès des opérateurs économiques de la commune et peut très bien être mené par des agents de la ville.

Ressource en eau

Notamment en raison de son nom, la commune de Grand'Rivière a identifié la qualité de l'eau et des milieux aquatiques comme l'un des enjeux environnementaux forts de son territoire. La promotion d'une agriculture respectueuse de l'environnement limitant les polluants dans les cours d'eau, d'un réseau d'assainissement limitant les impacts sur la qualité de l'eau et une utilisation raisonnée de la ressource en eau sont des objectifs poursuivis par la ville.

Ces objectifs peuvent être suivis facilement via une coopération avec des organismes réalisant déjà des suivis. L'Agence Régionale de la santé (ARS) suit la qualité des eaux de baignade, notamment celui du site de la Grande Rivière positionné en amont du stade à raison de 2 à 4 suivis par mois et réalise des bilans annuels. Ces données sont directement transformées en indicateurs de qualité et consultables auprès de l'ARS ou sur le site baignades.sante.gouv.fr.

L'Office de l'Eau et l'Observatoire de l'Eau suivent la qualité des masses d'eau côtières et de surface à raison de 4 fois par an pour les eaux côtières et 6 à 12 fois par an pour les cours d'eau. Les données sont directement transformées en indicateur de qualité et consultables auprès de l'observatoire de l'eau ou sur le site cartes-observatoire-eau-martinique.fr.

La consommation de la ressource en eau peut également être évaluée sur la base des prélèvements auprès de la SMDS pour le captage sur la Grande Rivière, et pour l'Unité de Production d'Eau Potable.

Le taux de conformité des stations d'épuration peut également être un indicateur de la pression sur le milieu. Les exploitants des deux stations d'épuration de Grand'Rivière doivent notamment réaliser des bilans 24h au moins une fois tous les deux ans.

Pour chacun de ces indicateurs, il suffit de prendre contact avec les organismes gestionnaires du territoire pour disposer de ces données publiques.

Biodiversité

La ville de Grand'Rivière souhaite conserver et valoriser la biodiversité de son territoire. Aussi, différents objectifs spécifiques visent à préserver les zones d'intérêt écologique, favoriser les connexions écologiques, reconquérir les espaces agricoles.

Les indicateurs de biodiversité sont souvent complexes à mettre en œuvre dans la mesure où ils reposent sur des inventaires taxonomiques le plus complet possible. Cependant, l'analyse de l'évolution des habitats et de la trame verte boisée peut donner des indicateurs facilement accessibles aux services communaux. L'évolution de l'occupation du sol par la lecture des photos-aériennes mises à disposition du service public adhérent par Géomartinique.

Un autre indicateur pouvant être relevé est le linéaire de haies sur la commune. Le calcul de cet indicateur nécessite toutefois de bonnes photos aériennes chaque année sur les secteurs urbanisés de la commune et une mesure du linéaire de haies.

De manière plus classique l'observation bio-indicatrice peut donner une idée de l'évolution de la biodiversité. Des données libres sur la biodiversité existent et sont consultables auprès de l'Observatoire Martiniquais de la Biodiversité (OMB) ou auprès du site Faune-Martinique. Ces deux plateformes fonctionnent sur la base d'un relevé participatif de la biodiversité qui ne peut être transformé en indicateurs que si les conditions d'observations sont bien répétées d'une année sur l'autre. L'exploitation de ces données nécessite l'élaboration de partenariat avec la commune, par exemple via CAP Nord qui est adhérent de l'OMB.

Si ce n'est pas le cas, des études menées par des acteurs de la biodiversité (associations, bureaux d'études) pourraient permettre d'évaluer la reconquête de la biodiversité. Celles-ci devraient s'attacher à cibler un taxon particulier (avifaune, papillons de jour, tortues marines...) sur des sites où la commune développe une action concrète en faveur de la biodiversité (exemple : inventaires des anciennes zones NC du POS classées en zone N du PLU, ou inventaire dans une zone nouvellement reliée aux réservoirs de biodiversité par un projet améliorant la connexion écologique, comme le boisement au Nord de Beauséjour).

En ce qui concerne la thématique agricole, la reconquête des espaces dont la vocation a été confirmée par le PLU peut être évaluée en fonction de la Surface Agricole Utile (SAU) ou par le nombre d'exploitants agricoles. Ces données sont consultables auprès des organismes référents comme la DAAF ou la chambre d'agriculture.

Paysage

Un des axes forts du développement de la commune repose sur la valorisation de l'un de ses atouts : les paysages. Il s'agit pour la commune de le valoriser et d'assurer la meilleure intégration paysagère possible de ces aménagements.

L'évolution des paysages peut passer par une analyse de l'occupation du sol, telle que celle déjà décrite précédemment dans le cadre de la trame verte. Quelques indicateurs comme le taux de boisement de la commune et le taux d'espaces verts dans le bourg peuvent donner des éléments objectifs sur le paysage. L'engagement d'une démarche vers le label « Villes et villages fleuris » et la progression du nombre de fleurs peut également permettre de disposer d'un indicateur de qualité du paysage urbain. Localement, c'est le Parc Naturel de Martinique qui est l'organisme en charge du label.

L'appréciation d'un paysage est bien souvent subjective et repose sur un nombre de critères importants variables en fonction de sensibilités de chacun, des références et des histoires personnelles. Une démarche d'enquête auprès des visiteurs peut permettre d'élaborer un indicateur via des entretiens semi-directifs avec par exemple, les questions suivantes :

- Quels sont selon vous, les éléments remarquables du paysage de la commune ? Nombre d'éléments.
- Quels sont, selon vous, les points noirs du paysage de la commune à améliorer ? Nombre d'éléments.
- Sur une échelle de 1 à 10, quelle est la qualité paysagère globale de la commune ?

VII – RESUME NON TECHNIQUE

Le territoire communal de Grand'Rivière est marqué très fortement par son contexte géologique. Sa localisation s'étendant d'un sommet volcanique à la mer rend le relief élevé et abrupt entraînant une forte pluviométrie et un réseau hydrographique très structurant. Ces conditions sont favorables au développement d'écosystèmes d'intérêt (séries de végétation diversifiées du littoral aux sommets, de zones à l'ambiance forestière à des zones de savanes ouvertes d'altitude) qui abritent de nombreuses espèces patrimoniales. Différents labels environnementaux témoignent de l'intérêt de ces espaces.

L'état initial de l'environnement a permis de mettre en avant les enjeux hiérarchisés suivants :

- Mettre en place des actions pour rattraper le retard en matière d'assainissement, en tenant compte de la configuration de la commune,
- Tirer parti des contraintes liées au territoire en mettant en valeur les zones inconstructibles au regard du PPRN de la commune par des aménagements légers, des sentiers pédestres...
- Veiller à une urbanisation respectueuse de la ressource en eau en mettant en place des dispositions pour l'assainissement,
- Faire valoir les conditions naturelles de la commune et en tirer profit (notamment en développant un tourisme particulier orienté vers la randonnée, la découverte des espaces naturels de la commune),
- Développer la commune, tout en préservant ses paysages, son authenticité, qui sont des atouts pour le classement de l'île au patrimoine mondial de l'UNESCO,
- Préserver les paysages qui constituent un des points forts de la commune, en contenant l'urbanisation dans l'enveloppe bâtie déjà constituée,
- Favoriser le développement touristique, notamment en activités sportives (pratique du canyoning),
- Développer l'éco-tourisme sur Grand'Rivière par des activités innovantes et lancer des pistes de réflexion sur une ferme agritouristique à Malakoff,
- Développer l'offre en transport en commun sur la commune (bus, bateau).

Actuellement, le Plan d'Occupation des Sols (POS) est le document qui régit les autorisations d'urbanisme à Grand'Rivière. Le document présente seulement un minimum d'actions pour la préservation et la mise en valeur de l'environnement naturel et paysager. De même, l'ancienneté du document ne permet plus aujourd'hui de garantir un aménagement durable du territoire, en tenant compte des différents enjeux environnementaux et paysagers identifiés. De plus, et conformément aux nouvelles dispositions législatives, le POS de Grand'Rivière sera caduc au 26 septembre 2018 et la commune sera soumise au Règlement National d'Urbanisme. En l'absence d'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), les projets d'aménagements de la commune pourraient être ralentis sans pour autant que les impacts environnementaux ne soient majeurs.

Plusieurs documents, établis à l'échelle intercommunale ou territoriales concernent la ville de Grand'Rivière. Il s'agit notamment du Schéma d'Aménagement Régional (SAR), du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ou du Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN). Ces documents de planification encadrent les politiques d'aménagement du territoire, en particulier en matière de préservation de l'environnement, des paysages et de la consommation des espaces. Le projet municipal pour les quinze prochaines années, de par sa volonté à préserver les caractéristiques naturelles et paysagères du territoire est compatibles avec les documents supracommunaux, en répondant à leurs principaux objectifs.

Le projet communal s'appuie sur trois grandes orientations, déclinées en actions, objectifs d'aménagement et de développement. Ainsi, l'orientation N°1 vise à préserver les ressources naturelles. Bien que certaines actions puissent éventuellement impacter les milieux naturels, les paysages ou l'environnement, **les grands objectifs de l'orientation n°1 décrivent explicitement un projet vertueux sur le point de vue de l'environnement.**

L'orientation n°2 a pour ambition de favoriser un éco-développement basé sur les atouts de la commune de Grand'Rivière. A l'image de tout projet de développement, des impacts négatifs sur l'environnement et les paysages peuvent être rencontrés. Toutefois, le projet présenté par la municipalité de Grand'Rivière a anticipé les éventuelles conséquences négatives en demandant des garanties à un aménagement durable et en instaurant des règles visant à encadrer ces projets et à en réduire les impacts négatifs. **Les grands objectifs de l'orientation n°2 décrivent explicitement un projet favorable sur le point de vue de l'environnement en favorisant la valorisation des atouts naturels du territoire, sans pour autant remettre en cause la préservation de ces milieux.**

L'orientation n°3, quant à elle, développe des actions ou objectifs visant à développer et à diversifier le cadre de vie des Riverains. Ainsi, cette orientation vise à inverser la baisse du nombre d'habitants et diversifier l'offre de logements sur le territoire communal. Elle vise également à améliorer l'offre en transport en commun et en équipement, en adéquation avec les besoins de la population. Bien que l'arrivée de nouveaux habitants, le développement de nouveaux logements et la consommation de foncier à des fins d'urbanisation ont des conséquences négatives sur l'environnement et les paysages naturels, les impacts restent toutefois limités par rapport aux autres actions prônées par le document d'urbanisme en matière de préservation des milieux naturels et de la qualité paysagère du territoire riverain.

Les projets de constructions sur la nouvelle zone à urbaniser impactent inévitablement le foncier agricole avec la perte d'une superficie de 1.83 hectare. L'augmentation du nombre d'habitants et de logements sur le secteur engendre inévitablement des nuisances ou dégâts à l'environnement naturel. Le projet de PLU a déjà anticipé et intégré ces impacts, en intégrant dans des orientations des mesures compensatoires ou des actions d'atténuation. Ainsi, les caractéristiques de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation sur le secteur de Beauséjour ne présentent pas d'incidences négatives importantes sur l'environnement et avec un soin particulier qui a été apporté à l'insertion paysagère du projet qui améliorera les liaisons écologiques sur la commune.

Par ailleurs, le passage du POS au PLU entraîne une augmentation des superficies à vocation naturelle au détriment d'anciens espaces agricoles.

Enfin, le PLU présente plusieurs indicateurs de suivi, qui auront pour objectifs : le suivi de sa mise en œuvre, la détection d'incidences négatives éventuellement non attendues afin de les corriger, ainsi qu'un suivi de l'état du territoire en vue de sa prochaine révision à l'horizon 2030.

La stratégie de la commune est vertueuse en termes d'environnement. Elle répond aux enjeux de préservation de son important patrimoine naturel par la reconduction d'un statut de protection fort sur les zones forestières. Elle répond aux enjeux de qualité de l'eau en protégeant les bassins versants forestiers et en inscrivant plusieurs dispositions afin d'améliorer la gestion des eaux pluviales et des eaux usées. L'évaluation environnementale du PLU conclut à un bilan environnemental global positif du PLU en cohérence avec les ambitions environnementales de la Martinique.

Chapitre 5 : Justification des objectifs de modération de consommation de l'espace contre l'étalement urbain et analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

I - JUSTIFICATION DES OBJECTIFS DE MODERATION DE CONSOMMATION DE L'ESPACE ET DE LUTTE CONTRE L'ETALEMENT URBAIN

L'article L.151-4 du Code de l'Urbanisme précise que le rapport de présentation du PLU doit comporter une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers au cours des dix années précédentes l'approbation du PLU ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

D- Justification des objectifs de modération de consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Le SCoT de Cap Nord a fixé pour l'ensemble du territoire les objectifs de consommation suivants :

- Les développements urbains relatifs aux fonctions d'habitat et d'équipements doivent être localisés au moins à 75% dans les espaces urbains de référence, dont environ 50% dans les espaces urbains à densifier et 25% dans les espaces d'urbanisation prioritaire.
- Les autres développements doivent être limités aux extensions urbaines potentielles dont l'enveloppe est limitée ;, pour les communes « relais du développement », dont fait partie Grand'Rivière à 15 hectares pour les sept communes composant cette catégorie. Le SCoT ne fixe pas d'objectifs par commune.

Le document d'Orientation Générales (DOG) du SCoT indique que les sept communes relais du développement doivent contenir environ 15% du développement résidentiel prévu à l'horizon 2025, représentant environ 600 logements (sur les 4000 à réaliser sur tout le territoire de CAP Nord).

La perspective démographique retenue à l'horizon du PLU (+100 habitants), soit une croissance annuelle moyenne de 0.8% environ se justifie par les raisons suivantes :

- Grand'Rivière connaît une baisse démographique depuis plusieurs années, suite à la baisse du nombre d'emplois offerts sur le territoire communal ;
- Grand'Rivière envisage le développement de nouvelles activités économiques (1 à 3 emplois en moyenne), basées sur les différents atouts du territoire (agriculture, tourisme, pêche...). L'objectif est d'attirer de nouveaux actifs ou de retenir les jeunes avec ces nouveaux emplois et qui décident de résider sur la commune ;
- Anticiper le retour des Riverains dans leur commune (retraités) et l'installation de nouveaux ménages attirés par le cadre de vie qu'offre la commune ;
- Les capacités actuelles des équipements présents (école, réseaux...) à répondre aux besoins de la population et des habitants supplémentaires.

Au travers de son projet d'Aménagement et de développement durables, la commune de Grand'Rivière a développé une orientation répondant à cet enjeu intercommunal :

Un cadre de vie agréable à développer et à diversifier

L'objectif poursuivi par le PLU est de maintenir l'intensification des zones urbaines U1 et U2 (bourg et quartier Perriolat) existantes sur le territoire communal, correspondant ainsi aux espaces urbains à densifier. Grand'Rivière, compte tenu des contraintes géomorphologiques de son territoire, présente déjà un bourg très dense, et les seules disponibilités foncières encore disponibles sont situées sur le quartier Perriolat. Ces disponibilités foncières représentent une superficie de 2139.07 m² soit 8% du potentiel foncier réservé à l'accueil de nouveaux logements. La superficie inférieure à celle demandée par le SCoT de CAP Nord se justifie parce que Grand'Rivière a déjà optimisé toutes les disponibilités foncières sur le bourg. Afin de répondre aux perspectives démographiques définies dans le PADD, il est donc obligatoire de consommer de nouvelles terres agricoles, ce qui est compatible avec les orientations législatives en vigueur. On notera également qu'au niveau de la production de logements, 56% du nombre total de logements à produire pour les quinze prochaines années s'effectue sur les zones urbaines existantes, sans consommation supplémentaire de foncier (reprise de logements vacants, construction sur les dents creuses). On peut donc conclure que le projet municipal répond à l'objectif du SCoT de CAP Nord, en valorisant les dernières opportunités foncières sur son bourg.

Afin de répondre à l'objectif démographique affiché, une zone d'urbanisation future a été définie sur le quartier de Beauséjour, en prolongement du lotissement existant. Cette zone représente une superficie de 2.42 ha, soit la très grande majorité des disponibilités foncières réservées pour la production de logements. Si on se base sur les perspectives inscrites dans le DOG, une consommation foncière à vocation d'habitat maximale de 15 hectares peut être utilisée par les sept communes « relais du développement », dont fait partie Grand'Rivière. **Bien que le SCoT de CAP Nord ne fixe pas d'objectifs par commune, on peut estimer que la consommation autorisée pour la commune de Grand'Rivière est de 2.1 hectares. En déclassant une parcelle d'une superficie d'un peu plus de 2 hectares, le projet municipal respecte donc l'orientation du document supracommunal.**

Afin de compenser cette consommation, le projet municipal prévoit le reclassement d'une zone d'urbanisation future (NA) en zone naturelle (N) inconstructible. Il s'agit d'une zone que le précédent document de planification avait identifiée, mais sur laquelle aucun projet n'a vu le jour sur la période de validité du POS. Il a donc été décidé de la supprimer de la zone constructible. Cela représente une superficie totale de 1.3 hectare.

Le projet prévoit donc la mise en place d'outils concourant à rendre la commune attractive, et favoriser ainsi l'accueil de nouveaux habitants, tout en protégeant au maximum ses espaces naturels et agricoles, les paysages.

Par ailleurs, le projet communal vise à limiter l'étalement urbain sur son territoire, notamment en favorisant la reprise de logements vacants sur le centre bourg. Ainsi, sur les 60 logements à produire à l'horizon 2030, 16 logements seraient issus de la reprise des logements vacants sur la commune sur un total de 134. Le projet municipal prévoit donc la mobilisation de 12% de ce parc pour atteindre ces objectifs de production de logements, compte tenu du fort taux de rétention, en cohérence avec les objectifs du Programme Local de l'Habitat de CAP Nord. **Cet objectif représente également une action forte pour la modération de la consommation de foncier et la limitation de l'étalement urbain.**

Enfin, le projet proposé par la municipalité prévoit une opération de renouvellement urbain sur le site de l'ancienne école de la commune. Le foncier ainsi libéré va permettre la réalisation d'une opération de 24 logements sociaux, au bénéfice des ménages riverains. **Cette action de promouvoir le recyclage du foncier bâti existant (destruction et reconstruction) représente également une action forte pour la modération de la consommation de foncier et la limitation de l'étalement urbain.**

E- Justification au regard des besoins induits par les dynamiques démographiques

1- Estimation de l'évolution du nombre moyen d'occupants par logement (résidences principales) – Desserrement des ménages

La diminution du nombre moyen d'occupants par ménage est un phénomène général, plus ou moins marqué selon si la population présente une tendance au vieillissement ou à se renouveler (accueil de jeunes ménages). A l'image de la Martinique, la commune de Grand'Rivière connaît un vieillissement de ses habitants et les perspectives pour les quinze prochaines années tendent à confirmer le phénomène.

Entre 1999 et 2014, le nombre moyen d'occupants par résidence principale est passé de 2.9. A 2.2, soit une diminution de 0.7 (0.04% par an). Avec le phénomène de vieillissement qui a été constaté précédemment, on peut donc penser que le nombre moyen de personnes par ménage risque de diminuer au cours des quinze prochaines années.

Trois hypothèses peuvent être étudiées :

Hypothèse 1 : La stabilisation du nombre moyen d'occupants par ménage (2.2 personnes par ménage en 2014)

Hypothèse 2 : Poursuite de la variation annuelle de la taille des ménages enregistrée entre 1999 et 2014, soit 0.04% par an. Le nombre moyen d'occupants par ménage en 2030 serait de 1.6

Hypothèse 3 : ralentissement de la baisse de la taille des ménages par an jusqu'en 2030 pour atteindre 2.15 personnes par ménage. Cette dernière hypothèse a été retenue par le Conseil Municipal de Grand'Rivière. A ce titre 15 logements sont à produire pour répondre au phénomène de desserrement des ménages.

2- Estimation du nombre de logements (et de résidences principales) nécessaires en fonction de l'évolution démographique

Le PLU permet à la commune de projeter son évolution et développement pour les quinze prochaines années, c'est-à-dire jusqu'en 2030.

Pour rappel :

	1967 à 1974	1974 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2009	2009 à 2014
Variation annuelle moyenne de la population en %	-2.7	-1.4	-2.4	-0.9	-2.6	-1.3

Si la commune poursuit la tendance d'évolution de la population observée entre 2009 et 2014, la population continuerait de baisser et atteindrait d'ici 2025, 502 habitants soit une perte de 132 habitants en 16 ans.

Cependant, la commune souhaite redevenir attractive, dans la lignée de la baisse de la déprise démographique constatée entre 2009 et 2014, son Projet d'Aménagement et de Développement Durables poursuivant cette finalité. La ville souhaite s'appuyer sur le cadre de vie qu'elle offre à ses habitants, en proposant des emplois sur la

valorisation de ses atouts (pêche, tourisme vert, exploitation forestière). L'hypothèse retenue par la municipalité table sur une augmentation de la population au cours des quinze prochaines années (liée notamment à un solde migratoire positif et le maintien des jeunes générations sur le territoire communal avec la création d'emplois).

3- Les besoins induits par le « point mort »

Le « point mort » est également appelé point d'équilibre démographique.

Son calcul permet de déterminer le nombre de logements à produire pour maintenir une population constante (en volume) sur la commune, afin de répondre aux mutations structurelles de la population et du parc de logements. Il se mesure a posteriori et constitue un besoin à minima.

Cet indice se calcule à partir de plusieurs données :

- Le desserrement de la population, correspondant aux décohabitations (divorces, départs des jeunes du foyer familial....)
- Le renouvellement du parc, correspondant aux logements abandonnés, détruits ou transformés
- Les variations du nombre de résidences secondaires et de logements vacants.

→ POINT MORT = R + RSLV + D = -41

→ Lorsque la construction neuve sur la période donnée est supérieure au « point mort », il s'agit d'un signe d'accroissement démographique.

Calcul du renouvellement du parc	
Logements en 2009	402
Logements en 2014	390
Variation du parc entre 2009 et 2014	402-390 = -12
Construction neuve entre 2009 et 2014	6
Nombre de logements dû au renouvellement (R)	-12+6 = - 6
Calcul de la variation des résidences secondaires et des logements vacants	
Résidences secondaires en 1999	46
Résidences secondaires en 2014	14
Logements vacants en 1999	52
Logements vacants en 2014	88
Variation résidences secondaires et logements vacants (RSLV)	(46-14) + (52-88) = 18 -36= -18
Calcul du besoin lié au desserrement des ménages	
Population des ménages en 2009	634
Taille des ménages en 2014	2.2
Nombre de résidences principales en 2014	288
Desserrement (D)	(634/2.2) – 288= 0.18

BILAN DES BESOINS A L'HORIZON 2030 :

A l'horizon 2030, la commune de Grand'Rivière devrait assurer une production de logements de 60 unités au titre de la croissance démographique et 0 unités au titre du point mort, soit 60 logements (4 logements par an) pour atteindre 734 habitants.

Ces besoins en logements seront satisfaits dans les zones urbaines actuelles (réduction de la vacance, densification) et la création d'une nouvelle zone à urbaniser au niveau du quartier de Beauséjour (constructions nouvelles): l'ouverture de cette nouvelle zone à urbaniser se justifie que le bourg de Grand'Rivière dispose que de rares potentialités foncières (13 dents creuses) et de 7 bâtiments en ruine (étude des disponibilités foncières 2016, ADUAM), en centre bourg. De même, la problématique de l'indivision génère des difficultés à mobiliser ce foncier, ce qui réduit encore les possibilités de densification du tissu bâti.

F- Justification au regard du foncier disponible et des logements vacants

L'étude des disponibilités foncières a été réalisée sur toutes les communes de Martinique en 2016 par l'ADUAM. Elle a été présentée précédemment dans ce rapport (pages 101).

Elle fait état de 3266 m² de potentialités foncières, soit 8% de la surface du bourg, et sept bâtis en ruine.

→ BILAN :

Les projections démographiques à l'horizon 2030 font état d'un besoin de 60 logements pour atteindre les objectifs démographiques et ainsi réduire la perte de population constatée depuis plusieurs décennies.

En prenant en compte les densités minimales pour les projets urbains à vocation résidentiels inscrits dans le SCOT (10 logements à l'hectare pour les communes de rang 3 dont fait partie Grand'Rivière), il faudrait donc une réserve foncière de **près de 6 hectares pour répondre aux besoins en logements.**

Actuellement, le nombre de logements vacants (88 logements en 2014) et le très faible potentiel de densification existant en zones urbaines, nécessite la création d'une nouvelle zone d'urbanisation à vocation d'habitat.

Les choix suivants ont été faits au sein de ce PLU :

- Produire 16 logements issus du parc de logements vacants/réhabilitation, soit 26.6% des besoins de logements pour les quinze prochaines années. Ce choix présente l'avantage de ne pas consommer de foncier supplémentaire,
- Construire 24 logements en densification du quartier Perriolat, sur la parcelle de l'ancienne école, soit 40% des besoins de logements pour les quinze prochaines années. Ce terrain étant situé dans la trame urbaine, il n'y a pas d'extension de cette dernière. Le projet municipal est de réserver ces logements à une opération de logements sociaux,
- Construire 20 logements sur le quartier de Beauséjour, soit 33% des besoins pour les quinze prochaines années.

II - ANALYSE DE LA CONSOMMATION DES ESPACES AGRICOLES, NATURELS ET FORESTIERS

Afin d'analyser la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers, la méthode suivante a été utilisée. Le POS de la commune de Grand'Rivière a été approuvé en 1999. Le PLU sera approuvé en 2018. Il a donc été choisi d'analyser les déclassements de terres agricoles (NC), naturelle (ND), l'évolution des zones U et NA au cours de cette période, soit 17 ans. Cette analyse repose sur une comparaison du POS et du projet de PLU.

A- Consommation des espaces agricoles

Les espaces classés agricoles dans le POS représentaient 178.6 hectares. Dans le projet de PLU, la surface des zones agricoles s'élève à 148.44 hectares, soit une baisse 30.16 hectares.

Les zones agricoles du POS ont été reclassées de la manière suivante dans le projet de PLU :

Le POS classait les espaces agricoles en zone NC. Les espaces agricoles représentaient une superficie de 178.6 hectares dans le POS. Le projet de PLU prévoit la création de trois zones agricoles (A1, A2 et A3).

La zone agricole A1 correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole qu'il convient de préserver de toute urbanisation autre qu'en lien avec l'activité agricole.

La zone A2 correspond aux parties du territoire affectées à l'activité agricole autour des secteurs de Beauséjour, Malakoff et Fond Moulin. Ce sont des secteurs où le développement d'activités agritouristiques ou agrotouristiques peut être envisagé.

Enfin, la zone AE correspond à l'emprise d'un parc éolien sur le secteur de Beauséjour.

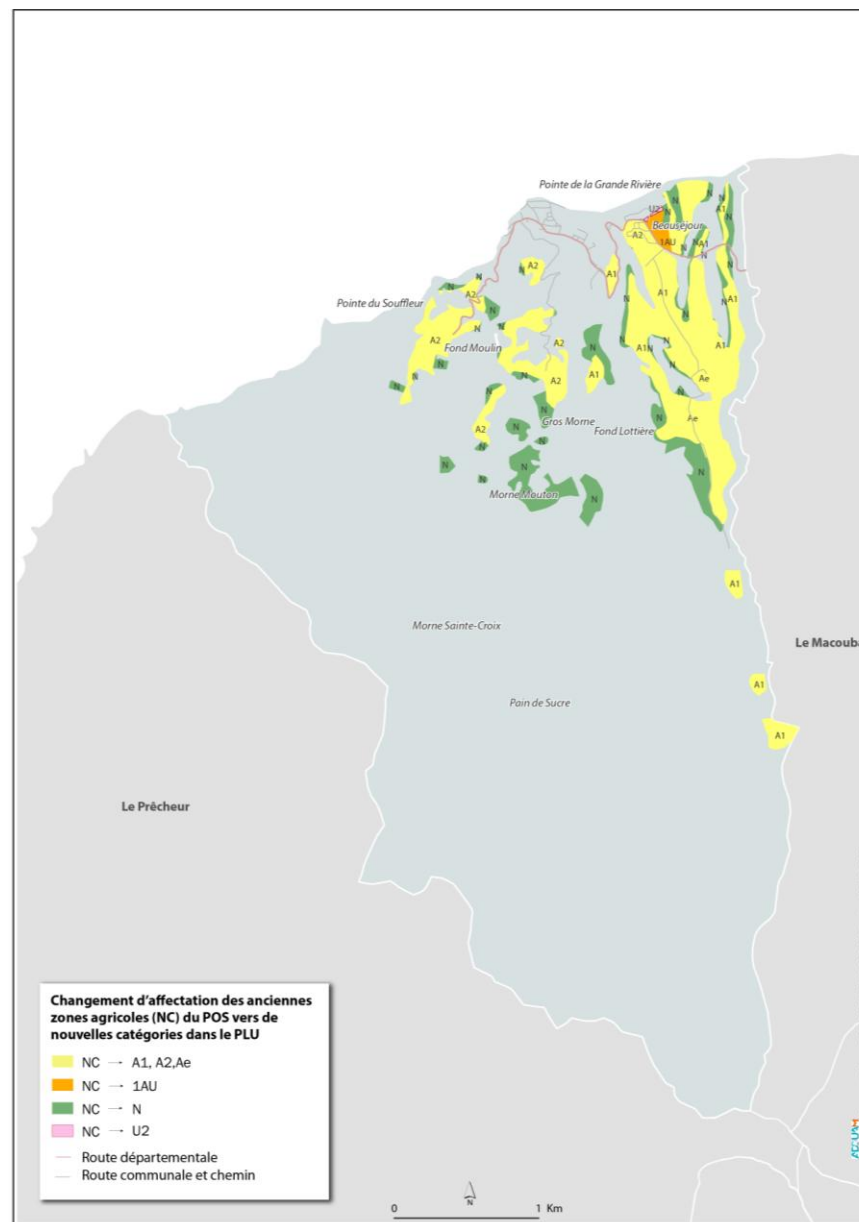
Ainsi, la majorité des terres agricoles identifiées dans le POS ont été reclassées en zones agricole dans le PLU (71.27%). Le parti du projet a été de maintenir l'emprise du parc éolien en zone agricole, puisque l'implantation d'éoliennes n'empêche pas le développement d'une activité agricole (élevage...). A noter également que les terrains agricoles identifiés au Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique sont pour la plupart classés en zone agricole dans le PLU. Une part a été supprimée, du fait du passage d'une ravine sur ce secteur, corridor écologique à protéger et donc classée en zone naturelle N.

Devenir des zones agricoles (NC) du POS dans le projet de PLU	
Zones	Surface (Ha)
A1	61.6
A2	36.5
AE	29.7
N	48.6
U2	0.2
1AU	2.0
TOTAL	178.6

Compte tenu de l'avancée de la forêt, suite à l'abandon de terres agricoles, une part importante de ces espaces a été classée en zone N (27.21%). Le parti pris du projet de PLU proposé par la municipalité de Grand'Rivière a été de regrouper les terres agricoles, à proximité d'un chemin de desserte, et ce, dans un objectif de réduire les contraintes d'exploitations. Les terrains isolés, non desservis par un chemin de desserte et aujourd'hui gagnés par la forêt ont fait l'objet d'un reclassement en zone naturelle.

En ce qui concerne les déclassements de terres agricoles au profit des zones urbaines ou à urbaniser, ils restent faibles (1.5%). Cette consommation de terres agricoles dans le PLU se justifie d'une part par le bourg de Grand'Rivière qui est déjà très densifié et des caractéristiques géomorphologiques de la commune qui nécessite un développement de l'urbanisation sur le plateau de Beauséjour.

On notera que la superficie agricole sur l'ensemble du territoire communal diminue entre les deux documents de planification. Toutefois, la perte de ces superficies s'effectue essentiellement au bénéfice de la zone naturelle, ce qui représente un impact moindre, en particulier au niveau de l'artificialisation des terres. A ce stade, on peut donc considérer que le PLU de Grand'Rivière protège bien le potentiel agricole du territoire.



B- Consommation des espaces naturels et forestiers

Les espaces classés naturels dans le POS représentaient 1458.5 hectares. Dans le projet de PLU, la surface des zones agricoles s'élève à 1488.03 hectares, soit une baisse 29.53 hectares.

Les zones naturelles du POS ont été reclassées de la manière suivante dans le projet de PLU :

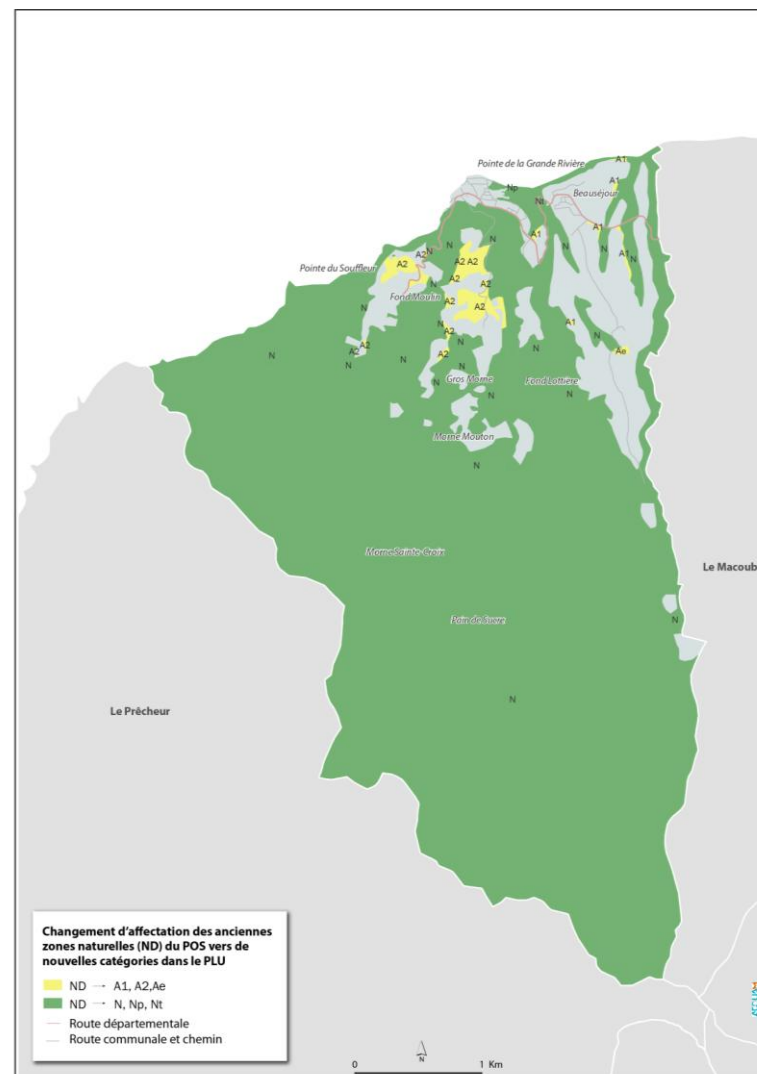
Devenir des zones naturelles (ND) du POS dans le projet de PLU	
Zones	Surfaces (Ha)
N	1436
Np	1.1
Nt	0.2
A1	2.1
A2	18.4
AE	0.7
TOTAL	1458.5

Le POS classait les espaces naturels en zone ND et en secteur NDa ou le défrichement pouvait être autorisé. Ces espaces représentaient 1458.5 hectares dans le POS. Le projet de Plu prévoit la création d'une seule zone N et de deux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) Np et Nt, afin de prendre en compte des projets de développement spécifiques.

La zone N correspond aux espaces naturels protégés en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages. Préservée de l'urbanisation, elle doit être protégée.

Le secteur Np correspond au front de mer du bourg et de l'Anse Bagasse, permettant ainsi de pérenniser les aménagements existants (carbet, toilette, restaurant) et d'accueillir des équipements sportifs et un parcours de santé sur l'Anse Bagasse.

Le secteur Nt correspond quant à lui au réaménagement du point de vue (quartier Beauséjour), avec la construction d'un point infos touristiques, portée par CAP Nord.



Ainsi, la très grande majorité des espaces naturels a été maintenu en zone naturelle inconstructible entre les deux documents de planification. La perte d'espaces naturels s'effectue uniquement au profit de zones agricoles, correspondant au parti pris du projet municipal de favoriser le regroupement des zones agricoles afin d'optimiser leur exploitation. A noter également que les espaces naturels identifiés au Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique sont pour la plupart maintenus en zone naturelle dans le PLU.

On notera que la superficie des espaces naturels sur l'ensemble du territoire communal augmente entre les deux documents de planification. La superficie des STECAL reste maîtrisée et correspond uniquement au développement de projets spécifique, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur. A ce stade, on peut donc considérer que le PLU de Grand'Rivière protège bien les espaces naturels du territoire.

C- Analyse du devenir des zones U du POS

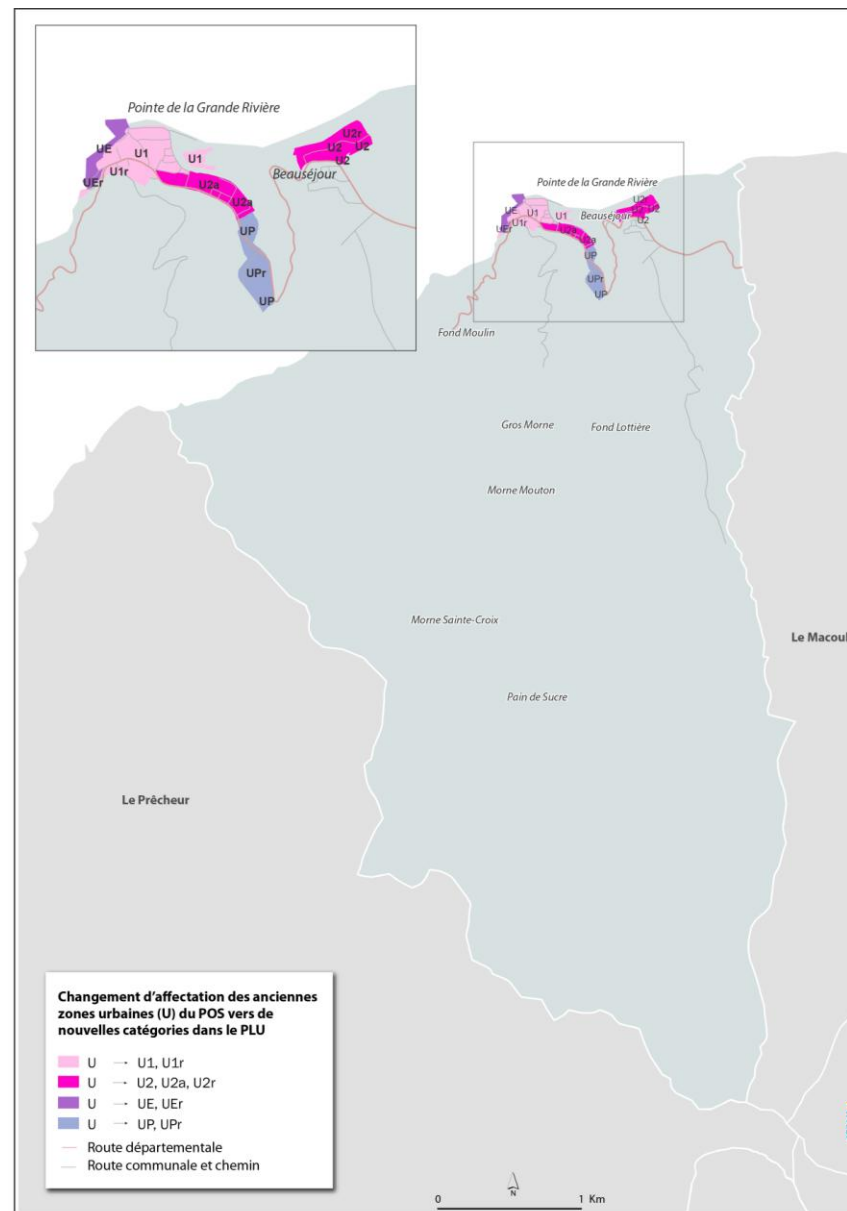
Les zones urbaines représentaient 10.2 hectares dans le POS. Dans le projet de PLU, la surface des zones urbaines s'élève à 16.62 hectares, soit une progression de 6.6 hectares.

Le POS comprenait trois zones urbaines UA avec un secteur UAa, UB et UE. Elles recouvraient l'ensemble du bourg de Grand'Rivière, le quartier périphérique de Perriolat ainsi que l'emprise du port de pêche.

Devenir des zones urbaines (U) du POS dans le projet de PLU	
Zones	Surface (Ha)
U1	5.04
U1r	0.52
U2	2.53
U2a	2.66
UE	2.6
UEr	0.14
UP	1.19
Upr	1.94
TOTAL	16.62

Les zones urbaines du POS étant bâties, le PLU classe donc ces espaces en zone U, en différenciant notamment le centre bourg (U1) très dense du quartier de Perriolat et du lotissement de Beauséjour où l'urbanisation est moins dense. A noter également que le projet de PLU classe l'emprise de l'ancienne école en zone U2a, au détriment de la zone 1NA. Ce secteur est destiné à recevoir une opération de logements sociaux. Le tableau ci-dessous présente le bilan de l'évolution des différentes catégories de zones entre le POS et le PLU. Cela représente 100% des zones U du POS.

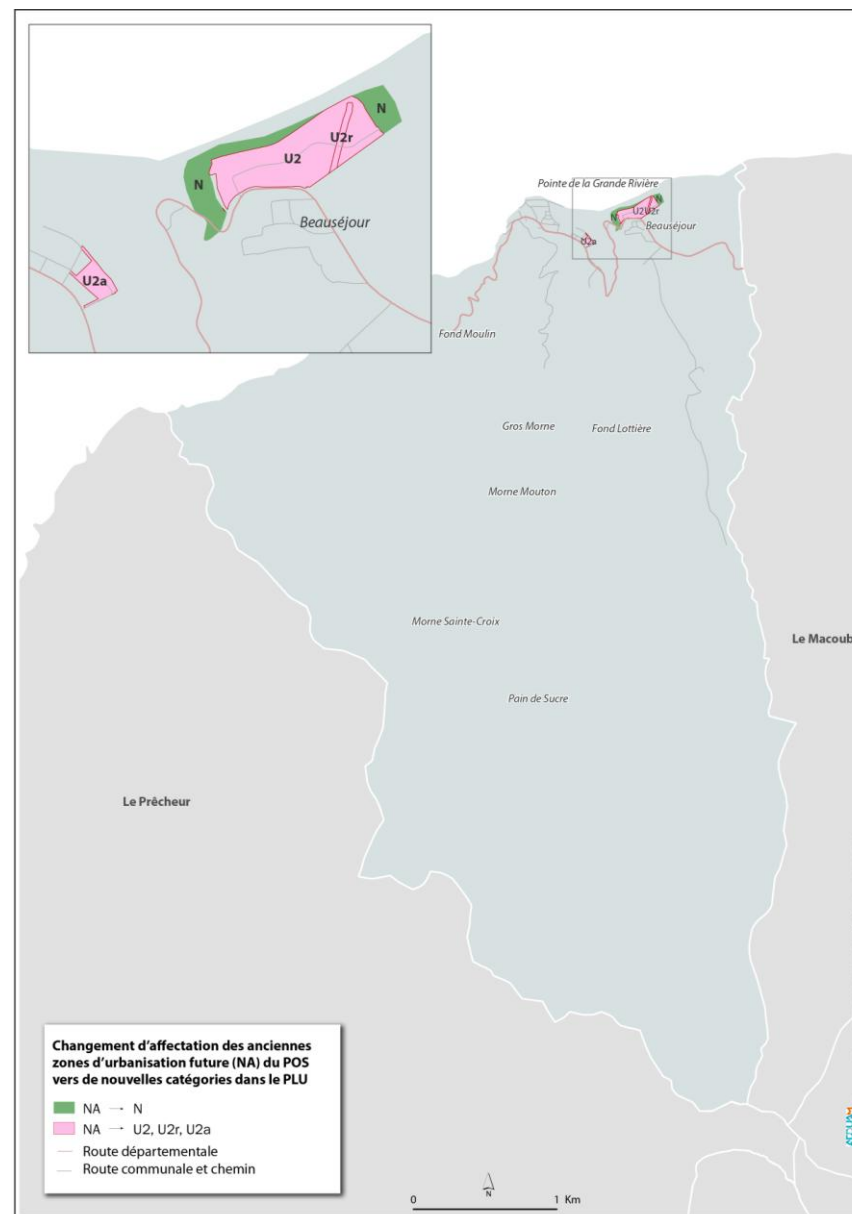
On notera toutefois la création d'une zone UP relative aux équipements publics (salle des fêtes, stade...) au détriment du classement en zone UB dans le POS. L'objectif de ce nouveau classement est de mieux encadrer les possibilités de constructions sur cette zone, en particulier en interdisant la construction de logements.



D- Analyse du devenir des zones NA du POS

Les zones à urbaniser représentaient 4 hectares dans le POS, répartis entre une zone 1NA et 2NA. Dans le projet de PLU, la surface des zones à urbaniser s'élève à 2.57 hectares. On notera toutefois que le PLU prévoit une nouvelle zone d'urbanisation future.

Devenir des zones à urbaniser (NA) du POS dans le projet de PLU		
Zones	Surface (Ha)	
U2		2.3
U2a		0.3
U2r		0.1
N		1.3
TOTAL		4



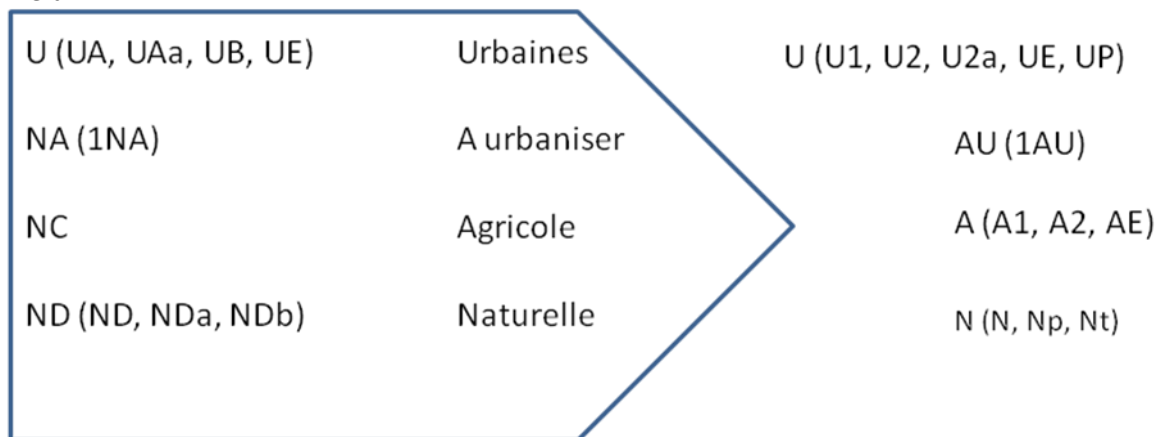
Evolution des différentes grandes familles de zones entre le POS approuvé et le projet de PLU :

Zones du POS	Surface en Ha	Zones du PLU	Surface en Ha	Evolution des zones
ZONES A URBANISER				
1NA	4	-	-	-4
-	-	1AU	2.39	+2.39
-	-	1AUr	0.03	+0.03
Total zones à urbaniser	4		2.42	-1.58
ZONES URBAINES				
UA	6.8	-	-	-6.8
UB	3.1	-	-	-3.1
UE	0.3	-	-	-0.3
-	-	U1/U1r	5.04/ 0.52	+5.56
-	-	U2/U2r	2.53/0.18	+2.71
-	-	U2a	2.66	+2.66
-	-	UE/UEr	2.60/0.14	+2.74
-	-	UP/UPr	1.19/1.94	+3.13
Total zones urbaines	10.2		16.8	+5.96
ZONES AGRICOLES				
NC	178.6	-	-	-178.6
-	-	A1	63.12	+ 63.12
-	-	A2	54.97	+54.97
-	-	Ae	30.37	+30.37
Total zones agricoles	178.6		148.6	-30
ZONES NATURELLES				
ND/NDa	1 458.5	-	-	-1 458.5
-	-	N	1 486.25	+1 486.25
-	-	Np	1.78	+1.78
-	-	Nt	0.23	+0.23
Total zones naturelles	1 458.5		1488.26	+29.76
Total	1806.08		1806.08	-

Chapitre 6 : Motifs de la délimitation des différentes zones du PLU et des règles applicables

I - PRESENTATION DES DIFFERENTES ZONES DU PLAN DE ZONAGE

Les dispositions du document graphique et du règlement sont la traduction spatiale et qualitative des orientations du PADD, appliquées aux réalités du territoire riverain.



Le document graphique découpe ainsi le territoire communal de Grand'Rivière en plusieurs types de zones (**zones urbaines, à urbaniser, agricoles et naturelles**), tel que cela a été défini dans le Code de l'Urbanisme à l'article R.151-17.

Il est à préciser que la nomenclature des différentes zones a évolué entre le POS et PLU.

Afin d'établir ce zonage, la méthode suivante a été utilisée :

- Travail de terrain afin définir les zones urbaines (à partir du zonage du POS). Le PPRN révisé a été pris en compte et a entraîné le reclassement de certaines zones urbaines en zones naturelles,
- Définition de trames vertes le long des cours d'eau (10 mètres lorsque le PPRN ne définissait pas de risques forts) ou calage sur le PPRN (zone rouge),
- Travail effectué avec les personnes publiques associées et particulièrement la SAFER, Chambre d'Agriculture et le Conservatoire du Littoral pour redéfinir les zones agricoles et forestières.

Ainsi ont été déterminées quatre zones urbaines, une zone à urbaniser, trois zones agricoles et une zone naturelle. A noter qu'une zone urbaine comprend un secteur spécifique, et la zone naturelle deux secteurs spécifiques afin de prendre en compte soit une réglementation particulière, soit un projet d'aménagement particulier.

A- Les zones urbaines

Article R.151-18 du Code de l'Urbanisme

Les zones urbaines sont dites « zones U ». Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Les zones urbaines couvrent l'ensemble des territoires urbains constitués et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. Les zones urbaines peuvent immédiatement accueillir des constructions. Elles ont vocation à accueillir un tissu qui correspond autant aux fonctions résidentielles qu'à celles d'activités, de service d'équipements publics ou d'intérêt général, dans un contexte de mixité sociale et fonctionnelle.

Quatre types de zones urbaines ont été définis, dont deux sont à vocation mixte à dominante résidentielle, une à vocation d'équipements publics, et une zone spécifique à l'emprise du port.

La zone U1 : Bourg de Grand'Rivière

La zone U2 : Elle se compose du quartier Perriolat (U2a) et du lotissement de Beauséjour.

La zone UE : Elle correspond à l'emprise du port et prend en compte le projet complet d'aménagement porté par la Collectivité Territoriale de Martinique.

La zone UP : Elle correspond aux emprises des équipements publics

1- La zone U1

➤ Description de la zone

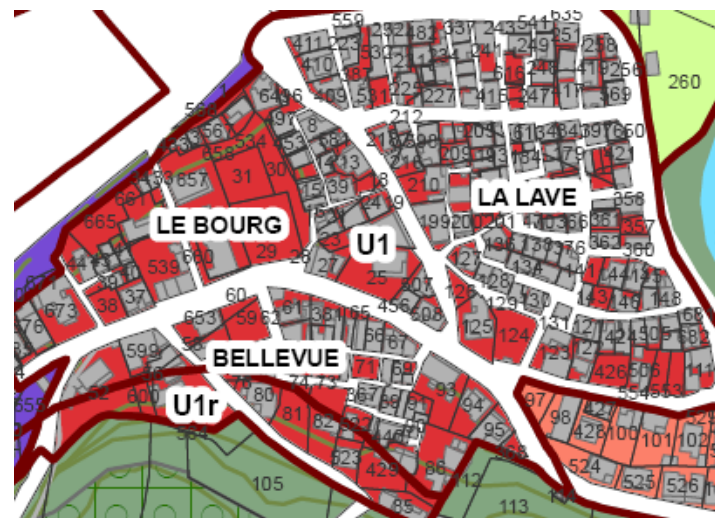
La zone U1 correspond au bourg originel de Grand'Rivière ainsi que le quartier de Vieux Bourg, sur la rive droite de la Grande Rivière. Elle s'étend des limites de l'emprise du port, jusqu'au Boulevard Sainte-Catherine. Au niveau de la RD10, la zone U1 prend appui au niveau de la place de la Résistance. Elle concentre l'ensemble des fonctions urbaines de ce type de secteur (habitat, commerces, services et équipements publics). Elle est caractérisée par un tissu urbain dense, très minéral avec très peu d'espaces verts.

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

La zone U1 du PLU s'appuie sur les limites de la zone UA du POS. Le périmètre de cette zone n'a que très peu évolué entre le POS et le projet de PLU, compte tenu que ce secteur était déjà totalement urbanisé et qu'il n'existait quasiment plus de disponibilités foncières.

A noter toutefois que le secteur UAa disparaît au profit d'un secteur naturel Np.

Par ailleurs, la révision du PPRN a montré des secteurs soumis à un aléa moyen à fort sur cette zone. Dans un souci d'information du pétitionnaire, un indice « r » a été ajouté sur les secteurs concernés. La réglementation du PPRN s'applique sur ces secteurs.



➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Affirmer le principe de mixité des fonctions, en autorisant les constructions à destination d'habitation, de bureaux, de commerces, d'artisanat et des équipements publics pour maintenir et développer les lieux de vie et d'emploi,
- Permettre la valorisation du bâti vacant existant, tout en maintenant les caractéristiques du tissu urbain et dans un souci de gestion économe du foncier,
- Assurer la production de l'eau chaude sanitaire à 100 % à partir de l'énergie solaire pour toute construction neuve.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 1^{ère} orientation/axe 1 « Maintenir les activités économiques et commerciales existantes et permettre le développement de nouvelles activités » et dans la troisième orientation/axe 2, « Conforter et diversifier l'offre en logements dans la trame urbaine déjà constituée ».

➤ **Surface de la zone** : la zone U1 couvre une superficie de 5.56 hectares dont 0.54 hectare soumis à des risques naturels avec des aléas moyens à forts (U1r).

2- La zone U2

➤ Description de la zone

La zone U2 les extensions périphériques du bourg, de la place de la Résistance jusqu'à la salle polyvalente exclue. Elle se développe également sur le quartier de Beauséjour en prenant en compte le lotissement et la rue Case Nègre. Elle comprend un secteur U2a relatif au quartier Perriolat. L'habitat y prédomine et le tissu urbain se caractérise par une densité plus faible que sur le bourg (40 logements/ha à Perriolat et 12 logements/ha à Beauséjour). Au contraire du centre bourg, on trouve un peu plus d'espaces verts sur le quartier Perriolat et les constructions du lotissement de Beauséjour sont implantées au milieu de la parcelle.

Par ailleurs, la révision du PPRN a montré des secteurs soumis à un aléa moyen à fort sur cette zone. Dans un souci d'information du pétitionnaire, un indice « r » a été ajouté sur les secteurs concernés. La réglementation du PPRN s'applique sur ces secteurs.

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

Les limites de la zone U2 (y compris les secteurs) prennent appui sur la zone UB du POS. Le lotissement de Beauséjour, aujourd'hui réalisé à plus de 80% (plus aucune parcelle n'est à vendre) a été intégré à cette zone au détriment de la zone 1NA.

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires



- Affirmer le principe de mixité des fonctions, en autorisant les constructions à destination d'habitation, de bureaux, de commerces, d'artisanat pour maintenir et développer les lieux de vie et d'emploi,
- Une hauteur des bâtiments différenciée entre la zone U2 et le secteur U2a afin de prendre en compte une opération de logements sociaux, sans pour autant nuire à la qualité paysagère du territoire communal,
- Une emprise maximale pour les constructions afin de permettre une infiltration des eaux de pluie,
- Assurer la production de l'eau chaude sanitaire à 100 % à partir de l'énergie solaire pour toute construction neuve.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 1^{ère} orientation/axe 1 « Maintenir les activités économiques et commerciales existantes et permettre le développement de nouvelles activités » et dans la troisième orientation/axe 2, « Conforter et diversifier l'offre en logements dans la trame urbaine déjà constituée ».

➤ **Surface de la zone** : la zone U2 couvre une superficie de 5.37 hectares dont 0.18 hectare soumis à des risques naturels avec des aléas moyens à forts (U2r).

3- La zone UE

➤ Description de la zone

La zone UE est une zone urbaine spécifique destinée à prendre en compte l'emprise complète du port de Grand'Rivière dont le projet d'aménagement est porté par la Collectivité Territoriale de Martinique. Il s'agit d'une zone spécifiquement réservée à l'activité de pêche et à la valorisation directe des produits de la pêche.

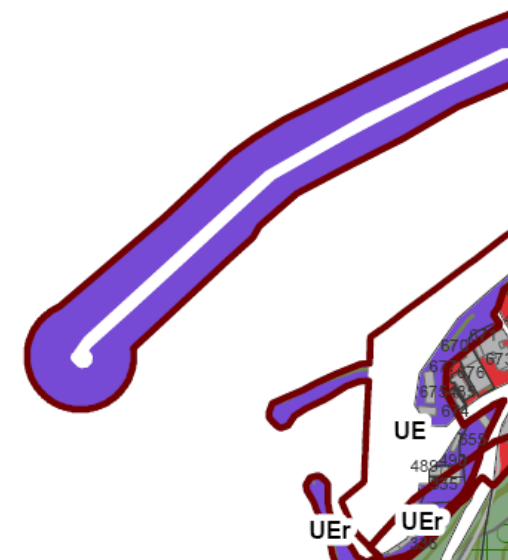
Par ailleurs, la révision du PPRN a montré des secteurs soumis à un aléa moyen à fort sur cette zone. Dans un souci d'information du pétitionnaire, un indice « r » a été ajouté sur les secteurs concernés. La réglementation du PPRN s'applique sur ces secteurs.

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

Dans le cadre du POS, cette zone était limitée aux emprises de constructions le long de la rue du Bord de Mer et aux terrains en aval de la mairie, classés en UE. Aujourd'hui l'emprise prend en compte les aménagements de la digue ainsi que l'emprise complète du projet permettant de finaliser le port de Grand'Rivière, notamment l'espace de parking en limite du boulevard Sainte-Catherine.

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Seules les constructions et installations nécessaires à l'activité d'un port de pêche sont autorisées,
- Peuvent être autorisés sous conditions, l'artisanat, le commerce de détail et la restauration permettant la valorisation des produits de la pêche.



☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 2^{ème} orientation/axe 3 « Mettre en valeur le potentiel maritime sur Grand'Rivière ».

➤ **Surface de la zone**

La zone UE couvre une superficie de 2.74 hectares dont 0.14 hectare soumis à des risques naturels avec des aléas moyens à forts (UEr).

4- La zone UP

➤ **Description de la zone**

La zone UP est une zone urbaine spécifique destinée à accueillir des équipements collectifs.

Par ailleurs, la révision du PPRN a montré des secteurs soumis à un aléa moyen à fort sur cette zone. Dans un souci d'information du pétitionnaire, un indice « r » a été ajouté sur les secteurs concernés. La réglementation du PPRN s'applique sur ces secteurs.

➤ **Principales évolutions du périmètre de la zone**

Cette zone n'existait pas dans le POS. Pour des raisons d'encadrement des possibilités de construire sur ces secteurs, la municipalité de Grand'Rivière a décidé de classer les grands équipements publics existants (stade, salle polyvalente, gymnase) dans cette zone spécifique.

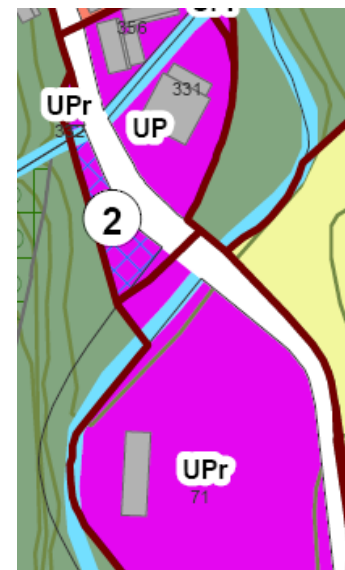
➤ **Principaux objectifs et principes réglementaires**

- Seules les constructions et installations à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics sont autorisées,
- Les constructions à usage d'habitation sont interdites.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 3^{ème} orientation/axe 4 « Maintenir et développer l'offre en équipement en adéquation avec les besoins de la population ».

➤ **Surface de la zone**

La zone UP couvre une superficie de 3.13 hectares dont 1.94 hectare soumis à des risques naturels avec des aléas moyens à forts (UPr).



B- Les zones à urbaniser

Article R.151-20 du Code de l'Urbanisme

Les zones à urbaniser sont dites « zones AU ». Peuvent être classés en zone à urbaniser, les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation. Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées, soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévue par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

Les zones à urbaniser (AU) correspondent aux secteurs naturels de la commune, destinés à être ouverts à l'urbanisation.

- ☞ Les zones à urbaniser font l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) (pièces n°4 du PLU). Elles sont également présentées et justifiées dans le rapport de présentation.

Une seule zone d'urbanisation (1AU) a été définie à Grand'Rivière. Il s'agit d'une zone à vocation résidentielle localisée au quartier de Beauséjour.

➤ Description de la zone

La zone 1AU est une zone à urbaniser à court terme, à vocation résidentielle : elle est localisée au quartier de Beauséjour, le long de la RD10, en continuité avec le dernier lotissement réalisé.

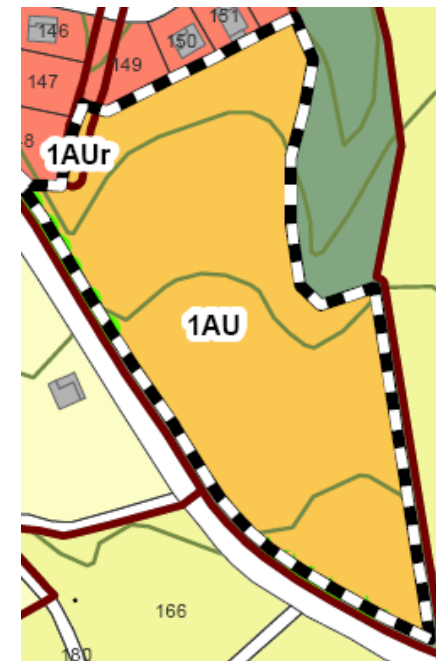
Par ailleurs, la révision du PPRN a montré des secteurs soumis à un aléa moyen à fort sur cette zone. Dans un souci d'information du pétitionnaire, un indice « r » a été ajouté sur les secteurs concernés. La réglementation du PPRN s'applique sur ces secteurs.

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

Cette zone n'existait pas après la dernière modification du Plan d'Occupation des Sols. Actuellement, il s'agit d'une zone agricole plantée en canne à sucre. Le PLU, quant à lui, oriente la zone vers la création de nouveaux logements, en cohérence avec son projet de développement.

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Répondre aux besoins de nouveaux logements afin d'inverser la tendance démographique actuelle,
- Favoriser le parcours résidentiel et une mixité générationnels,
- Prendre en compte la trame verte et la gestion des eaux de pluie,
- Assurer la production de l'eau chaude sanitaire à 100 % à partir de l'énergie solaire.



- ☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 2^{ème} orientation/axe 1 « Maintenir les activités économiques et commerciales existantes et permettre le développement de nouvelles activités » et dans la 3^{ème} orientation/axe 2, « Conforter et diversifier l'offre en logements dans la trame urbaine déjà constituée ».
- **Surface de la zone** : la zone d'urbanisation future de Beauséjour couvre une superficie totale de 2 hectares. Toutefois, une partie de cette superficie est destinée à recevoir des jardins partagés (environ 2657 m²), et environ 3343 m².

C- Les zones naturelles

Articles R.151-24 et R.151-25 du Code de l'Urbanisme

Les zones naturelles et forestières sont dites « zones N ». Peuvent être classés en zones naturelles et forestières, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
- 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques, notamment d'expansion des crues.

Peuvent être autorisées en zone N :

- 1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L.525-1 du Code Rural et de la pêche maritime.
- 2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changement de destination et aménagement prévus par les articles L.151-11, L.151-12 et L.151-13 dans les conditions fixées par ceux-ci.

Une seule zone naturelle N a été définie sur le territoire de Grand'Rivière. Deux secteurs naturels ont également été définis, le secteur Np destiné à recevoir des équipements sportifs, de loisirs et d'accueil des touristes, et un secteur Nt à vocation touristique.

1- La zone N

➤ Description de la zone

La zone N1 marque la protection forte des espaces naturels les plus fragiles, ayant une grande valeur de par la richesse de la biodiversité qui y a été observée. Cette zone intègre les espaces naturels faisant l'objet de protections diverses : Réserve Biologique Intégrale, forêt départementalo-domaniale, ZNIEFF, abords des ravines, mais aussi des zones rouges au Plan de Prévention des Risques Naturels...

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

La zone N1 intègre toutes les zones naturelles pour lesquelles une protection réglementaire a été définie (RBI, espaces remarquables du SAR...) ou pour lesquels il existe un inventaire de connaissance de la flore et/ ou de la faune attestant d'une richesse sur le plan botanique et faunistique (ZNIEFF, espaces remarquables botaniques)...

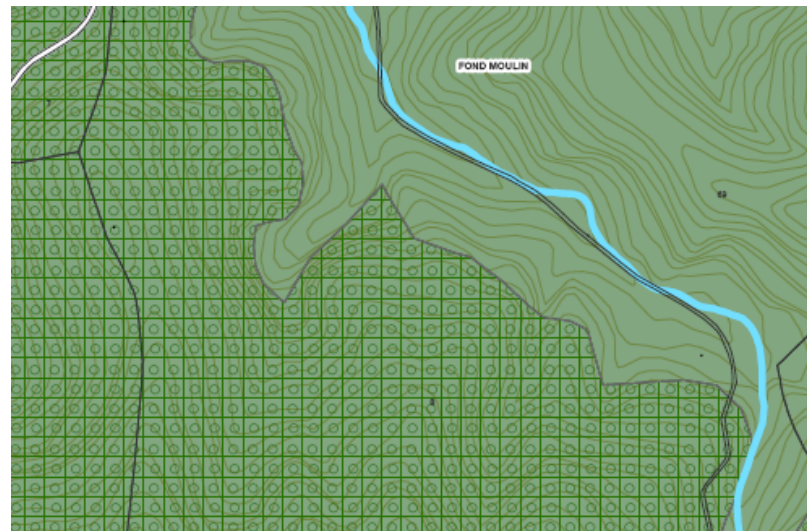
Elle reprend ainsi une large part de la zone ND du POS. Compte tenu du projet communal de regrouper les terres agricoles, certaines zones naturelles ont été reclassées en zone A. Au contraire des zones NC du POS, aujourd'hui totalement boisées ont été reclassées en zone N. Ce travail a été réalisé en concertation avec la SAFER, la Chambre d'Agriculture et le conservatoire du littoral.

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Préserver les caractéristiques environnementales et paysagères du territoire communal,
- Favoriser le maintien de la biodiversité à l'échelle du territoire communal et intercommunal,
- Protéger la ressource,
- Interdire les constructions afin d'éviter tout mitage du paysage et les impacts sur le milieu naturel,
- Prendre en compte les risques naturels sur l'ensemble de la commune.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 1^{ère} orientation/axe 1 « Protéger la biodiversité de la commune », axe 3 « Affirmer l'identité paysagère de Grand'Rivière » et l'axe 4 « Proposer un développement du territoire limitant les risques naturels ».

➤ **Surface de la zone** : la zone N couvre une surface de 1486.25 hectares.



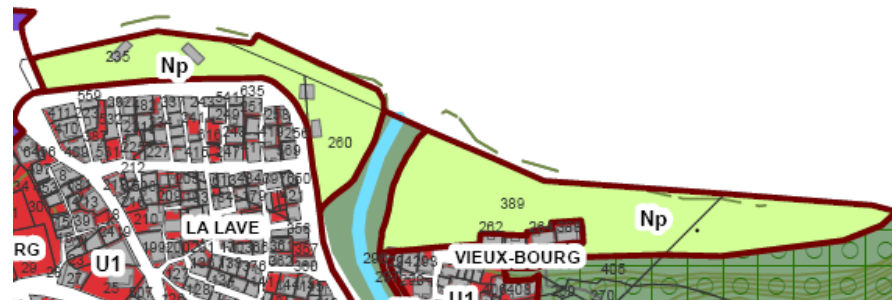
2- Le secteur Np

➤ Description du secteur

Le secteur Np correspond à un secteur naturel qui peut accueillir des équipements sportifs, de loisirs ou d'accueil des touristes.

➤ Principales évolutions du périmètre du secteur

Ce secteur n'existait pas dans le POS. Il reprend la délimitation de la zone UAa du POS et se développe sur une partie de la zone ND, à proximité du quartier de Vieux Bourg. En définissant un secteur naturel dont l'emprise est majoritairement sur le front de mer, l'objectif de la municipalité de Grand'Rivière est de limiter fortement les constructions sur un secteur à enjeux, notamment en termes de préservation de la qualité paysagère. Toutefois, un classement en zone N stricte n'aurait pas permis le développement de projets d'équipements en faveur de la population de la population riveraine.



➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Autoriser uniquement certaines constructions, en cohérence avec le PADD de la commune,
- Préserver la qualité paysagère du front de mer.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 1^{ère} orientation/ axe 3 « Affirmer l'identité paysagère de Grand'Rivière », 2^{ème} orientation/axe 4 « Diversifier l'offre touristique autour de l'éco-tourisme » et 3^{ème} orientation/axe 4 « Maintenir et développer l'offre en équipements en adéquation avec les besoins de la population ».

➤ **Surface du secteur** : le secteur naturel Np couvre une surface de 1.78 hectares.

3- Le secteur Nt

➤ Description du secteur

Le secteur naturel Nt est destiné à recevoir au quartier Beauséjour, un point information touristique, projet porté par CAP Nord qui dispose depuis le 1^{er} janvier 2017, la compétence tourisme. Plus précisément ce secteur se situe au niveau du point de vue. La création de ce secteur répond à un des enjeux du territoire riverain, le développement de l'offre touristique.

➤ Principales évolutions du périmètre du secteur

Ce secteur n'existait pas dans le Plan d'Occupation des Sols et sa définition ampute une partie de la zone ND. Toutefois, la vocation naturelle du secteur a été maintenue par un classement en Nt

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Permettre l'aménagement d'un point info touristique, projet porté par CAP Nord,
- Limiter fortement les typologies de constructions ou installations admises sur le secteur.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 2^{ème} orientation/axe 4 « Diversifier l'offre touristique autour de l'éco-tourisme ».

➤ **Surface du secteur** : la zone naturelle N2 couvre une surface de 0.23 hectare.



D- Les zones agricoles

Articles R.151-22 et R.151-23 du Code de l'Urbanisme

Les zones agricoles sont dites « zones A ». Peuvent être classés en zones agricoles, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Peuvent être autorisées en zone A :

- 1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L.525-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- 2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changement de destination et aménagements prévus par les articles L.151-11, L.151-12 et L.151-13 dans les conditions fixées par ceux-ci.

Peuvent être autorisées en zone N :

- 1° Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'article L.525-1 du Code Rural et de la pêche maritime.
- 2° Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changement de destination et aménagement prévus par les articles L.151-11, L.151-12 et L.151-13 dans les conditions fixées par ceux-ci.

Trois types de zones agricoles ont été définis : les zones agricoles à protection forte (A1), des secteurs agricoles où le développement d'activités agritouristiques est autorisé (A2) et un secteur agricole permettant l'implantation d'un parc éolien (A3). L'ensemble des zones agricoles couvre une superficie de 148.46 hectares.

1- La zone A1

➤ Description de la zone

Les zones agricoles A1 correspondent aux zones agricoles exploitées du territoire. La zone A1 couvre l'ensemble des superficies agricoles identifiées par le Schéma d'Aménagement Régional de la Martinique. Ces espaces peuvent également intégrer des secteurs en friches pour lesquelles une remise en exploitation est possible et sera encouragée.

La définition de ces zones agricoles a été réalisée en concertation avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et le Conservatoire du Littoral.

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

La zone A1 correspond à la zone agricole à protéger. Dans le document d'urbanisme en vigueur sur le territoire communal (POS), la zone agricole était éparpillée sous la forme d'îlots exploités ou non. Aujourd'hui, certains îlots avec l'absence d'exploitation, sont aujourd'hui totalement boisés, et les chemins d'exploitation ont parfois disparu, ce qui ne facilite pas l'installation de nouvelles activités agricoles. Dans le cadre du PLU, la municipalité a souhaité effectuer un regroupement des secteurs agricoles, avec des surfaces autorisant une exploitation pérenne des terres, mais également à proximité de chemins de desserte existants. La principale évolution a donc été de passer d'un mitage de zones agricoles à trois grandes zones et quatre secteurs plus restreints. Les secteurs aujourd'hui couverts par la forêt ont été reclassés en zone N.

Etant donné que la zone agricole dans le PLU a été définie selon trois types (A1, A2, A3) alors que dans le POS, il n'y avait qu'une seule zone (NC), la surface de la zone agricole stricte a donc diminuée.

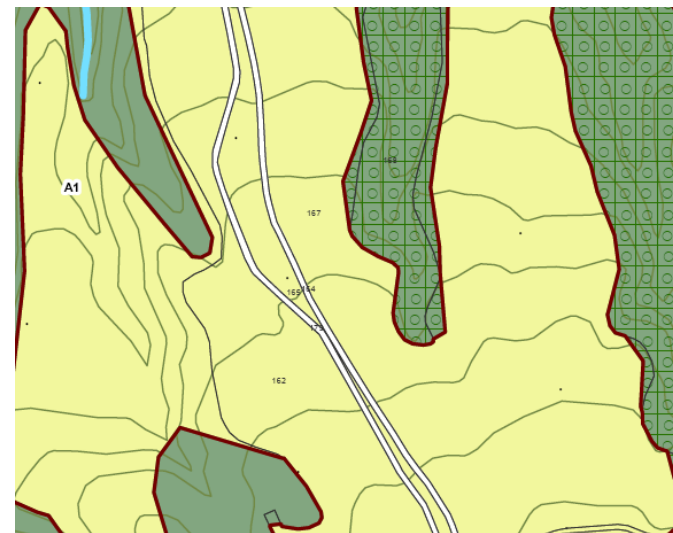
Enfin, la zone agricole a également subi une perte de foncier au profit de la zone à urbaniser de Beauséjour, à vocation d'habitat, pour une superficie de 2.41 hectares.

La configuration du territoire de Grand'Rivière n'a pas permis d'avoir un bilan consommation/rétrocession de terres agricoles, favorable au maintien et au développement de l'agriculture sur le territoire riverain.

➤ **Surface de la zone** : Elle représente aujourd'hui une superficie de 63.1 hectares.

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Protection des terres agricoles par la définition d'une réglementation stricte où seules sont autorisées les constructions et installations nécessaires ou liées à l'activité agricole ou celles qui sont nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.



- Permettre le maintien et le développement d'exploitations agricoles,
- Limiter fortement la construction d'habitations sur ces zones afin de réduire la consommation de foncier et l'artificialisation des terres.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 1^{ère} orientation/axe 2 « Valoriser les ressources naturelles » et dans la 2^{ème} orientation/axe 2, « Pérenniser et diversifier les activités liées à l'économie agricole et forestière du territoire ».

2- La zone A2

➤ Description de la zone

Les zones agricoles A2 correspondent aux zones agricoles exploitées du territoire, où des projets agritouristiques ou agrotouristiques peuvent être développés. La zone couvre les secteurs des habitations de Fonds Moulin et de Malakoff, ainsi que l'emprise bâtie de l'Habitation Beauséjour.

La définition de ces zones agricoles a été réalisée en concertation avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et le Conservatoire du Littoral.

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

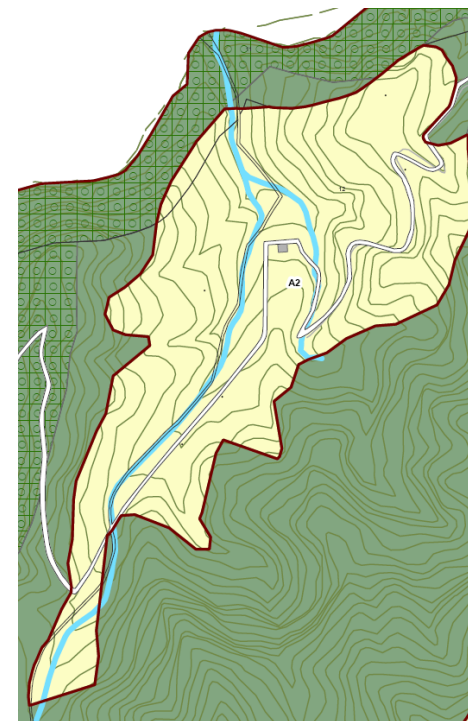
La zone A2 correspond à la zone agricole pouvant accueillir des projets de diversification en lien avec l'activité agricole. Dans le document d'urbanisme en vigueur sur le territoire communal (POS), cette zone n'existait pas et les trois habitations étaient incluses dans la zone agricole stricte NC. Dans le cadre du PLU, et dans un objectif de préservation du foncier productif, la municipalité a souhaité encadrer le développement d'activités de diversification en lien avec l'agriculture, en particulier, les gîtes ruraux.

➤ **Surface de la zone** : Elle couvre une superficie de 54.97 hectares.

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Protection des terres agricoles avec la possibilité de développer des activités de diversification en lien avec l'exploitation agricole.
- Permettre le maintien et le développement d'exploitations agricoles,
- Encadrer le développement de constructions sur ces zones afin de réduire la consommation de foncier et l'artificialisation des terres.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 2^{ème} orientation/axe 2, « Pérenniser et diversifier les activités liées à l'économie agricole et forestière du territoire » et axe 4 « Diversifier l'offre touristique autour de l'éco-tourisme ».



3- La zone AE

➤ Description de la zone

La zone agricole AE correspond à une zone agricole exploitée du territoire, où un parc éolien est en cours de développement. La zone AE se situe sur des terrains attachés à l'Habitation Beauséjour.

La définition de ces zones agricoles a été réalisée en concertation avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et le Conservatoire du Littoral.

➤ Principales évolutions du périmètre de la zone

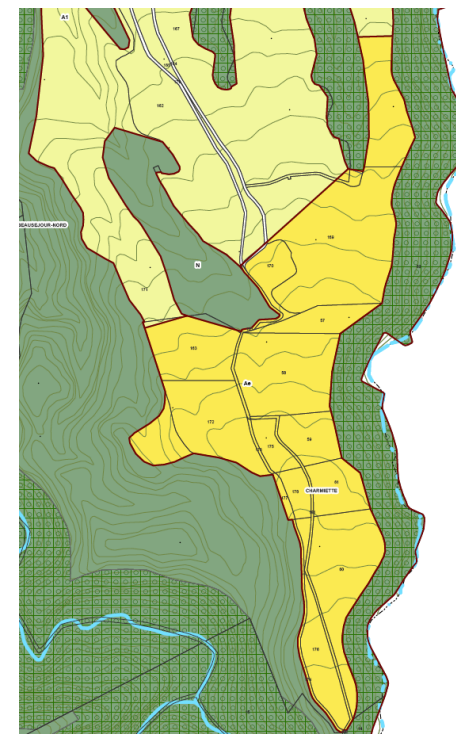
La zone AE correspond à une zone à vocation agricole où un projet de parc éolien est en cours de développement. Cette zone n'existait pas dans le Plan d'Occupation des Sols, mais elle prend appui sur la zone agricole NC. La volonté de la municipalité est de permettre le développement des énergies renouvelables sur son territoire, mais en ayant un droit de regard sur le développement de ce type d'infrastructures. De même, le classement en zone agricole répond au souci de permettre le maintien d'une activité agricole, qui n'est pas incompatible avec l'implantation d'éoliennes. La zone AE est limitée à l'emprise du parc éolien accordée.

➤ **Surface de la zone** : Elle représente aujourd'hui une superficie de 30.37 hectares.

➤ Principaux objectifs et principes réglementaires

- Favoriser le développement des énergies renouvelables sur le territoire communal,
- Permettre le maintien et le développement d'exploitations agricoles.

☞ Ces dispositions traduisent la volonté affirmée dans le PADD dans la 1^{ère} orientation/axe 2 « Valoriser les ressources naturelles ».



II – PRESENTATION DES OUTILS D'AMENAGEMENT MIS EN ŒUVRE DANS LE PLU DE GRAND'RIVIERE

Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), la municipalité de Grand'Rivière a décidé de mettre en œuvre trois outils d'aménagement offerts par le Code de l'Urbanisme : Les emplacements réservés, les Espaces Boisés Classés et les espaces paysagers à protéger.

A- Les emplacements réservés

L'article L.151-41 prévoit que le PLU peut »fixer les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général ainsi qu'aux espaces verts ».

Article L.151-41 du Code de l'Urbanisme

Le règlement peut délimiter des terrains sur lesquels sont institués :

1° Des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics dont il précise la localisation et les caractéristiques ;

2° Des emplacements réservés aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ;

3° Des emplacements réservés aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;

4° Dans les zones urbaines ou à urbaniser, des emplacements en vue de la réalisation dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit ;

5° Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans, dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement. Ces servitudes ne peuvent avoir pour effet d'interdire les travaux ayant pour objet l'adaptation, le changement de destination, la réfection ou l'extension limitée des constructions existantes.

En outre, dans les zones urbaines et à urbaniser, le règlement peut instituer des servitudes consistant à indiquer la localisation prévue et les caractéristiques des voies et ouvrages publics, ainsi que les installations d'intérêt général et les espaces verts à créer ou à modifier, en délimitant les terrains qui peuvent être concernés par ces équipements.

Certains emplacements réservés avaient été définis dans le cadre du Plan d'Occupation des Sols. L'opération visée étant toujours en projet, ils sont maintenus dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme. D'autres ont été créés, et ce, afin de répondre à de nouveaux objectifs du projet communal.

Les emplacements réservés sont repérables sur les documents graphiques par un quadrillage, un numéro y est affecté à chacun et renvoie à une liste qui figure sur les documents graphiques du PLU. Cette liste indique la collectivité bénéficiaire de la réserve et sa destination.

L'inscription d'un emplacement réservé rend inconstructibles les terrains concernés pour toute autre utilisation que celle prévue dans la liste.

Un droit de délaissement est ouvert au propriétaire d'un terrain concerné par une telle servitude, conformément aux dispositions de l'article L.152-2. Il a ainsi la possibilité de mettre la collectivité ou l'organisme public, bénéficiaire de la réserve, en demeure d'acquérir son terrain, selon les modalités définies aux articles L.230-1 et suivant du Code de l'Urbanisme.

☞ Le PLU compte deux emplacements réservés.



N°PLU	N°POS	Dénomination	Bénéficiaire	Surface en m ²
1	-	Aménagement d'un carrefour	Commune	122.36
2	1	Aménagements de places de stationnement	Commune	1220.42

B- Les Espaces Boisés Classés

Article L.113-1 du Code de l'Urbanisme

Les Plans Locaux d'Urbanisme peuvent classer comme espace boisé, les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'il relève ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies ou des plantations d'alignement.

Ce classement a pour objet de garantir la pérennité des éléments concernés, en interdisant tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Ainsi, toute demande de défrichement déposée sur un Espace Boisé Classé doit être considérée comme irrecevable et les coupes et abattages d'arbres sont soumis à autorisation préalable.

En outre, seuls les aménagements et installations légères nécessaires à l'accueil du public peuvent être autorisés dès lors qu'ils ne compromettent pas le boisement.

Sur Grand'Rivière, tous les espaces faisant l'objet d'une protection environnementale en raison de leur qualité paysagère ou environnementale sont également couverts par le régime des Espaces Boisés Classés. Ils représentent une superficie de 1246.53 hectares, soit 69% de la surface du territoire communal.

Les Espaces Boisés Classés (EBC) sont délimités sur les documents graphiques par une trame particulière.

L'évolution des superficies des EBC entre le POS approuvé et le PLU est la suivante :

	POS approuvé	PLU	Evolution
Superficie des Espaces Boisés Classés en hectare	1234.20	1246.53	+12.33

L'augmentation de la surface des Espaces Boisés Classés entre les deux documents de planification correspond à la protection de l'ensemble des berges des cours d'eau et ravines et du reclassement d'une partie de la zone NA en zone N, du fait d'un aléa fort identifié au PPRN révisé.

C- Les espaces paysagers à protéger

En application de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, le PLU peut identifier et localiser des éléments du paysage à protéger.

Article L.151-23 du Code de l'Urbanisme

Le règlement peut identifier et localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique, notamment pour la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation. Lorsqu'il s'agit d'espaces boisés, il est fait application du régime d'exception prévu à l'article L.421-4 pour les coupes et abattages d'arbres.

Il peut localiser, dans les zones urbaines, les terrains cultivés et les espaces non bâtis nécessaires au maintien des continuités écologiques à protéger et inconstructibles quels que soient les équipements qui, le cas échéant, les desservent.

A Grand'Rivière, l'alignement de cocotiers et d'arbres remarquables le long de la RD10, en bordure de la future zone d'urbanisation ont été identifiés (parcelle B157 en partie).

Les espaces paysagers à protéger sont délimités sur les documents graphiques par une trame particulière.

III - JUSTIFICATION DU REGLEMENT

Le règlement permet de connaître les règles applicables à un terrain donné.

Préalablement à la lecture des règles applicables à la zone qui couvre le terrain, il est nécessaire de se référer au titre I « **Dispositions générales** ». Ce titre I présente les législations relatives à l'occupation des sols s'appliquant en sus des dispositions du PLU

Après avoir relevé le nom de la zone correspondant au terrain sur le plan de zonage, **la lecture du document s'effectue de la manière suivante :**

- **Lecture du chapitre correspondant à la zone présentant le corps de règles applicables au terrain**, et dans certains cas, les dispositions propres à certains secteurs de la zone,
- **Lecture du zonage** (pour localiser notamment certains éléments graphiques comme les emplacements réservés, espaces paysagers protégés...),
- **Lecture des annexes du PLU**, qui rassemblent les dispositions réglementaires spécifiques qui ne relèvent pas directement du règlement du PLU et qui peuvent préciser les règles applicables sur certains terrains.

Le lexique, annexé au règlement, définit un certain nombre de termes utilisés dans le règlement.

A- Les dispositions communes à toutes les zones du règlement

Pour chacune des zones, le préambule, après une définition générale de la vocation de la zone, attire l'attention des constructeurs sur l'existence des risques naturels concernant le territoire communal. Le préambule du règlement répond ainsi à l'objectif du PADD visant à prendre en compte les risques naturels.

Les autres dispositions communes à toutes les autres zones sont les suivantes :

1- Equipements et réseaux : L'alimentation en eau potable

Une des obligations de chaque collectivité est d'assurer une bonne alimentation en eau potable des constructions pour des questions sanitaires. Ainsi le règlement de l'ensemble des zones stipule « *Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées* ».

2- Equipements et réseaux : les eaux usées

Le règlement de chaque zone demande une gestion et un traitement optimaux des eaux usées. Il est fait une différence entre les zones desservies par un réseau d'assainissement collectif où le raccordement est obligatoire, des zones couvertes par un assainissement non collectif où le système doit être conforme aux normes en vigueur et facilement raccordable lorsque le réseau collectif sera réalisé. La finalité de ces différentes règles a pour but de préserver la qualité de la ressource, des masses d'eau côtières et souterraines, en interdisant notamment les rejets directs dans le milieu naturel.

3- Équipement et réseaux : les eaux pluviales

Les eaux pluviales collectées à l'échelle des parcelles privées ne sont pas admises directement dans le réseau d'assainissement et en aucun cas dans celui des eaux usées. Si un réseau collectif est existant, il est imposé de diriger ce flux vers celui-ci. Dans le cas contraire, dans un souci de gestion du risque en aval, du renouvellement de la ressource, il est imposé une infiltration à la parcelle, en cohérence avec la qualité des sols. Le règlement favorise également la réutilisation de cette ressource pour des usages particuliers participant ainsi à la préservation de l'environnement communal au niveau des zones urbaines et à urbaniser particulièrement de même pour les zones urbaines et à urbaniser, il a été ajouté la règle « Toute disposition permettant la non-imperméabilisation du sol des surfaces des emplacements de stationnement sera privilégiée », et ce dans un souci de limitation de l'artificialisation des sols.

Compte tenu de la faible constructibilité autorisée sur la zone N et de ces caractéristiques sur le territoire riverain, cet article n'a pas été réglementé.

4- Équipement et réseaux : autres réseaux

Un des enjeux du projet municipal est de préserver les caractéristiques paysagères. A ce titre, il est imposé que les réseaux aériens soient dissimulés sur l'ensemble des zones urbaines, à urbaniser et agricoles. Compte tenu des caractéristiques de la zone N, cet article n'a pas été réglementé.

Par ailleurs, une obligation de produire 100% de l'eau chaude sanitaire par l'énergie solaire est inscrite pour les zones urbaines à prédominance d'habitat et les zones à urbaniser. Au travers de cette disposition, la volonté de la municipalité riveraine est de favoriser le développement des énergies renouvelables sur le territoire communal, et ainsi promouvoir un développement durable, au bénéfice des générations futures. En ce qui concerne les autres zones, cela reste à la discrétion des pétitionnaires.

5- Équipement et réseaux : les communications numériques

Afin de réduire la fracture numérique, et dans la lignée de ce que le PADD préconise, le règlement des zones destinées à accueillir des habitations ou des équipements publics (U1, U2, Up et 1AU), le règlement indique que « *Toute construction doit être raccordée aux réseaux de communication électroniques lorsqu'ils existent. En l'absence de réseau, les installations et constructions devront être conçues de manière à être branchées au réseau dès leur réalisation. Même si le raccordement au réseau de communication numérique n'est pas prévu à court terme, il est néanmoins exigé du constructeur, la pose préalable en souterrain de fourreaux permettant un raccordement ultérieur des constructions.* »

Cette traduction réglementaire est notamment conforme avec les dispositions du Schéma Départemental Territorial d'Aménagement Numérique (SDTAN) de la Martinique qui ambitionne d'offrir à tout Martiniquais, une couverture à très haut débit à l'horizon 2022.

Par ailleurs, le règlement ajoute « *Lors de toute opération d'aménagement d'ensemble ou de toute nouvelle construction principale, les équipements nécessaires pour accueillir la fibre optique ou toute nouvelle technologie de communication qui pourrait s'y substituer doivent être réalisés en souterrain, sauf cas d'impossibilité technique dûment justifiée* ». Cette disposition réglementaire a pour principal objectif de préserver la qualité architecturale et paysagère du bourg de Grand'Rivière, en cohérence avec les objectifs du projet municipal de développer un tourisme de qualité sur son territoire, basé sur ses atouts.

Compte tenu des constructions spécifiques ou des faibles possibilités de construire sur certaines zones (UE, A1, A2, AE et N), Cette règle n'a pas été imposée.

B- Les dispositions particulières aux différentes zones

1- Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Au sein de ces deux premiers articles sont fixées les occupations et utilisations du sol autorisées ou interdites sur les différentes zones. Ainsi dans le cas de certaines zones particulières (ex UE), un nombre restreint de constructions et d'installations sont autorisées et ce dans un objectif de préserver la vocation principale de la zone. Dès lors qu'une occupation ou utilisation du sol ne figure dans aucun de ces deux articles, elle est admise dans la zone concernée.

La référence à la réglementation du PPRN est justifiée par la volonté municipale d'informer les pétitionnaires des risques connus sur le territoire communal et de ne pas aggraver la situation par rapport aux personnes et aux biens. Cette disposition réglementaire répond également à un des objectifs du PADD, « Veiller à la compatibilité du projet communal avec le Plan de Prévention des Risques Naturels révisé ».

La référence aux exhaussements et affouillements des sols a pour but d'encadrer ce type de travaux aux seules constructions et installations admises sur les différentes zones et limiter des mouvements de terrain qui pourraient porter préjudice à la qualité paysagère du territoire et à la sécurité des riverains.

L'interdiction de construire sur des pentes de plus de 25% répond à l'objectif d'éviter les risques liés aux mouvements de terrain. De plus, une urbanisation sur des pentes fortes aurait un impact important en termes de gestion des eaux de pluie avec un risque accru de ruissellement. Enfin, ce type d'urbanisation impacterait également le paysage, contraire à un des objectifs du projet communal de préserver la qualité paysagère reconnue du territoire.

La marge de recul par rapport aux cours d'eau répond à deux objectifs : le premier est la préservation de la qualité environnementale et à la prise en compte des risques naturels, deux objectifs inscrits dans le projet communal.

➤ Zones urbaines mixtes U1, U2

Dans le cadre du PADD, la municipalité riveraine a affirmé la mixité des fonctions et le maintien des commerces, services existants, et en autorisant l'implantation de nouvelles activités afin de répondre aux besoins de la population. Ainsi, dans les zones urbaines U1 et U2, le contenu des articles permet d'assurer une plus grande diversité des fonctions urbaines. Toutefois, certaines occupations du sol sont admises sous réserve d'une surface de plancher maximale (entrepôts). Ces zones étant principalement à vocation résidentielle, il s'agit de permettre l'implantation de services, commerces et équipements répondant aux besoins de la population. De même, l'implantation des activités dans les zones principalement résidentielles est soumise à leur compatibilité avec la vocation de la zone. L'objectif de ces conditions d'admission répond au souci de ne pas générer des nuisances vis-à-vis des résidents.

➤ Zones spécifiques UE, UP

Les deux premiers articles sont écrits de manière différente pour ces deux zones compte tenu de l'occupation, ou de la destination de la zone. Sur la zone UE, seules les constructions permettant la valorisation des produits de la pêche et celles nécessaires à l'activité d'un port de pêche sont autorisées, ainsi que les constructions à usage

d'équipements d'intérêt collectif et de services publics. Ces restrictions des possibilités de construire sur cette zone répondent au souci de préserver la vocation de la zone et répondre à l'objectif du PADD «Renforcer les activités liées à la pêche et à la transformation des produits de la mer ».

En ce qui concerne la zone UP, elle est strictement réservée à l'accueil des constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics. L'objectif poursuivi est d'interdire le développement de l'habitat sur ces secteurs et réduire ainsi le risque d'étalement urbain et de consommation de foncier agricole ou naturel.

➤ **Zone à urbaniser 1AU**

La zone d'urbanisation 1AU étant à vocation principale d'habitat, on retrouve la plupart des dispositions réglementaires des zones urbaines mixtes. Toutefois, seules des activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle sont autorisées afin de ne pas nuire à l'implantation d'un artisan à proximité de sa maison d'habitation. Toutefois, pour ces occupations du sol, il est obligatoire qu'elles soient compatibles avec un environnement résidentiel, et ce, afin de ne pas générer des nuisances aux habitations, ni créer des conflits d'usage.

Cette zone ayant vocation à recevoir une opération d'aménagement d'ensemble, il a été ajouté une obligation de mixité sociale et fonctionnelle. Ainsi, un minimum de 50% du programme de logements doit être affecté à la production de logements spécifiques, répartie à trois quarts pour une résidence seniors et un quart pour de l'accession maîtrisée. L'objectif poursuivi par cette réglementation répond à la volonté municipale de travailler sur le parcours résidentiel générationnel et offrir à tout Riverain, la possibilité de trouver un logement répondant à ces besoins.

➤ **Zones agricoles A1, A2 et AE**

Ainsi, sont autorisées en zone agricole les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et toute construction liée à l'exploitation agricole ou à la mise en valeur des productions.

De manière générale, l'habitat y est interdit y compris pour les exploitants agricoles. Une dérogation peut être allouée si la présence permanente de l'exploitant est justifiée (activités d'élevage). La précision d'une surface maximale de plancher a pour but de limiter le développement de constructions, qui à terme, pourrait avoir un impact sur le maintien de l'activité agricole. Il concourt également à la préservation du foncier à vocation agricole, un des enjeux à l'échelle de la Martinique et du projet communal.

De même, et toujours dans l'optique de préserver l'outil productif, les constructions agritouristiques sont seulement autorisées sur la zone A2.

La zone AE, relative à l'emprise du parc éolien a pour ambition d'encadrer le projet et de soumettre toute évolution potentielle à une décision du Conseil Municipal modifiant le Plan Local d'Urbanisme.

➤ **Zone naturelle N**

De manière générale, la zone est inconstructible pour des raisons de protection des milieux naturels, des paysages et de la biodiversité. L'inconstructibilité se justifie également par la présence de risques naturels.

Les constructions nécessaires à l'exploitation forestière sont autorisées. De même, les aménagements légers liés à la fréquentation et à l'accueil du public sont également autorisés, ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. La précision d'une surface maximale de plancher a pour but de limiter le développement de constructions qui à terme pourrait avoir un impact sur la préservation du milieu et de la qualité paysagère.

Le secteur Np concerne le front de mer du bourg et la partie devant le quartier de Vieux Bourg. L'objectif de la réglementation est de permettre l'implantation d'équipements sportifs ou d'accueil des touristes, deux objectifs inscrits dans le projet communal. De même, la volonté de classer ces secteurs en zone N a également pour ambition de préserver les caractéristiques paysagères du front de mer, un des éléments d'attractivité de la commune de Grand'Rivière pour les touristes.

Le secteur Nt concerne quant à lui le projet de reconstruction d'un point info touristique au point de vue, quartier de Beauséjour. L'objectif de la réglementation est de permettre la réalisation du projet porté par CAP Nord.

2- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : volumétrie et implantation des constructions.

► Emprise au sol des constructions

L'emprise au sol des constructions constitue un élément important de la forme urbaine d'un îlot, d'un quartier. Ainsi, le PADD de la commune de Grand'Rivière fixe des objectifs visant à la fois à préserver les espaces naturels et agricoles, de modérer la consommation foncière et de limiter l'étalement urbain. A ce titre, il n'y a pas d'emprise au sol maximale pour la zone U1 qui correspond à la partie la plus dense de la commune de Grand'Rivière. Toutefois, et dans un souci de préserver la qualité paysagère du bourg, la surface de plancher des entrepôts est limitée à 150 m².

Autre objectif du projet communal, la prise en compte des risques naturels et par conséquent le risque de ruissellement. Ainsi, pour les zones U2 et son secteur U2a, UE, UP, 1AU, et les secteurs Np, Nt, une emprise au sol maximale a été définie.

Zones	Dispositions réglementaires
U2/U2a	40%/60% de la surface de la parcelle
UE	60% de la surface de la parcelle
UP	50% de la surface de la parcelle
1AU	40% de la surface de la parcelle
Np	20% de la surface de la parcelle
Nt	20% de la surface de la parcelle

En limitant l'emprise au sol des constructions sur les zones et secteurs ci-dessus, la municipalité a décidé de répondre à deux objectifs inscrits dans son PADD : la gestion des eaux de pluie afin de réduire le risque de ruissellement et d'autre part de conserver la morphologie actuelle des quartiers. En ce qui concerne la zone à urbaniser, l'emprise au sol fixée offre en plus des objectifs ci-dessus de préserver les caractéristiques paysagères du quartier, en particulier l'ouverture visuelle sur le Canal de la Dominique et l'île éponyme.

La faible emprise au sol sur les secteurs Np et Nt répond à l'objectif de limiter l'artificialisation de sols à vocation naturelle, pouvant porter atteinte à terme à la préservation des caractéristiques paysagères et environnementales du territoire riverain.

Enfin, compte tenu du caractère des zones A et N et la limitation des constructions possibles à édifier justifient de ne pas réglementer cet article pour ces zones.

➤ Hauteur des constructions

Dans le cadre d'un projet visant la préservation des caractéristiques paysagères, la hauteur des constructions autorisée constitue un point important qui nécessite une réglementation par zone.

Zones	Dispositions réglementaires
U1, U2	7.50 m au faîtage pour les constructions 3.50 m au faîtage pour les annexes
U2a	9.50 m au faîtage pour les constructions 3.50 m au faîtage pour les annexes
UE	4.50 m au faîtage pour les cabanes de pêche 8,00 m pour la machine à glace 5.00 pour les constructions à usage de commerces visant la valorisation des produits de la pêche
1AU	7.50 m au faîtage pour les constructions 3.50 m au faîtage pour les annexes
A1, A2	7.50 m au faîtage pour les logements 12 m au faîtage pour les bâtiments agricoles
AE	5.50 m au faîtage pour les locaux techniques hors construction concourant à la production d'énergie
Np	3.50 m au faîtage pour les constructions
Nt	5 m au faîtage pour les constructions

La définition de la hauteur maximale des constructions et des annexes sur la zone s'est appuyée sur les hauteurs des bâtiments situés à proximité. L'objectif de cette réglementation est de garantir une cohérence architecturale sur l'ensemble de la zone, participant ainsi au maintien du cadre de vie des habitants.

En limitant la hauteur des constructions à 7.50 m pour les maisons d'habitation, la municipalité a fait le choix de maintenir le caractère architectural du bourg et du quartier de Beauséjour et de préserver les fenêtres visuelles sur le canal de La Dominique.

La différenciation de la hauteur des constructions sur le secteur U2a, portée à 9.50 m au faîtage a pour but de permettre la réalisation d'une future opération de logements sociaux sur l'emprise de l'ancienne école, au quartier Perriolat. Cette réglementation répond ainsi à un des objectifs du projet communal de travailler sur le parcours résidentiel générationnel et permettre d'offrir à tout Riverain la possibilité de se loger en fonction de ces ressources.

La limitation de la hauteur des annexes a pour ambition d'empêcher la transformation de ces constructions en résidences principales, dans le futur, détournant ainsi la réglementation en vigueur pour ces constructions sur le territoire riverain. De plus, une construction annexe répond à un besoin particulier (stockage, garage, abris...) mais en aucun cas pour de l'habitation.

La possibilité de déroger à la hauteur maximale dans le cadre d'un projet d'extension offre la possibilité d'optimiser les capacités d'accueil de logements d'un bâtiment. Cette disposition contribue à maintenir une bonne densité du tissu bâti, favoriser la reprise des logements vacants et ainsi réduit l'étalement urbain au profit de la préservation des espaces agricoles et naturels.

La différenciation de la hauteur entre les logements autorisés (7.50 m) et les constructions agricoles (12 m) au faîtage a été définie dans le sens du maintien de la vocation principale de la zone, soit l'accueil et le développement d'exploitations agricoles, ce qui justifie une hauteur plus importante pour les bâtiments d'activités.

Par ailleurs, sur la zone AE, la seule réglementation de hauteur relative aux locaux techniques, hors constructions concourant à la production d'énergie répond au souci de ne pas bloquer le développement d'un projet de production d'énergie renouvelable par l'éolien et ainsi répondre à un des objectifs du projet municipal, tendre vers un développement durable.

Enfin, la limitation de la hauteur des constructions sur les secteurs Np et Nt a pour but de permettre la réalisation de projets répondant à des objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), sans pour autant nuire à la qualité paysagère de ces différents sites, une des caractéristiques du développement touristique de Grand'Rivière.

➤ **Implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques**

Zones	Dispositions réglementaires
U1	Les constructions doivent être implantées : - Soit à l'alignement - Soit avec un recul de 2 m.
U2	Les constructions doivent être implantées : - Soit à l'alignement - Soit avec un recul de 3 m.
1AU	Les constructions doivent respecter un recul minimal de 3 mètres.
UP, A1, A2	Les constructions doivent respecter un recul minimal de 5 mètres.

Dans la plupart des zones, des dispositions particulières sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques ont été définies afin de prendre en compte les spécificités du tissu bâti existant, tout en permettant quelques évolutions qui ne remettent pas en cause la morphologie urbaine générale. Des dispositions particulières concernant les équipements techniques sont introduites dans les différentes zones afin de prendre en compte les besoins spécifiques de ce type d'installation.

Les zones U1 et U2 correspondent à des zones résidentielles avec parfois une densité de constructions importantes. Les dispositions réglementaires permettant de s'implanter à l'alignement, soit avec un recul de 2 ou 3 mètres a pour vocation de préserver la morphologie de ces deux zones urbaines, tout en autorisant l'aération du tissu bâti voire le stationnement des véhicules en dehors des voies de communication. Ces dispositions réglementaires veillent également à maîtriser une consommation foncière trop importante.

En ce qui concerne la réglementation d'implantation sur la zone 1AU (recul de 3 mètres), elle traduit la volonté municipale d'obliger les résidents à garer leur véhicule en dehors des voies de communication.

La distance plus importante d'implantation pour les équipements publics et les bâtiments agricoles (5 mètres) répond à la volonté d'adapter l'implantation par rapport aux caractéristiques de ces différentes constructions et ainsi éviter une gêne par rapport aux usagers des voies publiques.

Enfin, compte tenu du caractère des zones UE et N et la limitation des constructions possibles à édifier justifient de ne pas réglementer cet article pour ces zones.

➤ **Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives**

Zones	Dispositions réglementaires
U1, U2	Les constructions doivent être implantées : <ul style="list-style-type: none"> - Soit d'une limite latérale à l'autre sur une profondeur de 15 m maximum. - Soit sur une des limites séparatives. - Soit en observant un retrait minimal de 3 mètres.
U2	Les constructions doivent être implantées : <ul style="list-style-type: none"> - Soit à l'alignement - Soit avec un recul de 3 m.
1AU	Les constructions doivent être implantées : <ul style="list-style-type: none"> - Soit sur une des limites séparatives. Soit en observant un retrait minimal de 3 mètres.
UP, A1, A2	Les constructions doivent respecter un recul minimal de 5 mètres.

Les réglementations relatives à l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives a pour principale ambition de préserver le cadre de vie des habitants avec toutefois un souci de consommation modérée de foncier. A ce titre, il est possible de s'implanter en limites séparatives pour les zones urbaines.

En ce qui concerne la zone urbaniser, l'obligation d'implanter la construction à une distance de 3 mètres minimum des limites séparatives répond à un objectif de préservation du cadre de vie des habitants, mais également de préserver des fenêtres visuelles sur le grand paysage.

Des dispositions particulières pour les annexes ont été définies. Celles-ci bénéficient de possibilités d'implantation plus souples et ainsi mieux adaptées aux caractéristiques de ces constructions et aux besoins qui s'y rattachent.

La distance plus importante d'implantation pour les équipements publics et les bâtiments agricoles (5 mètres) répond à la volonté d'adapter l'implantation par rapport aux caractéristiques de ces différentes constructions et ainsi éviter une gêne par rapport aux propriétés voisines, notamment en termes d'ombre portée.

Le caractère des zones UE et N et la limitation des constructions possibles à édifier justifient de ne pas réglementer cet article pour ces zones.

➤ **Implantation des constructions par rapport au fond de terrain**

Zones	Dispositions réglementaires
U1, U2	Les constructions doivent respecter un recul minimal de 3 m par rapport aux limites de fond de terrain. Toutefois lorsque le terrain ou la partie de terrain est d'une profondeur de moins de 12 mètres, la construction peut être implantée sur la limite, ou partie de limite, de fond de terrain.
UP, 1AU	Les constructions doivent respecter un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.
A1, A2	Les constructions doivent respecter un recul minimal de 5 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.

Le recul par rapport au fond de parcelle répond au souci de préserver le cadre de vie des habitants, mais également de créer des espaces de respiration au sein du tissu bâti, parfois dense.

La possibilité de pouvoir construire en limite du fond de parcelle sur des terrains dont la profondeur est inférieure ou égale à 12 m répond à l'objectif municipal de maintenir une bonne densification du tissu bâti au détriment de l'étalement urbain et de la consommation foncière, notamment avec la mobilisation des petites parcelles.

La distance plus importante d'implantation pour les équipements publics et les bâtiments agricoles (5 mètres) répond à la volonté d'adapter l'implantation par rapport aux caractéristiques de ces différentes constructions et ainsi éviter une gêne par rapport aux propriétés voisines.

➤ **Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété**

Les dispositions réglementaires visent à garantir un bon niveau d'éclairage pour les bâtiments, le passage et le fonctionnement du matériel de lutte contre l'incendie. Le caractère des zones A et N et la limitation des constructions possibles à édifier justifient de ne pas réglementer cet article pour ces zones.

3- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Dans une optique de préservation de la qualité paysagère du territoire riverain, une obligation d'adapter les constructions avec le caractère ou l'intérêt des lieux a été définie pour l'ensemble des zones, et ce en cohérence avec l'orientation 1/axe 3 du PADD « Affirmer l'identité paysagère de Grand'Rivière ». Pour les mêmes raisons, il est demandé aux pétitionnaires de prêter attention aux implantations et aux types traditionnels de la commune, constitutifs de sa forme urbaine et de son identité, pour les constructions sur les zones urbaines (U1, U2 UP) à urbaniser (1AU) et les zones agricoles (A1 et A2). Enfin, et toujours dans un but de préservation de la qualité paysagère et architecturale, les constructions et extensions, annexes et installations de quelque nature qu'elles soient doivent prendre en compte les rapports entre les bâtiments existants et le site sur les mêmes zones ci-dessus.

Un ensemble de règles relatif aux façades a été édicté, en particulier sur les zones urbaines (U1, U2, UP), la zone à urbaniser (1AU) et les zones agricoles (A1 et A2). Ainsi, les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec la couleur dominante du quartier ou du bourg. Afin, de traduire les caractéristiques de l'architecture créole, les petites surfaces peuvent recevoir des teintes plus soutenues (U1, U2 et 1AU). L'objectif est de faciliter l'intégration des constructions dans leur environnement immédiat et préserver la qualité paysagère et architecturale du territoire riverain.

Afin de garantir le maintien de la qualité architecturale du bâti, il a été fixé une règle en cas de transformation des façades sur rue. Celles-ci doivent notamment maintenir les rythmes verticaux (U1, U2 et 1AU)

Dans un objectif de veiller à une bonne intégration paysagère dans l'environnement bâti et naturel environnant, les matériaux utilisés pour les toitures doivent être de couleur et de matériaux non réfléchissants. Cette disposition réglementaire est une des traductions de l'orientation 1/axe 3 du PADD « Affirmer l'identité paysagère de Grand'Rivière ». Pour la même raison, il est exigé que les pétitionnaires intègrent dans la toiture les châssis de toit ou les dispositifs de productions d'énergies renouvelables. Ces dispositions s'appliquent sur les zones U1, U2, UP, 1AU, A1 et A2.

Pour les mêmes raisons, les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit ne peuvent être laissés apparents et les caissons de volets roulants doivent être installés à l'intérieur des constructions. L'encadrement de l'implantation des climatiseurs et des antennes (U1, U2 et 1AU) s'appuie sur le même principe de préservation de la qualité paysagère et du cadre de vie des Riverains.

Enfin, les règles concernant les ouvertures des façades pour les constructions à usage d'habitation (U1, U2 et 1AU) et celles relatives aux façades commerciales (U1, U2) ont pour ambition de préserver les caractéristiques paysagères et architecturales du territoire communal.

Le projet communal a inscrit comme objectif le développement des dispositifs de production d'énergie à partir des ressources naturelles. Les dispositifs associés à cette production pouvant impacter le paysage communal, il est demandé que leur implantation soit réalisée de manière à favoriser leur intégration dans la construction et à réduire leur impact paysager à partir du domaine public. Ces dispositions s'appliquent sur les zones U1, U2, 1AU, A1 et A2.

Sur les zones urbaines et à urbaniser, une hauteur maximale des clôtures a été définie 1.60 m (pour les zones U1, U2 et 1AU). En ce qui concerne les murs bahuts, ces derniers sont autorisés dans la limite d'une hauteur maximale de 0.60m, surmontés d'éléments ajourés. Enfin, sur la zone 1AU, seules des clôtures avec des éléments ajourés, doublées d'une haie végétale composée d'essences locales peuvent être aménagées.

Compte tenu du peu d'installations et de constructions autorisées sur les zones UP, UE, A et N et du caractère général de ces différentes zones, l'implantation des clôtures n'est pas réglementée.

Ces différentes réglementations ont pour but de limiter le développement de dispositifs disgracieux pouvant remettre en cause les caractéristiques paysagères du territoire communal et le cadre de vie des habitants. L'interdiction de murs de clôture sur la zone 1AU répond à un souci de transparence hydraulique. Enfin, l'emploi d'essences locales a pour ambition de favoriser le développement et le maintien de la biodiversité sur la commune, y compris sur les zones à urbaniser.

L'interdiction des constructions sur pilotis apparents (U1, U2, 1AU, A1 et A2) répond à deux objectifs, le premier pour des raisons d'intégration paysagère des constructions dans le grand paysage, le second afin de réduire le risque lié aux mouvements de terrain.

4- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les dispositions réglementaires de cet article sur les différentes zones visent des objectifs complémentaires dans une logique de développement durable. Le premier a pour but de conserver le caractère paysager de la commune, ce qui justifie que tout projet de construction devra faire l'objet d'une analyse paysagère du site (terrain et son environnement).

D'autre part, sur les zones urbaines et à urbaniser, l'obligation de prévoir un aménagement paysager sur les marges de recul répond au souci d'assurer une intégration paysagère de la nouvelle construction et de préserver la qualité du cadre des futurs habitants et des voisins.

Enfin, l'obligation de paysager les aires de stationnement collectives, et de privilégier l'utilisation de matériaux perméable a pour ambition de préserver le cadre paysager de la commune et de favoriser l'infiltration des eaux de pluie, deux objectifs inscrits dans le PADD de la commune.

5- Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères : stationnement.

La création de stationnement fait l'objet d'un principe général qui s'applique sur l'ensemble du territoire communal, excepté sur la zone N où très peu de constructions ou installations sont autorisées. Le stationnement de tout véhicule doit correspondre aux besoins de la construction ou de l'installation projetée, et dans tous les cas, en dehors des voies publiques. L'objectif de cette réglementation est d'assurer la sécurité de l'ensemble des usagers de la voie publique et des riverains.

A cette réglementation générale, s'ajoutent pour la zone urbaine (U2) et à urbaniser (1AU), l'aménagement d'un nombre minimum de places de stationnement (0.5 place par logement social aidé par l'État, 1 place par logement en accession maîtrisée, 2 places pour les autres logements. Compte tenu de la configuration du bourg originel de Grand'Rivière (U1), il n'est pas exigé un nombre minimal de places de stationnement en cas de nouvelle construction. Toutefois, en cas de réalisation d'une construction comportant au moins 6 logements, il est exigé sur la zone U1 un aménagement de stationnement correspondant aux besoins des habitations. L'objectif de cette règle est de ne pas reporter la réponse aux nouveaux besoins de stationnement sur la collectivité.

Conformément aux dispositions de la loi ALUR, des dispositions en faveur du stationnement des deux-roues ont été prescrites sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser pouvant accueillir des bureaux ou de l'habitat collectif

L'objectif poursuivi par la municipalité est de promouvoir de nouvelles manières de se déplacer à Grand'Rivière et ainsi réduire la part de la voiture individuelle dans les déplacements intramuros.

6- Equipements et réseaux : conditionnement de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.

Les règles relatives aux modalités d'accès aux terrains visent deux objectifs :

- Assurer que les constructions nouvelles seront accessibles aux services d'incendie, de secours, mais également aux services d'enlèvement des ordures ménagères,
- Assurer que les accès soient étudiés en fonction de l'importance du projet dans un souci de sécurité des personnes et de régulation du trafic.

Il est rappelé que pour être constructible, quelle que soit la zone où il se trouve, un terrain doit être desservi par une voie en bon état permettant le passage des engins de lutte contre l'incendie et le service de ramassage des ordures ménagères.

De même, les accès des propriétés ou des zones d'urbanisation doivent tenir compte des caractéristiques des voies qui les desservent, en particulier en fonction du trafic existant ou à venir. Ainsi, tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée, à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage (A2, A1, 1AU, UP, UE, U2, U1). De même, Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours, de ramassage des ordures ménagères. (UP, UE, U2, U1).

En ce qui concerne la voirie, il est prévu d'adapter la largeur de l'emprise selon les fonctionnalités de la zone d'une part et du trafic engendré, et d'autre part des possibilités foncières à aménager des voiries. Ainsi, une largeur minimale de 5 mètres est exigé pour les zones U1 et U2 et une largeur minimale de 10 m pour la zone 1AU.

Pour les constructions recevant du public, il est demandé la réalisation d'un cheminement piéton, différencié de la chaussée de roulement pour l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser. Cette règle répond à deux principes, le premier favoriser une nouvelle mobilité quotidienne, en particulier pour les déplacements intramuros, tout en assurant la sécurité de ces nouveaux usages. Une largeur minimale d'1.50 mètre est également exigée afin de permettre une bonne accessibilité de ces aménagements à l'ensemble de la population riveraine.

Chapitre 6 : Incidences du plan sur l'environnement

Selon les dispositions de l'article R.151-1 du Code de l'Urbanisme : « Le rapport de présentation [...] expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

L'Etat initial de l'environnement expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de la mise en œuvre sur celui-ci.

Le diagnostic du rapport de présentation a permis de dégager les principaux enjeux d'aménagement du territoire, ainsi que les caractéristiques environnementales de la commune.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a défini un ensemble d'orientations générales et de prescriptions qui traduisent les évolutions générales souhaitées par les élus. Ces orientations ont été traduites du point de vue réglementaire dans le règlement écrit et le plan de zonage.

Les orientations adoptées dans le Plan Local d'Urbanisme auront indéniablement des incidences sur l'environnement du territoire riverain. Ainsi, dans ce volet du rapport de présentation seront successivement étudiées les incidences du PLU :

- Sur les milieux naturels,
- Sur les paysages,
- En matière de ressources naturelles et de nuisances,
- En matière de risque,
- Sur le cadre de vie et la santé.

I – INCIDENCES DU PLU SUR LES MILIEUX NATURELS

Grand'Rivière est une commune rurale présentant des caractéristiques environnementales et paysagères exceptionnelles, notamment avec la présence de deux Réserves Biologiques Intégrales, une ZNIEFF ainsi qu'un vaste massif forestier qui s'étend jusqu'à la Montagne Pelée. Certains choix du PLU présentent des incidences sur la préservation ou non des milieux naturels.

Impacts positifs 😊

La première incidence positive sur les milieux naturels est l'inscription d'un axe de protection de la biodiversité sur la commune dans le PADD. L'inscription de cet axe et en particulier la protection des cours d'eau et de leurs abords, la pérennisation des boisements et la préservation de l'équilibre naturel des milieux et le maintien de la biodiversité, traduisent une volonté forte de la municipalité en matière de protection des milieux naturels.

Par ailleurs, l'Orientation d'Aménagement et de Programmation a pris en compte l'importance des caractéristiques environnementales et naturelles sur le territoire communal. Ainsi, en protégeant les arbres remarquables et les ravines, en exigeant un pré-verdissement du quartier par l'intermédiaire de haies de clôtures végétales, la création de jardins partagés, il y a eu une volonté municipale de promouvoir des espaces naturels au sein de la future zone à urbaniser. Ces orientations contribuent à maintenir les caractéristiques environnementales identifiées sur Grand'Rivière.

La volonté municipale de préserver ces milieux naturels remarquables a également été développée au sein du règlement graphique et écrit. Le PLU a introduit un classement en zone naturelle stricte de ces espaces. Ainsi, la surface des espaces naturels a augmenté de 29.76 hectares, au détriment de la zone agricole essentiellement, entre le POS et le PLU. Le classement des berges des rivières et de l'ensemble des ravines en zone naturelle stricte participe également à la préservation de milieux naturels remarquables et à la constitution de la trame verte et bleue à l'échelle de la ville. Le maintien du classement en Espace Boisés Classés sur la très grande majorité des espaces naturels de la commune contribue également de manière positive à la préservation des milieux naturels, et au maintien de la biodiversité.

La réglementation déclinée à l'échelle de la zone N concourt au maintien, à la préservation des milieux naturels et de la biodiversité en limitant fortement les possibilités d'utiliser et occuper le sol. De cette manière, le mitage de ces espaces est fortement limité et la protection de la biodiversité mise en œuvre.

Enfin, la volonté communale affichée sur l'ensemble du PLU pour la gestion de l'assainissement des eaux usées et une gestion des eaux pluviales constituent un axe important dans la préservation des milieux naturels et de la biodiversité en travaillant sur des problématiques environnementales récurrentes et par la proposition d'actions concrètes (développement de l'assainissement collectif sur les zones urbaines, contrôle de l'assainissement non collectif, infiltration, voire réutilisation des eaux de pluie.

Impacts négatifs 😞

Certains projets développés dans le cadre du document de planification peuvent être contraignants pour une politique optimale de gestion et de préservation des milieux naturels et de l'environnement. Ainsi, le développement d'une nouvelle zone à urbaniser au quartier de Beauséjour impacte inévitablement les milieux naturels par une artificialisation des sols.

Par ailleurs, le développement de nouvelles constructions impacte inévitablement l'écoulement naturel et la gestion des eaux pluviales, pouvant engendrer déstructuration et pollution des espaces naturels en aval, si ces derniers ne sont pas maîtrisés.

En conclusion, et d'une manière générale, le PLU de Grand'Rivière tend, au travers de ses différentes actions ou réglementations mises en œuvre, à protéger les milieux naturels et la biodiversité sur son territoire.

II – INCIDENCES DU PLU SUR LES PAYSAGES

De par sa topographie, ses différentes occupations du sol (espaces naturels, espaces agricoles, zones bâties), de son patrimoine, Grand'Rivière offre une mosaïque et des ambiances paysagères indéniables à l'échelle communale et intercommunale. Certains choix du PLU présentent des incidences sur la préservation ou non des paysages.

Impacts positifs 😊

Une des premières incidences positives du PLU en matière de paysage est l'inscription d'un axe sur le PADD visant à affirmer l'identité paysagère de Grand'Rivière. Ainsi, il est demandé de mettre en place des principes d'aménagement visant à optimiser l'insertion des nouvelles constructions dans le paysage et de préserver et mettre en valeur les éléments bâtis anciens les plus significatifs. De même, l'incitation à la mise en valeur des abords des rivières et la valorisation de l'authenticité des paysages de Grand'Rivière (points de vue, fenêtres visuelles...) contribuent à la préservation des paysages qui caractérisent le territoire riverain.

En intégrant une dimension paysagère sur l'Orientation d'Aménagement et de Programmation du futur quartier de Beauséjour, le projet de PLU de la commune traduit l'important enjeu de préservation de la qualité paysagère du territoire riverain qui est un des points d'attractivité de Grand'Rivière par rapport aux touristes.

Le classement en zone naturelle N d'une grande partie du territoire participe à la préservation et à la mise en valeur de la mosaïque paysagère sur le territoire communal. L'identification de certains éléments naturels au titre d'éléments du paysage et le classement en Espace Boisé Classé des bois et forêts remarquables contribuent indéniablement au maintien des caractéristiques paysagères qui font de Grand'Rivière un territoire attractif pour se détendre, mais également pour y vivre.

Le PLU a également pour objectif de limiter le mitage des espaces naturels et agricoles, en favorisant une densification du tissu bâti sur les entités urbaines existantes et en limitant au strict nécessaire les extensions de l'urbanisation. La limitation de la hauteur des constructions renforce également la protection des paysages les plus remarquables à l'échelle de la ville.

Impacts négatifs 😞 / mitigés 😊

Une des premières actions du projet communal est d'inverser la tendance démographique négative constatée depuis quelques années et accueillir de nouveaux habitants avec pour objectif, le renouvellement de la population communale. Cette augmentation du nombre d'habitants engendre inévitablement un besoin de logements dont la production peut modifier un paysage localement, voire même la perception paysagère d'un territoire à partir de la mer ou des communes limitrophes.

Par ailleurs, en continuant de densifier les zones urbaines existantes, ou en favorisant l'étalement urbain, le projet communal peut également « dégrader » le paysage communal, en particulier avec le développement de formes urbaines inadaptées pour le secteur.

En conclusion, et d'une manière générale, le PLU de Grand'Rivière tend, au travers de ses différentes actions ou réglementations mises en œuvre, à protéger les caractéristiques sur son territoire.

III – INCIDENCES DU PLU SUR LES RESSOURCES NATURELLES ET LES NUISANCES

→ Qualité de l'air / nuisances sonores:

L'état initial de l'environnement a montré un risque de pollution atmosphérique très faible. Seuls les transports motorisés individuels génèrent un rejet de polluants dans l'aire et peuvent provoquer des nuisances sonores.

Impacts positifs 😊

La volonté municipale de privilégier une urbanisation sur le bourg et le quartier périphérique de Perriolat, à proximité des commerces et services existants eut induire une diminution des déplacements motorisés intracommunaux. De même, en incitant à développer de nouvelles activités économiques et ainsi favoriser la création d'emplois locaux en faveur de la population, le projet municipal a pour ambition de réduire le nombre de déplacements quotidiens, et ainsi participe à la préservation de la qualité de l'air.

La promotion du développement des énergies renouvelables, en particulier le solaire est également un atout pour la préservation de la qualité de l'air, notamment en réduisant la part des énergies fossiles dans la production d'électricité, production ayant un impact avec le rejet de gaz à effet de serre. Ainsi, le développement d'un parc éolien et l'obligation de produire l'eau chaude sanitaire à 100% à partir de l'énergie solaire pour les nouvelles constructions sont des actions fortes mises en œuvre par la municipalité riveraine.

Enfin, la préservation des surfaces boisées, sur l'ensemble du territoire communal représente un point positif dans la préservation de la qualité de l'air. En effet, la présence d'arbres favorise l'absorption de CO₂, gaz à effet de serre émis principalement par les déplacements motorisés.

Impacts négatifs 😞

Le projet communal de valoriser les ressources naturelles (exploitation forestières sur certains secteurs de la commune, permettre l'exploitation économique des excédents de sables retirés du port...) peut créer des impacts négatifs sur la gestion des ressources naturelles du territoire. Une attention particulière sur les modes d'exploitation devra donc être mise en œuvre afin de limiter au maximum les incidences négatives de ces projets sur les ressources naturelles du territoire.

→ La qualité de l'eau / eaux pluviales

Impacts positifs 😊

Grand'Rivière est un territoire sillonné par de nombreuses rivières, en particulier la Grande Rivière où un point de captage pour l'alimentation en eau potable de la population communale existe. L'équipe municipale a bien pris en compte cet enjeu dans la définition de son projet. Ainsi le PADD stipule dans l'orientation 1/axe 1 la prise

en compte des futurs périmètres de protection de captage ainsi que des captages destinés à l'irrigation. De même, le projet communal indique à l'orientation 3/ axe 4 « de veiller au maintien d'une bonne qualité de la desserte en eau potable ».

Le projet de PLU s'inscrit dans une gestion optimale de la ressource en eau par des actions en matière de gestion des eaux usées. La volonté de doter l'ensemble des zones urbaines d'un assainissement collectif et l'obligation d'être raccordé à un système d'assainissement non collectif aux normes en attendant, sont des impacts positifs pour la préservation de la qualité de la ressource.

La création de haies végétales et la préservation des ravines dans le cadre de l'aménagement du futur quartier de Beauséjour, ainsi que les distances de recul pour toute construction par rapport aux berges des cours d'eaux et ravines constituent des points positifs pour la préservation, voire l'amélioration de la qualité de la ressource. De plus, la formalisation d'une trame verte le long des cours d'eau et des ravines avec un classement en zone naturelle stricte N permet la protection voire la constitution de ripisylves qui participeront à l'amélioration de la qualité de l'eau. Ces trames vertes sont importantes car elles permettent de diminuer la pollution par les intrants et améliorent de ce fait la qualité de l'eau.

L'incitation de la récupération des eaux de pluie à la parcelle constitue également un point positif sur la gestion de l'eau, notamment en réduisant les prélèvements sur la ressource. Cette action est également positive sur la gestion des eaux pluviales, en réduisant le risque de ruissellement sur les propriétés en aval lors d'épisodes de pluie importants.

Impacts négatifs 😞

La densification du tissu bâti, l'accueil de nouvelles constructions et l'aménagement d'une nouvelle zone d'urbanisation future peuvent engendrer une imperméabilisation importante de l'espace, et donc accroître les problèmes posés par les écoulements des eaux pluviales. Lors d'épisodes pluvieux importants, les débits augmentant, ces derniers peuvent raviner des sols agricoles ou des espaces naturels, nettoyer des espaces imperméabilisés (voirie, parking), envoyant dans les milieux naturels et les cours d'eau des polluants impactant à terme la qualité de la ressource.

Autre impact négatif du développement du nombre de constructions et de l'accueil de nouvelles populations, l'augmentation du volume des eaux usées à traiter qui peut entraîner un risque de pollution en cas de système défaillant.

→ Les déchets

Impacts positifs 😊

La compétence collecte et traitement des déchets est dévolue à CAP Nord, avec notamment une généralisation du ramassage des ordures ménagères et une collecte sélective en porte à porte, par le biais de conteneurs individuels ou collectifs. Aujourd'hui, ce système étant satisfaisant, et la volonté municipale d'imposer aux nouvelles constructions d'être rattachées à ce système constituent des points positifs.

Impacts négatifs 😞

Un impact négatif du développement du nombre de constructions et de l'accueil de nouvelles populations est l'augmentation du volume des déchets à traiter qui peut entraîner un risque de pollution sur le territoire communal. Une attention particulière à ce sujet est à mettre en œuvre.

IV – INCIDENCES DU PLU EN MATIERE DE RISQUES

→ Les risques naturels

Impacts positifs 😊

Le PADD inscrit dans son orientation n°1/axe 4 de proposer un développement du territoire limitant les risques naturels. Il indique notamment que les constructions nouvelles seront interdites sur les secteurs présentant une pente supérieure à 25%. A cela s'ajoute, dans le règlement, le classement en zone inconstructible des secteurs impacts par un aléa fort (tout risque confondu). Le PLU a donc intégré le Plan de Prévention des Risques Naturels révisé dans sa stratégie de développement durable.

Le règlement rappelle également dans le préambule de chaque zone, l'existence d'un Plan de Prévention des Risques approuvé sur le territoire. Le PPRN ayant une valeur de servitude d'utilité publique, il est également annexé au PLU.

Impact mitigés 😐

En développant de nouvelles constructions sur son territoire, y compris par l'intermédiaire d'une zone d'urbanisation future, le projet de PLU contribue à accroître l'imperméabilisation des sols et donc une modification de l'écoulement des eaux pluviales, pouvant être sources de risques (inondations, glissements de terrain). Cependant, les prescriptions édictées dans le cadre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation et une limitation de l'emprise au sol des constructions sur les zones U2 et 1AU apportent des solutions pour réduire ses impacts négatifs.

→ Les risques technologiques ou industriels

Le territoire de Grand'Rivière ne compte aucune installation dangereuse qui nécessite la mise en place d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques prescrit par la loi n°2003-6999 du 30 juillet 2003.

En cadrant strictement l'implantation d'activités soumises au régime des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sur les zones urbaines U1 et U2, le projet municipal contribue à réduire les risques industriels sur le territoire communal.

« Les constructions à destination d'activités artisanales soumises ou non au régime des installations classées dès lors :

- Qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des usagers de la zone,
- Qu'elles ne nuisent pas à leur environnement immédiat,
- - que les nuisances olfactives, sonores ou celles liées au trafic susceptible d'être engendrées par l'activité soient compatibles avec l'environnement immédiat,
- Que les rejets susceptibles d'être émis soient traités à la source.

Par ailleurs, en interdisant les dépôts de véhicules hors d'usage, de déchets, le projet municipal participe à la réduction des risques engendrés par ce type d'occupation des sols.

VI – INCIDENCES DU PLU SUR LE CADRE DE VIE ET LA SANTE

La question du cadre de vie et de la santé des habitants est un sujet transversal déjà abordé dans les différents thèmes des paragraphes précédents. Les orientations du projet de PLU de Grand' Rivière sont globalement positives pour la qualité de vie et la santé.

Le projet communal met l'accent sur la consolidation de la trame verte communale avec la mise en valeur et la préservation des espaces naturels et le développement des transports en commun. Il présente également plusieurs incidences positives sur le bien-être de l'individu, notamment avec l'aménagement d'un parcours sportif ou la construction d'un équipement sportif au niveau du quartier de Vieux Bourg, à destination des enfants.

La volonté municipale de développer un nouveau quartier comprenant un pré-verdissement et des haies de clôtures végétales à Beauséjour, la préservation des ravines, rivières et leurs abords assure un contact de l'homme avec la nature sous toutes ses formes et lui garantit un espace de vie plus sain. Les plantations d'arbres limitent les surfaces imperméabilisées et constitue un impact esthétique positif en termes de qualité de vie des habitants.

De même, comme on a pu le voir, de nombreuses actions sont mises en place à travers le PLU afin de protéger les ressources en eau. Le PLU prend en compte les futurs périmètres de protection des captages : cette orientation participe à l'objectif d'améliorer et de préserver la qualité de la gestion des eaux. Ces captages sont majoritairement localisés en zone naturelle à protection forte, ce qui garantit la préservation des futurs périmètres de captage.

Enfin le PLU poursuit l'objectif de créer de la mixité sociale et intergénérationnelle sur son territoire, notamment sur la zone 1Au de Beauséjour. Ceci a pour objectif de favoriser le lien social, la cohésion sociale, l'entraide.

Chapitre 7 : indicateurs d'évaluation des résultats de l'application du plan

Un indicateur quantifie et agrège des données pouvant être mesurées et surveillées pour déterminer si un changement est en cours. Ainsi afin de comprendre le processus de changement, l'indicateur doit aider le décideur à comprendre pourquoi ce changement s'opère.

Le tableau ci-après liste une première série d'indicateurs identifiés comme étant intéressant pour le suivi du PLU, et notamment la mise en œuvre du PADD.

Il est proposé que ces indicateurs soient mis à jour selon une **périodicité annuelle à tous les 3 ans pour certains indicateurs.**

Liste des indicateurs (tous les indicateurs sont mesurés à l'échelle de la commune) :

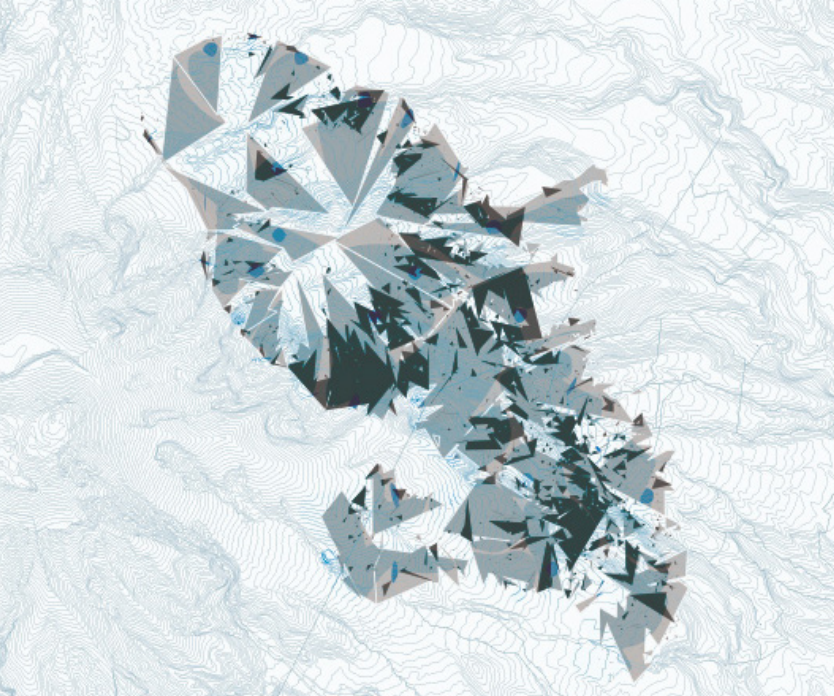
thème	Indicateurs
L'urbanisation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de logements autorisés par an • Evolution de la tache urbaine
Démographie	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution du nombre d'habitants
La réhabilitation des constructions Réduction du parc de logements vacants	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de constructions vacantes et/ou abandonnées ayant fait l'objet d'une réhabilitation • Evolution du nombre de logements vacants
La mixité sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de logements sociaux réalisés
Equipements	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'équipements publics créés
Le stationnement	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de places de stationnement réalisées
Le tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • Offre en hébergement touristique : évolution du nombre de gîtes
Economie	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution du nombre de créations d'entreprises • Créations de commerces, services, restaurants
Désenclavement des quartiers	<ul style="list-style-type: none"> • Linéaire de routes créées
Les terres agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la surface des zones agricoles du PLU • Evolution de la sole agricole déclarée

Les espaces naturels protégés	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la surface des sites naturels protégés (ZNIEFF, forêt départementale, forêt départementalo-domaniale, RBI...) sur la commune • Surface en zone naturelle et Espace Boisés Classés
Le réseau d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de clients assujettis à l'assainissement collectif (micro station, STEP)
L'assainissement individuel	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de systèmes d'assainissement autonomes sur le territoire • Nombre de systèmes d'assainissement autonomes contrôlés par le SPANC • Nombre de systèmes d'assainissement autonomes non conformes • Nombres de systèmes d'assainissement mis aux normes
Les énergies renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage de ménages équipés de chauffe-eau solaires

Thèmes	Intitulé de l'indicateur	Impact suivi / référence au PADD	Unité de la mesure	Echelle temporelle	Source de l'indicateur	Etat zéro
Urbanisation	Nombre de logements autorisés par an	Densification des zones urbaines (orientation 2 axe 2) Respect des objectifs du SCOT et PLH	Nombre	Chaque année	DEAL	en 2014 : 390 logements, 288 résidences principales Rythme de la construction neuve : 2 en / 1 en 2011 / 2 en 2012 / 0 en 2009 / 1 en 2010 2013 / 0 en 2014 / 0 en 2015.
	Evolution de la tache urbaine	Densification des zones urbaines (orientation 2 axe 2) Respect des objectifs du SCOT et PLH	Ha et %	Tous les 4 ans / a chaque mise à jour de la BDTopo	ADUAM	1994 : 10.8 ha 2000 : 15.2 ha 2004 : 22.2 ha 2010 : 23.5 ha 2016 : 23.6 ha
Démographie	Evolution du nombre d'habitants		Nombre	A chaque recensement	INSEE	2014 : 634 habitants
La réhabilitation des constructions	Nombre de constructions vacantes et/ou abandonnées ayant fait l'objet d'une réhabilitation	Renouvellement urbain (orientation 2 axe 1 du PADD)	nombre	Chaque année	Commune / ANAH	
Réduction du parc de logements vacants	Evolution du nombre de logements vacants	Renouvellement urbain / Réduction du nombre de logements vacants (orientation 2 axe 2 du PADD)	nombre	Chaque année	Commune	En 2014, 88 logements vacants (INSEE)
La mixité sociale	Nombre de logements sociaux réalisés	Orientation 2 axe 2 du PADD (répondre aux besoins aux logements)	nombre	Chaque année	Commune / DEAL	En 2015 : 34 source DEAL
Equipements	Nombre d'équipements publics créés	Orientation 2 axe 3 du PADD : développer l'offre en équipements, loisirs et déplacements	nombre	Chaque année	Commune	/
Le stationnement	Nombre de places de stationnement	Développement du parc de stationnement (orientation 2 axe 3)	Nombre	Chaque année	Commune	En 2018 : 54

Le tourisme	Offre en hébergement touristique : évolution du nombre de gîtes	Développement de l'offre d'hébergement touristique chez l'habitant (orientation 3 axe 2)	Nombre	Chaque année	Commune	En 2018 : 43 (sources : commune)
Economie	Evolution du nombre de créations d'entreprises	Développement du tissu commercial de proximité et l'artisanat (orientation 3 axe 2)	Nombre	Chaque année	INSEE	/
	Créations de commerces, services, restaurants		Nombre	Chaque année	Commune / INSEE	/
Désenclavement des quartiers	Linéaire de routes créées		Mètres	Chaque année	Commune	/
Les terres agricoles	Evolution de la surface des zones agricoles du PLU	Orientation 1 axe 1 (protéger et valoriser les paysages, les espaces naturels et agricoles) Pérennisation de l'activité agricole et préservation du foncier agricole (orientation 3 axe 1)	Hectares	Chaque année	Commune	En 2018 : 148.6 hectares (source : PLU)
	Evolution de la sole agricole déclarée		Hectares	Chaque année	Chambre d'agriculture, DAAF, CNASEA	En 2014 : 95 ha
Les espaces naturels protégés	Evolution de la surface des sites naturels protégés (ZNIEFF, forêt départementale, forêt départementalo-domaniale, RBI...)	Préservation des espaces naturels et forestiers (orientation 1 axe 1)	Hectares et Pourcentage	Chaque année	DEAL, ADUAM, ONF	Surface globale en 2018 (sans doubles comptes) : 1154.64 hectares Soit 64 % du territoire communal
	Surface en zone naturelle et espaces boisés classés		Hectares	Chaque année	ADUAM	En 2018 : 1488.26 hectares en zones N dont 1246.53 hectares en EBC
Le réseau d'assainissement	Nombre de clients assujettis à l'assainissement collectif (micro station, STEP)	Amélioration de l'assainissement individuel / préservation de la ressource en eau (orientation 1 axe 2)	Nombre	Chaque année	CAP NORD	En 2016 : 33
L'assainissement individuel	Nombre de systèmes d'assainissement autonomes sur le territoire		Nombre	Chaque année	SPANC CAP NORD	En 2016 : 361
	Nombre de systèmes		Nombre	Chaque année	SPANC	/

	d'assainissement autonomes contrôlés par le SPANC				CAP NORD	
	Nombre de systèmes d'assainissement autonomes non conformes		Nombre	Chaque année	SPANC CAP NORD	/
	Nombres de systèmes d'assainissement mis aux normes		Nombre	Chaque année	SPANC CAP NORD	/
Les énergies renouvelables	% des résidences principales équipées de chauffe-eau solaires	Développement des énergies renouvelables intégrées au bâti (orientation 1 axe 3)	Pourcentage	Tous les 5 ans (recensement)	INSEE	2014 : 16.3 %, soit 47 logements (source INSEE)



Plan

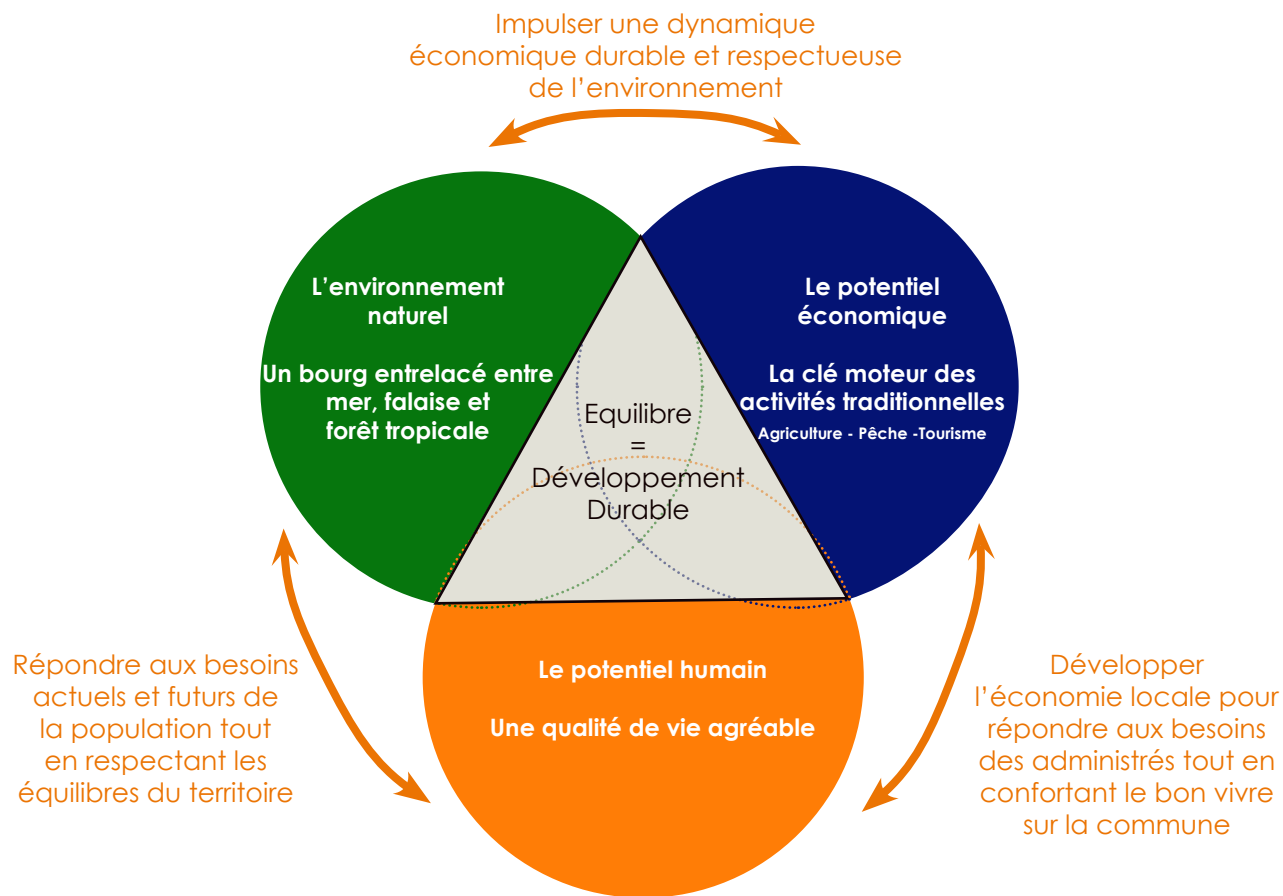
Local

Urbanisme

Grand' Rivière



Prescrit le 30 mars 2016
Arrêté le 01 juin 2018
Enquête publique du.....
Approuvé le



LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES, clef de voûte du PLU.

Le PADD est le document cadre du PLU. Il définit les objectifs du développement et de l'aménagement de la commune pour les dix années à venir. C'est à partir de ces objectifs que sera ensuite établi le règlement du PLU qui porte sur l'utilisation des sols et les principes de construction.

Le Plan d'Aménagement et de Développement Durables est l'expression de la volonté politique du développement communal.

La démarche globale du projet qui s'applique sur la totalité du territoire, oriente la vision à long terme et assure un fil conducteur aux différentes actions de la municipalité. Celles-ci doivent s'inscrire dans une cohérence intercommunale.

Le PADD s'inscrit dans une perspective de développement durable (articles L. 151-5 du Code de l'Urbanisme), et répond à trois principes énoncés par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain et complétés dans le cadre du Grenelle 2 :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, l'urbanisation nouvelle, la préservation des espaces naturels et des paysages, et la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables,
- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat,
- La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Article L 151-5 du Code de l'Urbanisme

« Le projet d'aménagement et de développement durables définit :

1° Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;

2° Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les loisirs, retenues pour l'ensemble de l'établissement public de coopération intercommunale ou de la commune.

Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Il peut prendre en compte les spécificités des anciennes communes, notamment paysagères, architecturales, patrimoniales et environnementales, lorsqu'il existe une ou plusieurs communes nouvelles.

Le Conseil Municipal dispose d'une très grande liberté dans la détermination de ce projet politique qui traduit la stratégie de développement durable du territoire, à condition toutefois de respecter d'une part les principes légaux qui s'imposent à tous et qui sont précisés par l'article L.101-2 du Code de l'Urbanisme, et d'autre part de prendre en compte les grandes orientations et les prescriptions définies au niveau supra communal, en particulier dans le :

- Schéma d'Aménagement Régional (SAR) / Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM)
- Schéma d'Aménagement Départemental d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)
- le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)
- la Charte du Parc Naturel Régional (PNRM) de la Martinique
- le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de CAP Nord

Il englobe la totalité des thématiques du développement durable à savoir, l'habitat, l'économie, l'environnement, les déplacements : son contenu est précisé dans l'article L 151-5 du Code de l'Urbanisme.

Les options d'aménagement et de développement ont été retenues suite au diagnostic communal. Elles sont ajustées grâce aux différentes réunions de concertation avec le maire, les élus, la population et les personnes associées.

Les élus, pour élaborer le document, se sont appuyés sur :

- les conclusions du diagnostic partagé du PLU avec la commission municipale PLU et les personnes publiques associées,
- les observations et suggestions de la population lors des réunions de concertation.

Expression du projet global, le PADD revêt par conséquent un rôle central dans le PLU : il est le cadre de cohérence interne au PLU.

Conformément aux articles L.151-1 à L.151-3 du code de l'urbanisme, c'est à partir

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables définit le projet communal dans une démarche de planification

PAS D'OPPOSABILITE
AUX TIERS

Les orientations d'aménagement et de programmation qui précisent les conditions d'aménagement sur certains secteurs.

OPPOSABILITE AUX TIERS
DANS L'ESPRIT

Le zonage et le règlement qui sont la traduction graphique et textuelle du PADD et des orientations d'aménagement et de programmation.

OPPOSABILITE AUX TIERS
DANS LA LETTRE

du PADD que sont définies les orientations d'aménagement par secteur et la règle d'urbanisme (graphique et écrite).

Le PADD constitue également le cadre de référence pour la gestion dans le temps du PLU. Ses orientations ne pourront pas être fondamentalement remises en cause sans qu'une nouvelle réflexion ne soit préalablement menée en concertation avec les habitants et en association avec les personnes publiques.

Tant que les remaniements du PLU ne remettent pas en cause l'économie générale du PADD, une procédure de modification du PLU ou de révision simplifiée pourra être engagée. Dans l'hypothèse où les évolutions porteraient atteintes à l'économie générale du PADD, une procédure de révision générale devra être entreprise (articles L.153-31 à L.153-35 du code de l'urbanisme).

LA PHILOSOPHIE DU PADD DE GRAND'RIVIERE

La commune de Grand'Rivière se caractérise avant tout par son authenticité : auparavant commune de pêcheurs et d'agriculteurs par excellence, elle se tourne aujourd'hui vers le tourisme vert. La diversité des paysages de la commune et les points de vue qu'ils offrent, constituent ses principaux atouts.

Commune sportive marquée par le relief de la Pelée et du Mont Conil, elle demeure une commune très précisée pour ces randonnées qu'elle permet, notamment pour le chemin Grand'Rivière / Prêcheur. Traversée par de nombreuses rivières, dont l'une dans son bourg, elle offre à la fois des aires de baignade en eau douce et en eau salée aux Riverains et aux visiteurs.

Une Réserve Biologique s'étend sur la majeure partie de son territoire : son patrimoine faunistique et floristique sont des points forts à protéger et à valoriser.

Dotée de services de proximité et d'équipements publics répondant aux besoins des administrés, Grand'Rivière est considérée comme une commune où il fait bon vivre. Toutefois, sa localisation située à l'extrémité Nord de l'île, interroge sur son possible désenclavement par de nouvelles pratiques de mobilité.

Marquée par une population vieillissante, comme le connaît l'ensemble de l'île, il se pose la question de la stratégie résidentielle qu'adopteront ces habitants à l'horizon 2030 et des besoins en services induits pour répondre à leurs besoins.

L'avenir de Grand'Rivière s'inscrit également dans le

cadre du SCOT de CAP Nord en cours de révision, dont les principaux objectifs sont, à ce stade :

- Accueillir 5000 habitants supplémentaires à l'horizon 2020 par rapport à 2010 sur le territoire couvert par le SCOT.
- Accroître le développement économique du Nord (entreprises, ressources...).
- Garantir la pérennité des espaces agricoles et naturels et préserver les ressources.
- Assurer l'équité territoriale et sociale.

Au sein de ce projet de territoire, Grand'Rivière est identifiée comme une « commune relais du développement », au même titre que Bellefontaine, Fonds-Saint-Denis, le Prêcheur, le Morne-Vert, Macouba et L'Ajoupa-Bouillon.

Le projet de développement territorial tel que défini ci-après a pour objectif principal :

- De conserver les traits caractéristiques de la commune, son caractère rural, son authenticité, à savoir :
 - une commune à l'interface marine et forestière
 - une végétation luxuriante omniprésente dans le paysage et très typique,
 - un patrimoine naturel de qualité,
 - une identité culturelle forte,
 - une qualité de vie appréciable .
- De développer l'attractivité tant résidentielle

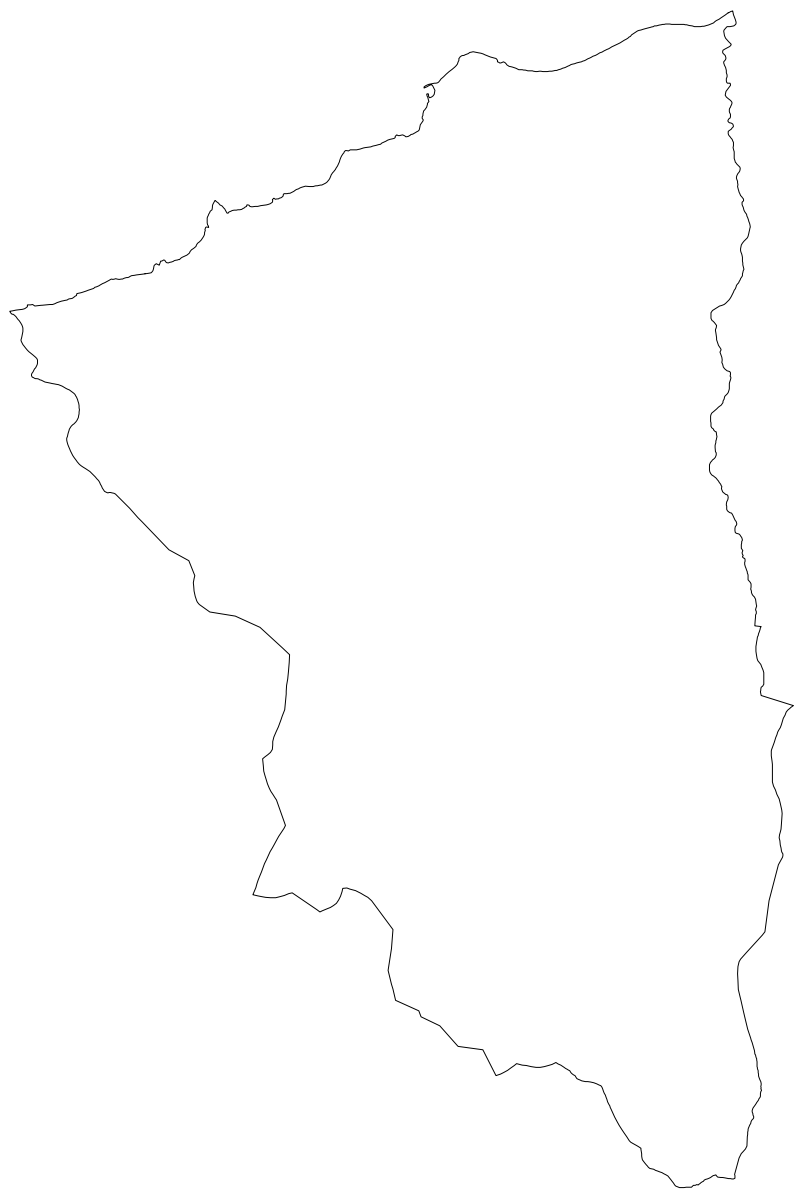
qu'économique de la commune, tout en prenant en compte le contexte communal et intercommunal :

- Réinventer l'image de la commune,
- Répondre aux besoins actuels et futurs de la population,
- S'appuyer sur les spécificités communales (agriculture, pêche, tourisme vert),
- Prendre part au développement dans le cadre du projet d'inscription de la Montagne Pelée comme patrimoine de l'UNESCO.

Le projet s'appuie donc sur 3 grandes orientations :

- **Des ressources naturelles à préserver.**
- **Une économie locale à mobiliser axée sur l'éco-développement,**
- **Un cadre de vie agréable à développer à et diversifier.**

Ces orientations sont complémentaires et doivent être poursuivies simultanément.



ORIENTATIONS GENERALES

1. DES RESSOURCES NATURELLES A PRESERVER.



CONSTAT :

- Un relief permettant une diversité paysagère, des points de vue remarquables sur les mornes et sur la Dominique, et une végétation riche et variée.
- Un réseau hydrographique relativement dense dont la Grande Rivière, qui passe au coeur du bourg et est utilisée comme captage d'eau potable.
- Des secteurs identifiés comme à préserver au titre des sensibilités écologiques et paysagères présentes.



- Un territoire rural doté d'une forte identité forestière et agricole, grâce notamment à des sols riches en matières organiques, favorisant l'exploitation des terres de grandes cultures, mais aussi de maraîchage.
- Un territoire fortement impacté par les risques naturels au regard des communes aux alentours. Des risques concentrés sur les mornes, les rivières et ravines.
- Une trame urbaine particulièrement dense, où le centre-bourg est structuré entre l'avenue Général De Gaulle et la Grande Rivière. Une diversité de formes urbaines affichant des densités intéressantes.
- Un patrimoine bâti relativement bien conservé, au sein duquel certaines habitations sont actuellement sans usage.



SYNTHESE :

Grand'Rivière dispose d'un cadre naturel et paysager exceptionnel. Située à l'extrémité Nord de l'île, elle offre des points de vues vers la Dominique et la forêt tropicale. Mélange de terres de cultures, d'espace maritime, d'espaces boisés et de zones d'habitats, elle offre une identité rurale et traditionnelle forte.

L'enjeu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est de tout mettre en oeuvre pour protéger et valoriser ces singularités, tout en veillant à un développement cohérent du territoire habité.

Axe 1 : Protéger la biodiversité de la commune

- Préserver l'équilibre naturel des milieux et maintenir la biodiversité, en inscrivant les secteurs à fortes sensibilités écologiques en zone naturelle (à protection forte).
- Pérenniser les boisements sur les principaux reliefs, versants et vallées en confirmant la trame Espace Boisé Classé (EBC) déjà inscrite au POS.
- Prendre en compte les périmètres de protection des captages d'eau potable ainsi que des captages destinés à l'irrigation.
- Inscire en zone naturelle protégée les cours d'eau et leurs abords identifiés au SDAGE, afin de préserver la ressource en eau.
- Améliorer la gestion des eaux usées en étudiant les solutions les plus adaptées à la configuration du territoire (collectif - autonome - micro-station) et en anticipant l'implantation d'une nouvelle station d'épuration.
- Mettre en oeuvre la trame verte et bleue en veillant au maintien des continuités écologiques entre les espaces boisés et les rivières, et en prenant en compte les orientations du SCOT de CAP Nord.
- Gérer les eaux pluviales pour garantir une bonne qualité des eaux de rivière et de mer.











Axe 2 : Valoriser les ressources naturelles

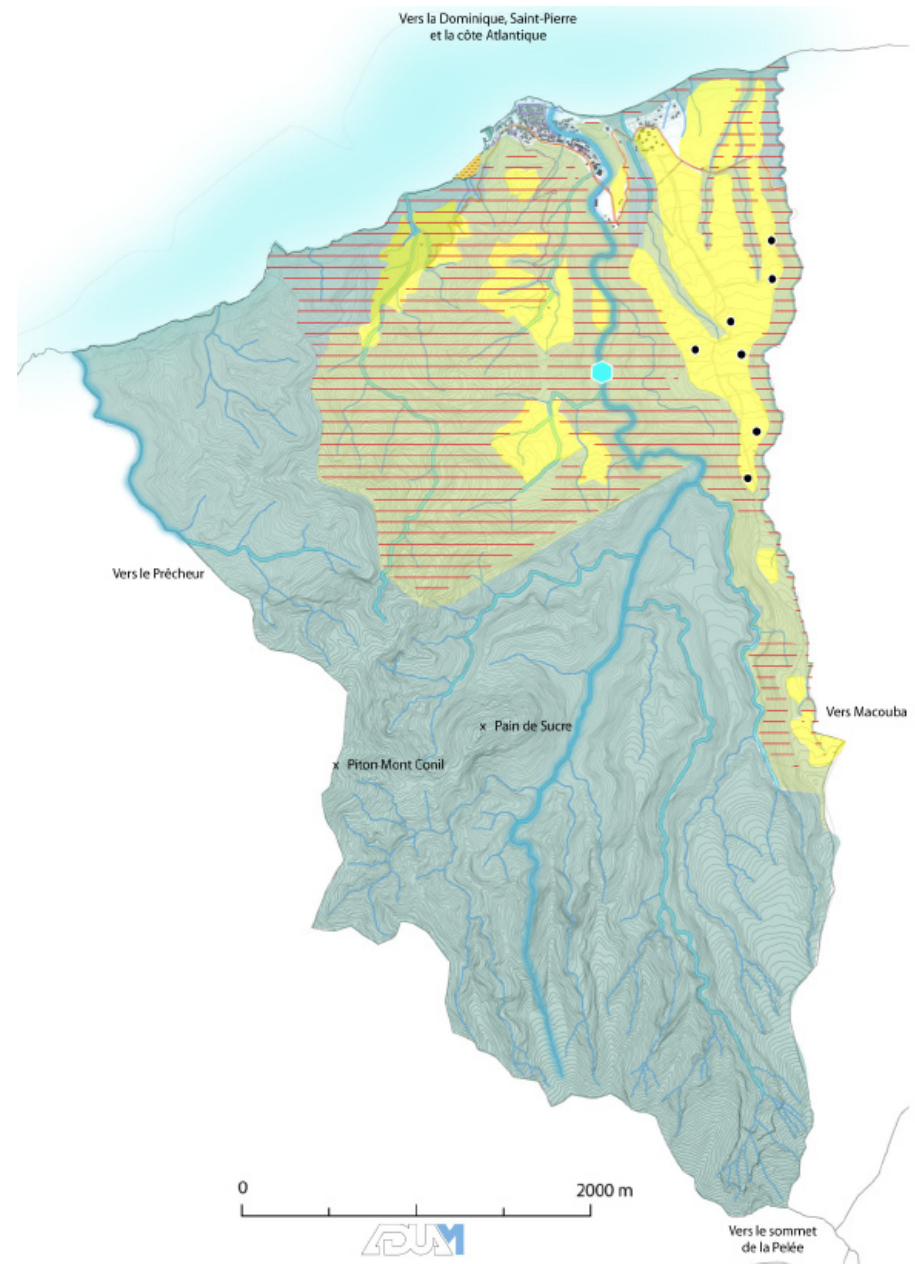
- Préserver les terres de cultures qui représentent une petite partie de la commune, en limitant leur artificialisation et leur mitage.

Reconquérir les terres de cultures, non touchées par la chlordécone, pour favoriser l'implantation de nouveaux agriculteurs, notamment liés au maraîchage.

- Inciter, par des démarches de communication, à poursuivre une agriculture respectueuse de l'environnement, sans ou peu d'utilisation des produits chimiques, pesticides, garants d'une bonne qualité des cours d'eau.
- Dans les secteurs boisés non soumis à des risques naturels majeurs et non concernés par une trame d'Espace Boisé Classé, permettre l'entretien et l'exploitation de la forêt. La sylviculture contribuera à créer une nouvelle économie locale, à améliorer leur gestion en lien avec l'ONF et le PNRM, tout en préservant le patrimoine forestier.
- Préserver et valoriser les zones de baignade sur la Grande Rivière (eau douce), l'anse du Morne-Rouge et Sinaï (eau de mer), en améliorant leur signalétique.
- Engager des démarches avec l'Etat pour permettre l'exploitation économique des excédants de sable sur Grand'Rivière, avec les autres communes de l'île.
- Entamer des actions de communication autour du parc éolien de Beauséjour, comme site de référence de la Martinique pour l'utilisation des énergies propres. Réaliser un parcours de sensibilisation du public à travers des visites, sur le site. Une borne pour véhicule hybride, alimentée par l'énergie des éoliennes sera installée.
- Inciter au recours des énergies renouvelables intégrées au bâti, mais également aux systèmes de récupération des eaux de pluie, tout en préservant les bâtiments présentant un fort intérêt patrimonial.

Des ressources naturelles à préserver :

-  Espace remarquable de la biodiversité à conserver comprenant les réserves biologiques intégrales
-  Espace forestier à valoriser comme une ressource locale pouvant en partie être exploité
-  Espaces agricoles à préserver ou à retrouver
-  Secteurs soumis à des risques naturels à gérer
-  Espace de baignade aménagé à conserver
-  Veiller à la qualité des masses d'eaux côtières et de transition
-  Veiller à la qualité des cours d'eau
-  Corridors aquatiques à protéger au titre du SRCE
-  Prise d'eau en rivière à prendre en compte
-  Parc éolien de stockage à prendre en compte



Axe 3 : Affirmer l'identité paysagère de Grand'Rivière








- Valoriser l'authenticité des paysages de Grand'Rivière en améliorant les points de vue emblématiques, tels des belvédères. Il s'agit notamment du point de vue de la Vierge des Marins et du point de vue entre le Bourg et Beauséjour, sur la route de la corniche. Cette valorisation pourra notamment se faire par un travail sur l'accessibilité et le traitement de l'espace public.
- Préserver les boisements et autres éléments végétaux ponctuels (arbres isolés, haies, alignements d'arbres, parc et jardins) ayant un rôle paysager significatif dans la lecture du paysage.
- Inciter à la mise en valeur paysagère des abords des rivières, notamment au niveau de leurs franchissements, agrémentant ainsi les chemins de randonnée qui les franchissent.
- Faciliter l'intégration du nouveau port de Grand'Rivière par l'aménagement des bords de mer, depuis l'anse Morne-Rouge jusqu'à l'anse Bagasse. Ces aménagements de l'espace public contribueront à améliorer la transition entre l'espace naturel maritime et la trame urbaine.
- Mettre en place des principes d'aménagement visant à optimiser l'insertion des nouvelles constructions dans le paysage, en respectant autant que possible la configuration des lieux.
- Préserver et mettre en valeur les éléments bâtis anciens les plus significatifs méritant d'être protégés au titre de l'article L.151-18 du code de l'Urbanisme.

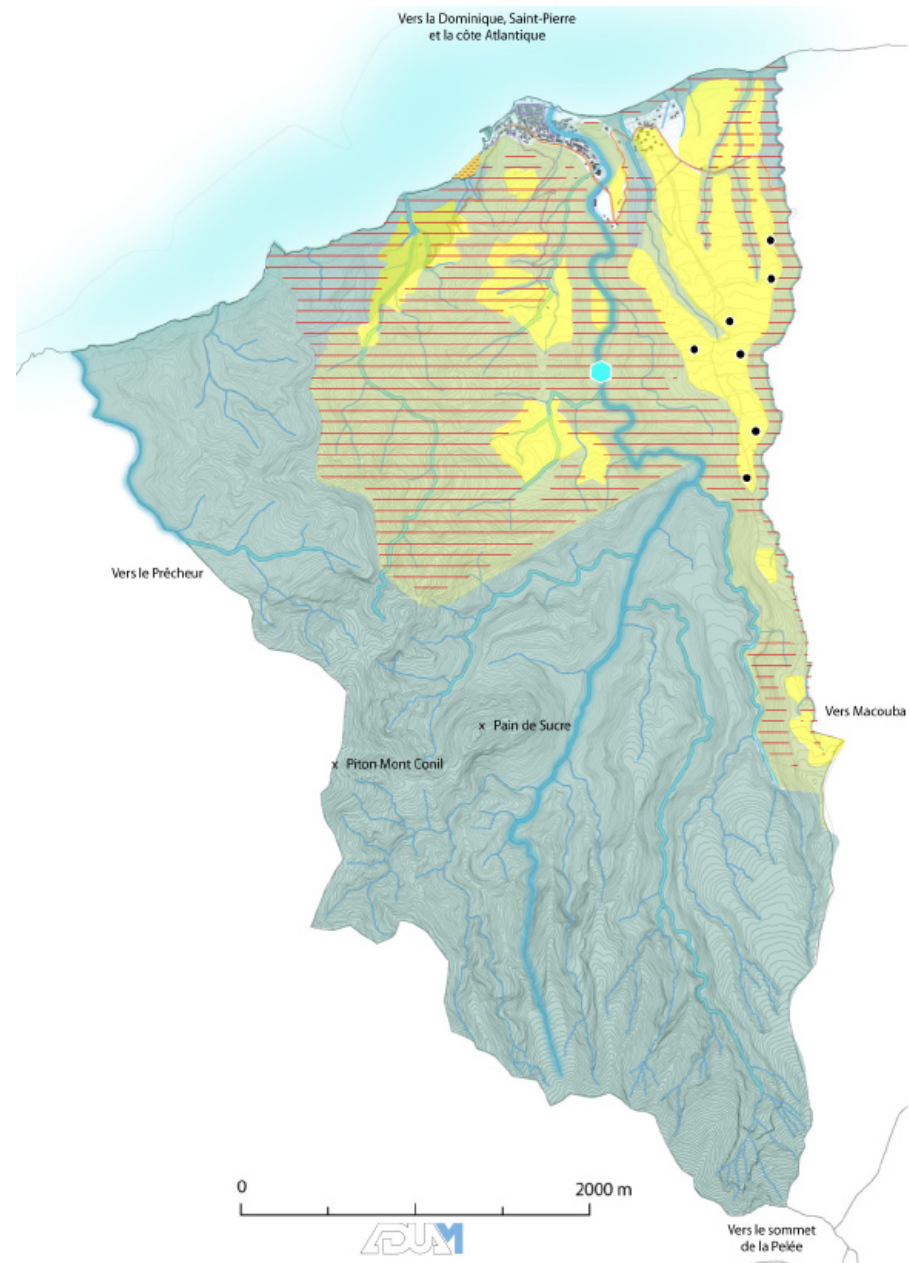
- Mettre en valeur l'entrée du territoire caractérisée par les deux ponts métalliques. Valoriser les fresques murales, disséminées sur le bourg.

Axe 4 : Proposer un développement du territoire limitant les risques naturels

- Veiller à la compatibilité du projet communal avec le Plan de Prévention des Risques Naturels révisé, en inscrivant les secteurs soumis à des risques forts en zone naturelle inconstructible.
- Maintenir les secteurs d'écoulement naturel des eaux de ruissellement et prévoir les aménagements et l'entretien nécessaires à la régulation des eaux de ruissellement vers l'aval, notamment celles arrivant de la Montagne Pelée et du Mont Conil.
- Interdire l'urbanisation des terrains trop accidentés par la topographie ayant une pente supérieure à 25% .
- Réaliser un pont de singe sur la Grande Rivière, au niveau de la zone de baignade, afin de permettre le retour des baigneurs, situés sur l'autre rive en cas de fort débit.
- Mettre en oeuvre des mesures de communication sur les risques liées à la rivière, notamment pour informer les baigneurs en cas de fort débit des eaux.

Des ressources naturelles à préserver :

-  Espace remarquable de la biodiversité à conserver comprenant les réserves biologiques intégrales
-  Espace forestier à valoriser comme une ressource locale pouvant en partie être exploité
-  Espaces agricoles à préserver ou à retrouver
-  Secteurs soumis à des risques naturels à gérer
-  Espace de baignade aménagé à conserver
-  Veiller à la qualité des masses d'eaux côtières et de transition
-  Veiller à la qualité des cours d'eau
-  Corridors aquatiques à protéger au titre du SRCE
-  Prise d'eau en rivière à prendre en compte
-  Parc éolien de stockage à prendre en compte



2. UNE ECONOMIE LOCALE A MOBILISER AXEE SUR L'ECO-DEVELOPPEMENT.



CONSTAT :

- Des éléments naturels dotés d'une renommée internationale (Montagne Pelée, randonnée Grand'Rivière/Prêcheur), fréquentés chaque année par des milliers de touristes. D'autres atouts patrimoniaux ou naturels pourraient également être valorisés (habitations, rivières ...)
- L'activité touristique est le principal employeur sur la commune, néanmoins l'office de tourisme de Grand'Rivière est fermé, ne permettant plus d'orienter les visiteurs.
- Des atouts naturels vecteurs d'emplois sur le territoire, notamment avec la culture de la canne, le maraîchage ou la pêche. La construction du port de Grand'Rivière offre des possibilités de développement local autour de la mobilité et des produits de la mer.
- Quelques commerces de proximité sur le territoire, toutefois les Riverains doivent se rendre dans les communes voisines pour avoir accès à une structure commerciale plus importante.
- Une population active qui s'équilibre entre la part des hommes et des femmes.
- Un taux de chômage qui a augmenté de 12 points depuis 2007 en partie lié à une diminution du nombre d'emplois dans le domaine agricole. Ce taux de chômage concerne majoritairement les femmes.

SYNTHESE :

Grand'Rivière est la commune du Nord qui connaît un taux d'activité et d'emploi essentiellement lié au tourisme. Quelques commerces de proximité sont implantés dans le bourg. Compte tenu des ressources naturelles qu'offre le territoire, il convient d'en tirer parti pour diversifier l'offre touristique en éco-tourisme, ainsi que de favoriser les productions locales autour de la mer, l'agriculture et la sylviculture.

L'enjeu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est de poursuivre ce développement et de diversifier l'offre de services et équipements proposés aux administrés et visiteurs.

2 UNE ECONOMIE LOCALE A MOBILISER, AXEE SUR L'ECO-DEVELOPPEMENT

Axe 1 : Maintenir les activités économiques et commerciales existantes et permettre le développement de nouvelles activités

- Laisser la possibilité aux activités artisanales, commerciales ou de services existants de se développer, en proposant un cadre réglementaire autorisant leur création et leur extension dès lors qu'elles restent compatibles avec l'environnement habité, et que les conditions d'accès et de stationnement sont correctement gérées.

- Conforter le foisonnement de commerces et équipements dans le bourg afin de renforcer l'offre commerciale. Mettre ces commerces et équipements en relation afin d'optimiser la lisibilité de l'offre sur la commune. L'aménagement de la place sur l'avenue du Général de Gaulle pourrait être pensé comme le lieu d'articulation entre ces commerces et équipements.

- Permettre le développement du réseau numérique très haut débit en lien avec le SDTAN pouvant favoriser le télétravail et le développement de nouvelles activités.

Axe 2 : Pérenniser et diversifier les activités liées à l'économie agricole et forestière du territoire

- Garantir le maintien des bonnes conditions de production de l'activité agricole, en proposant un cadre réglementaire autorisant la création ou l'extension d'exploitations agricoles, dès lors qu'elles

restent compatibles avec l'environnement et que les conditions d'accès sont correctement gérées.

- Favoriser la création de retenues d'eau et de réservoirs afin de faciliter l'irrigation des cultures.















- Permettre la diversification des activités des exploitations agricoles, en proposant un cadre réglementaire autorisant la création de structures d'hébergement, ou de vente de produits directs, tournée vers l'agrotourisme.

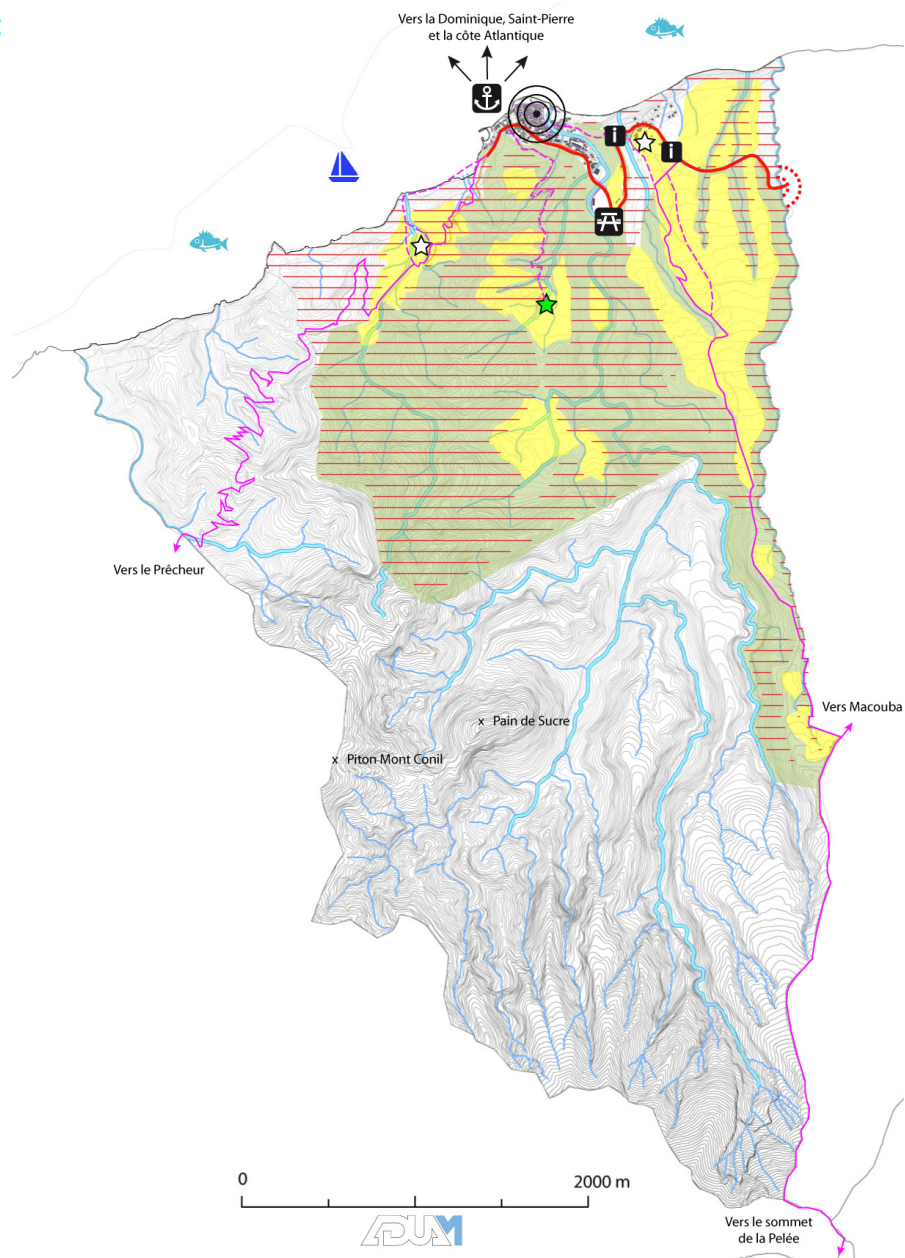
- Encourager la réhabilitation et transformation de l'habitation de Malakoff en ferme agrotouristique. Ce projet pourrait être porté par la municipalité et donnerait lieu à la réalisation d'un chantier d'insertion pour former les jeunes aux métiers de la construction.

- Favoriser les activités liées au maraîchage. Encourager sur ces parcelles la diversification des cultures. Valoriser la production locale en favorisant les circuits de vente directe des fruits et légumes, du producteur au consommateur, dans le marché de la commune.

- Soutenir le développement d'exploitation en lien avec le développement de la culture du cacao et du café initié par le Parc Naturel de Martinique

Une économie locale à mobiliser axée sur l'éco-développement :

-  Garantir les conditions de circulation et de sécurité sur la RD10, identifiée comme parcours touristique à forte fréquentation
-  Porte d'entrée du territoire pittoresque à conserver
-  Polarité commerciale et de service à conforter
-  Développer et finaliser le port permettant l'accueil de croisiéristes
-  Renforcer l'offre touristique marine pour la découverte de la côte
-  Valoriser et diversifier les pratiques autour de la pêche
-  Chemin de Grande Randonnée à préserver
-  Aménagement de sentiers à réaliser diversifiant l'offre en randonnée
-  Aire d'accueil des randonneurs à maintenir et à valoriser
-  Point information départ de randonnées à aménager
-  Éléments patrimoniaux à valoriser par des aménagements de qualité
-  Permettre la réalisation d'une ferme agrotouristique sur l'habitation Malakoff
-  Espace forestier à valoriser comme une ressource locale pouvant en partie être exploité
-  Espace agricole à préserver ou à retrouver



2 UNE ECONOMIE LOCALE A MOBILISER, AXEE SUR L'ECO-DEVELOPPEMENT

Axe 3 : Mettre en valeur le potentiel maritime sur Grand'Rivière

- Finaliser le port de Grand'Rivière suivant quatre usages :

- Renforcer les activités liées à la pêche et à la transformation des produits de la mer,

- Développer l'offre touristique par un accès à la commune depuis la mer. Cet accès serait à la fois permis pour la liaison Martinique / Dominique et par la découverte des anses par de petites embarcations,

- Faire de ce port une liaison de dessertes quotidiennes vers les pôles de la côte Caraïbe et de la côte Atlantique, en lien avec la CTM et CAP Nord.

- Utiliser ce port comme moyen de désenclavement de la commune en cas de sinistre de la liaison routière ou de risques naturels majeurs.

- Prendre en compte les futurs périmètres de protection des captages d'eau potable ainsi que des captages destinés à l'irrigation.

- Inscrire en zone naturelle protégée les cours d'eau et leurs abords (ripisylve), afin de préserver la ressource en eau.

- Améliorer la gestion des eaux usées en étudiant les solutions les plus adaptées à la configuration du territoire (collectif - autonome - micro-station) et en anticipant l'implantation d'une nouvelle station d'épuration.

- Mettre en oeuvre la trame verte et bleue en veillant au maintien des continuités écologiques entre les espaces boisés et les rivières, et en prenant en compte les orientations du SCOT de CAP Nord.

Axe 4 : Diversifier l'offre touristique autour de l'éco-tourisme















- Travailler avec les communes voisines afin de proposer une offre touristique complémentaire, bénéficiant des retombées des labels de valorisation culturelles, naturelles et touristiques, en cours et à venir (Pays d'Art et d'Histoire, classement de la Montagne Pelée à l'UNESCO).

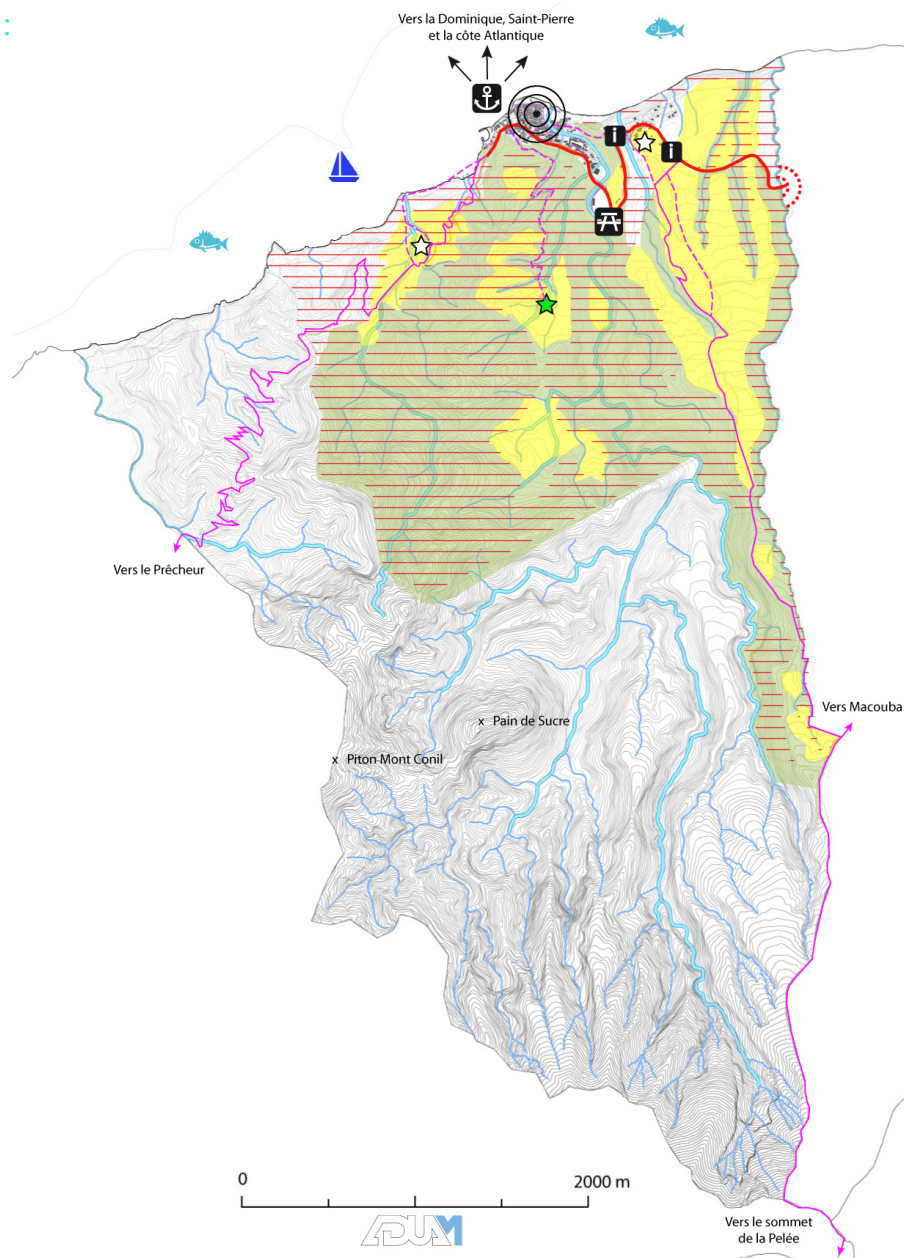
- Organiser l'accueil des publics dans les sites remarquables et emblématiques de la commune en proposant des aménagements sobres et adaptés aux milieux naturels. Aménager le point info, par la réalisation d'une véritable place indiquant les sentiers de randonnées et sur laquelle se localiserait l'office de tourisme. Réaliser un point info à l'entrée de Beauséjour signalant le départ vers la Montagne Pelée et le circuit des énergies renouvelables.

- Diversifier les activités sportives praticables sur la commune, notamment en proposant des activités autour de la rivière comme le canyoning.

- Entretien et développer les sentiers de randonnées sur l'ensemble du territoire, de manière à réaliser différents circuits. Veiller à améliorer la signalétique des chemins depuis le bourg, en lien avec l'étude du site classé des versants Nord-Ouest de la Montagne Pelée.

Une économie locale à mobiliser, axée sur l'éco-développement :

-  Garantir les conditions de circulation et de sécurité sur la RD10, identifiée comme parcours touristique à forte fréquentation
-  Porte d'entrée du territoire pittoresque à conserver
-  Polarité commerciale et de service à conforter
-  Développer et finaliser le port permettant l'accueil de croisiéristes
-  Renforcer l'offre touristique marine pour la découverte de la côte
-  Valoriser et diversifier les pratiques autour de la pêche
-  Chemin de Grande Randonnée à préserver
-  Aménagement de sentiers à réaliser diversifiant l'offre en randonnée
-  Aire d'accueil des randonneurs à maintenir et à valoriser
-  Point information départ de randonnées à aménager
-  Éléments patrimoniaux à valoriser par des aménagements de qualité
-  Permettre la réalisation d'une ferme agrotouristique sur l'habitation Malakoff
-  Espace forestier à valoriser comme une ressource locale pouvant en partie être exploité
-  Espace agricole à préserver ou à retrouver



3. UN CADRE DE VIE AGREABLE A DEVELOPPER ET A DIVERSIFIER



CONSTAT :

- Une décroissance démographique constatée, mais une volonté des Riverains résidants hors de la commune de revenir s'implanter sur Grand'Rivière.
- Une population vieillissante qui nécessite des besoins particuliers à prendre en compte.
- Une part significative de logements vacants dans le bourg, dont certains présentent des signes de vétusté.
- Une diminution de la taille des ménages observée induisant une dichotomie entre l'offre et la demande en logements, étant donné la part importante des grands logements sur la commune.
- Des opportunités foncières limitées dans la trame urbaine à saisir.
- Une commune dépendante des communes voisines pour les équipements et commerces structurants, mais qui dispose de services et d'équipements publics essentiels, notamment dans l'offre en équipement scolaire. Il est toutefois constaté un manque d'équipement à destination des personnes âgées.
- Une traversée du bourg valorisée par des aménagements urbains et des fresques, intégrant une nouvelle offre en stationnement à proximité des commodités du quotidien.

SYNTHESE :

Grand'Rivière connaît un taux de croissance démographique annuel négatif, principalement dû à un manque d'activités économiques, des difficultés de mobilité et une raréfaction du foncier. Pour autant, la réalisation du lotissement de Beauséjour a été un succès et diversifie l'offre en logement.

L'enjeu du Projet d'Aménagement et de Développement Durables est de diversifier l'offre en logements et en équipements afin de répondre aux besoins des Riverains.

Axe 1 : Inverser la tendance démographique en favorisant une croissance modérée, compatible avec les capacités d'accueil de Grand'Rivière

- Profiter du cadre de vie offert sur la commune, pour inverser la tendance démographique, de manière maîtrisée au regard des évolutions passées. Répondre aux besoins des Riverains, localisés en dehors du territoire, qui souhaite revenir s'installer sur Grand'Rivière.

- Envisager un **rythme de croissance rendant possible l'accueil de 100 habitants supplémentaires à l'horizon 2030**, représentant une moyenne d'environ 3 nouveaux ménages par an. Outre le renouvellement des occupants au sein des logements existants, ces nouveaux ménages pourront être accueillis par de nouvelles constructions résultant du remplissage des dents creuses, par la remise sur le marché des logements vacants et par l'urbanisation progressive d'un secteur en continuité de la trame urbaine.

- Equilibrer la part des personnes âgées et des jeunes par une offre

en logements et en équipements diversifiés et adaptés à leurs besoins.

Axe 2 : Conforter et diversifier l'offre en logements dans la trame urbaine déjà constituée.

- S'inscrire dans une démarche répondant aux objectifs du développement durable par une modération de la consommation d'espaces agricoles ou naturels à des fins urbaines suivant les besoins fonciers impliqués par le scénario de croissance retenu.

- **La mise en oeuvre du scénario de croissance repose sur la réalisation de 60 résidences principales à l'horizon 2030. En engageant une politique de renouvellement urbain et en tenant compte des disponibilités de la trame urbaine (environ 16), le nombre de nouveaux logements à créer sur des terrains à urbaniser serait de 44** (chiffre pouvant être diminué suivant le degré de renouvellement des logements existants).

SCENARIO Retenu : Miser sur croissance démographique de 100 nouveaux habitants à l'horizon 2030.

DONNEES INITIALES	2008	Taux d'évolution annuel moyen 2008-2015	2015
Population induite	751	-0,19%	686
Logements à produire	293	0,08%	304

2015	Taux d'évolution annuel moyen 2015-2020	2020	Taux d'évolution annuel moyen 2015-2025	2025	Taux d'évolution annuel moyen 2015-2030	2030
686	0,83%	715	0,83%	745	0,82%	786
304	+17	321	+18	339	+25	364

+ 100 Habitants,
soit 3 ménages en
moyenne tous les ans
+ 60 logements

CONSTAT :

Entre 1999 et 2015, la population de Grand'Rivière a diminué de 196 habitants tout comme le nombre de résidences principales a diminué de 4 unités, tout comme celui des logements vacants et des résidences secondaires (-3 unités).

En parallèle, la taille moyenne des ménages est passée de 4.6 personnes par ménage en 1975 à 2.25 en 2015, indiquant un fort desserrement des ménages, suivant la tendance nationale, qui devrait continuer à s'accroître. On suppose ainsi que la taille des ménages sur Grand'Rivière devrait tendre à 2.15 personnes/ménages d'ici 2030.

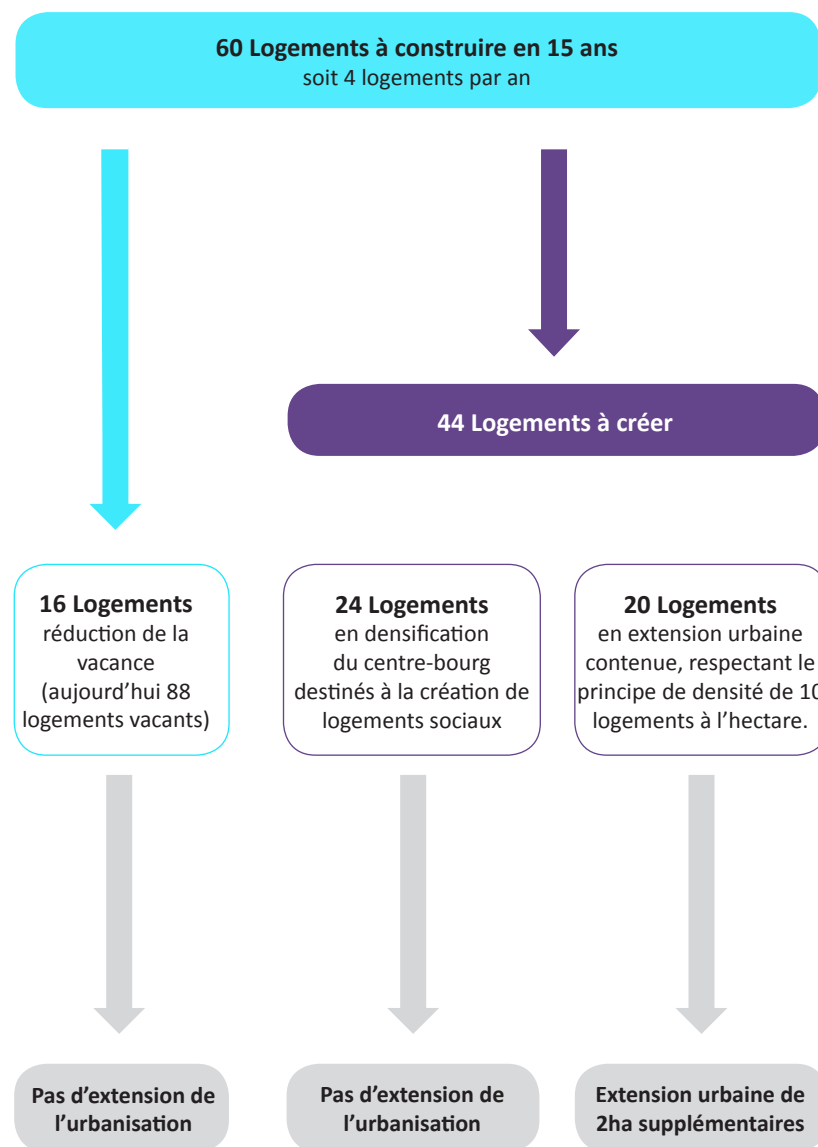
Ainsi, le point mort sur la commune est estimé 15 logements. Ce point mort est considéré comme la mesure a posteriori de la production de logements recensée pour maintenir la population (absence de croissance et de perte de population). Il tient compte du renouvellement du parc, de la fluidité du parc et du desserrement des ménages.

Le scénario ci-dessous prend en compte dans le nombre de logements à produire, la nouvelle population à accueillir et le desserrement des ménages.

La commune souhaite s'engager dans une démarche de renouvellement urbain. Celle-ci se traduira par une volonté de reconquête des logements vacants pour leur remise sur le marché, dans la lignée des préconisations du Programme Local de l'Habitat de CAP Nord.

Ainsi, on estime qu'environ 16 logements qui pourraient être disponibles dans la trame urbaine déjà constituée, auxquels s'ajoute la zone 1NAa du POS, située au quartier Perriolat à l'entrée du Bourg, sur laquelle un projet de logements sociaux est en cours.

Le scénario de population nécessite la réalisation de 44 nouveaux logements et de 16 logements issus de la vacance.



Axe 2 (suite) : Conforter et diversifier l'offre en logements dans la trame urbaine déjà constituée.

- Pour permettre ces 44 nouveaux logements, le projet communal prévoir :

- Une partie de ces logements sera réalisée sur la zone 1NAa du POS , située à l'entrée du Bourg sur le quartier Perriolat, à l'interface des équipements scolaires et sportifs. Ce site de 0,26 ha est destiné à recevoir une offre de 24 logements locatifs sociaux, pour répondre aux besoins des Riverains.

- Une autre partie de ces logements pourra être réalisée sur une portion de la parcelle située entre l'habitation Beauséjour et le lotissement, en continuité de l'existant. Cette zone, actuellement cultivée et desservie par les réseaux, représente 2 ha.

L'offre sera donc plus diversifiée, proposant des logements collectifs avec une morphologie plus urbaine dans le bourg et une offre plus rurale sur le quartier Beauséjour.

- Conforter l'enveloppe urbaine du centre-bourg, en engageant une politique de renouvellement urbain tenant compte des dents creuses, du bâti disponible et de la densification du tissu des nouvelles opérations de constructions .

- Engager une densification plus modérée du tissu urbain sur Beauséjour (au moins 12 logements/ha tenant compte des prescriptions du SCOT de CAP Nord).

Cette densification modérée permet ainsi de ne pas dénaturer la morphologie du quartier, situé en périmètre de protection des monuments historiques (Habitation Beauséjour).

- Porter un effort de construction vers la réalisation de logements de petite et moyenne taille de type T2, T3 et T4, en accession ainsi qu' en location privée et publique, permettant à des jeunes d'accéder à un premier logement sous forme de petite maison, par exemple.

- Veiller dans les programmes des nouvelles opérations d'aménagement à une diversification de l'offre en logements, permettant ainsi une mixité sociale et inter-générationnelle.

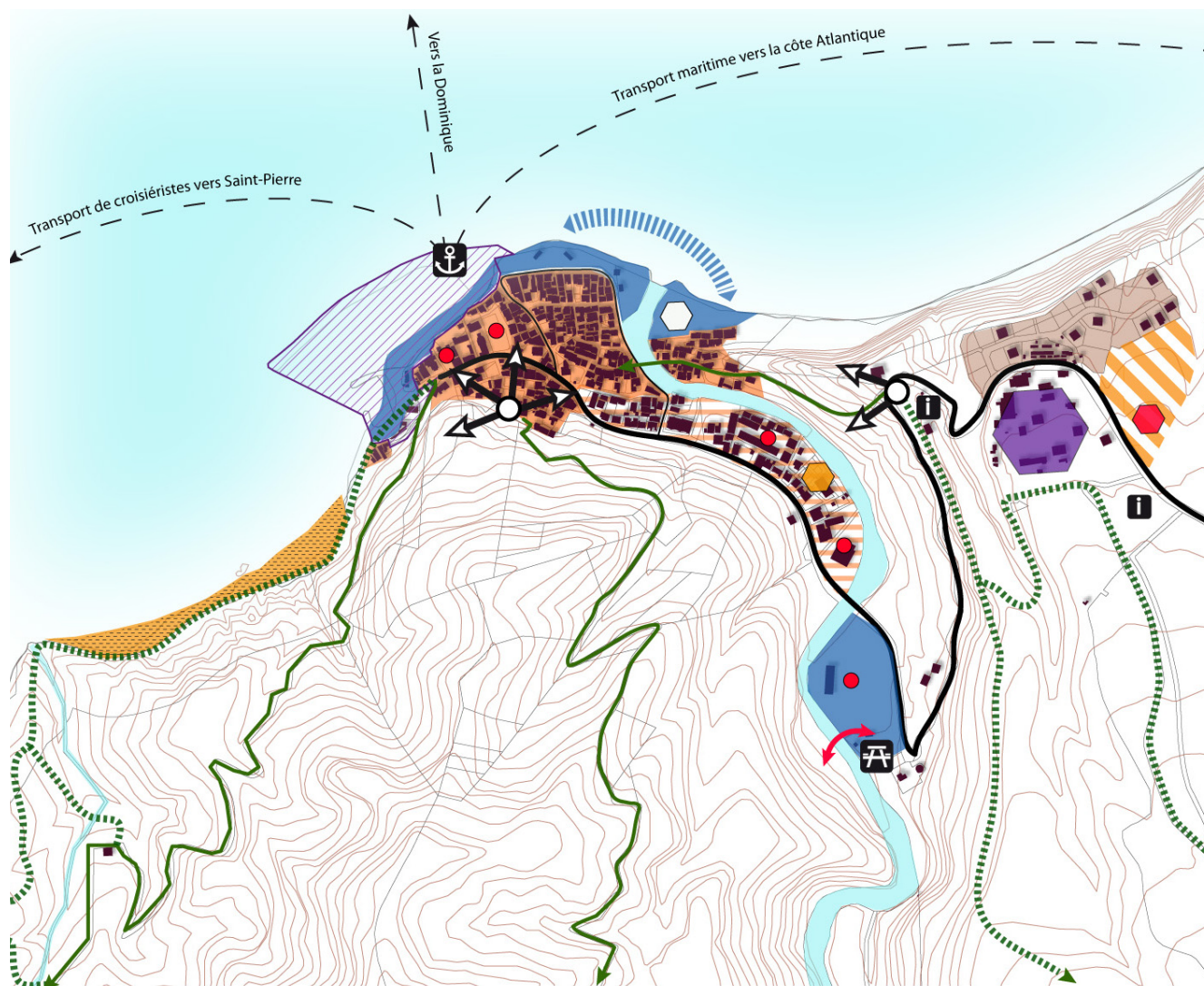
- Encourager et accompagner les propriétaires dans les démarches d'amélioration/réhabilitation des logements indignes et insalubres.

- Favoriser dans les constructions nouvelles l'utilisation de systèmes d'économie d'énergie dans les constructions (chauffe-eau solaire, ventilation naturelle...), des modes de constructions adaptés aux risques et au relief.

- Adopter la démarche Haute Qualité Environnementale lors de la réalisation de bâtiments publics.

Un cadre de vie agréable à développer et à diversifier :

-  Enveloppe du centre-bourg à conforter en tenant compte de sa densité élevée
-  Espace périphérique du bourg à vocation mixte (équipements - habitat - activités)
-  Nouveau quartier résidentiel pavillonnaire à développer
-  Espace à urbaniser à vocation d'habitat
-  Equipements publics existants à valoriser
-  Site pouvant recevoir une maison de retraite
-  Site dédié à la réalisation de logements sociaux
-  Site dédié à l'aménagement d'un complexe sportif
-  Aire de repos, espace de baignade et aménagement touristiques à valoriser
-  Espace public à vocation ludique à restructurer et à dynamiser
-  Aménagement d'un pont de singe permettant l'accès à l'autre rive



Axe 3 : Améliorer l'offre en transports et proposer de nouveaux modes de déplacements sur la commune

- Favoriser des aménagements et un entretien régulier de la RD10 et des ponts en lien avec la CTM.
- Soutenir la mise en place d'un réseau de transport collectif terrestre porté par CAP Nord.
- Anticiper le développement d'une possible liaison maritime quotidienne vers Saint-Pierre. Réfléchir à la mise en place d'une liaison maritime vers Basse-Pointe et le reste de la côte Atlantique.
- Valoriser les venelles existantes dans le bourg afin d'encourager la population à avoir recours aux modes doux.

Axe 4 : Maintenir et développer l'offre en équipements en adéquation avec les besoins de la population

- Permettre la réalisation d'une maison de retraite dans le prolongement des nouvelles opérations de logements du quartier de Beauséjour, afin que ses résidents puissent bénéficier d'un espace pour cultiver leurs jardins. Cette opération sera située sur une nouvelle zone destinée à l'urbanisation, d'une surface de 2 ha. Cette zone sera également vouée à la réalisation de logements.

- Aménager une place connectant à la fois l'Habitation de Beauséjour, le prolongement du lotissement, la maison de retraite et le point info (départ de randonnée et circuit des énergies renouvelables).

- Permettre la réalisation d'un terrain de sports avec un local pour vestiaire et toilettes à l'entrée de l'Anse Bagasse. La réalisation de l'équipement sera couplée à l'aménagement de ses abords en parcours de santé, afin d'enrichir le cadre de vie des jeunes Riverains.

- Déplacer le marché sur le front de mer et réhabiliter les kiosques existants, en partenariat avec l'Etat et la CTM. L'aménagement du front de mer permettra de redonner une attractivité à la commune, en créant un espace d'animation pour le tourisme et les activités de plein-air.

- Permettre la reconstruction et la réhabilitation de l'hôtel de ville, suite à la fragilisation du bâtiment. Donner la possibilité de déplacer les services techniques, sur l'actuel site du marché, en continuité de l'hôtel de ville.












- Veiller au maintien d'une bonne qualité de la desserte en eau potable et de gestion adaptée des eaux usées, avec notamment la réalisation d'une nouvelle station d'épuration.

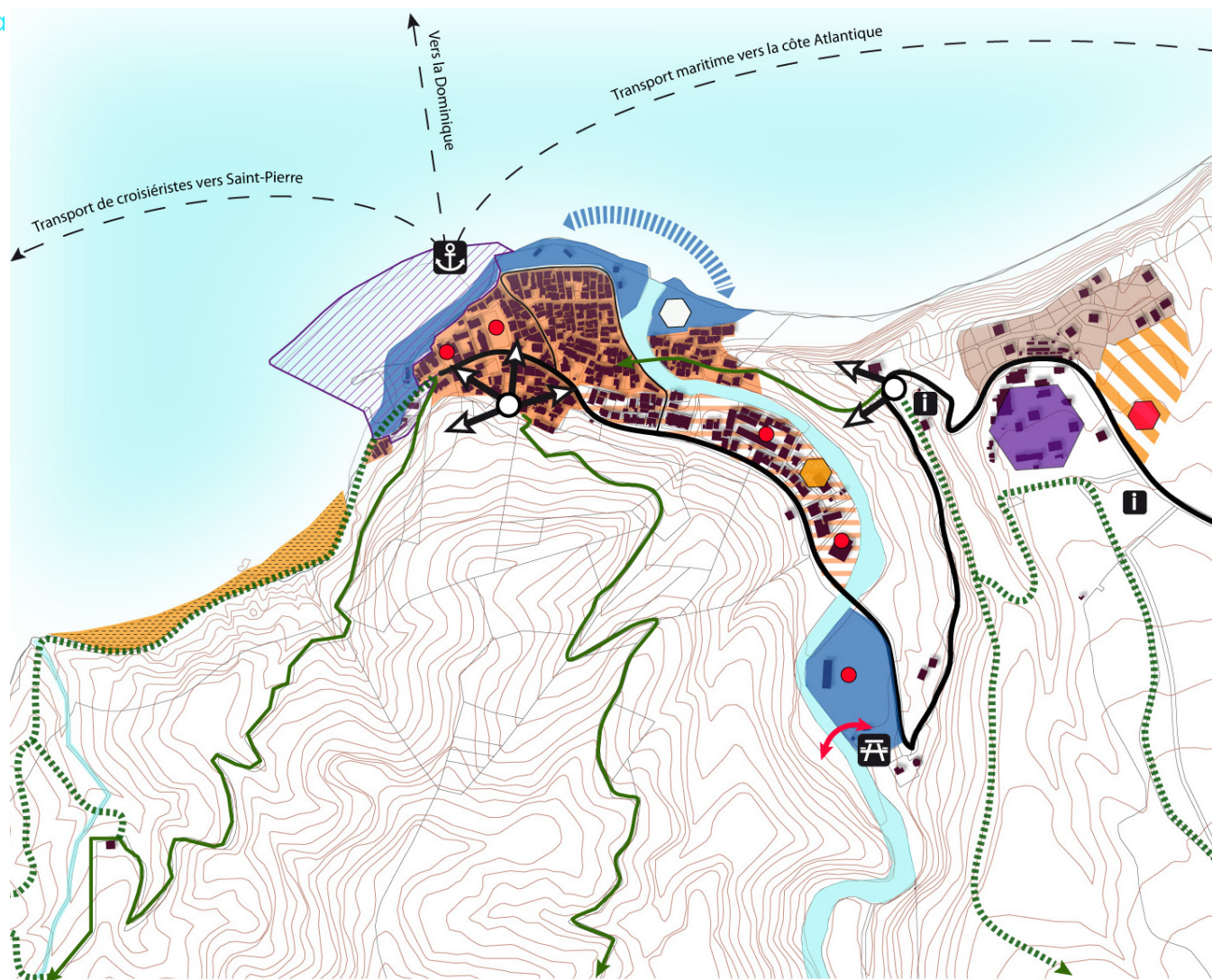
- Définir réglementairement, pour les eaux pluviales, les conditions de raccordement au réseau public des nouvelles opérations d'aménagement.

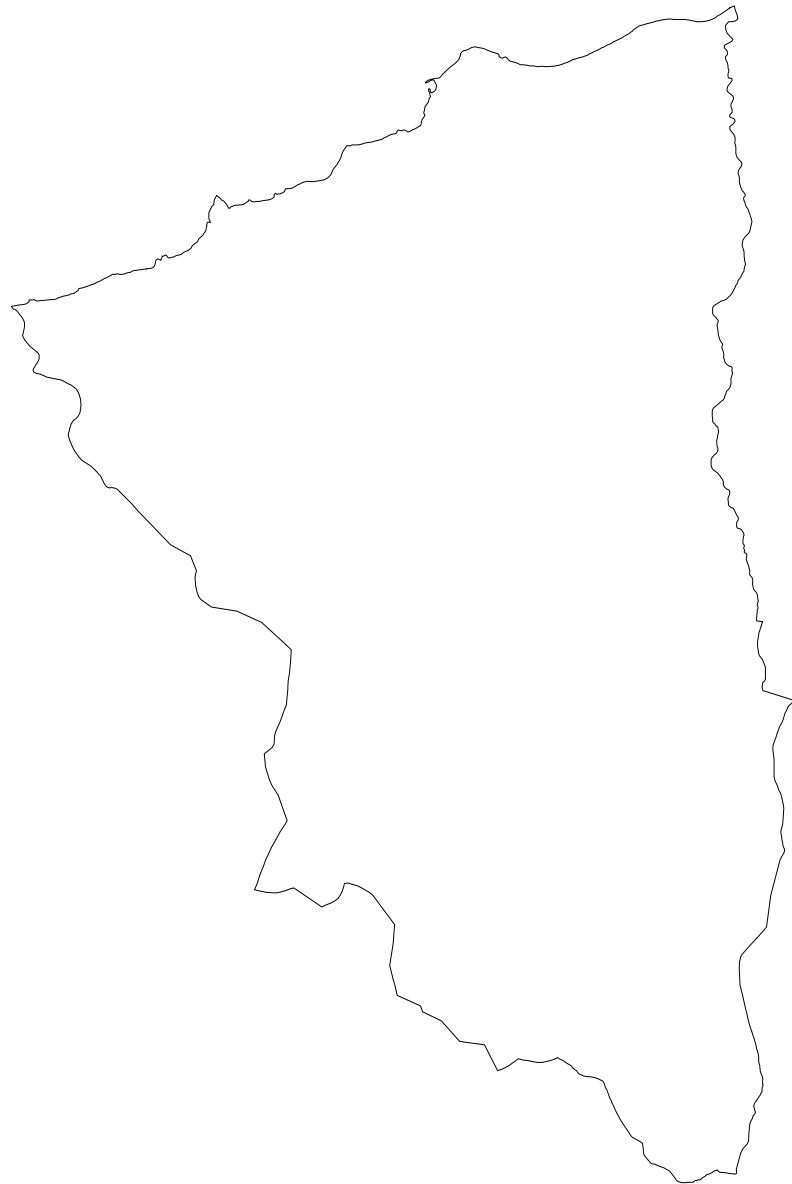
- S'assurer de la conformité de la défense incendie sur le secteur urbanisé.

- Poursuivre et approfondir la politique de collecte sélective des déchets engagée par l'intercommunalité ; aménager des locaux de tri sélectif dans les nouvelles constructions et particulièrement les

Un cadre de vie agréable à développer et à diversifier (suite de la légende):

-  Favoriser la liaison entre le bourg et l'anse Bagasse par des aménagements de qualité de l'espace public
-  Développer l'espace maritime comme richesse économique autour des produits de la mer et de la découverte des anses
-  Exploitation agricole historique tournée vers la grande culture à conforter
-  Développer et finaliser le port de Grand'Rivière suivant un multiple usage
-  Garantir et sécuriser la circulation sur la RD10
-  Autres voies de communication ceinturant le bourg
-  Chemin de grande randonnée à préserver
-  Aménagement de sentiers à réaliser diversifiant l'offre en randonnée
-  Point de vue panoramique à mettre en valeur
-  Point information départ de randonnée à aménager
-  Espace de baignade à valoriser












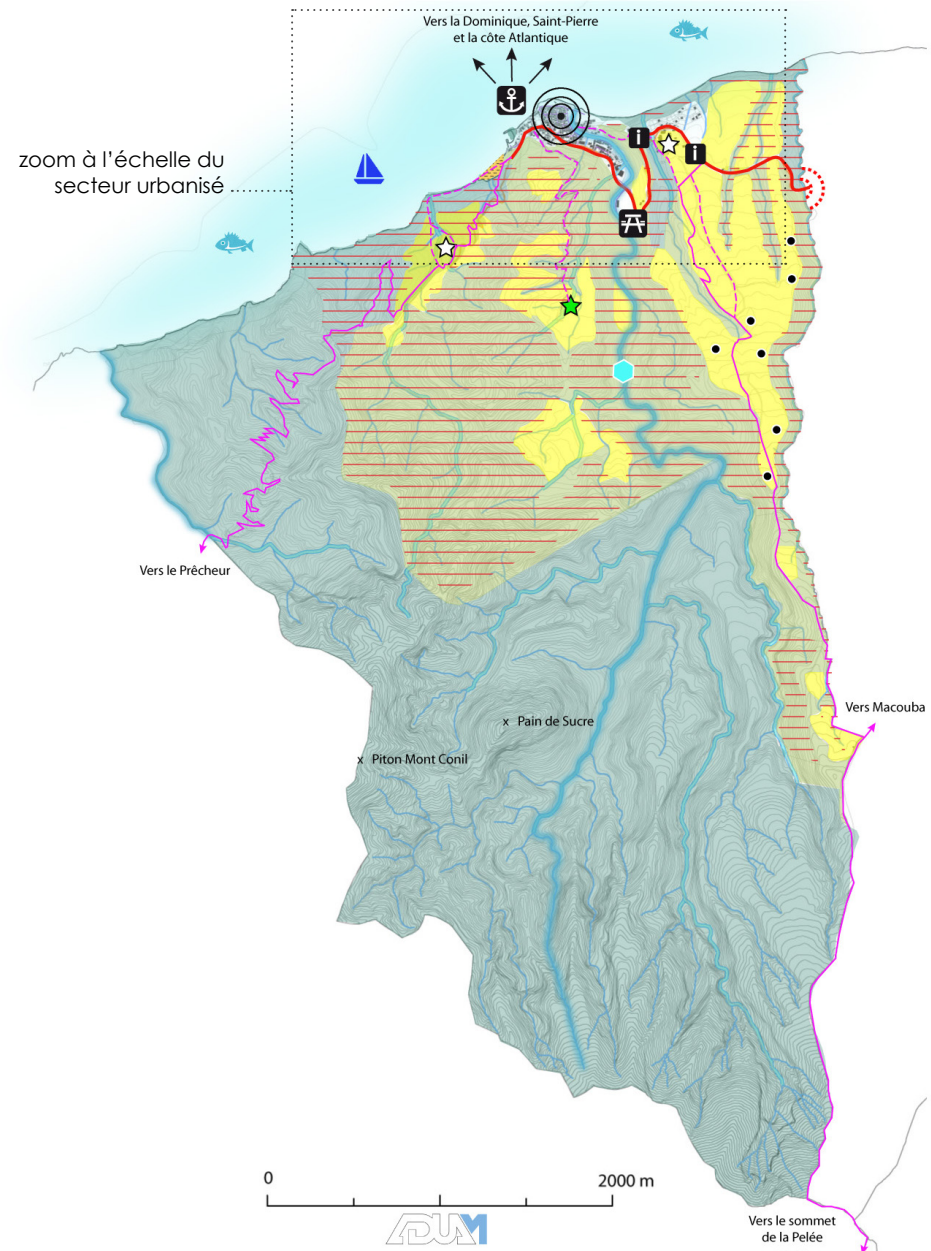
CARTES DE SYNTHESE

LE P.A.D.D. SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE


Légende synthèse du P.A.D.D.

Des ressources naturelles à préserver :


-  Espace remarquable de la biodiversité à conserver comprenant les réserves biologiques intégrales
-  Espace forestier à valoriser comme une ressource locale pouvant en partie être exploité
-  Espaces agricoles à préserver ou à retrouver
-  Secteurs soumis à des risques naturels à gérer
-  Espace de baignade aménagé à conserver
-  Veiller à la qualité des masses d'eaux côtières et de transition
-  Veiller à la qualité des cours d'eau
-  Corridors aquatiques à protéger au titre du SRCE
-  Prise d'eau en rivière à prendre en compte
-  Parc éolien de stockage à prendre en compte




Une économie locale à mobiliser axée sur l'éco-développement :


 Garantir les conditions de circulation et de sécurité sur la RD10, identifiée comme parcours touristique à forte fréquentation

 Porte d'entrée du territoire pittoresque à conserver

 Polarité commerciale et de service à conforter

 Développer et finaliser le port permettant l'accueil de croisiéristes

 Renforcer l'offre touristique marine pour la découverte de la côte


 Valoriser et diversifier les pratiques autour de la pêche

 Chemin de Grande Randonnée à préserver

 Aménagement de sentiers à réaliser diversifiant l'offre en randonnée

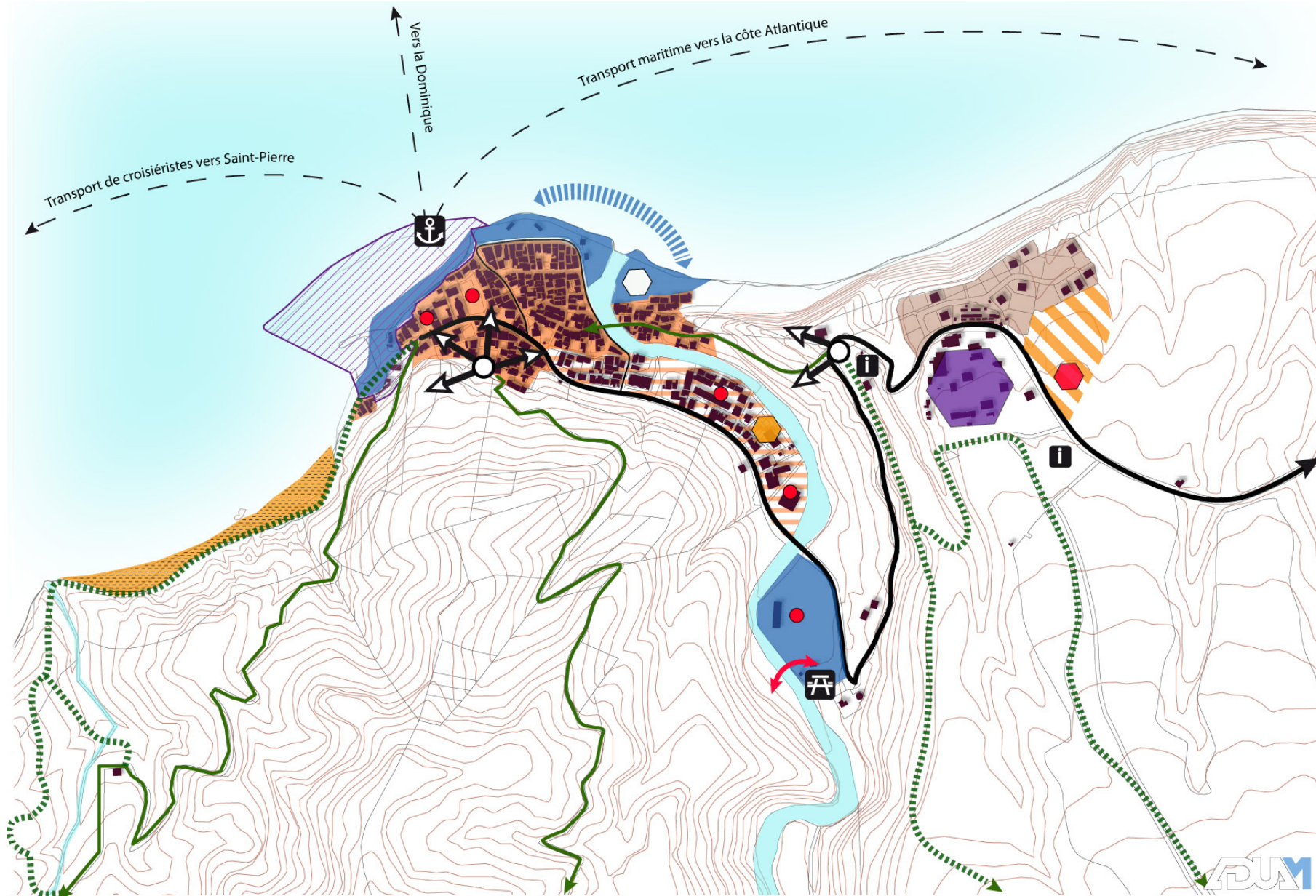
 Aire d'accueil des randonneurs à maintenir et à valoriser

 Point information départ de randonnées à aménager

 Eléments patrimoniaux à valoriser par des aménagements de qualité























 Permettre la réalisation d'une ferme agrotouristique sur l'habitation Malakoff

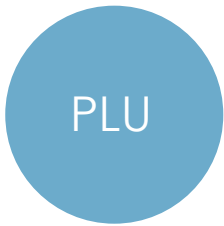
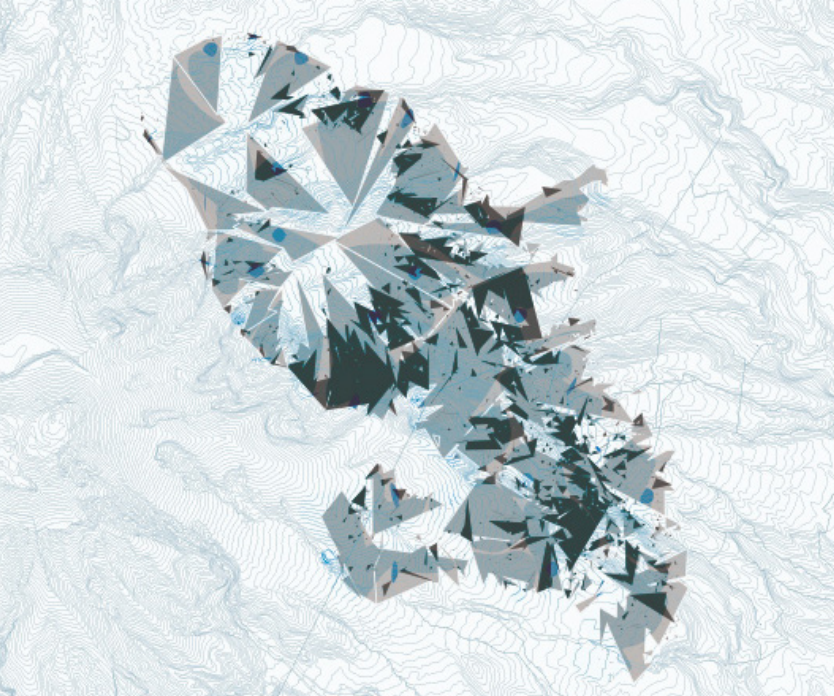
LE P.A.D.D. A L'ECHELLE DU SECTEUR URBANISE



Légende synthèse du P.A.D.D.

Un cadre de vie agréable à développer et à diversifier :

-  Enveloppe du centre-bourg à conforter en tenant compte de sa densité élevée
-  Espace périphérique du bourg à vocation mixte (équipements - habitat - activités)
-  Nouveau quartier résidentiel pavillonnaire à développer
-  Espace à urbaniser à vocation d'habitat
-  Equipements publics existants à valoriser
-  Site pouvant recevoir une maison de retraite
-  Site dédié à la réalisation de logements sociaux
-  Site dédié à l'aménagement d'un terrain de sports
-  Aire de repos, espace de baignade et aménagement touristiques à valoriser
-  Espace public à vocation ludique à restructurer et à dynamiser
-  Aménagement d'un pont de singe permettant l'accès à l'autre rive
-  Favoriser la liaison entre le bourg et l'anse Bagasse par des aménagements de qualité de l'espace public
-  Développer l'espace maritime comme richesse économique autour des produits de la mer et de la découverte des anses
-  Exploitation agricole historique tournée vers la grande culture à conforter
-  Développer et finaliser le port de Grand'Rivière suivant un multiple usage
-  Garantir et sécuriser la circulation sur la RD10
-  Autres voies de communication ceinturant le bourg
-  Chemin de grande randonnée à préserver
-  Aménagement de sentiers à réaliser diversifiant l'offre en randonnée
-  Point de vue panoramique à mettre en valeur
-  Point information départ de randonnée à aménager
-  Espace de baignade à valoriser



P
lan

L
ocal

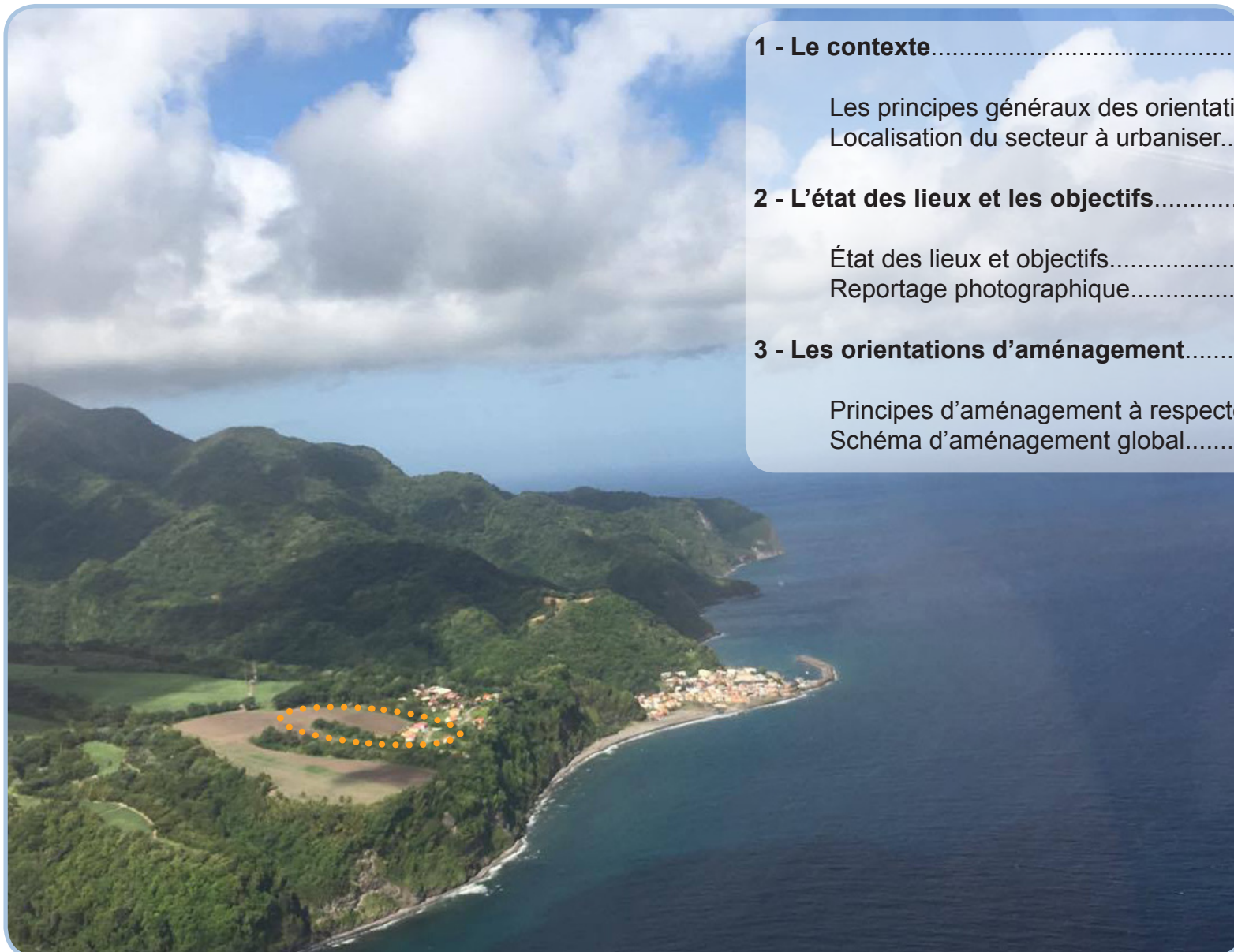
U
rbanisme

Grand' Rivière

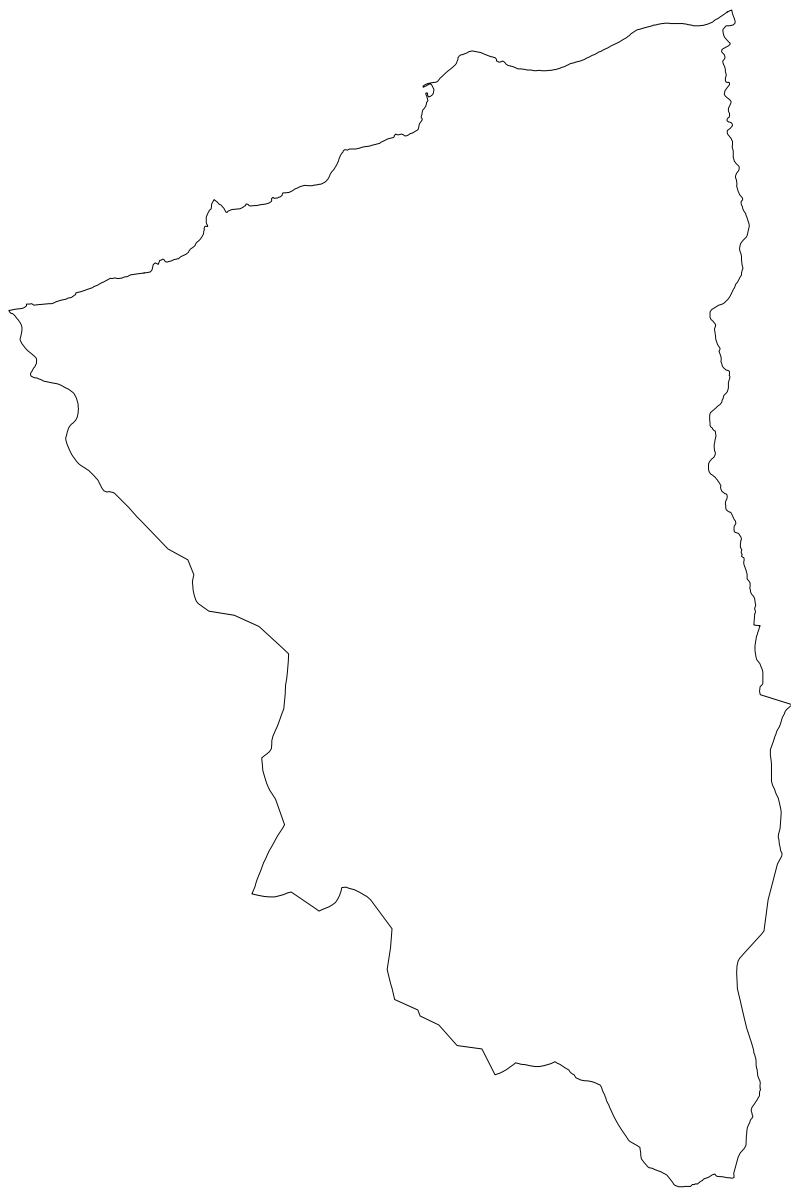


Prescrit le 30 mars 2016
Arrêté le 01 juin 2018
Enquête publique du.....
Approuvé le

Sommaire



1 - Le contexte	2
Les principes généraux des orientations d'aménagement.....	3
Localisation du secteur à urbaniser.....	4
2 - L'état des lieux et les objectifs	5
État des lieux et objectifs.....	6
Reportage photographique.....	8
3 - Les orientations d'aménagement	10
Principes d'aménagement à respecter.....	11
Schéma d'aménagement global.....	13



1

Le contexte

Conformément aux articles L.151-6 et L.151-7 du Code de l'Urbanisme et dans le respect des orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, le Plan Local d'Urbanisme comprend des Orientations d'Aménagement et de Programmation définissant des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

Elles peuvent prendre la forme de schémas d'aménagement et préciser les principales caractéristiques des voies et des espaces publics.

En application de l'article L.152-1 du Code de l'Urbanisme, l'exécution de tous travaux, constructions, plantations, affouillements ou exhaussements des sols et ouverture d'installations classées appartenant aux catégories déterminées par le plan sont conforme au règlement et à ses documents graphiques.

Ces travaux ou opérations sont, en outre, compatibles, lorsqu'elles existent, avec les Orientations d'Aménagement et de Programmation.

À travers le présent document, la commune affiche la volonté de maîtriser la composition urbaine, paysagère et sociale d'un futur quartier (zone AU) dans une perspective de développement durable, en imposant des principes d'organisation aux aménageurs publics ou privés.

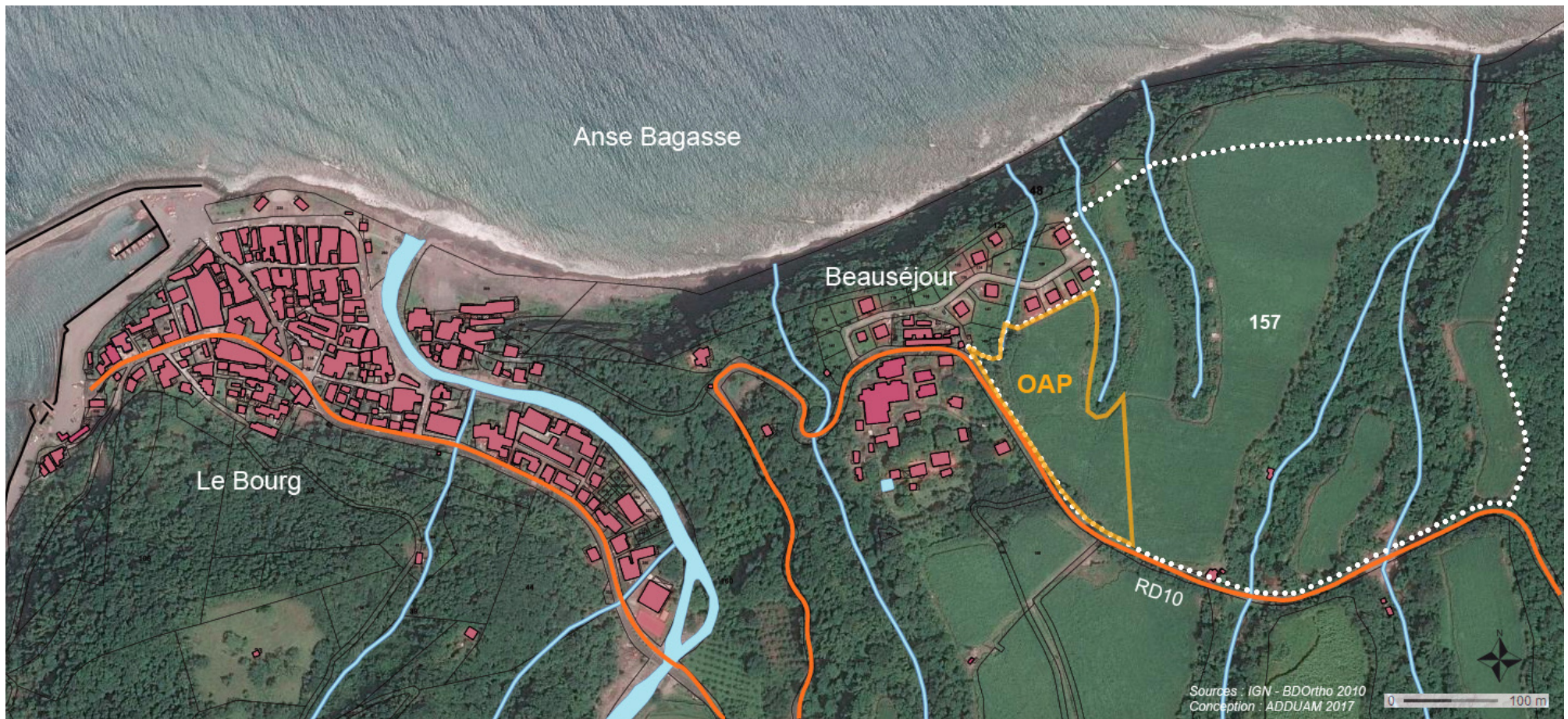
Pour la commune de Grand'Rivière, un secteur est concerné par la définition d'Orientations d'Aménagement et de Programmation. Il s'agit de l'extension du quartier Beauséjour. Ces Orientations d'Aménagement et de Programmation sont définies en cohérence avec les orientations générales du P.A.D.D et s'inscrivent en complémentarité avec le règlement.

Leur présentation ne précise pas d'échéance de réalisation, toutefois un phasage pourra être mis en place en fonction des initiatives publiques ou privées, de l'avancement de la maîtrise foncière et des études opérationnelles.

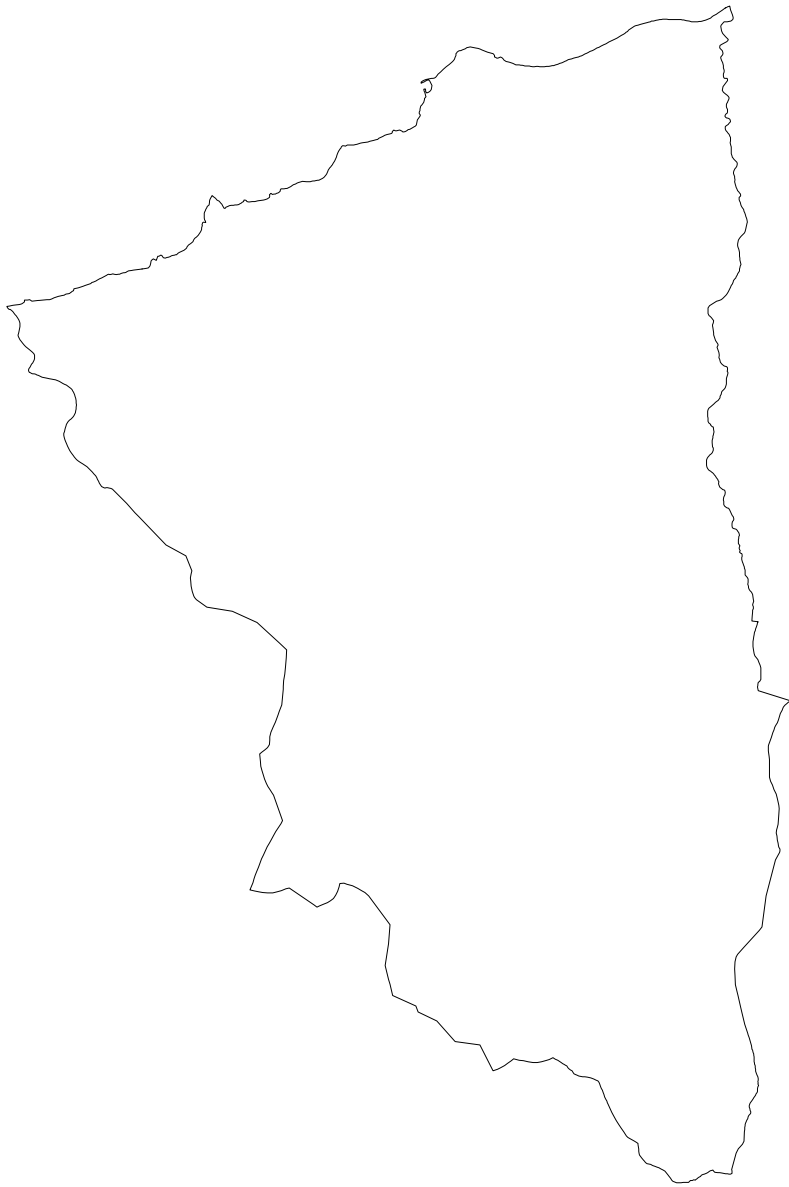
La démarche :

- Une analyse préalable de l'état initial du site et de ses abords a permis de dégager les enjeux du secteur à urbaniser (en terme de fonctionnement, de déplacement, d'environnement, de paysage...).
- Une lecture transversale des enjeux a permis de proposer des principes d'aménagement pertinents et adaptés au secteur considéré (morphologie urbaine, traitement des espaces publics, insertion paysagère...).
- Une présentation des Orientations d'Aménagement et de Programmation à travers un schéma de principe permettra d'envisager un projet, sans pour autant figer les aménagements.

Le secteur à urbaniser est situé à l'Est du bourg, sur un petit plateau surplombant l'Anse Bagasse à 120 mètres d'altitude. Il s'incrit le long de la RD10, au-dessus du quartier pavillonnaire de Beauséjour et en face l'exploitation agricole historique de l'Habitation Beauséjour. Il porte sur une partie d'une grande parcelle agricole (211 505 m²) cadastrée n°157 de la section B.

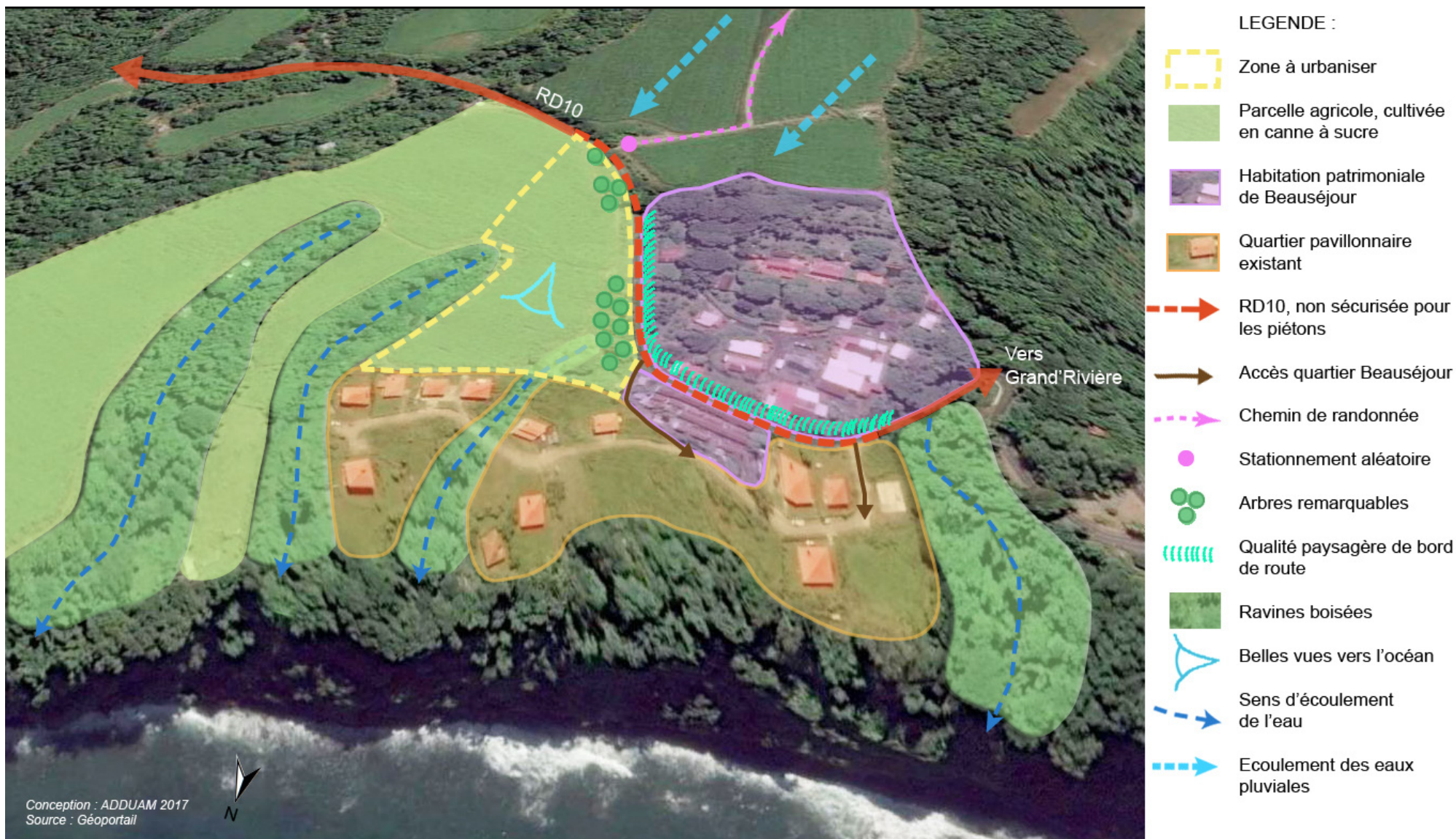


Le secteur à urbaniser est idéalement situé dans le prolongement du quartier existant de Beauséjour sur un plateau surplombant la côte.



2

État des lieux et objectifs



La cohérence des limites :

Le secteur vient se caler d'un côté sur la RD10 et de l'autre sur la ravine existante. Il débute au niveau du départ du sentier de randonnée. Il se termine dans la continuité du quartier pavillonnaire Beauséjour.

Caractéristiques du secteur à urbaniser

Points faibles / Contraintes

- terre agricole de bonne productivité,
- eaux pluviales importantes qui arrivent en amont,
- pas de réseau d'assainissement collectif,
- dans le périmètre des 500 mètres du site classé MNH de Beauséjour,
- «îlot fermé», pas de lien possible avec la voirie du quartier existant,
- dangerosité de la RD10 pour les piétons (pas de cheminement à l'heure actuelle).

Points forts/ Atouts

- situation en hauteur, au niveau du plateau,
- très larges vues vers l'océan,
- présence d'arbres remarquables,
- qualités paysagères du site (contexte de nature, qualité de vue),
- pente peu prononcée,
- aléa mouvements de terrain faible,
- proximité de la route RD10,
- proximité du chemin de randonnée.

Objectifs du secteur à urbaniser

La future extension du quartier de Beauséjour est vouée à recevoir de l'habitat à court ou moyen terme, ainsi qu'un équipement à destination des personnes âgées. La surface globale ouverte à l'urbanisation sera de 2 hectares avec une densité minimale attendue de 12 logements/hectare.

Il s'agira de cadrer l'urbanisation du site :

- en proposant une diversification et une mixité des types d'habitat,
- en programmant une résidence à destination des séniors,
- en protégeant le cadre paysager et environnemental,
- en créant une desserte du secteur et des liaisons par des modes doux,
- en mettant en scène un cadre de vie agréable,
- en offrant une entrée de territoire de qualité.



La position du terrain, en haut du plateau, est d'une grande opportunité. Elle offre une large ouverture visuelle vers l'océan.



Les ravines, qui entourent le site et le délimitent, offrent une forte présence végétale.



Des arbres remarquables, mahoganys et cocotiers, le long de la RD10 forment de véritables repères.



L'habitation historique de Beauséjour.



Les bords de route de la RD10 présentent une grande qualité paysagère (belle composition végétale).





Le secteur à urbaniser est occupé par une parcelle cultivée en canne à sucre.



Ouvrage d'art et ravine qui collectent une grande partie de l'eau pluviale. Ravine utilisée par les riverains (jardins potagers et petits escaliers de bois).



La RD10 n'est pas sécurisée pour les piétons.



Petite route dégradée : un des accès au quartier de Beauséjour depuis la RD10.

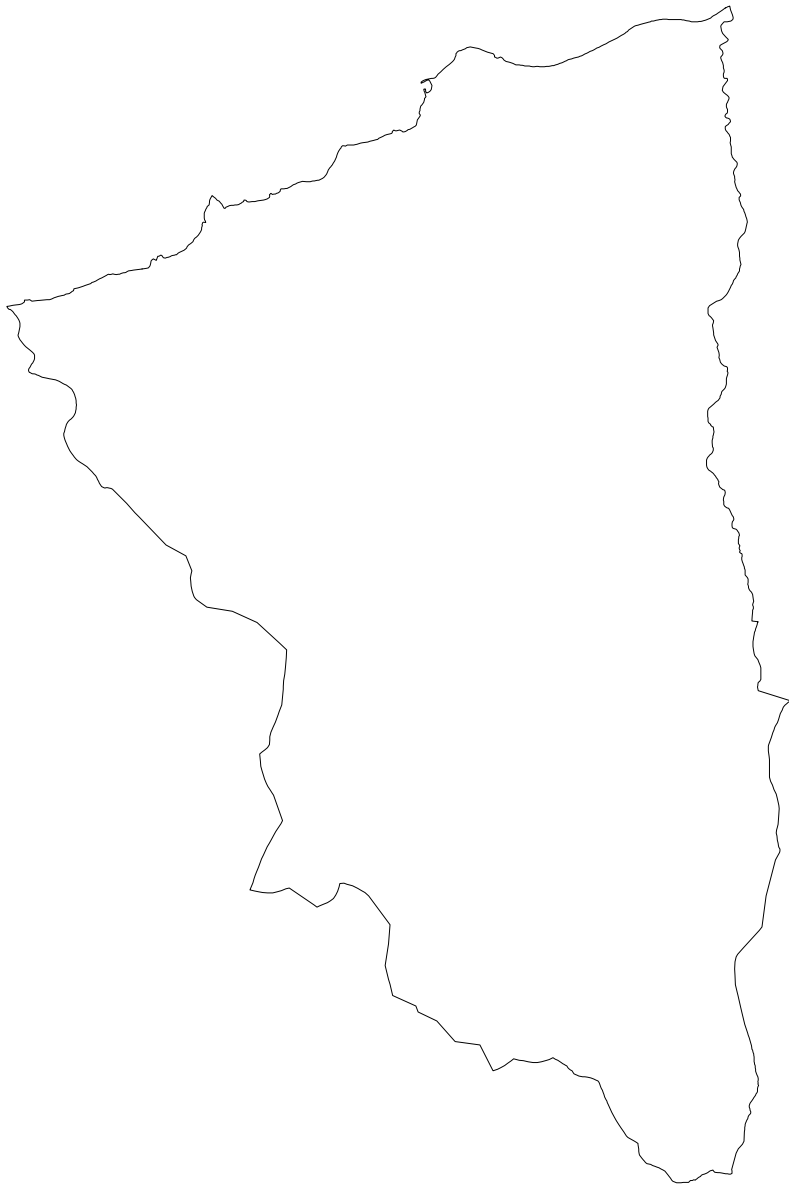


Frange du quartier de Beauséjour. Fonds de parcelles peu profondes avec clôtures transparentes.



Le départ du sentier de randonnée est situé en face l'entrée du site. Stationnement aléatoire.





3

Les orientations d'aménagement

La conception d'un quartier durable s'appuie sur un certain nombre de principes simples dans une recherche d'insertion urbaine, paysagère et environnementale. En proposant un aménagement paysager de qualité, on pourra créer une unification du quartier, lui donner un caractère paisible.

Principes d'organisation urbaine

Offrir de la mixité sociale

L'aménagement sera conçu dans une recherche de mixité sociale intergénérationnelle. L'objectif est d'assurer une réelle diversification de l'offre. De plus, la densification doit permettre de ne pas dénaturer la morphologie du quartier existant.

- 4 parcelles en accession maîtrisée (d'environ 400m²) sous la forme d'une urbanisation groupée ;
- 16 parcelles en urbanisation libre (d'environ 700m²) ;
- 1 parcelle accueillant la résidence seniors (pour 15 ménages) sous forme de bungalows avec jardins de 100m².

Veiller à une implantation judicieuse de l'habitat

Les constructions s'inséreront de façon respectueuse. Il s'agira de prendre en compte les caractéristiques paysagères et environnementales spécifiques du site.

- la topographie du site est en pente douce, les terrassements importants ne sont pas conseillés ;
- l'implantation du bâti préservera les vues sur le grand paysage ;
- une implantation des constructions favorable à l'aération et l'ensoleillement naturel sera à privilégier ;
- l'orientation des façades sera réalisée selon les alizés.

Valoriser le cadre de vie

Des lieux de rencontre et d'échange garantiront un cadre de vie agréable et fonctionnel de telle sorte à favoriser l'accueil et le lien social.

- création d'un carbet ;
- création de jardins créoles partagés (les pétitionnaires vérifieront les compatibilités du sol - taux de pollution au chlordécone - avec les productions locales ;

- création d'un parking paysager mutualisé d'une vingtaine de places à l'entrée du quartier.

Principes de hiérarchisation du réseau viaire

Créer une entrée de qualité et sécurisée

L'entrée principale se fera depuis la route départementale RD10, juste après le départ du sentier de randonnée. La mise en scène de l'entrée est assurée par la présence des mahoganys grandes feuilles.

- sécurisation du carrefour ;
- système de ralentissement à prévoir et de protection des piétons ;
- protection et valorisation des grands arbres.

Concevoir une voie de desserte comme une rue verdoyante

Pour créer un caractère de rue verdoyante, la voirie comprendra une noue plantée centrale, colonne vertébrale du quartier.

- la voirie en impasse présentera deux voies avec une aire de retournement ;
- le tracé de la nouvelle voie n'est pas imposé, mais illustré de façon courbe pour éviter le caractère rectiligne ;
- l'emprise de la voirie privilégiera le partage de l'espace pour offrir un cheminement de qualité au piéton (zone 20km/heure) ;
- la noue paysagère centrale sera plantée d'essences locales.

Connecter le quartier par des liaisons douces

Un principe de liaison douce est à mettre en place, pour les piétons, ainsi que pour les personnes à mobilité réduite.

- aménagement d'une liaison parallèlement à la RD10. Ce cheminement reliera le nouveau quartier au quartier existant de Beauséjour ;
- sécurisation de la traversée de la RD10 pour rejoindre le sentier de randonnée et le circuit des énergies renouvelables situés en face.

Principes d'aménagement paysager

Aménager une trame paysagère, préverdissement du quartier

Aménager le quartier selon un principe de préverdissement permettra de donner un cadre esthétique. De plus, cela offrira une ambiance verdoyante pour accueillir au fur et à mesure les habitations.

- une rue principale plantée ;
- des noues paysagères, collectrices des eaux pluviales ;
- des haies composées basses séparant les parcelles ;
- des lisières végétales délimitant le quartier.

Offrir un vis à vis de qualité avec l'habitation Beauséjour

Côté RD10, il s'agira de développer une façade urbaine qualitative pour respecter l'habitation patrimoniale de Beauséjour. De plus, cela permettra de valoriser l'entrée du territoire de Grand'Rivière.

- des arbustes d'ornement et à fleurs seront plantés tout le long de la route créant une ambiance gaie et colorée ;
- l'îlot de cocotiers est préservé et fait écho à l'entrée du domaine ;
- le parking paysager (arbres et arbustes) minimisera l'impact visuel des voitures et offrira de l'ombre.

Prévoir des franges végétales pour délimiter le quartier

Le soin apporté aux limites du quartier est très important, cela fait partie d'une insertion réussie. Ainsi, la plantation de franges vertes sera réalisée à l'Est et au Nord.

- à l'Est, une haie végétale, arbustive et arborée, assurera une transition douce et naturelle entre espace bâti et espace agricole ;
- au Nord, une haie végétale arbustive composée offrira une limite et préservera l'intimité des habitations du quartier pavillonnaire existant.

Principes de prise en compte de l'environnement

Préserver et valoriser le patrimoine végétal existant

Les éléments de végétation contribuant à l'identité des lieux seront préservés et valorisés. Il s'agit en particulier :

- des ravines boisées de part et d'autre du quartier, véritables continuités vertes participant à la Trame Verte et Bleue ;
- de grands mahoganys situés en bordure de la RD10 ;
- d'un ensemble de cocotiers à proximité de l'îlot bâti de la rue Case-Nègres.

Favoriser le maintien de la biodiversité

Les ravines arborées, les flots boisés et le parc de l'habitation Beauséjour seront reliés par des trames de haies qui participeront à la biodiversité. Elles seront favorables au déplacement de la petite faune locale.

- les haies sont composées de plusieurs essences végétales ;
- en limite séparative, elles ne dépasseront pas 1,5 m de hauteur pour ne pas couper les vues ; côté rue, elles pourront atteindre 1,80 m de hauteur avec clôtures ajourées.

Gérer les eaux pluviales

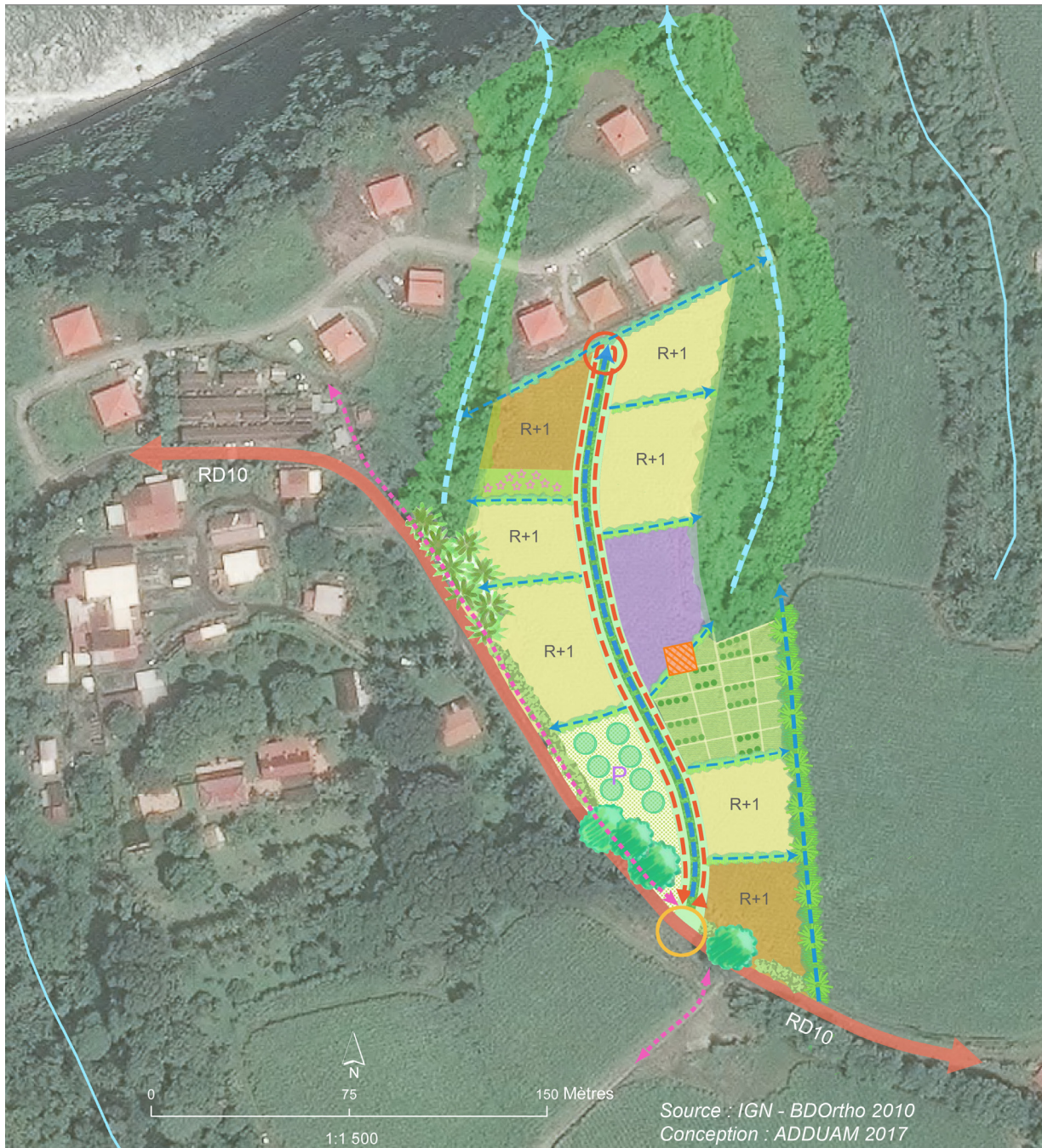
La récupération des eaux pluviales se fera à la parcelle par les habitants (citernes) et par la création de noues paysagères. Elles collecteront et réguleront les eaux en ralentissant leur écoulement vers les ravines principales.

- selon une orientation Sud-Nord pour les noues paysagères principales ;
- vers l'Est et l'Ouest par un maillage de noues paysagères secondaires.




Limiter l'imperméabilisation des sols

L'imperméabilité des sols sera limitée et l'infiltration de l'eau de pluie sera favorisée.




- par le choix d'un revêtement perméable pour le parking ;
- par des surfaces en jardin les plus grandes possibles ;







Patrimoine végétal à préserver et à valoriser :

-  Ravines boisées, continuités vertes (Trame Verte)
-  Arbres remarquables, «repères» d'entrée du quartier
-  Îlot de cocotiers, interface de qualité avec la RD10





Principales affectations à programmer :

-  Accueil d'une résidence seniors
-  R+1 Secteur de logements individuels (assainissement individuel)
-  R+1 Secteur de logements évolutifs sociaux (assainissement individuel)






Principes de liaisons à créer :

-  Voirie de desserte, emplacement indicatif
-  Aire de retournement
-  Entrée du quartier et traversée sécurisée de la RD10
-  Liaisons piétonnes avec l'extérieur, emplacement indicatif




Cadre de vie à valoriser :

-  Parking paysager mutualisé
-  Carbet, lieu de rencontre et d'échange
-  Jardins créoles partagés
-  Espace vert avec jeux d'enfants

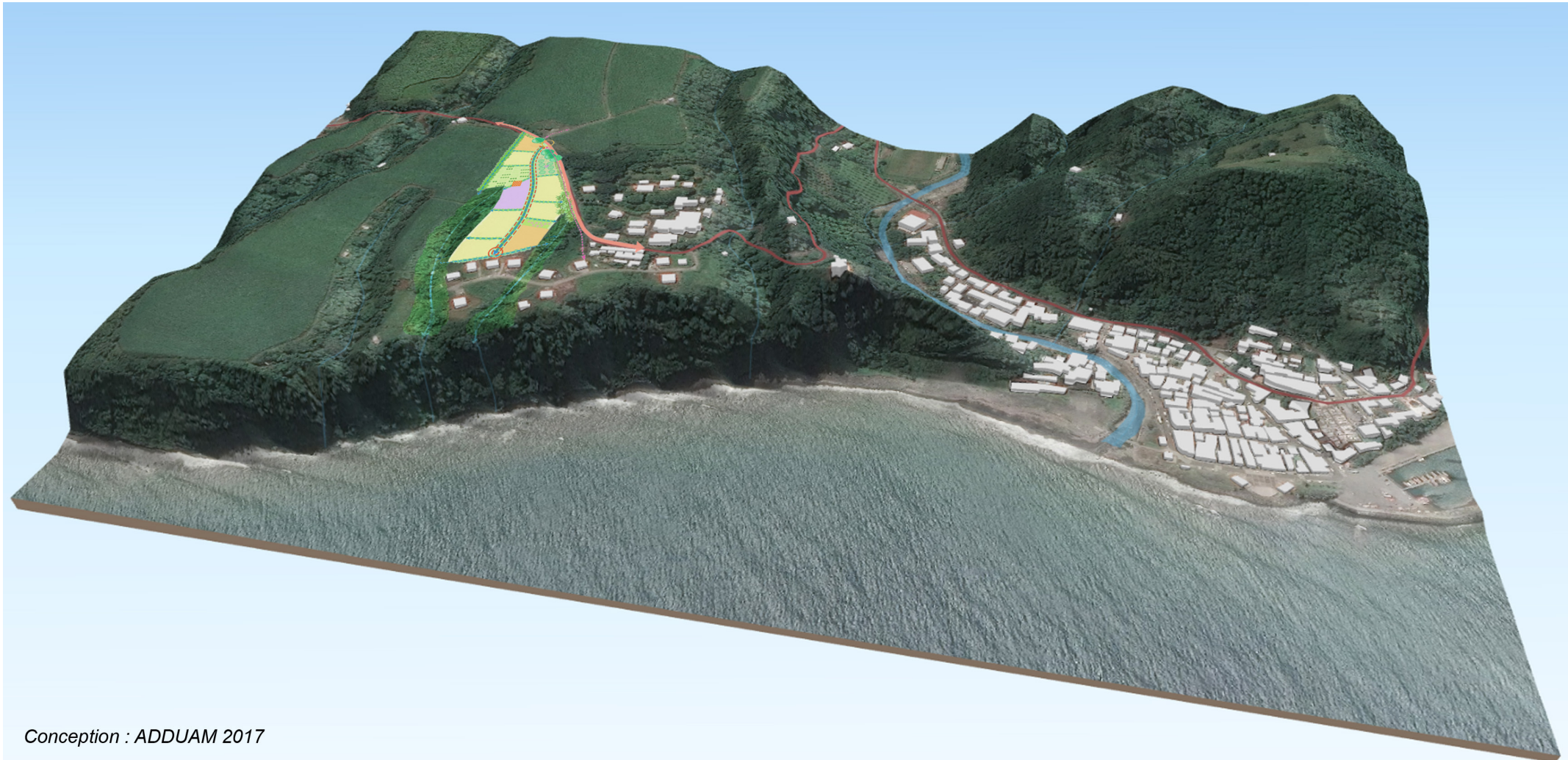
Trame paysagère structurante à aménager :

-  Noue paysagère, colonne vertébrale du quartier
-  Maillage de haies basses, continuités vertes
-  Talus planté ornemental, interface de qualité avec la RD10
-  Frange végétale haute, séparation avec le quartier existant
-  Lisière paysagère, transition avec l'espace agricole

Gestion des eaux pluviales

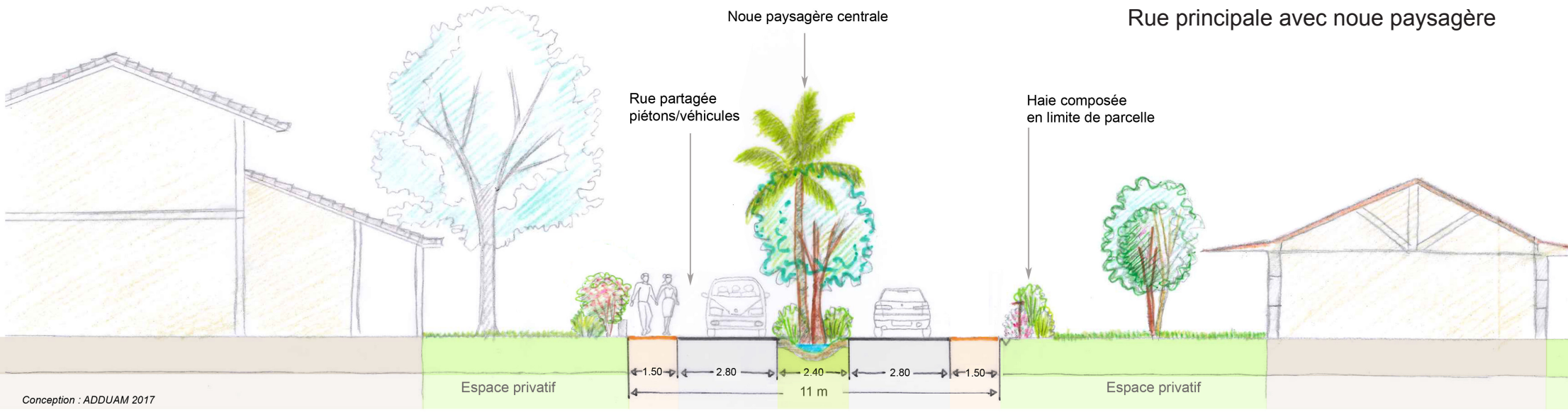
-  Noues paysagères principales
-  Noues paysagères secondaires
-  Lits de ravine

L'insertion du quartier de Beauséjour dans le paysage de Grand'Rivière

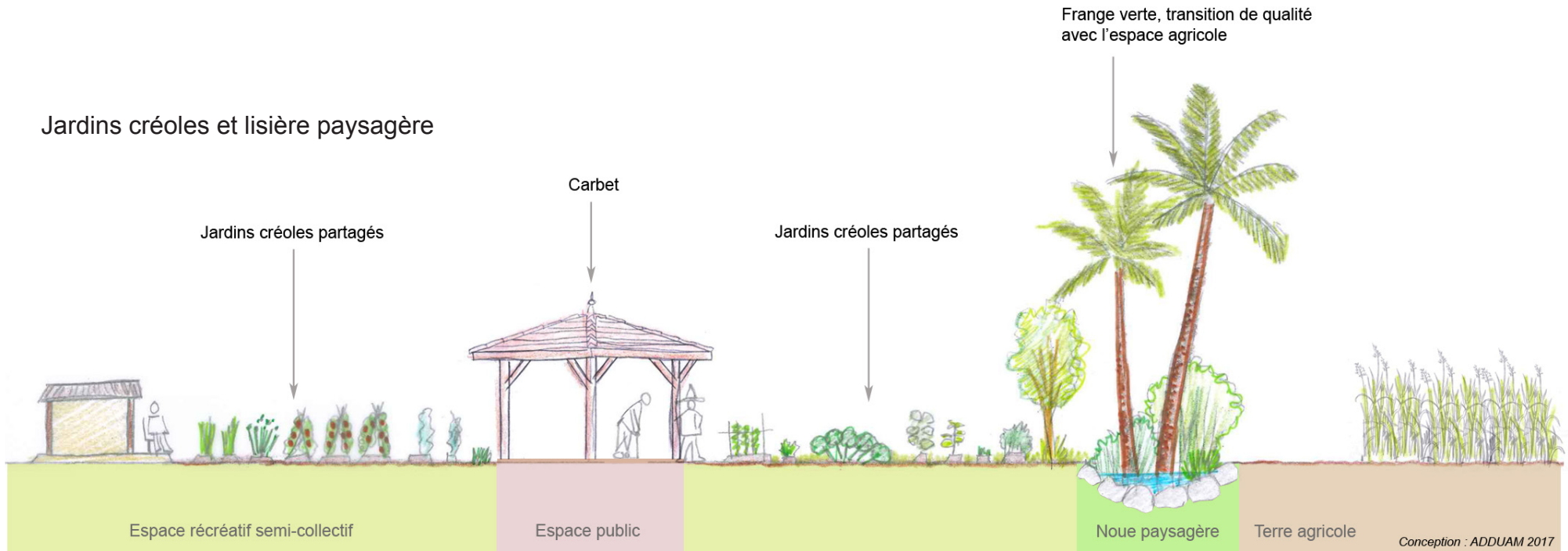


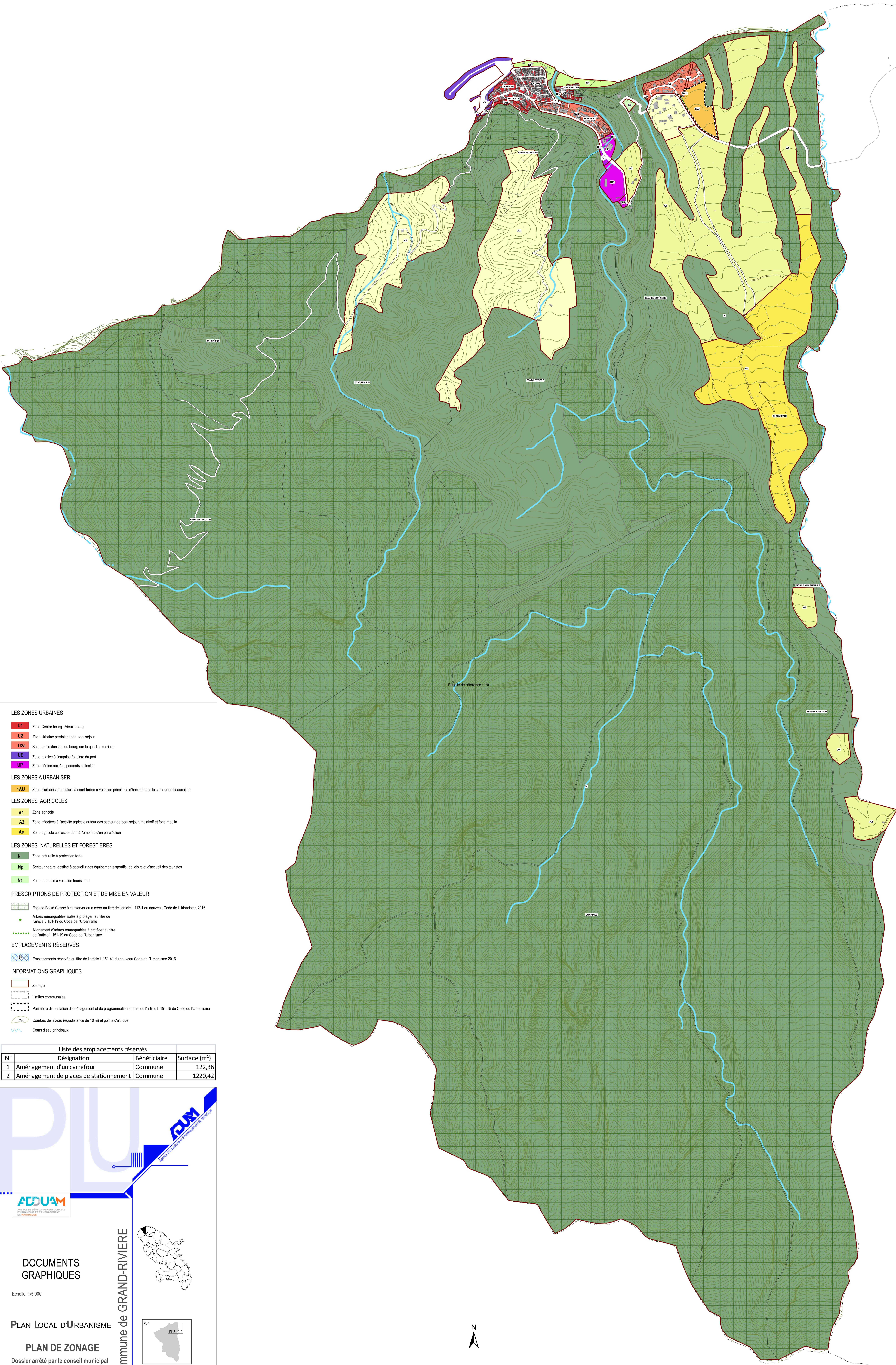
Conception : ADDUAM 2017

Rue principale avec noue paysagère



Jardins créoles et lisière paysagère





- LES ZONES URBAINES**
- U1 Zone Centre bourg –Vieux bourg
 - U2 Zone Urbaine périurbain et de beauséjour
 - U2a Secteur d'extension du bourg sur le quartier périurbain
 - UE Zone relative à l'emprise foncière du port
 - UP Zone dédiée aux équipements collectifs
- LES ZONES A URBANISER**
- 1AU Zone d'urbanisation future à court terme à vocation principale d'habitat dans le secteur de beauséjour
- LES ZONES AGRICOLES**
- A1 Zone agricole
 - A2 Zone affectées à l'activité agricole autour des secteurs de beauséjour, malakoff et fond moulin
 - Ae Zone agricole correspondant à l'emprise d'un parc éolien
- LES ZONES NATURELLES ET FORESTIERES**
- N Zone naturelle à protection forte
 - Np Secteur naturel destiné à accueillir des équipements sportifs, de loisirs et d'accueil des touristes
 - Nt Zone naturelle à vocation touristique
- PRESCRIPTIONS DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR**
- Espace Boisé Classé à conserver ou à créer au titre de l'article L.113-1 du nouveau Code de l'Urbanisme 2016
 - ★ Arbres remarquables isolés à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme
 - Alignement d'arbres remarquables à protéger au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme
- EMPLACEMENTS RÉSERVÉS**
- Emplacements réservés au titre de l'article L.151-41 du nouveau Code de l'Urbanisme 2016
- INFORMATIONS GRAPHIQUES**
- Zonage
 - Limites communales
 - Périmètre d'orientation d'aménagement et de programmation au titre de l'article L.151-15 du Code de l'Urbanisme
 - ~ 295 Courbes de niveau (équidistance de 10 m) et points d'altitude
 - ~ Cours d'eau principaux

Liste des emplacements réservés			
N°	Désignation	Bénéficiaire	Surface (m²)
1	Aménagement d'un carrefour	Commune	122,36
2	Aménagement de places de stationnement	Commune	1220,42

PLU

Agglo 37 commune de l'intercommunalité de la Rivière

AGENCE D'AMÉNAGEMENT URBAIN
DES DÉPARTEMENTS D'INDRE ET LOIRE
DU LOIRET ET D'AMBIÈRE

DOCUMENTS GRAPHIQUES

Echelle: 1/5 000

PLAN LOCAL D'URBANISME

PLAN DE ZONAGE

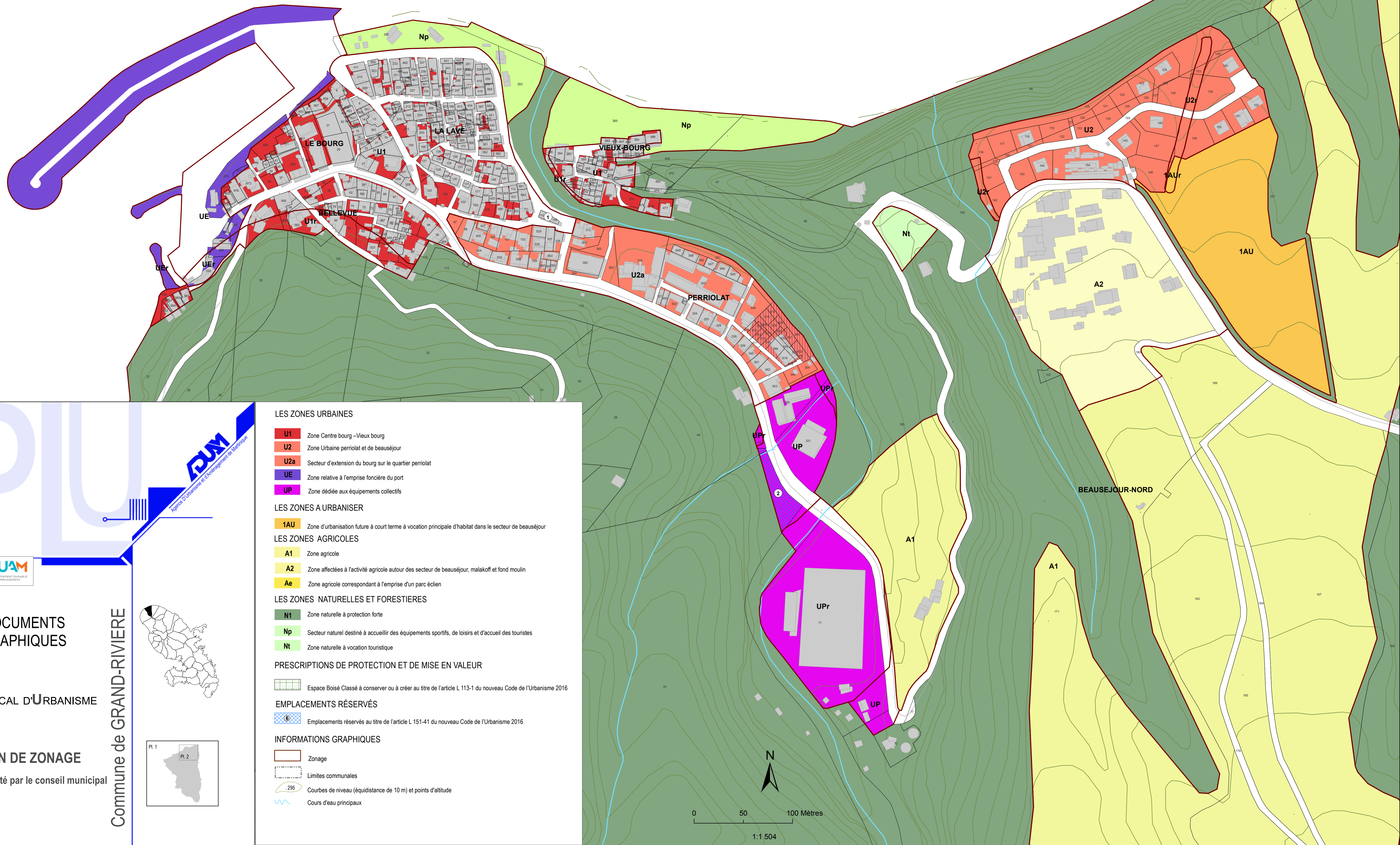
Dossier arrêté par le conseil municipal

Date: JUIN 2018

Commune de GRAND-RIVIERE

0 250 500 Mètres

1:5 000



LES ZONES URBAINES

- U1** Zone Centre bourg –Vieux bourg
- U2** Zone Urbaine perriolat et de beauséjour
- U2a** Secteur d'extension du bourg sur le quartier perriolat
- UE** Zone relative à l'emprise foncière du port
- UP** Zone dédiée aux équipements collectifs

LES ZONES A URBANISER

- 1AU** Zone d'urbanisation future à court terme à vocation principale d'habitat dans le secteur de beauséjour

LES ZONES AGRICOLES

- A1** Zone agricole
- A2** Zone affectées à l'activité agricole autour des secteur de beauséjour, malakoff et fond moulin
- Ae** Zone agricole correspondant à l'emprise d'un parc éolien

LES ZONES NATURELLES ET FORESTIERES

- N1** Zone naturelle à protection forte
- Np** Secteur naturel destiné à accueillir des équipements sportifs, de loisirs et d'accueil des touristes
- Nt** Zone naturelle à vocation touristique

PRESCRIPTIONS DE PROTECTION ET DE MISE EN VALEUR

- Espace Boisé Classé à conserver ou à créer au titre de l'article L 113-1 du nouveau Code de l'Urbanisme 2016
- Emplacements réservés au titre de l'article L 151-41 du nouveau Code de l'Urbanisme 2016

EMPLACEMENTS RÉSERVÉS

- Emplacements réservés au titre de l'article L 151-41 du nouveau Code de l'Urbanisme 2016

INFORMATIONS GRAPHIQUES

- Zonage
- Limites communales
- Courbes de niveau (équidistance de 10 m) et points d'altitude
- Cours d'eau principaux

PLU
Agenda D'Urbanisme et d'Aménagement de Marignac

ADUAM
AGENCE DE DEVELOPPEMENT DURABLE
D'URBANISME ET D'AMENAGEMENT
DE MARIGNAC

DOCUMENTS GRAPHIQUES

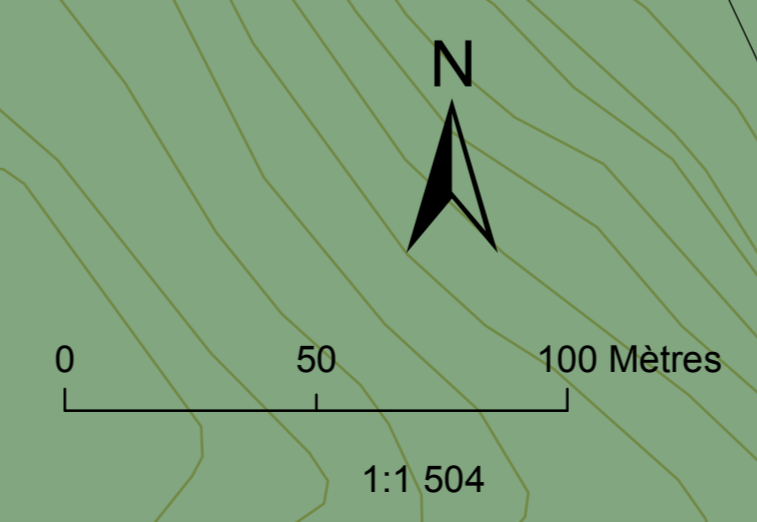
Echelle: 1/1500

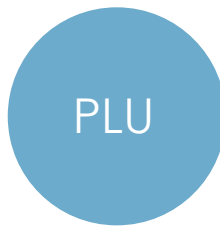
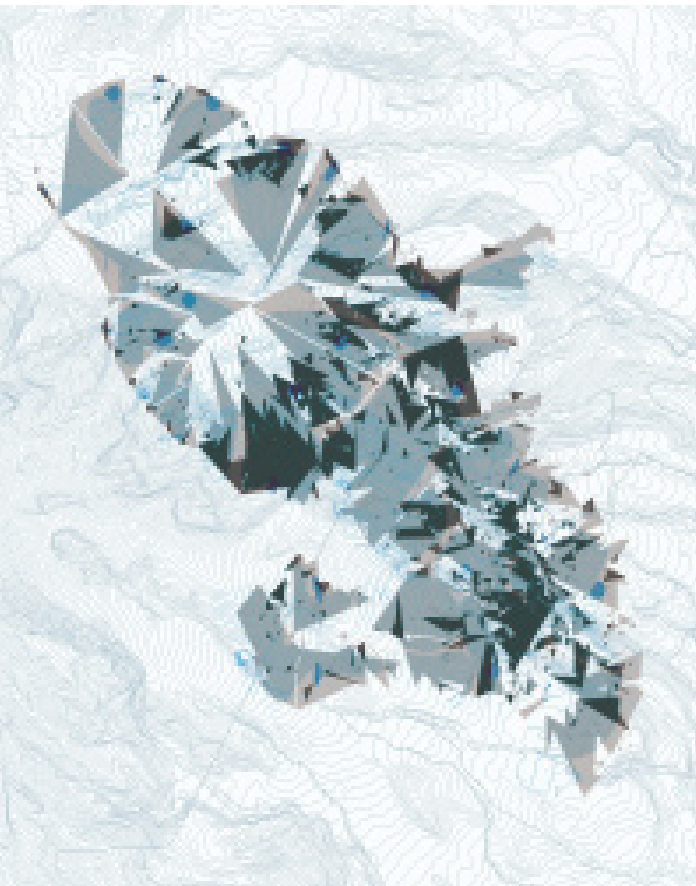
PLAN LOCAL D'URBANISME

PLAN DE ZONAGE
Dossier arrêté par le conseil municipal

Date: JUIN 2018

Commune de GRAND-RIVIERE





P
lan

L
ocal

U
rbanisme

Grand' RIVIERE



REGLEMENT

Prescrit le 30 mars 2016
Arrêté le 01 juin 2018
Enquête publique du.....
Approuvé le

SOMMAIRE

INTRODUCTION	2
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES.....	8
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U1.....	9
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U2.....	19
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UE.....	29
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UP.....	35
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES D'URBANISATION FUTURES.....	41
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1AU.....	42
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES	51
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A1	52
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A2	58
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AE	65
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES	70
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N	71
GLOSSAIRE et DEFINITIONS.....	76

NB : le Règlement répond aux exigences du Code de l'Urbanisme existant après la modification du Code de l'Urbanisme de janvier 2016, suite à l'entrée en vigueur des ordonnances et décrets d'application de la loi ALUR.

Les termes suivis d'un astérisque (*) font l'objet d'une définition en fin de règlement

INTRODUCTION

Le présent Plan Local d'Urbanisme s'applique à l'ensemble du territoire communal de Grand'Rivière.

Le territoire couvert par le Plan Local d'Urbanisme est divisé en zones urbaines (U), en zones à urbaniser (AU), en zones agricoles (A) et en zones naturelles (N) repérées au document graphique.

Composantes particulières des documents graphiques :

- En application de l'article L.151-41 du Code de l'Urbanisme, des emplacements sont réservés pour servir d'emprise « aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces verts ». Ils sont délimités sur le plan de zonage du présent Plan Local d'Urbanisme. La destination des emplacements réservés ainsi que les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires sont également précisés sur le document graphique.

Les constructions sont interdites sur les terrains, bâtis ou non, compris dans les dits emplacements réservés, sauf exception prévue au Code de l'Urbanisme pour les constructions à titre précaire.

- Des éléments bâtis et de paysage à protéger sont repérés sur le document graphique en application de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme et leur liste figure en annexe du règlement.

ADAPTATIONS MINEURES

En application de l'article L.152-3 du Code de l'Urbanisme, les règles et servitudes définies par un Plan Local d'Urbanisme ne peuvent faire l'objet d'aucune dérogation, à l'exception des adaptations mineures rendues nécessaires par la nature du sol, la configuration des parcelles ou le caractère des constructions avoisinantes.

AIRES DE STATIONNEMENT

En application de l'article L.151-33, lorsque le bénéficiaire du permis ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable ne peut pas satisfaire aux obligations, il peut être tenu quitte de ces obligations en justifiant, pour les places qu'il ne peut réaliser lui-même, soit de l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation et situé à proximité de l'opération dans la limite de 300 mètres, soit de l'acquisition ou de la concession de places dans un parc privé de stationnement répondant aux mêmes conditions.

Lorsqu'une aire de stationnement a été prise en compte dans le cadre d'une concession à long terme ou d'un parc privé de stationnement, au titre des obligations prévues aux deux premiers alinéas du présent article, elle ne peut plus être prise en compte, en tout ou partie, à l'occasion d'une nouvelle autorisation.

En application de l'article L.151-34 du Code de l'Urbanisme, le règlement peut ne pas imposer la réalisation d'aires de stationnement lors de la construction :

- 1° De logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat ;
- 2° Des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées mentionnés au 6° du I de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

- 3° Des résidences universitaires mentionnées à l'article L.631-12 du Code de la Construction et de l'Habitation.

En application de l'article L.151-35 du Code de l'Urbanisme, il ne peut, nonobstant toute disposition du Plan Local d'Urbanisme, être exigé pour les constructions destinées à l'habitation mentionnées aux 1° à 3° de l'article L.151-34, la réalisation de plus d'une aire de stationnement par logement.

L'obligation de réaliser des aires de stationnement n'est pas applicable aux travaux de transformation ou d'amélioration de bâtiments affectés à des logements locatifs financés avec un prêt aidé par l'Etat, y compris dans le cas où ces travaux s'accompagnent de la création de surface de plancher, dans la limite d'un plafond fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour la mise en œuvre des plafonds mentionnés au premier et deuxième alinéas, la définition des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et des résidences universitaires mentionnés aux 2° et 3° de l'article L.151-34 est précisée par décret en Conseil d'Etat.

BATIMENTS DETRUIITS OU DEMOLIS

Au titre de l'article L.111-15 du Code de l'Urbanisme, la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, dès lors qu'il a été régulièrement édifié. La construction doit avoir été réalisée conformément à une autorisation du droit des sols préalablement obtenue (permis de construire, déclaration préalable...). Cette obligation ne s'impose pas pour les constructions anciennes édifiées avant la mise en place des autorisations du droit des sols, celles-ci sont réputées régulièrement édifiées.

Peut également être autorisée, sauf dispositions contraires des documents d'urbanisme et sous réserve des dispositions de l'article L.111-23, la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment.

PARTICIPATION DES CONSTRUCTEURS

Il est rappelé que les bénéficiaires de permis de construire seront soumis aux taxes et participations prévues par le Code de l'Urbanisme.

PORTEE DU REGLEMENT A L'EGARD DES AUTRES LEGISLATIONS RELATIVES A L'OCCUPATION DES SOLS

Le règlement du PLU définit les règles d'occupation du sol.

Le Règlement National d'Urbanisme est applicable aux constructions et aménagements faisant l'objet d'un permis de construire, d'un permis d'aménager ou d'une déclaration préalable ainsi qu'aux autres utilisations du sol régies. Toutefois les dispositions des articles R.111-3, R.111-5 à R.111-19 et R.111-28 à R.111-30 ne sont pas applicables dans les territoires dotés d'un Plan Local d'Urbanisme.

Par ailleurs, sont et demeurent applicables sur le territoire communal, les articles législatifs du Code de l'Urbanisme relatif :

- Aux périmètres de travaux publics ;
- Aux périmètres de déclaration d'utilité publique ;
- A la réalisation de réseaux ;

- Aux routes à grande circulation.

S'ajoutent de plus aux règles propres du PLU, les Servitudes d'Utilité Publique qui font l'objet d'un plan et d'une notice annexés au présent dossier de PLU ou encore les périmètres de Droit de Préemption Urbain (DPU) mentionnés au sein des annexes informatives du présent dossier de PLU.

Les prescriptions prises au titre des autres législations spécifiques concernant l'occupation ou l'utilisation des sols s'ajoutent aux règles propres aux PLU.

Au titre de la réglementation sur l'archéologie préventive, toute découverte fortuite de vestiges susceptibles de présenter un caractère archéologique doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au maire.

REGLES DE CONSTRUCTION

L'ensemble des constructions créées ou étendues en application du présent règlement, devra respecter les dispositions législatives et réglementaires issues de l'application du Code de la Construction et de l'Habitat et du Code Civil (notamment les articles 653 à 710 relatifs aux vues, droit de passage, servitude de cour commune, mitoyenneté, plantations).

ACCESSIBILITE DES PERSONNES HANDICAPEES

En application des dispositions de l'article L.152-3 du Code de l'Urbanisme, l'autorité compétente pour délivrer le permis de construire peut, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat, accorder des dérogations à une ou plusieurs règles du Plan Local d'Urbanisme pour autoriser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant.

LA STRUCTURE DU REGLEMENT

Suite à la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR),

Conformément, à l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre 1^{er} du Code de l'Urbanisme,

Suite au décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre 1^{er} du Code de l'Urbanisme, modernisation du PLU,

Le règlement de chaque zone s'organise de la manière suivante :

CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS (cf. tableau ci-après)

- Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.
- Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.
- Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

- Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.
- Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.
- Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.
- Paragraphe 4 : Stationnement.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX

- Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.
- Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

Les schémas et illustrations dans le présent règlement sont opposables.

Tableau récapitulatif des destinations et sous-destination.

DESTINATIONS	SOUS-DESTINATIONS	DEFINITION ¹
Exploitation agricole et forestière	■ Exploitation agricole	Constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Ex : logement du matériel, des animaux et des récoltes.
	■ Exploitation forestière	Constructions et entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière
Habitation	■ Logement	Constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». Ex : maisons individuelles et immeubles collectifs.
	■ Hébergement	Constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Ex : maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.
Commerce et de activités service	■ Artisanat et commerce de détail	Constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle, ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services.
	■ Restauration	Constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale. N'entre pas dans cette sous-catégorie la restauration collective.
	■ Commerce de gros	Constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle.
	■ Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	Constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services et accessoirement la présentation de biens. Ex : cabinets professions libérales, assurances, banques, location de véhicules, salles de sport privées, spa
	■ Hébergement hôtelier et touristique	Constructions destinées à l'hébergement temporaire de courte ou moyenne durée proposant un service commercial. Ex : résidences de tourisme, villages résidentiels de tourisme, maisons familiales de vacances, bâtiments nécessaires au fonctionnement des campings
	■ Cinéma	Construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques mentionnée à l'article L. 212-1 du code du cinéma et de l'image animée accueillant une clientèle commerciale.
Equipements d'intérêt collectif et services publics	■ Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	Constructions destinées à assurer une mission de service public. Ces constructions peuvent être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public. Ex : constructions de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.
	■ Locaux techniques et industriels des administrations publiques et	Constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Ex : constructions techniques nécessaires au

¹ Sources : arrêté du 10 novembre 2016 et fiche technique Min. Logement mise à jour en février 2017.

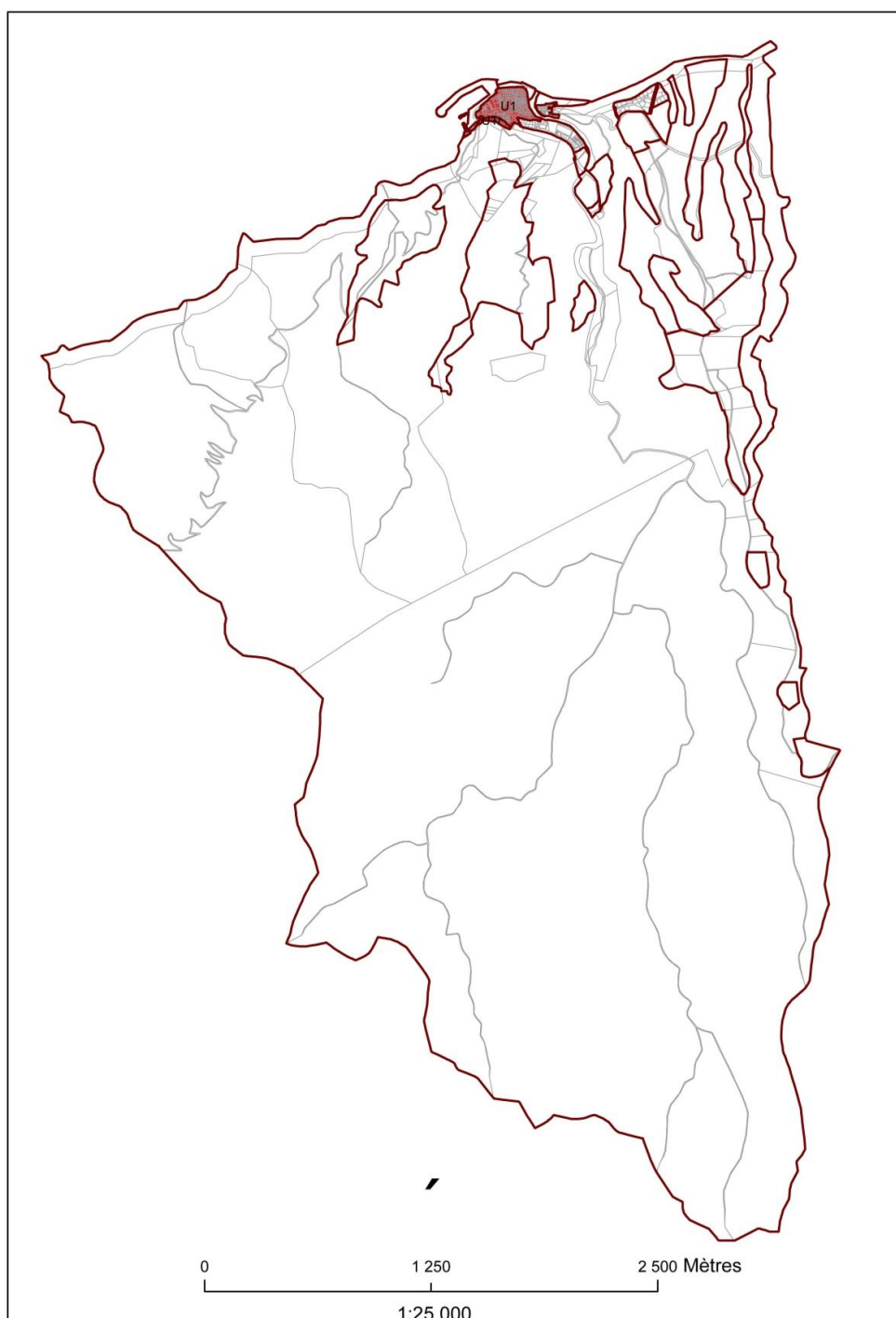
DESTINATIONS	SOUS-DESTINATIONS	DEFINITION ¹
	assimilés	fonctionnement des services publics, constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, constructions industrielles concourant à la production d'énergie.
	■ Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	Equipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement, établissements destinés à la petite enfance, équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, Equipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.
	■ Salles d'art et de spectacles	Constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.
	■ Equipements sportifs	Equipements d'intérêts collectifs destinés à l'exercice d'une activité sportive. Ex : stades, gymnases, piscines ouvertes au public.
	■ Autres équipements recevant du public	Equipements collectifs destinés à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Equipement d'intérêt collectif et services publics ». Ex : lieux de culte, salles polyvalentes, aires d'accueil des gens du voyage.
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	■ Industrie	Constructions destinées à l'activité extractive et manufacturière du secteur primaire, constructions destinées à l'activité industrielle du secteur secondaire, constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Ex : activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances.
	■ Entrepôt	Constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique. Ex : locaux logistiques, data centers
	■ Bureau	Constructions destinées aux activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.
	■ Centre de congrès et d'exposition	Constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U1

La zone U1 correspond au centre le plus ancien du bourg et à Vieux Bourg. Elle est affectée essentiellement à de l'habitat et à l'accueil de commerces ou de services.

Elle comprend un secteur U1r correspondant aux zones d'aléas moyens identifiées au Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013. **Le PPRN est à prendre en compte, en sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, car il comporte des prescriptions supplémentaires.**



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- Parmi les constructions à usage d'habitation, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les logements.
 - ♦ Les hébergements.
- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ L'artisanat et le commerce de détail.
 - ♦ La restauration.
 - ♦ Les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle.
 - ♦ Les hébergements hôteliers et touristiques, excepté ceux indiqués au paragraphe 2.
- L'ensemble des constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics.
- Parmi les constructions à usage d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les bureaux.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Les constructions de toute nature et les clôtures à moins de 10 mètres des berges des rivières et ravines.
- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les commerces de gros.
 - ♦ L'ouverture de terrains de camping, l'implantation de Résidences Mobiles de Loisirs (RML), d'Habitations Légères de Loisirs (HLL).
- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières.
- Parmi les constructions à usage d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les industries.

- ◆ L'ouverture de carrières.
- ◆ Les entrepôts de plus de 150 m² d'emprise au sol.
- ◆ Les installations de dépôts d'hydrocarbures liées à un poste de distribution de carburant.
- ◆ Les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves.
- ◆ Les centres de congrès et d'exposition.

Sont autorisés sous conditions :

- ◆ Les constructions à usage d'habitation sont admises à condition qu'elles soient situées sur un terrain dont la pente n'excède pas 25%.

Dans les secteurs à risque, identifiés avec la lettre « r », les constructions et installations sont autorisées à condition qu'elles respectent les dispositions du PPRN, rappelées en annexe du présent dossier de PLU.

- ◆ Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation préalable ou à déclaration, dès lors :
 - qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des usagers de la zone,
 - qu'elles ne nuisent pas à leur environnement immédiat,
 - que les nuisances, olfactives, sonores ou celles liées au trafic, susceptibles d'être engendrées par l'activité soient compatibles avec l'environnement immédiat,
 - que les rejets susceptibles d'être émis soient traités à la source.
- ◆ Les affouillements, exhaussements des sols, à condition qu'ils soient nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non règlementé

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

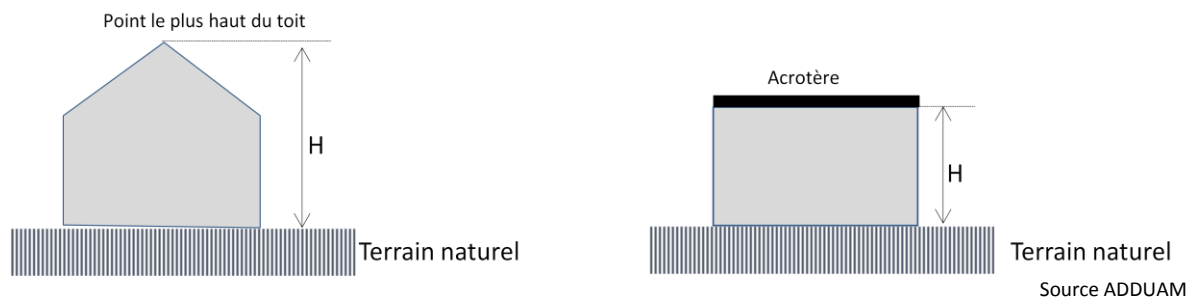
1. L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol maximale des entrepôts est limitée à 150 m² de surface de plancher.

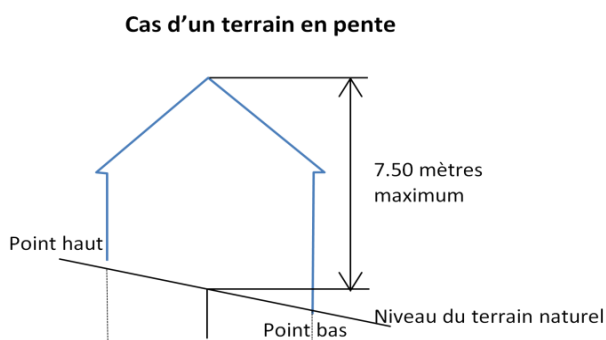
Pour les autres constructions, l'emprise au sol n'est pas règlementée.

2. La hauteur des constructions

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel* jusqu'au point le plus haut, à l'exception des ouvrages techniques.



Lorsque le terrain est en pente, la hauteur est mesurée au droit de la construction située au point aval.



Source ADDUAM

La hauteur des constructions ne peut excéder un niveau au-dessus du rez-de-chaussée (R+1), dans la limite de 7,50 mètres au faîtage.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements publics.

La hauteur des annexes est limitée à 3.50 mètres au faîtage.

Lorsqu'une construction existante ne respecte pas les dispositions ci-dessus, les travaux de rénovation, réhabilitation et extension, sont autorisés sans augmentation de la hauteur de la construction.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Les constructions doivent être implantées :

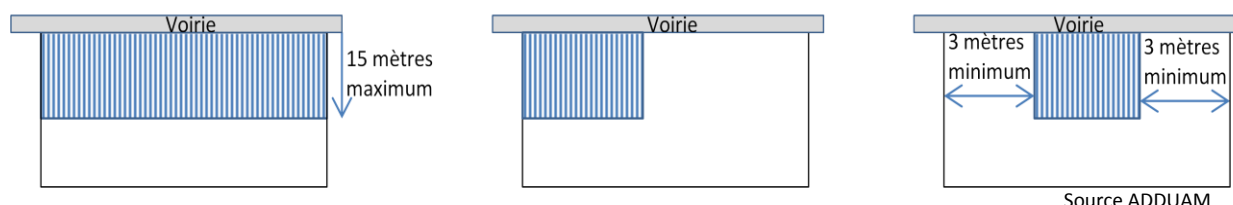
- ♦ Soit à l'alignement,
- ♦ Soit avec un recul de 2 mètres,

Dans le cas d'une construction ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension dans le prolongement de l'existant est admise.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées :

- ♦ Soit d'une limite latérale à l'autre sur une profondeur de 15 mètres maximum,
- ♦ Soit sur une des limites séparatives,
- ♦ Soit en observant un retrait minimal de 3 mètres.

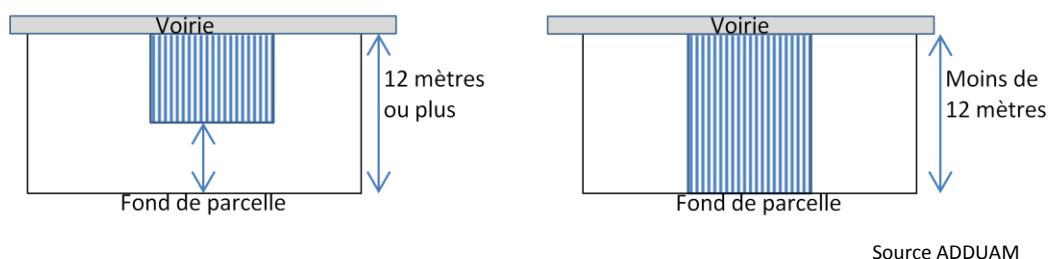


Ces règles ne s'appliquent pas aux équipements publics, ni aux annexes de moins de 20 m².

5. Implantation par rapport au fond de terrain :

Les constructions doivent respecter un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.

Toutefois lorsque le terrain ou la partie de terrain est d'une profondeur de moins de 12 mètres, la construction peut-être implantée sur la limite, ou partie de limite, de fond de terrain.



6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les volumes :

Il est demandé aux pétitionnaires de prêter une attention aux implantations et aux types traditionnels de la commune, constitutifs de sa forme urbaine et de son identité.

Les constructions, extensions, annexes et installations, de quelque nature qu'elles soient, doivent prendre en compte les rapports entre les bâtiments existants et le site de façon harmonieuse.

Les toitures

Les toitures doivent être de matériaux non réfléchissants et dans une couleur s'insérant en harmonie dans le paysage environnant. La pose de châssis de toit et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration du plan de toiture.

Les façades :

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec la couleur dominante du quartier ou du bourg.

Les petites surfaces : murets, menuiseries, bandeaux, encadrements, garde-corps et autres éléments peuvent recevoir des teintes plus soutenues.

Les façades latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales. Les transformations de façades sur rue doivent respecter les caractéristiques architecturales du bâtiment notamment les rythmes verticaux, les proportions entre hauteur et largeur des ouvertures.

Les ouvertures des façades pour les constructions à usage d'habitation doivent être alignées entre elles sur un axe horizontal.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les façades des constructions.

Les caissons de volets roulants doivent être installés à l'intérieur des constructions.

Les constructions sur pilotis apparents sont interdites.

Les façades commerciales :

Les façades de locaux commerciaux doivent respecter les caractéristiques architecturales de l'immeuble dans lequel elles sont situées.

Lors de l'installation de rideaux métalliques, les caissons doivent être intégrés dans le gros œuvre et ne pas présenter de saillie en façade.

Les installations d'énergies alternatives :

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrées dans la composition architecturale d'ensemble de la construction. Elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en façade, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la façade ou des éléments qui la composent.

De la même façon, les chauffe-eau solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction.

Les climatisations :

De la même façon, les climatisations doivent être implantées de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction.

Les antennes :

Les antennes d'émission ou de réception de signaux radioélectriques (antennes, paraboles, etc.) devront être installées de la façon la moins visible possible depuis l'espace public.

Les clôtures :

Les clôtures participent fortement à la qualité des espaces urbains et naturels. A ce titre leur traitement, le choix des matériaux, les couleurs doivent faire l'objet d'une attention particulière.

La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.60 mètre sur rue et en limites séparatives. Les murs bahuts auront une hauteur maximale de 60 cm, surmontés par des éléments ajourés.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, parpaings, plaques de béton,...) est interdit.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Les marges de recul devront recevoir un aménagement paysager. Les aménagements seront conçus de façon à limiter l'imperméabilisation des sols par l'utilisation de matériaux perméables ou toute autre technique favorisant la pénétration des eaux.

Les aires de stationnement doivent être réalisées dans un souci de limitation de l'imperméabilisation des sols. Pour cela, il convient de privilégier les espaces minéraux sablés, pavés ou dalle gazon de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Toute construction comportant au moins 6 logements, il est exigé l'aménagement de stationnements correspondant aux besoins des habitations.

Stationnement des deux-roues :

Dans une construction nouvelle à destination d'habitation comprenant au moins 6 logements ou bureaux, il doit en outre être créé un local commun pour les deux-roues, poussettes, d'au moins 1,5 % de la surface de plancher* et de 6 m² minimum.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.

1. La desserte

Tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée, à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours, de ramassage des ordures ménagères.

Si les constructions projetées, publiques ou privées, sont destinées à recevoir du public, elles doivent comporter des accès piétons indépendants des accès automobiles et des accès destinés aux personnes à mobilité réduite.

Les voies ou cheminements piétons doivent avoir une largeur minimale de 1.50 mètre.

2. Les accès

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

Lorsqu'un terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès à l'une des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Le permis peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de logements ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la disposition des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

3. La voirie

L'emprise des voies nouvellement créées et des servitudes de passage doit avoir une largeur minimale de 5 mètres.

L'autorisation de construire ou d'aménager peut être refusée si la voie ou la servitude de passage sont insuffisamment dimensionnées compte tenu du nombre de constructions projetées.

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.**1. Eau et assainissement****L'alimentation en eau potable :**

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

L'évacuation des eaux usées, autres que celles domestiques, dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel. Toute disposition permettant la non-imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux pluviales sont recommandés, avec réutilisations appropriées (arrosage des espaces verts, eaux sanitaires, eaux de lavage...).

2. Autres réseaux

Réseau électrique :

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

Toute construction nouvelle devra respecter les normes et dispositions de la réglementation thermique en vigueur au jour du dépôt de la demande.

Eau chaude sanitaire :

Toute construction neuve, la production de l'eau chaude sanitaire devra s'effectuer à 100% par énergie solaire.

Communications numériques :

Toute construction doit être raccordée aux réseaux de communications électroniques lorsqu'ils existent. En l'absence de réseau, les installations et constructions devront être conçues de manière à être branchées au réseau dès leur réalisation.

Lors de toute opération d'ensemble ou de toute nouvelle construction principale, les équipements nécessaires pour accueillir la fibre optique ou toute nouvelle technologie de communication qui pourrait s'y substituer doivent être réalisés en souterrain, sauf cas d'impossibilité technique dûment justifiée.

Même si le raccordement au réseau de communication numérique n'est pas prévu à court terme, il est néanmoins exigé du constructeur la pose préalable en souterrain de fourreaux permettant un raccordement ultérieur des constructions.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE U2

La zone U2 correspond aux quartiers de Perriolat et de Beauséjour.

Elle comprend :

- Un secteur U2a relatif au quartier de Perriolat.
- Un secteur U2r correspondant aux zones d'aléas moyens identifiées au Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013. **Le PPRN est à prendre en compte, en sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, car il comporte des prescriptions supplémentaires.**



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- Parmi les constructions à usage d'habitation, les sous-destinations suivantes :
 - ◆ Les logements.
 - ◆ Les hébergements.
- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :
 - ◆ L'artisanat et le commerce de détail
 - ◆ La restauration.
 - ◆ Les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle.
- L'ensemble des constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics.
- Parmi les constructions à usage d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, les sous-destinations suivantes :
 - ◆ Les bureaux.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Les constructions de toute nature et les clôtures à moins de 10 mètres des berges des rivières et ravines.
- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :
 - ◆ Les commerces de gros.
 - ◆ Les hébergements hôteliers et touristiques.
- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières.
- Parmi les constructions à usage d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, les sous-destinations suivantes :
 - ◆ Les industries.
 - ◆ L'ouverture de carrières.
 - ◆ Les entrepôts de plus de 150 m² d'emprise au sol.
 - ◆ Les installations de dépôts d'hydrocarbures liées à un poste de distribution de carburant.

- ♦ Les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves.
- ♦ Les centres de congrès et d'exposition.

Sont autorisés sous conditions :

- ♦ Les constructions à usage d'habitation sont admises à condition qu'elles soient situées sur un terrain dont la pente n'excède pas 25%.
- ♦ Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation préalable ou à déclaration, dès lors :
 - qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des usagers de la zone,
 - qu'elles ne nuisent pas à leur environnement immédiat,
 - que les nuisances, olfactives, sonores ou celles liées au trafic, susceptibles d'être engendrées par l'activité soient compatibles avec l'environnement immédiat,
 - que les rejets susceptibles d'être émis soient traités à la source.
- ♦ Les affouillements, exhaussements des sols, à condition qu'ils soient nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non règlementé

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de la surface de la parcelle, excepté sur le secteur U2a.

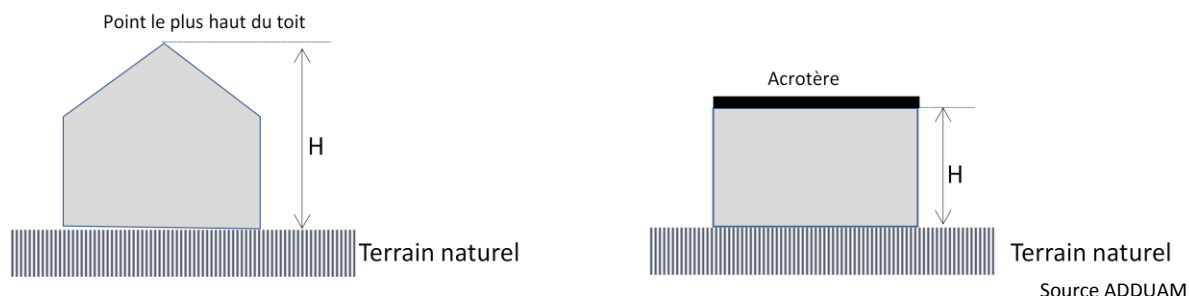
Sur le secteur U2a :

L'emprise au sol des constructions est limitée à 60% de la surface de la parcelle.

L'emprise au sol maximale des entrepôts est limitée à 150 m² de surface de plancher.

2. La hauteur des constructions

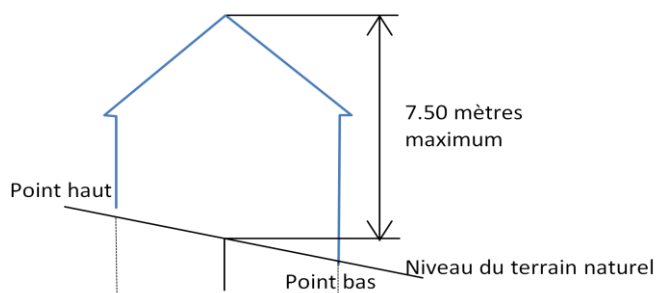
La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel* jusqu'au point le plus haut, à l'exception des ouvrages techniques.



Source ADDUAM

Lorsque le terrain est en pente, la hauteur est mesurée au droit de la construction située au point aval.

Cas d'un terrain en pente



Source ADDUAM

La hauteur des constructions ne peut excéder un niveau au-dessus du rez-de-chaussée (R+1), dans la limite de 7,50 mètres au faîtage, excepté sur le secteur U2a.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements publics.

La hauteur des annexes est limitée à 3.50 mètres au faîtage.

Lorsqu'une construction existante ne respecte pas les dispositions ci-dessus, les travaux de rénovation, réhabilitation et extension, sont autorisés sans augmentation de la hauteur de la construction.

Sur le secteur U2a :

La hauteur des constructions ne peut excéder deux niveaux au-dessus du rez-de-chaussée (R+1), dans la limite de 9,50 mètres au faîtage, excepté sur le secteur U2a.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements publics.

La hauteur des annexes est limitée à 3.50 mètres au faîtage.

Lorsqu'une construction existante ne respecte pas les dispositions ci-dessus, les travaux de rénovation, réhabilitation et extension, sont autorisés sans augmentation de la hauteur de la construction.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Les constructions doivent être implantées :

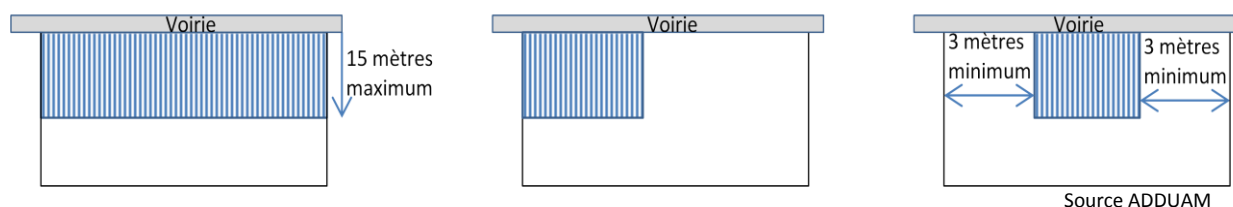
- ◆ Soit à l'alignement,
- ◆ Soit avec un recul de 3 mètres,

Dans le cas d'une construction ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension dans le prolongement de l'existant est admise.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées :

- ◆ Soit d'une limite latérale à l'autre sur une profondeur de 15 mètres maximum,
- ◆ Soit sur une des limites séparatives,
- ◆ Soit en observant un retrait minimal de 3 mètres.



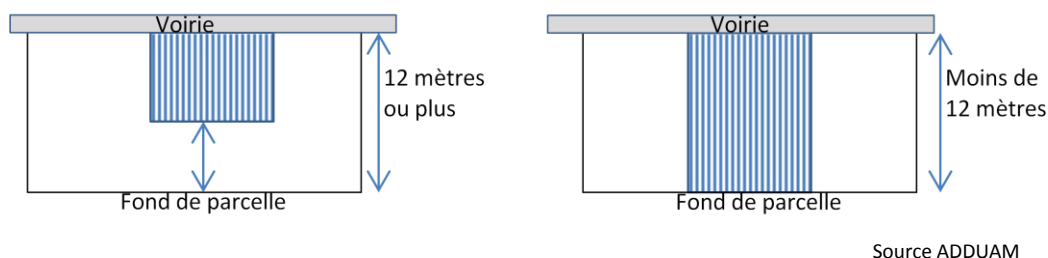
Ces règles ne s'appliquent pas aux équipements publics, ni aux annexes de moins de 20 m².

Lorsqu'une construction existante ne respecte pas les dispositions ci-dessus, les travaux de rénovation, réhabilitation et extension, sont autorisés sans augmentation de la hauteur de la construction.

5. Implantation par rapport au fond de terrain

Les constructions doivent respecter un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.

Toutefois lorsque le terrain ou la partie de terrain est d'une profondeur de moins de 12 mètres, la construction peut-être implantée sur la limite, ou partie de limite, de fond de terrain.



6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les volumes :

Il est demandé aux pétitionnaires de prêter une attention aux implantations et aux types traditionnels de la commune, constitutifs de sa forme urbaine et de son identité.

Les constructions, extensions, annexes et installations, de quelque nature qu'elles soient, doivent prendre en compte les rapports entre les bâtiments existants et le site de façon harmonieuse.

Les toitures :

Les toitures doivent être de matériaux non réfléchissants et dans une couleur s'insérant en harmonie dans le paysage environnant. La pose de châssis de toit et de capteurs solaires doit être particulièrement étudié, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration du plan de toiture.

Les façades :

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec la couleur dominante du quartier.

Les petites surfaces : murets, menuiseries, bandeaux, encadrements, garde-corps et autres éléments peuvent recevoir des teintes plus soutenues.

Les façades latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales. Les transformations de façades sur rue doivent respecter les caractéristiques architecturales du bâtiment notamment les rythmes verticaux, les proportions entre hauteur et largeur des ouvertures.

Les ouvertures des façades pour les constructions à usage d'habitation doivent être alignées entre elles sur un axe horizontal.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les façades des constructions.

Les caissons de volets roulants doivent être installés à l'intérieur des constructions.

Les constructions sur pilotis apparents sont interdites.

Les façades commerciales

Les façades de locaux commerciaux doivent respecter les caractéristiques architecturales de l'immeuble dans lequel elles sont situées.

Lors de l'installation de rideaux métalliques, les caissons doivent être intégrés dans le gros œuvre et ne pas présenter de saillie en façade.

Les installations d'énergies alternatives :

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrées dans la composition architecturale d'ensemble de la construction. Elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en façade, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la façade ou des éléments qui la composent.

De la même façon, les chauffe-eau solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction.

Les climatisations :

Les climatisations doivent être implantées de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction.

Les antennes :

Les antennes d'émission ou de réception de signaux radioélectriques (antennes, paraboles, etc.) devront être installées de la façon la moins visible possible depuis l'espace public.

Les clôtures :

Les clôtures participent fortement à la qualité des espaces urbains et naturels. A ce titre leur traitement, le choix des matériaux, les couleurs doivent faire l'objet d'une attention particulière.

La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.60 mètre sur rue et en limites séparatives. Les murs bahuts auront une hauteur maximale de 60 cm, surmontés par des éléments ajourés.

L'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, parpaings, plaques de béton,...) est interdit.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Les marges de recul devront recevoir un aménagement paysager. Les aménagements seront conçus de façon à limiter l'imperméabilisation des sols par l'utilisation de matériaux perméables ou toute autre technique favorisant la pénétration des eaux.

Les aires de stationnement doivent être réalisées dans un souci de limitation de l'imperméabilisation des sols. Pour cela, il convient de privilégier les espaces minéraux sablés, pavés ou dalle gazon de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assuré en dehors des voies publiques.

Il est exigé 2 places par logement.

Pour les opérations de logements locatifs aidés par l'Etat, il est exigé 0.5 place par logement.

Stationnement des deux-roues :

Dans une construction nouvelle à destination d'habitation comprenant au moins 6 logements ou bureaux, il doit en outre être créé un local commun pour les deux-roues, poussettes, d'au moins 1,5 % de la surface de plancher* et de 6 m² minimum.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX**Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.****1. La desserte**

Tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée, à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours, de ramassage des ordures ménagères.

Si les constructions projetées, publiques ou privées, sont destinées à recevoir du public, elles doivent comporter des accès piétons indépendants des accès automobiles et des accès destinés aux personnes handicapées physiques.

Les voies ou cheminements piétons doivent avoir une largeur minimale de 1.50 mètre.

2. Les accès

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

Lorsqu'un terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès à l'une des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Le permis peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de logements ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la disposition des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

3. La voirie

L'emprise des voies nouvellement créées et des servitudes de passage doit avoir une largeur minimale de 5 mètres.

L'autorisation de construire ou d'aménager peut être refusée si la voie ou la servitude de passage sont insuffisamment dimensionnées compte tenu du nombre de constructions projetées.

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

1. Eau et assainissement

L'alimentation en eau potable :

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

L'évacuation des eaux usées, autres que celles domestiques, dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel. Toute disposition permettant la non-imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux pluviales sont recommandés, avec réutilisations appropriées (arrosage des espaces verts, eaux sanitaires, eaux de lavage...).

2. Autres réseaux

Réseau électrique :

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

Toute construction nouvelle devra respecter les normes et dispositions de la réglementation thermique en vigueur au jour du dépôt de la demande.

Eau chaude sanitaire :

Pour toute construction neuve, la production de l'eau chaude sanitaire devra s'effectuer à 100% par énergie solaire.

Communications numériques :

Toute construction doit être raccordée aux réseaux de communications électroniques lorsqu'ils existent. En l'absence de réseau, les installations et constructions devront être conçues de manière à être branchées au réseau dès leur réalisation.

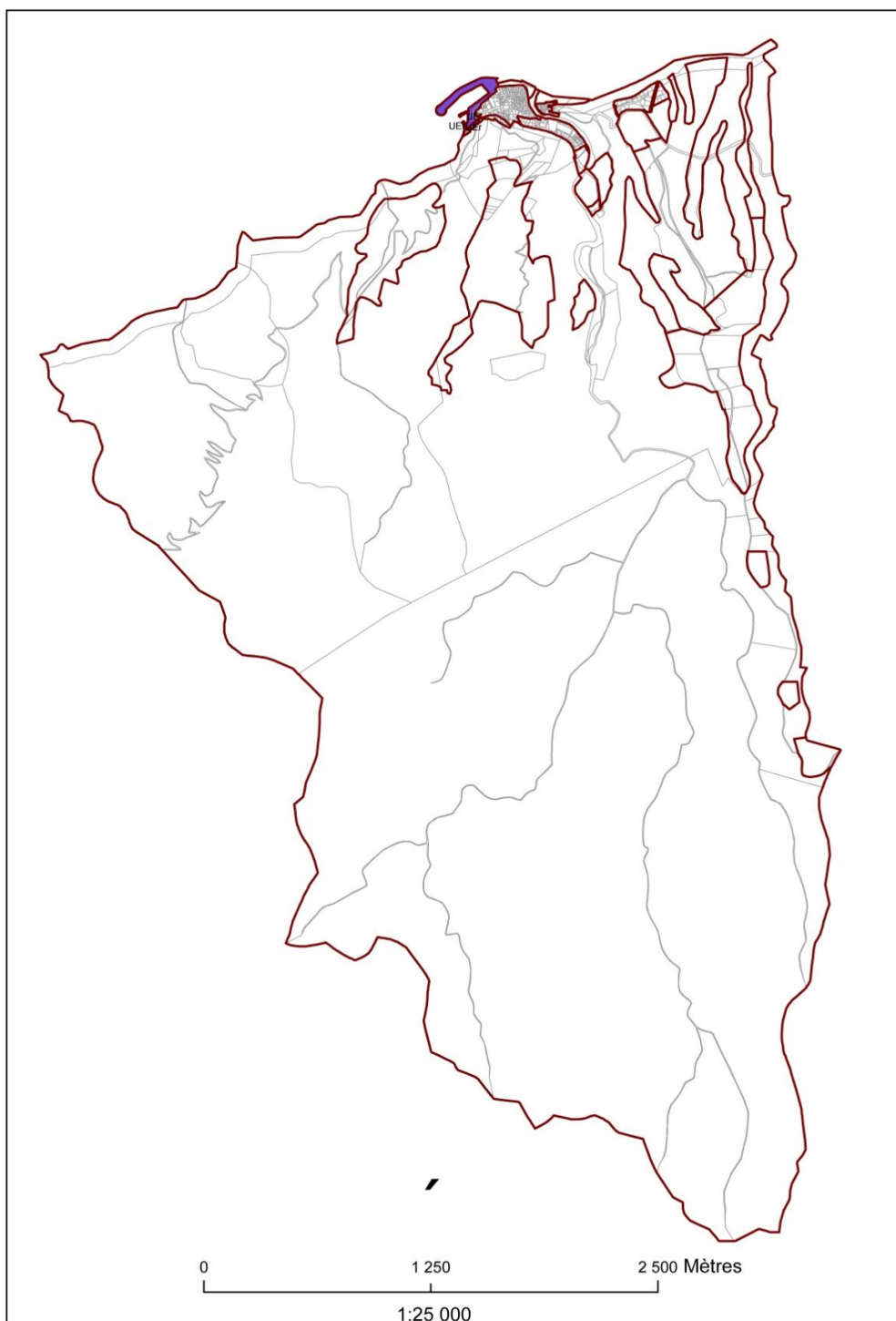
Lors de toute opération d'ensemble ou de toute nouvelle construction principale, les équipements nécessaires pour accueillir la fibre optique ou toute nouvelle technologie de communication qui pourrait s'y substituer doivent être réalisés en souterrain, sauf cas d'impossibilité technique dûment justifiée.

Même si le raccordement au réseau de communication numérique n'est pas prévu à court terme, il est néanmoins exigé du constructeur la pose préalable en souterrain de fourreaux permettant un raccordement ultérieur des constructions.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UE

La zone UE correspond à l'emprise foncière du port. Elle est exclusivement réservée aux constructions et installations nécessaires à une activité portuaire. Des bâtiments susceptibles de valoriser les produits de la pêche peuvent également être autorisés.

Elle comprend un secteur UEr correspondant aux zones d'aléas moyens identifiées au Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013. **Le PPRN est à prendre en compte, en sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, car il comporte des prescriptions supplémentaires.**



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ L'artisanat et le commerce de détail, sous réserve des dispositions du paragraphe n°2.
 - ♦ La restauration, sous réserve des dispositions du paragraphe n°2.
 - ♦ Les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle.
- L'ensemble des constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics.
- Parmi les constructions à usage d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les constructions et installations nécessaires à l'activité d'un port de pêche (cabanes de pêcheurs, point d'avitaillement en carburant, machine à glace...).

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Toutes les constructions à usage d'habitation.
- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les commerces de gros.
 - ♦ Les hébergements hôteliers et touristiques.
- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières.
- Parmi les constructions à usage d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les industries, autres que celles liées à l'activité d'un port de pêche.
 - ♦ L'ouverture de carrières.
 - ♦ Les entrepôts de plus de 150 m² d'emprise au sol.
 - ♦ Les dépôts à ciel ouvert de ferrailles, de matériaux, de déchets ainsi que des véhicules épaves.
 - ♦ Les centres de congrès et d'exposition.

Sont autorisés sous conditions :

- ◆ Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumises à autorisation préalable ou à déclaration, dès lors :
 - qu'elles correspondent à des besoins nécessaires à la vie et à la commodité des usagers de la zone,
 - qu'elles ne nuisent pas à leur environnement immédiat,
 - que les nuisances, olfactives, sonores ou celles liées au trafic, susceptibles d'être engendrées par l'activité soient compatibles avec l'environnement immédiat,
 - que les rejets susceptibles d'être émis soient traités à la source.
- ◆ Les affouillements, exhaussements des sols, à condition qu'ils soient nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :

- ◆ L'artisanat et le commerce de détail, permettant la valorisation des produits de la pêche.
- ◆ Les activités de transformation des produits de la pêche.
- ◆ La restauration, permettant la valorisation des produits de la pêche.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non règlementé

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

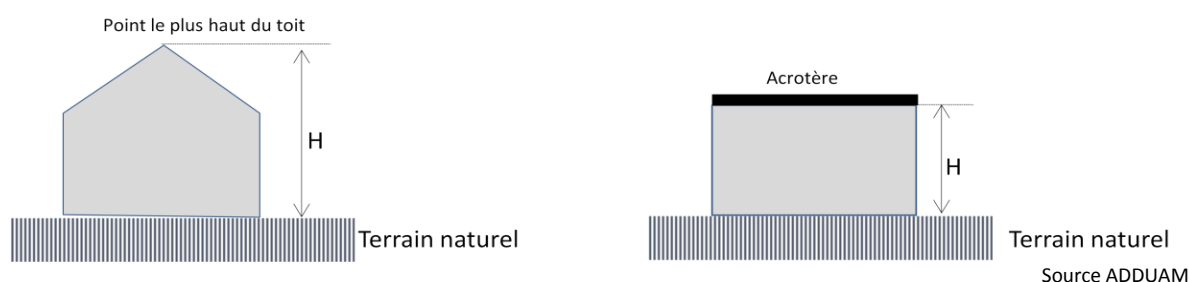
Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol des constructions est limitée à 60% de la surface de la parcelle.

2. La hauteur des constructions

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel* jusqu'au point le plus haut, à l'exception des ouvrages techniques.



Lorsque le terrain est en pente, la hauteur est mesurée au droit de la construction située au point aval.

La hauteur des cabanes de pêche est limitée à 3.50 m au faîtage.

La hauteur de la machine à glace, des activités de transformation des produits de la pêche, est limitée à 8.50 mètres au faîtage.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements publics.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Non règlementé.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Non règlementé

5. Implantation par rapport au fond de terrain :

Non règlementé

6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les façades des constructions.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Les aires de stationnement doivent être réalisées dans un souci de limitation de l'imperméabilisation des sols. Pour cela, il convient de privilégier les espaces minéraux sablés, pavés ou dalle gazon de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assuré en dehors des voies publiques.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX**Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.****1. La desserte**

Tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée, à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage.

Si les constructions projetées, publiques ou privées, sont destinées à recevoir du public, elles doivent comporter des accès piétons indépendants des accès automobiles et des accès destinés aux personnes à mobilité réduite.

Les voies ou cheminements piétons doivent avoir une largeur minimale de 1.50 mètre.

2. Les accès

Le permis peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de constructions ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes.

3. La voirie

L'emprise des voies nouvellement créées doit avoir une largeur minimale de 8 mètres.

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.**1. Eau et assainissement****L'alimentation en eau potable :**

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

L'évacuation des eaux usées, autres que celles domestiques, dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel. Toute disposition permettant la non-imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux pluviales sont recommandés, avec réutilisations appropriées (eaux sanitaires, eaux de lavage...).

2. Autres réseaux

Réseau électrique :

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

Communications numériques :

Non règlementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE UP

La zone **UP** est une zone dédiée aux équipements collectifs.

Elle comprend un secteur UPr correspondant aux zones d'aléas moyens identifiées au Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013. **Le PPRN est à prendre en compte, en sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, car il comporte des prescriptions supplémentaires.**



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- L'ensemble des constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- L'ensemble des constructions à usage d'habitation.
- L'ensemble des constructions à usage de commerces et activités de services.
- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières.
- L'ensemble des constructions à usage d'autres activités des secteurs secondaires et tertiaires.

Sont autorisés sous conditions :

- ♦ Les affouillements, exhaussements des sols, à condition qu'ils soient nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non règlementé

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

L'emprise au sol des constructions est limitée à 50% de la surface de la parcelle.

2. La hauteur des constructions

Non règlementé.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Les constructions doivent être implantées avec un recul de 5 mètres.

Dans le cas d'une construction ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension dans le prolongement de l'existant est admise.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

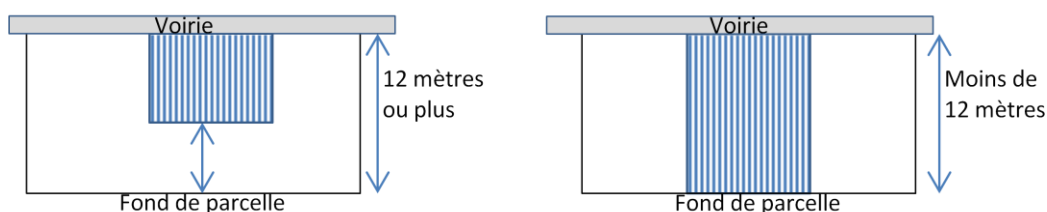
Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimal de 5 mètres.

Dans le cas d'une construction ne respectant pas les dispositions ci-dessus, son extension dans le prolongement de l'existant est admise.

5. Implantation par rapport au fond de terrain :

Les constructions doivent respecter un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.

Toutefois lorsque le terrain ou la partie de terrain est d'une profondeur de moins de 12 mètres, la construction peut-être implantée sur la limite, ou partie de limite, de fond de terrain.



Source ADDUAM

6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les volumes :

Les constructions, extensions et installations, de quelque nature qu'elles soient, doivent prendre en compte les rapports entre les bâtiments existants et le site de façon harmonieuse.

Les toitures :

Les toitures doivent être de matériaux non réfléchissants et dans une couleur s'insérant en harmonie dans le paysage environnant.

Les façades :

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec la couleur dominante du quartier.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les façades des constructions.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Les aires de stationnement doivent être réalisées dans un souci de limitation de l'imperméabilisation des sols. Pour cela, il convient de privilégier les espaces minéraux sablés, pavés ou dalle gazon de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assuré en dehors des voies publiques.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX**Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.****1. La desserte**

Tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée.

Les constructions projetées, publiques ou privées, destinées à recevoir du public doivent comporter des accès piétons indépendants des accès automobiles et des accès destinés aux personnes à mobilité réduite.

Les voies ou cheminements piétons doivent avoir une largeur minimale de 1.50 mètre.

2. Les accès

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

3. La voirie

L'emprise des voies nouvellement créées doit avoir une largeur minimale de 5 mètres.

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

1. Eau et assainissement

L'alimentation en eau potable :

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel. Toute disposition permettant la non-imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux pluviales sont recommandés, avec réutilisations appropriées (eaux sanitaires, eaux de lavage...).

3. Autres réseaux

Réseau électrique :

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

Toute construction nouvelle devra respecter les normes et dispositions de la réglementation thermique en vigueur au jour du dépôt de la demande.

Communications numériques :

Toute construction doit être raccordée aux réseaux de communications électroniques lorsqu'ils existent. En l'absence de réseau, les installations et constructions devront être conçues de manière à être branchées au réseau dès leur réalisation.

Lors de toute opération d'ensemble ou de toute nouvelle construction principale, les équipements nécessaires pour accueillir la fibre optique ou toute nouvelle technologie de communication qui pourrait s'y substituer doivent être réalisés en souterrain, sauf cas d'impossibilité technique dûment justifiée.

Même si le raccordement au réseau de communication numérique n'est pas prévu à court terme, il est néanmoins exigé du constructeur la pose préalable en souterrain de fourreaux permettant un raccordement ultérieur des constructions.

**DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES
D'URBANISATION FUTURES**

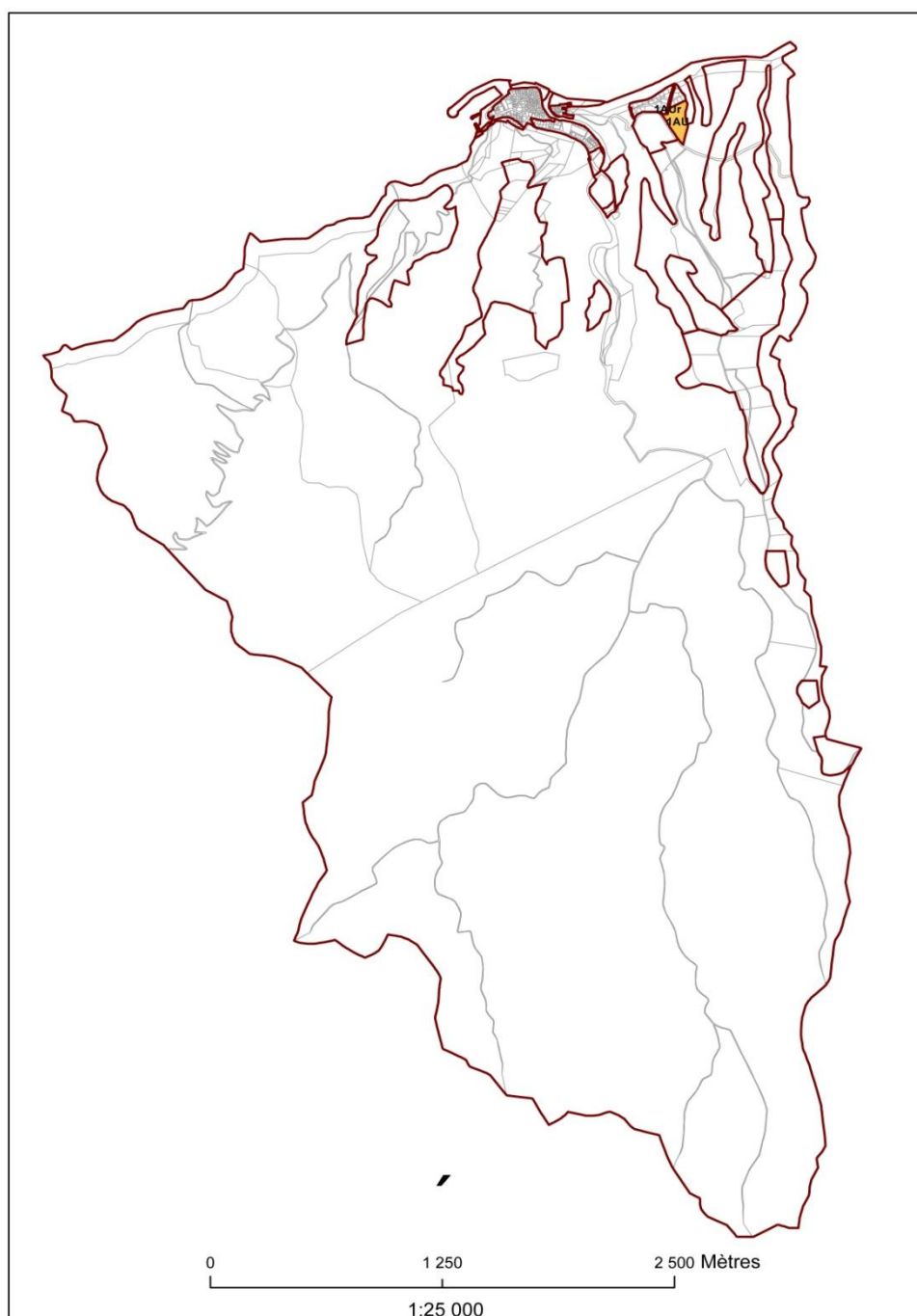
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE 1AU

La zone 1AU correspond à la zone d'urbanisation future à court terme à vocation principale d'habitat, dans le secteur de Beauséjour.

Ce secteur fait l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Cette zone comprend des éléments identifiés au document graphique en tant qu'« élément de patrimoine naturel à protéger » conformément à l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme.

Elle comprend un secteur U1r correspondant aux zones d'aléas moyens identifiées au Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN), approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013. **Le PPRN est à prendre en compte, en sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, car il comporte des prescriptions supplémentaires.**



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- Parmi les constructions à usage d'habitation, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ Les logements.
 - ♦ Les hébergements.
- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle.
- Parmi les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Les constructions de toute nature et les clôtures à moins de 10 mètres des berges des rivières et ravines.
- Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, les sous-destinations suivantes :
 - ♦ L'artisanat et activités de services.
 - ♦ La restauration.
 - ♦ Les commerces de gros.
 - ♦ Les hébergements hôteliers et touristiques.
 - ♦ Les cinémas.
- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières.
- L'ensemble des autres activités des secteurs secondaires et tertiaires.

Sont autorisés sous conditions :

- ♦ Les constructions à usage d'habitation sont admises à condition qu'elles soient situées sur un terrain dont la pente n'excède pas 25%.

- ◆ Les affouillements, exhaussements des sols, à condition qu'ils soient nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

50% minimum du programme doit être affecté à la production de logements spécifiques répartis de la manière suivante :

- 10% minimum en accession maîtrisée,
- 40% minimum pour une résidence senior.

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

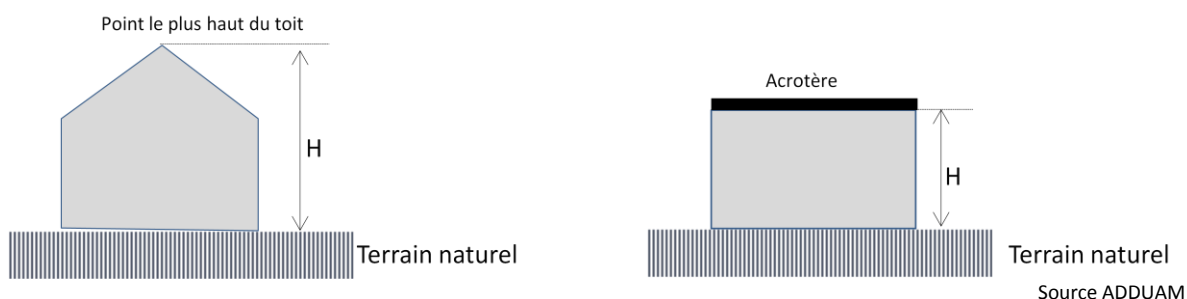
Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

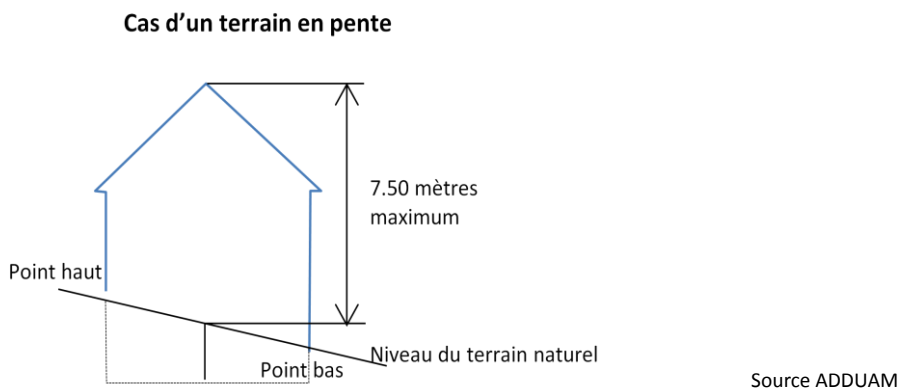
L'emprise au sol des constructions est limitée à 40% de la surface de la parcelle.

2. La hauteur des constructions

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel* jusqu'au point le plus haut, à l'exception des ouvrages techniques.



Lorsque le terrain est en pente, la hauteur est mesurée au droit de la construction située au point aval.



La hauteur des constructions ne peut excéder un niveau au-dessus du rez-de-chaussée (R+1), dans la limite de 7,50 mètres au faîtage.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements publics.

La hauteur des annexes est limitée à 3.50 mètres au faîtage.

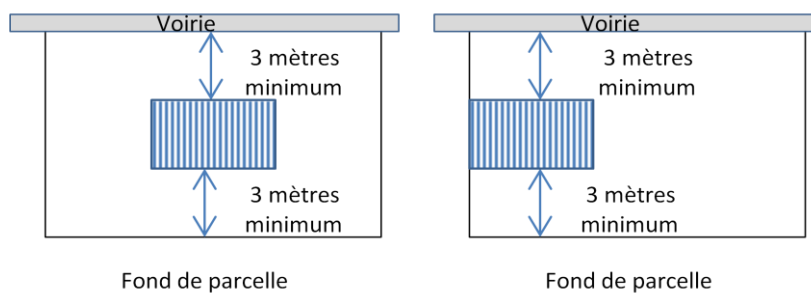
3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Les constructions doivent être implantées avec un recul de 3 mètres.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées :

- ◆ Soit sur une des limites séparative,
- ◆ Soit en observant un retrait minimal de 3 mètres.



Source ADDUAM

Cette règle ne s'applique pas aux annexes de moins de 20 m².

5. Implantation par rapport au fond de terrain :

Les constructions doivent respecter un recul minimal de 3 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.

6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Non règlementé

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les volumes :

Il est demandé aux pétitionnaires de prêter une attention aux implantations et aux types traditionnels de la commune, constitutifs de sa forme urbaine et de son identité.

Les constructions, extensions, annexes et installations, de quelque nature qu'elles soient, doivent prendre en compte les rapports entre les bâtiments existants et le site de façon harmonieuse.

Les toitures :

Les toitures doivent être de matériaux non réfléchissants et dans une couleur s'insérant en harmonie dans le paysage environnant. La pose de châssis de toit et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration du plan de toiture.

Les façades :

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec la couleur dominante du quartier.

Les petites surfaces : murets, menuiseries, bandeaux, encadrements, gardes corps et autres éléments peuvent recevoir des teintes plus soutenues.

Les façades latérales et postérieures des constructions doivent être traitées avec le même soin que les façades principales. Les transformations de façades sur rue doivent respecter les caractéristiques architecturales du bâtiment notamment les rythmes verticaux, les proportions entre hauteur et largeur des ouvertures.

Les ouvertures des façades pour les constructions à usage d'habitation doivent être alignées entre elles sur un axe horizontal.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les façades des constructions.

Les caissons de volets roulants doivent être installés à l'intérieur des constructions.

Les constructions sur pilotis apparents sont interdites.

Les installations d'énergies alternatives

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrées dans la composition architecturale d'ensemble de la construction. Elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en façade, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la façade ou des éléments qui la composent.

De la même façon, les chauffe-eau solaires doivent être implantés de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction.

Les climatisations :

Les climatisations doivent être implantées de façon la plus discrète possible dans le volume de la construction.

Les antennes :

Les antennes d'émission ou de réception de signaux radioélectriques (antennes, paraboles, etc.) devront être installées de la façon la moins visible possible depuis l'espace public.

Les clôtures :

Les clôtures participent fortement à la qualité des espaces urbains et naturels. A ce titre leur traitement, le choix des matériaux, les couleurs doivent faire l'objet d'une attention particulière.

La hauteur totale de la clôture ne doit pas dépasser 1.60 mètre sur rue et en limites séparatives. Elles seront obligatoirement constituées d'éléments ajourés, doublées d'une haie végétale, composée d'essences locales.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Les marges de recul devront recevoir un aménagement paysager. Les aménagements seront conçus de façon à limiter l'imperméabilisation des sols par l'utilisation de matériaux perméables ou toute autre technique favorisant la pénétration des eaux.

Les aires de stationnement collectives doivent être paysagères et limiter l'imperméabilisation. Pour cela, il convient de privilégier les espaces minéraux sablés, pavés ou dalle gazon de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assuré en dehors des voies publiques.

Il est exigé :

- 1 place par logement en accession maîtrisée.
- 2 places pour les autres logements.

Il n'est pas exigé un nombre minimal de place de stationnement pour la résidence seniors.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX**Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.****4. La desserte**

Tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée, à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours, de ramassage des ordures ménagères.

Si les constructions projetées, publiques ou privées, sont destinées à recevoir du public, elles doivent comporter des accès piétons indépendants des accès automobiles et des accès destinés aux personnes à mobilité réduite.

Les voies ou cheminements piétons doivent avoir une largeur minimale de 1.50 mètre.

4. Les accès

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

Lorsqu'un terrain est riverain de deux ou plusieurs voies publiques, l'accès à l'une des voies qui présenterait une gêne ou un risque pour la circulation peut être interdit.

Le permis peut également être refusé si les accès sont insuffisamment dimensionnés compte tenu du nombre de logements ou si les accès présentent un risque pour la sécurité des personnes. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la disposition des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

5. La voirie

L'emprise des voiries nouvellement créées doit avoir une largeur de 10 mètres composée de la manière suivante

L'autorisation de construire ou d'aménager peut être refusée si la voie ou la servitude de passage sont insuffisamment dimensionnées compte tenu du nombre de constructions projetées.

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

1. Eau et assainissement

L'alimentation en eau potable :

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

Les eaux issues des surfaces imperméabilisées des parkings et des voiries privées sont traitées avant infiltration dans le milieu naturel. Toute disposition permettant la non-imperméabilisation du sol de ces emplacements de stationnement sera privilégiée.

Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux pluviales sont recommandés, avec réutilisations appropriées (arrosage des espaces verts, eaux sanitaires, eaux de lavage...).

2. Autres réseaux

Réseau électrique :

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

Toute construction nouvelle devra respecter les normes et dispositions de la réglementation thermique en vigueur au jour du dépôt de la demande.

Eau chaude sanitaire :

Pour toute construction neuve, la production de l'eau chaude sanitaire devra s'effectuer à 100% par énergie solaire.

Communications numériques :

Toute construction doit être raccordée aux réseaux de communications électroniques lorsqu'ils existent. En l'absence de réseau, les installations et constructions devront être conçues de manière à être branchées au réseau dès leur réalisation.

Lors de toute opération d'ensemble ou de toute nouvelle construction principale, les équipements nécessaires pour accueillir la fibre optique ou toute nouvelle technologie de communication qui

pourrait s'y substituer doivent être réalisés en souterrain, sauf cas d'impossibilité technique dûment justifiée.

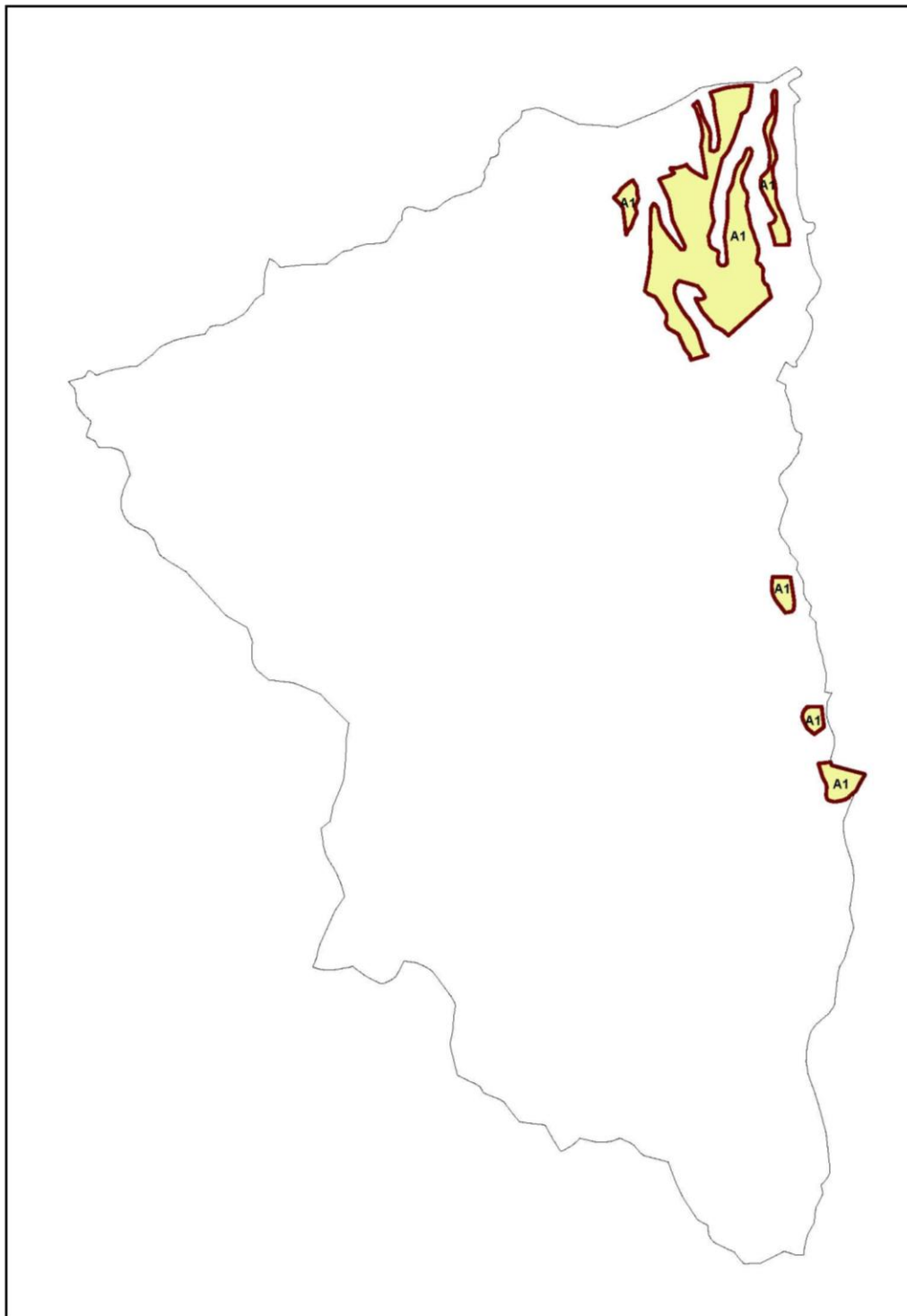
Même si le raccordement au réseau de communication numérique n'est pas prévu à court terme, il est néanmoins exigé du constructeur la pose préalable en souterrain de fourreaux permettant un raccordement ultérieur des constructions.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A1

La zone **A1** correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole qu'il convient de préserver de toute urbanisation autre qu'en lien avec l'activité agricole

En sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013 est à consulter et à prendre en compte car il comporte des prescriptions supplémentaires en fonction des aléas qui concernent le site.



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières.
- Parmi les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Les constructions de toute nature et les clôtures à moins de 10 mètres des berges des rivières et ravines.
- Parmi les constructions à usage d'habitation, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les hébergements.
- L'ensemble des constructions à usage de commerces et activités de services.
- L'ensemble des autres activités des secteurs secondaires et tertiaires.

Sont autorisés sous conditions :

- Parmi les constructions à usage d'habitation, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les logements d'une surface de plancher* maximale de 150 m², destinées à l'exploitant exerçant son activité à titre principal et dont la présence permanente est nécessaire au bon fonctionnement de l'exploitation agricole (elle doit s'inscrire dans le cadre d'activités d'élevage de bovins ou porcins naisseurs). La construction doit être implantée à proximité immédiate des bâtiments d'exploitation ou sur des parcelles attenantes ou leur faisant face, et à une distance maximale de 100 m de ces bâtiments ;
 - ♦ Les constructions sont admises à condition qu'elles soient situées sur un terrain dont la pente n'excède pas 25%.
 - ♦ Les affouillements, exhaussements des sols, à condition qu'ils soient nécessaires aux travaux de construction et aménagements autorisés.

- Les constructions liées à la transformation artisanale et non industrielle des productions, sous réserve qu'elles soient le complément direct d'une exploitation agricole existante et dans la limite de 150 m² de surface de plancher* totale.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non réglementé.

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

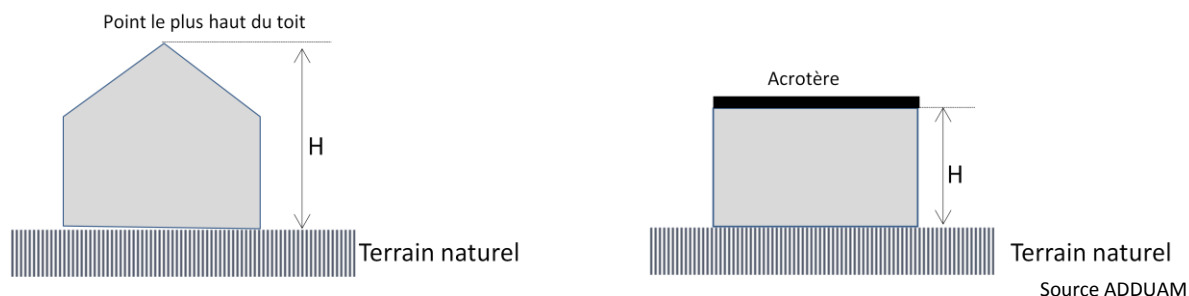
Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

Non réglementé.

2. La hauteur des constructions

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel* jusqu'au point le plus haut, à l'exception des ouvrages techniques.



Lorsque le terrain est en pente, la hauteur est mesurée au droit de la construction située au point aval.

La hauteur des logements ne peut excéder 7,50 mètres au faitage.

La hauteur des bâtiments agricoles est limitée à 12 mètres au faitage.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements publics.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimal de 5 mètres.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimal de 5 mètres.

5. Implantation par rapport au fond de terrain

Les constructions doivent respecter un recul minimal de 5 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.

6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les volumes

Il est demandé aux pétitionnaires de prêter une attention aux implantations et aux types traditionnels de la commune, constitutifs de sa forme urbaine et de son identité.

Les constructions, extensions, annexes et installations, de quelque nature qu'elles soient, doivent prendre en compte les rapports entre les bâtiments existants et le site de façon harmonieuse.

Les toitures

Les toitures doivent être de matériaux non réfléchissants et dans une couleur s'insérant en harmonie dans le paysage environnant. La pose de châssis de toit et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration du plan de toiture.

Les façades

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec la couleur dominante du quartier.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les façades des constructions.

Les constructions sur pilotis apparents sont interdites.

Les installations d'énergies alternatives

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrées dans la composition architecturale d'ensemble de la construction. Elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en façade, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la façade ou des éléments qui la composent.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assuré en dehors des voies publiques.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.

1. La desserte

Tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée, à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage.

Toute construction ou autre mode d'occupation du sol peut être refusé sur des terrains qui ne seraient pas desservis par une voie (publique ou privée) ou une servitude de passage en bon état de viabilité permettant la circulation des services de lutte contre l'incendie et de secours, de ramassage des ordures ménagères.

2. Les accès

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

3. La voirie

Non règlementé

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

1. Eau et assainissement

L'alimentation en eau potable :

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent

être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

L'évacuation des eaux usées, autres que celles domestiques, dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux pluviales sont recommandés, avec réutilisations appropriées (arrosage des espaces verts, eaux sanitaires, eaux de lavage...).

2. Autres réseaux

Réseau électrique :

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

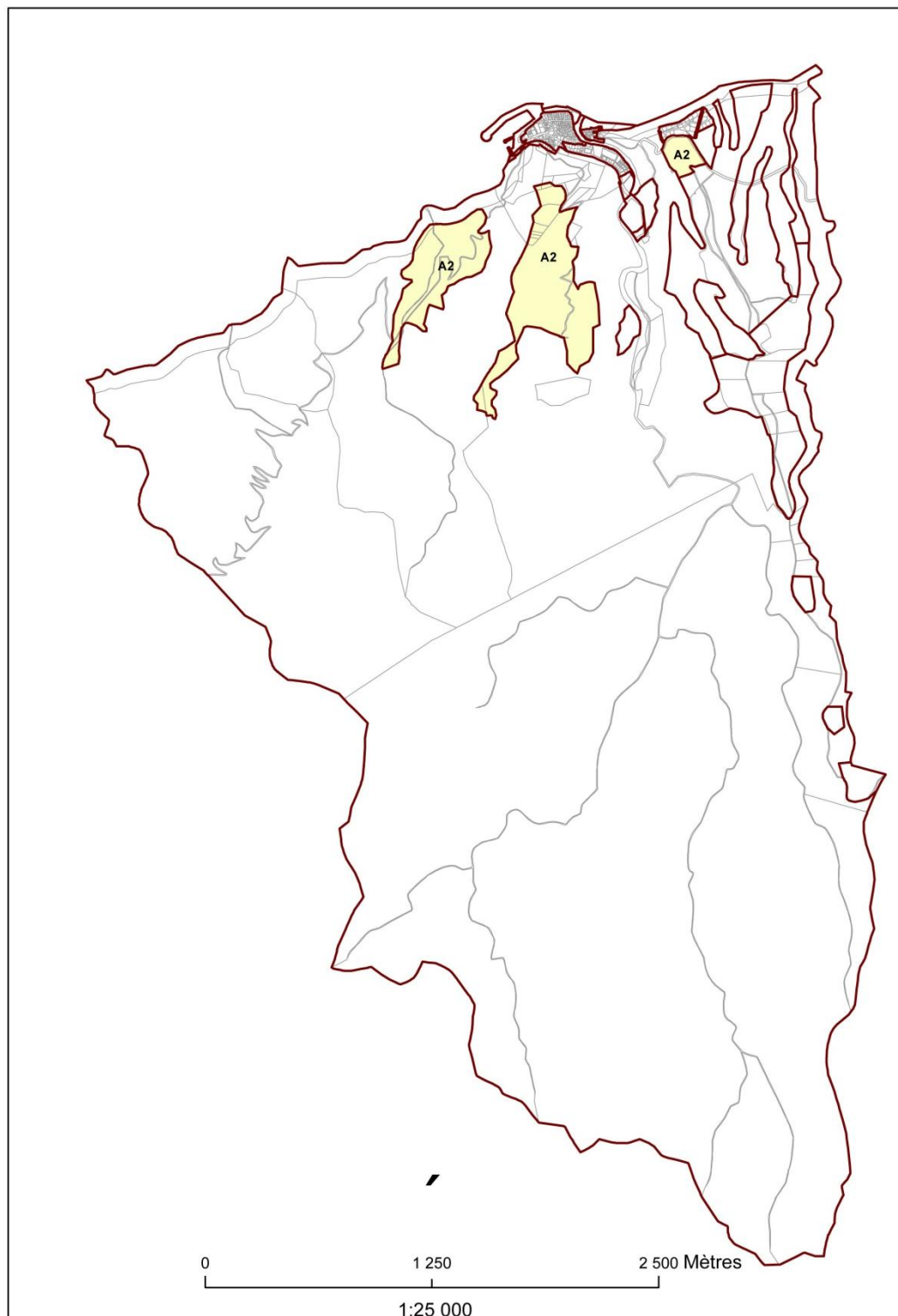
Communications numériques :

Non règlementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE A2

La zone **A2** correspond aux parties de territoire affectées à l'activité agricole autour des secteurs de Beauséjour, Malakoff et Fond Moulin. Ce sont des secteurs où le développement d'activités agrotouristiques et agritouristiques peut être envisagé.

En sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013 est à consulter et à prendre en compte car il comporte des prescriptions supplémentaires en fonction des aléas qui concernent le site.



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations agricoles et forestières, sous réserve des dispositions du paragraphe 2.
- Parmi les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Les constructions de toute nature et les clôtures à moins de 10 mètres des berges des rivières et ravines.
- Parmi les constructions à usage d'habitation, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les hébergements.
- Toutes les constructions à usage de commerces et activités de services, excepté les destinations indiquées ci-dessous.
- L'ensemble des autres activités des secteurs secondaires et tertiaires.

Sont autorisés sous conditions :

- Parmi la destination des exploitations agricoles ou forestières, les constructions liées à la transformation artisanale et non industrielle des productions agricoles, sous réserve qu'elles soient le complément direct d'une exploitation agricole existante et dans la limite de 150 m² de surface de plancher* totale. Les bâtiments devront être implantés au siège d'exploitation.
- Les exhaussements et affouillements des sols nécessaires à la mise en valeur agricole. Ils ne doivent cependant pas compromettre un usage agricole futur du sol.
- Les aménagements, ouvrages et installations directement liés à la gestion de la fréquentation du public tel que les aires de stationnement, dès lors qu'ils font l'objet d'un traitement paysager de qualité sans imperméabilisation des sols et qu'ils ne remettent pas en cause l'exploitation agricole,

- Parmi les constructions à usage d'habitation, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les logements d'une surface de plancher* maximale de 150 m², destinées à l'exploitant exerçant son activité à titre principal et dont la présence permanente est nécessaire au bon fonctionnement de l'exploitation agricole (elle doit s'inscrire dans le cadre d'activités d'élevage de bovins ou porcins naisseurs). La construction doit être implantée à proximité immédiate des bâtiments d'exploitation ou sur des parcelles attenantes ou leur faisant face, et à une distance maximale de 100 m de ces bâtiments ;
 - ♦ Les constructions sont admises à condition qu'elles soient situées sur un terrain dont la pente n'excède pas 25%.
 - ♦ Parmi les constructions à usage de commerces et activités de services, la sous-destination suivante :
 - Les gîtes et chambres d'hôtes, dans le prolongement d'une activité agricole conduit par un exploitant exerçant à titre principal. La surface de plancher totale des bâtiments n'excèdera pas 100 m². Ils devront être implantés au siège d'exploitation.
- Conformément à l'article L 341-7 du Code forestier, lorsque le projet porte sur une opération ou des travaux soumis à l'autorisation de défrichement prévue à l'article L.341-1 du même code, celle-ci doit être obtenue préalablement à la délivrance du permis.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non règlementé.

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

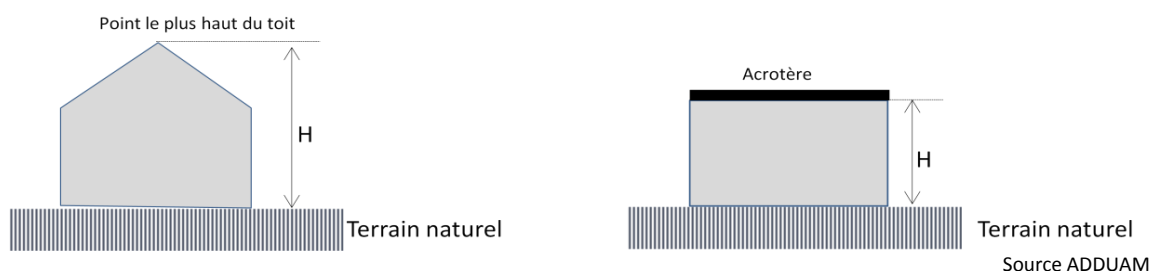
Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

Non règlementé

2. La hauteur des constructions

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel* jusqu'au point le plus haut, à l'exception des ouvrages techniques.



Lorsque le terrain est en pente, la hauteur est mesurée au droit de la construction située au point aval.

La hauteur des logements ne peut excéder 7,50 mètres au faîtage.

La hauteur des bâtiments agricoles est limitée à 12 mètres au faîtage.

Il n'est pas fixé de hauteur maximale pour les équipements publics.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Les constructions doivent être implantées avec un recul minimal de 5 mètres.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées avec un retrait minimal de 5 mètres.

5. Implantation par rapport au fond de terrain

Les constructions doivent respecter un recul minimal de 5 mètres par rapport aux limites de fond de terrain.

6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Les volumes :

Il est demandé aux pétitionnaires de prêter une attention aux implantations et aux types traditionnels de la commune, constitutifs de sa forme urbaine et de son identité.

Les constructions, extensions, annexes et installations, de quelque nature qu'elles soient, doivent prendre en compte les rapports entre les bâtiments existants et le site de façon harmonieuse.

Les toitures :

Les toitures doivent être de matériaux non réfléchissants et dans une couleur s'insérant en harmonie dans le paysage environnant. La pose de châssis de toit et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration du plan de toiture.

Les façades :

Les différents murs des bâtiments doivent présenter un aspect et une couleur en harmonie avec la couleur dominante du quartier.

Les matériaux destinés à être recouverts d'un parement ou d'un enduit, ne peuvent être laissés apparents sur les façades des constructions.

Les constructions sur pilotis apparents sont interdites.

Les installations d'énergies alternatives

Les surfaces destinées à la captation d'énergie solaire doivent être intégrées dans la composition architecturale d'ensemble de la construction. Elles peuvent être réalisées :

- en toiture, dès lors qu'elles sont intégrées à la volumétrie de la construction et qu'elles ne réfléchissent pas la lumière ;
- en façade, dès lors qu'elles s'inscrivent dans le dessin général de la façade ou des éléments qui la composent.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assuré en dehors des voies publiques.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.

1. La desserte

Tout terrain, pour qu'il soit constructible, doit disposer d'un accès sur une voie publique ou privée, à moins que son propriétaire ne justifie d'une servitude de passage.

2. Les accès

Les accès sur la voie publique doivent être aménagés de façon à éviter toute perturbation et tout danger pour la circulation générale. Il est rappelé que ce ou ces accès doivent faire l'objet d'une autorisation spécifique du gestionnaire de voirie.

3. La voirie

Non règlementé

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

1. Eau et assainissement

L'alimentation en eau potable :

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

L'évacuation des eaux usées, autres que celles domestiques, dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

Des dispositifs de récupération et de stockage des eaux pluviales sont recommandés, avec réutilisations appropriées (arrosage des espaces verts, eaux sanitaires, eaux de lavage...).

2. Autres réseaux

Réseau électrique :

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

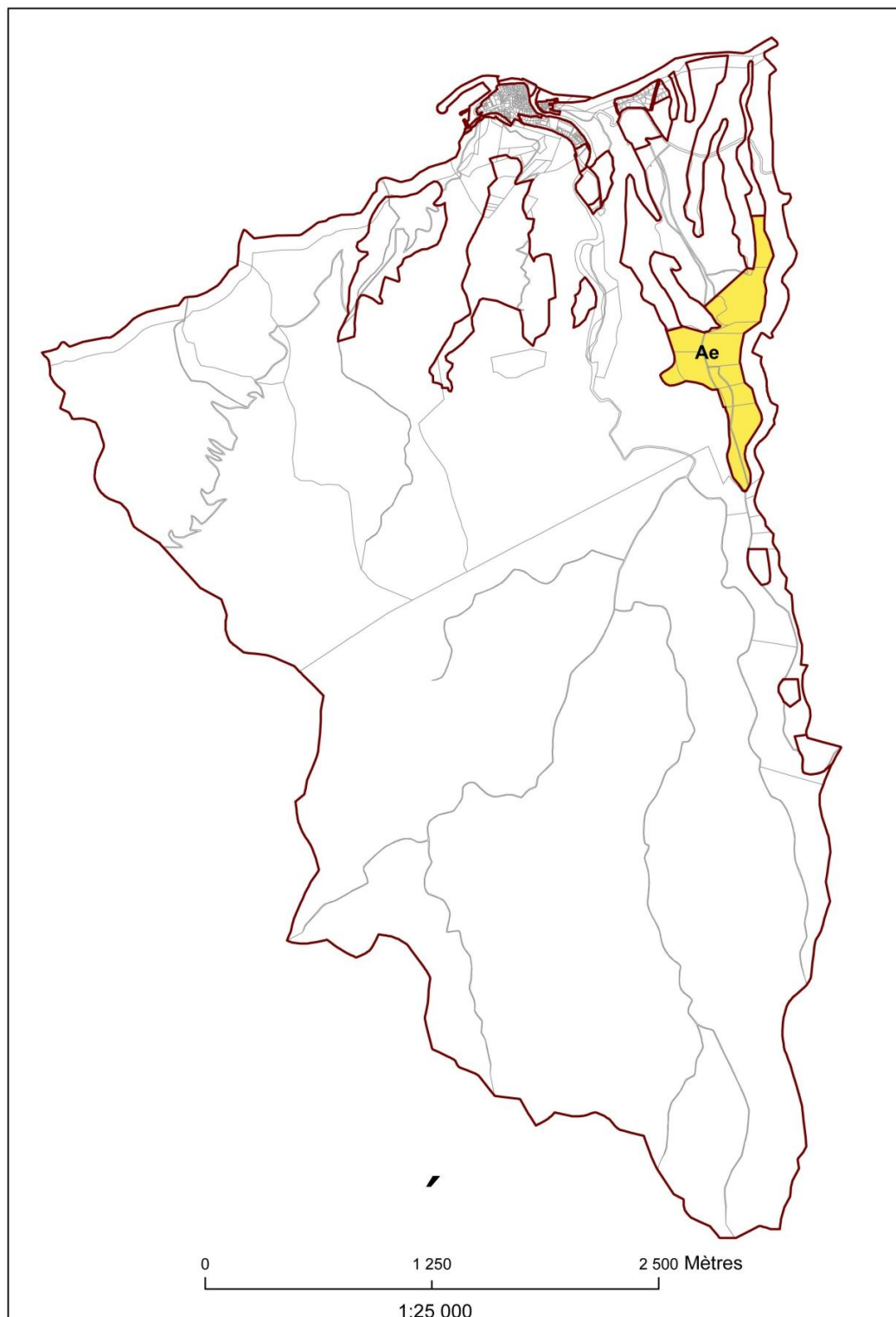
Communications numériques :

Non règlementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE AE

La zone **AE** est une zone à vocation agricole où un projet de parc éolien est en cours de développement sur le secteur de Beauséjour.

En sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013 est à consulter et à prendre en compte car il comporte des prescriptions supplémentaires en fonction des aléas qui concernent le site.



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées :

- Parmi les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics, la sous-destination suivante :
 - ♦ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.
- Les aménagements, ouvrages et installations directement liés à la gestion de la fréquentation du public tel que les aires de stationnement, dès lors qu'ils font l'objet d'un traitement paysager de qualité sans imperméabilisation des sols.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Toutes les constructions et installations non mentionnées au paragraphe 1.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non règlementé.

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

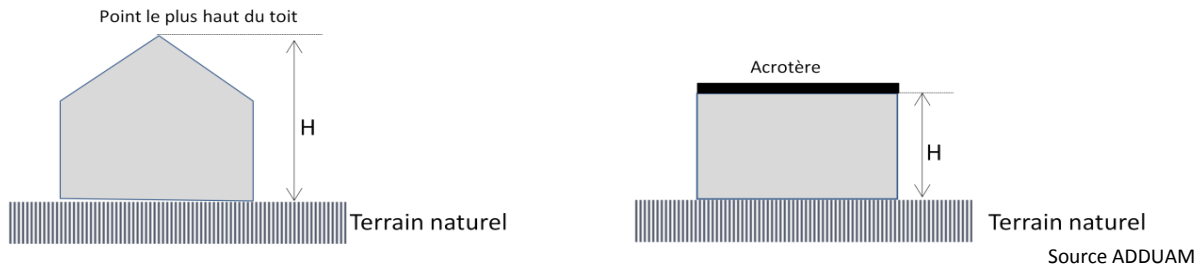
Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

Non règlementé

2. La hauteur des constructions

La hauteur des constructions est mesurée à partir du terrain naturel* jusqu'au point le plus haut, à l'exception des ouvrages techniques.



La hauteur des locaux techniques, hors constructions concourant à la production d'énergie, est limitée à 5.50 mètres au faîtage.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Non réglementé.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Non réglementé.

5. Implantation par rapport au fond de terrain

Non réglementé.

6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets de constructions doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Le stationnement des véhicules correspondant aux besoins des constructions et installations diverses doit être assuré en dehors des voies publiques.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.

1. La desserte

Non règlementé

2. Les accès

Non règlementé.

3. La voirie

Non règlementé.

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

1. Eau et assainissement

L'alimentation en eau potable :

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

L'évacuation des eaux usées, autres que celles domestiques, dans le réseau public d'assainissement est subordonnée à un pré-traitement.

De manière générale, tout rejet d'eaux usées non traitées dans le milieu naturel est interdit.

Les eaux pluviales* :

Les eaux pluviales* devront être infiltrées à la parcelle ou dirigées vers le réseau public (eau pluviale) lorsqu'il existe. Si l'infiltration n'est pas possible, les eaux pluviales sont stockées avant rejet à débit régulé, dans le réseau des eaux pluviales.

Les services assainissement des collectivités (Syndicat, Communauté, Commune) pourront être contactés pour fournir un conseil technique.

En l'absence de réseau, tout constructeur doit réaliser, à sa charge et conformément aux avis des services techniques, les aménagements permettant le libre écoulement des eaux pluviales. Dans les secteurs où un réseau d'évacuation des eaux pluviales doit être mis en place, les aménagements prévus devront permettre le branchement sur le réseau dès sa réalisation.

2. Autres réseaux**Réseau électrique :**

Les ouvrages de télécommunication et de distribution d'énergie électrique doivent être implantés en souterrain de la construction jusqu'au point de raccordement avec le réseau public.

Communications numériques :

Non règlementé.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES

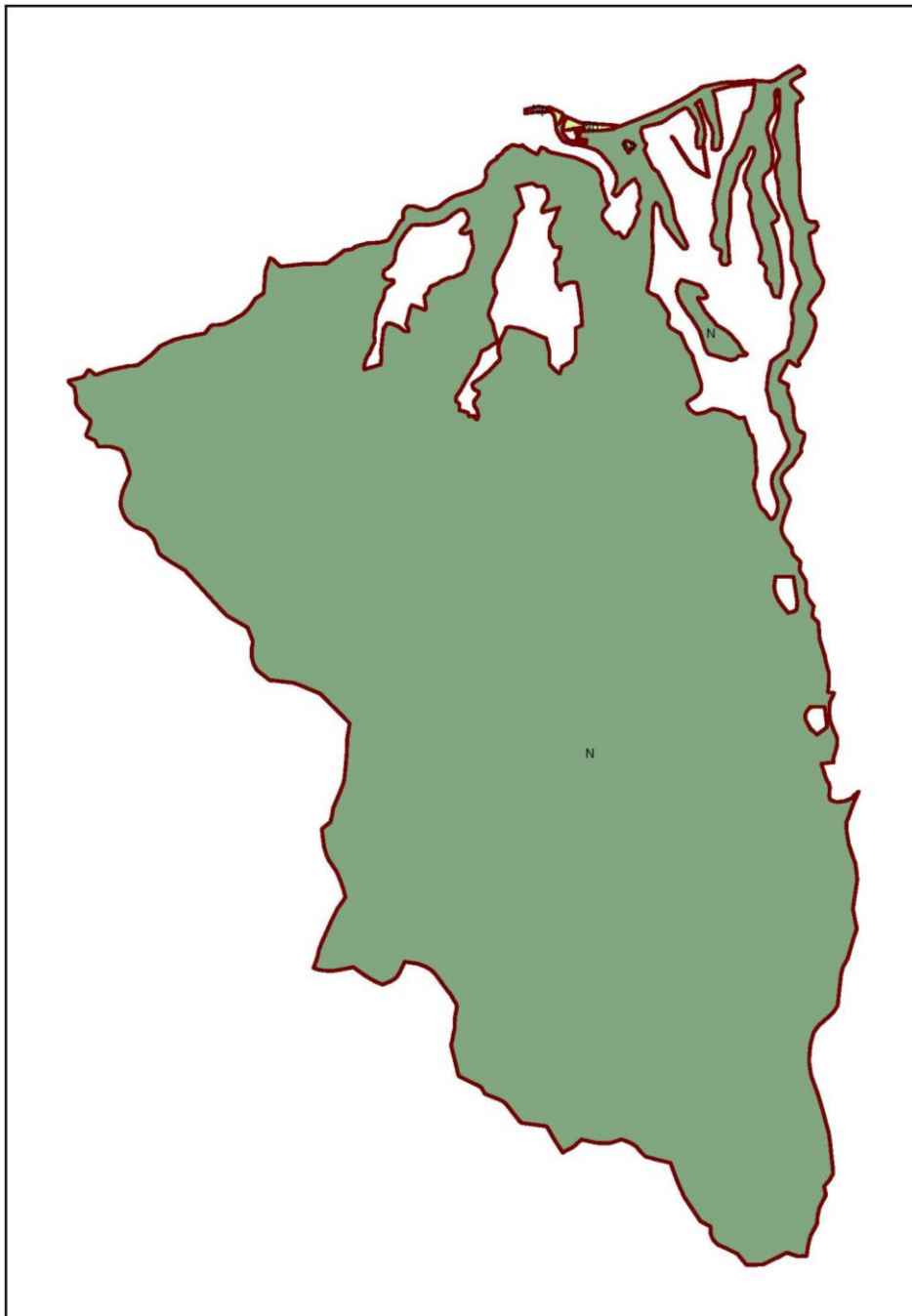
DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE N

La zone **N** correspond aux espaces naturels protégés en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages. Préservée de l'urbanisation, elle doit être protégée.

Cette zone comprend :

- Un secteur Np destiné à accueillir des équipements sportifs, de loisirs et d'accueil des touristes.
- Un secteur Nt relatif à un aménagement touristique du point de vue sur le quartier de Beauséjour.

En sus de la réglementation du Plan Local d'Urbanisme, le Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral le 03 décembre 2013 est à consulter et à prendre en compte car il comporte des prescriptions supplémentaires.



CHAPITRE 1 : USAGE DES SOLS ET DESTINATION DES CONSTRUCTIONS

Paragraphe 1 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, autorisés.

Sont autorisées sur la zone N, excepté sur les secteurs Np et Nt :

- L'ensemble des constructions à usage d'exploitations forestières.
- Parmi les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics, la sous-destination suivante :
 - ◆ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.

Sont autorisés sur le secteur Np :

- Parmi les autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, la sous-destination suivante :
 - ◆ La restauration.
- Parmi les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics, les sous-destinations suivantes :
 - ◆ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.
 - ◆ Les équipements sportifs.

Sont autorisés sur le secteur Nt :

- Parmi les constructions à usage d'équipements d'intérêt collectif et services publics, les sous-destinations suivantes :
 - ◆ Les locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés.
 - ◆ Les aires de stationnement.

Paragraphe 2 : Destinations, sous-destinations, usages et affectation des sols, natures d'activités, interdits ou soumis à des conditions particulières.

Sont interdits :

- Les constructions de toute nature et les clôtures à moins de 10 mètres des berges des rivières et ravines.
- Les constructions à usage d'habitation.
- Toutes les constructions à usage de commerces et activités de services.
- L'ensemble des autres activités des secteurs secondaires et tertiaires, excepté celles indiquées au paragraphe 1 sur le secteur Np.

- Les constructions à destination agricole.

Sont autorisés sous conditions :

- Les aménagements, ouvrages et installations directement liés à la gestion de la fréquentation du public tel que les aires de stationnement, dès lors qu'ils font l'objet d'un traitement paysager de qualité sans imperméabilisation des sols et qu'ils ne remettent pas en cause la vocation forestière du secteur,
- Les aménagements légers liés à la fréquentation et à l'accueil du public, tels que les cheminements piétonniers et cyclables, les sentes équestres, les objets mobiliers destinés à l'accueil ou l'information du public, les bâtiments légers, d'une superficie maximale de 20 m², pour abriter, accueillir et informer le public, les postes d'observation de la faune ;
- Les abris pour animaux, s'il s'agit de structure légère, à condition que leur importance et leur aspect soient compatibles avec l'environnement ; ils sont limités à un seul abri par unité foncière avec une emprise au sol maximale de 50 m² et ouvert sur 3 côtés ;
- Conformément à l'article L 341-7 du Code Forestier, lorsque le projet porte sur une opération ou des travaux soumis à l'autorisation de défrichement prévue à l'article L.341-1 du même code, celle-ci doit être obtenue préalablement à la délivrance du permis.

Paragraphe 3 : Mixité fonctionnelle et sociale.

Non règlementé.

CHAPITRE 2 : CARACTERISTIQUES URBAINES, ARCHITECTURALES, ENVIRONNEMENTALES ET PAYSAGERES

Paragraphe 1 : Volumétrie et implantation des constructions.

1. L'emprise au sol des constructions

Sur les secteurs Np et Nt :

L'emprise au sol est limitée à 20% de la parcelle.

2. La hauteur des constructions

Sur le secteur Np :

La hauteur des constructions est limitée à 3.50 mètres au faîtage.

Sur le secteur Nt :

La hauteur des constructions est limitée à 5 mètres au faîtage.

3. L'implantation des constructions par rapport aux voies ou emprises publiques

Non règlementé.

4. L'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Non règlementé.

5. Implantation par rapport au fond de terrain

Non règlementé.

6. L'implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété

Les bâtiments situés sur un terrain appartenant au même propriétaire, la distance entre les façades en vis-à-vis doit être au moins égale à la hauteur de la façade la plus élevée sans pouvoir être inférieure à 4 mètres.

Paragraphe 2 : Insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale.

Les constructions doivent présenter un aspect compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, des sites et des paysages.

Paragraphe 3 : Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions.

Les projets d'aménagement et d'installations autorisés au chapitre 1 doivent être étudiés en tenant compte d'une analyse paysagère du site (le terrain et son environnement) en respectant le principe de la conservation au maximum des éléments paysagers et plantations d'intérêt, en particulier les arbres.

Les terrains inscrits en espaces boisés classés repérables au document graphique sont régis par les dispositions de l'article L.113-1 du Code de l'Urbanisme.

Paragraphe 4 : Stationnement.

Sur le secteur Nt :

Les aires de stationnement doivent être réalisées dans un souci de limitation de l'imperméabilisation des sols. Pour cela, il convient de privilégier les espaces minéraux sablés, pavés ou dalle gazon de préférence aux espaces bitumés ou enrobés.

CHAPITRE 3 : EQUIPEMENTS ET RESEAUX

Paragraphe 1 : Conditions de desserte des terrains par les voies publiques ou privées, accès et obligations imposées en matière d'infrastructures.

1. La desserte

Non règlementé.

2. Les accès

Non règlementé.

3. La voirie

Non règlementé

Paragraphe 2 : Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie, d'assainissement et par les réseaux de communications électroniques.

1. Eau et assainissement

Sur les secteurs Np et Nt :

L'alimentation en eau potable :

Le branchement sur le réseau d'eau potable public est obligatoire pour toute construction, aménagement ou installation qui requiert une alimentation en eau potable. Les installations doivent être munies d'un dispositif de protection contre les phénomènes de retour d'eau. Elles ne doivent pas être susceptibles de permettre la pollution du réseau public ou du réseau intérieur privé, par des matières résiduelles ou des eaux polluées.

Les eaux usées* :

Le raccordement sur le réseau collectif d'assainissement public ou privé est obligatoire, lorsqu'il existe, pour toute nouvelle construction ou modification.

En cas d'impossibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, il est exigé que les constructions soient dotées d'un système d'assainissement non collectif en bon état de fonctionnement (compact de préférence), et à la charge du propriétaire. Ce système doit être conçu de façon à pouvoir être mis hors circuit dès la réalisation du réseau collectif, le raccordement sur ce dernier devenant obligatoire.

2. Autres réseaux

Non règlementé.

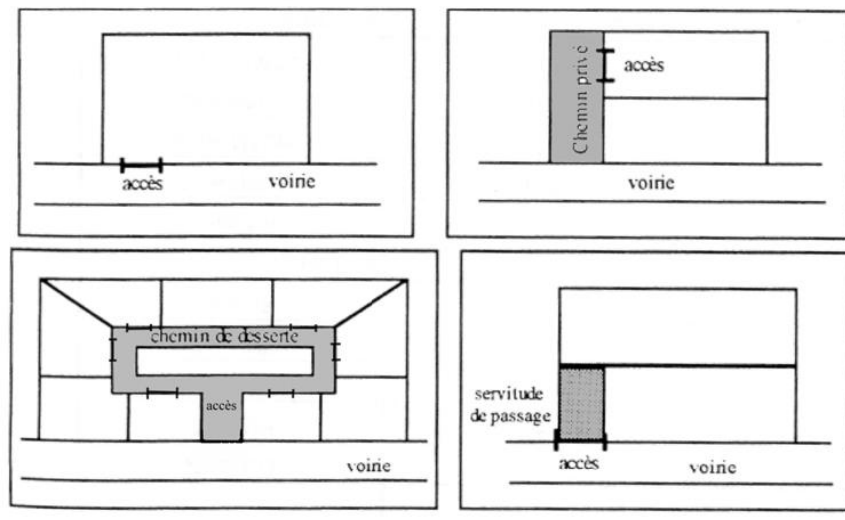
GLOSSAIRE et DEFINITIONS

Précisions concernant la signification de certains mots ou expressions utilisés dans le présent règlement.

Accès et voie nouvelle :

L'accès est constitué par la limite entre le terrain et la voie qui le dessert.

La voie nouvelle est une emprise publique ou privée qui permet de desservir plusieurs propriétés distinctes.



Alignement* par rapport aux voies :

L'alignement* ne concerne que la superstructure du bâtiment, les éléments tels que balcon, bow-window pourront être implantés en saillie. De même, un retrait partiel d'éléments de façade pourra être autorisé.

Bâtiment annexe :

Est considéré comme bâtiment annexe, une construction non affectée à l'habitation qui n'est pas contiguë à la construction principale à usage d'habitation : garage, abri de jardin, remise à bois...

Clôture :

Dispositif situé entre la limite de l'unité foncière et la limite avec le domaine public d'une part et, d'autre part, la limite avec les parcelles qui lui sont contiguës ayant pour fonction d'empêcher ou de limiter le libre passage.

Eaux pluviales :

Sont considérées comme eaux pluviales celles qui proviennent des précipitations atmosphériques, des eaux d'arrosage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles sans ajout de produit lessiviel.

Cependant, les eaux de pluie ayant transité sur une zone de voirie sont susceptibles d'être chargées en hydrocarbures et en métaux lourds, elles devront dans ce cas être traitées.

Les eaux de source et de résurgence ne sont pas considérées comme des eaux pluviales.

Eaux usées domestiques :

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux ménagères (rejets des cuisines, salles de bain, lessives) et les eaux-vannes (rejets des toilettes).

Le rejet d'eaux usées non domestiques dans le réseau communal doit faire l'objet d'une convention ou d'une autorisation délivrée par le Maire (article L.1331-10 du code de la santé publique).

Emplacement réservé :

Ce sont les emprises de terrains privés qui sont réservées dans le PLU en vue de réaliser un équipement ou une infrastructure publique.

Emprise au sol :

En application de l'article R420-1 du Code de l'Urbanisme, l'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus.

Equipements d'infrastructure :

Le terme recouvre l'ensemble des installations techniques, aménagements au sol ou en sous-sol, nécessaires au fonctionnement des constructions ou des services publics: voirie, réseaux, ponts, passerelles, antennes...

Espace Boisé Classé :

C'est une protection particulière instituée par l'article L. 113-1 du Code de l'Urbanisme. Elle s'applique aux espaces boisés ou à boiser et soumet les coupes et abattages d'arbres à autorisation. La construction est interdite dans ces espaces et le caractère boisé des lieux doit être maintenu, le défrichage y est interdit.

Façade :

Côté de la construction donnant sur une limite parcellaire (limite sur l'espace public ou avec une autre parcelle) ou située à distance, mais en vis-à-vis de cette limite. Un pignon constitue une façade.

Hauteur au faitage :

Hauteur mesurée au point le plus haut de la toiture: cheminées, antennes et ouvrages techniques exclus.

Hauteur à l'acrotère :

Pour les toitures plates (toitures-terrasses), hauteur mesurée en partie supérieure de la toiture sur les limites extérieures.

Hauteur des façades :

La hauteur d'une façade est calculée du terrain naturel à l'aplomb de la façade jusqu'à la hauteur à l'égout du toit (ou à l'acrotère en cas de toiture terrasse).

Hauteur maximale des constructions :

La hauteur maximale des constructions est mesurée à compter du sol existant avant travaux jusqu'au point le plus haut de la construction. Sont non compris les ouvrages tels que souches de cheminées et de ventilation, antennes, machineries d'ascenseur, locaux techniques,...

Surface de plancher :

La surface de plancher est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades. Les loggias, toitures-terrasses, balcons ne sont pas considérés comme étant des éléments clos et couverts, ils n'entrent donc pas dans le calcul de la surface de plancher.

Terrain naturel :

Il s'agit du terrain en l'état avant réalisation de tout projet y compris les travaux de terrassement.



P lan

L ocal

U rbanisme

Grand' RIVIERE



NOTICE ANNEXES SANITAIRES

Prescrit le 30 mars 2016
Arrêté le 01 juin 2018
Enquête publique du.....
Approuvé le

1. Eau Potable

1.1. Périmètres de captage

La commune de Grand'Rivière ne dispose d'aucun périmètre de protection de captage. Des études sont en cours afin de protéger le point d'alimentation en eau potable de la commune qui s'effectue à partir de la Grande Rivière.

1.2. Réseau d'Adduction en Eau Potable

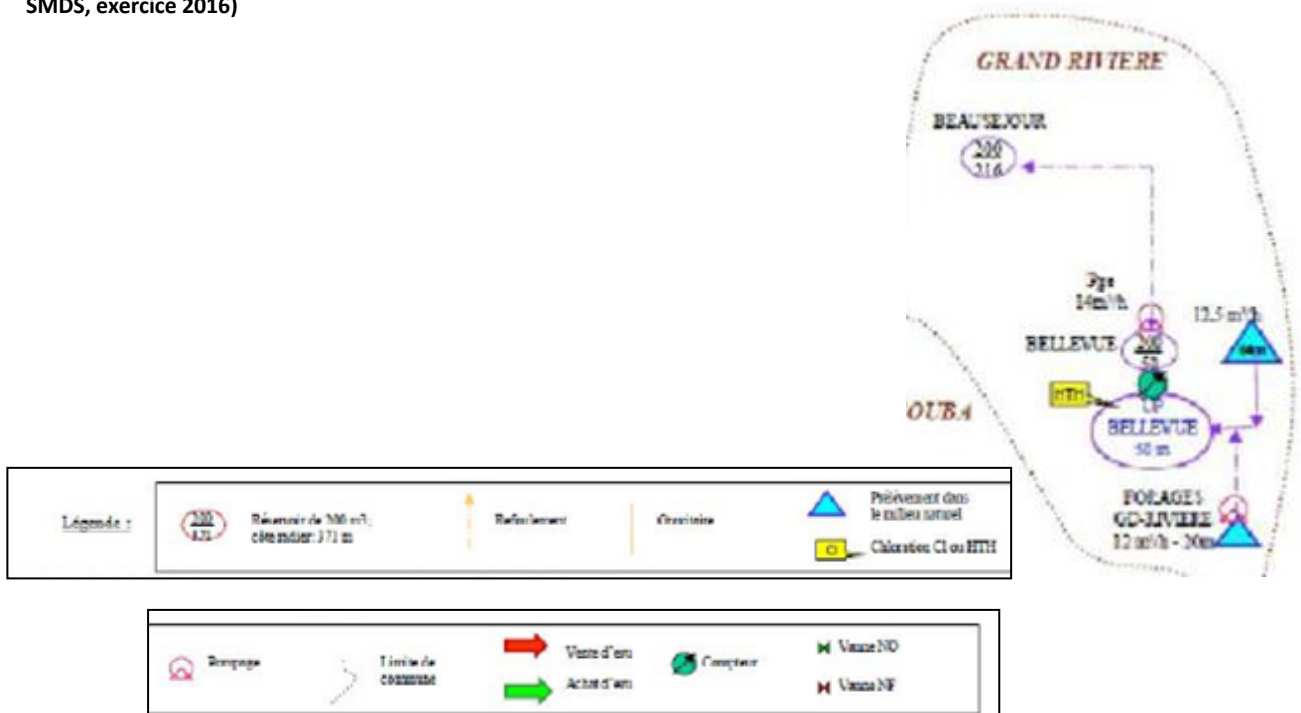
Le maître d'ouvrage du réseau de distribution d'eau potable de la commune de Grand'Rivière est la Communauté d'Agglomération de CAP Nord. L'exploitation de ce réseau est assurée par une société privée faisant partie du groupe SAUR, la Société Martiniquaise de Distribution et de Service (SMDS).

Le réseau global sur les communes du Nord est de type semi-rural, avec un indice linéaire de perte (ILP) mauvais d'après les dernières données disponibles, soit 9.55 m³/km/j en 2014 sur l'ensemble du réseau. Le rendement du réseau global atteint seulement 59.5%, ce qui tend à supposer que des améliorations restent à faire.

L'alimentation en eau potable des habitants de Grand'Rivière s'effectue par une prise d'eau au niveau de la Grande Rivière, en amont du stade. La station de Bellevue a été mise en service le 31/12/1965 avec une capacité nominale de 14.3 m³/h. En 2016, la station a produit 62 085 m³ d'eau potable, en baisse par rapport à 2015, où le volume produit était de 67 331 m³.

Des forages ont été réalisés à proximité du stade, non loin des carbetts, et une analyse est en cours pour délimiter des périmètres de protection rapprochés.

Extrait du schéma de fonctionnement du réseau d'eau potable, commune de Grand'Rivière (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)



Le traitement de l'eau est assuré par une installation de production d'eau potable, située à Bellevue, sur le territoire communal. Mise en service en 1967, elle assure un traitement physique simple et une désinfection de l'eau.

L'eau produite est envoyée ensuite au réservoir de Beauséjour. D'une capacité nominale de 200 m³, il permet par la suite d'alimenter l'ensemble des habitations de la commune.

Abonnés et volumes consommés :

La commune compte 394 abonnés en 2016, en baisse de 1.25% par rapport à 2015 (399 branchements).

Décomposition par type de branchement (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)

Grand'Rivière	2016	Particuliers et autres			Communaux
		Dont conso <200 m ³ /an	Dont 200>conso<6000 m ³ /an	Dont conso >6000 m ³ /an	
Nombre de branchements	394	359	32	0	3
Volume total consommé	34 591 m ³	24 457 m ³	8 740 m ³		1 394 m ³

La consommation d'eau totale en 2016 a été de 34 591 m³, en baisse de 4.5 % par rapport à l'année précédente (36 221 m³). 9 branchements sont sans consommation.

Au 1^{er} janvier 2017, le prix de l'eau s'élevait à 3.10 €/m³.

Perspectives d'avenir et propositions d'amélioration

Sur la base d'une consommation de 148 litres par jour et par habitant, la consommation journalière de la population riveraine est de 94m³/j. Selon les perspectives d'évolution démographiques envisagées par la municipalité, en 2030, soit 786 habitants au total les besoins s'élèveraient à 108 m³, en fonctionnement normal.

Les besoins engendrés par l'arrivée de nouvelle population pourront être couverts par le biais du réseau actuel, présentant des capacités suffisantes en fonctionnement normale. Il faudra toutefois surveiller la consommation en période de pointe afin de ne pas détériorer la situation, en particulier pendant la période sèche.

Le gestionnaire du réseau, dans le cadre de son dernier rapport a proposé plusieurs améliorations sur l'UPEP de Grand'Rivière. Ainsi, il est proposé l'installation d'un groupe électrogène et la mise en service des forages de manières à sécuriser la production d'eau, tout au long de l'année pour les habitants. La commune doit faire face régulièrement à l'arrêt de l'usine pour cause de dépassement de la valeur de turbidité, ce qui en cas d'intempéries persistantes, génère des coupures d'eau.

Enfin, il est préconisé la mise en place d'un turbidimètre et d'un Phmètre pour l'eau brute, ainsi qu'une vanne pneumatique en entrée de station.

2. Assainissement

L'assainissement collectif

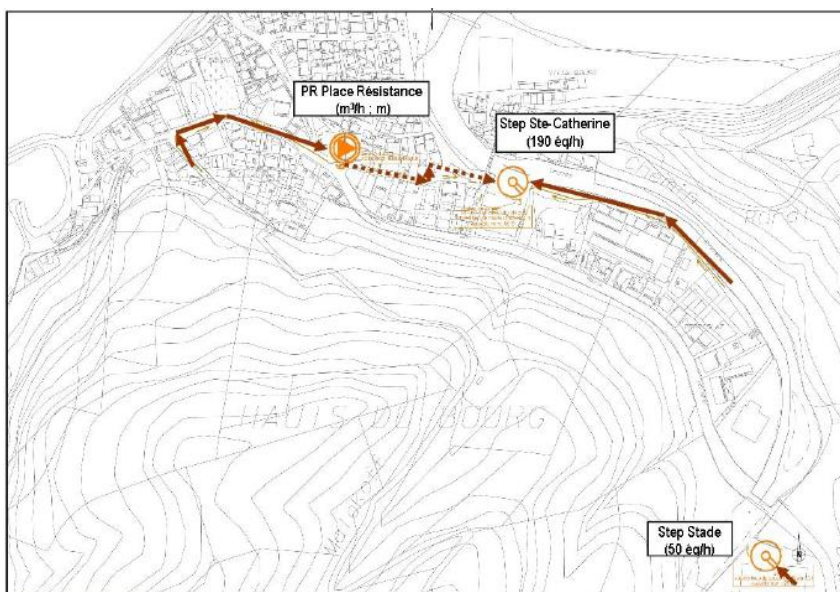
Depuis le 1^{er} janvier 2017, le maître d'ouvrage du réseau de distribution d'assainissement de la commune de Grand'Rivière est la Communauté d'Agglomération de CAP Nord. L'exploitation de ce réseau est assurée par une société privée, faisant partie du groupe SAUR, la Société Martiniquaise de Distribution et de Service (SMDS).

Schéma de fonctionnement du réseau d'assainissement collectif, commune de Grand'Rivière (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)

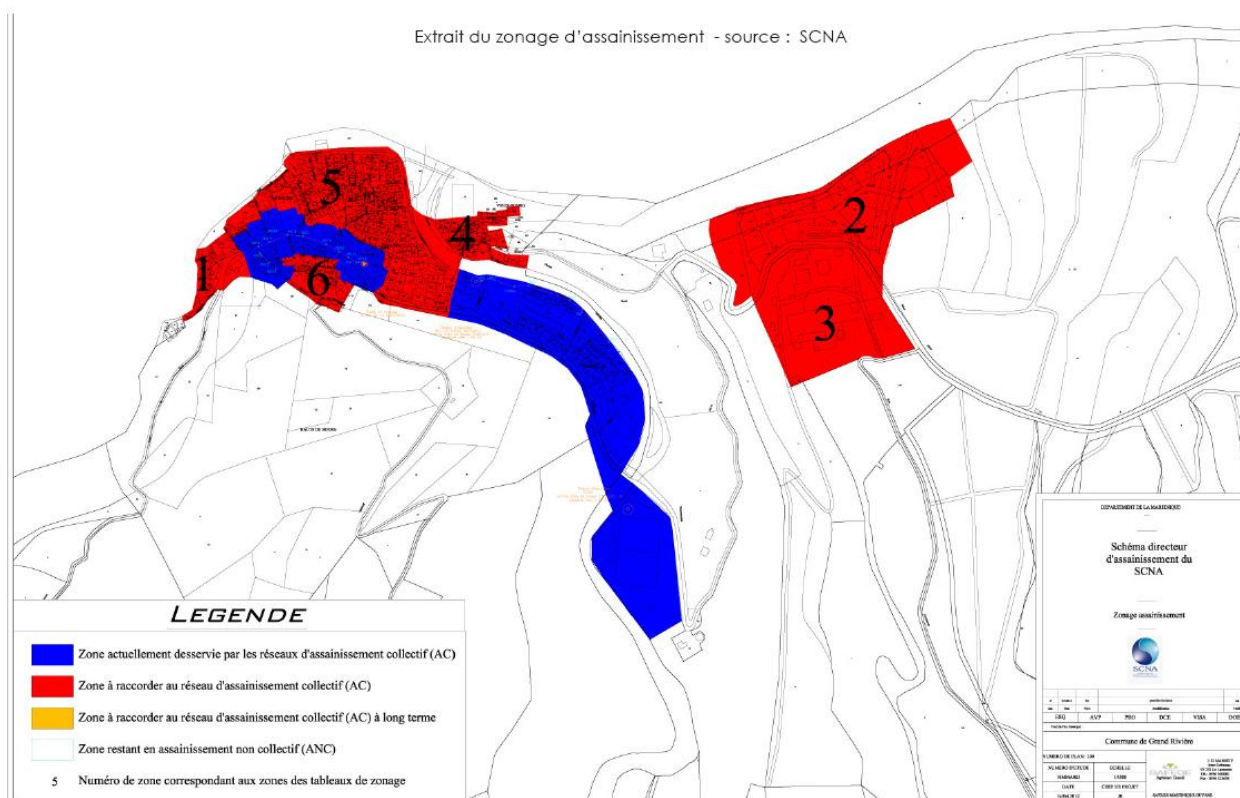
Grand'Rivière dispose d'un très petit réseau d'assainissement collectif qui se limite au quartier de Perriolat jusqu'au stade, et la partie du bourg, de la mairie jusqu'au carrefour avec la rue des PTT. Il se compose de la station d'épuration de Sainte-Catherine située dans le bourg et d'une seconde station d'épuration au niveau du stade.

La station d'épuration de Sainte Catherine, située dans le bourg dispose d'une capacité de 190 eH. Mise en service en 2007, elle utilise le traitement de type biodisque. Actuellement, la capacité effective est de 90 eH pour 60 eH raccordables. Les boues sont déshydratées et envoyées, soit au centre de compostage du CVO, soit au centre de compostage Terraviva pour traitement. L'autre station d'épuration, située au niveau du stade, est de type filière enterré, avec une fosse toutes eaux. L'ouvrage dispose d'une capacité de 25 eH et se trouve aujourd'hui en mauvais état.

Un zonage d'assainissement a été réalisé et approuvé par le Syndicat des Communes du Nord Atlantique (SCNA).



Zonage d'assainissement, commune de Grand'Rivière (source Communauté d'Agglomération de CAP Nord)



Un poste de refoulement complète le dispositif. Equipé de 2 pompes, sa capacité nominale est de 12m³/h. Il a été installé en 2007, au niveau de la place de la Résistance. Actuellement, le volume d'effluent collecté est de 5 m³/j, soit 0.3% du réseau total. Le poste de refoulement est fortement impacté par les eaux parasites (2 643 m³ en 2016, pour un volume total traité de 3 660 m³). Les eaux parasites sont estimées à partir des temps de fonctionnement des postes de relevage, débit unitaire des pompes de relevage, de la consommation moyenne annuelle par client et du nombre de clients raccordés sur ces postes. Le pourcentage important de ces eaux parasites confirme le mauvais état du réseau de collecte ou des mauvais raccordements.

Abonnés et volumes traités :

La commune compte 33 abonnés au service de l'assainissement collectif en 2016, stable par rapport à 2015. Les volumes traités proviennent essentiellement de petits consommateurs.

Décomposition par type de branchement (source rapport annuel de la SMDS, exercice 2016)

Grand'Rivière	2016	Particuliers et autres			Communaux
		Dont conso <200 m ³ /an	Dont 200>conso<6000 m ³ /an	Dont conso >6000 m ³ /an	
Nombre de branchements	33	32	1	0	0
Volume total traité	3 050 m ³	2 848 m ³	202 m ³	-	-

Perspectives d'avenir et propositions d'amélioration

Cependant, les constructions du bourg ne sont actuellement pas raccordées au réseau d'assainissement collectif. Les eaux usées sont évacuées dans les «fosses à vide». Pour connecter l'ensemble des constructions au réseau d'assainissement, il convient d'entreprendre de lourds travaux sur le bourg pour les raccorder. Une nouvelle station d'épuration doit être réalisée pour raccorder l'ensemble des constructions. Toutefois, le manque de place sur le bourg pose problème. Il convient de réfléchir à travers le PLU, à l'implantation d'une nouvelle STEP qui raccorderait Beauséjour et le bourg. Son dimensionnement devra tenir compte des ambitions démographiques pour la commune.

Sur la STEP de sainte-Catherine, il serait nécessaire d'étudier la possibilité de modifier les installations en y incluant un système d'extraction des boues au fond des décanteurs (éléments primordial omis lors de la construction).

L'assainissement autonome

Compte tenu de la configuration du bourg de Grand'Rivière, le choix du mode d'assainissement autonome est privilégié pour des raisons de coût.

En 2016, Grand'Rivière comptabilisait 361 abonnés à l'assainissement non collectif.

Les habitations doivent donc être équipées de dispositifs d'assainissement autonomes complets. Ces systèmes doivent comprendre :

- Un prétraitement par fosse toutes eaux,
- Un traitement par tranchées filtrantes ou par filtre à sable (drainée ou non),
- Une évacuation en milieu hydraulique superficiel si nécessaire (filtre à sable drainé).

L'entretien, qui bien souvent n'est pas réalisé, est également un élément essentiel pour le fonctionnement et la pérennité des dispositifs. L'absence de ces dispositifs ou leur non-entretien conduit bien souvent à des rejets directs des eaux domestiques dans le milieu naturel. Concernant l'assainissement non collectif, un diagnostic des installations a été réalisé, suite aux nouveaux arrêtés de 2012 sur l'Assainissement Non Collectif (ANC) et leur contrôle. Il en ressort que la très grande majorité des habitations contrôlées dispose d'un assainissement non conforme. Certaines habitations disposent d'une fosse sous la construction qui n'est pas visitable, ce qui tend à dire que le système n'est pas conforme.

Bien que techniquement et financièrement cette opération soit difficile à mener, une attention particulière est à apporter sur la mise aux normes de ces dispositifs.

Le réseau d'eaux pluviales

Il n'existe pas sur la commune de réseau d'eau pluviale à proprement parlé. Le système des anciennes canalisations au niveau de la chaussée draine les eaux de pluie vers la rivière ou la mer.

La gestion de l'eau pluviale est une compétence communale.

Compte tenu de la pluviométrie sur la commune, il est nécessaire de limiter l'imperméabilisation des sols, et de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage et le traitement des eaux pluviales.

Il est donc essentiel que les projets futurs intègrent des aménagements permettant de réduire au maximum l'imperméabilisation des sols.

3. Les déchets

La gestion des déchets

L'organisation administrative de la gestion des déchets ménagers à Grand'Rivière est structurée autour de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP Nord), compétente en matière de collecte et le SMTVD (Syndicat Mixte de Traitement et de Valorisation des Déchets), compétent en matière de traitement.

Le ramassage et le stockage des déchets ménagers et autres entrent dans le cadre d'une organisation complexe, mise en place au travers du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de la Martinique (PPGDND) approuvé le 22 septembre 2015. Il doit répondre aux objectifs réglementaires relatifs à la réduction de la production et de la nocivité des déchets, à la limitation des transports, à la valorisation et à l'information du public. Il doit prévoir également des moyens de traitement des déchets résiduels. Il vise à orienter et à coordonner l'ensemble des actions à mener, tant par les pouvoirs publics que par les organismes privés, en vue d'assurer la réalisation de ces objectifs aux horizons 2021 et 2027.

La collecte des déchets organisée par CAP Nord

CAP Nord détient la compétence collecte des déchets depuis décembre 1995 sur les 18 communes qui la composent. La compétence collecte, élimination, traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés comprend :

- La collecte et le traitement des ordures ménagères et des encombrants, déchets verts,
- La suppression des dépôts sauvages,
- La participation à la collecte de piles, de batteries et huiles usagées, en fonction des filières existantes sur le territoire et de la réglementation en vigueur,
- La participation au financement du fonctionnement de la fourrière de CARRERE en partenariat avec les autres établissements publics de coopération intercommunale concerné.

Enfin, la gestion des déchets municipaux (résidus d'entretien des espaces verts communaux, déchets des halles et marchés, déchets de nettoyage) ne relève pas de la compétence de CAP Nord.

La production moyenne de CAP Nord est de 370 kg d'ordures ménagères/habitant et par an en 2009. Le poids moyen d'ordures ménagères produites par an et par habitant est en baisse avec 335 kg en 2011. L'objectif de 312 kg est à atteindre. A titre comparatif, la moyenne départementale en 2009 se situe à 421kg.hab/an, tandis que la moyenne nationale est de 353 kg/hab/an (en 2009).

Collecte des ordures ménagères

La collecte des ordures Ménagères (OM) s'effectue le samedi pour les bacs individuels, excepté pour le lotissement de Beauséjour où la collecte a lieu le mardi. En ce qui concerne les bacs collectifs, le ramassage s'effectue de manière bi-hebdomadaire, le mardi et le samedi.

Le traitement des déchets s'effectue soit par incinération à l'UIOM de Dillon pour la production d'électricité, soit par enfouissement dans une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux

(ISDN), située à « Céron », sur la commune de Sainte-Luce. La construction d'un ISDN au Robert est en cours (Petit Galion).

L'incinérateur, a la double vocation de traiter les déchets ménagers et de produire de l'électricité. Environ 400 kWh/tonne incinérés sont produits par l'usine, dont 100 kWh/tonne servent à sa propre autonomie énergétique. A l'entrée, l'UTVD reçoit principalement les ordures ménagères de tout le territoire martiniquais, les déchets industriels non dangereux (DIB) incinérables et les déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI). En sortie, le procédé d'incinération de ces déchets génère des mâchefers (22 000 tonnes/an) enfouis au CET ou valorisés en BTP et des résidus d'épuration des fumées (REFIOM) qui sont conditionnés en biobag et expédiés en Métropole pour un stockage en CSDU de classe 1.

La collecte sélective est réalisée en porte à porte (cartons, plastiques et métaux) avec une collecte des bacs le vendredi et en apport volontaire pour le verre. Le verre est ensuite acheminé vers la plateforme de broyage de la Trompeuse, pour y subir une transformation en sable ou en gravier.

Les emballages plastiques et les emballages carton sont collectés et acheminés à Martinique recyclage à Ducos. Les emballages métalliques sont collectés et acheminés à MétalDom.

Enfin, il existe un ramassage des déchets verts et des encombrants, tous les 15 jours, et qui s'effectue le vendredi sur la commune. Il existe une filière de valorisation « TERRA VIVA » (boue d'épuration) à Ducos et une plateforme au Robert (CVO) pour la production de compost. Ce dernier équipement accueille uniquement des biodéchets (déchets organiques) : déchets verts des collectivités et des entreprises d'espaces verts, Fraction Fermentescible des Ordures Ménagères (restes de repas, papiers, journaux et végétaux de petite taille) et déchets Industriels et Commerciaux biodégradables (les bio-DIC).

Grâce à la méthanisation et au compostage, le CVO permet de produire de l'électricité à partir du méthane issu de la décomposition des biodéchets et un amendement pour l'agriculture le compost.

Pour les déchets qui ne sont pas collectés directement, la population riveraine peut se rendre à la déchèterie du Poteau à Basse-Pointe. Les déchets qui peuvent y être déposés sont les déchets verts, les métaux ferreux, les Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE), les batteries et les huiles usagées.

L'abandon et les dépôts de déchets sauvages et les véhicules Hors d'Usage (VHU)

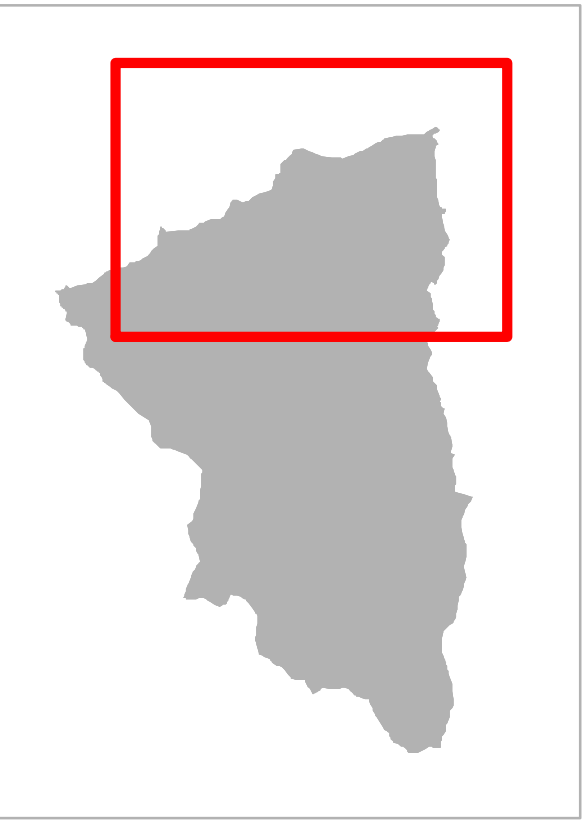
L'effet de la pluie sur les dépôts sauvages entraîne des écoulements de substances contenues dans les déchets. Ces lixiviats vont s'infiltrer dans les sols ou s'écouler vers les cours d'eau, créant dans les



deux cas des pollutions notables. Parmi les déchets les plus susceptibles de dégrader les eaux et les sols, on peut citer les batteries, les Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), les Véhicules Hors d'Usage (VHU). **Suite à un décret et arrêté du 28 avril 2017, un plan d'actions des producteurs automobiles pour résorber le stock de VHU a été mis en œuvre, en s'appuyant notamment sur les communes.**

**COLLECTIVITE DE LA MARTINIQUE
COMMUNE DE GRAND'RIVIERE**

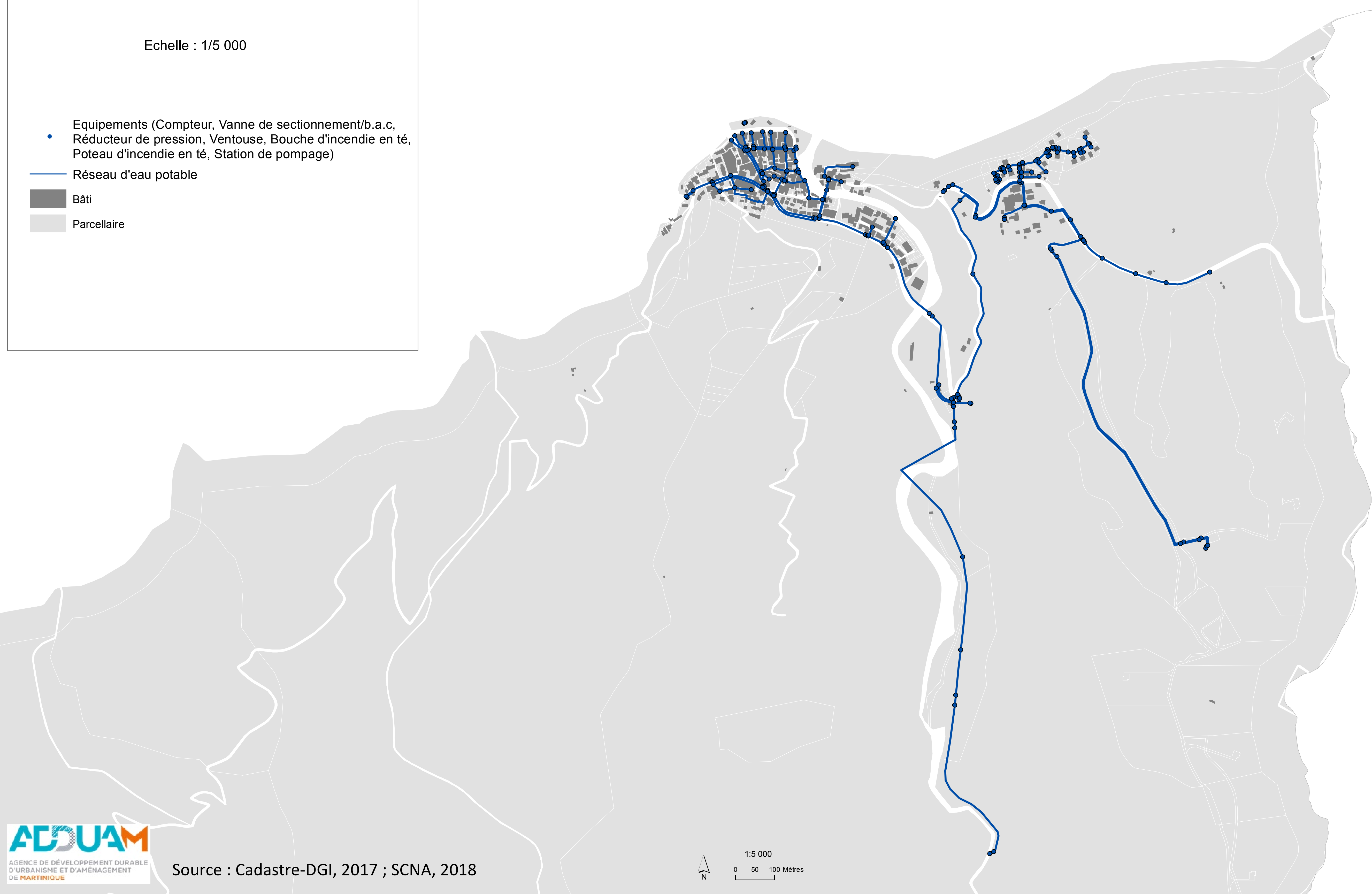
RESEAU D'EAU POTABLE DE LA COMMUNE DE GRAND'RIVIERE



RESEAU D'EAU POTABLE

Echelle : 1/5 000

- Equipements (Compteur, Vanne de sectionnement/b.a.c, Réducteur de pression, Ventouse, Bouche d'incendie en té, Poteau d'incendie en té, Station de pompage)
- Réseau d'eau potable
- Bâti
- Parcellaire



Macouba

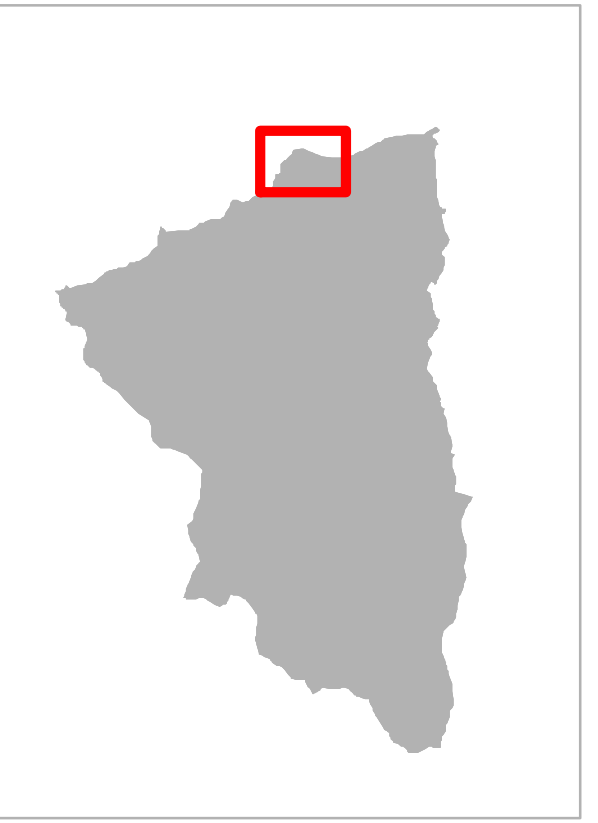
PLAN DES EAUX USEES DE LA COMMUNE DE GRAND'RIVIERE

COLLECTIVITE DE LA MARTINIQUE
COMMUNE DE GRAND'RIVIERE

RESEAU DES EAUX USEES

Echelle : 1/1 100

- Equipements (pompage, raccordement, regard, ventouse)
- Réseau des eaux usées
- Bâti
- Parcellaire





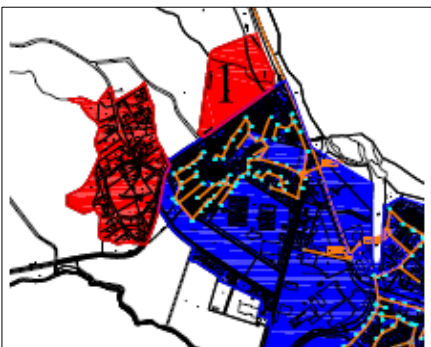
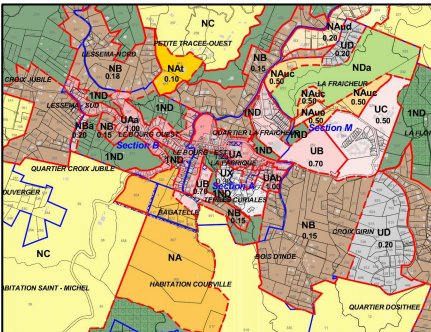
10MMA025
VERSION FINALE

Mars 2013



Schéma directeur d'assainissement du SCNA

RAPPORT DE PHASE 1BIS – REVISION DES ZONAGES



SAFEGE
Ingénieurs Conseils

SIÈGE SOCIAL
PARC DE L'ILE - 15/27 RUE DU PORT
92022 NANTERRE CEDEX
Agence de la Martinique : ZI La Lézarde – Voie n°1 – Immeuble les Palétuviers – 97232 Le Lamentin –
Tél : 0596 30 06 80 – Fax : 0596 42 36 58

TABLE DES MATIÈRES

1 Introduction.....	5
2 Refonte des zonages d'assainissement.....	6
2.1 Définitions et contexte réglementaire.....	6
2.2 Présentation des zonages existants sur le territoire du SCNA.....	7
2.3 Méthodologie de la mise à jour du zonage d'assainissement.....	7
2.3.1 Analyse critique.....	8
2.3.2 Outils et méthodes.....	8
2.3.3 Description des étapes de la méthodologie.....	9
2.4 Synthèse par commune.....	13
2.4.1 Le Lorrain.....	14
2.4.2 Le Gros Morne.....	16
2.4.3 Ajoupa Bouillon.....	19
2.4.4 Basse Pointe.....	22
2.4.5 Macouba.....	25
2.4.6 Grand' Rivière.....	27
2.4.7 Sainte Marie.....	30
2.4.8 Marigot.....	33

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Tableau 1: Listing des dates de réalisation des zonages des communes du SCNA.....	7
Tableau 2: Chiffrage estimatif des postes de refoulement (source: références internes Martinique)	10
Tableau 3: Chiffrage estimatif des types de réseau (sources: références internes) ...	11
Tableau 4: Résultat de la refonte du zonage du Lorrain	14
Tableau 5: Résultats de la refonte du zonage du Gros Morne	17
Tableau 6: Résultats de la refonte du Zonage d'Ajoupa Bouillon	20
Tableau 7 : Résultats de la refonte du zonage de Basse Pointe	23
Tableau 8: Résultats de la refonte du zonage de Macouba.....	25
Tableau 9 : Résultats de la refonte du zonage de Grand Rivière	28
Tableau 10 : Résultats de la refonte du zonage de Sainte Marie	30
Tableau 11 : Résultats de la refonte du zonage de Marigot.....	33

1

Introduction

C'est récemment que le Syndicat des communes du Nord Atlantique a obtenu en 2005 la compétence Assainissement collectif sur l'ensemble de son territoire, et en 2008 la compétence Assainissement non collectif. Afin de conduire une politique cohérente à l'horizon 2025, le SCNA a pris le parti de se doter d'un **schéma directeur d'assainissement**.

Le schéma directeur couvre l'ensemble du territoire (Ajoupa Bouillon, Basse Pointe, Grand Rivière, Gros-Morne, Le Lorrain, Macouba, Marigot, Sainte Marie, Trinité (en partie)) et est un document guide qui a pour objectifs de:

- définir une politique globale de zonage assainissement ;
- connaître et mesurer l'étendue de son patrimoine ;
- disposer d'un inventaire et d'un diagnostic des installations ;
- disposer de différents scénarii d'aménagement pour répondre à l'évolution des besoins et aux enjeux du milieu naturel ;
- définir un programme d'actions et d'investissements basé sur une analyse multicritères des scénarii proposés.

Le schéma directeur, dont l'élaboration a été confiée à SAFEGE, se compose de trois phases :

- **PHASE 1 – Diagnostic, recueil, analyse et synthèse des données existantes**
- **PHASE 2 – Besoins futurs et adéquation des infrastructures actuelles**
- **PHASE 3 – Scénarii d'assainissement**

L'objet de ce rapport est de présenter **la révision des zonages d'assainissement**. Il fait partie des éléments de mission de la phase 1 du schéma directeur ayant trait à l'état des lieux et au diagnostic des systèmes d'assainissement de l'ensemble du territoire de la collectivité. Soumis à validation du comité de pilotage, il est amené à évoluer au fur et à mesure de l'étude du schéma directeur notamment en fin de phase 2.

2

Refonte des zonages d'assainissement

L'ensemble des communes du syndicat dispose d'un zonage d'assainissement, plus ou moins récent. L'objectif de cette partie de l'étude est, sur la base des zonages précédents, de disposer d'un outil à l'échelle du syndicat afin d'appliquer une politique globale d'assainissement.

2.1 Définitions et contexte réglementaire

Dans le cadre de la loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, les communes doivent se doter d'un document relatif au zonage d'assainissement. Celui-ci est annexé au Plan Local d'Urbanisme (P.L.U ex POS.). Il prend en compte les problèmes liés à l'assainissement des eaux usées et pluviales dans le zonage du POS et intègre les perspectives de développement des communes.

La loi sur l'Eau impose aux communes :

1. de définir le zonage des techniques d'assainissement collectif et individuel ;
2. de prendre en charge les dépenses liées à l'assainissement collectif en termes d'investissement et de fonctionnement ;
3. de prendre en charge les dépenses liées au contrôle des dispositifs d'assainissement individuel. Le contrôle devra être effectif au plus tard le 31 décembre 2005.

Dans les zones d'assainissement collectif, la commune doit assurer la collecte, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées.

Dans les zones d'assainissement non collectif, le syndicat est tenu, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement.

2.2 Présentation des zonages existants sur le territoire du SCNA

Conformément aux exigences de la loi sur l'eau, les communes ont toutes réalisé des zonages d'assainissement. Le tableau suivant liste les dates de réalisation de ces zonages.

Tableau 1: Listing des dates de réalisation des zonages des communes du SCNA

VILLE	Date de réalisation du zonage	Format
Ajoupa Bouillon	2001	Informatique (dwg)
Basse Pointe	2005	Informatique (pdf)
Grand Rivière	2005	Informatique (pdf)
Gros Morne	2003	Informatique (dwg)
Lorrain	2000	Informatique (dwg)
Macouba	2005	Informatique (pdf)
Marigot	2002	Informatique (mapinfo)
Sainte Marie	1999	Informatique (dwg)

2.3 Méthodologie de la mise à jour du zonage d'assainissement

L'actualisation se base sur les zonages des communes du SCNA établis entre les années 1999 et 2005. En complément des documents existants, la méthodologie développée repose sur des hypothèses et estimations à valider avec les différentes communes.

2.3.1 Analyse critique

Pour être au plus près de la réalité en termes de moyens et de faisabilité, l'étude se cantonne aux zones urbanisées et zones de projet des communes.

Globalement, l'état des lieux de l'évolution de l'urbanisation ainsi que l'estimation des populations futures confirment une révision à la baisse des zones destinées à être raccordées aux réseaux collectifs. Compte tenu d'une croissance démographique relativement faible, les projets d'urbanisation entraîneront davantage un remaniement de la répartition des habitants de la commune que des entrées au sein du territoire.

2.3.2 Outils et méthodes

La mise à jour du zonage se décompose en 6 étapes comme suit :

Étapes de la méthodologie:

1. **Découpage du périmètre destiné à l'assainissement collectif**
2. **Données urbanistiques**
3. **Paramètres environnementaux**
4. **Extension du réseau d'assainissement**
5. **Estimation financière**
6. **Filière préconisée**

Outils/ supports/ démarches :

✓ **Outils**

- Logiciels : Excel, AutoCAD (dessin)
- Internet : site Géoportail (photos aériennes)

<http://www.geoportail.fr/visu2D.do?ter=martinique>

- Site INSEE (démographie)

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/default.asp?page=statistiques-locales.htm>

✓ **Supports**

- Zonage des communes (rapport et plans)
- Aptitude des sols à l'épandage (rapport et plans)
- Plans des réseaux de l'assainissement collectif
- Cartes IGN
- Plan locaux d'urbanisme (obtenus auprès de l'ADUAM et utilisés pour les besoins de l'étude dans le cadre d'une convention d'échange de données)

✓ **Démarches**

- Reconnaissances sur sites
- Rencontres avec l'exploitant : la SMDS
- Réunion avec les services de l'urbanisme des communes (toutes les communes ont été rencontrées à l'exception de Basse Pointe – contact par courrier)

2.3.3 Description des étapes de la méthodologie

1. Découpage du territoire en zones

- ✓ **État initial** : mise à jour du périmètre de l'assainissement collectif existant ;
- ✓ **Délimitation de zones** localisées dans le périmètre de l'assainissement collectif prévu dans le zonage initial suivant le POS/ PLU et les possibilités de raccordement au réseau collectif. La zone constitue l'unité de travail de la méthodologie étayée ci-dessous.

2. Données urbanistiques

- ✓ **Superficies minimales** imposées par les POS/PLU pour les terrains constructibles;
- ✓ **Classification et COS** d'après le règlement du POS/PLU ;
- ✓ **Projets d'aménagement** : inventaires et échéances respectives;
- ✓ **Occupation actuelle et future**: nombre de résidences construites, nombre de résidences maximales précisées par les projets d'aménagement ou estimées en tenant compte de l'existant et des superficies minimales constructibles imposées dans le règlement du POS/PLU, nombre d'équivalents habitants maximal.

3. Paramètres environnementaux

- ✓ **Aptitude des sols à l'épandage** (la capacité d'infiltration- dispersion des sols permet de choisir le dispositif d'assainissement autonome le plus adapté), des sondages complémentaires peuvent s'avérer nécessaires ;
- ✓ **Caractéristiques topographiques** des terrains: pente du terrain (une pente supérieure à 20 % compromet la mise en œuvre de l'assainissement autonome en raison du ruissellement trop rapide des eaux usées vers les cours d'eau).

4. Extension du réseau d'assainissement

- ✓ **Possibilités du réseau** pour raccorder la zone à l'assainissement collectif dictée par la topographie : gravitaire/ refoulement (poste de refoulement) ;
- ✓ **Métré** : estimation des mètres linéaires des réseaux et du nombre de postes de refoulement éventuels: longueur de réseau par rapport au réseau collectif existant (gravitaire/ refoulement), réseau de collecte (gravitaire au sein de la zone).

5. Estimation financière

L'évaluation économique de la mise en œuvre de l'assainissement collectif sur un territoire donné constitue un critère décisionnel important pour le maître d'ouvrage.

Les coûts évalués se basent sur les hypothèses maximalistes (équivalents habitants maximaux) afin de se constituer une marge de sécurité. Ils demeurent des ordres de grandeurs comportant une incertitude de l'ordre de 30%. Ils sont néanmoins suffisants pour orienter le choix de la filière d'assainissement.

Les tableaux présentés ci-après indiquent les chiffrages estimatifs retenus pour procéder à l'évaluation économique du raccordement des zones au réseau collectif.

- ✓ **Prix des postes de refoulement**

Tableau 2: Chiffrage estimatif des postes de refoulement (source: références internes Martinique)

Équivalent habitant	Puissance pompe (KW)	Prix poste de refoulement (€ HT)
100	1	40000
100-300	3	50000
> 300	5	70000

Les coûts standards présentés ci-dessus pour les postes de refoulement tiennent compte des éléments suivants :

- Terrassements avec des engins classiques, fourniture et pose (hors pose sous voirie),
- Cuve préfabriquée (profondeur < 5m, diamètre < 2m),
- Chambre à vanne séparée préfabriquée – diamètre 1m (yc réseau égoutture),
- Équipements électromécaniques et hydrauliques :
 - o 2 pompes de puissance inférieure à 7 kW
 - o Barres de guidage, pieds d'assise, Chaînes pour le levage des pompes (INOX)
 - o 3 Poires de niveaux (NH, NTH, NB) yc supports
 - o Conduites de refoulement dans le poste en PEHD PN16 (DN < 90)
 - o 1 vanne et 1 clapet par pompe
 - o Panier de dégrillage et accessoires
 - o Raccords et accessoires
- Équipements électriques, automatisme et télégestion :
 - o 1 Armoire de commande,
 - o 1 Automate de télégestion de type SOFREL S550 ou équivalent,
- Autres :
 - o Barreaux anti-chute pour la cuve du poste,
 - o Clôture panneaux rigides et portillon autour du poste,
 - o Potence de levage amovible (Galva)

Les coûts standards ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Acquisition foncière,
- Prestations d'études et de suivi (maîtrise d'œuvre, géotechnique, CSPS, contrôleur technique, etc...)
- Raccordement EDF,
- Raccordement France Télécom,

NB : Les gammes de prix proposés ne constituent que des ordres de grandeurs et ne sauraient se substituer à une étude précise.

✓ **Prix des réseaux d'assainissement**

Tableau 3: Chiffrage estimatif des types de réseau (sources: références internes)

Type de réseau	Prix (€/ml)
Gravitaire principal	350
Gravitaire secondaire (collecte)	250
Refoulement	300

6. Filière préconisée

- ✓ **Critères de décision** pour préconiser la filière de l'assainissement la plus adéquate (collective/ autonome) :

- coût de l'assainissement collectif ;
- contraintes environnementales (topographie, nature des sols, proximité de zones sensibles) et urbanistiques (densité et type d'habitat, surface disponible, occupation des sols, accessibilité) ;

A titre indicatif, une surface minimale de 30 m² est nécessaire pour mettre en place un dispositif de traitement autonome des eaux usées pour une habitation de type cinq pièces, à laquelle s'ajoute des distances réglementaires par rapport à l'habitation, aux plantations, aux limites de propriété.

- ✓ **Analyse multicritères** en prenant en compte la contrainte de la capacité restante des stations d'épurations : choix de la filière ;

Pour exemple, l'assainissement autonome est préconisé pour un secteur combinant à la fois un habitat pavillonnaire peu dense et des sols favorables à l'épandage. Le raccordement au collectif visera davantage les zones situées dans les bourgs où les espaces disponibles sont restreints, ou encore les opportunités des projets d'urbanisation ;

- ✓ **Analyse critique** des résultats pouvant mener à plusieurs scénarios.

La refonte du zonage est un premier niveau d'analyse qui en complément de l'étude diagnostique des réseaux d'eaux usées constitue le pilier fondateur des phases 2 et 3 du schéma directeur qui permettront de quantifier et de localiser les besoins prioritaires et *in fine* de proposer des scénarios.

2.4 Synthèse par commune

La synthèse est présentée sous la forme d'un tableau récapitulatif et de cartes des scénarii proposés pour chacune des communes du SCNA (Le Robert et Trinité non compris). Des plans plus détaillés seront joints en annexe.

Dans les tableaux récapitulatifs figurent plusieurs hypothèses concernant les EH potentiellement raccordables. La première ne considère que les EH actuels, c'est à dire les logements et équipements existants. La deuxième hypothèse reprend les postulats utilisés lors des estimations des populations futures. Cette hypothèse prend notamment en compte les projets d'urbanisation, la part de personnes relogées sur ces projets, ainsi que le taux de logements vacants (cf. schéma ci-dessous). C'est cette hypothèse qui sera retenue pour le dimensionnement et la mise en œuvre de la filière d'assainissement collectif. Enfin, la dernière hypothèse estime le nombre d'EH maximum possible sur les terrains concernés par l'assainissement collectif. Cette hypothèse ne peut être atteinte que si tous les terrains disponibles dans la zone d'AC sont construits.

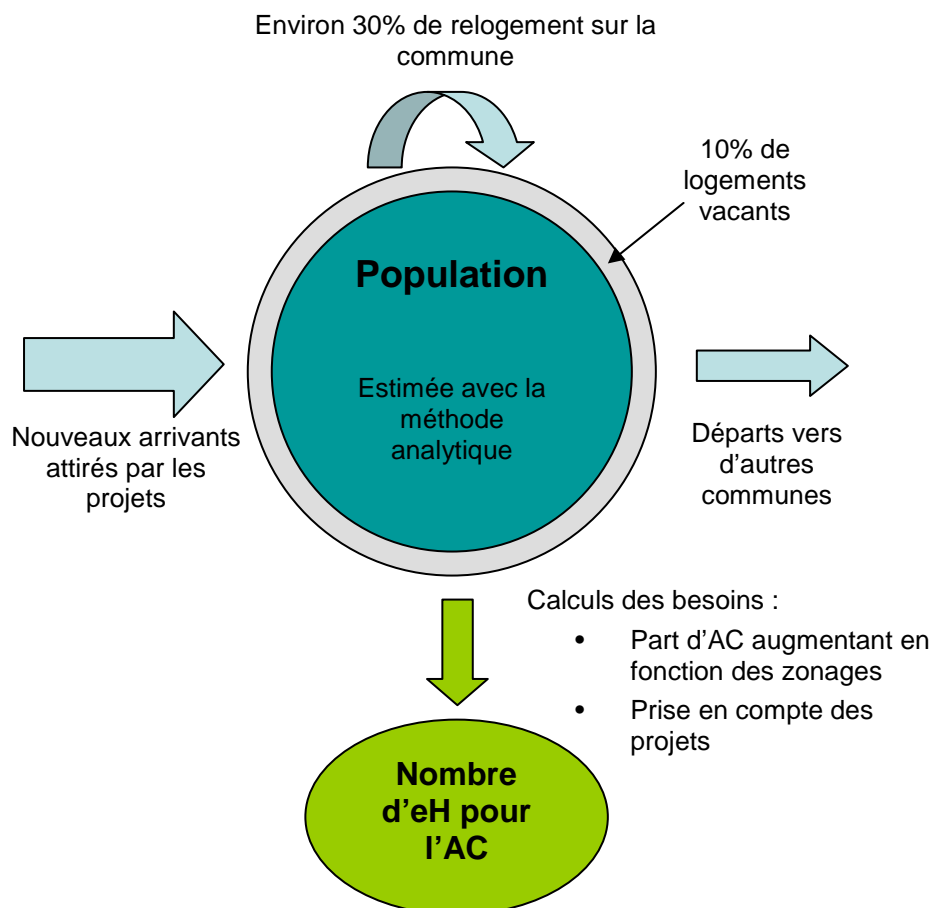


Figure 1 : Hypothèses d'évolution de la population

Pour chacun des scénarii, des pistes de raccordement aux réseaux d'assainissement collectif sont présentées. De même, le chiffrage donné dans ce document est approximatif et permet seulement de comparer les solutions les unes par rapport aux autres.

2.4.1 Le Lorrain

✓ Démographie

Le Lorrain s'étend sur 50,3 km² et comptabilise 7716 habitants (source INSEE 2007) dont la grande majorité se concentre dans le bourg.

La variation de la population entre les années 1999 et 2007 enregistre un taux de croissance annuel moyen négatif (-0,8%) engendré par un solde migratoire de -1,3%. La population a diminué de 0,63% en 8 ans.

Cependant, en tenant compte des projets d'aménagement de la commune, on peut escompter une légère augmentation de la population dans les années à venir. Selon nos estimations (cf. rapport de phase 2), le nombre d'habitants du Lorrain s'élèverait à 7901 d'ici 2025.

✓ Résultats de la refonte du zonage

Le Lorrain dispose d'une station d'épuration d'une capacité de 2000 équivalents habitants (EH). Cette unité de traitement est en surcharge hydraulique. Une nouvelle station va la remplacer sur un autre site en raison du manque d'espace, de sa vétusté, et de sa proximité par rapport au stade et aux habitations. Cependant, les ouvrages de la station de Sous Bois pourraient éventuellement être conservés en tant que bassin tampon.

Les résultats de la proposition de zonage d'assainissement collectif (AC) sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 4: Résultat de la refonte du zonage du Lorrain

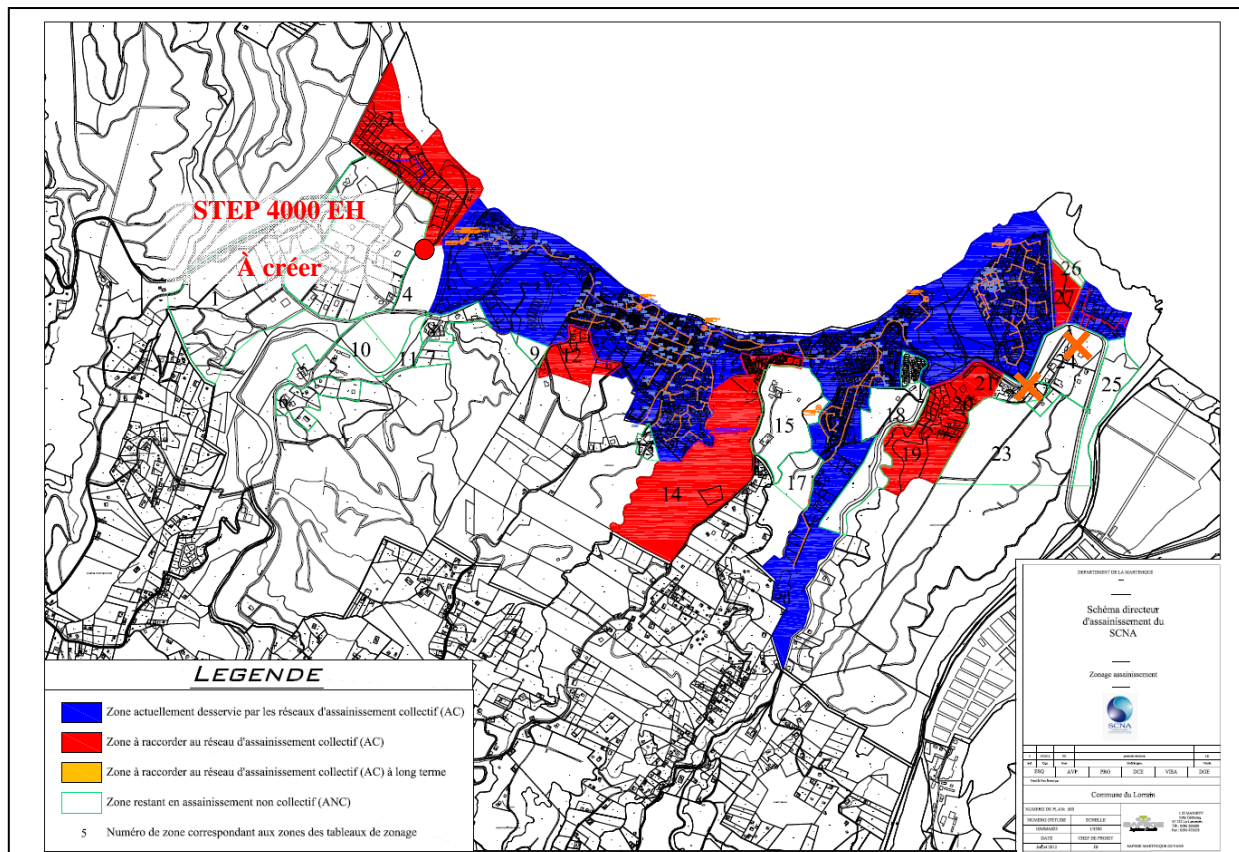
	Zonage AC initial Réalisé en 2000	Nouveau zonage
EH total actuels	2500	2250
EH total avec les hypothèses d'évolution	3600	3200
EH total maximum	4500	3600
Capacité nouvelle STEP (EH)	-	4000
Cout total (€)*	-	6 500 000 *

* *Travaux prévus dans le chiffrage du nouveau zonage :*

- *Extension des réseaux existants dans l'ensemble des zones incluses dans le zonage d'assainissement collectif (1 poste de refoulement, 140ml de refoulement, 1200 ml de gravitaire, 5400ml de collecte);*
- *Déconstruction de la STEP de Sous-Bois et construction d'une STEP de 4000 EH.*

✓ **Analyse critique et carte de zonage préconisée**

Pour pallier l'insuffisance de l'unité de traitement actuelle de 2000 EH et le raccordement de 1200 EH supplémentaires, une station d'environ 4000 EH doit être mise en place incluant une marge d'anticipation de 25%.



Légende carte :

- Zone bleue : Zonage collectif existant
- Zone rouge : Périmètre du nouveau zonage
- Zone verte : Zones retirées du zonage initial et désormais classées en assainissement non collectif.
- ✗ Emplacement des sondages complémentaires

Figure 2: Plan de la mise à jour du zonage d'assainissement du Lorrain

✓ **Sondages complémentaires**

Deux zones classées en assainissement autonome présentent des sols peu favorables à l'épandage souterrain :

- une zone d'activité économique (zone 22) restreinte et dépourvue d'habitations. Étant donné que la principale activité est un garage source de pollutions récurrentes ;
- une zone d'habitat pavillonnaire de faible densité (zone 24).

Ces zones ont fait l'objet de sondages complémentaires et d'essais de perméabilité (cf. Annexe : Sondages et essais de perméabilité). Les résultats de ces essais sont les suivants :

- Zone 22 : Le coefficient de perméabilité du sol est estimé à 12,6 mm/h. Cela correspond à un sol de perméabilité médiocre. Un épandage sur sol reconstitué drainé est à envisager ;
- Zoner 24 : Le coefficient de perméabilité du sol est estimé à 32,3 mm/h. Cela correspond à un sol moyennement perméable dans lequel la dispersion des effluents ne rencontre pas de difficulté. Un épandage sur sols en place peut être envisagé.

Ces résultats ne remettent pas en cause le zonage précédent.

2.4.2 Le Gros Morne

✓ **Démographie**

Le Gros Morne compte 10 765 habitants répartis sur 27.95 km² (source INSEE, 2007). Le bourg rassemble 70% de la population de la commune.

La variation de la population entre les 1999 et 2007 est faible avec un taux annuel moyen de 0,2%, soit une augmentation de 22 habitants en 8 ans. Le solde migratoire sur cette période est négatif (-0,5%).

D'après nos estimations (cf. rapport phase 2) et les projets d'aménagement de la commune, la population de la commune devrait continuer de croître lentement pour atteindre 11 516 habitants en 2025.

✓ Résultats de la refonte du zonage

L'unité de traitement de Dénel présente actuellement une capacité de 1500 équivalents habitants (EH) et moins de 500 EH y sont effectivement raccordés. Le foncier de la STEP permet d'ores et déjà une extension future de 1500 EH supplémentaires.

Le tableau suivant synthétise les résultats des trois scénarios de zonage d'assainissement collectif (AC).

Tableau 5: Résultats de la refonte du zonage du Gros Morne

	Zonage AC initial réalisé en 2003	Scénario retenu
EH total actuel	3050	2250
EH total avec les hypothèses d'évolution	4650	4300
EH total maximum	5500	4750
Extension STEP (EH)	-	3000
Coût total (€) *	-	6 400 000

* Travaux prévus dans le chiffrage pour le scénario retenu :

- Extension des réseaux pour collecter les eaux du bourg et des nouveaux projets (6 postes de refoulement, 1980 ml de refoulement, 2200 ml de gravitaire, 2560 ml de collecte);
- Extension de Dénel de 1500 EH à 4500 EH et mise en œuvre d'un bassin tampon pour l'envoi vers le gravitaire en charge (ou remplacement du gravitaire en charge).

✓ Analyse critique et cartes de zonage proposées

Trois scénarios sont proposés :

- Le scénario 1 intègre de nouveaux projets d'aménagement.
- Le scénario 2 se concentre sur le raccordement du bourg.
- Le scénario 3 compile les stratégies des scénarii 1 et 2.

Le scénario 3 a été retenu lors du comité de pilotage du comité de pilotage du 1^{er} juillet 2011

✓ **Scénario retenu**

Le scénario 3 compile les stratégies des scénarii 1 et 2.

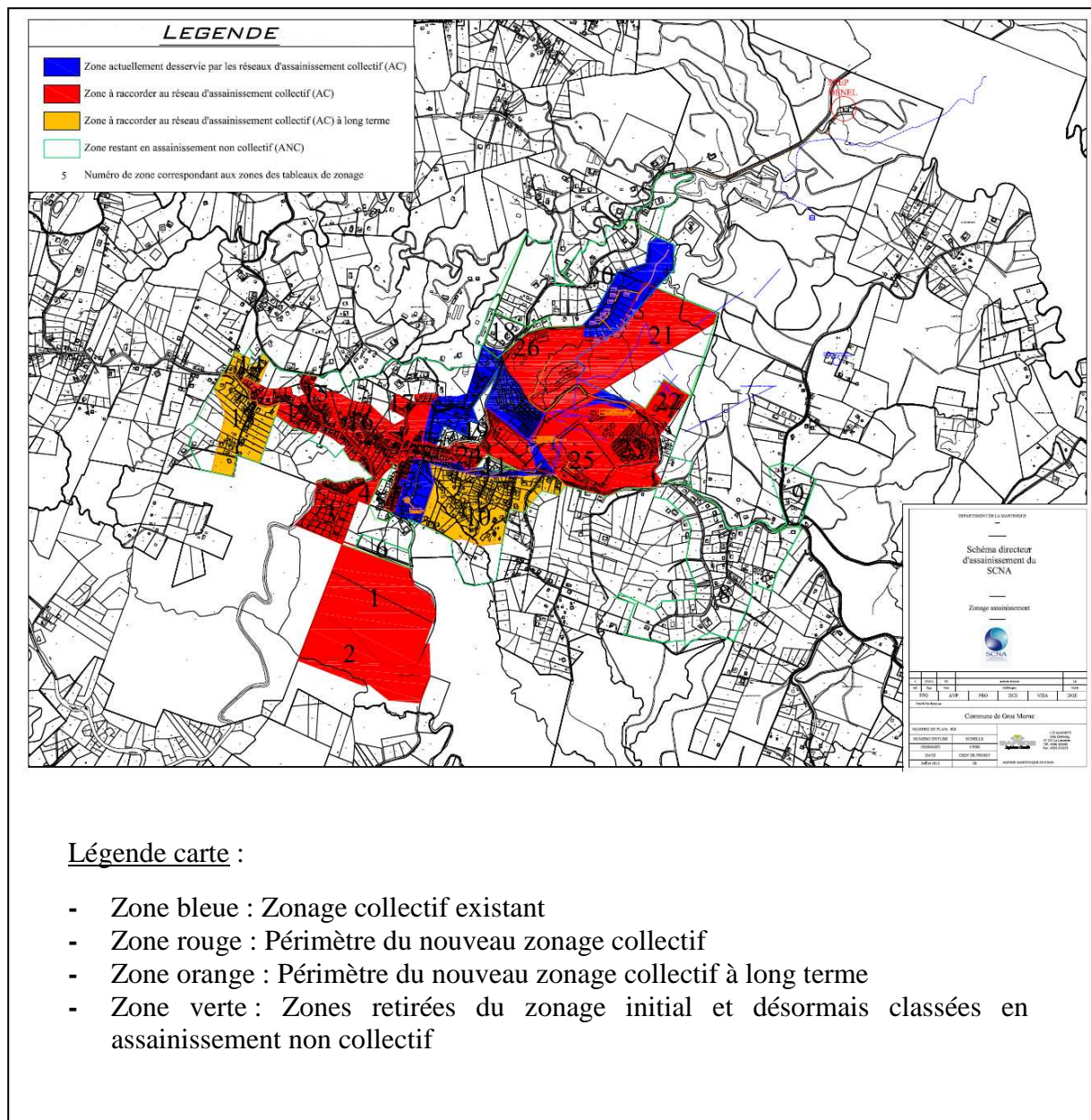


Figure 3: Plan de la mise à jour du zonage d'assainissement du Gros Morne: Scénario 3

Dans ce scénario, il faut accroître la capacité de l'unité de traitement de Dénel de 1500 EH à 4500 EH (incluant une marge d'anticipation de 20%) afin de relier à l'assainissement collectif le bourg et les projets d'aménagement. Cela dépasse de 1500 EH la capacité prévue de la station de Dénel (3000EH). Cependant, tous ces raccordements ne se feront pas simultanément. L'extension de la STEP initialement prévue pourrait donc suffire dans un premier temps, avec, éventuellement, une réadaptation de la filière boue et un redimensionnement des prétraitements. Il

convient néanmoins de prévoir une augmentation de la capacité de traitement de Dénéel sur le long terme.

Un autre problème est la limite imposée par le gravitaire en charge dont le débit maximal est de 91 m³/h (donnée : étude hydraulique Dénéel). La mise en œuvre d'un bassin tampon pour réguler le débit à envoyer sur la station s'avérera nécessaire dans une seconde phase (faute de quoi, l'ensemble de la conduite gravitaire devra être remplacé).

Le phasage proposé est le suivant :

- **PHASE 1** : extension de Dénéel de 1500 EH à 3000 EH sur le court terme (5 ans) soit un montant total de 4 300 000 €.
- **PHASE 2** : extension supplémentaire de 3000 EH à 4500 EH sur le long terme (15-20 ans) soit 2 100 000 € et réalisation d'un bassin tampon.

Il peut également être envisagé de faire l'extension de Dénéel de 1500 à 3000 EH et de créer une nouvelle STEP de 1800 EH à Bagatelle.

✓ **Sondages complémentaires**

Les données sont suffisantes sur Gros-Morne.

2.4.3 Ajoupa Bouillon

✓ **Démographie**

Les habitants d'Ajoupa Bouillon sont au nombre de 1659 et sont répartis sur 12.3 km² (source INSEE, 2007).

La variation de la population entre les 1999 et 2007 est faible avec un taux annuel moyen de -0.7%, soit une perte de 102 habitants en 8 ans. Le solde migratoire sur cette période est négatif (-1%) et le solde naturel positif mais faible (+0.2%)

Une inversion de cette tendance peut cependant être admise dans les années à venir. Au vu des projets d'urbanisation de la commune, celle-ci pourrait accueillir au total 1981 habitants d'ici 2025 (cf. rapport de phase 2).

✓ **Résultats de la refonte du zonage**

Seule l'unité de traitement de Cité Grenade est actuellement présente dans l'enceinte de la commune. Cette station, d'une capacité de 850 eh, traite les eaux usées de 230 EH seulement et fonctionne encore correctement.

Les résultats de la refonte du zonage de la commune figurent dans le tableau suivant.

Tableau 6: Résultats de la refonte du Zonage d'Ajoupa Bouillon

	Zonage AC initial réalisé en 2001	Scénario retenu
EH total actuel	1250	1400
EH total avec les hypothèses d'évolution	1550	1700
EH total maximum	1950	2200
Capacité de la nouvelle STEP (EH)	-	1700
Coût total (€)*	-	5 000 000

* Travaux prévus dans le chiffrage pour le scénario retenu :

- Extension des réseaux existants dans l'ensemble des zones incluses dans le zonage d'assainissement collectif (4 postes de refoulement, 2600 ml de refoulement, 5600 ml de gravitaire, 2700 ml de collecte);
- Création d'une nouvelle STEP de 1700 EH vers le quartier La Falaise ;
- Transfert de Cité Grenade vers la nouvelle STEP.

✓ Analyse critique et carte de zonage préconisée

Trois scénarii ont été envisagés pour Ajoupa Bouillon. Le premier scénario définit un zonage minimum autour des principales zones urbanisées de la commune. Dans les scénarii 2 et 3, de nouvelles zones sont ajoutées à ce scénario.

Le scénario 3 a été retenu lors du comité de pilotage du comité de pilotage du 1^{er} juillet 2011

✓ Scénario retenu

Pour ce scénario, le quartier des Mille Pas (zone 5) a été ajouté aux zonages précédents. Aucun projet n'est actuellement prévu sur la zone. Celle-ci est de plus traversée par une ravine.

Ce scénario profiterait de l'opportunité de création d'une nouvelle STEP pour supprimer l'ancienne STEP (optimisation des moyens), la nouvelle STEP ayant une capacité de 1700 eH environ. Cette capacité inclut également une marge d'anticipation de 20%.

NB : Pour le choix du système d'assainissement, il faudra tenir compte du Périmètre de Protection du Captage de la rivière Capot.

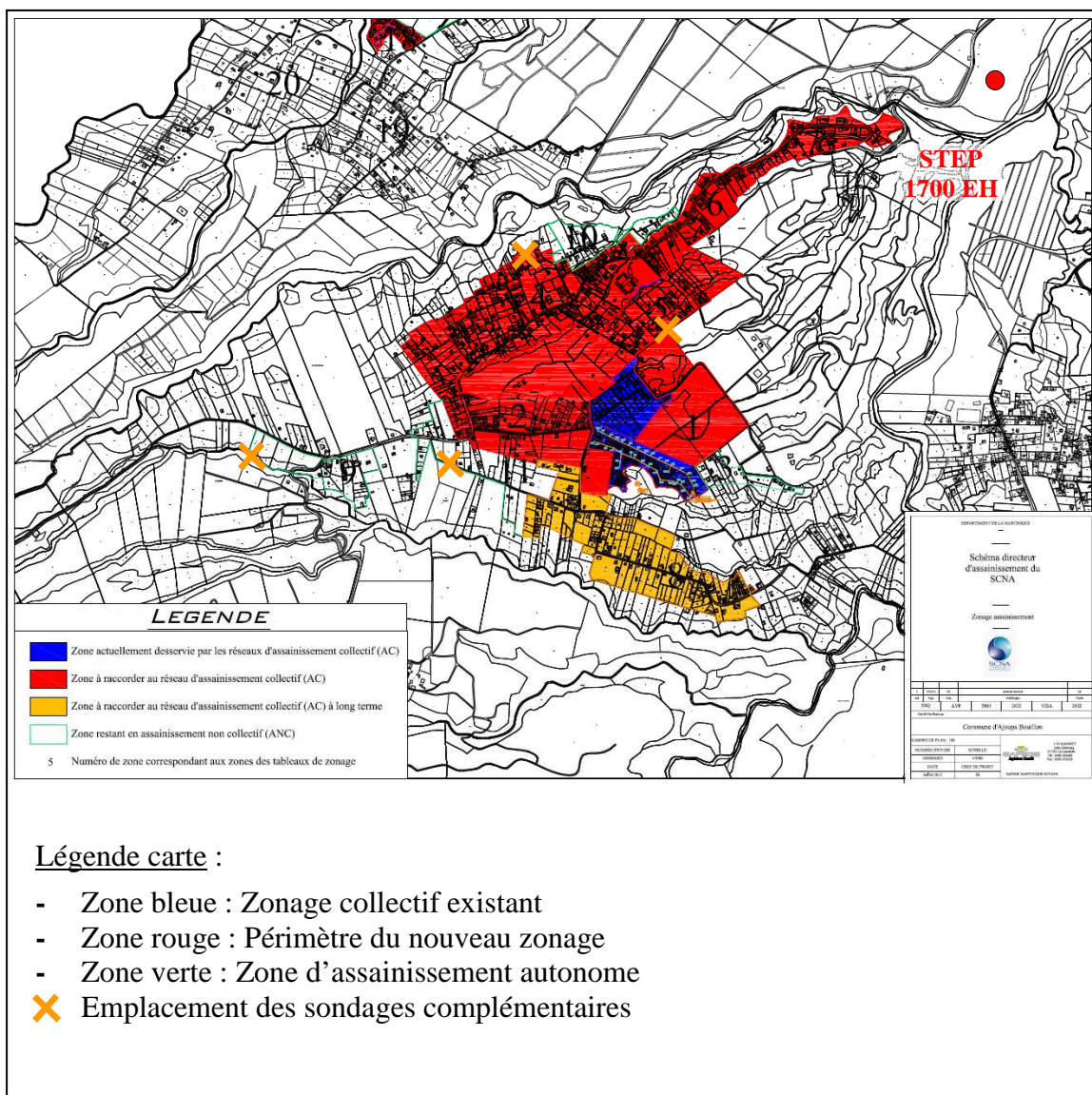


Figure 4 : Plan de la mise à jour du zonage d'assainissement d'Ajoypa Bouillon : Scénario 3

✓ Sondages complémentaires

Quatre sondages et essais de perméabilité ont été réalisés sur les zones suivantes afin d'obtenir des informations complémentaires sur les capacités des sols :

- Zone 5 (quartier des Mille Pas) qui pourrait éventuellement être intégrée au nouveau zonage d'assainissement collectif ;
- Zone 9 (quartier La Croix Laurence) sur laquelle un projet de résidence médicalisée est prévu ;
- Zone 10 (quartier derrière cimetière) qui, jusqu'à présent, étaient classées en zone d'assainissement collectif ;
- Zone 11 (quartier Adinel) qui, jusqu'à présent, étaient classées en zone d'assainissement collectif.

Ces zones ont fait l'objet de sondages complémentaires et d'essais de perméabilité (cf. Annexe : Sondages et essais de perméabilité). Les résultats de ces essais sont les suivants :

- Zone 5 : Le coefficient de perméabilité du sol est estimé à 30,2 mm/h. Cela correspond à un sol moyennement perméable dans lequel la dispersion des effluents ne rencontre pas de difficulté. Un épandage sur sols en place peut être envisagé.
- Zone 9 : Le coefficient de perméabilité du sol est estimé à 28,8 mm/h. Cela correspond à un sol moyennement perméable dans lequel la dispersion des effluents ne rencontre pas de difficulté. Un épandage sur sols en place peut être envisagé ;
- Zone 10 : Le coefficient de perméabilité du sol sur ce site n'a pas pu être déterminé, le sol n'ayant pas pu être saturé. Les mesures effectuées permettent toutefois d'estimer une conductivité hydraulique de 217 mm/h. Les sols n'étant probablement pas saturés, cette valeur ne correspond pas à une perméabilité à saturation. Elle met cependant en évidence des sols extrêmement perméables dans lequel la dispersion des effluents ne rencontre aucune difficulté. Un épandage sur sols en place est possible.
- Zone 11 : Le coefficient de perméabilité du sol sur ce site est estimé à 170,9 mm/h. Cela correspond à un sol très perméable dans lequel la dispersion des effluents ne rencontre aucune difficulté. Un épandage sur sols en place est possible.

Ces résultats ne remettent pas en cause le zonage précédent.

2.4.4 Basse Pointe

✓ Démographie

Basse Pointe regroupe 3845 habitants répartis sur 54,3 km² (source INSEE, 2007). Une grande majorité de cette population est concentrée dans le bourg.

Entre les 1999 et 2007, la population a légèrement diminué, avec un taux annuel moyen de -1,1%. Cela représente une diminution de 339 habitants en 8 ans. Sur cette période, le solde migratoire est négatif (-1,5%), mais le solde naturel reste positif bien que faible (0,4%).

D'après nos estimations (cf. rapport de phase 2), les projets d'aménagement de la commune pourraient entraîner une légère augmentation de la population dans les années à venir. D'ici 2025, Basse Pointe pourrait effectivement compter 4096 habitants.

✓ Résultats de la refonte du zonage

Deux stations d'épurations sont présentes sur le territoire de Basse Pointe. L'unité de traitement de Hackaert présente actuellement une capacité de 4000 EH. Aujourd'hui, moins de 2000 EH y sont effectivement raccordés.

La station de Madelonnette/Démarre, quant à elle, possède une capacité de 200 EH, ce qui correspond environ au nombre de personnes actuellement raccordées. D'après les données collectées en phase 1, cette deuxième station présente des dysfonctionnements.

Les résultats de la proposition de zonage d'assainissement collectif sont présentés dans le tableau suivant.

Tableau 7 : Résultats de la refonte du zonage de Basse Pointe

	Zonage AC initial réalisé en 2005	Nouveau zonage
EH total actuel	2600	2650
EH total avec les hypothèses d'évolution	2650	2750
EH total max	2800	3150
Coût total (€)*	-	1 100 000

* Travaux prévus dans le chiffrage du nouveau zonage :

- Extension des réseaux existants dans l'ensemble des zones incluses dans le zonage d'assainissement collectif (1 poste de refoulement, 110 ml de refoulement, 3600 ml de gravitaire, 650 ml de collecte);
- Conservation de la STEP de Hackaert ;

✓ Analyse critique et carte de zonage préconisée

Le zonage suivant comprend les zones urbaines de la commune, les quartiers Hauteur Bourbon et Hauteur Dumas, ainsi que les zones à urbaniser suivantes :

- le coin du quartier Hackaert sur lequel aucun projet n'est connu
- le quartier Eyma qui accueillera bientôt une maison de retraite ainsi que 80 logements.

Les zones d'assainissement semi-collectif privé existantes ont été reprises.

L'unité de traitement de Hackaert a une capacité plus que suffisante pour que l'on y raccorde l'ensemble des zones d'assainissement collectif. En effet, avec ce zonage et en prenant les hypothèses faites pour estimer l'évolution de la population de la commune, un total de 2760 EH serait raccordé à la station d'épuration sur les 4000 EH possible.

La carte du zonage est présentée sur la page suivante.

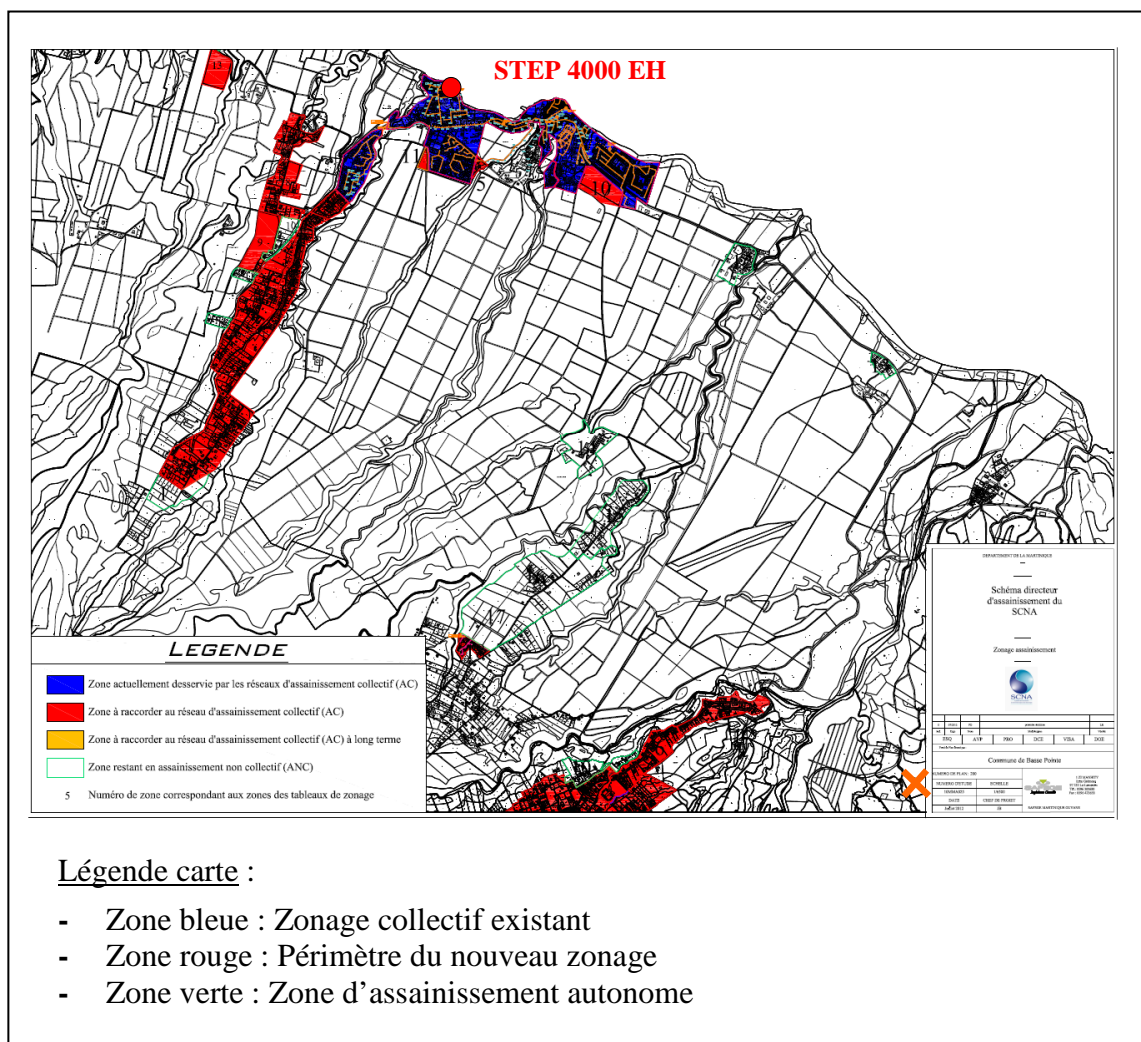


Figure 5 : Plan de la mise à jour du zonage d'assainissement de Basse Pointe

✓ Sondages complémentaires

Aucun sondage complémentaire n'a été nécessaire sur la commune de Basse Pointe.

2.4.5 Macouba

✓ Démographie

Macouba compte 1296 habitants. Son territoire s'étend sur 16.94 km² (source INSEE 2007).

Sa population est en baisse depuis 1970. Cette diminution se traduit par un taux annuel moyen de -0.9% entre 1999 et 2007, soit une perte de 93 habitants en 8 ans. Ce recul est dû à une baisse du taux de natalité (solde naturel de +0.3%) et à un solde migratoire négatif (-1.2%).

Cependant, cette diminution s'est légèrement atténuée au cours des dernières années et le nombre d'habitants tend à se stabiliser. C'est pourquoi, dans notre étude, nous avons supposé que la population de la commune resterait constante dans le futur.

✓ Résultats de la refonte du zonage

La commune de Macouba dispose actuellement de deux stations d'épuration.

150eH sont raccordés à la STEP de Guérin, ce qui correspond à sa capacité nominale. Or cette STEP fonctionne mal et est en mauvais état.

La STEP de Case Paul a, elle, une capacité de 500 eh, mais seules les eaux de 180eH y sont traitées. Cette unité de traitement fonctionne encore correctement.

Les résultats de la refonte du zonage figurent dans le tableau suivant.

Tableau 8: Résultats de la refonte du zonage de Macouba

	Zonage AC initial réalisé en 2005	Scénario retenu
EH total actuels	1000	1000
EH total avec les hypothèses d'évolution	1100	1100
EH total maximum	1600	1700
STEP (EH)	-	1100
Cout total (€)*	-	2 800 000

* Travaux prévus dans le chiffrage pour le scénario retenu :

- Extension des réseaux existants dans l'ensemble des zones incluses dans le zonage d'assainissement collectif (3 postes de refoulement, 800 ml de refoulement, 5100 ml de gravitaire, 250 ml de collecte);
- Création d'une seule STEP de 1100 EH délocalisée (site à définir)

✓ **Analyse critique et carte de zonage préconisée**

Deux zonages ont été envisagés pour Macouba. Le premier intègre à la fois le Bourg, les zones de projet et les quartiers de Rivière Roche et Bijou Sud. Le deuxième scénario inclut également les zones d'extension urbaine prévues par le POS de la commune. Par ailleurs, le scénario1 va plus vers une conservation de la STEP existante alors que le scénario2 envisage la délocalisation de la STEP vers un autre site à définir.

Le scénario 2 a été retenu lors du comité de pilotage du comité de pilotage du 1^{er} juillet 2011

✓ **Scénario retenu**

Pour ce scénario, les deux zones d'extension urbaine prévues par le POS de la commune (zones 9 et 13) ont été intégrées au zonage d'assainissement collectif. Aucun projet n'est actuellement connu sur ces zones.

La zone 9 serait, elle, raccordée à l'unité de traitement de Hackaert à Basse Pointe.

La zone 13 pourrait accueillir la nouvelle STEP de 1200 eH qui regroupera les deux anciennes unités.

La carte de zonage de la commune figure en page suivante.

✓ **Sondages complémentaires**

Pour la commune de Macouba, peu d'informations relatives à la capacité des sols étaient disponibles. Des sondages complémentaires et tests de perméabilité ont donc été menés sur les zones situées vers le quartier Fonds Préville (zones 10 et 11).

Ces zones ont fait l'objet de sondages complémentaires et d'essais de perméabilité (cf. Annexe : Sondages et essais de perméabilité). Les résultats de ces essais sont les suivants :

- Zone 10 : Le coefficient de perméabilité du sol est estimé à 176,3 mm/h. Cela correspond à un sol très perméable dans lequel la dispersion des effluents ne rencontre aucune difficulté. Un épandage sur sols en place est possible ;
- Zone 11 : Le coefficient de perméabilité du sol est estimé à 3 mm/h. Cela correspond à un sol imperméable. Seul un épandage sur sol reconstitué et drainé est possible sur ce type de sol.

Ces résultats ne remettent pas en cause le zonage.

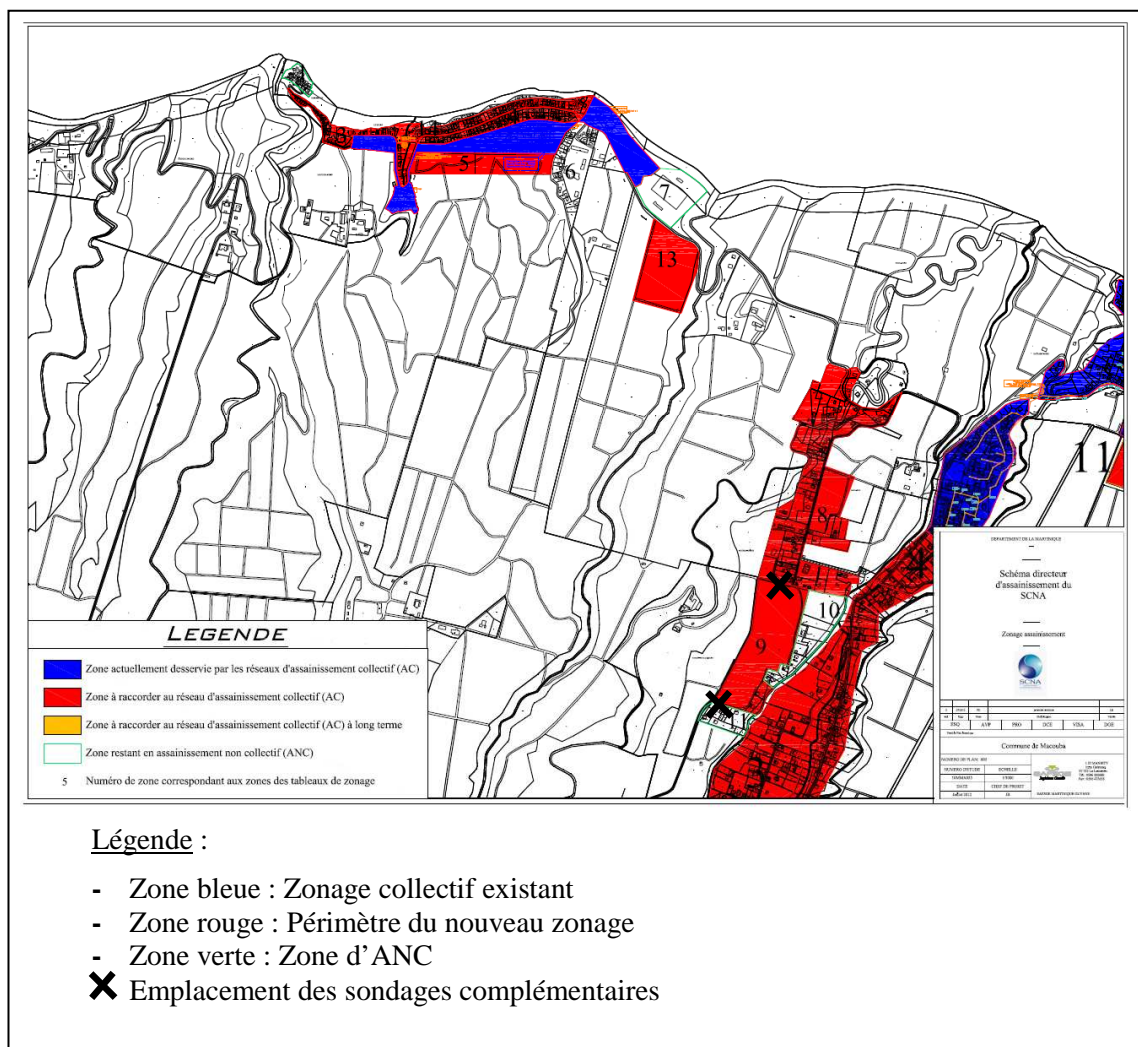


Figure 6 : Plan de la mise à jour du zonage d'assainissement de Macouba : Scenario 2

2.4.6 Grand' Rivière

✓ Démographie

Grand' Rivière accueille actuellement 824 habitants répartis sur une superficie de 16.61 km² (source INSEE 2007). Plus de 90% de la population est regroupé dans le bourg, le reste étant situé sur le plateau de Beauséjour.

La commune connaît une décroissance de sa population depuis les années 70. Cette tendance a été confirmée lors du recensement avec un taux d'évolution moyen annuel de -0.8% entre 1999 et 2007 (source INSEE, 2007). Cela est dû à la fois au solde naturel (-0.1%) et au solde migratoire (-0.7%) qui sont tous deux négatifs. Il en résulte une perte de 56 habitants sur la commune en 8 ans.

Cependant, au vu des projets de la commune, et notamment de l'aménagement du plateau de Beauséjour, il est possible que cette tendance s'inverse. Ainsi, d'après nos

estimations (cf. rapport de phase 2), il est possible que la population de la commune atteigne les 900 habitants en 2025.

✓ Résultats de la refonte du zonage

Grand' Rivière possède actuellement deux stations d'épuration.

La mini-station du Stade ne récupère que les eaux usées provenant des installations du stade (toilettes, vestiaires). Elle a une capacité de 25eH. D'après la phase de diagnostic, cette station fonctionne très mal.

L'unité de traitement de Sainte Catherine, initialement dimensionné pour 50 eH, possède désormais une capacité de 190 eH. Actuellement, seuls 60 eH y sont raccordés. Cette station fonctionne correctement.

Le tableau suivant regroupe les résultats de la refonte du zonage de la commune.

Tableau 9 : Résultats de la refonte du zonage de Grand Rivière

	Zonage AC initial réalisé en 2005	Scénario 2
EH total actuel	700	700
EH total avec les hypothèses d'évolution	800	800
EH total maximum	900	900
Nouvelle STEP pour le bourg (EH)	-	850
Nouvelle STEP pour Beauséjour (EH)	-	180
Coût total (€)*	-	4 900 000 (à préciser en phase3)

* Travaux prévus dans le chiffrage du scénario retenu :

- Extension des réseaux existants dans l'ensemble des zones incluses dans le zonage d'assainissement collectif (5 postes de refoulement, 1300 ml de refoulement, 1300 ml de gravitaire, 350 ml de collecte);
- Déconstruction de la STEP de Sainte Catherine ;
- Construction d'une nouvelle STEP de 1000eH dans le quartier Beauséjour (coût supplémentaire important)

Étant donné la configuration du bourg et du vieux bourg, la mise en place d'un réseau d'assainissement ne pourra se faire à l'aide d'engins classiques. Les prix des réseaux ont donc été ré-estimés en conséquence. Une moyenne de 1200 euros/ml de réseau a été retenue.

Il peut être envisagé de mettre en place un réseau unitaire au centre du bourg et du vieux bourg, tout en gardant un réseau séparatif sur les grands axes de la commune.

✓ Analyse critique et carte de zonage préconisée

Deux scénarii ont été proposés pour Grand Rivière. Le premier se focalisait uniquement sur le bourg. Le deuxième intégrait également le plateau de Beauséjour.

Le scénario 2 a été retenu lors du comité de pilotage du comité de pilotage du 1^{er} juillet 2011

✓ Scénario retenu

Ce zonage reprend celui du premier scénario et y intègre le quartier Beauséjour (zones 2 et 3). Un projet de 30 logements environ y est actuellement en cours. Certains de ces logements sont situés en contrebas par rapport à la route qui les dessert, notamment dans la zone 2, côté falaise.

Dans ce scénario, il peut être envisagé la création d'une seule et unique STEP pour toute la commune. Cette station, d'une capacité de 1000 EH, pourrait être placée soit à l'entrée du bourg vers le stade, soit au niveau du plateau de Beauséjour.

Les capacités des STEP proposées ci-avant incluent une marge d'anticipation de 20%.

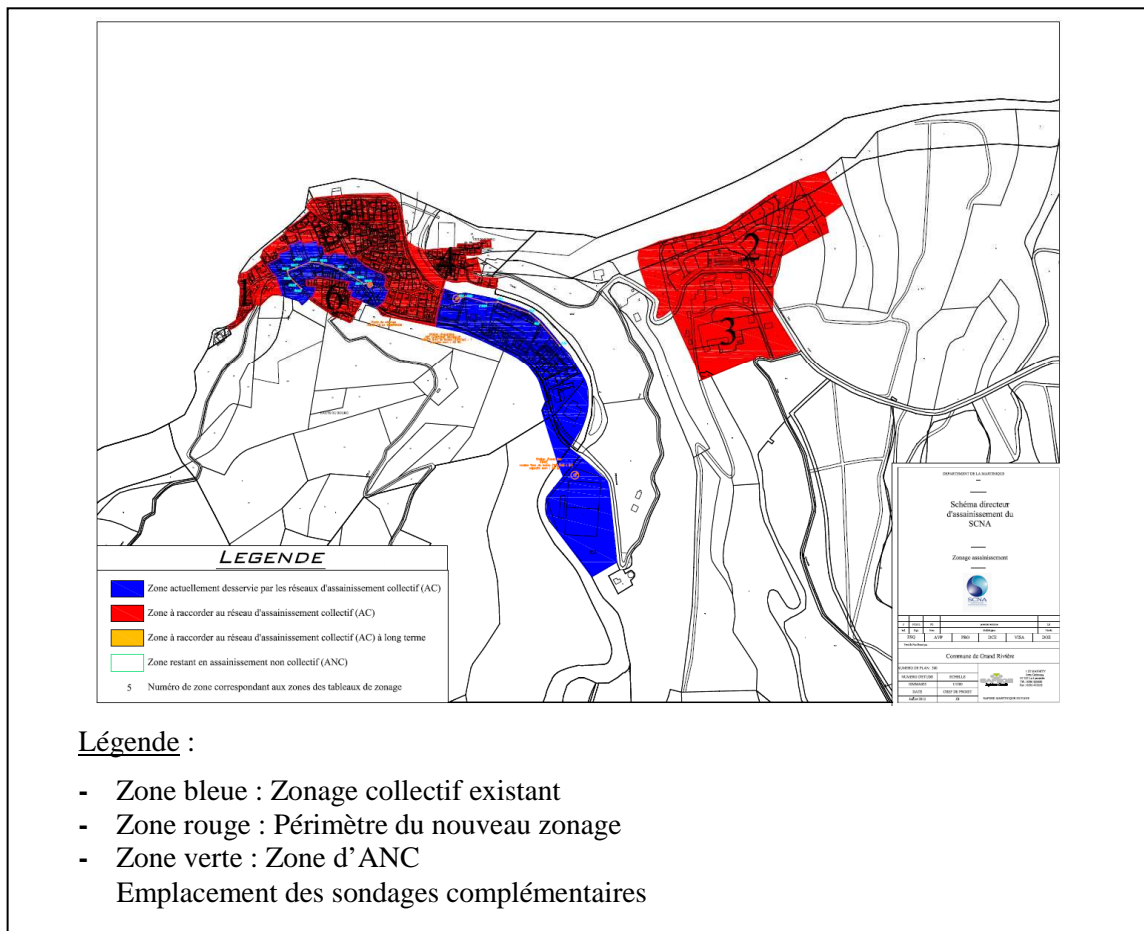


Figure 7 : Plan de la mise à jour du zonage d'assainissement de Grand Rivière : Scénario 2

✓ Sondages complémentaires

La perméabilité du plateau Beauséjour, seule zone de la commune qui pourrait éventuellement être classée en ANC, a déjà été testée lors la réalisation du précédent zonage d'assainissement, en 2005. Il n'y a donc aucune nécessité de refaire des sondages sur la commune de Grand Rivière.

2.4.7 Sainte Marie

✓ Démographie

La commune de Sainte Marie compte 19249 habitants répartis sur une superficie de 44.55 km² (source INSEE, 2007).

La variation de cette population entre 1999 et 2007 est assez faible avec un taux annuel moyen de -0.5%. Cela représente une perte de 838 habitants en 8 ans. Le solde migratoire sur cette période est négatif (-1.2%) et le solde naturel positif mais faible (+0.7%)

Une inversion de cette tendance peut cependant être admise dans les années à venir. Au vu des projets d'urbanisation de la commune, celle-ci pourrait accueillir 21038 habitants d'ici 2025 (cf. rapport de phase 2).

✓ Résultats de la refonte du zonage

Sainte Marie possède sur son territoire une grande STEP et trois mini-stations.

La station de Pointe Bénie possède une capacité de 9990 EH et est dans un bon état général. Elle compte actuellement 3000 EH raccordés sur les 4320 EH raccordables.

Les stations de Pérou, Reculée et Bon air possèdent respectivement des capacités de 90 EH, 800 EH et 200 EH. Parmi ces mini-stations, seule celle de Reculée a un fonctionnement convenable, bien que son état général soit assez mauvais. Les deux autres STEP, elles, fonctionnent très mal.

Le tableau suivant récapitule les résultats de la refonte du zonage de la commune.

Tableau 10 : Résultats de la refonte du zonage de Sainte Marie

	Zonage AC initial réalisé en 1999	Scénario retenu
EH total actuels	6100	5950
EH total avec les hypothèses d'évolution	7300	7500
EH total maximum	8100	8000
Nouvelle STEP à Morne les Esses (EH)	-	950
Cout total (€)	-	4 500 000

* *Travaux prévus dans le chiffrage du scénario retenu :*

- *Extension des réseaux existants dans l'ensemble des zones incluses dans le zonage d'assainissement collectif (3 postes de refoulement, 1440 ml de refoulement, 6200 ml de gravitaire, 3050 ml de collecte);*
- *Conservation de la STEP de Pointe Bénie ;*
- *Construction d'une nouvelle STEP de 950 EH vers le centre de Morne les Esses*

✓ **Analyse critique et carte de zonage préconisée**

Trois scénarii ont été proposés pour Sainte Marie. Le premier inclut le bourg et une partie de Morne les Esses dans les zones d'assainissement collectif. Le deuxième scénario inclut également certaines parties du secteur de Fond Saint Jacques. Le troisième scénario étend le réseau d'assainissement collectif jusqu'à la zone du Pain de Sucre.

Le scénario 3 a été retenu lors du comité de pilotage du comité de pilotage du 1^{er} juillet 2011.

✓ **Scénario retenu**

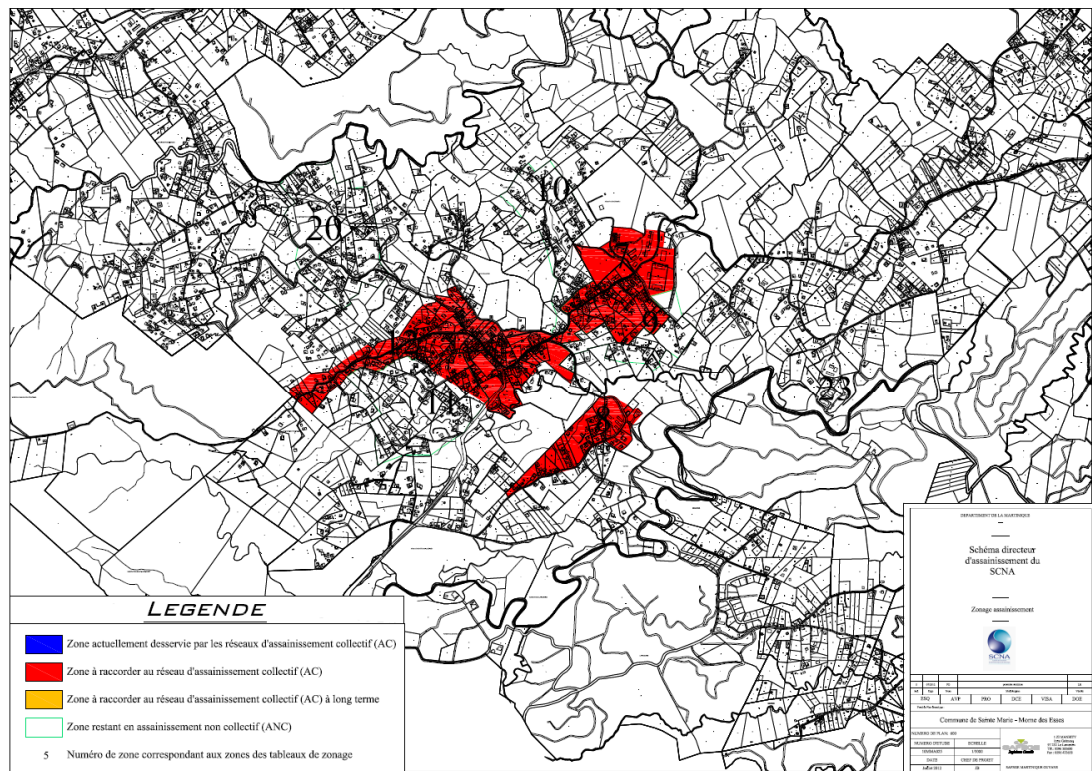
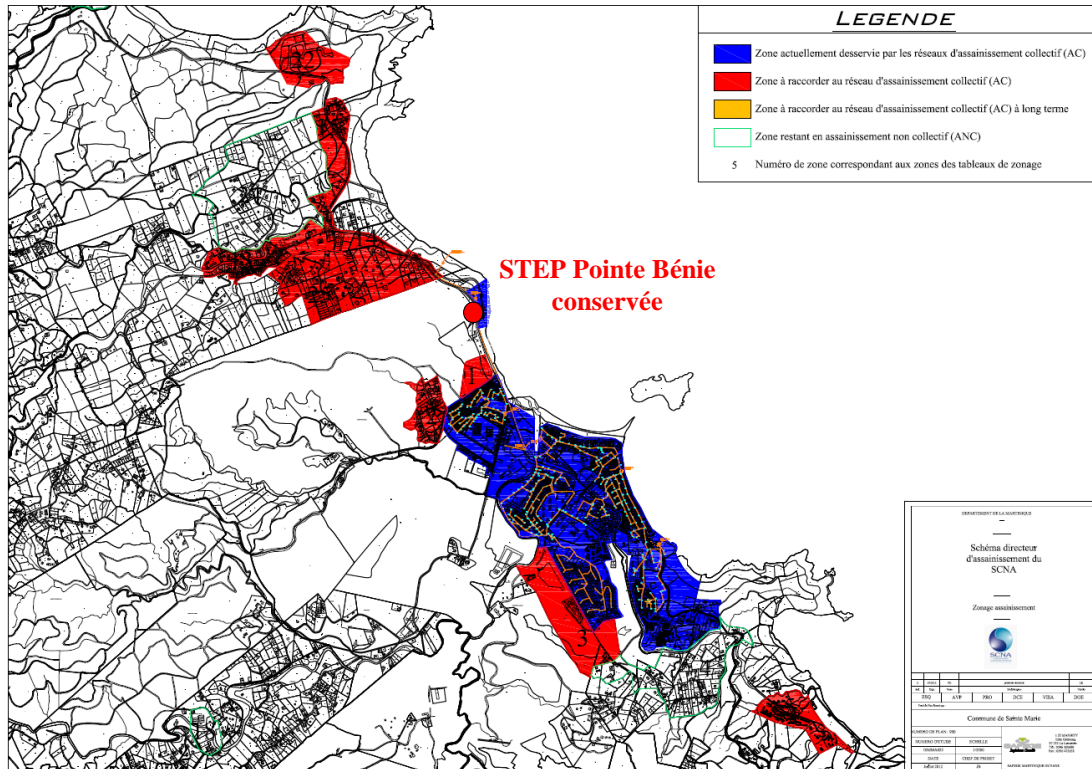
Pour ce scénario, les zones 22 et 15 (vers Pain de Sucre) sont ajoutées au zonage d'assainissement proposé au scénario précédent. Ce scénario peut être intéressant si le projet de Pain de Sucre est repris.

Avec ce zonage, 7250 EH seraient raccordables à la station de Pointe Bénie, laissant la possibilité de raccorder encore environ 2500 EH à la station.

La création d'une station de 950 EH est toujours à prévoir à Morne les Esses.

✓ **Sondages complémentaires**

Sainte Marie possède une carte de l'aptitude des sols très détaillée. Il n'a par conséquent pas été nécessaire d'y effectuer des sondages complémentaires.



Légende carte :

- Zones bleues : Zonage collectif existant
- Zones rouges : Périmètre du nouveau zonage collectif proposé
- Zones vertes : Zones classées en assainissement non collectif.

Figure 8 : Zonage de Sainte Marie Bourg et Morne des Esses

2.4.8 Marigot

✓ Démographie

Le Marigot accueille 3700 habitants, répartis sur un territoire de 21.62 km².

La commune a connu une légère croissance ces dernières années, contrairement à la plupart des communes du syndicat, avec un taux moyen annuel de 0.2% entre 1999 et 2007. Cela représente une augmentation de 45 habitants. Sur cette période, le solde migratoire est tout de même négatif (+0.2%). Le solde naturel est, lui, positif (+0.4%).

Les projets d'urbanisation de la commune devraient encourager cette tendance à se prolonger. D'après nos estimations, la commune pourrait atteindre les 3867 habitants d'ici (cf. rapport de phase 2).

✓ Résultats de la refonte du zonage

La commune du Marigot possède deux stations qui dysfonctionnent toutes les deux.

L'unité de traitement du Bourg a une capacité de 2000 EH. 700 EH y sont effectivement raccordés sur les 1180 EH raccordables.

La mini-station d'école baignoire peut traiter les eaux de 90 EH et est utilisée à pleine capacité.

Les résultats de la refonte du zonage de la commune sont résumés dans le tableau suivant.

Tableau 11 : Résultats de la refonte du zonage de Marigot

	Zonage AC initial réalisé en 2002	Nouveau zonage
EH total actuels	1800	1650
EH total avec les hypothèses d'évolution	1950	1850
EH total maximum	2400	2000
Nouvelle STEP (EH)	-	2400
Cout total (€)*	-	3 000 000

* Travaux prévus dans le chiffrage du scénario retenu :

- Extension des réseaux existants dans l'ensemble des zones incluses dans le zonage d'assainissement collectif (1 poste de refoulement, 140 ml de refoulement, 1800 ml de gravitaire, 1300 ml de collecte);

- *Construction d'une nouvelle STEP de 2400 EH à l'emplacement de la STEP du Bourg.*

✓ **Analyse critique et carte de zonage préconisée**

La capacité de la STEP du bourg devrait être suffisante pour traiter les 1850 EH du zonage d'assainissement collectif. Or, au vu de l'état de cette unité de traitement, son bon fonctionnement n'est pas assuré. Il serait par conséquent plus judicieux de construire une nouvelle station d'une capacité de 2400 EH (incluant une réserve de 20%) qui remplacerait à la fois celle du Bourg et celle d'École Baignoire.

Il pourrait aussi être envisagé d'envoyer tout ou partie des eaux usées du Marigot à l'unité de traitement de Pointe Bénie à Sainte Marie, puisque celle-ci n'est pas utilisée à pleine capacité.

Le raccordement des zones 9 et 10 (à proximité du quartier Dominante) nécessiterait la pose d'un réseau de près de 2.5 km, ce qui reviendrait à un coup d'environ 10 000 euros par logement. Le raccordement de la zone 8 s'avèrerait lui aussi très onéreux (environ 10000 euros par habitation également). C'est pourquoi il n'a pas été proposé d'inclure ces zones dans le zonage d'assainissement collectif.

La carte du zonage figure sur la page suivante.

✓ **Sondages complémentaires**

Des sondages avaient déjà été réalisés sur les zones classées en assainissement non collectif lors de la réalisation du zonage d'assainissement actuel. Des informations manquaient cependant sur le quartier de Dominante. Deux sondages et essais de perméabilité y ont été réalisés (cf. Annexe : Sondages et essais de perméabilité) :

- un derrière l'école, au niveau du stade de Dominante,
- un à l'Est du quartier.

Les résultats de ces essais sont les suivants :

- Stade : Le coefficient de perméabilité du sol est quasiment constant durant l'essai et peut être estimé à $K = 29,9$ mm/h. Cela correspond à un sol moyennement perméable dans lequel la dispersion des effluents ne rencontre pas de difficulté. Un épandage sur sols en place peut être envisagé.
- Est de Dominante : Le coefficient de perméabilité du sol est quasiment constant durant l'essai et peut être estimé à $K = 12,1$ mm/h. Cela correspond également à un sol de perméabilité médiocre. Un épandage sur sol reconstitué drainé est à envisager sur ce type de sol.

Ces résultats ne remettent pas en cause le zonage.

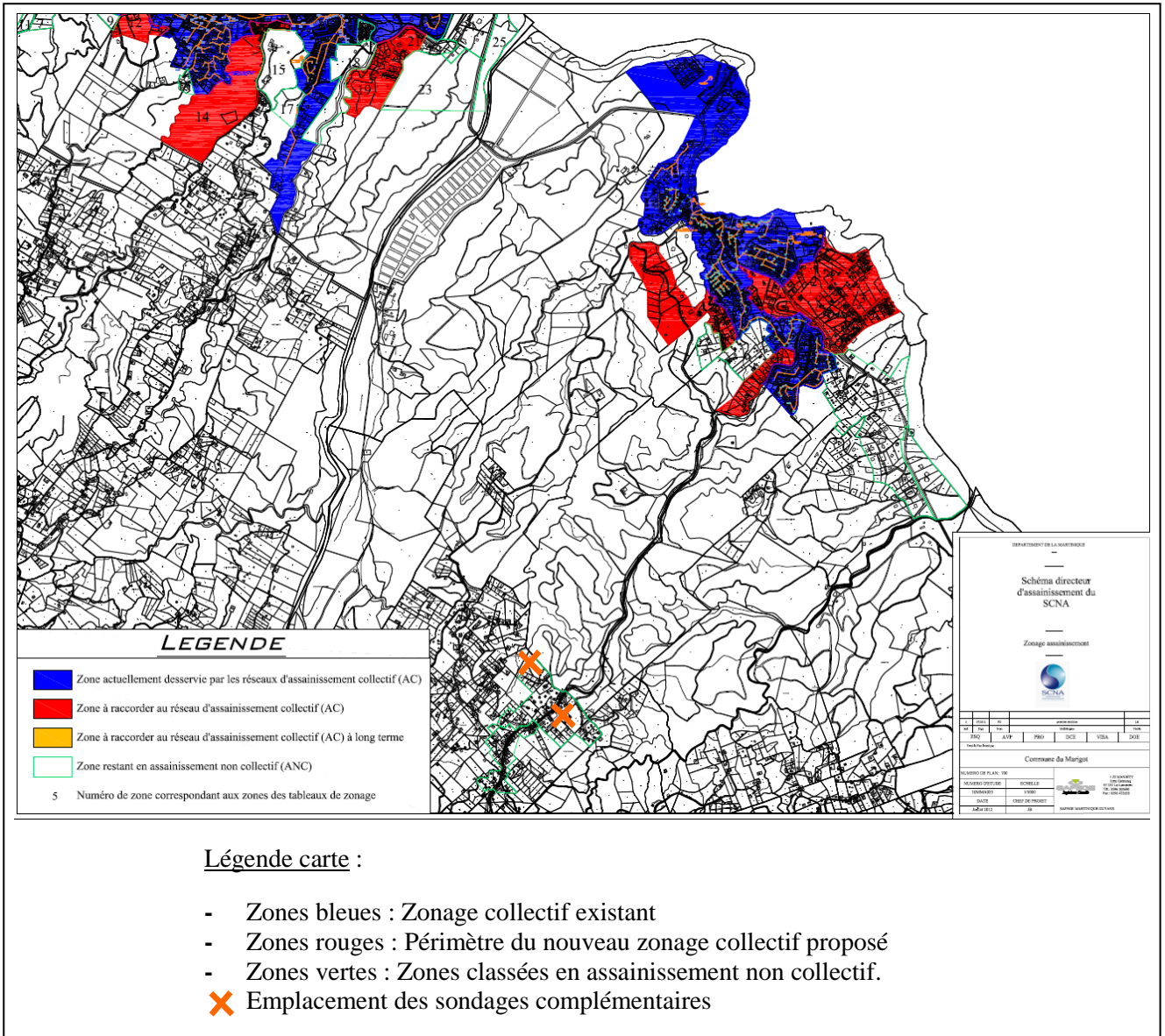


Figure 10 : Plan de la mise à jour du zonage d'assainissement de Marigot

1° Servitudes d'Utilité Publique

ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-52 du CODE DE L'URBANISME

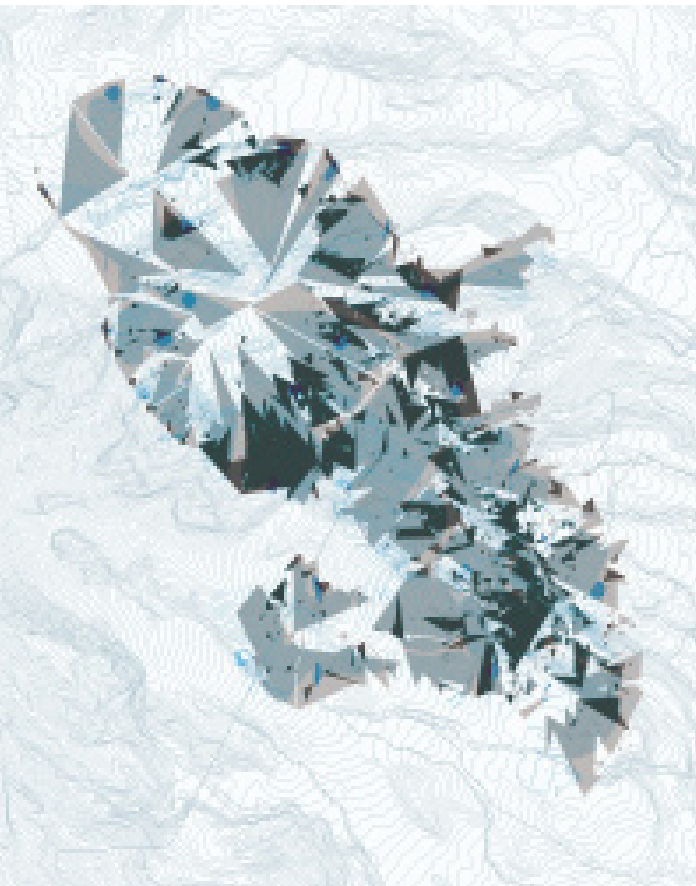
Néant

ANNEXES AU TITRE DE L'ARTICLE R.151-53 du CODE DE L'URBANISME

2° Bois et forêts soumis au régime forestier,

3° Périmètre des Réserves Biologiques

4° Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement ;



P
lan

L
ocal

U
rbanisme

Grand' RIVIERE



ANNEXES

Prescrit le 30 mars 2016
Arrêté le 01 juin 2018
Enquête publique du.....
Approuvé le

ANNEXE 7 : Protection de bois et forêts soumis au régime forestier

Article L151-1

Aucun four à chaux ou à plâtre, soit temporaire, soit permanent, aucune briqueterie ou tuilerie ne peut être établi à l'intérieur et à moins d'un kilomètre des forêts sans autorisation administrative, sous peine d'une amende contraventionnelle et de démolition des établissements.

Article L151-2

Aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar ne peut être établi sans autorisation administrative, sous quelque prétexte que ce soit, à l'intérieur et à moins d'un kilomètre des bois et forêts, sous peine d'une amende contraventionnelle et de la démolition dans le mois, à dater du jour du jugement qui l'aura ordonnée.

Article L151-3

Aucun atelier à façonner le bois, aucun chantier ou magasin pour faire le commerce du bois ne peut être établi sans autorisation administrative dans les maisons ou fermes situées dans un rayon de 500 mètres des bois et forêts soumis au régime forestier, sous peine d'une amende contraventionnelle et de la confiscation des bois.

L'autorisation administrative peut être retirée lorsque les bénéficiaires ont subi une condamnation pour infraction forestière.

Article L151-4

Aucune usine à scier le bois ne peut être établie à l'intérieur et à moins de deux kilomètres de distance des bois et forêts qu'avec une autorisation administrative, sous peine d'une amende contraventionnelle et de la démolition dans le mois, à dater du jugement qui l'aura ordonnée.

Article L151-5

Sont exemptées des dispositions des articles L151-3 et L151-4 les maisons et les usines qui font partie des villes, villages ou hameaux formant une population agglomérée, bien qu'elles soient situées aux distances des bois et forêts fixées par ces articles.

Article L151-6

Les usines, hangars et autres établissements autorisés en vertu des articles L151-1 à L151-4 sont soumis aux visites des ingénieurs en service à l'Office National des Forêts et des agents assermentés de cet établissement qui peuvent y faire toutes perquisitions sans l'assistance d'un officier de police judiciaire, pourvu qu'ils se présentent au nombre de deux au moins ou qu'ils soient accompagnés de deux témoins domiciliés dans la commune.

Commune de GRAND RIVIERE

Parcelles soumises au régime forestier

Affectation	Parcelles	
	Section	N°
Forêt Domaniale littorale	B	1
	B	65
	B	66
	B	11
	B	25
	B	27
	B	28
	B	30
	B	47
	B	48
	B	49
	B	51
	B	2
	B	4
B	68	
Forêt Départementale littorale	B	52
	B	53

ANNEXE 8 : RESERVES BIOLOGIQUES INTEGRALES :

- Réserve Biologique Intégrale de la Montagne Pelée ;**
- Réserve Biologique Intégrale Prêcheur/Grand'Rivière.**

ARRETE DE CREATION DE RESERVE BIOLOGIQUE INTEGRALE

**Le Ministre de l'Agriculture
et de la Pêche**

**Le Ministre de l'Ecologie
et du Développement Durable**

Vu les articles L. 133-1 et R.- 133-5 du Code forestier,
vu la convention générale du 3 février 1981 concernant les Réserves biologiques domaniales,
vu l'instruction 98-T-37 du 30 décembre 1998 sur les Réserves biologiques intégrales,
vu l'arrêté ministériel modificatif du 10 juillet 2001 réglant l'aménagement de la Forêt
départementalo-domaniale de la Montagne Pelée,
vu l'avis du Président du Conseil Général de la Martinique en date du 10 février 2006 sur les
objectifs de la réserve biologique intégrale et l'instauration d'une réglementation de protection
opposable au public,
vu l'avis du Préfet du département de la Martinique en date du 27 avril 2006 concernant
l'instauration d'une réglementation de protection opposable au public,
vu les avis des Maires de Basse-Pointe (en date du 16 janvier 2006), Grand-Rivière (en date du 03
avril 2006) et l'avis présumé favorable des maires d'Ajoupa-Bouillon, Macouba, Le Prêcheur,
Saint-Pierre, concernant l'instauration d'une réglementation de protection opposable au public,
vu l'avis du Directeur régional de l'environnement en date du 12 juillet 2006,
vu l'avis du Directeur de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique en date du 26 avril 2006,
vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature en date du 13 décembre 2005,
sur proposition du Directeur général de l'Office national des forêts :

ARRETENT

Article 1

Est créée la Réserve biologique domaniale intégrale de la Montagne Pelée, d'une surface de
2285,28 ha, en Forêt départementalo-domaniale de la Montagne Pelée (Martinique).

La réserve concerne les parcelles cadastrales suivantes :

- Ajoupa-Bouillon : I40 (partie), I41 (partie)
- Basse-Pointe : K119, K120, K121, K122
- Grand-Rivière : C1, C2, C3, C4, C5, C6, C16
- Macouba : E1, E2 (partie), E3 (partie)
- Le Prêcheur : D1, D2, D3, D5, D6, D7, D8, D9
- Sainte-Pierre : K2, K3

- Il est interdit de réaliser tous travaux à l'intérieur de la réserve à l'exception de ceux liés à l'accueil du public, à sa sécurité, à l'entretien des bâtiments et constructions existants (refuges, gratoire...), et des concessions antérieures à la création de la réserve. Après autorisation préalable de l'ONF, des structures d'accueil à but scientifique ou de gestion de la réserve pourront être installées.

Article 4

Les autorisations visées par l'article 3 sont délivrées par l'ONF, dans le cadre de l'application du plan de gestion de la Réserve biologique ou d'autres actions autorisées après avis de la Commission Consultative Régionale des Réserves Biologiques. Ces autorisations ne sauraient tenir lieu des autres autorisations requises par les lois et règlements en vigueur.

Les personnes amenées à circuler dans la réserve hors des sentiers visés à l'article 3, dans le cadre des activités autorisées par le service gestionnaire, seront averties par écrit des risques inhérents à l'absence d'intervention portant sur la sécurité.

Article 5

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies des peines prévues pour les classes de contraventions correspondantes.

Article 6

Le Directeur général de l'Office national des forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs du département de la Martinique et affiché en mairies des communes d'Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Grand-Rivière, Macouba, Le Prêcheur et Saint-Pierre.

Fait à Paris, le 26 AVR. 2007

Pour le Ministre de l'Agriculture
et de la Pêche

Le Sous-Directeur de la Forêt et du Bois


Sécolène MALLET des FONTAINES

Pour le Ministre de l'Ecologie
et du Développement Durable

Le Sous-Directeur des Espaces Naturels


Christian BARTHOD

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'agriculture,
de l'agroalimentaire et de la forêt

Arrêté du

portant création de la réserve biologique intégrale de Prêcheur Grand Rivière (partie domaniale) (972)

Le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie,

- Vu le code forestier, en particulier les articles L. 212-1 à L. 212-3, R. 212-4, D. 212-1, D. 212-5 et R. 261-1 ;
- Vu la convention générale du 3 février 1981 concernant les réserves biologiques domaniales ;
- Vu l'instruction 98-T-37 du 30 décembre 1998 sur les réserves biologiques intégrales ;
- Vu l'arrêté ministériel réglant l'aménagement de la forêt domaniale du littoral (Martinique) ;
- Vu l'avis du Conseil national de la protection de la nature ;
- Vu les avis des maires des communes de Grand-Rivière et du Prêcheur concernant l'instauration d'une réglementation de protection opposable au public ;
- Vu l'avis du préfet du département de la Martinique concernant l'instauration d'une réglementation de protection opposable au public ;
- Vu l'avis du directeur de l'agriculture et de la forêt ;
- Vu l'avis du directeur régional de l'environnement ;
- Sur proposition du directeur général de l'Office national des forêts,

Arrêtent :

ARTICLE 1

Est créée la réserve biologique intégrale (RBI) de Prêcheur-Grand'Rivière, d'une surface de 40,98 ha en forêt domaniale du Littoral (Martinique).

La réserve concerne les parcelles cadastrales suivantes :

- Commune de Grand-Rivière : B1, B65, et B66 (partie) ;
- Commune du Prêcheur : C15, C21, C22 et C84 (partie).

La surface totale de la RBI de Prêcheur-Grand'Rivière est de 758,25 ha, comprenant également une propriété du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (CDL) d'une surface de 717,27 ha. Cette partie de la RBI, non domaniale, est créée par un arrêté du préfet de région.

ARTICLE 2

Les objectifs de la RBI de Prêcheur - Grand Rivière sont :

- la protection du patrimoine naturel ;
- la libre expression des processus d'évolution naturelle d'écosystèmes forestiers représentatifs du massif de la Montagne Pelée et de sa marge littorale, à des fins d'accroissement et de préservation de la diversité biologique ainsi que d'amélioration des connaissances scientifiques.

ARTICLE 3

Les parties de la forêt domaniale du Littoral visées à l'article 1 sont gérées conformément à un plan de gestion, approuvé par le présent arrêté pour la période 2008-2019.

Il est consultable dans les mêmes conditions que la partie technique des documents d'aménagement.

ARTICLE 4

Afin d'atteindre les objectifs de la RBI de Prêcheur Grand Rivière, et pour la sécurité du public, les activités humaines y sont réglementées de la façon suivante :

- 1) Les activités forestières, pastorales et agricoles sont interdites.
- 2) La circulation du public est interdite, à l'exception des sentiers pédestres balisés avec l'autorisation de l'ONF et aménagés :
 - sentier Prêcheur-Grand'Rivière, d'Anse Couleuvre (commune du Prêcheur) à Fond Moulin (commune de Grand'Rivière) avec les trois accès à l'Anse Lévrier, Anse à Voile et Anse des Galets ;
 - sentier de la rivière Anse Couleuvre.

Cette interdiction ne s'applique pas aux personnels de l'ONF chargés de la gestion de la RBI, aux personnels du CDL et aux personnels chargés de missions scientifiques et autres actions réalisées dans le cadre de la gestion de la réserve et aux personnels des services attributaires de concessions antérieures à la création de la réserve dans le cadre strict de l'exercice de leur concession.

- 3) La circulation des véhicules à moteur est interdite, à l'exception de ceux utilisés par les services de l'ONF ou du CDL, de secours et de police.
- 4) La chasse est interdite.

- 5) Il est interdit de déranger les animaux par quelque moyen que ce soit, de prélever ou de porter atteinte à toutes espèces animales ou végétales, à l'exception d'actions de gestion de la réserve (entretien et sécurisation des sentiers, lutte contre des espèces envahissantes non indigènes) et d'études scientifiques prévues au plan de gestion de la réserve ou d'autres études autorisées par l'ONF.
- 6) Il est interdit d'introduire des végétaux ou des animaux, à l'exception de programmes de réintroduction ou de renforcement d'espèces réalisés dans le cadre de la gestion de la réserve.
- 7) Le camping et le bivouac sont interdits, sauf autorisation délivrée par l'ONF dans le cadre des missions scientifiques ou de gestion de la réserve.
- 8) Il est interdit de troubler le calme ou la tranquillité des lieux en utilisant tout appareil sonore.
- 9) Il est interdit de collecter des minéraux et d'intervenir de quelque manière que soit sur des sites géologiques sauf dans le cadre d'études scientifiques prévues au plan de gestion de la réserve ou autres études autorisées par l'ONF.
- 10) Il est interdit de réaliser tous travaux à l'intérieur de la réserve à l'exception de ceux, prévus au plan de gestion de la réserve ou autres travaux autorisés par l'ONF, liés à l'accueil et à la sécurité du public ou à des études scientifiques. Les produits de coupes d'arbres seront laissés dans la réserve.

L'attention des personnes amenées à circuler à l'intérieur de la réserve dans le cadre des activités autorisées aux articles 4 et 5 est attirée sur l'absence d'interventions portant sur la sécurisation du milieu naturel.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R. 261-1 du code forestier, les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies de la peine d'amende prévue pour les contraventions de 4^{ème} classe.

ARTICLE 6

Les dispositions des articles 4 et 5 s'appliquent sans préjudice des réglementations générales ou particulières, notamment celles relatives à :

- l'interdiction de circulation des véhicules (y compris vélos et chevaux) dans les espaces naturels ;
- l'interdiction de tout apport de feu en forêt ;
- la protection particulière de certaines espèces animales ou végétales ;
- l'interdiction de tout dépôt d'ordures ;
- l'interdiction de toute manifestation collective n'ayant pas reçu préalablement l'autorisation de l'ONF.

ARTICLE 7

Le directeur général de l'Office national des forêts est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au bulletin officiel du ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt et affiché en mairie des communes de Grand Rivière et du Prêcheur.

Fait le **28 JAN. 2014**

Le ministre de
l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt,
Pour le ministre et par délégation :

La Directrice générale des politiques agricole,
agroalimentaire et des territoires


Catherine GESLAIN-LANEELLE

Le ministre de l'écologie,
du développement durable et de l'énergie
Pour le ministre et par délégation :

Le Directeur Général de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature


Jean-Marc MICHEL

Section B

Limite Est des lieux-dits Cap Saint-Martin et Souffleur

Le rivage de l'océan Atlantique jusqu'à son intersection avec la limite entre les communes de Grand-Rivière et du Prêcheur

Commune du Prêcheur

Section C

Le rivage de la mer des Antilles jusqu'au point de départ

L'îlet la Perle est compris dans le site classé

2) - Parties maritimes

Le domaine public maritime est classé sur une largeur de 500 m au droit des parties terrestres classées, y compris l'îlet la Perle

ARTICLE 2 : Le présent décret sera notifié au Préfet de la Martinique et aux maires du PRECHEUR et de GRAND-RIVIERE.

ARTICLE 3 : Le présent décret, la carte au 1/25000ème et les plans cadastraux annexés pourront être consultés à la Préfecture de la Martinique et aux mairies du PRECHEUR et de GRAND-RIVIERE.

ARTICLE 4 : Le ministre de l'environnement est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Française.

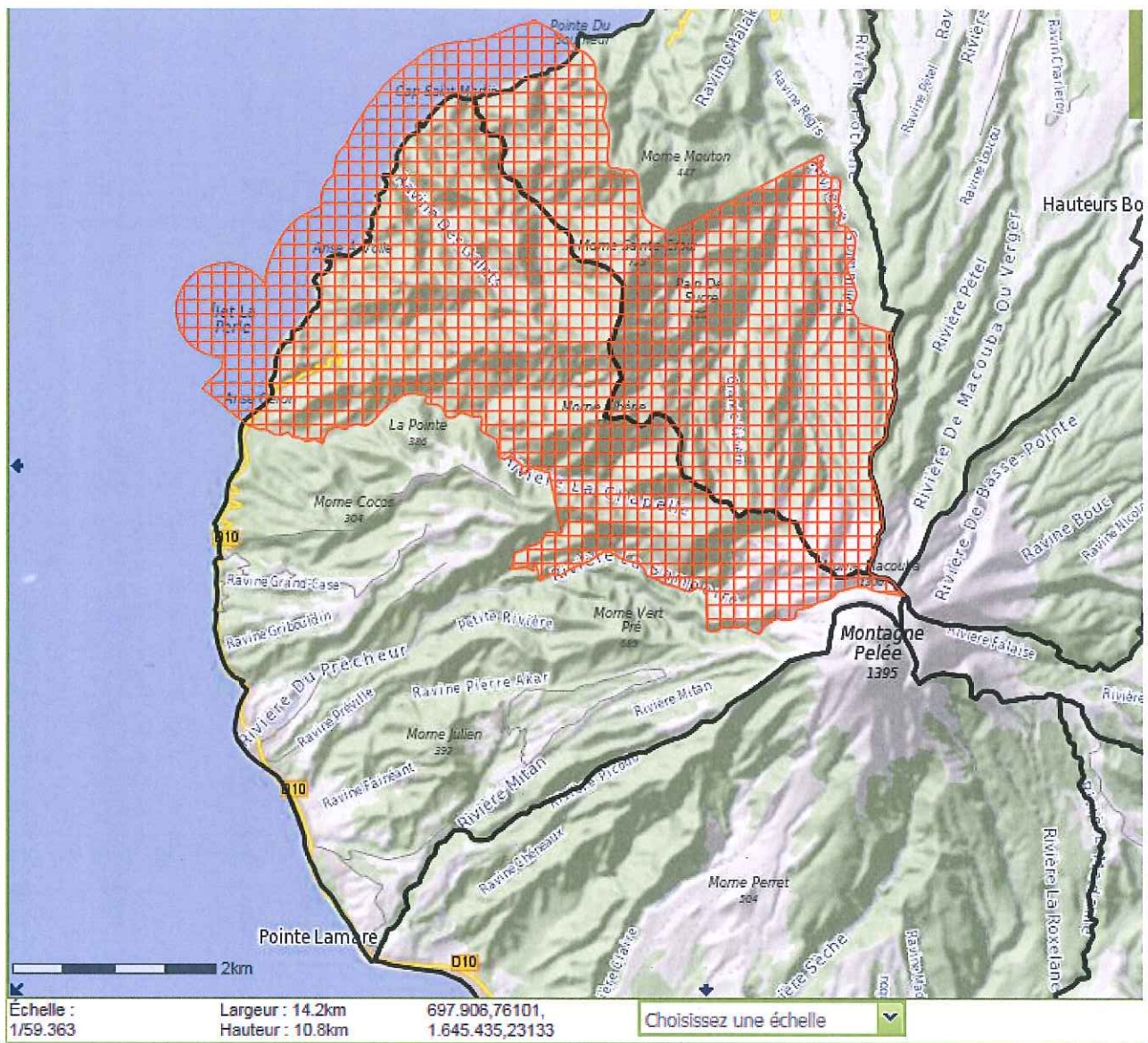
Fait à PARIS, le 28 MAI 1996

Alain JUPPE

Par le Premier ministre,

Le ministre de l'environnement

Corinne LEPAGE



Carte publiée par l'application CARTELIE
 © Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement du SG/SPSSI/PSI/PS11 - CP21 (DOM/ETER)